



HAL
open science

La quête identitaire de l'Etat turc : Etats, Nations, nationalismes de 1839 à nos jours

Geneviève-Lea Raso

► **To cite this version:**

Geneviève-Lea Raso. La quête identitaire de l'Etat turc : Etats, Nations, nationalismes de 1839 à nos jours. Droit. COMUE Université Côte d'Azur (2015 - 2019), 2017. Français. NNT : 2017AZUR0005 . tel-01542298

HAL Id: tel-01542298

<https://theses.hal.science/tel-01542298v1>

Submitted on 19 Jun 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Côte d'Azur

Ecole Doctorale de Droit (DESPEG ED 513)

Laboratoire : CERDACFF

Thèse présentée par :

Geneviève-Lea Raso

Soutenue publiquement le : 31 mars 2017

Pour obtenir le grade de Docteur en droit

Spécialité : Droit public

La quête identitaire de l'Etat turc : Etats, Nation, nationalismes de 1839 à nos jours

Membres du jury :

Madame **Anne RAINAUD**, Directrice de Thèse.

Monsieur **Patrick AUVRET**, Professeur, Université de Nice Sophia Antipolis.

Madame **Marie-José DOMESTICI-MET**, Professeur émérite de l'Université Aix-Marseille.
Rapporteur.

Monsieur **Jean-Luc PISSALOUX**, Professeur de droit public à l'IEP de Lyon. Rapporteur.

A ma famille

A mon grand-père, originaire de ce vaste Empire

Remerciements

A ma directrice de thèse Anne Rainaud qui a accepté de diriger mon travail, me prodiguant à chacune de nos rencontres ses conseils amicaux.

Je remercie toute l'équipe du CERDACFF qui m'a chaleureusement accueillie et m'a permis de présenter ma thèse à l'ensemble de ses membres, me conseillant sur certaines orientations à donner à celle-ci.

Mes remerciements vont aussi à Etienne Copeaux qui m'a encouragée à rédiger cette thèse, qui m'a apporté son aide par ses articles et sa connaissance affûtée de la Turquie et du nationalisme turc.

Merci aussi à Pinar Selek qui m'a encouragée à poursuivre mes recherches.

A ma famille source inépuisable de courage.

Sommaire

Partie 1 : Des réformes à l'origine de la Nation turque

Titre 1. Les premières constitutions et les balbutiements de la Nation

Chapitre 1 : Un réveil identitaire progressif

Chapitre 2. La Nation turque : une œuvre démiurgique et révolutionnaire

Titre 2. Affirmation et remise en cause de la laïcité

Chapitre 1. Les normes culturelles et sociétales du nouvel Etat

Chapitre 2. Les tensions entre laïcité et religiosité

Partie 2 : L'ultranationalisme et le renforcement du pouvoir étatique

Titre 1. Le nationalisme auxiliaire de l'Etat turc

Chapitre 1 : Le nationalisme des années de plomb

Chapitre 2. Les forces nationalistes font face à l'Occident

Titre 2. Le retour aux sources ottomanes du pouvoir

Chapitre 1. La Turquie : nostalgie "d'un Empire défunt

Chapitre 2. Les forces religieuses moteur de la néo-ottomanité de l'Etat turc

Prononciation turque

c équivaut à dj

ç équivaut à tch

g prononciation dure **ex : Girit** (la Crète) se prononce « Guirit »

ğ lettre muette a pour fonction de précéder la voyelle qui précède, **ex : Erdoğan**, se prononce « Erdoan »

h lettre aspirée

ı graphiquement il s'agit d'un i sans point, mais la lettre se prononce eu, **ex : Kıbrıs** (Chypre) se prononce « Këbrëuse »

J se prononce comme en français

ö se prononce « eu »

r est toujours roulé

s est toujours dur **ex : lise** (lycée)

ş se prononce « ch »

u se prononce « ou »

ü se prononce comme le « u » français

Repères chronologiques

1839 : début des *Tanzimat*

1853-1855 : guerre de Crimée opposant les Russes aux Turcs

1876-1909 : règne d'Abdülhamid

1876-1878 : guerre opposant l'Empire à la Serbie et à la Russie. A l'issue de laquelle le traité de San Stefano sera signé

1878 : les Britanniques achètent l'île de Chypre. La Serbie, la Roumanie sont indépendantes à l'issue du congrès de Berlin. La Bosnie-Herzégovine passe sous souveraineté Austro-hongroise et l'Anatolie orientale est occupée par la Russie

1894-1896 : soulèvement arménien et premiers massacres

1894 : naissance du *Comité Union et Progrès*

1908 : révolution des Jeunes-Turcs

1911-1912 : guerre de Tripolitaine et annexion de la province par l'Italie

1912-1913 : guerres balkaniques

1914-1915 : invasion russe en Anatolie

1915 : déportation et massacre des populations arméniennes

1915-1916 : bataille des Dardanelles, Mustafa Kemal et ses hommes font échec au débarquement allié

1916 : soulèvement des provinces arabes de l'Empire

1917-1918 : retrait ottoman des provinces d'Irak, Syrie, Palestine. Proclamation de l'indépendance azérie, du Turkestan, Crimée

1918 : armistice de Moudros

1919-1922 : guerre opposant les Grecs et les nationalistes turcs pour la prise de Smyrne et sa région

1921 : les Russes évacuent l'Anatolie orientale

1922 : reprise de Smyrne par les Turcs ; armistice de Mudanya

1923 : traité de Lausanne et proclamation de la République

1923 : Congrès économique d'Izmir

1924 : abolition du califat

1928 : adoption de l'alphabet latin

1932 : premier congrès d'histoire turque à Ankara

1934 : *Soyadi Kanunu* ou loi sur les noms de famille

1937 : troisième congrès linguistique

1939 : annexion de la province du Hatay

1945 : fin de la guerre et début du multipartisme

1960 : coup d'Etat militaire, Adnan Menderes est arrêté puis exécuté

1971 : coup d'Etat militaire

1980: coup d'Etat militaire

1989-1993 : présidence Turgut Özal

2002 : parti islamiste de l'*AKP* au pouvoir

2007 : Affaire Ergenekon

2010 : Référendum visant à modifier la Constitution

2016 : coup d'Etat manqué

2017 : (18 avril) Référendum pour modification de la Constitution de 1982.

Liste des acronymes

AKP : Adalet ve Kalkınma Partisi : Parti de la justice et du développement

BBP : *Büyük Birlik Partisi*, Grand parti de l'Unité

GANT : Grande Assemblée nationale de Turquie : en tr : *Türkiye Büyük Millet Meclisi*

IBB : *Mairie métropolitaine d'Istanbul* : en tr : *Istanbul büyükşehir belediyesi*

IGMG : *Islamische Gemeinschaft Milli Görüş*

IHH : *Insani Yardım Vakfı*

IP : *İşçi Partisi* : Parti ouvrier

JITEM : *Jandarma İstihbarat ve Terörle Mücadele*. Service de renseignements et antiterrorisme de la gendarmerie.

LAHASÜMÜT : *laik hanefi sünni müslüman türk*, Turc musulman sunnite hanafite et laïque

MGK : *Milli Güven Kurulu* : Conseil national de sécurité

MHP: *Milliyetçi Hareket Partisi* : Parti d'action nationaliste

MIT : *Milli İstihbarat Teşkilatı*

NAZI : *Nasyonal Aktivite ve Zinde Inkisaf* : activité et développement alerte nationaux

ÖHD : *Özel Harp Dairesi*. Département de la guerre

ÖKK : *Özel Kuvvetler Komutanlığı*. Commandement des forces spéciales.

PKK : *Partiya karkeren Kurdistan. Le parti des travailleurs du Kurdistan*

STK : *Seferberlik Taktik Kurulu* ou groupe de mobilisation tactique

TIKA : *Türk İşbirliği ve Kalkınma Ajansı*. Agence Turque de Coopération Internationale

MTTB : *Milli Türk Talibe Birliği* : L'union nationale des étudiants turcs

Introduction générale

L'historiographie occidentale¹ fait remonter la naissance du nationalisme turc à la proclamation en 1923 de la République, par Kemal Atatürk. Un acte qui signait la fin de l'Empire ottoman (1453-1923). Quant à Mustafa Kemal, il est présenté comme l'idéologue, le père de l'Etat- nation, auquel il a donné naissance, en réaction au pouvoir cosmopolite, mis en place par les sultans qui se sont succédés sur le trône d'Othman, et aux menaces que faisaient peser les revendications étrangères sur les restes de l'Empire, réduit après le premier conflit mondial à une peau de chagrin.

Pourtant, ramener la nation et le nationalisme turc à la proclamation de la République est une vision réductrice de la réalité. Et, force est de constater que bien peu d'ouvrages traitent du sujet et abordent la question sous l'angle du protonationalisme², qui a conditionné l'apparition de la Nation turque et du nationalisme. Un vide qui constitue une lacune importante, puisque cette période cruciale partiellement ignorée, doit être considérée comme une période de gestation, un laboratoire d'idées qui continueront d'influencer le développement du nationalisme au 21^{ème} siècle et donc l'Etat turc lui-même.

Le 19^{ème} siècle est l'ère des nationalismes, ils s'épanouissent un peu partout en Europe et notamment dans la péninsule balkanique placée sous la férule de l'Empire. Les peuples sous souveraineté ottomane commencent à manifester souvent violemment, leur désir d'autonomie, en mettant en avant leur appartenance nationale et profitent de la faiblesse militaire de l'Empire pour prendre leurs distances avec la Sublime Porte.

Quant aux sujets Turcs-ottomans, rien ou presque, ne les prédisposent, à cette date (1830) à revendiquer une quelconque appartenance nationale et de ce fait leur sort semble irrémédiablement lié à celui de l'Empire, dans le meilleur comme dans le pire. Pour l'essentiel, ils s'en tiendront au rôle que leur a assigné le pouvoir et se considèrent exclusivement comme des sujets musulmans du sultan-calife ottoman. Un point de vue qui va évoluer au gré des événements extérieurs : guerres balkaniques et révoltes, qui vont amener

¹ **François Georgeon** a démontré dans son article *la montée du nationalisme turc,(1908-1914)* que celui-ci prend racine dans l'Empire ottoman et plus particulièrement à prise de pouvoir des Jeunes-Turcs (1908). Mais cette vision nous semble réductrice. Car les racines sont plus profondes, même si le nationalisme n'est pas encore une force politique.

² Le protonationalisme est un nationalisme primitif.

les musulmans à s'interroger sur leur place parmi les sujets du sultan et sur leur identité propre.

La période des *Tanzimat* (1839-1878) qui a été marquée par une volonté de réformes, a permis à l'élite ottomane souvent formée en Occident, d'occidentaliser l'Empire par le biais de ses institutions. Aussi, calqué sur le modèle occidental, une citoyenneté ottomane (1869)³ va voir le jour. Mais les populations qui composent l'Empire ottoman n'étant pas prêtes à accepter cette idée de citoyenneté, dans laquelle ils ne se reconnaissent pas, ce qui va entraîner son échec, dont les conséquences seront funestes pour les peuples non « turcs », d'Anatolie⁴.

On a souvent affirmé que l'Empire ottoman était une mosaïque de peuples aux cultures, religions et langues différentes mises en présence par la conquête ottomane. Néanmoins il convient « *de parler d'hégémonie, ces sociétés ne peuvent pas être pensées dans une perspective comparée, transculturelle et transhistorique, mais exclusivement dans le cadre de la religion et de la culture musulmanes* »⁵. Ainsi ces peuples ne développèrent jamais la moindre d'affinité entre eux et furent maintenus dans ce vaste ensemble de manière artificielle, jusqu'à ce que l'esprit de la Révolution française et du Printemps des peuples fassent souffler sur eux un vent de liberté. Ces revendications nationalistes ont empêché *de facto*, la réalisation d'une supranationalité ottomane, qui aurait pu être une réponse à la fois aux nationalismes, dans laquelle les peuples balkaniques qui rêvaient de faire sécession avec l'Empire ottoman auraient pu se reconnaître et dont le succès aurait pu prolonger le pouvoir ottoman. Aussi, l'idée de nationalité a été autant rejetée par les peuples de l'Empire que par les Turcs-ottomans eux-mêmes, qui dans l'ensemble, ne percevaient pas la nécessité

³ Certains auteurs utilisent indifféremment les termes de nationalité et de citoyenneté, ce qui dans le cas ottomans n'est exact, puisque le terme de nationalité est l'appartenance à une nation. Or, la nation à ce moment précis de l'histoire turco-ottomane n'existe pas. En revanche l'idée de citoyenneté ottomane est à concevoir dans son acception romaine. Le terme de citoyen provient du latin *civitas* droit de cité, droit d'un habitant d'un pays. Le citoyen ottoman devient membre d'un Etat.

⁴ Cela fait référence aux massacres dont seront victimes les Arméniens, dont les révoltes furent durement réprimées. Le Sultan Abdül Hamid acquiert le surnom de « sultan rouge » en référence à la répression sanglante survenue entre 1894 et 1896, ce sont plus de 200 000 Arméniens qui sont tués, et 100 000 sont convertis de force à l'islam.

⁵ **Kazancigil, A**, *L'Etat figure centrale de la modernité turque*, In : *La Turquie*, ouvrage collectif dir. **Vaner, S**, Fayard/ Ceri, 2005, p.120.

d'appartenir à une nationalité, quand la religion suffisait amplement, à leurs yeux, à les définir en tant que groupe humain.

Malgré les incompréhensions et les oppositions politiques, l'idée de nation va se concrétiser au fur et à mesure qu'auront lieu des événements traumatisants, comme les guerres balkaniques. Les villes ne sont pas épargnées et la ville la plus cosmopolite de l'Empire, Salonique, voit se développer à la fin du 19^{ème} siècle la propagande anti-ottomane mise en place par les tenants des nationalismes, grec, bulgare, macédonien. Les revendications s'y développent et la ville devient un centre de la rébellion qui s'est propagée à travers tout l'Empire, prenant pour cible le pouvoir ottoman, sa représentation, mais aussi, les Turcs-ottomans.

Le rôle joué par les puissances étrangères sera déterminant dans la naissance du nationalisme qui a précédé de cinquante ans la naissance de la nation turque édifée par Mustafa Kemal. Cette influence étrangère n'est pas simplement financière, économique, mais aussi idéologique et la vision orientaliste prédomine dès le 18^{ème} siècle, imposant à l'Empire sa conception politique.⁶ Aussi, la « tyrannie » du régime « politique et social inacceptable »⁷ exercée par le pouvoir ottoman qui avait été un « élément repoussoir »⁸, permet quelques siècles plus tard à l'Occident d'imposer son modèle, et ce jusqu'à la proclamation de la République. Mustafa Kemal donnera un cadre politique à la Nation turque, visant à limiter l'influence étrangère sur le nouveau pays, mais aussi juridique en modifiant l'ordre juridique établi et qui plaçait l'islam et ses représentants en position d'édicter les règles de droit. Désormais, les codes seront occidentaux et c'est à la Grande Assemblée nationale de Turquie que reviendra le pouvoir de légiférer.

L'objet de notre étude qui porte sur «**la quête identitaire de l'Etat turc : Etats, Nation, nationalismes, de 1839 à nos jours** » doit être précisé sans détour, il s'agit dans un premier temps de démontrer de quelle manière le pouvoir ottoman a banni l'élément turc des cercles du pouvoir, en reprenant, notamment à son compte le titre de calife, avec l'organisation sociétale qui en a découlée. Nous nous intéressés aux raisons qui ont présidés à l'effacement

⁶ C'est la thèse défendue par **Edward Saïd**, dans son ouvrage consacré à *l'Orientalisme, l'Orient créé par l'Occident*, Point, 2015, 569 p.

⁷ **Veinstein, G**, *La frontière ottomane jusqu'à la fin du 17^{ème} siècle*, cours dispensé au Collège de France, sd, <https://www.college-de-france.fr>.

⁸ **Veinstein, G**, Ibidem.

de la conscience identitaire « turque ». Ce passage lié à l'histoire de l'Empire ottoman permet à la fois de comprendre l'action de Mustafa Kemal et ses positions qui ont pu paraître intransigeantes. Travailler sur le nationalisme turc impose certaines contraintes, qui ont trait à la linguistique, qui occupera une place importante sous la République, car pour la première fois dans l'histoire turco-ottomane⁹, la langue passe d'un statut véhiculaire à vernaculaire destinée au peuple à ses relations avec le pouvoir, mais aussi à forger une identité turque. Aussi, dans une première nous allons ainsi démontrer la difficulté qu'il y a à transposer de concepts relatifs à la nation (**Paragraphe 1**).

Les ajustements permettront de pallier cette absence conceptuelle et le nationalisme turc parviendra à se frayer un chemin et trouver une voie, certes, difficile, mais en réussissant malgré tout à bâtir une nation turque. Nous verrons donc quels sont les révélateurs du nationalisme turc et ces éléments déclencheurs (**Paragraphe 2**). Enfin, (**Paragraphe 3**) nous aborderons notre problématique et les axes de notre étude.

Paragraphe 1. Le vocabulaire de la nation et ses emprunts

Les concepts gravitant autour de la future nation turque ont fait objet d'une transposition souvent délicate des concepts occidentaux. Pendant la période protonationaliste qui démarre du milieu du 19^{ème} siècle, on assiste de la part des élites à l'expression de notions jusque là inconnues et qui apparaissent, hors du cadre admis par la religion musulmane. Le terme « laïc » constitue un bel exemple, car il est inconnu dans le lexique osmanli et appartient à la catégorie de ces termes qui seront empruntés au vocabulaire occidental.

L'un des chantres du nationalisme turc, Ziya Gökalp¹⁰ tente de donner une équivalence au terme « laïc ». La laïcité étant inconcevable dans un pays musulman, il le traduit par *Ladini*,

⁹ L'élite turco-musulmane s'exprimait en osmanli, une langue empruntant de nombreux termes à l'arabe au persan et au turc. Cette langue aulique était réservée à un nombre restreint. Le paysan anatolien, s'exprimait quant à lui dans un turc peu élaboré.

¹⁰ Ziya Gökalp (1876-1924) est l'un des théoriciens du panturquisme, idéologie qui a commencé à s'exprimer dès la prise de pouvoir des Jeunes-Turcs. Il est l'auteur d'un célèbre ouvrage de référence intitulé : *Turcité, islamité et modernité*.

référence directe aux peuples latins, puis il adoptera le terme de *laik*, qui a fini par s'imposer et qui est utilisé en turc moderne.

Les linguistes, Sylvaine Rémi-Giraud et Pierre Retat ont travaillé sur les termes qui gravitent autour du concept de « nation ». Ils ont démontré, que dans le cas ottoman, ces derniers sont, inexistant¹¹. Les Ottomans utilisent la terminologie arabe « Umma » pour désigner le mot nation, watan (patrie), wahada (unité), qawmiyya (nationalité).¹²

L'observation de cette terminologie, permet d'affirmer qu'elle ne traduit pas fidèlement le sens qui leur a été donné à l'origine en Occident, en effet, l'Umma, s'il désigne la nation, il revêt surtout un sens religieux, qui ne figure pas dans l'acception occidentale du terme. De ce sens religieux, les Ottomans en hériteront, car comme nous le démontreront, plus loin dans notre étude, le terme de nation dont l'équivalent turc est *millet* désigne à la base, une communauté confessionnelle.

Dès lors, on détecte une certaine carence dans les termes traditionnellement dévolus à l'Etat et à la nation. C'est un écueil, bien connu des linguistes spécialisés dans la traduction de textes juridiques : l'équivalence de concepts qui ont leur enracinement en Occident et dont on peine à trouver des équivalents satisfaisants, lorsqu'il s'agit de les transposer à la réalité orientale.

Aussi, lorsque l'ONU décida dans les années postérieures à la Seconde guerre mondiale, de faire traduire la *Déclaration universelle des Droits de l'homme et du Citoyen*, elle fut confrontée à un immense problème : l'absence de terminologie permettant de désigner des concepts nés en Occident des siècles plus tôt et impossibles d'adapter à la réalité chinoise, comme par exemple les droits de l'homme.¹³

Cette digression nous permet d'expliquer les difficultés auxquelles nous avons été confrontées lorsque nous nous sommes approchés de notions utilisées habituellement pour définir la nation en tant que création étatique. D'abord dans l'Empire ottoman, puis en Turquie. Et la première difficulté à trait à la définition de l'Etat qui se présente sous un jour différent, par

¹¹ Rémi-Giraud, S, Retat, P, *Les mots de la nation*, Presses universitaires de Lyon, 1996, 326 p.

¹² Rémi-Giraud, S, Retat, P, p. 67.

¹³ Cours de linguistique générale du Master de Linguistique appliquée, donné par le Professeur Eliane Mollo, (2000-2001), faculté de Lettres de Nice.

rapport à celle que les Etats occidentaux lui donnent. Aussi, elle ne recouvre pas tout à fait les mêmes concepts. (A)

A.L'Etat

Selon la théorie de Raymond Carré de Malberg, la nation souveraine ne se trouve plus placée en position subalterne, cela pose quelques problèmes lorsque on transpose cette conception à l'Empire exerçant une compétence partielle et limitée, mais elle est titulaire de toute la puissance de l'Etat.¹⁴ Or dans le système ottoman, la puissance étatique est détenue par le sultan, « *indissociable de la dynastie qui le constitue* »¹⁵. Il s'agit d'une force temporelle, mais aussi religieuse depuis la proclamation du califat au 16^{ème} siècle et par le Şeyhülislam qui incarne le pouvoir religieux, mais dont la fonction dépend du sultan¹⁶. Quant à la nation, au sens occidental du terme, elle est inexistante ou du moins, en transposant l'idée défendue par Carré de Malberg,¹⁷ elle est incarnée par le sultan et sa dynastie. Un noyau duquel vont être exclus les Turcs-ottomans descendants des guerriers qui ont pris Constantinople. C'est la raison pour laquelle traiter du nationalisme ottoman revient à prendre en compte, les manques et les absences de cette terminologie imparfaite et se substitue à la nation défailante.

On peut s'interroger sur cette « pauvreté » notionnelle entourant le domaine politique, et l'on s'aperçoit que cela a trait à l'histoire et au développement de l'Empire, comme cela sera démontré plus loin. L'Empire ottoman s'est bâti à partir de la conquête et a privilégié le militaire au détriment du politique. La conquête n'a eu qu'un temps et l'Empire ne s'est pas

¹⁴ **Carré de Malberg, R**, *Contribution à la théorie générale de l'Etat*, Paris, 1920-1922, Librairie Recueil Sirey (réimpression par les éditions du CNRS, 1962).

¹⁵ **Vatin, N, Veinstein, G**, *Le Sérail ébranlé. Essai sur les morts, dispartions et avènements des sultans ottomans. XIVE-XIXe siècle*, Paris, Fayard, 2003, p.38.

¹⁶ Dès 1424 le titre est devenu une fonction à part entière dans l'Empire ottoman des califes, qui avait une hiérarchie stricte d'ulémas. Il s'agit de la plus haute fonction religieuse dans l'Empire, il était nommé par le sultan parmi les cadi, ou juges.

¹⁷ **Maulin, E**, *Carré de Malberg et le droit constitutionnel de la Révolution française*, In : *Annales historiques de la Révolution française*, Vol, 328 Numéro 1, 2002, pp. 5-25.

donné les moyens de bâtir une nation turco-ottomane, elle s'est contentée d'une organisation religieuse de sa société. C'est ce que traduit la terminologie politique de l'Etat ottoman, qui se compose pour l'essentiel d'emprunts aux langues voisines : mongole, arabe, persane et même européennes.

Les sultans n'ont pas créé un modèle politique purement ottoman. Leur objectif étant la conquête de terres nouvelles, ils ont souvent laissé en place l'administration des pays conquis. Ce qui explique la pauvreté de la terminologie politique.

Les sultans n'avaient que peu d'intérêt pour le politique, en revanche la conquête en avait beaucoup plus à leurs yeux. Henry Laurens, John Tolan et Gilles Veinstein nous en fournissent un exemple avec le mythe fondateur de la *pomme rouge*, que les Ottomans ont pris aux Byzantins pour l'adapter à l'esprit de la conquête¹⁸. Au 17^{ème} siècle, le grand voyageur, Evlyâ Çelebi (1611-1682), qui constate un piétinement de la conquête, mentionne six « pommes rouges », dont quatre ont été conquises, deux doivent l'être. Il s'agit de Vienne et de Rome. Mais l'allusion à la pomme rouge, que le nationalisme turc se réappropriera, figurait lors des cérémonies d'investiture des nouveaux sultans. Au cours d'un rituel, le nouveau sultan rendait visite aux janissaires et au moment de prendre congé, il prononçait : *Kızılma'da görüşürüz*, ce qui signifie « nous nous reverrons lors d'une prochaine conquête ».¹⁹

Le terme de *Devlet* provient d'un mot arabe, *Dawla* signifiant l'Etat. Mais en turc aux premiers temps de l'Empire, il signifie « tour de chance » et par extension l'autorité accordée par la chance à un individu. Ce qui laisse la porte ouverte à tous les possibles et explique que les sultans useront du fratricide pour se maintenir au pouvoir. L'autorité ils l'exerceront, en s'appuyant sur le *Divan*, terme arabe que l'on peut traduire par cabinet ou office et qui est constitué de conseillers, voire de courtisans. La puissance étatique émane par conséquent du sultan, comme le précise Carré de Malberg à propos de l'Etat souverain : « *il détient une*

¹⁸ **Laurens, H, Tolan, J, Veinstein, G**, *L'Europe et l'Islam, quinze siècles d'histoire*, Odile Jacob, 2009, p 196, 451 p.

¹⁹ Cette phrase prouve à quel point, le pouvoir ottoman est d'essence militaire et que les préoccupations des sultans étaient d'accroître l'étendue de l'Empire. Tout ou presque était axé sur le militaire et non sur le politique, ce qui explique en partie la carence au niveau du vocabulaire, sur lequel nous insisterons tout au long de la présente thèse.

puissance qui ne relève d'aucun pouvoir et qui ne peut être égalée par aucun autre pouvoir ». ²⁰

Aussi il fait fi de l'idée de gouvernement qui n'existe pas dans la conception ottomane de l'Etat. D'ailleurs, le terme de « gouvernement » ou *hükümet*, est absent du lexique osmanli, puisque le terme de gouvernement ne fera son apparition qu'en 1897, sous la plume du diplomate et homme d'Etat, Sadik Rifat (1807-1857) qui parlera des « *gouvernements des Etats de l'Europe* ». ²¹ Il distinguera l'Etat en tant qu'abstraction et le gouvernement représenté par un groupe d'homme exerçant l'autorité étatique.

Les emprunts ne se limitent pas à la terminologie, mais s'étendent aussi aux concepts. L'Etat ottoman n'est pas uniquement d'essence musulmane, il revendique aussi l'héritage politique de l'Empire byzantin.

Lorsque les « Turcs-ottomans » se sont emparés en 1453 de la ville de Constantinople, mettant fin à l'Empire chrétien d'Orient, ils ont également pris aux Byzantins leur manière de gouverner : le *césaropapisme*, dont la naissance politique est contemporaine de la conversion au christianisme de l'empereur Constantin au début du 6^{ème} siècle. Ce mode de gouvernement puise ses racines dans l'Antiquité tardive, au moment de l'émergence du christianisme dans l'Empire byzantin. En Occident, il correspond à la période ottonienne.

C'est un système de gouvernement temporel incarné par l'empereur byzantin et qui sera repris par le sultan. Dans une volonté de domination universelle, il cherche à exercer son pouvoir de manière illimitée et pour ce faire, il n'hésite pas à s'emparer du pouvoir spirituel, en devenant le chef spirituel de millions de musulmans à travers le monde.

L'Empereur empiétait sur les affaires de l'Église et le sultan sur celle de l'islam en devenant au 16^{ème} siècle, calife. Dans le droit musulman, le titre de calife permet à son détenteur d'exercer un droit d'ingérence dans les affaires religieuses et une puissance illimitée sur le monde musulman, que les sultans détiendront jusqu'à l'abolition du sultanat par Mustafa Kemal.

²⁰ Carré de Malberg, R, *Contribution à la théorie générale de l'Etat*, p.70.

²¹ Lewis, B, *Le langage politique de l'islam*, Gallimard, 1988, 256 p.

Ainsi, le pouvoir impérial et l'islam seront les deux piliers de l'Empire. Par conséquent, ce qui règle la société ottomane, c'est la religion musulmane. Le système de la sharia codifiait toute la vie publique, pour les sujets musulmans. Dès le début de l'Empire ottoman, la charge de grand mufti d'Istanbul est devenue une charge de Sheikh, qui s'étendit peu à peu en un pouvoir juridictionnel sur tous les tribunaux de l'Empire. Par la sharia tous les aspects de la vie politique, sociale et familiale sont soumis à la loi religieuse. Et un individu se définit, non par sa race mais par sa religion et se trouve soit représenté par le chef de sa *lonca*²² ou bien par le chef de sa communauté religieuse, le *millet* (B).

B. Le millet, calque imparfait de la nation

Animés d'un esprit de conquête, les sultans successifs ont donc négligé de bâtir leur société en s'appuyant sur une aristocratie, de créer un socle national, sur lequel ils pourront compter, le moment venu. Une absence qui leur sera fatale quelques siècles plus tard. Le mot nation est commun à celui de communauté, le *millet* qui en turc désigne la nation, n'a pas le même sens que terme de nation, tel que nous la définissons en Occident.

Le *millet* traduit le terme de nation et le terme a été forgé sur le mot arabe de « *milla* » ou mot. Le *millet* s'adresse aux populations qui se reconnaissent dans un « mot » ou un livre, puisqu'il concerne les « gens du Livre ».

D'essence religieuse, il propose une stratification de la société turque et identifie les groupes présents dans l'Empire par leur appartenance religieuse. Ce qui a fait dire à Bernard Lewis²³, que le *millet* est beaucoup plus religieux dans l'esprit que l'*umma*²⁴. Car il convient d'ajouter que ce système, concerne également les musulmans.

La base du *millet* est religieuse plutôt qu'ethnique, la preuve nous est apportée par le millet musulman qui englobait les Turcs, les Albanais, les Arabes et les Kurdes.

²² Mot qui signifie : corporation.

²³ Lewis, B, opus cité.

²⁴ Communauté des croyants.

Les Ottomans percevaient le monde extérieur en termes analogues, Bernard Lewis cite un message qui a été envoyée par le sultan ottoman à la reine Elisabeth 1^{re} :

« *Gloire des dames vertueuses de la Communauté chrétienne, Aînée des matrones révérees de la Secte de Jésus, Modérateur des peuples de la Foi de Nazareth, qui tire les traînes de la majesté et de la révérence, Maîtresse des gages de grandeur et de gloire, Reine du vilâyet d'Angleterre, puisse sa fin être heureuse* ». ²⁵

Ce qui apparaît dans sa titulature, c'est l'appartenance religieuse de la reine, et en tout dernier lieu elle est rattachée à un royaume « le vilâyet d'Angleterre », lieu où s'exerce son autorité et qui est assimilé à une province dont l'administrateur est le *vali* ou gouverneur. Ce qui révèle une certaine confusion dans l'esprit des Ottomans, pour lesquels, la nation reste un concept flou, qu'ils ne parviennent pas à relier à un Etat, un gouvernement, un territoire, un peuple. Autant de concepts imprécis.

L'une des premières conclusions que l'on peut tirer est le suivant : la nation est assimilée par les Ottomans à l'appartenance religieuse exclusive, et il en sera ainsi, jusqu'à la fin de l'Empire.

C'est un choix qui a été fait par les premiers sultans qui pour permettre une cohabitation pacifique entre toutes ces « nations » qui composent l'Empire ottoman, ont eu recours au système du *millet*. Les pays conquis sont souvent des non-musulmans, et pour ces peuples appartenant à la catégorie dite des « Gens du Livre »²⁶, juifs et chrétiens, on met en place le statut de *dhimmi* ou protégés.

Le choix du sultan sera non pas d'avoir une nation à caractère turco-musulman, mais un empire à structure multiculturelle. L'organisation de cette structure est composée par le système du *millet*. Si le terme traduit bien en turc celui de nation, le terme de *cemaat* ou communauté *des croyants*, lui est souvent préféré dans les sources locales. Alors, contrairement à la nation, le *millet* fait appel à des références religieuses. C'est en effet la sharia, qui déterminait les critères de base d'après lesquels il était possible de faire une distinction entre les sujets de l'Empire, auxquels on attribuait une fonction sociale. La nation ou les nations dans la conception ottomane sont subordonnées à l'Etat, donc au pouvoir du

²⁵ Lewis, B, *Le langage politique de l'Islam*, Editions Gallimard, 1988, p.65.

²⁶ Le Livre n'est autre que la Bible

sultan, et n'exercent qu'une compétence partielle, dans le domaine économique. Chaque nation possède une autorité qui lui est propre et qui rend des comptes à l'Etat impérial.

Nous avons substitué aux termes leur équivalent dans le système politique turc et joué sur l'axe paradigmatique. Avec le questionnement suivant : existe-t-il un système d'équivalence terminologique ? Pouvons-nous affirmer que la nation est comme le *millet* ?

En dépit d'une traduction désormais calquée sur les langues occidentales du mot « millet » pour « nation », est-il possible d'affirmer que celle-ci correspond parfaitement à son modèle ? Et cela est-il vrai à toutes les époques de l'histoire turque ?

Eric Hobsbawm a travaillé sur la terminologie espagnole de la nation. Il souligne qu'avant 1884, les termes d'Etat, nation, ou bien de langue ne sont pas utilisés dans leur sens qui est actuellement le leur : « *c'est à cette date que l'on y apprend pour la première fois que la lengua nacional est « la langue officielle et littéraire d'un pays, et celle qui y est généralement parlée, ce qui la distingue des dialectes et des langues d'autres nations ».*²⁷

Avant cette date, la nation²⁸ est définie comme « *l'ensemble des habitants d'un pays dirigé par un même gouvernement, selon l'Enciclopédia Brasileira Mérito : « la nation est la communauté des citoyens d'un Etat, vivant sous le même régime ou gouvernement et ayant des intérêts communs, la collectivité des habitants d'un territoire avec des traditions, des aspirations et des intérêts communs ; le peuple d'un Etat à l'exclusion du pouvoir gouvernant ».*²⁹

Et comme le souligne Georges Burdeau, la nation est constituée d'hommes « *ayant un rêve d'avenir partagé* »³⁰. La principale difficulté qu'auront les réformateurs des *Tanzimat*, sera d'imposer cette la citoyenneté, premier pas vers la réalisation d'une communauté nationale, car l'histoire n'a pas permis de resserrer des liens, mais au contraire de creuser le fossé existant entre ces différents peuples.

²⁷ **Hobsbawm, E**, *Nations et nationalisme depuis 1780*, Folio Histoire, 1990, p. 6.

²⁸ Sur la notion de nation, voir **Schnapper, D**, *La communauté des citoyens. Sur l'idée moderne de nation*, Gallimard, Biliothèque des sciences humaines, 1994, 240 p.

²⁹ **Hobsbawm, E**, *op.cit.* p.36.

³⁰ **Burdeau, G**, *Traité de Science politique, l'Etat*, t.2, 3^{ème} édition, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1980, n°78, 733 p.

La population ottomane ne constituant par un peuple, mais une mosaïque de peuples. Aussi, la définition classique de la nation ne peut lui convenir. Les populations n'ont aucun sentiment d'appartenance commun et ne se sentent nullement et ne partagent aucun espace public commun. Ils n'appartiennent qu'à leur nation de naissance.

Lorsque l'on examine la terminologie politique en turc, on se heurte au problème des équivalences. Le terme de nation, en dépit de ses nombreuses acceptions ne signifie rien d'autre que « communauté religieuse ». Certes, le terme existe, le « *millet* » qu'en turc contemporain on traduit bien par « nation », avec ses dérivantes « nationaliste » ou *milliyeçilik*. Mais, même un locuteur contemporain éprouve quelques difficultés à ne pas percevoir la dimension religieuse du terme.

Néanmoins, on peut supposer qu'une certaine « standardisation » du langage, lui a donné un sens à peu près identique à ce que l'on « entend » dans les autres langues, même si, comme l'affirme Etienne Copeaux, il possède toujours une connotation religieuse,³¹ y compris de la part de Mustafa Kemal.

Le terme récent de *Toplum*, qui signifie société, peuple et par extension nation, provient du verbe *Toplanmak* qui signifie : « se réunir ». Il se voit souvent accoler le nom *sivil* (civil), ce qui est un calque formé sur un terme occidental et fera une apparition très tardive, au moment de l'affaire de Sursuluk. Parmi les notions absentes, il y a celle de peuple ou entachées d'imprécision, comme la patrie (C).

C. Peuple et patrie, des notions imprécises

Les mots ont leur importance et si nous les employons avec une certaine aisance tels que : peuple ou patrie dans les langues européennes, leur utilisation en turc révèle le fossé existant entre les conceptions occidentales qui ont influencé le lexique et l'utilisation qu'ils en font et qui ne demeure, du moins dans les premiers temps qu'à l'état de calque.

³¹ Copeaux, E, *Un document de 2002. Le Parti des travailleurs et la laïcité en Turquie*, 20 Mars 2010, <http://www.susam-sokak.fr>.

C'est ce que nous avons souhaité démontrer avec l'exemple de la nation, à connotation très politique, qui en turc revêt une connotation religieuse. Il en va de même, pour le terme de patrie dont les termes pour la qualifier appartiennent au champ sémantique géographique et non pas politique.

Force est donc de constater que les notions de nation ou le nationalisme, tels que nous les concevons n'ont pas la même résonance en turc que dans les langues européennes. Et des termes comme patrie, peuple ne s'imposent dans la langue courante et dans l'acception standardisée que nous lui connaissons, que très tard.

Pour illustrer notre propos nous avons choisi un terme relevant de la construction politico-territoriale : patrie, qui a été emprunté à l'Occident et qui fera son apparition véritable qu'au moment des guerres balkaniques, soit un an avant le premier conflit mondial.

Pendant la période ottomane on emploie le terme arabe de *vatan*³². Mais c'est un terme d'origine mongole qui va s'imposer et qui n'est d'ailleurs par inconnu en français puisqu'il est utilisé pour désigner l'habitat traditionnel de Mongolie : la yourte ou « un espace couvert par.... ».

En turc le terme *Yurt*, a un sens territorial très prononcé et qui signifie terrain, territoire. Les turco-mongols ont une origine nomade et la tente ou le campement était planté au fil des pérégrinations du groupe. Et là où était plantée la yourte, se trouvait « la patrie » Actuellement on ne dénombre pas moins de douze sens au mot.

Ce qui signifie que le turc a sa patrie là même où il installe sa tente. Le mot *Ev* que l'on traduit par maison signifie à l'origine tente. Ce qui signifie que le glissement sémantique de la tente ou yourte à l'*umma* n'a pas été insurmontable. Dans la conception musulmane là où se trouve la communauté des croyants, se trouve le pays.

³² Patrie. *El Watan* est le titre d'un quotidien algérien.

Comme le souligne Stéphane de Tapia³³, pendant la période de création de l'Etat-nation, on fait le choix des mots en remplaçant *millet* par *ulus*, terme également d'origine mongole et *vatan* par *yurt*. On crée une relation entre *ulus* et *yurt* afin de donner une définition à l'Etat-nation pour faire en sorte que celui-ci soit perçu par tous de manière identique et ce afin de fixer une population homogène sur un territoire délimité, tout en créant une langue épurée nationale.

En ce qui concerne la notion de peuple dont le mot *Halk* a été introduit dans le lexique par Mustafa Kemal : « *C'est le peuple de Turquie –Türk Halkı- qui a fondé la République de Turquie. Si vous dites que ce sont les Turcs -Türkler-, cette considération perd de son sens profond* ». ³⁴

Le père de la nation turque désigne ici tous les composants de la nation. Sans distinction ethnique ou religieuse. S'il avait utilisé le mot «Turc» au lieu de «peuple de Turquie», il y aurait eu une distinction ethnique.

Halk est un mot d'origine mongole qu'il va être réintroduit dans le lexique traditionnel, car jusqu'à sa prise de pouvoir, le peuple³⁵ pour les Ottomans ne saurait exister au singulier. Les peuples sont avant tout les populations conquises et placées sous la férule ottomane. Ensuite, comme nous l'avons exprimé, chaque *millet* possède son peuple et forme ainsi une communauté ou *cemaat*.

La notion de peuple est intimement liée à celle de nation, couple indissociable, sans la présence duquel la nation ne peut exister. Or, le peuple, pendant la période ottomane n'existe pas, il faudra attendre la proclamation de la République pour que celui-ci ait sa place dans les discours officiels et au fronton des bâtiments officiels.

³³ **De Tapia, S**, *Ulus et Yurt, Millet et Vatan : territoires nomades et migrations de mots (éléments pour une discussion de la conception turque du territoire)* In : **Bonnemaison J** (ed.), **Cambrézy L** (ed.), **Quinty Bourgeois L** (ed.) *Le territoire, lien ou frontière ? La nation et le territoire*, L'Harmattan, 1999, pp. 125-138.

³⁴ **Marcou, J**, *Le chef d'Etat-major préfère «le peuple de Turquie» aux «Turcs»*, In : Ovipot, 20 avril 2009, <https://www.ovipot.hypotheses.org>.

³⁵ Le terme de « peuple » servait à désigner les populations conquises.

Pour autant, il n'est pas souverain, puisque la souveraineté nationale est entre les mains de la Grande assemblée nationale de Turquie, qui prend les décisions en son nom, comme cela est précisé dans la Constitution de 1924.

La nation, quant à elle, dans la terminologie fera une percée beaucoup plus rapide, même si des nuances sont à apporter par rapport la nation telle qu'elle est perçue en Occident.

Comme nous l'avons déjà indiqué, on lui donne pour équivalent le terme de *millet* qui sont des communautés ethno-religieuses, et possèdent leurs « propres citoyens », sans que l'on puisse toutefois parler de peuple ottoman, même si cela n'est pas le cas à l'extérieur de l'Empire où l'on parle délibérément de sujets ottomans. C'est ce qu'a démontré l'étude de David Do Paço, qui traite du rôle des marchands ottomans dans l'Empire austro-hongrois.

Le monde occidental évoque les sujets ottomans sous le vocable de « Turcs » ou des « Turcs ottomans ». Une réminiscence sans doute des croisades ?

En 1908, l'Empire ottoman connaît sa première révolution qui impose au sultan une constitution « démocratique », et qui voit l'accession au pouvoir d'un groupe de jeunes officiers qui prennent le nom de « Jeunes Turcs » une appellation influencée par l'Occident, car tous ont poursuivi leurs études supérieures en France et en Angleterre. Bernard Lewis met l'accent sur le fait que ces Jeunes Turcs sont connus comme tels dans toute l'Europe et même en Turquie » et qu'ils ont calqué leur nom de « Jeunes » sur les langues européennes « Jön Türk » et non sur la langue turque, dont le terme « jeune » est « *Yeni* ». Cet emprunt aux langues européennes montre la différence de conception entre les jeunes ottomans et les jeunes européens. Pour les premiers, la référence à la jeunesse étant une marque d'irrespect à l'égard des anciens.

Cette difficulté résulte de l'image qu'ils ont eux-mêmes du pouvoir qui ne peut à leurs yeux être incarné par des « jeunes ». Mustafa Kemal se para du nom d'*Atatürk* ou « Père des Turcs », pour pouvoir l'assurer.

Même « révolutionnaires », les Jeunes-Turcs ne mettront jamais en question le pouvoir impérial, et à l'heure du choix crucial de la survie de l'Empire, ils opteront pour une formule visant à préserver l'intégrité de l'Etat ottoman : le panturquisme.

Un empire des steppes qui fait certes le deuil des possessions balkaniques de l'Empire ottoman, pour mieux se projeter vers l'Asie centrale et la Chine. En direction d'une communauté qu'ils perçoivent comme authentiquement turque et donc préservée de toute intrusion allogène.

Mais bâtir un « nouvel » Empire sur les fondations incertaines s'avère impossible et leur idée « romantique » et idéalisée d'une communauté ethnolinguistique turque ne résistera pas à la déroute résultant du premier conflit mondial.

Mustafa Kemal, sera le vainqueur de l'unique bataille que les ottomans aient remportée : les Dardanelles, et auréolé de son titre de *Ghazi* (le victorieux), il a eu l'intuition que pour créer la nation turque, il fallait s'en prendre aux fondements mêmes de l'Etat ottoman : le pouvoir impérial et la religion. Dès 1922, il accuse la dynastie ottomane d'avoir « *usurpé la souveraineté de la nation* » et de se transformer à une « quasi-ethnie antiturque ».

Francophile, mais aussi germanophone, ses modèles de la nation proviennent des expériences nationales françaises et allemandes.

La première prend racine dans la philosophie allemande du début du 19^{ème} siècle, défendue notamment par Johann Gottlieb Fichte, selon laquelle les membres d'une nation ont en commun des caractéristiques telles que la langue, la religion, l'histoire et la culture, voire même des origines ethniques, tout cela les différenciant des membres des autres nations.³⁶

La seconde, liée à la Révolution française, provient de la philosophie française du 18^{ème} siècle et des Lumières et insiste sur la volonté du « vivre ensemble », la nation étant alors le résultat d'un acte d'autodéfinition. C'est ainsi la vision d'Ernest Renan. Mustafa Kemal insistera sur l'adhésion du « peuple ». Mais il se heurte à une absence : le peuple turc, qui n'a d'existence qu'à travers le *millet* musulman et qui n'a d'autre conscience que celle d'appartenir à une religion et non à une nation, telle que l'Occident la conçoit. Aussi, au moment de la guerre contre les Grecs en 1922, il mobilisera ses troupes, au nom de la défense de l'*umma* et non pas des intérêts du peuple.

³⁶ **Jurt, J**, *Langue et nation : le débat franco-allemand entre Renan, Fustel de Coulanges et David Friedrich Strauss et Mommsen en 1870-1871*, s,d, 18.p, <http://www.etudes-romantiques.ish-lyon.cnrs.fr>.

Sa définition de la nation turque a été prise entre deux mouvements contraires, celui d'affirmer que toute personne se reconnaissant dans les valeurs de la République turque, peut prétendre à l'être. L'autre discours excluant les « non-Turcs ». En 1929 on trouve, dans un manuel de géographie, une définition de la nation turque qui traduit, la ligne adoptée par le gouvernement et qui définit le pays dans un raccourci extraordinaire : « *La Turquie est actuellement composée de terres où se sont établis (yerlesmis) uniquement des Turcs. Les non Turcs, les étrangers à la turcité, sont restés en dehors de la patrie ou en ont été retirés (çekilmis), et c'est ainsi que s'est construite l'unité nationale* ». ³⁷

Conscient d'avoir ouvert une brèche avec « les thèses d'histoire » et les recherches sur la « race turque », et par crainte de voir son pays se tourner vers les théories racistes en vogue dans le Reich, il penchera plus vers la conception de Fustel de Coulanges (1823-1892) selon laquelle : ce n'est pas la race qui définit la nation, mais la volonté, le plébiscite de tous les jours. Mustafa Kemal exprimera cette idée en affirmant que : le Turc est celui qui adhère aux valeurs de la nation turque et qui revendique son appartenance à la Turquie. Le Ghazi aura donc à cœur de voir émerger un peuple turc, destiné à devenir un corps politique, maître de son destin national. Néanmoins un problème subsiste, le « peuple » en turc moderne reste une notion floue et plusieurs termes le traduisent. Mais aucun ne prend en compte l'idée de cohésion que peut sous-entendre la notion de peuple et telle que Mustafa Kemal la concevait. Le terme *Insanlar* provient du mot homme, *Insan* individu et sous sa forme plurielle traduit la notion de peuple avec le sens de personnes, mais il y a pire encore avec le terme de *Kalabalik* auquel on fait correspondre le mot, « peuple », mais qui dans la réalité désigne la foule. Le terme de *Giaour* que les Ottomans utilisaient pour désigner les peuples conquis, souvent non musulmans, se teinte d'une connotation péjorative. En effet, ce dernier, signifie « troupeau ».

La notion de peuple est aussi étroitement liée à celle de citoyen que l'on traduit par *Yurttaş* ou *vatandaş*. On constate alors que les références sont soit géographiques, soit religieuses. Une ambiguïté qui va littéralement peser sur la citoyenneté turque.

³⁷ **Copeaux, E**, *Citoyenneté turque, territoire anatolien*, In : Turquie européenne, 31 mars 2011, <http://www.turquieeuropeenne.eu>.

Au moment de la guerre d'indépendance, Mustafa Kemal avait donné de la citoyenneté une définition ouverte, mais celle-ci a pris par la suite une dimension très ethnique et assimilatrice, tendant à nier les spécificités religieuses, ethniques ou culturelles existantes.

Les Constitutions turques ont toujours reconnu l'égalité devant la loi des citoyens «*sans distinction de langue, de race, de couleur, de sexe, d'opinion politique, de croyance philosophique, de religion ou de secte, ou distinction fondée sur des considérations similaires*». ³⁸

Mais, dans les faits, cette conception a souvent servi à nier les particularismes existants. Au cours des dernières années, des conflits majeurs se sont développés autour de l'usage des termes «Turc» ou *Türk* et «de Turquie» ou *Türkiyeli*, opposant les tenants d'une citoyenneté d'essence ethnique à ceux qui prônent une citoyenneté ouverte à toutes les composantes nationales. Ces derniers ont été soupçonnés par les premiers de trahir les idéaux fondateurs de l'Etat turc.

L'Etat turc en gestation baigne dans un salmigondis de concepts occidentaux qu'il s'est approprié, sans être en mesure de leur donner un sens. Il en résulte un emploi très hasardeux qui créera de nombreux malentendus.

Ces lacunes conceptuelles vont se révéler au moment où l'Empire rencontrera une période de fortes turbulences (**Paragraphe 2**) mais il sera bien sûr trop tard pour modifier le cours des événements. Et les premiers grands heurts auquel l'Empire sera confronté, proviendront des Balkans.

Paragraphe 2. Les insurrections balkaniques révélatrices d'une identité faible

Les insurrections à caractère nationaliste qui ont lieu dans les Balkans, amènent les Occidentaux, à prolonger l'existence de l'Empire ottoman, par crainte de l'expansion russe, s'agissant en majorité de peuples slaves et orthodoxes qui se représente l'Empire russe

³⁸ Article 10 de la Constitution de 1982.

comme un grand frère. Aussi, pour contrer les ambitions russes, ils vont obliger les Bulgares à accepter le principe des frontières et leur imposer des règles de droit international.

Ces conflits qui auront pour point d'orgue les guerres balkaniques (1912-1913) et le premier conflit mondial, révéleront la faiblesse de l'Etat ottoman. Ce dernier, au fil des siècles n'a pas été en mesure de conserver son aristocratie et de placer cette dernière dans des positions stratégiques. Il a délaissé l'élément turc, et n'a pas été capable de favoriser l'éclosion d'une Nation urco-ottomane (A) ni même d'une classe qu'elle soit aristocratique ou bourgeoise capable d'assurer des fonctions de cadres de l'Empire, comme cela a été dans l'Empire britannique qui a pu s'appuyer sur une oligarchie³⁹. C'est une classe intellectuelle qui a vu le jour grâce aux *Tanzimat* qui permettra à la Nation turque d'émerger (B).

A.La faiblesse d'un pouvoir sans nation

Dans le contexte politique qui précède les guerres balkaniques, le concept de *millet* va rentrer en conflit avec les conceptions européennes de la nation. Défini au début du 19^{ème} siècle, le concept français d'identité nationale privilégiant le droit du sol, avec une nation fondée sur le droit que confère la naissance plutôt que sur une ethnie. Quant au concept allemand, il se base sur le droit du sang avec une loi du retour de 1938, qui permet à quiconque étant d'origine germanique de revendiquer son appartenance à la Nation allemande. Il est fondé, sur la connaissance de la langue et de la culture allemande, c'est que l'on désigne sous le nom de *nation de culture*.⁴⁰

Deux conceptions opposées au *millet* qui bien qu'accordant une certaine autonomie aux différents groupes confessionnels de l'Empire en général et des Balkans en particulier, étaient conçus sur une base ethno-religieuse. Et l'élément turco-ottoman sera inclus dans le *millet* musulman, sans aucune différence ou préférence par rapport aux éléments étrangers à l'Empire.

³⁹ **Quigley, C**, *Histoire secrète de l'oligarchie anglo-américaine*, Le retour aux Sources, 2015, 431 p.

⁴⁰ **Weiner, M**, *La place relative du champ littéraire dans les cultures nationales. Quelques remarques à propos de l'exemple franco-allemand*, In : **Espagne, M, Weiner, M**, (dir) *Philologiques III*, Paris, éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1994, pp.18-19.

Cette conception héritée du droit musulman, qui ne reconnaît pas le principe de nation, va entraîner la perte de l'Empire qui au moment le plus crucial de son histoire : sa propre survie, permettra à ses adversaires, Grecs notamment, de demander aux forces alliées, la liquidation de l'Empire et l'octroi de la Côte méditerranéenne, au motif que le peuple turc n'a pas d'existence réelle, contrairement à la réalité du peuple grec.

Pourtant, ce danger avait été mis en avant par l'opposition au sultan et les *Tanzimat* pour beaucoup de réformateurs étaient un moyen de parvenir à solutionner le problème d'un pouvoir affaibli faute, de pouvoir s'appuyer sur une nation, mais aussi de pallier la carence de sentiment identitaire au sein de l'Empire. En revanche, des intellectuels ottomans issus des *Tanzimat*, parfois formés à l'étranger ou bien originaires du Caucase, vont prendre une part active à l'édification de la future nation.

B.L'opposition des intellectuels ottomans

La période des *Tanzimat*, a permis, ce qui faisait le plus défaut à l'Empire, l'éclosion d'une classe intellectuelle turco-ottomane qui commence à revendiquer une appartenance ethnoculturelle et travaille sur la question de la langue turque qu'ils veulent voir expurgée de ses emprunts à la langue arabe et persane. Mais leur action, du moins au début des *Tanzimat*, reste limitée à un groupe restreint.

Si l'on prend le cas de l'Italie, dont le nationalisme a donné naissance au Royaume d'Italie en 1860. Le *Risorgimento* a pu avoir lieu car les Etats de la péninsule italienne, bien que divisée en plusieurs Etats, souvent d'ailleurs sous souveraineté étrangère (Espagne, Autriche), ont développé une conscience identitaire à partir d'une histoire commune : l'Empire romain perçu comme un héritage, dans lequel les habitants de la péninsule se reconnaissent. Aussi, bien que divisés, les habitants de la péninsule se sont réunis autour de valeurs communes et lorsque retentira le fameux *Va' pensiero* extrait de l'opéra Nabucco de Verdi, celui-ci, va servir de catalyseur et déclencher le *Risorgimento*. Rien de tel n'aurait pu se produire dans l'Empire ottoman où la conscience d'appartenir à un peuple ottoman était étrangère aux mentalités, et où la culture ottomane est entre les mains d'une partie infime de la population.

Le terme de peuple *Halk*, d'origine mongole sera utilisé sous Mustafa Kemal, car ainsi que nous avons pu le voir, le peuple d'un point politique n'existe pas.

Aussi l'opposition va se cristalliser autour du pouvoir et de la tyrannie que le sultan fait régner. Celle-ci voit le jour à Salonique, dans les cercles d'officiers, auxquels le futur père de la Nation turque prend part. Une opposition nationaliste qui n'aura jamais pour objectif de supprimer l'Empire ottoman et la destitution du sultan.

Mais, lorsque ce dernier décidera de révoquer la Constitution de 1876, un groupe de cadets issus des écoles militaires, dont certains sont en exils en France, vont appeler à l'insurrection et demanderont le départ du sultan Abdülamid II. C'est ce que l'on a appelé le mouvement des Jeunes-Turcs également connus sous le nom de Comité Union et Progrès (CUP)⁴¹.

Mustafa Kemal dont les vues sur l'avenir de l'empire divergent totalement du Comité Union et Progrès restera en retrait du mouvement.

Car au moment où l'Empire est en train de vaciller sur sa base, les membres qui ont fait leur deuil des possessions européennes de l'Empire, les membres du mouvement envisagent une extension de l'Empire vers l'Asie, et commencent à penser à s'étendre vers l'Orient, aidés en cela par les découvertes des stèles de l'Orkhon (1889) qui placent le berceau du peuple turc dans les steppes d'Asie centrale. Une position difficile à tenir étant donné l'état de décrépitude de l'Empire et qui va se solder en 1915 par des massacres perpétrés sur les populations arméniennes d'Anatolie qui sont perçues, par le Comité, qui en 1908 a accédé au pouvoir, comme une entrave au rêve d'union des peuples turcs sous la bannière turque. C'est ce que l'on appelle le panturquisme et pantouranisme, qui paradoxalement voient le jour au moment où c'en est fini de l'Empire ottoman. C'est un militaire, pragmatique, réfractaire aux idées chimériques des Jeunes-Turcs qui va donner vie à l'identité turque. Pour Mustafa Kemal la survie de « l'élément turc » du Pacte national, le 28 janvier 1920⁴² et du résidu territorial que les alliés ont consenti aux Turcs-ottomans. Mustafa Kemal va renégocier les termes du

⁴¹ Ils sont connus en turc sous le nom de *Jöntürk* ou *Ittihat ve Terakki Cemiyeti*

⁴² Le 28 janvier 1920, la Chambre des députés ottomane adoptait le Pacte national qui proclamait l'indivisibilité des territoires non occupés et exprimait les revendications nationales, mais c'était aussi un plaidoyer s'opposant aux exigences territoriales des puissances victorieuses. Les députés n'acceptaient pas de «perdre» ni l'Arménie ni la Mésopotamie. Dans ce contexte, la décision des députés apparaissait comme une fin de non-recevoir pour les pays de l'Entente qui, dérangés par les décisions du Pacte national, occupèrent Constantinople (Istanbul), le 16 mars 1920. À la suite de la suspension des travaux de la Chambre des députés, le 2 avril 1920, le sultan dissout cette dernière, le 11 avril 1920. Ce Pacte national démontrait en même temps que le gouvernement ottoman prenait acte du dépeçage de l'Empire. L'article 5 du Pacte National ne reconnaissait aux minorités que les droits «religieux» qui leur avaient été assurés par les Puissances de l'Entente dans leurs conventions avec certains États européens. <http://www.axl.cefan.ulaval.ca>.

traité de Sèvres (1920) qui dépeçait l'Empire et le rendre caduc. Mais il va faire ce que personne avant lui n'avait osé faire : destituer le sultan, responsable à ses yeux de la lente agonie de l'identité turque et faire en sorte que la Nation turque émerge des ruines de l'Empire ottoman(C).

C. La fabrication aléatoire d'un ciment national

Les premières années de la construction nationale vont se faire « à marche forcée », Mustafa est conscient qu'il faut entreprendre des réformes qui vont être drastiques, d'autant que les menaces extérieures et l'opposition interne à ses réformes sont toujours présentes. La guerre gréco-turque (1919-1922) laissera le pays exsangue, mais avec la conscience d'avoir lutté pour la survie de la nouvelle nation.

Son premier grand chantier sera l'édification d'un Etat souverain, avec un territoire qu'il appelle Turquie. La notion de souveraineté dans le droit musulman est décrite comme appartenant à Dieu, ce qui met un terme à toute tentative de théorisation. Mustafa Kemal, qui va s'appliquer à laïciser le pouvoir, ne peut se contenter d'une telle définition. Aussi, va-t-il la rapprocher de la définition de Jean Bodin, selon laquelle: «*la souveraineté est la puissance absolue et perpétuelle d'une République* ». ⁴³ Le chapitre VIII s'élabore en opposant la perpétuité de la souveraineté à l'idée que le prince puisse n'en être que « depositaire », ce qui est le cas du sultan-calife qui incarne l'Etat et en opposant son caractère absolu à toute possibilité de partage. Une idée à laquelle, il ne pourra se résoudre.

La définition de la république et celle de la souveraineté se répondent donc avec précision, sauf que la seconde, au sein du genre « puissance d'une République », se différencie par le fait d'être perpétuelle, sur lequel nous reviendrons, et par le fait d'être absolue ou sans partage, qui est pour une large part éclaircie par le chapitre X.

Son choix, visant à remettre la souveraineté entre les mains de la nation à naître, n'est pas du goût de tous, d'autant plus qu'il fait le choix d'une République, ce qui sous-entend la fin de

⁴³ **Bodin, J**, *Les six livres de la République*, Imprimerie de Jean de Tournes, p .179, [http:// gallica.bn.fr](http://gallica.bn.fr).

l'Empire. Au terme d'une lutte de plusieurs années, il parviendra à imposer un territoire avec des frontières bien définies qui seront reconnues par le Traité de Lausanne en 1923, et une population à laquelle il va s'appliquer à donner un sentiment d'appartenance. Pour ce faire, il va œuvrer sur la cohésion nationale, en procédant avec l'Etat voisin, la Grèce, à des échanges de populations qui auront lieu jusqu'en 1926. Enfin, la Turquie devient maîtresse reprend sa souveraine économique.

Le Ghazi, va réformer tous azimuts et introduire, l'éducation occidentale dans son pays afin de créer, une nouvelle génération acquise aux seules valeurs de la nation et qui se reconnaît dans l'identité turque.

La disparition prématurée de Mustafa Kemal (1938) et la deuxième guerre mondiale vont ramener le panturquisme prôné par les Jeunes-Turcs, sur le devant de la scène, car le russe puis le soviétique est perçu comme une menace constante ; Or le panturquisme qui a pour ambition de fédérer les peuples turcs de l'ex-Empire russe, sous la houlette turque, est un moyen de créer une tension entre l'élément russe et les peuples musulmans et turcophones d'Asie centrale. Et ce afin de contrer tout projet d'invasion du Moyen-Orient. La Turquie devenant devant ainsi, le plus sûr verrou dans un dispositif mis en place par l'OTAN et qui concerne de nombreux pays du bassin méditerranéen dont la Grèce et l'Italie.

La panturquisme et ses relents de racisme, conviennent parfaitement à cette stratégie. Aussi, le nationalisme d'après guerre va devenir intolérant à l'égard des forces qui pourraient mettre en péril la cohésion nationale, car la peur de la disparition est toujours présente. Les ennemis désignés sont les Kurdes, considérés comme une cinquième colonne à la solde de Moscou, dont le traité de Lausanne (1923) préconisait la naissance d'un Etat, les Arméniens, mais aussi les Turcs acquis aux idées de gauche auxquels on reproche d'être des *Hainlar* ou traîtres à la Nation turque.

Cette cohésion nationale va s'effectuer au prix d'une tension permanente et le pouvoir occulte représenté par l'*Etat-profond*, Etat dans l'Etat qui a vu le jour après la disparition du Ghazi, sera le garant de cette « stabilité » précaire et qui « dictera » aux gouvernements successifs la « ligne » à suivre.

La théorie du complot et la permanence du problème kurde soupçonné d'intelligence avec des forces « travaillant » à la disparition de la Turquie est un prétexte dont se saisissent les gouvernements, c'est le cas du gouvernement de Recep Erdoğan qui a pris le risque de rouvrir

les conflits avec le parti kurde, *HDP*, avec une représentation de plus de quatre-vingts députés siégeant au Parlement, pour parvenir à une dissolution de celui-ci et s'assurer une majorité composée de députés d'extrême droite favorable à sa politique.⁴⁴

Peut-on parler de cohésion nationale en Turquie ? Avec la réislamisation des rouages de la société, cela semble de plus en plus hasardeux, car le clivage entre musulmans et non musulmans est en passe de se transformer en fossé infranchissable. Avec les nouvelles orientations du pouvoir en place qui rêve du nouvel Empire ottoman, on peut craindre la réinstauration du système du *millet*. Nous allons donc nous intéresser aux axes de l'étude et à sa problématique (**paragraphe 3**)

Paragraphe 3. Les axes de l'étude et problématique

Afin de mener à bien notre étude portant sur la création d'une identité nationale, nous nous sommes appuyés sur plusieurs disciplines et en particulier sur le droit comparé qui nous ont conduites à analyser les différents systèmes et à mettre en relief les différences de conceptions entre traditions de droit islamique et les traditions de droit occidental. Le travail nécessite de s'appuyer non seulement sur les textes juridiques mais également sur l'esprit desdits textes. Généralement la formation d'un expert en droit comparé ne se limite pas au droit mais également à la philosophie, à l'histoire et souvent aux sciences religieuses. L'approche linguistique peut s'avérer extrêmement efficace. Nous avons par conséquent choisi plusieurs approches appartenant à différentes branches de la linguistique comme l'analogie et l'axe paradigmatique (**A**). Nous nous sommes également appuyés sur l'interdisciplinarité (**B**).

A.Comparaisons, analogie et axe paradigmatique

C'est dans la linguistique que nous avons puisé des éléments de méthode afin d'organiser la réflexion, de conduire un raisonnement. Comme le souligne Jean-Louis Bergel : « *la méthode*

⁴⁴ **Sanz, J C**, *La resurrección del Estado profundo*, In : El Pais, 11 octobre 2015, <http://internacional.elpais.com>.

est conçue comme un enchaînement raisonné de moyens en vue d'une fin, plus précisément comme la voie à suivre pour parvenir à un résultat. »⁴⁵

Dans les sciences humaines, elle est centrale puisqu'elle légitime le résultat des recherches. Le nationalisme n'est pas en soi, un objet scientifique construit et réfléchi et les théories abondent, toutes détenant une parcelle de vérité. Et se déclinent selon le point de vue adopté par son théoricien.

L'acte de naissance du nationalisme turc fait à peu près consensus⁴⁶, et les nombreux auteurs s'accordent à dire que celui-ci a vu le jour par nécessité, par la prise de conscience d'une certaine élite du risque de voir l'héritage des premiers ottomans disparaître à jamais. Cela est vrai au moment des *Tanzimat*, mais aussi à la fin du premier conflit mondial et qui a permis l'émergence de l'Etat-nation. Conception tout à fait inconnue des Turcs ottomans, voire inconcevable, faute de mots pour la qualifier.

Nous avons choisi d'adopter la démarche propre à la linguistique, permettant d'aller au fond de notre démonstration.

D'une part en appliquant le principe de comparaison permettant, dans le cas du nationalisme turc et les autres formes de nationalismes, d'établir un rapport de similitude et en faisant apparaître des traits communs aux différents nationalismes ou *a contrario* d'établir une distance. Nous avons procédé de la sorte, afin de démontrer que le nationalisme turc à ses débuts emprunte des voies similaires au nationalisme grec.

D'autre part nous avons utilisé la technique est celle bien connue du papier-calque dont la transparence permet de recopier un modèle à l'identique et d'en reporter les contours, sur une nouvelle surface. Nous avons toujours utilisé du calque pour les cartes géographiques ou les schémas de sciences naturelles dans nos cahiers, mais pas du tout pour les sciences humaines. Le papier calque est à utiliser de manière fictionnelle. La notion d'*effet de calque* consiste à établir la cartographie d'une situation actuelle et de la superposer sur une situation passée, et

⁴⁵ Bergel, J-L, *Méthodologie juridique*, Thémis, PUF, 2001, p.17.

⁴⁶ Les historiens le situent à la fin du 19^{ème} siècle.

de voir ainsi où les contours se superposent, montrant une similarité matricielle de deux situations.

L'analogie qui figure dans la rhétorique d'Aristote permet d'établir « un rapport de la partie à la partie et du semblable au semblable », c'est le deuxième pilier sur lequel le philosophe grec fonde le logos. Comme le souligne Dominique Maingueneau la force de l'analogie : « *tient à ce qu'elle met en relation un objet problématique avec un objet déjà intégré par les représentation du co-énonciateur* ». ⁴⁷ Le nouveau étant mis en perspective et éclairé par le familier et l'ancien, et par ce qui fait consensus.

Pour Chaïm Perelman, à l'origine de la nouvelle rhétorique, « *argumenter par l'exemple, c'est présupposer l'existence de certaines régularités dont les exemples fourniraient une concrétisation* ». ⁴⁸

Ce qui nous amène à adopter une autre démarche propre à la linguistique et qui est le rapport paradigmatic que le Larousse définit de la manière suivante : « Etude des rapports (opposition) entre les termes qui peuvent figurer en un même point de la chaîne parlée et qui font l'objet d'un choix exclusif de la part du locuteur ».

Défini une première fois par Ferdinand de Saussure, le rapport paradigmatic est assimilé au « rapport associatif ». Mais par ce nouveau terme, il désigne seulement la relation (qu'il nommait du reste, corrélation) existant « entre les membres d'une catégorie » ou de ce qu'il appelle un paradigme, c'est-à-dire « *d'une classe d'éléments qui peuvent être placés à une même place d'une chaîne* » ⁴⁹.

Au concept de nation, peuvent être associées les notions de peuple et de mère patrie. Mais on voit qu'en turc dès l'origine, celle-ci est inexistante, comme nous l'avons du moins dans son acception occidentale, puisque pour un Ottoman elle signifie tout autre chose. Le peuple ne

⁴⁷ **Maingueneau, D**, *L'analyse du discours*, Hachette, Paris, 1991, 268 p.

⁴⁸ **Perelman, Ch, Olbrecht-Tyteca, L**, *Traité de l'argumentation : la nouvelle rhétorique*, Université de Bruxelles, 2008, (6^{ème} édition), 740 p.

⁴⁹ Idée reprise et développée par **Touratier, Ch**, *Morphologie et morphénétique : analyse en morphèmes*, In : *Langues et langage*, n°8, Presses universitaires de Provence, 2002, p. 328.

peut pas être envisagé dans sa globalité, mais à l'intérieur d'un élément qui est le *millet* ou communauté ethno-religieuse, quant à la patrie : *vatan*, signifie lieu de naissance.

L'approche paradigmatique nous semble donc intéressante car pour reprendre la définition d'André Martinet "*ceux-ci représentent des unités qui peuvent figurer dans un même contexte et qui, dans ce contexte, s'excluent mutuellement*".⁵⁰

Une autre approche est possible grâce à l'interdisciplinarité et permet, avec précaution de comparer les modes de fonctionnement **(B)**

B.L'interdisciplinarité

Si l'on se réfère à l'ouvrage portant sur les *Usages de l'interdisciplinarité en droit*⁵¹, on remarque que celle-ci a été très peu explorée. Il en va de même des sciences sociales, ce qui a eu pour effet « de renforcer la domination de la littérature dogmatique ». Il n'en demeure pas moins vrai que cette dernière n'a cessé de se développer. L'une des questions auxquelles ont eu à faire face les chercheurs qui ont contribué à la rédaction de l'ouvrage précité a été le problème de la définition. Il apparaît donc que pour certains l'interdisciplinarité est : « *l'analyse variée d'un même objet par plusieurs spécialistes de disciplines différentes* », faisant simplement « *cohabiter* » les points de vue, alors que le terme de pluridisciplinarité servirait, pour sa part, à désigner « *la construction d'une grammaire méthodologique commune par un groupe de chercheurs venant de plusieurs disciplines* ». ⁵²

Les professeurs François Ost et Michel van de Kerchove envisagent une définition de l'interdisciplinarité, qui est perçue comme « une articulation des savoirs qui entraîne, par approches successives, comme dans un dialogue, des réorganisations partielles des champs théoriques en présence ». Il ne s'agit pas d'une simple juxtaposition des points de vue et des savoirs.

Pour le philosophe Pour Gaston Bachelard, la connaissance n'est en rien spontanée et résulte d'un processus intellectuel de caractère critique qui permet de recréer l'objet.

⁵⁰ **Martinet, A**, *Eléments de linguistique générale*, Paris, Ed. Armand Colin, 1970, 223 p.

⁵¹**Bottini E, Brunet P, Zevounou, L, (dir.)**, *Usages de l'interdisciplinarité en droit*, Presses universitaires de Paris Ouest, coll. « Sciences juridiques et politiques », 2014, 220 p.

⁵² **Bottini E, Brunet P, Zevounou, L, (dir.)**, op.cité.

« L'esprit scientifique nous interdit d'avoir une opinion sur des questions que nous ne comprenons pas, sur des questions que nous ne savons pas formuler clairement. Avant tout, il faut savoir poser des problèmes. Et quoi qu'on dise, dans la vie scientifique, les problèmes ne se posent pas d'eux-mêmes. C'est précisément ce sens du problème qui donne la marque du véritable esprit scientifique. Pour un esprit scientifique, toute connaissance est une réponse à une question. S'il n'y a pas eu de question, il ne peut y avoir connaissance scientifique. Rien ne va de soi. Rien n'est donné. Tout est construit. »⁵³

L'utilité d'une démarche interdisciplinaire permet au juriste d'échapper au discours dogmatique et de développer un regard critique sur l'objet traité, mais aussi de projeter un regard nouveau sur un sujet d'étude. Dans le cadre de notre étude, il s'agira d'étudier à travers différentes sources, la manière dont se sont bâties la Nation turque et l'identité turque.

La pluralité des définitions sur la nation et le nationalisme nous a conduits à adopter une démarche interdisciplinaire. La réflexion qui a été la nôtre s'est nourrie des apports de chaque discipline. Ce « regard croisé » a permis d'approcher au mieux, certaines idées.

Cela a été possible grâce au recours à la linguistique ou à l'histoire donnant ainsi une idée plus juste du nationalisme turc, des conditions de son éclosion et des problèmes qu'à ce jour l'Etat n'est pas parvenu à solutionner comme l'appartenance à la nation. Si le protonationalisme turc soulève de nombreux problèmes, dès la proclamation de la République, celui-ci adopte un cours moins sinueux et reprend les schémas traditionnels du nationalisme européen. Nous avons choisi de nous appuyer sur les thèses de Miroslav Hroch et d'Abraham Maslow qui prennent en compte la dimension humaine du nationalisme (C).

⁵³ **Bachelard, G**, *La formation de l'esprit scientifique*, Librairie philosophique Vrin, (1^{ère} édition 1938), 1999, 304 p.

C. Les thèses de Hroch et Maslow comme préalable

L'historien Miroslav Hroch⁵⁴ a dressé un schéma général du nationalisme, voire même une trame qui peut s'appliquer au nationalisme turc. Nous avons choisi de suivre cette voie :

1° le postulat de départ de Miroslav Hroch est le suivant : le nationalisme n'existe pas. Le peuple n'a pas de conscience nationale, mais les élites intellectuelles et artistiques font apparaître une nation oubliée. On va redécouvrir les mythes fondateurs ou supposés fondateurs d'une nation qui aurait préexisté. On assiste généralement à un développement de la philologie et de l'histoire, mais toutes les formes artistiques et scientifiques contribuent à ce pré-sentiment national.

2° la conscience nationale commence à se répandre et l'on assiste à la montée de minorités agissantes qui commencent à proposer un programme politique. Il y a un développement des associations et autres groupes qui font de l'essor national un objectif prioritaire.

3° il intervient quand les États-nations sont créés. Il s'agit de l'inculquer à l'ensemble de la population, l'idée nationale. C'est une volonté étatique qui passe par les institutions (armée, école).

Le premier axiome est exact, le nationalisme turc-ottoman n'existe pas à l'origine, seule l'imminence de la dislocation de l'Empire amènera les élites à s'interroger sur la question suivante « qui est Turc » et comment « peut-on l'être » ? Et dans le prolongement de ces questions « de quelles manières perpétuer l'héritage ottoman ».

C'est l'Etat ottoman qui va permettre sans même en avoir conscience, l'éclosion du nationalisme dans l'Empire et permettre aux Turcs-ottomans de revendiquer un héritage, et s'inventer une histoire commune permettant de justifier la naissance de la Nation turque.

⁵⁴ **Hroch, M**, *Social Preconditions of National Revival in Europe - A Comparative Analysis of the Social Composition of Patriotic Groups Among the Smaller European*, University of Columbia Press, 2000 (réimpression), 240 p.

Cette période qui voit l'émergence d'un proto-nationalisme turco-ottoman, correspond globalement aux années 1839-1876, donc à la période des *Tanzimat*.

Elle se présente comme une ère de réformes, voulues par les puissances étrangères présentes dans l'Empire, mais aussi par certains esprits éclairés et proches du sultan qui voient dans les réformes programmées un moyen de parvenir à sauver ce qui reste de l'Empire.

Ce qu'il leur importe est de sauver l'Etat et l'Empire qui pour eux ne font qu'un. L'Etat étant incarné par la personne du sultan garant de l'intégrité et de l'harmonie au sein de cette mosaïque de peuples qui composent l'Empire.

La première mesure libérale des *Tanzimat*, sera l'abolition du *millet*, qui a eu pour effet de « libérer la parole ». Dès lors, vont s'exprimer les revendications nationales et nationalistes des peuples qui sont encore sous la domination ottomane. Ce qui aura un impact sur les élites turques ottomanes.

C'est aussi pendant cette période que la Grèce accède à l'indépendance, suivie de la Bulgarie, mais sans doute plus grave au regard du lien de l'Empire à la religion, l'Egypte qui rompt le lien qui l'unissait à l'Empire ottoman. Une amputation qui sera perçue par les Ottomans musulmans comme le signe précurseur d'un bouleversement : la disparition de l'Empire. Dans le même temps, cette rupture qui est perçue comme un acte de trahison à l'égard du pouvoir islamique du sultan, alimente le discours nationaliste sur l'identité. Pour certains nationalistes, parmi lesquels, Ziya Gökalp, l'identité commence à être dissociée de la religion.

Aussi, pendant la période qui précède la naissance de la Turquie, on assiste à des tentatives de l'intelligentsia turque ottomane de définir à son tour une identité, sans forcément parvenir à en déterminer l'orientation.

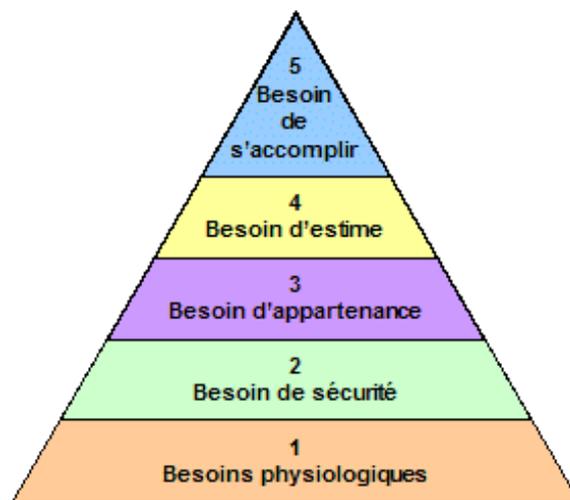
Personne, même au plus fort de la crise ne songe à remettre en question le rôle du sultan, jusqu'à la proclamation de la République, les différents acteurs à travers l'ottomanisme, ou le panturquisme et pantouranisme ne songeront à rien d'autre qu'à sauver l'Empire.

Aussi, différentes expressions du nationalisme vont voir le jour.

Mais à côté de la démarche politique ou idéologique, il y a une dimension qui ne peut être écartée. Il s'agit de la dimension psychologique. De nombreux politologues ont expliqué l'émergence du nationalisme par la perte de l'Empire et de ses possessions.

On ne peut le nier, le terrain dans lequel le nationalisme turc a fait racine, n'est autre que la dépouille de l'Empire ottoman, dont les pays européens se disputaient les restes. Une lecture attentive des faits révèle que nombres de choix ont été dictés, à la fois par la peur de disparaître et par l'impossibilité de continuer à exister en tant que Turcs-ottomans. Aussi, assiste-t-on à une véritable bataille livrée, à la fois sur le terrain, mais aussi au plan diplomatique. Car le nouvel Etat a besoin d'être reconnu au plan international, comme Etat souverain, successeur de l'Empire ottoman.

Pour expliquer l'aspect psychologique du nationalisme turc, nous avons fait le choix d'appliquer les principes contenus dans la pyramide de Maslow. Bien que celle-ci s'adresse à l'individu en particulier, nous pensons qu'elle peut s'adapter au comportement de groupe.



Pyramide conçue par Abraham Maslow

Pendant une décennie, de 1943 à 1954, Abraham Maslow a étudié le comportement animal et humain, puis s'est penché sur les sentiments tels : la peur, l'insécurité, jusqu'à finalement étudier leurs contraires : la motivation et la satisfaction.⁵⁵

Afin de faciliter la compréhension de son travail, Maslow a présenté le fruit de ses recherches, sous forme de pyramide, dont la base est censée répondre aux besoins les plus élémentaires de l'individu : manger, dormir, se vêtir, que Maslow regroupe sous le terme de « besoins physiologiques ». Si l'on applique ces besoins à l'ensemble d'une population, on se rend compte qu'ils sont étroitement liés à l'instinct de survie. C'est précisément cet « instinct de survie » qui a permis à la Turquie de résister au démantèlement prévu par les puissances occidentales. Une phrase prononcée par le grand vizir peu avant la guerre de 1914-1918, montre que la peur est dans le camp ottoman. « *Aujourd'hui, l'intérêt de notre pays exige d'être à l'abri de toute intervention étrangère, et pour que tout prétexte soit banni, nous, Turcs et Anglais, allons supprimer et faire disparaître à jamais le mot Arménie* »⁵⁶.

Cette peur qui révèle un pouvoir aux abois, sera l'une des causes des massacres perpétrés sur les Arméniens.

A la fin de la première guerre mondiale, l'économie ottomane était réduite à peu de choses et l'Empire croulait sous les dettes. Mais l'absence d'ordre territorial et les pertes subies sont assimilables à un besoin physiologique. La deuxième phase va être le résultat de cette première phase, puisqu'elle touche au problème de sécurité qui bien avant la première guerre mondiale n'était plus assurée pour les populations turques-ottomanes. Ce qui vient à l'esprit c'est la déportation des populations grecques par les Jeunes-Turcs, dès le début du premier conflit mondial. Les Grecs de l'Empire détenaient une partie du commerce et de l'activité économique. Pour les gouvernants en place, il ne faisait aucun doute qu'ils travaillaient à la perte des Turcs-ottomans. Aussi, en mai-juin 1914, les Jeunes-Turcs organisèrent une campagne d'expulsion de 160 000 citoyens grecs orthodoxes qui vivaient en Thrace et sur les rives occidentales de l'Anatolie. Ces vagues d'expulsion, vont se poursuivre au-delà de la proclamation de la République, Mustafa Kemal en fait même une condition nécessaire pour

⁵⁵ **Maslow, A**, « *A Theory of Human Motivation* », *Psychological Review*, vol. 50, n° 4, juillet 1943, pp. 370-396.

⁵⁶ **Aggiouri, N**, *Génocide des Arméniens : un peuple effacé d'une histoire millénaire*, In : *imprescriptible*, 22 avril 2015, <http://www.imprescriptible.fr>.

parvenir, selon ses propres termes, à « *une Nation turque indépendante, compacte et homogène* ». ⁵⁷

Une campagne inspirée par la crainte de voir reprendre la guerre avec la Grèce, et par la conviction que la côte occidentale était vulnérable. Des délégations successives de Jeunes-Turcs, membre du Comité Union et Progrès, parcourant la zone côtière, les années précédentes, avaient déjà noté que les communautés grecques orthodoxes occupaient une position dominante dans l'économie. Une constatation qui met en évidence le recul de l'élément turco-ottoman au sein de l'Empire et prouve que la souveraineté économique qui a été rognée au fil des siècles ⁵⁸, doit être restaurée.

Cette baisse d'estime tend à se perpétuer de nos jours et trouve son expression soit dans l'ultranationalisme des *Loups gris* soit dans le nationalisme moderne. Elle se traduit par un sentiment victimaire très fort à la fois à l'égard de l'étranger, mais aussi à l'intérieur du pays, où certains Turcs que l'on qualifie de Turcs blancs, qui représentent l'élite nationale. Ils sont perçus par le reste de la population comme proche de l'Occident et forcément éloignés des préoccupations du peuple.

La troisième phase, définie par Abraham Maslow, est l'appréhension qui se caractérise, dès la chute de l'Empire, par le besoin pour certains Turcs-ottomans de se rattacher à une notion qui leur était jusqu'alors inconnue : la mère patrie, qui trouvera son prolongement dans le mouvement nationaliste impulsé par Mustafa Kemal. En 4^{ème} partie, le « besoin d'estime ». Une estime que les Turcs ont perdue au fil des siècles. Cette confiance en soi, ou revalorisation de la propre image, le père de la Nation va l'impulser dès le plus jeune âge et les manuels scolaires donneront une image positive des Turcs, au cours de l'histoire. Ce qui signifie par conséquent que la période ottomane sera moins traitée que la période hittite. Le « besoin de s'accomplir » viendra dans le même temps et les Turcs seront vivement encouragés à prendre leur destin en mains, notamment par le travail, l'apprentissage et l'éducation. La 6^{ème} étape sera la pérennisation du travail de redécouverte nationale effectuée par Mustafa Kemal.

⁵⁷ **Benoist-Méchin, J**, *Mustapha Kemal ou la mort d'un Empire*, éditions Albin Michel, Paris, 1954, p.337.

⁵⁸ Cette perte de souveraineté à la fois territoriale et économique se matérialise par les fameuses échelles du Levant qui ne sont autres que des ports et des cités portuaires appartenant à l'Empire et sur lesquelles le sultan a renoncé à exercer sa souveraineté, au profit de négociants français. Autrement dit, c'est le roi de France qui récupère ces prérogatives connues sous le nom de Capitulations.

Mais ce que nous nous appliquerons à démontrer, c'est la prégnance de l'aspect psychologique du nationalisme, y compris en ce début de 21^{ème} siècle, où les peurs qui ont guidées les pas des concepteurs de la nation, sont toujours présents dans la société turque.

D. Explication du choix typographique, du titre et de la problématique

Le monde occidental dès les croisades et sa confrontation avec l'Empire turc seldjoukide parle des Turcs et établit un continuum entre les premiers royaumes qui se sont créés en marge de Byzance et les Ottomans.

Nous avons choisi, avant la promulgation de la République de mettre soit le mot turc entre parenthèses soit de parler des turco-ottomans. Cette désignation nous apparaît plus fidèle à la réalité historique.

Le terme de nation à la différence de l'Etat, ne prend pas de majuscule. Nous avons décidé de suivre *le bon usage* du Grévisse⁵⁹ qui préconise l'emploi de la « *majuscule qui permet de distinguer une acception particulière d'un nom* ». Par conséquent, lorsqu'il s'agira de la Nation turque, nous utiliserons la majuscule. Il en va de même pour la constitution. Lorsque nous évoquerons la constitution, celle-ci sera écrite en minuscule, par contre pour la Constitution turque, elle prendra une majuscule.

Notre titre « **La quête identitaire de l'Etat turc : Etats, Nation et nationalisme de 1839 à nos jours** » peut faire l'objet d'un questionnement.

1° Le terme de quête est à prendre dans sens presque mystique, l'idée même de quête sous entend, un objet à atteindre et vers lequel les efforts tendent sans toutefois y parvenir. Dans le cas qui nous occupe, la quête identitaire s'effectue de manière laborieuse.

Néanmoins, nous avons choisi un découpage qui nous paraît pertinent et qui a été introduit par le sociologue Massimo Introvigne, qui définit l'espace turc, par les quatre identités turques suivantes :

- a) La première correspond à l'identité musulmane et le sentiment d'appartenir à l'*umma*. Une identité qui paraît immuable.

⁵⁹ Grévisse, M, Goosse, A, *Le bon usage du français*, Duculot Édition, 15^{ème} édition, 2011, 1640 p.

- b) Dès les années 1860-70, une identité ottomane voit le jour et se développe, dans les milieux élitistes.
- c) En troisième lieu, une identité turque « émerge laborieusement », aux côtés de l'identité ottomane. La réappropriation de l'identité turque notamment autour de la Société turque ou *Türk Dernegi*, qui apparaît à certains égards artificielles parce que calquée sur les modes nationalistes européennes du 19^{ème} siècle.
- d) Enfin, c'est l'identité européenne qui tend à s'imposer dans la dernière partie du 20^{ème} siècle.⁶⁰

Mais ce tableau représentant les quatre identités, qui a le mérite d'exposer clairement l'évolution de cette dernière. Il ne tient pas compte des superpositions, comme par exemple le retour à l'identité ottomane, à laquelle nous assistons actuellement et qui cohabite avec l'identité turque européenne, telle qu'elle a été définie par Mustafa Kemal. La quête identitaire, n'est donc pas une affaire vraiment entendue.

2° Nous avons choisi de mettre les termes d'Etat et de nationalisme à la forme plurielle. « Etats » au pluriel, ce qui a de quoi surprendre le lecteur. De l'Etat ottoman, qui ne représente plus un peuple, ni même une nation, nous sommes passés à un Etat turc qui inclut ces deux composantes. Si nous assistons certes, à la permanence de l'Etat, dont l'autorité se transmet à différents dépositaires du pouvoir, dans la réalité des faits, ce dernier correspond à différentes représentation. L'Etat-nation sur le modèle occidental et l'Etat-profond postérieur à Mustafa Kemal et qui se voit dès la prise de pouvoir de l'AKP remis en cause par la vision islamique, qui refuse à intégrer la conception d'Etat-nation.

Un "Etat-nation", créé de toutes pièces par Mustafa Kemal. Ce dernier s'est employé à faire coïncider l'Etat et la nation établie, sur un territoire bien défini à l'intérieur de frontières et coïncidant avec une identité, commune, une population qui lui confère sa légitimité. C'est un concept politique qui est à la croisée d'une notion d'ordre politique et juridique (l'Etat) et d'une notion d'ordre identitaire (la nation). Il se caractérise par une autorité fondée sur une souveraineté émanant de citoyens qui forment une communauté à la fois politique et culturelle.

⁶⁰ **Introvigne, M**, *Sécularisme, laïcisme et identité européenne dans la Turquie du XXIème siècle*, In : colloque « *Laïcité, enjeux et pratiques* », Université de Bordeaux III-Michel de Montaigne, 27-29 octobre 2005, http://www.cesnur.org/2005/mi_turquie.htm.

A côté de cet Etat officiel, se positionne un deuxième Etat dont il est question dans notre ouvrage et qui justifie le choix du pluriel au mot « Etat ». On le définit d'Etat-profond, ou *derin devlet*. Celui-ci fera véritablement son apparition dès la disparition de Mustafa Kemal et il prospéra dans le contexte de la Guerre froide, fortement marqué par une dérive sécuritaire. Il a présidé de manière occulte aux destinées de la Turquie, faisant fi des desiderata du peuple turc et de ses choix politiques. L'AKP, actuel parti au pouvoir, lors de l'affaire Ergenekon tentera d'y mettre un terme. Si tout semble indiquer la disparition de l'Etat-profond, rien ne permet d'affirmer qu'il ne sera pas un jour prochain à l'origine de l'éviction du pouvoir de l'AKP.

En ce qui concerne la nation, notre cheminement suit la définition de Max Weber pour qui la nation est un ensemble de caractéristiques objectives liées à un groupe. Il peut y avoir des liens *du sang*, des *coutumes* qui rassemblent objectivement une nation, *une religion*. Il ne nie pas ces caractéristiques objectives : pour qu'il y ait une nation, il faut qu'il y ait une ascendance commune. C'est cette ascendance commune qu'Atatürk va s'appliquer à « créer »

Mais cependant, il insiste sur le fait que la nation ne provient pas seulement de la maîtrise de dispositions semblables, il faut qu'il y ait un sentiment subjectif d'appartenance à celle-ci. Il faut un partage de représentations communes. Il faut un sentiment subjectif d'appartenance à une même communauté, une forme de croyance, et dans le registre de la croyance, cela peut devenir dans certains cas une passion.

Ernest Gellner a donné une définition plus politique de la nation et du nationalisme, mais qui n'est pas contraire à l'esprit de l'Etat-nation : « *le nationalisme est une théorie de la légitimité politique qui exige que les limites ethniques coïncident avec les limites politiques, et, en particulier, les limites ethniques au sein d'un Etat donné ne séparent pas les détenteurs du pouvoir du reste du peuple* ». ⁶¹

Nous avons ainsi pu démontrer que la création de l'Etat turc et de la République ou « chose publique », est le résultat d'un long processus qui a pris racine au milieu du 19^{ème} siècle, mais aussi une révolution au sens scientifique du terme. Afin d'expliquer la création de l'Etat-nation, nous nous sommes donc placés bien avant la naissance de la République d'Atatürk.

⁶¹ Gellner, E, *Nations et nationalisme*, Payot Biblio Historique, 1989, p 12

3° Le mot nationalisme est également orthographié au pluriel, car nous sommes en présence de plusieurs types de nationalismes.

Nous avons souhaité accorder une place importante au protonationalisme « turc » afin de mieux comprendre la naissance de l'Etat-nation et des choix de Mustafa Kemal, car comme l'a expliqué Pierre Bourdieu : « *une intention, observe Wittgenstein, s'incarne dans une situation, dans des coutumes et des institutions humaines. Si les techniques des échecs n'existait pas, je ne pourrais former l'intention de jouer aux échecs* » ainsi donc aient « *l'intention politique ne se constitue que dans la relation à un état déterminé du jeu politique et plus précisément de l'univers des techniques d'action et d'expression qu'il offre à un moment* ». ⁶² Ainsi donc même les erreurs commises par les Jeunes-Turcs et si décriées par Mustafa Kemal ont permis la construction de l'Etat-nation turc.

Si l'on suit la classification effectuée par Ernest Gellner, l'Empire ottoman appartient à « une société agraire » ⁶³, qui se caractérise politiquement par une classe dirigeante représentant une faible minorité de la population strictement séparée de la grande majorité composée de petits producteurs agricoles ou paysans. Et Gellner de noter que d'une façon générale, son idéologie amplifie plus qu'elle n'atténue l'inégalité des classes et le degré d'éloignement de la strate dirigeante. A son tour, celle-ci peut être subdivisée en plusieurs couches plus spécialisées : les guerriers, les prêtres, les lettrés, les fonctionnaires, les bourgeois.

Le point le plus important à noter est le suivant : « *qu'il s'agisse de la strate dirigeante dans son ensemble ou des diverses sous-strates en son sein, l'accent est plus fortement mis sur les différenciations culturelles que sur l'homogénéité* » ⁶⁴ et la totalité du système favorise un clivage culturel selon des lignes horizontales et il arrive qu'il les crée là où elles sont absentes. Ce n'est ni plus ni moins que le système du *millet*.

Autre caractéristique de cette « société agraire », le point de vue de l'Etat central, pour qui, le danger principal réside dans l'acquisition et la conservation par les détenteurs de charges militaires ou religieuses, de relations avec des groupes de parenté particuliers. Aussi, l'Etat va

⁶² **Bourdieu, P**, *La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique*, In : Actes de la recherche en sciences sociales, Vol 36, Numéro 1, 1981, pp. 3-24

⁶³ **Gellner, E**, opus cité, p.30.

⁶⁴ **Gellner E**, p.31.

mettre en place des stratégies permettant de contrer ces « dangers » qui menacent l'Etat et le pouvoir. L'idée étant de rompre le lien de parenté en privant le guerrier de sa parenté : c'est le système du « *devşirme* »⁶⁵ ou le serviteur est privé de postérité, c'est le cas des eunuques.

Autant de facteurs qui ne favorisent pas l'émergence du nationalisme. Il faut donc en rechercher les raisons ailleurs et dans l'imitation des nations occidentales.

Le nationalisme turc plonge ses racines dans le 19^{ème} siècle européen, comme beaucoup de nationalismes dans les Balkans, alors même que rien ne prédisposait les sujets musulmans de l'Empire à revendiquer une quelconque appartenance nationale, et ce pour les raisons que nous avons déjà mentionnées.

Pour ce faire, il nous a paru important, afin de comprendre le kémalisme, de commencer à nous intéresser au cheminement de l'idée de nation, qui ne commence à faire son chemin dans l'esprit des Ottomans qu'au moment où ils rentrent en contact avec l'Occident, par le biais des *Tanzimat*. Cette idée de nation va se développer de manière concomitante au sentiment identitaire.

Le sentiment identitaire a précédé le sentiment d'appartenance à la Nation turque. Nous nous sommes intéressés aux raisons qui ont conduit certains Ottomans à revendiquer leur appartenance à une nation, alors même que le concept était inexistant de la pensée politique ottomane, mais également du vocabulaire osmanli.

Il faut distinguer trois grandes parties dans le nationalisme turc, la première étant la naissance de l'Etat-nation et les réformes entreprises par Mustafa Kemal pour, non pas en faire une pâle copie des Nations occidentales, mais pour lui permettre de s'affirmer au sein du concert des nations avec le caractère qui lui est propre et qu'il façonnera pendant le temps qu'il passera à la tête du pays, mais avec les caractéristiques extérieures d'un Etat moderne.

Si Mustafa Kemal donne, au nouveau pays qu'il vient de créer, le nom de République de Turquie, celle-ci dans les faits ne l'est pas encore, mais il pose néanmoins les jalons de ce à quoi il aspire. Il sait que le « peuple » auquel il vient de donner naissance, en lui octroyant une place dans la première Constitution de 1921, n'est pas encore apte à prendre sa destinée en mains, qu'il n'est pas encore une force politique capable de peser.

⁶⁵ Le terme signifie la « récolte ». Tous les cinq ans, les agents du sultan passaient dans les provinces chrétiennes de l'Empire pour y prendre les garçons âgés de cinq ans, ces derniers étaient destinés à intégrer soit le corps des janissaires, soit l'administration du palais du sultan.

Mais son souhait le plus cher est évidemment de voir celui-ci libre de ses entraves passées et passées, capable de faire entendre sa voix. Quelques années avant sa disparition prématurée, sa tentative d'ouverture de la vie politique, se soldera pas un échec. Il fera alors un grand retour sur le devant de la scène politique et reprendra d'une main de fer les rênes du pays.

Nous avons aussi fait le choix de mettre le terme de « nationalismes » au pluriel, en partant du principe que depuis la proclamation de la République, la Turquie a connu différentes formes de nationalismes qui n'ont que très peu à voir avec celui qui a donné naissance à la Nation turque.

A travers la rédaction de cette thèse nous avons souhaité montrer les grandes phases de l'évolution de la Nation et du nationalisme, mais également étudier le caractère spécifique du nationalisme turc : la pluralité de son expression. D'où le choix du titre « **La quête identitaire de l'Etat turc : Etats, nationalismes, nations, de 1839 à nos jours** ». Les nationalismes revêtent des caractères très distincts et n'hésitent pas à emprunter des éléments à d'autres formes de discours nationalistes. Ce qui complexifie la compréhension du nationalisme turc

Une part importante sera accordée au fait religieux qui à la faveur du multipartisme permettra à l'islam de reprendre sa place sur l'échiquier politique, jusqu'à donner naissance à un islam turc qui n'hésitera pas à faire cause commune avec le nationalisme panturquiste, provoquant des périodes de tensions extrêmes, qui trouveront une solution dans la *synthèse turco-islamique* laquelle est déjà une amorce de virage par rapport au nationalisme et à la Nation telles qu'ils furent définis par Mustafa Kemal.

L'idéologue de la *STI*, Ibrahim Kafesoğlu a développé l'idée selon laquelle, les Turcs et l'islam étaient destinés à se rencontrer et à écrire une page commune de l'histoire de l'humanité. Une assertion sur laquelle repose la synthèse et qui en soi n'est pas inexacte. En effet, tous les actes de la vie des turco-mongols ont été régis par le *Yasa*, code juridique, commercial, mis en forme sous Gengis Khan (vers 1160-1227) et ses successeurs. En turc le terme *Yasa* signifie : loi, charte, code. Aussi, le passage des règles très codifiées du *Yasa* à la sharia, s'est effectué très facilement parmi les tribus turques, qui étaient déjà prédisposées à suivre des règles de vie codifiées.

La *synthèse turco-islamique* va s'imposer au point de devenir la doctrine officielle de l'Etat turc qui la tolère, car elle n'est pas contraire aux intérêts stratégiques du pays ; elle pousse ses pions en directions des pays turcophones d'*URSS*, ce qui n'est pas pour déplaire à l'Etat turc, ni même à l'allié américain. Mais la mouvance nationaliste qui pendant les décennies 1980-1990 prend différents visages, va progressivement se teinter de religiosité et jouer un rôle politique, une première fois avec Necmettin Erbakan, dont le parti religieux *Milli Görüş* ou vision nationale affiche très clairement son anti-occidentalisme et antisémitisme. Puis en 2003, avec la victoire de l'*AKP*, dont le leader, Recep Erdoğan a été un proche de Necmettin Erbakan. Son parti sera l'un des artisans d'un changement radical, puisqu'il va orienter le pays vers, ce l'on a coutume de désigner sous le nom de « néo-ottomanisme » incarné par l'*AKP*. Ce néo-ottomaniste a vu le jour sous la présidence de Turgut Özal⁶⁶ mais il est également porté par le mouvement de Fetullah Gülen, qui fut l'un des alliés de Recep Erdoğan. Une alliance jugée contre nature, puisque Gülen appartient au mouvement néo-nurcu, d'inspiration soufie et donc à un islam mystique et spirituel, tandis que les membres de l'*AKP* sont proches des Frères musulmans.

Si depuis 1963⁶⁷, la Turquie a vocation à intégrer l'Union européenne, il n'en demeure pas moins vrai, que ses demandes d'adhésion répétées ont été souvent ignorées. Autant d'échecs qui alimentent une certaine forme de nationalisme qui éloignent le pays de l'euro-atlantisme. Ces refus répétés de la part des Européens ont amené les élites à se poser une fois encore, par la voix des Européens, la question de l'identité turque. Les Turcs sont-ils Européens ou pas ? Et le refus d'incorporer la Turquie au sein de l'Union européenne, au nom des origines asiatiques du pays ont incité certains groupes de la population vers le versant asiatique. Mais ce n'est pas la seule raison du refus, il y a le problème kurde, auquel Turgut Özal, puis l'*AKP* avaient essayé d'apporter une solution politique⁶⁸ et la non reconnaissance par la Turquie du génocide arménien.

⁶⁶ Il sera à la tête du pays jusqu'en 1993, date de sa disparition brutale.

⁶⁷ Date de la signature des accords d'Ankara qui est un accord d'association entre le pays et la CEE. Il inclut la perspective d'une adhésion. Le préambule de l'accord d'association « reconnaît que l'appui apporté par la CEE aux efforts du peuple turc pour améliorer son niveau de vie facilitera ultérieurement l'adhésion de la Turquie à la Communauté européenne ».

⁶⁸ Pour des raisons de politique intérieure, Recep Erdoğan qui avait décidé de faire la paix avec le parti kurde de Turquie. Mais depuis il a pris l'initiative de réouvrir la brèche et les hostilités.

Autant de questions, qui renvoient les Turcs à des problèmes irrésolus, avec en toile de fond, la question de la citoyenneté de l'identité qui ne cessent d'agiter la société turque et surtout à ce que l'on a désigné sous le nom de complexe de Sèvres. Un traumatisme consécutif au traité éponyme, et qui pour les Turcs a fait figure de diktat européen.

Pour comprendre le nationalisme actuel dans sa diversité qui parfois déroute, il convient donc de remonter à la période des *Tanzimat*, soit dans la toute première moitié du 19^{ème} siècle, au moment où l'Empire fait le choix de s'ouvrir aux influences étrangères. Nous allons dans une première partie étudier de quelles manières, à son insu l'Empire et les réformes entreprises ont donné corps à la Nation turque (**Partie 1**). Les étapes décisives caractérisées par l'introduction des toutes premières Constitutions ottomanes (**Titre 1**), inédites dans le monde musulman et annonciatrices de grands bouleversements politiques.

Cette métamorphose politique a donné naissance à une première révolution en 1908 d'abord libérale, puis aux accents nationalistes. Elles sont l'aboutissement du réveil identitaire (**Chapitre 1**) précurseur de la création de la Nation turque par Mustafa Kemal, une œuvre à la fois démiurgique et révolutionnaire (**Chapitre 2**).

La période kémaliste sera marquée par l'affirmation de la laïcité, comme principe fondateur du nouvel Etat, immédiatement remise en cause à la disparition du Père de la Nation turque (**Titre 2**). Cette laïcité qui est marquée par un fort rejet de la religion islamique et de ses principes, permet à Mustafa Kemal de l'évincer de la sphère publique et de donner à la société turque une nouvelle identité, en imposant des normes culturelles et sociétales (**Chapitre 1**). Mais cette laïcité, va être mise sous tension et contrebalancer, dès 1946, date à laquelle, le multipartisme est introduit, par l'islam qui s'affirme comme force nationaliste. On assiste dès lors à des tensions entre les tenants de la laïcité et les religieux (**Chapitre 2**).

Dans une seconde partie, l'ultranationalisme occupe les devants de la scène politique, sa présence impose des limites à l'Etat, qui récupèrera une partie de son autorité avec la politique néo-ottomane initiée par Turgut Özal et l'arrivée au pouvoir de l'AKP (**Partie 2**). Dès les années de plomb (1960-1980) qui correspondent à la Guerre froide, le nationalisme se pose en auxiliaire de l'Etat turc (**Titre 1**).

Ce nationalisme des années de plomb (**Chapitre 1**) aboutira au coup d'Etat de 1980 et à la prise de pouvoir par les militaires. Cette collaboration, entre l'ultranationalisme incarné par les *Loups gris*, les militaires et l'Etat-profond cessera après l'accident de Sursuluk, et surtout

avec l'arrivée au pouvoir de l'*AKP*, au début des années 2000. Ce qui se traduit dans les faits par prise en mains du pouvoir détenu en grande partie par les militaires, comme chaînons de l'Etat-profond.

Néanmoins la Turquie n'en n'aura pas fini avec l'ultranationalisme et à la fin des années 1990, une nouvelle forme de nationalisme fait son apparition, celui-ci se réclame de la mouvance kémalienne et s'oppose violemment à l'introduction des idées occidentales en Turquie. Il se nourrit de frustrations diverses et notamment du refus européen d'intégrer le pays, en son sein. Aussi, ces forces nationalistes à l'esprit revanchard font face à l'Occident (**Chapitre 2**) qu'elles soupçonnent de vouloir porter atteinte à la souveraineté nationale turque avec le règlement du conflit turco-kurde qui passe par la création d'un Etat kurde dans le sud-est anatolien.

La Turquie va subir un ultime avatar nationaliste, avec un retour aux sources ottomanes du pouvoir (**Titre 2**) qui est marqué par une volonté de renouer avec la grandeur passée de l'Empire ottoman (**Chapitre 1**). Une idée qui a été réintroduite par Turgut Özal et sa politique économique en direction des anciennes républiques soviétiques du Caucase, puis à la disparition de ce dernier, l'idée a été reprise par l'*AKP* et le tandem Erdoğan-Davutoğlu⁶⁹, respectivement premier ministre et ministre des Affaires étrangères. Le fait que l'idée néo-ottomane soit portée par un parti islamique (**Chapitre 2**), laisse présager l'abandon progressif de l'Etat-Nation mis en place par Mustafa Kemal et ce d'autant plus qu'avec le coup d'Etat de 2016 et les milliers d'arrestations survenues dans le pays⁷⁰, la Turquie n'a plus de contre-pouvoirs en mesure de faire obstacle à la politique néo-ottomane et à la mise en place d'un régime hyperprésidentiel de type oriental⁷¹, régime vers lequel s'achemine la Turquie de Recep Erdoğan.

⁶⁹ Depuis lors le tandem s'est disloqué. Erdoğan est devenu président de la République, tandis que Davutoğlu a présenté sa démission le 22 mai 2016, de son poste de premier ministre.

⁷⁰ Dès le lendemain du Coup d'Etat, près de 6000 personnes ont été mises en garde en vue (sources BFM).

⁷¹ A l'instar de Saddam Hussein, Le nouveau président a donné aux membres de sa famille les postes clefs de l'Etat.

Partie 1

Des réformes à l'origine de la Nation turque

Au 19^{ème} siècle, les mouvements nationalistes qui agitent les provinces balkaniques, ont un impact très limité sur les populations musulmanes de l'Empire ottoman, hermétiques aux discours sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Aussi, la naissance d'une possible Nation turque, qu'un nombre restreint d'intellectuels appelle de ses vœux, ne trouve aucun écho dans l'esprit des dirigeants, et moins encore auprès des sujets turco-ottomans de l'Empire. A la faveur de l'élan réformiste connu sous le nom de *Tanzimat*⁷² et du Printemps des Peuples (1848-1849), les populations des Balkans commencent à s'affranchir de la souveraineté ottomane. Ainsi, l'Empire perd au fur et à mesure de la naissance de ces Etats, ses possessions européennes.⁷³

Près de dix ans avant le Printemps des peuples, l'Empire est entré dans un processus de modernisation des structures étatiques. A terme et de manière tout à fait détournée, elles vont donner naissance à un Etat moderne et à une Nation turque. Ce mouvement de modernisation, connu sous le nom de *Tanzimat*, est impulsé par le haut⁷⁴. En effet, les jeunes réformistes qui en sont à l'origine et qui sont passés à la postérité sous le nom de Jeunes-Ottomans⁷⁵, prônent l'application de réformes sur le modèle européen⁷⁶, tout en respectant l'héritage et les valeurs islamiques⁷⁷ de l'Empire. Ce mouvement de réformes vise à moderniser l'Empire et de lui faire jouer jeu avec l'Occident, tout en donnant à celui-ci des gages de sa bonne volonté réformatrice. Ce qui lui permettrait d'intégrer le concert des nations européennes. Ces réformes ont été suggérées au sultan Mahmoud II par certaines personnalités ottomanes, influencées par l'esprit des Lumières.

⁷² Le terme de *Tanzimat* qui signifie « réorganisation » est d'origine arabe.

⁷³ Voir les cartes en Annexes.

⁷⁴ Cela se répètera plusieurs fois y compris dans l'histoire de la République. La Constitution ne se fera donc pas au nom de la nation qui est inexistante, mais au nom de la modernité.

⁷⁵ Les Jeunes-Ottomans ou *Yeni Osmanlular* étaient à l'origine une société secrète constituée sur le modèle de Franc-maçonnerie à laquelle, ses membres étaient affiliés à la suite d'une initiation.

⁷⁶ La *loi sur les Vilayets* de 1864 est calquée sur l'organisation des départements français.

⁷⁷ **Bernard Lewis**, distingue deux phases dans l'évolution du rapport de l'islam à l'Occident. De l'échec du premier siège de Vienne en 1529, à la signature du traité de Küçük Kaynarca, entre l'Empire et la Russie. A la suite de la signature de ce traité les Ottomans adoptèrent les inventions européennes qui présentaient sans nul doute des avantages et une utilité pratique incontestable, sans pour autant modifier leur vision de ceux qu'ils considéraient comme des barbares infidèles In, *l'Islam, l'Occident et la modernité*, Gallimard, 2002, 229 p, p.21.

Pour atteindre ces objectifs, les Jeunes-Ottomans souhaitent transformer le pouvoir absolu du sultan en monarchie constitutionnelle et obtenir une stricte séparation des pouvoirs, sur le modèle britannique, repris par John Locke⁷⁸ ensuite par Montesquieu⁷⁹. Au milieu du 19^{ème} siècle, l'idée est encore de sauver l'Empire, et pour cela, ces jeunes réformistes en sont convaincus, il faut copier les modèles occidentaux : « *lorsque l'Empire prend conscience que son modèle ne fonctionne plus et qu'il faut repenser la société. Dans les réformes lancées entre 1839 et 1876, il y a cette idée que l'Empire a échoué et que la seule manière de se garantir un avenir est d'intégrer l'histoire occidentale. Le choc est énorme. L'Empire est alors comme Janus, le dieu romain à deux visages. Il doit devenir l'autre pour rester lui-même.* »⁸⁰

Aussi paradoxal que cela puisse sembler, l'Empire ottoman régi par la *sharia*, va se doter dès 1876 d'une première Constitution de type libéral sans pour autant adopter ce qui était préconisé par John Locke, à savoir, que les hommes naissent et doivent rester foncièrement égaux et libres, tout en faisant fi de l'esclavage comme un état contre nature. L'Empire s'engage dans un processus de modernisation tout en conservant le droit musulman dont les principes sont aux antipodes de la philosophie du pouvoir britannique. Quelques années plus tard, une deuxième Constitution verra le jour. Malgré ces paradoxes qui jettent le trouble au sein de la société ottomane, ces Constitutions auront pour effet de jeter les bases de la future Nation turque, en permettant au concept⁸¹ de faire son chemin. La période voit l'apparition des premières Constitutions qui sont à l'origine de l'émergence de la Nation (**Titre 1**). L'aboutissement de ce processus, sera la naissance de l'Etat-nation et Mustafa Kemal, qui en sera l'instigateur s'appliquera à lui donner une identité turque qui sera remise en cause dès la disparition du fondateur de la Turquie. Avec Mustafa Kemal la laïcité est l'une des composantes de l'identité turque. Aussi, en l'espace d'une décennie, l'on assiste à l'affirmation et à la remise en cause de la laïcité (**Titre 2**).

⁷⁸ **Locke, J**, *Traité du gouvernement civil*, éditions Garnier-Flammarion, deuxième édition corrigée, 1992, 383 p.

⁷⁹ **Montesquieu**, *De l'Esprit des Lois*, Flammarion, 2013, 385 p.

⁸⁰ **Bozarslan, H**, « *Les ennemis d'Erdogan sont imaginaires* », In : le 1heβδο, n°80, 28 octobre 2015, <http://le1heβδο.fr/numero/80/les-ennemis-d-erdogan-sont-imaginaires-1266.html>

⁸¹ Il convient de rappeler que la notion de nation telle qu'elle est perçue en Occident n'avait pas son égal dans l'Empire ottoman qui ne reconnaissait que des communautés religieuses.

Titre 1

Les premières Constitutions et les balbutiements de la Nation

Pendant la période des *Tanzimat* (1839-1878), l'Empire s'engage dans la voie constitutionnaliste à l'instar des Nations européennes. Les deux Constitutions de l'Empire ottoman, même si à l'heure de leur promulgation, nous en sommes encore loin, vont jeter les bases de l'idée de la future nation Turque. Le concept de nation ne figure pas dans le droit musulman. Car c'est sur l'islam que repose la tradition politique de l'Empire ottoman. Cependant, en adoptant le modèle occidental, par une série de mesures, il va préparer les esprits à la naissance de l'idée nationale et façonner le futur Etat-nation.

La première d'entre elle, est la Constitution de 1876, initiée par le grand vizir⁸², Midhat Pasha (1822-1884) aidé dans cette tâche par Namik Kemal (1840-1888)⁸³. Cette dernière s'inspire de la Constitution belge de 1831. Un choix qui n'est pas dû au hasard, puisque la Belgique est une monarchie constitutionnelle et personne à ce moment précis de l'Empire ne souhaite ouvertement remettre le pouvoir impérial, mais les réformateurs souhaitent que le rôle du sultan soit beaucoup plus représentatif, plus symbolique que politique. Autre particularité et signe des temps, celle-ci est rédigée en français, langue diplomatique par excellence, qui montre la détermination de ses rédacteurs à moderniser l'appareil d'Etat. Ils affirment ainsi leur volonté de profiter du vent de progrès qui souffle de l'Occident.⁸⁴

On assiste dans l'Empire à un éveil progressif à l'idée même de nation (**Chapitre 1**), qui voit le jour sous la plume de certains intellectuels, mais de manière informelle. Une approche beaucoup plus réaliste et concrète permet aux pères des *Tanzimat* de jeter les bases d'une organisation étatique moderne qui s'inspire de l'Occident. Ces idéologues savent que pour sauver l'Empire il convient d'adopter une constitution⁸⁵. Un travail préliminaire qui se

⁸² Avant les *Tanzimat* la fonction de grand vizir s'apparente à celle du shogun japonais, un maître du Palais, après les *Tanzimat* la fonction évolue et se rapproche de celle du Premier ministre.

⁸³ **Namik Kemal** fait partie des Jeunes-Ottomans. Il voit le jour en Thrace orientale. Il tente de concilier deux idées de la révolution française, la *patrie* et la *liberté* avec les traditions musulmanes. Bien que familier des idées des Lumières, c'est un musulman pieux attaché aux traditions islamiques. Cette double appartenance culturelle le mène à effectuer des rapprochements et des adaptations entre deux modes de pensées opposés. La patrie, telle qu'il la conçoit est islamique et ottomane. La déliquescence de l'Empire le conduira à envisager une union panislamique sous l'autorité des Sultans ottomans afin d'adapter et de diffuser la civilisation moderne en Asie et en Afrique et ainsi de créer un contre-pouvoir oriental à l'hégémonie européenne. Il critique vivement les instigateurs du *Tanzimat* qu'il accuse de vouloir faire table rase des traditions musulmanes.

⁸⁴ Le mouvement des Jeunes-Ottomans s'est formé en France. Ses membres férus de culture française, s'exprimaient correctement dans cette langue.

⁸⁵ Outre les Constitutions, l'Empire ottoman adopte un an après le début des *Tanzimat*, de nombreux codes: le Code pénal (1840 puis révisé en 1858), le Code commercial (1850, révisé en 1861), le Code

caractérise par une voie semée d'embûches, mais nécessaire à l'émergence de l'Etat-nation, œuvre démiurgique et révolutionnaire (**Chapitre 2**) qui verra le jour quelques décennies plus tard sous la présidence de Mustafa Kemal.

Chapitre 1 : Un réveil identitaire progressif

On situe les balbutiements du nationalisme turc aux années qui ont précédé le premier conflit mondial, aux guerres balkaniques (1912-1913), jugées déterminantes dans le réveil identitaire. Il est indéniable que ces conflits auxquels ont succédé de grandes crises, ont eu pour effet de réveiller la conscience identitaire jusque là en gestation.

Une chose est certaine, il est le fait d'une élite sociale et intellectuelle, mais aussi de la future élite militaire, est formée par les cadres de l'armée allemande⁸⁶. Ces cadets de la future armée turque sont issus des couches aisées et ont fait souvent leurs études supérieures à l'étranger, en France, en particulier et de retour dans l'Empire ils intègrent les académies militaires. L'autre caractéristique de cette élite, est son appartenance géographique. En effet, elle est souvent issue de la partie occidentale de l'Empire ou des marches de l'Empire, ce sera le cas de Mustafa Kemal, originaire de Salonique ou bien de Moiz Tekin Alp (1883-1961 à Nice), l'un des premiers nationalistes, originaire de Macédoine.

Ces préoccupations n'agitent que l'élite turco-ottomane à la représentation très restreinte et essentiellement présente dans les grandes villes qui ont pour particularité d'être des villes de garnison et des ports. C'est le cas de Salonique, Smyrne, Istanbul. Cette présence de l'armée peut expliquer la naissance du mouvement jeunes-Turcs à Salonique, ville cosmopolite et ouverte aux idées nouvelles.

de commerce maritime (1863), le Code agraire en 1858 qui pose le problème de la propriété foncière, définit ses différents types et enregistre les biens dans une volonté de valoriser les terres peu exploitées... Des nouveaux tribunaux de commerce et d'arrondissement, des cours d'appel des chefs-lieux des provinces sont constitués dans l'ensemble des territoires. Si ces mesures s'inspirent fortement des valeurs occidentales, les réformateurs prennent le soin de les établir en se basant sur les principes des écoles juridiques sunnites officielles afin de les rendre plus acceptables dans les milieux plus traditionnalistes

⁸⁶ Mustafa Kemal est issu de l'école militaire de Salonique, sa ville de naissance.

Ce qui aurait été inconcevable dans une quelconque ville du fin fond de l'Anatolie. Ces trois villes possèdent de fortes communautés, grecque, slave, juive et font figure de creuset identitaire. Les nationalistes allogènes, turcophones et musulmans, originaires de l'Empire russe, ont influencé les élites turco-ottomanes, par le biais des cercles philosophiques ou bien à l'implantation de loges maçonniques⁸⁷ qui fonctionnent comme des courroies de transmission du libéralisme et du renouveau politique.

Ces centres à l'activité intellectuelle bouillonnante, seront parmi les premières villes de l'Empire à voir surgir des conflits, qui naissent des prétentions des nationalités à se réaliser et à rejoindre une mère patrie⁸⁸. Au moment des guerres, ces villes verront se répandre, le sentiment patriotique.

Ces mouvements, vont contribuer de manière tout à fait inattendue et au gré des événements politiques et militaires, à faire émerger une conscience nationale au sein de la population turco-musulmane, qui tendra à s'affirmer dans la toute première partie du 20^{ème} siècle. Avant cette période de l'histoire il n'est possible de parler que de balbutiements d'une conscience identitaire (**Section 1**) qui va prendre un tour politique grâce à la toute première Constitution. Mais, face aux oppositions multiples suscitées par ce texte, jugé provocateur par la sharia, et l'islam, on assiste à un recul du pouvoir qui se retranche derrière l'idée de panislamisme. Les guerres balkaniques seront en partie la cause de ce revirement identaire qui s'explique à la fois par la peur du pouvoir de perdre son ascendant religieux sur le monde musulman, mais par la peur de voir les désordres internes, causés par les guerres balkaniques, se répandre à tout l'Empire. Le sultan Abdül Hamid va donc saisir ces prétextes pour imposer un coup d'arrêt au mouvement constitutionnaliste (**Section 2**) que certains membres de son entourage, percevaient pourtant comme un élément salvateur.

⁸⁷ Les cadets de l'école militaire de Salonique étaient tous affiliés à des loges maçonniques. Mustafa Kemal en fera également partie.

⁸⁸ Le concept de mère-patrie s'est formé en Occident et est importé précisément à Salonique. Les Ottomans auront bien des difficultés à en comprendre la portée.

Section 1. La Constitution de 1876, un premier pas vers le renouveau politique

Elle est issue non pas de la volonté du peuple⁸⁹, mais d'un groupe de législateurs, car à l'heure des *Tanzimat* l'Empire ottoman, ne possède aucune structure politique comparable, à l'Occident⁹⁰. Emer de Vattel a posé la chose suivante: « *La nation est en plein droit de former elle-même sa constitution, de la maintenir, de la perfectionner, et de régler à volonté tout ce qui concerne le gouvernement, sans que personne puisse avec justice l'en empêcher.* »⁹¹ Or la nation n'existe pas, pas plus que le peuple, dont elle est la représentation. Quant au gouvernement, le mot et le concept n'existent sont absents du vocabulaire osmanli. Ainsi, pour introduire la notion de constitution, le législateur a dû recourir à une création et adopter un modèle tout à fait étranger à la structure politique de l'Empire.

Conscients de la difficulté à faire entrer dans les mœurs politiques l'idée de constitution, les pères des *Tanzimat*, au contact de l'Occident comprennent que le temps des grands empires est compté. Ainsi, l'Empire ottoman a dû repenser son mode de fonctionnement et s'adapter aux normes politiques de l'Europe. Il fallait donc doter l'Empire d'un socle constitutionnel, symbole à la fois de modernité et de progrès. Les premières lois constitutionnelles font leur apparition pendant les premières décennies des *Tanzimat*, elles seront incorporées à la Constitution de 1876.

Celle-ci est l'aboutissement du mouvement réformiste connu sous le nom de *Tanzimat*, visant à apporter « au vieil homme malade »⁹², les moyens de lutter contre les germes de la dissolution et d'assurer la pérennité de l'Etat tout en dépassant ce qui désormais apparaît comme une évidence : sa fin prochaine, tout en devenant l'égal des Européens : « *Ce modèle a été suffisamment crédible et cohérent pour que tous ceux qui ont pu d'une manière ou d'une*

⁸⁹ Le peuple dans l'Empire ottoman est inexistant, il faudra attendre la proclamation de la République pour que le terme de *halk* d'origine mongole, fasse son apparition dans le nom du premier parti au pouvoir, le *CHP* (Cumhuriyet Halk Partisi), parti républicain du peuple.

⁹⁰ Elle ne résulte donc pas d'un long processus politique, mais elle apparaît de manière tout à fait artificielle.

⁹¹ **Bastid, P**, *L'idée de Constitution*, Economica, 1985, p.135.

⁹² Expression utilisée par un ministre du Tsar, pour désigner l'Empire ottoman.

*autre subir ou connaître l'imperium européen, aient eu le désir de s'en affranchir en se servant de ce modèle étatique pour affirmer leur propre destin ».*⁹³

Le texte servant de préambule au *Hatt-i Sherif de Gülhane*⁹⁴ ne laisse planer aucun doute à ce sujet, en dépit de son antériorité par rapport la première Constitution ottomane :

Tout le monde sait que, dans les premiers temps de la monarchie ottomane, les préceptes glorieux du Coran et les lois de l'empire étaient une régie toujours honorée. En conséquence, l'Empire croissait en force et en grandeur, et tous les sujets, sans exception, avaient acquis au plus haut degré l'aisance et la prospérité. Depuis cent cinquante ans, une succession d'accidents et de causes diverses ont fait qu'on a cessé de se conformer au code sacré des lois et aux règlements qui en découlent, et la force et la prospérité antérieures se sont changées en faiblesse et en appauvrissement : c'est qu'en effet un empire perd toute stabilité quand il cesse d'observer ses lois.

Ce texte fait sien les principes libéraux à la base du constitutionnalisme et se fonde sur l'idée que « ces principes pouvaient trouver leur fondement dans le Coran »⁹⁵.

C'est pourtant en prenant le contrepied des théories politiques de l'islam qui ne reconnaissent pas l'idée de nation, ni la nationalité, que la Constitution de 1876 va pouvoir offrir un cadre juridique à la nation ottomane (**Paragraphe 1**) et donner aux Turcs ottomans, la possibilité de se forger, ce à quoi les élites aspirent de plus en plus, une identité turque (**Paragraphe 2**)

⁹³ **Asso, B**, *Les services de renseignement*, In : Annuaire de Recherches Juridiques sur la Sécurité Intérieure et la Sécurité Civile, Universités de Nice Sophia-Antipolis, Avignon, Corte, 2001, p.304.

⁹⁴ *Hatt i Sherif de Gülhane* du 3 novembre 1839 est l'une des premières lois constitutionnelles, dont les dispositions seront reprises dans la Constitution de 1876.

⁹⁵ **Marcou, J**, *Le mouvement constitutionnaliste*, In, *la Turquie*, dir. **Vaner, S**, éditions Ceri, Fayard, 2005, p.91.

Paragraphe 1. La Constitution offre un cadre juridique à la future Nation et dessinent les contours de l'identité du futur Etat turc

L'expérience constitutionnelle est inédite dans un Etat musulman et les Ottomans en seront les précurseurs, néanmoins ils ne sont pas rentrés dans un processus ayant conduit à l'adoption de la première Constitution⁹⁶, mais celle-ci a été décrétée par les Jeunes-Ottomans qui, prenant conscience de l'impasse dans laquelle se trouvait l'Empire, ont demandé au sultan de promulguer une constitution.

Les concepts, comme celui de souveraineté nationale, n'existent nullement dans le lexique osmanli, d'ailleurs assez pauvre en terminologie politique⁹⁷. En 1876, la souveraineté n'émane toujours pas de la volonté du peuple, mais de la volonté du souverain qui en est dépositaire, puisqu'il est le représentant de Dieu sur terre. Le texte fait néanmoins sien, les principes libéraux qui ont cours en Europe et qui sont à la base du constitutionnalisme, sans qu'ils aient pour autant une résonance particulière. Malgré tout, on assiste pendant cette période des *Tanzimat* à une mutation substantielle de l'Etat⁹⁸ ottoman, qui va à la fois perdre une partie de son territoire et adopter un modèle qui a pris racine dans un système politique étranger.

Cette première Constitution, va permettre l'émergence d'un nouveau modèle étatique **(A)**. Elle souligne l'importance que revêt le territoire **(B)**, pour les réformateurs des *Tanzimat* qui vont s'appliquer à « l'inventer ». En France, Paul Allié⁹⁹, situe sa création au moment de la Révolution française, au moment où le découpage du territoire sous la royauté subit une transformation par décision de la Constituante de 1789. Les réformistes ottomans arriveront quelques années plus tard, à la conclusion que l'Empire, doit restructurer son territoire et

⁹⁶ La Constitution ne s'est imposée comme une évidence, par un peuple qui a fait une révolution, c'est une décision émanant d'intellectuels qui cherchent à tout prix à sauver un Empire qui est à l'agonie.

⁹⁷ Les notions de territoire, de peuple, de gouvernement ne figurent pas dans le vocabulaire osmanli. La Constitution de 1876 est calquée sur le modèle européen des Constitutions européennes, qui sont aboutissement d'un long processus. Ce qui bien sûr n'est pas le cas de l'Empire.

⁹⁸ En droit international, la notion de *mutation substantielle* s'applique à un Etat qui voit l'étendue de son assiette s'accroître ou diminuer sans que son existence en tant qu'Etat en soit atteinte.

⁹⁹ Allié, P, *l'invention du territoire*, presses universitaires de Grenoble, 1980, 184 p.

tisser des liens entre le pouvoir et la population ottomane. Cette volonté d'en finir avec l'ordre ancien, se concrétisera par la promulgation de la loi sur les *vilayet* (1869) et en renforçant les liens entre le pouvoir et la périphérie de l'Empire en introduisant, le rail dès la fin du 19^{ème} siècle.

A.La Constitution de 1876 et l'émergence d'un nouveau modèle étatique

La Constitution¹⁰⁰ de 1876 est rédigée sur le modèle occidental et prévoit une séparation des pouvoirs entre l'exécutif et le Parlement.

Il s'agit d'un cas unique dans un pays de droit musulman, et c'est un chroniqueur ottoman qui est l'un des premiers à évoquer l'avantage que constitue la séparation des pouvoirs garantis par une constitution. En 1815 Shanizade (1769-1826) évoque le bénéfice que tirent «*certaines Etats bien organisés*» ; entendons par là, les Etats européens, du fait d'avoir des représentants élus qui assistent aux conseils, dans lesquels ils débattent et argumentent librement. L'Empire étant régi par le droit musulman, Shanizade reste prudent et veille à ce que ses propos n'entraînent pas son banissement. Aussi, lorsqu'il traite de la question du conseil, il le replace dans le cadre de la tradition politique ottomane, et plus largement, islamique.¹⁰¹ Dans ce qu'il appelle « le conseil », Shanizade met l'accent sur les « serviteurs de l'Etat » et ceux qui « représentent les sujets ». Ce conseil qui s'apparente à un parlement est un lieu où le pouvoir de débattre s'exerce librement.

La Constitution de 1876 est en soi une révolution, puisque pour la première fois dans un pays de droit musulman, calque son devenir politique sur le modèle occidental en permettant l'émergence d'un parlement. Les propositions de Shanizade vont faire leur chemin dans les esprits ; et ce, malgré les réticences de l'islam et de la sharia, unique source de droit dans l'Empire. L'idée d'une Constitution, prévoyant une séparation des pouvoirs parvient à être imposée par les Jeunes-Ottomans. Néanmoins, la sharia et la mutation politique et juridique

¹⁰⁰ Les deux Constitutions ottomanes sont connues en Turquie sous les noms de *Meşrutî monarşi*, monarchie constitutionnelle ou bien *Parlamenter Monarşi* ou monarchie parlementaire. Le sultan dirige l'Empire avec une chambre basse et un sénat.

¹⁰¹ **Lewis, B**, *Islam in History: Ideas, People, and Events in the Middle East*, Open Court edition, 1993, p.325

de l'Empire qui s'accomplit, sur le long terme, vont créer des heurts et accélérer la dissolution de l'Empire.

Le pouvoir exécutif est détenu par le sultan qui devient de *facto* un chef d'Etat, sans toutefois se départir de son pouvoir religieux, puisqu'il demeure toujours calife : « *Sa Majesté le Sultan est irresponsable ; sa personne est sacrée* » (art. 5). Par conséquent, la Constitution de 1876, prévoit des peines pour le crime de lèse-majesté. Et celui-ci est jugé par une Haute cour (art.92).

Le sultan choisit et nomme ses ministres et son grand vizir, dont les pouvoirs équivalent à ceux d'un Premier ministre. Néanmoins le sultan conserve des pouvoirs très étendus, tels, les droits de convocation et de dissolution de la chambre basse : « *Sa Majesté le Sultan compte au nombre des ses droits souverains les prérogatives suivantes :*

Il nomme et révoque les ministres ; il confère les grades, les fonctions et les insignes de ses ordres ; il donne l'investiture aux chefs des provinces privilégiées, dans les formes déterminées par les privilèges qui leur ont été concédés ; il fait frapper la monnaie ; son nom est prononcé dans les mosquées pendant la prière publique ; il conclut les traités avec les puissances ; il déclare la guerre ; il fait la paix ; il commande les armées de terre et de mer ; il ordonne les mouvements militaires ; il fait exécuter les dispositions du Chéri (la loi sacrée¹⁰²) et des lois ; il fait les règlements d'administration publique ; il remet ou commue les peines prononcées par les tribunaux criminels ; il convoque et proroge l'Assemblée générale ; il dissout, s'il le juge nécessaire, la Chambre des députés, sauf à faire procéder à la réélection des députés » (art.7)

Le pouvoir législatif est détenu par le Parlement composé d'une chambre basse où siègent 120 députés élus au suffrage censitaire et d'un Sénat comprenant les dignitaires nommés à vie par le sultan. Tout texte de loi doit au préalable avoir obtenu l'aval du sultan, mais une disposition prévoit son rejet par le Sénat et ne peut revenir devant la Chambre, qu'au cours de la session suivante.

Cette Constitution, en apparence ne remet pas en cause les habitudes du pouvoir ottoman¹⁰³, mais dans la réalité elle ouvre des voies à une future nation, par l'apparition de la citoyenneté

¹⁰² Il s'agit de la Sharia.

¹⁰³ Dans les faits, le sultan continue à agir en autocrate.

ottomane (2) qui met un terme, du moins dans le principe à l'habitude du pouvoir de concevoir ses habitants en termes de « sujets » du sultan ; de cette disposition découlera une lente atrophie du système du *millet* (1).

1.La remise en question du millet ?

L'idée de ces réformateurs est d'introduire à terme une Nation ottomane, même s'ils n'osent le proclamer ouvertement. Leur objectif en assouplissant le régime du *millet*, est de transcender les différences entre les peuples pour atteindre une forme politique qui serait une nation ottomane.¹⁰⁴

C'est une déclaration de 1830 faite par le sultan Mahmoud II qui annonce à court terme la disparition d'un symbole d'iniquité de la société ottomane : *le millet*.

"Je fais la distinction entre mes sujets, les musulmans à la mosquée, les chrétiens à l'église et les juifs à la synagogue, mais il n'y a pas de différence entre eux dans quelque autre mesure. Mon affection et mon sens de la justice pour tous parmi eux est fort et ils sont en vérité tous mes enfants ".¹⁰⁵

Cette déclaration établit clairement une volonté d'équité parfaite entre tous les sujets de l'Empire. Ce qui auparavant n'était pas le cas, puisque le système du *millet* dresse entre les "nationalités" des barrières le plus souvent infranchissables. Le système étant conçu de manière verticale et pyramidale¹⁰⁶ et non horizontale excluant toute forme de solidarité.¹⁰⁷ A l'intérieur du *millet*, il y a une première autorité représentée par le chef religieux de la communauté qui traite avec les autorités ottomanes au nom de son *millet*. Chacun possède son fonctionnement interne lié aux exigences de la communauté religieuse, dont il est le représentant.

¹⁰⁴ **Schnapper, D**, *La communauté des citoyens. Sur l'idée moderne de nation*, Gallimard, coll, folio essais, 2003, 230 p.

¹⁰⁵ **Kaynar, R**, *Mustafa Paşa ve Tanzimat*, Türk Tarih Kurumu Basimevi Ankara, 1954, p.100.

¹⁰⁶ Cette organisation traduit de la part du pouvoir une peur des complots et des révoltes. Par conséquent, tout est fait pour que les populations communiquent le moins possible entre elles.

¹⁰⁷ **Beguin, J-C, Charlot, P, Laidié, Y**, *La solidarité en droit public*, L'Harmattan, 2005, 356 p.

Par ailleurs, cette décision, visant à marcher vers une citoyenneté ottomane, clairement énoncée dans le *Hatt-i Sherif de Gülhane*,¹⁰⁸ contredit la loi coranique, qui attribue traditionnellement aux non musulmans le statut inférieur de *dhimmi* ou de protégés¹⁰⁹. La diversité culturelle étant parfaitement tolérée¹¹⁰ par les autorités musulmanes. Néanmoins, ce statut a été souvent décrit comme infâmant, car il faisait des non musulmans des sujets de seconde zone,¹¹¹ astreints à de lourdes taxes comme l'impôt du sang et avec des restrictions quant aux libertés¹¹².

Un deuxième rescrit vint compléter le premier, le 16 juillet 1856. Le *Hatt-i Humayun*, est souvent perçu, à juste titre, comme une conséquence directe de l'intervention franco-britannique dans les affaires ottomanes. Ce firman qui s'insère dans les *Tanzimat* a vocation à moderniser l'Empire et comprend des chapitres consacrés notamment à modernisation du système financier, la société civile et l'enseignement. Cette charte abolit la gestion autonome des communautés religieuses et instaure une citoyenneté ottomane sans référence à la religion, ce qui n'est pas sans rappeler le premier article de la *Déclaration des Droits de l'homme et du Citoyen*, qui pose le principe de l'égalité des Citoyens¹¹³. Cette adoption pour l'Empire à une résonance particulière, puisque à terme, il porte un coup fatal, au système qui découle de l'organisation islamique de la société : le *millet*, dont il sera question plus loin. Sur le même

¹⁰⁸ *Hatt- i Sherif de Gülhane*, est présenté comme un rescrit, en fait, il s'agit d'une charte qui quelques années après sa promulgation sera insérée dans la première Constitution. Il s'agit d'un texte de grande importance, car il tend à faire de la société ottomane, une société égalitaire. Ce qui était contraire à la loi islamique qui voulait que les non musulmans aient un statut inférieur aux musulmans.

¹⁰⁹ On les qualifie aussi d'hôtes protégés.

¹¹⁰ Lors du colloque organisé par le CERDACFF, le 4 juillet 2016, sur le sujet : « le droit et la tolérance », le professeur Zohra Aliyeva a rappelé que la tolérance était un principe affirmé dans la religion musulmane.

¹¹¹ Dans l'absolu, cela est exact, mais, il ne faut pas oublier que les sultans ont souvent fait appel aux minorités pour les postes importants au sein de l'Empire. On peut parler à juste titre de méritocratie ottomane.

¹¹² Ils n'avaient pas le droit de porter une arme ou bien de monter à cheval.

¹¹³ Le terme de citoyen n'existe pas à cette époque, il apparaîtra beaucoup plus tardivement (fin du 19^{ème} siècle) avec la notion de patrie dont il découle en turc Vatan (patrie) / Vatandaş (citoyen). Au moment où apparaissent les premiers textes y compris la Constitution Le Sultan n'a que des sujets dont le terme est « *adam* » qui signifie homme.

modèle le *Hatt-i Humayun* met fin aux tribunaux communautaires à vocation religieuse, et s'achemine vers la création de tribunaux civils.

Le *millet*, s'est imposé dès les premières décennies de l'Empire et nous éclaire sur la nature du pouvoir impérial qui repose sur deux piliers : la religion musulmane et la personne du sultan, qui par son titre de calife revêt un caractère sacré. En effet, depuis le 16^{ème} siècle, le souverain occupe, en tant que calife, une position qui le place au-dessus de sa condition de simple mortel, il est l'incarnation de l'Etat, « *l'ombre de Dieu sur les terres* ». *Ses édits (firmans) sont sacrés. Il (le sultan) doit cependant entretenir le contact avec les populations de l'Empire : en tant que juge suprême, il reçoit les pétitions des sujets et leur répond à l'occasion de la prière du vendredi* »¹¹⁴. Cette fonction l'éloigne un peu plus encore de ses sujets.

Ainsi, l'Etat se présente comme étant une extension de la Maison du sultan¹¹⁵ qui le protège de l'extérieur, et se conçoit comme une organisation bureaucratique totalement séparée du corps social. Dans les faits, cela se traduit par l'opposition entre les serviteurs placés au service du sultan et donc appartenant à sa Maison, et l'ensemble des administrés. Ces serviteurs entourent le sultan empêchant la population d'approcher la personne impériale.

Comme conséquence de son pouvoir religieux, le sultan a le devoir de veiller à la préservation de l'harmonie de l'Ordre du monde (*Nizam i Alem*) où toutes les communautés et groupes sociaux trouvent leur place dans la société ottomane.

Au fil des siècles, ce que les sultans ont mis en place, n'est rien d'autre qu'une structure étatique s'inscrivant pleinement dans la continuité de l'Empire byzantin, auquel ils ont succédé, mais en y associant l'islam. A ce titre, l'Empire devient le *cihanşümul devlet*¹¹⁶, réunissant et abritant différentes religions et cultures. Celui-ci est donc héritier, à la fois, de la tradition byzantine, de la conception musulmane et turque de la « tolérance »¹¹⁷

¹¹⁴ Ibidem, **Bouquet, O**, p.5.

¹¹⁵ **Bouquet, O**, *La Turquie et l'Europe : incarnation de l'État et représentation de la société au XXe siècle*, In : Critique internationale, n°30, 2006, 25-39 pp, p.5.

¹¹⁶ Ce qui signifie l'Etat du monde.

¹¹⁷ Le terme de tolérance, ou *hoşgörü* signifie dans son sens littéral, celui ou celle que l'on a plaisir à rencontrer. En aucune manière, il ne revêt le sens juridique ou politique. Cela demeure une notion très

L'exemple le plus célèbre, emprunté à l'histoire pour prouver l'extrême esprit d'ouverture et de tolérance dont faisaient preuve les sultans, par rapport à l'Occident chrétien, est celui des juifs chassés d'Espagne en 1492 sur ordre des Rois catholiques, qui plus tard ont été rejoints par les communautés portugaises et celles du sud de la péninsule italienne, alors sous domination espagnole. Beaucoup, ont fait le choix de s'établir dans l'Empire ottoman, où ils ont été accueillis. S'agit-il de *Realpolitik* de la part des sultans ? Une chose est certaine, les juifs ibériques ont contribué à la prospérité de Salonique. Mais d'autres communautés seront perçues par la Sublime porte avec bienveillance.

Au moment où l'on commence à parler de nationalismes en Europe, soit au 18^{ème} siècle, le Proche-Orient, qui fait partie de ce grand ensemble qu'est l'Empire ottoman, reste en dehors de ces revendications. L'Empire ottoman se présente comme un État dénationalisé, pluriethnique, qui a misé sur une gouvernance au nom de l'islam, avec la volonté affirmée d'éliminer toute trace de spécificité ethnique. Cela prend forme sous le règne de Selim 1^{er} (1470-1520), qui, en s'emparant de l'Égypte, prend le titre de Calife qui jusque là était détenu par les Mameluk¹¹⁸. L'Empire va assurer le « leadership » du monde musulman et gommer pour cela le caractère « turc » du pouvoir.

Il s'agit pour l'État d'exercer une autorité tout en réussissant à structurer les loyautés de nouveaux sujets, mais aussi de pouvoir percevoir les impôts.

La religion est la clef de voûte de la société ottomane, stratifiée en communautés religieuses ce qui empêchait à toute idée de nation de germer, comme le souligne Allan Kaval : « *L'idée de nation était inexistante au sein de l'Empire ottoman qui ne reconnaissait comme communautés que les différents milletler* »¹¹⁹

superficielle. Il convient de souligner que les autorités ottomanes n'ont jamais cherché à imposer la langue turque, ni à convertir à l'islam, les populations vivant dans les territoires conquis, bien qu'elle soit une religion prosélyte.

¹¹⁸ Il s'agit d'une milice formée d'esclaves, affranchis et recevant une solde à l'issue de leur formation, au service de différents souverains musulmans, qui a occupé le pouvoir par elle-même à de nombreuses reprises. Les janissaires sont également une milice comme leur nom l'indique Yeni çeri (nouvelle milice)

¹¹⁹ **Kaval, A**, *Comprendre la laïcité turque*, In : les clefs du Moyen-Orient, 1^{er} juillet 2011.

Le pouvoir étatique repose sur un ensemble de structures verticales qui permettaient l'intégration de tous les sujets dans l'Empire. Ces structures verticales s'appelaient « *les millet ou milliyet* » « confessions »¹²⁰ qui assuraient à chaque communauté de religion et de langue sa place au sein de l'Empire :

« *Le millet désigne une communauté dont l'identité est définie par la religion. L'Empire ottoman peut être analysé comme une société plurielle dont l'oumma ou communauté musulmane est dominante, les autres étant régies de l'intérieur et dans leur rapport à l'autorité centrale par une série d'arrangements ad-hoc, qui ne donnèrent naissance à une organisation formelle qu'à la fin du 19^{ème} siècle.* »¹²¹

Même si, le plus souvent, la religion coïncide avec une ethnie, le *millet* est avant tout d'essence religieuse.¹²² Ces *millet* étaient avant 1839, début de la période des *Tanzimat* des sortes de petites théocraties avec à leur tête un chef spirituel connu des hautes autorités ottomanes.

Le pouvoir central, jusqu'en 1831 distingue trois grands *millet* : grec orthodoxe, arménien et juif. Le *milliyet i Rum*, était le plus important car il réunissait à la fois les Grecs mais tous les orthodoxes de l'Empire ottoman. Il était dirigé par la hiérarchie de l'Eglise orthodoxe et le Patriarche de Constantinople était considéré comme le chef de la « confession orthodoxe » qui, pour les hellénophones, se confondait avec la nation grecque.

Les communautés religieuses possédaient une certaine autonomie culturelle et administrative et leurs propres règlements. Ainsi, les affaires de droit civil relatives au droit de la famille, au patrimoine, une partie du droit commercial pouvaient être traitées par le *millet* selon leur système interne :

¹²⁰ On traduit *millet* par nation au sens médiéval du terme. De même qu'à Rhodes, les chevaliers hospitaliers étaient séparés en « langues ».

¹²¹ **Benveniste, A**, Salonique, ville cosmopolite au tournant du 19^{ème} siècle, In : Cahier de l'Urmis, décembre 2002, <http://urmis.revues.org>.

¹²² Le terme s'est forgé sur un mot sémitique « *milla* », qui signifie le « mot ou le verbe » et désigne par extension le livre commun aux trois religions monothéistes : la Bible. Nous avons choisi même lorsque le terme est au pluriel de ne pas appliquer la règle du pluriel français.

«A cette époque (19^{ème} siècle) la notion de millet désignait par extension cette organisation de la communauté : sa constitution, ses organes juridiques, sa hiérarchie, son autonomie partielle ». ¹²³

Les peuples qui se réclament « du Livre », les juifs ou les chrétiens qui ont accepté de vivre sous la souveraineté et la protection d'un État islamique. En échange de cette autonomie sous contrôle, et de la tolérance religieuse, les *millet* devaient faire allégeance à l'État ottoman et accepter les contraintes inhérentes à ce statut, comme le paiement de la *cizia*¹²⁴ ou capitation et les incapacités attachées à leur statut de communautés soumises, comme par exemple l'impossibilité de porter des armes, d'être incorporés dans les corps des Janissaires, ou bien encore, de monter à cheval. En cas de conversion à l'islam, ces dispositions étaient annulées.

La philosophe Orian Petteni parle de volonté de codage¹²⁵ de l'Etat ottoman à l'égard des populations. Un codage qui se s'effectue de manière différente selon les époques. Aussi au 17^{ème} siècle on assiste à l'obligation de se conformer au code vestimentaire, est la preuve que l'administration attachait une grande importance à ce que ce chaque nation soit différenciée et que l'on puisse très vite l'identifier.

Sous le sultan Selim III (1761-1808), le code des couleurs est très précis et distingue chacun d'eux : les chapeaux et les chaussures des Arméniens devaient être rouges, ceux des Grecs devaient être noirs, ceux des Juifs devaient être bleus et ceux des musulmans, jaunes On peut supposer qu'une d'une telle différenciation des communautés était destinée à exercer un contrôle stricte sur la population.

Les chefs religieux de chaque *millet* possédaient un statut de « chef de millet ou *millet basi*» auprès du Palais. La hiérarchie orthodoxe était très liée au pouvoir ottoman, alors que les popes des paroisses étaient proches de leurs paroissiens et enclins à opposer une résistance à l'Empire ottoman. Les hiérarques, ainsi que les chefs des communautés monastiques (souvent

¹²³ **Benveniste, A**, opus cité

¹²⁴ Egalemeent orthographié *djizia*.

¹²⁵ **Petteni, O**, *Le nomadisme et l'Etat. Un cas d'analyse de l'aire géographique et politique turcophone*, <https://orbi.ulg.ac.be>.

très riches) étaient au contraire intéressés à la survie et au maintien du système ottoman, dont dépendaient leurs intérêts.

« *Les transformations fiscales et le développement des autonomies communautaires, le conduisaient à sortir plus que par le passé de ses fonctions purement spirituelles : les responsables religieux devenaient eux aussi des percepteurs, des administrateurs, des représentants de leurs ouailles auprès des autorités ottomanes* »¹²⁶

Les *millet basi* sont en charge à la fois des affaires religieuses et séculaires et sont les plus hauts dignitaires de la communauté religieuse qui est reconnu comme *millet*. Ils étaient liés à l'État ottoman et considérés par le pouvoir comme étant de hauts fonctionnaires. Cette situation assurait une certaine stabilité au pouvoir du sultan.

La Sublime Porte ne reconnaissait que les *basi* et les sujets non-musulmans de l'Empire, quel que soit l'endroit où il résidait, la langue parlée, devaient être liés à l'un *des millet basi* se trouvant à Istanbul. Plus tard, les étrangers vivant sur les terres sous souveraineté impériale, comme les Anglais ou les Français, seront liés aux droits de leurs propres pays par l'intermédiaire des consulats.

Le « *millet basi* » bénéficiait d'un droit de parole au conseil gouvernemental « *divan-i hümayun* » formé par les principaux responsables de l'État ottoman, jouait un rôle de médiation entre l'État et sa communauté. L'historien Gilles Veinstein relate qu'en 1637, le rabbin Juda Covo, se rendit de Salonique à Istanbul pour y plaider la cause sa communauté, qui n'arrivait plus à faire face aux livraisons de manteaux qu'elle devait aux janissaires :

« *La communauté confessionnelle commence à devenir cette unité administrative autonome que désignera au 19^{ème} siècle le terme de millet et qui apparaîtra alors comme un rouage essentiel du fonctionnement de l'Empire.* »¹²⁷

Ainsi pour la Sublime Porte, l'individu isolé n'est pas reconnu en tant que tel, et ne peut avoir d'existence juridique qu'à travers sa « communauté d'origine ». Tout individu se doit d'appartenir à groupe humain reconnu par l'Etat. Il peut néanmoins exister à travers sa *lonca* ou corporation. L'un des exemples les plus célèbres est celui de Mimar Sinan (1489-1588) qui fut le plus grand architecte de l'Empire ottoman. *Mimar* signifie "architecte", ce qui

¹²⁶ **Vrignon, A**, *Les missions catholiques françaises en Turquie d'Europe (des années 1840 à 1914)*, Master, Université de Nantes, 2006-2007, 252 p.

¹²⁷ **Veinstein, G**, *Salonique, 1850-1918. La ville des Juifs et le réveil des Balkans*. Autrement, Paris, 1992, p.55.

révèle que la personne est désignée par sa fonction et non par un patronyme¹²⁸. Une controverse existe en Turquie, sur l'identité de Mimar Sinan, certains historiens ont suggéré qu'il pourrait être Arménien.

Mais dans l'ensemble le peuple n'a pas d'existence juridique. La notion de peuple fera son entrée dans la Constitution provisoire de 1921 et sera réaffirmé trois ans plus tard, dans la première Constitution de la Turquie.

L'Etat impérial, demeure le garant de la cohésion du tout et s'appuie sur la stabilité de ses communautés, dès lors toute tentative pour affirmer son identité à travers un système autre que celui proposé par l'Empire ottoman, pouvait être considérée par celui-ci comme un acte d'insubordination visant à porter atteinte au bon fonctionnement de l'Empire.

Le meilleur exemple dont nous disposons est celui du faux Messie Sabbataï Zevi, dont le passage dans les communautés à pour effet de semer le trouble :

*« Alertés par les désordres que provoquent Sabbataï et les siens, les autorités ottomanes emprisonnent l'agitateur, puis celui-ci convoqué devant le sultan et son divan, et sommé de prouver ses pouvoirs surnaturels en survivant aux flèches dont il est menacé, sauve la mise en embrassant l'islam, le 24 septembre 1666 ».*¹²⁹

Si le pouvoir ottoman n'a pas été en mesure d'assimiler les populations des territoires conquis, le système *millet* a été instauré pour faciliter la domination de l'État ottoman sur sa société en prévenant notamment ce qui faisait le plus peur à aux sultans, toute tentative de renversement du pouvoir. Aussi, les *millet* en imposant un certain cloisonnement, empêchent toute collusion, mais prévenaient aussi les conflits ethniques et religieux, préjudiciables à l'ordre public.

D'autre part, l'Etat impérial ottoman veille à la reproduction identique de ce système, et au maintien de la diversité de sa société, réprimant violemment les relations horizontales qui peuvent créer une interaction entre les communautés et qui peuvent nouer les différents composants de la société ottomane.

En outre, le pouvoir central, avec une police secrète et son réseau d'espions contrôle tout ce qui se passe dans la société. Même si la société ottomane est une société multiculturelle, très

¹²⁸ Aucun Ottoman musulman n'avait de patronyme, il faudra attendre la loi de 1934 pour que les Turcs puissent en faire usage.

¹²⁹ **Veinstein**, opus cité, p.61.

segmentée par un État impérial, rien n'échappe au pouvoir qui fonde sa puissance sur une parcellisation rigide. L'historien Taner Timur insiste sur la nécessité de parler « *d'identités ottomanes* »¹³⁰ plutôt que d'une seule identité ottomane.

On peut y voir une illustration du célèbre adage : « diviser pour mieux régner » car au sein de cette structure segmentée, la contestation ou l'opposition aux volontés de l'État¹³¹ ne pouvaient s'exprimer. Cette communication était rendue plus difficile encore par la peur qu'inspirait la police secrète et présence d'un réseau d'espions présents partout et qui scrutait le moindre mouvement, le corps des janissaires prévenait toute tentative de soulèvement et assurait la stabilité de la société ottomane.

Le pouvoir impérial et religieux fonctionnaient jusqu'aux *Tanzimat* en parfaite osmose. Mais, les réformes calquées sur le modèle occidental tendent à les éloigner. En effet, l'Empire se dote d'un code civil qui est élaboré dès 1869, mais finalisé en 1876. Un code de procédure civile suivra en 1879. Le religieux amorce un certain recul dans l'Empire et son pouvoir se trouve mis en concurrence. Même si la *sharia* ne disparaît pas de la vie politique ottomane, la période des *Tanzimat*, va la reléguer au second plan, au profit de codes d'inspiration occidentale.

Mais force est de constater que l'islam, n'est plus la norme, le pouvoir a introduit l'idée qu'une autre voie pouvait être empruntée, et ce faisant pave la voie des futures réformes de Mustafa Kemal qui auront pour finalité d'éliminer la religion de l'espace public.

Pour nombre d'intellectuels « turcs musulmans », il ne fait aucun doute que si l'Empire veut perdurer, il lui faudra passer par l'adoption de ce qui fait la force des nations occidentales : une laïcisation du pouvoir qui tend à s'imposer dans la vie politique ottomane, au moment des *Tanzimat*. C'est ainsi qu'apparaît le terme de *Laiklik*.¹³²

¹³⁰ **Timur T**, *Osmanli Kimligi*, Imge Kitabeni Yayinlari, Ankara, 1986, p 9.

¹³¹ La terreur des sultans était d'être renversés et de fait privés de leur pouvoir, aussi, la société a été organisée de manière à empêcher toute tentative émanant des sujets, de renverser le sultan. La suspicion était de rigueur y compris dans l'administration. L'écrivain albanais a écrit à ce sujet un livre intitulé le *Palais des rêves*, qui raconte que les rêves des habitants des provinces balkaniques (notamment) étaient recueillis par l'administration locale qui les faisait remonter jusqu'à un bureau (à Istanbul) qui était chargé de les analyser. L'objectif était de prévenir tout complot contre l'Etat.

¹³² Le terme de *laiklik* est apparu pendant ces années. Il était absent de la langue turque ottomane et constitue un emprunt parfait au français et son créateur est le nationaliste Ziya Gökalp. Le terme de Laïc provient du mot grec *Laos* qui signifie le peuple.

Le pouvoir abroge le *millet*, sous sa forme la moins égalitaire. Mais paradoxalement, il maintient la sharia, tout en adoptant de nouveaux codes.

Mehmed Sadik Rifat Pasha (1807-1857), l'un des artisans des *Tanzimat* définit le nouvel Etat : « *le corps que nous définissons comme Etat est cet organe qui assure la justice et vise à améliorer [les conditions du peuple]. C'est la justice qui assure dans tout Etat, la force, la vitalité et la durabilité. L'oppression et l'injustice constituent la raison du naufrage et du déclin. La justice est l'essence de l'Etat ainsi que la principale protection de l'intérêt du pays et de la nation (millet) »*¹³³

Et cela ne fait aucun doute pour un esprit formé en Occident, qui a pour modèle la France des Lumières, que l'Empire doit soustraire au pouvoir religieux ses prérogatives en matière de justice, d'éducation et d'organisation de la société.

Héritage médiéval de la conquête, le *millet*, tel qu'il était avant les *Tanzimat* symbolise ce fossé existant entre les « infidèles » et les « Turcs musulmans ».

Et les *Tanzimat* vont abolir ce remugle du passé dérivant du droit islamique. Quant à la Constitution du 23 novembre 1876, elle va clairement jeter les bases d'une citoyenneté ottomane, qui vise à dépasser les clivages religieux et à créer un espace commun de vie sociale.

2. La citoyenneté ottomane

Le terme de citoyenneté a un sens historiquement précis et fait référence au citoyen tel que la Grèce antique le définissait établissant une différence entre l'*Astos* et le *polités*. L'*Astos* étant le citoyen qui ne jouit pas de droits tandis que le second étant proche de notre définition de la citoyenneté. Être citoyen d'un pays, c'est appartenir à une communauté politique autonome, définissant des droits et des devoirs.¹³⁴

¹³³Bozarslan, H, *Histoire de la Turquie, de l'Empire à nos jours*, Taillandier, Paris, 2013, p.141.

¹³⁴ Voir sur la notion de citoyenneté, Schnapper, D, *Qu'est-ce que la citoyenneté ?* Gallimard, Folio actuel, 2000, 320 p.

Par l'adoption de la citoyenneté les concepteurs des *Tanzimat* veulent mettre l'accent sur la solidarité comme préalable à l'édification de la nation, car, « *la Nation est le lieu où l'individualisme est mis de côté, la diversité oubliée, afin de créer une collectivité, un corps autonome au nom de dénominateurs communs* ». ¹³⁵ Les dénominateurs communs sont inexistantes et la solidarité l'est tout autant. L'Etat ottoman n'incarne pas la permanence de la Nation et n'a pas été en mesure de produire une identité collective nationale, puisque son objectif n'était pas d'uniformiser, mais bien de séparer.

Pour pallier ce manque, les réformateurs vont introduire l'idée de citoyenneté ottomane visant à créer ce corps social et politique, qui fait défaut à l'Empire.

Aux alentours des années 1830, le lexique politique s'enrichit d'un mot nouveau : citoyenneté, qui est calquée sur le modèle français et qui puise ses fondements juridiques, dans la déclaration *des Droits de l'homme et du Citoyen*, de 1789. Elle est énoncée dans le *Hatt- i Sherif de Gülhane* de 1839, puis en janvier 1869 avec la : " *loi relative à la citoyenneté ottomane*" qui établit les conditions d'acquisition et de déchéance, et sera incorporée au texte de la Constitution de 1876.

L'article 8 pose le principe de l'égalité de tous les sujets de l'Empire qui sont, sans aucune distinction de race, ni de religion, qualifiés d'Ottomans. Ce qui est en soi révolutionnaire par rapport au droit musulman.

La notion de droit du sol fait son apparition et conditionne l'acquisition de la citoyenneté. Cette référence au droit du sol est aussi révolutionnaire, car dans le droit musulman il ne peut y avoir d'appartenance, que religieuse. Aussi, un sujet de l'Empire ne pouvait, en aucune manière, faire état de son appartenance à une race déterminée et encore moins à son appartenance nationale, par le biais du territoire, issu de la conquête ottomane.

Cette citoyenneté ottomane « *peut se définir comme la possession de droits et de devoirs au sein d'une société politique ; au sens « moderne », le droit de participer activement à la détermination du bien vivre ensemble, par la voie de la représentation, de l'échelon le plus*

¹³⁵ **Guillaumé, J**, *L'affaiblissement de l'Etat-nation et le droit international privé*, L.G.D.J, Lextenso éditions, 2011, p.11.

réduit à l'échelon le plus large. La nationalité est l'appartenance juridique à une communauté résidant sur un territoire défini par l'Etat qui y exerce son autorité. »¹³⁶.

La citoyenneté ottomane est comparable à la citoyenneté européenne, en ce sens qu'elle ne remet pas en cause la nationalité d'origine du citoyen et le lien qui l'unit à son pays. Dans le cas ottoman le citoyen ottoman continue d'appartenir à son *millet* d'origine et obéit à la règle du *Jus Sanguinis*. Elle est automatiquement accordée dans le cas européen à tout ressortissant d'un Etat membre et dans le cas ottoman elle était accordée à tout membre d'un *millet* reconnu par l'Etat ottoman.

Ce pas qui est franchi avec le *Hatt-i Humayun* de 1856, firman impérial, qui pour la première fois établit l'égalité des sujets de l'Empire en matière d'impôts mais aussi d'éducation, de justice et de service militaire¹³⁷.

La loi sur la citoyenneté de 1869 vient confirmer la volonté des réformateurs en matière d'égalité des citoyens de l'Empire qui vise à créer une identité ottomane. Les deux textes qui sont des lois fondamentales seront incorporés à la Constitution de 1876, qui affirme comme grand principe les libertés individuelles. Celles-ci ne jouissent d'aucune restriction à condition, de ne porter atteinte à la liberté d'autrui (article 9).

Cette égalité est réaffirmée à l'article 17, où tous les Ottomans sont déclarés égaux devant la loi, jouissant des mêmes droits et astreints aux mêmes devoirs envers le pays. Pour autant, la religion musulmane dont le sultan est toujours investi du titre de calife, ne perd pas son statut de religion d'Etat. L'Etat est garant de la liberté de culte et des libertés individuelles présentées comme inviolables (art 10), ce qui revêt paradoxalement un caractère laïc. L'Empire est toujours dans une définition du multi confessionnalisme qui sera définitivement abandonné sous la République d'une définition du citoyen axée sur la turcité¹³⁸.

¹³⁶ *Cours de sciences politiques : Citoyenneté et nationalité : complémentarités et différences*, sd, <http://www.forum-scpo.com/science-politique/nationalite-et-citoyennete.htm>.

¹³⁷ La reconnaissance des libertés individuelles s'accompagne de sanctions pour tous ceux qui seraient tentés de passer outre et de considérer les non musulmans comme des sujets de seconde zone.

¹³⁸ La *turcité* est un concept dont il sera beaucoup question notamment au cours des années de Mustafa Kemal. La turcité est définie comme étant l'appartenance ethnique à un groupe turc. Le terme a été forgé d'après le mot turc *türklük* et qui signifie « le peuple turc, la cause turque, la qualité de turc, la **turcité** » ne doit pas être confondu avec *türkçülük* « turquisme ». La définition est contenue dans l'article de **Deny, J**, *Zia Gök Alp*, In : *Revue du monde musulman*, tome 61, 1925, p. 26.

Une forme de laïcité sur le modèle français se dessine, la liberté de culte est réaffirmée (art 16). Toutes les écoles sont placées sous l'autorité de l'État, qui se conçoit, non plus, comme "inféodé" à l'islam mais comme respectueux des croyances présentes au sein de l'Empire et propre à représenter tous les citoyens, quelles que puissent être leurs religions et leur communauté de naissance. Ce dernier se réserve donc le droit d'assurer l'enseignement.

Il sera avisé des moyens propres à unifier et à régulariser l'enseignement donné à tous les Ottomans, mais il ne pourra être porté atteinte à l'enseignement religieux des diverses communautés qui conservent la haute main sur ce qu'elles diffusent en matière d'enseignement.

L'introduction de la citoyenneté ottomane est d'une importance capitale pour l'avenir de l'Empire et se présente comme une révolution à la fois dans la perception de "l'altérité"¹³⁹ de manière égale et dans la définition du citoyen dégagé de toute référence religieuse. Pour autant, on est encore loin de l'idée de peuple ottoman¹⁴⁰, puisque le sultan emploie toujours le terme de "sujets".

Il convient de s'interroger sur la représentation que les sultans se faisaient de leurs sujets, les percevaient-ils comme faisant partie d'une population ottomane ?

Rien n'est moins évident. En Occident l'émergence du concept de population apparaît aux 18^{ème} et 19^{ème} siècles. Il est fort possible que les Ottomans aient adopté ce concept sans toutefois bien en comprendre la portée. Un exemple, nous porte à croire qu'ils ont, pendant cette période des *Tanzimat*, assimilé des concepts sans en percevoir ce que qu'ils impliquaient¹⁴¹. Tout au moins, les ont-ils compris avec la mentalité, non pas européenne mais ottomane. Pour les sultans, le sujet était taillable et corvéable à merci, payant des impôts. Rien de plus. Et même après l'introduction des *Tanzimat*, il n'a toujours pas d'existence propre, hors de sa communauté.

¹³⁹ L'altérité existait pour les Ottomans, mais elle ne pouvait se concevoir que dans un rapport de domination.

¹⁴⁰ Mustafa Kemal sera l'un des premiers à employer le terme de Peuple, dont le mot *Halk* provient de la langue mongole. Le parti qu'il créa le *Cumuriyet Halk Partisi*, en fera mention.

¹⁴¹ C'est notamment le cas, avec l'introduction du rail dans la partie proche orientale de l'Empire et qui a favorisé l'éclosion du nationalisme arabe.

L'attribution de la citoyenneté va mettre en lumière, le problème récurrent de la population, certes, elle maîtrisée dans les villes, mais beaucoup moins dans les provinces. Pour tenter d'y remédier l'Etat organise ce qui pourrait être considéré comme étant le premier recensement, qui est dans les faits rien d'autre qu'un dénombrement qui date de 1831 qui ne prend en compte que les individus de sexe masculin en âge d'être appelés sous le drapeau suite à la suppression du corps des Janissaires en 1826. Tout comme les dénombrements de l'Empire ou *Tahrir*, il porte sur les unités imposables que sont les clans ou les communautés et non pas sur les individus eux-mêmes.

Le changement de mentalité ne va pas s'opérer très aisément et le passage du concept « d'unité imposable »¹⁴² à individus composant la population ottomane ne s'effectuera véritablement que sous la République.

Mais les derniers sultans en seront les précurseurs, car pour des raisons strictement économiques, ils décident que le moment est venu d'imposer un contrôle administratif sur les nomades d'Anatolie, cette population qui jusque là échappait à tout contrôle étatique. Afin de faciliter la conscription, il est décidé que ces derniers adopteront des noms de familles : « *En matière de politique de sédentarisation, le passage du XVIII^e au XIX^e siècle comporte aussi l'abandon d'une description floue des tribus nomades en faveur d'une identification beaucoup plus précise. Les premiers enregistrements utilisaient des noms qui renvoyaient non à un lieu mais à l'activité ou à l'histoire du groupe en question, comme Keçili (Aux Moutons), Koyuncu (Vendeurs de moutons), Saraç (Tanneurs), Kasikçi (Fabricants de cuillers), Yari-Coban (mi-bergers), Kürkçü (Producteurs de fourrure), Yagci (Fabricants d'huile), Yayci (Fabricants d'arcs), Ceng (Musiciens), Atçeken (Meneurs de chevaux), Koyuneri (Maîtres des moutons), Öksüzler (Orphelins), Sakalli (Barbu), Sehitler (Martyrs) »¹⁴³*

Mais par la suite, les noms de tribus deviennent des « adresses » et servent à identifier les groupes et à les relier à un territoire, comme par exemple : *Selânik Yürükleri*¹⁴⁴ ou les Yürük de Salonique. Ces exemples démontrent que le peuple, continue à être perçu dans sa globalité, par l'administration, mais le territoire acquiert une importance politique.

¹⁴² Le mot unité est traduit du turc *tane*, terme issu à son tour du persan, qui sert à introduire une quantité ou la notion de volume.

¹⁴³ **Kasaba, R**, *L'Empire ottoman, ses nomades et ses frontières aux XVIII^e et XIX^e siècles*, In : Critique internationale, 2001, pp. 11-27, p. 17.

¹⁴⁴ Cité par **Kasaba, R**

De leur côté, les sujets du sultan ont beaucoup de mal à se percevoir comme Ottomans, comme le prouve Roderic Davison :

« Un homme originaire d'Ankara voyageait en Autriche, autour des années 1850. Quand on lui demanda qu'elle était sa nationalité, il insista sur le fait qu'il était catholique et seulement catholique, omettant de mentionner qu'il était Ottoman ou Arménien »¹⁴⁵

Cet exemple montre que l'octroi de la citoyenneté ottomane n'a pas modifié, du moins en profondeur, les mentalités des peuples de l'Empire. La notion citoyenneté ne s'est pas imposé, au terme d'un processus, comme cela fut le cas en Europe, mais a été adoptée par l'Empire comme modèle à adopter en reconnaissance de l'hégémonie politique de l'Occident, telle que l'a décrite Edward. W. Saïd¹⁴⁶. Les peuples de l'Empire n'étaient donc pas prêts à devenir Ottomans.

« La politique turque de la séparation des nationalités d'après leur religion a eu de bien plus graves conséquences : elle a causé la ruine de l'Orient. Prenez une ville comme Salonique ou Smyrne, vous y trouverez cinq ou six communautés dont chacune a ses souvenirs et qui n'ont entre elles presque rien en commun »¹⁴⁷

Une constatation qui corrobore les propos de Benedict Anderson,¹⁴⁸ lorsqu'il écrit que la nation suppose l'existence d'une communauté politique imaginée. Bien que fictive, cette communauté politique doit rassembler « le peuple »¹⁴⁹ dans un milieu linguistique, culturel et ethnique ». Mais au sein de l'Empire, il n'y a rien de tout cela, et les *Tanzimat* avec l'octroi de la citoyenneté ne vont pas modifier le cours des choses, d'autant que pour le sultan, il n'y a que des sujets.

¹⁴⁵ **Davison, R, F**, *Reform in the Ottoman Empire, 1856-1876*, Gordian Press, New-York, 1973, p.62.

¹⁴⁶ **Saïd, E, W**, *L'orientalisme, l'Orient créé par l'Occident*, le Seuil, Points, Essais, 2003, p.38.

¹⁴⁷ **Renan, E**, « *Qu'est-ce qu'une Nation ?* », Agora, les Classiques, 1882, p.42.

¹⁴⁸ **Anderson, B**, *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte, Paris, 1996, 213 p.

¹⁴⁹ Mais l'Empire ottoman n'a pas de peuple, il a des populations, mais il n'existe aucune cohésion entre elles.

William Rogers Brubaker a défini les notions de nationalité et de citoyenneté comme des concepts de « clôture sociale », définissant des limites à la participation de certains extérieurs à certaines interactions sociales.¹⁵⁰ Les Ottomans appartiennent toujours à leur nationalité d'origine, le *millet*, à laquelle se surimpose la citoyenneté ottomane.¹⁵¹ Des droits et des devoirs sont attachés la nationalité, mais aussi à la citoyenneté ; et l'un des devoirs du citoyen, n'est autre que la conscription.

Sur le modèle de la Garde nationale française est créée une nouvelle armée ottomane constituée d'appelés et de militaires professionnels. Désormais, l'idée qui tend à s'imposer, est la suivante : tous les "citoyens" ottomans sont concernés quelle que soit leur confession, leur origine, ils ont l'obligation morale de défendre la Patrie.¹⁵²

C'est le *Hatt- i Sherif de Gülhane* de 1839 qui définit la conscription :

« Bien que, comme nous l'avons dit, la défense du pays soit une chose importante, et que ce soit un devoir pour tous les habitants de fournir des soldats à cette fin, il est devenu nécessaire d'établir des lois pour régler les contingents que devra fournir chaque localité, selon les nécessités du moment, et pour réduire à quatre ou cinq ans le temps du service militaire ; car c'est à la fois faire une chose injuste et porter un coup mortel à l'agriculture et à l'industrie que de prendre, sans égard à la population respective des lieux, dans l'un plus, dans l'autre moins d'hommes qu'ils n'en peuvent fournir ; de même que c'est réduire les soldats au désespoir, et contribuer à la dépopulation du pays, que de les retenir toute leur vie au service. »

Ainsi pour chaque ville, quartier et village, un nombre précis de conscrits entièrement équipés devait se présenter au bureau de recrutement.

¹⁵⁰ Opus cité, *Citoyenneté et nationalité : complémentarités et différences*

¹⁵¹ La référence à l'islam ne sera jamais totalement écartée de la notion de nationalité, même Mustafa Kemal ne parviendra pas à solutionner ce problème.

¹⁵² Le terme de patrie ou *vatan* fait son apparition dans le lexique ottoman vers 1914 et qui est le résultat d'un processus entrepris par la création du chemin de fer dans l'Empire.

Cette volonté de l'Empire ottoman est de substituer au corps des Janissaires, une armée régulière¹⁵³ composée de tous les citoyens de l'Empire.

Il sera dissout en 1826¹⁵⁴, Jusqu'alors l'armée (Janissaires) était alimentée tous les cinq ans par le *devşirme*¹⁵⁵, pratique tout à fait contraire aux principes des Droits de l'homme, et qui visait à retirer à leurs familles de jeunes enfants chrétiens, issus le plus souvent des provinces balkaniques, pour les élever dans la religion musulmane. L'objectif étant de les « déraciner » et les éloigner de leur groupe d'origine, mais aussi de leur famille pour en faire de fidèles serviteurs de l'Etat et du sultan. Ils étaient affectés soit à la garde des palais, soit incorporés au corps des Janissaires ou bien à la garde du sérail.

Comme nous l'avons signalé par ailleurs, selon le droit coranique, un "infidèle" ne pouvait ni aller à cheval, ni porter des armes, par contre il devait s'acquitter d'un impôt pour sa protection et l'entretien des Janissaires.

Ces deux mesures étaient parfaitement inégalitaires et soulignaient l'infériorité des *millet* par rapport au *millet musulman*.

Le *Hatt-i Sherif de Gülhane*¹⁵⁶ va donc établir la conscription obligatoire. Pour autant, les communautés ne sont pas prêtes à revêtir spontanément l'uniforme ottoman et certains citoyens vont avoir recours au système d'exemption connu sous le nom de *Bedel-i nakdî et le Bedel-i askeri*¹⁵⁷. Ce système visait à permettre aux citoyens parmi les fortunés à se soustraire à la conscription, en rétribuant une personne chargée d'accomplir le service militaire à leur place. La distribution socio-économique de l'Empire n'étant pas la même partout, l'armée de conscription ottomane restera une armée à majorité composée de paysans musulmans anatoliens.

¹⁵³ Rappelons que le mot de janissaire, provient du turc *Yeni çeri*, ce qui signifie nouvelle milice. Une milice ne pouvant être comparée à une armée.

¹⁵⁴Le corps des Janissaires fut liquidé de manière très brutale sur ordre du sultan Mahmoud II qui estimait qu'il ne répondait plus aux critères d'une armée moderne. Il fait exécuter en une après-midi, le 16 juin 1826 pas moins de 7.000 hommes.

¹⁵⁵ Le terme signifie la « récolte ».

¹⁵⁶ Le texte est consultable sur internet, <http://mjp.univ-perp.fr/constit/tr>.

¹⁵⁷ Ce sont des taxes d'exemption du service militaire payée par les non musulmans

La loi d'août 1909¹⁵⁸, sera promulguée par les Jeunes-Turcs l'étendra à tous les habitants de l'Empire¹⁵⁹. Elle fera l'objet de nombreuses contestations. Tout d'abord, venant des musulmans et des étudiants des écoles coraniques. Mais également des populations non-musulmanes. Les communautés grecques, arméniennes et bulgares ont d'abord été en accord sur le principe du service militaire, mais avec des structures séparées et des uniformes différents. De même, les Bulgares non-musulmans refusèrent de servir dans les provinces orientales de l'Empire. Autant de blocages qui ne permirent pas à la conscription de se développer correctement.

Ces pratiques étaient contraires au principe de l'ottomanisme mis en place par le gouvernement, qui ne pouvait accepter qu'une partie de l'armée refuse d'aller au combat pour des raisons ethniques. Une armée s'appuyant sur une base nationaliste ne pouvait que favoriser l'éveil de consciences aux particularismes et par conséquent au nationalisme.

En octobre 1909, le gouvernement ordonne le recrutement de conscrits sans tenir compte de la religion. Enver Pasha (1881-1922), l'un des membres du triumvirat Jeunes-Turcs et souvent décrit comme un défenseur pur et dur du panturquisme, s'émeut du peu d'enthousiasme que suscite au sein des communautés la conscription et demeure intimement persuadé de la nécessité de former une Nation ottomane, où tous les citoyens auraient un rôle à jouer, comme il l'écrit dans un rapport du 12 janvier 1914 :

"Je suis d'avis que les non-musulmans doivent comme les musulmans le service militaire. On les incorporera en nombre tel que leur effectif ne dépasse jamais le 10ème de l'effectif total de l'unité. Je sais par l'expérience de la dernière guerre qu'ils peuvent faire d'excellents soldats et j'ai vu des Ottomans de race bulgare se battre vaillamment contre leurs frères de race. Ceux qui ne seront pas incorporés pour faire leur service normal paieront la taxe d'exonération mais le taux de celle-ci ne sera pas le même pour tout le monde. Chacun paiera proportionnellement à sa fortune. Ceux que leur mauvaise constitution fera dispenser du service militaire paieront aussi. La taxe ne dispensera pas de tout service, car tout le monde

¹⁵⁸ Cette loi qui est entrée en vigueur au mois d'août 1909, elle s'insère dans un train de mesures faisant suites aux événements d'Adana comme la loi sur les associations dont l'article 4 interdisait « les associations politiques empruntant leur objet ou leur titre à une race ou à une nationalité. Également, il est question du démantèlement des bandes armées qui sévissaient en Macédoine.

¹⁵⁹ Le refus d'accomplir son service militaire était contraire aux principes de la citoyenneté et de la volonté impériale d'ottomaniser la société.

*doit passer sous les drapeaux pour être en mesure en temps de guerre de participer à la défense du pays."*¹⁶⁰

Mais au moment des guerres balkaniques (1912 à 1913) de nombreux Grecs orthodoxes profitant de liens noués avec d'autres Grecs vivant dans le Royaume de Grèce, vont rejoindre ce qu'ils considéraient être leur véritable Patrie. Ce qui révèle l'échec relatif de la citoyenneté ottomane, qui n'était pas porteuse d'une identité nationale.

Même si elle n'est pas parfaite et comporte de nombreux défauts, la loi sur la citoyenneté a marqué le passage, de l'idée de communauté religieuse à celle de nationalité au sens occidental du terme¹⁶¹ et introduit l'idée de conscription obligatoire à tous les citoyens, et ce faisant, jeté les bases d'une armée moderne.

B. Cohésion territoriale et identité

Au moment où éclate le premier conflit mondial, le terme de « patrie », fait désormais partie du lexique ottoman. Les soldats ottomans affirment vouloir défendre leur « patrie », ce qui signifie que la politique visant à transformer une aire géographique en entité politique a fait son chemin dans les mœurs politiques, mais aussi au sein de la population.

Le terme de "patrie" est emprunté au latin pater ou "père" apparaît dès l'Antiquité, il désigne la terre des aïeux et celle dans laquelle tout individu à ses "racines" familiales.

L'absolutisme royal l'identifie à la personne du monarque. A la Révolution française, dans le courant d'idées qui l'a favorisée, les termes de peuple, nation et patrie deviennent pratiquement indissociables et abondamment utilisés par les révolutionnaires, mais aussi par la population. Désormais la souveraineté n'est plus associée à la personne du roi, mais à la nation qui s'identifie à une entité politique qu'est la France dans son ensemble.

¹⁶⁰ *Rapport n° 671 du 12 janvier 1914*, In : Citations du héros et martyr Enver Paşa (Enver Pasha), 2011, <http://turquisme.blogspot.com/2011/06/citations-du-heros-et-martyr-enver-pasa.html>

¹⁶¹ **Fişek, H**, *L'acquisition de la nationalité turque*, In : The Turkish Yearbook of International relations, Vol 5, Ankara, s.d, pp.111-119.

Menacée par les contre-révolutionnaires, mais aussi les Etats comme la Prusse, la France révolutionnaire, identifie la patrie à la nation révolutionnaire, pour laquelle, il faut combattre, voire se sacrifier.

L'hymne national mentionne un « *amour sacré de la patrie* »¹⁶² et être patriote devient l'équivalent de défenseur de la révolution. La période napoléonienne et l'état de guerre quasiment interrompu est propice à l'utilisation du terme de " patrie".

Ainsi, jusqu'en 1870, être patriote est synonyme de Républicain, le mot est parfois repris par les libéraux, et le couronnement de Louis-Philippe Ier en 1830 se fait en invoquant la patrie.

L'Europe voit se développer durant cette période les nationalismes et une idée du patriotisme comme union pour défendre la nation comme héritage laissé par les ancêtres. En France, la guerre de 1870 fera de la patrie une notion fédérative dans un combat contre l'ennemi.

L'un des problèmes majeurs lorsqu'il s'agit d'établir des passerelles notionnelles, entre deux systèmes politiques, c'est l'absence de concepts équivalents. Dans l'Empire, la notion de territoire¹⁶³, est absente des références ottomanes, jusqu'aux pertes territoriales balkaniques, considérées comme le cœur de l'Empire. Les sultans jusqu'alors pouvaient se vanter de posséder un Empire sur lequel le soleil ne se couchait jamais. Mais, les guerres et les révoltes conduisant à la naissance de nouveaux Etats, vont amener le pouvoir à considérer le territoire comme un bien précieux.

La notion de patrie est bien sûr absente de la Constitution de 1876, toutefois, on assiste à une volonté de la part du pouvoir de considérer l'Empire, non plus comme un bloc monolithique mais décentralisé, *l'administration des provinces aura pour base le principe de la décentralisation* (art 118). Cette volonté se concrétise par *la loi sur les vilayet* de 1867 calquée sur l'organisation territoriale française (1)

Dès les *Tanzimat*, l'Empire ottoman entend entrer dans l'ère de la modernité, et sa fascination pour les succès économiques de l'Occident passe par l'adoption de ce qui constitue son succès : les moyens modernes de communication.

¹⁶² L' **İstiklâl Marşı** ou *Marche de l'Indépendance* est l'hymne national de la République de Turquie. Il fut composé par Mehmet Âkif Ersoy et adopté officiellement le 12 mars 1921.

¹⁶³ Le mot « territoire » n'a pas d'équivalent en turc, on le traduit pas le mot *Toprak* qui signifie le sol, la terre, parfois il est traduit par le mot *yurt* On lui donne aussi le nom de *memleket*, mais qui signifie pays.

Le rêve d'une union politique va passer par la construction de chemins de fer qui reliaient l'Europe à l'Empire ottoman, mais surtout, les provinces orientales de l'Empire au pouvoir d'Istanbul. (2)

1.La loi sur le vilayet

Si l'adoption du rail dans l'Empire permet de donner un début de cohésion à celui-ci, son introduction va s'étaler sur des décennies et par conséquent, il n'aura qu'un impact limité sur les mentalités turco-ottomanes, qui conçoivent toujours l'Empire comme un vaste ensemble dépourvu de frontières.

Cette loi de 1867 entend mettre fin à l'organisation territoriale issue de la conquête ottomane qui visait à faire reculer les limites de l'Empire, mais aussi à mettre un terme au pouvoir des beys locaux qui avaient tendance à confisquer à leur profit le pouvoir impérial.¹⁶⁴

Les réformateurs des *Tanzimat* ont calqué l'organisation territoriale sur le modèle issu de la Révolution française.¹⁶⁵ La Constitution de l'an VIII et plus encore la loi consulaire du 28 pluviôse an VIII¹⁶⁶, relative à l'organisation administrative font du Consulat et de l'Empire la période la plus centralisée de l'histoire des institutions publiques.

Cette consitution servira de modèle aux législateurs ottomans. La Monarchie de Juillet entreprendra un premier affermissement des communes, avant l'aboutir aux lois de 1871 et de 1884.

Votées sous le gouvernement provisoire, en 1871, pour les départements, et au début de la IIIème République, en 1884, pour les communes, ces lois s'inscrivent dans une longue évolution historique qui commence dès le Moyen Age et qui a connu deux grandes périodes :

¹⁶⁴ C'est le cas d'Ali Tepeleni, le pasha de Janina (Grèce) qui a tenté de s'affranchir de la tutelle ottomane en créant son propre gouvernement (1822).

¹⁶⁵ Le 15 février 1790, La France est divisée en 83 départements.

¹⁶⁶ 17 février 1800.

- celle de la construction d'un Etat centralisé, avec son apogée sous le premier Empire, moment le plus centralisé de l'histoire administrative française,
- celle, ensuite, d'un développement progressif de la décentralisation, mouvement qui se poursuit à l'époque contemporaine.¹⁶⁷

La loi de 1884 est le fruit de débats et discussions qui eurent lieu pendant le 19^{ème} siècle. Les Législateurs des *Tanzimat* proches des idées occidentales ont suivi ces débats et en tireront les conséquences pour l'organisation territoriale de l'Empire. Il convient de souligner que la loi n'a jamais fait l'objet d'aucun débat dans l'Empire, il s'agit d'une simple transposition du modèle français.

Cependant, dans les deux cas, il s'agit de donner le sentiment aux citoyens d'appartenir « à ce grand tout qu'est la nation », selon la formule de Sieyès. Ainsi, « *En opérant cette réforme des structures administratives les constituants entendent à la fois détruire, l'« esprit de province » et donner un fondement géographique à l'unité nationale* ». ¹⁶⁸

Le 21 janvier 1867, la *réforme des vilayet*, grand chantier des *Tanzimat* est lancée. Elle sera par la suite généralisée à tout l'Empire par le *Hatti-Humayun de 1856*. En premier lieu, la nouvelle entité fut appliquée, à titre expérimental, au vilayet du Danube. Celle-ci est menée par Midhat Pacha. Elle fut ensuite progressivement mise en œuvre jusqu'à être la norme pour toutes les provinces dès 1884. On en dénombre trente-sept.

La hiérarchie administrative suit l'organisation des départements français. Chaque vilayet est une entité administrative correspondant à une province¹⁶⁹. Il est divisé en *sandjak* – départements –, les *sandjak* en *kazas* – cantons ou districts –, les *kaza* en *nahié* –, communes. Le vilayet est administré par un *vali* – gouverneur général – dont dépendent les administrateurs du *sandjak*, *mutessarif* – gouverneurs. Le mutessarif contrôle les *kaimakam* – sous-gouverneurs du *kaza* – et les *müdir* – maires des *nahié*

¹⁶⁷ Archives du Sénat, <https://www.senat.fr/evenement/archives/D18/sources.html>

¹⁶⁸ **Rosanvallon, P**, *L'Etat en France de 1789 à nos jours*, Editions du Seuil, 1990, p.101.

¹⁶⁹ Le vilayet n'est pas une création nouvelle.

A l'instar de la Constitution de l'an VIII qui définit le pouvoir du préfet comme représentant du pouvoir, le vali était le représentant du Sultan dans le vilayet. Sa fonction d'appliquer la politique de la Sublime Porte, il est le responsable suprême de l'administration.¹⁷⁰

Il était aidé de plusieurs secrétaires, chargé des finances (*defterdar*), de la correspondance et des archives (*mektubci*), des relations internationales, des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, nommés par les ministres respectifs. Avec le président de la Cour Suprême (*Mufettis-i hukka-i Seri'a*), ces fonctionnaires formaient le conseil exécutif du vilayet. De plus, il y avait un conseil provincial élu de quatre membres : deux musulmans et deux non-musulmans.

Cette organisation territoriale a sans nul doute contribué à répandre l'idée d'appartenance à une entité nationale et de dessiner les contours du futur Etat-nation qui émergera au début des années 1920.

Néanmoins, il convient de relativiser l'impact de cette mutation de l'espace sur les mentalités. Le droit ottoman est avant tout religieux et coutumier, et le premier ayant une répercussion directe sur l'autre, les coutumes continuent à être la norme. Par conséquent, cette organisation va avoir du mal à se mettre en place.

L'organisation du territoire restera fortement marquée par le nomadisme et liée à la conception du *Vatan*, par conséquent à la religion musulmane et l'autre la *Yurt*, liée à la conception nomade des populations turcophones.

Dans l'Empire la religion musulmane qui a structuré la société et donné sa légitimité au pouvoir impérial et réformer sur le modèle européen, demeure une difficulté.

Même l'espace est soumis à la *sharia* Comme nous l'avons par ailleurs souligné, elle occupe l'espace et régit la vie du croyant ; à telle enseigne que Hassan Al Banna (1906-1949), fondateur des Frères musulmans considérait que l'islam est non seulement une foi et un culte, mais une patrie et une citoyenneté. Les musulmans, sont une communauté-nation : la patrie musulmane qui est une patrie unique aussi éloignée que soient ses diverses provinces.

¹⁷⁰ Voir en Annexes, l'organisation de la Crète et de l'Exarchat de Bulgarie.

Pourtant la langue osmanli utilise un terme pour designer cette patrie qui est "Vatan", mot d'origine arabe.

Les peuples de la péninsule arabique, mais aussi du Moyen-Orient, partageant avec les Turcs leurs origines nomades. Aussi les deux termes n'entrent pas en conflit avec la vision purement "turque" de l'espace. En effet, le terme de *Yurt* se rapproche par le mode de vie nomade de cette conception ; car, ainsi que le rappelle Stéphane de Tapia, le rapport qu'entretient le groupe avec l'espace est saisonnier et se fait en fonction des pâturages. Aussi *"il s'agit d'un territoire inféodé au groupe. Si le groupe se déplace, le territoire en fait autant"*.¹⁷¹ Une conception proche de l'islam, car là où se trouve la communauté des croyants, se trouve le pays, voire la nation.

Mais un même mot peut en passant dans une langue revêtir une acception différente de celle qui lui est attribuée à l'origine. Ainsi nous allons pouvoir suivre les transformations subies par ce mot.

L'Egypte du vice-roi, Mohammed Ali (1769-1849) qui dès le début du 19^{ème} siècle prend ses distances vis-à-vis de l'Empire. Fasciné par la France, il y délègue une mission d'étude, avec à sa tête Rifā'a Rāfi' Ibn Badawī, dit al-Ṭaḥṭāwī (1801-1873) l'un des premiers réformateurs¹⁷² égyptiens. Ce dernier séduit par les idées issues de la Révolution française introduit dans le vocabulaire arabe, la notion de "patrie", à la manière dont celle-ci est perçue par les Occidentaux. Il fait ainsi une place à la citoyenneté ainsi qu'à l'individu. Ce système s'oppose au système en vigueur dans l'Empire ottoman.

Dans cette partie, nous souhaitons démontrer que bien qu'existant, la notion de patrie ne recouvre par le même sens que celui que nous lui donnons. Cette mutation se fera sous l'impulsion des puissances occidentales. Mais un autre élément va modifier cette perception de l'espace, fondée jusqu'alors, sur les déplacements à dos de chameaux ou les caravanes sillonnaient l'Empire et les provinces orientales.

Il s'agit de l'introduction du rail, qui va avoir lieu dès la deuxième moitié du 19^{ème} siècle et qui va façonner l'espace et contribuer à répandre le sentiment d'appartenir à une unité

¹⁷¹ **De Tapia, S**, opus cité.

¹⁷² Article sur *Abū al-'Az̄m Rifā'a Rāfi' Ibn Badawī*, In : les Cahiers de l'islam, <http://www.lescAhiersdelIslam.fr>.

géographie. Cette unité qui jusqu'alors était inexistante dans l'Empire vise à mettre un terme à ce que les géographes ont défini comme étant un territoire-nomade¹⁷³.

2. Le rail comme vecteur d'unité territoriale

L'introduction du rail dans l'Empire ottoman semble en cette fin de 19^{ème} siècle quelque peu superfétatoire, car l'Empire dans sa partie proche orientale ne dispose pas de routes, mais le plus souvent de pistes. A titre d'exemple la province de Syrie ne dispose d'aucune voie. Pourtant, elle va être l'une des premières bénéficiaires du chemin de fer.

Cette introduction du rail a pour objectif non seulement de relier toutes les parties de l'Empire mais aussi de faire circuler les informations, mais également, comme l'a souligné François-Georges Dreyfus, dans le cadre de l'unité allemande : « [...] le réseau ferré et réseau télégraphique vont contribuer, chacun à sa manière, à une prise de conscience par la masse du peuple allemand de son appartenance à un ensemble culturel commun et à une communauté politique. De fait, ces éléments fortement matériels sont essentiels pour l'histoire de l'unité allemande. »¹⁷⁴

L'objectif des réformateurs est bien de susciter un sentiment d'appartenance identitaire et politique, comme l'a souligné François Lantz qui constate néanmoins que : *"les Ottomans entrèrent dans la modernité, en observant les Européens, en adoptant certaines de leurs techniques, certains de leurs biens, mais sans jamais "faire leurs ni même reconnaître la philosophie sous-jacente et les conditions sociopolitiques de ces progrès scientifiques".*¹⁷⁵

L'Empire passe espère, pour reprendre une expression d'Ernest Gellner, passer d'une économie de type asiatique à une économie capitaliste¹⁷⁶ et entrer dans l'ère de la modernité.

¹⁷³ Expression employée par **Stéphane de Tapia** pour désigner ce qu'était le territoire de l'Empire à la fin du 19^{ème} siècle, y compris jusqu'à la proclamation de la République.

¹⁷⁴ **Dreyfus, F, G**, *L'unité allemande*, PUF, 1993, p.65.

¹⁷⁵ **Lantz, F**, *Chemin de fer et perception de l'espace dans les provinces arabes de l'Empire ottoman (1890-1914)*, In : *Comprendre le Moyen-Orient*, l'Harmattan, Paris, 2005, p.29.

¹⁷⁶ **Gellner, E**, *Nations et nationalisme*, Payot, Paris, 1994, p.23.

L'adoption du rail s'accompagne d'une modification des perceptions et induit de nouveaux usages et de nouvelles pratiques. Ainsi d'un territoire peuplé en majorité de populations nomades,¹⁷⁷ l'Empire entreprend dès l'introduction du chemin de fer, d'influencer leur mode de vie. Celui-ci étant alors perçu comme une menace par l'Etat, en raison de sa nature immobiliste qui n'a d'autre finalité que de conserver ses territoires et ses frontières.¹⁷⁸

Le mouvement d'immigration des *Muhacir*¹⁷⁹ s'accélérait vers la fin du 19^{ème}, le gouvernement impérial « *s'occupe de faciliter leur transport et d'organiser leur établissement. Ils furent installés en fonction des terres disponibles, le long des nouvelles voies ferrées* ». ¹⁸⁰

On assiste à une prise en main du territoire par l'Etat ottoman, qui s'approprie les points de relais nomades dépourvus d'habitat pour y implanter de petites villes allant jusqu'à migrer afin de se rapprocher du réseau ferré. Cette offensive de l'Etat à l'égard des groupes nomades constitue une volonté de « surcoder l'élément turc »¹⁸¹ au détriment de groupes minoritaires. Cette tendance trouvera son aboutissement ultime avec le processus d'homogénéisation du territoire entreprise par Mustafa Kemal.

Néanmoins, cette révolution va avoir des répercussions inattendues, d'une part, elle va permettre de constituer des unités de peuplement typiquement « turques », mais d'autre part elle va fonctionner à l'égard des minorités "Sans que personne ne s'en souciât, les chemins de fer allaient pouvoir se révéler une sorte de Cheval de Troie aux portes de Constantinople". ¹⁸²

¹⁷⁷ Le géographe **Stéphane de Tapia** a utilisé pour caractériser ce territoire ottoman de « territoire-nomade ». In : Le territoire, le lien ou frontière ? Colloque, Paris 1995.

¹⁷⁸ **Petteni , O**, *Le nomadisme et l'Etat, un cas d'analyse à partir de l'aire géographique et politique turcophone*, <https://orbi.ulg.ac.be>

¹⁷⁹ L'exode des *Muhacir* a débuté au 18^{ème} siècle pour s'achever deux siècles plus tard, on estime leur nombre à dix millions de personnes. Les Muhacir étaient des musulmans provenant des provinces occidentales de l'Empire ottoman, chassés par les nationalismes de leur pays d'origine.

¹⁸⁰ **Georgeon, F**, *Le dernier sursaut (1878-1908)* In : **Mantran, R** (dir), *Histoire de l'Empire ottoman*, Fayard, 1989, p.545.

¹⁸¹ **Petteni , O**, opus cité.

¹⁸² **Lantz, F**, *Chemin de fer et perception de l'espace dans les provinces arabes de l'Empire ottoman (1890-1914)*, L'Harmattan, 2005, p.29.

Par le truchement du rail qui réduit les distances, les Ottomans vont adopter une notion qui découle du sentiment d'appartenance à une unité politique, sans pour autant que cela ait une quelconque résonance pour eux. Si l'on reprend l'idée défendue par Edward Saïd, selon laquelle, l'Occident a exercé une suprématie intellectuelle sur l'Orient, par fascination, mais aussi par autorité, on peut concevoir que l'adoption du terme de « patrie » soit le résultat d'un mimétisme destiné à marcher sur les traces de cet Occident qui fascine les élites ottomanes. Cela dit, au fil des mois et des défaites des guerres balkaniques, puis de la guerre de 1914, la notion de patrie va prendre tout son sens.

Paragraphe 2. Les Ottomans se rêvent Turcs

Toutes ces mesures visant à permettre à la société ottomane de s'ouvrir aux idées libérales, auront dans un premier temps un effet bénéfique. Certains peuples adhèrent à cette idée d'union sous la bannière ottomane, c'est le cas de certaines populations de Macédoine, certains partis politiques arméniens aussi, qui se sont enthousiasmés à l'idée de se fondre dans un ensemble politique, tout en maintenant une spécificité culturelle.

Si beaucoup saluent les efforts du sultan pour réunir les composantes de l'Empire, bien vite ils vont le soupçonner arrière-pensées politiques, car son objectif est d'adopter les mœurs politiques de l'Europe pour intégrer le concert des nations¹⁸³.

Ce qui semblait être une idée favorable à la paix et au maintien de l'ordre dans l'Empire va se transformer en désastre et produire les effets inverses à ceux escomptés par les Jeunes-Ottomans, à l'origine du projet.

Aussi, à la fin du 19^{ème} siècle, au moment les Balkans s'enflamment, cette politique va tourner au désavantage de l'Empire et permettre aux puissances européennes d'accroître leur ingérence dans les affaires ottomanes, sous couvert d'assistance et de solidarité envers les populations chrétiennes. Le concept de solidarité étant étranger à la mentalité ottomane, ce

¹⁸³ L'Empire parviendra à y être admis en 1856.

dernier va s'avérer un piège redoutable auquel les Ottomans ne sont pas en mesure de faire face.

La période des *Tanzimat* qui va modifier la donne et les équilibres au sein de l'Empire, sera propice aux changements mais dans le même temps aura un effet pervers et inverse à celui souhaité par la Sublime Porte.

Les *Tanzimat* et le *Hatt i Humayun* de 1856 vont accélérer le processus de radicalisation bulgare, mais aussi des autres nationalités. Des revendications soutenues par les puissances et qui auront pour effet la dislocation de l'Empire, ainsi que la montée en puissance des nationalismes. L'aspect bénéfique, même s'il n'est pas perçu dans l'immédiat comme tel sera d'amener les germes d'une réflexion identitaire dans la communauté turco-ottomane.

La citoyenneté ottomane est une supranationalité qui n'abolit pas le *millet*, mais qui a pour ambition de créer une ottomanité permettant à chacun, en dépit de son origine, de trouver sa place dans la société ottomane et de s'affirmer en tant qu'Ottoman. Et pour beaucoup cette ouverture qui va dans le sens d'un libéralisme politique et économique offre une opportunité de s'enrichir, mais aussi de gagner en influence y compris dans les pays occidentaux.

La première des communautés à tirer profit des *Tanzimat*, est la communauté arménienne, que Jean-François Solnon décrit comme industrielle et riche et jouissant des faveurs du pouvoir impérial. Il n'hésite pas à parler d'un « âge d'or des Arméniens d'Istanbul »¹⁸⁴ et d'ailleurs le nom de leur *millet*¹⁸⁵ montre la proximité des Arméniens avec le pouvoir du sultan et la confiance de ce dernier à leur égard.

Ils occupent dans l'Empire des postes clefs et les plus « zélés » se voient récompensés du titre héréditaire d'*amira* qui leur conférait honneurs et prérogatives. Gilles Roy a démontré dans son ouvrage consacré au Sultan Abül Hamid¹⁸⁶, de quelle manière, les grandes familles arméniennes bénéficiaient de véritables monopoles accordés par des sultans. Les Balian occupent la fonction d'architecte de la Cour de 1788 à 1911 et l'un d'eux obtint du sultan le privilège de se coiffer d'un fez portant le monogramme impérial tandis que, pour la mort de

¹⁸⁴ Solnon, J-F, *Le turban et la stamboulina : l'Empire ottoman et l'Europe, XVe-XXe siècle, affrontement et fascination réciproques*, Paris, Perrin, 2009, p. 485-486.

¹⁸⁵ Le millet arménien était le *millet i sadika*, ou millet des fidèles.

¹⁸⁶ Roy, G, *Abdül Hamid, le sultan rouge*, Payot, Paris, 1937, 180, p.

son fils, architecte talentueux mais disparu prématurément, le sultan ordonna d'observer un deuil de trois jours, ce qu'aucun dignitaire chrétien n'avait jamais obtenu.

Bénéficiant de ce monopole étatique, les Dadian se succédaient à la tête des poudreries¹⁸⁷ ottomanes depuis 1795, les Duz dirigeaient l'Hôtel des monnaies et l'orfèvrerie impériale¹⁸⁸. La connaissance des langues étrangères, leur réseau de contacts en Europe et avec la diaspora arménienne, les propulsent dans les hautes sphères du pouvoir et donnent naissance à une nouvelle aristocratie fondée sur le mérite. Cette aristocratie trouve des appuis au sein de l'Empire auprès des puissances occidentales. Ainsi les *Amiras*¹⁸⁹ étaient-ils tout à la fois d'appartenance arménienne, sujets ottomans et de culture française, proches des milieux consulaires français. Parmi les Amiras demeurés célèbres, Abdül Hamid nommera Agop et Portakal pasha (1833–1891)¹⁹⁰, et plusieurs sous-secrétaires d'Etat, comme Artin pacha Dadian aux Affaires étrangères, Vahan efendi à la Justice et Odian efendi aux Travaux publics.¹⁹¹

Le renouveau économique s'accompagne d'un renouveau culturel marqué par le développement d'un réseau d'écoles modernes en 1871, on en dénombre 48 à Istanbul et 469 dans toute l'Anatolie.¹⁹² L'envoi de jeunes Arméniens en Europe, la multiplication des livres et des journaux édités en arménien. Cette renaissance culturelle débouche sur l'adoption, en

¹⁸⁷ Solnon, J-F, ibidem, p. 485.

¹⁸⁸ Solnon, J-F, p. 484-485.

¹⁸⁹ Les Amiras sont des seigneurs de l'Arménie ottomane. Ces titres leur étaient conférés par l'administration centrale et ils avaient toute la confiance des sultans pour qui ils construisaient palais et mosquées.

¹⁹⁰ Article, *Abdülhamid'in servetini yöneten Ermeni*, In : Timeturk, 15 juin 2012, <http://www.timeturk.com/tr>.

¹⁹¹ Dès le début des *Tanzimat*, 29 Arméniens ont accédé au haut rang gouvernemental de Pasha, 22 Arméniens sont devenus ministres, dont des Ministres des Affaires Etrangères, 33 Arméniens furent élus au Parlement, 11 Consuls généraux, 11 ont enseigné en tant que Professeurs dans les universités. In : *Des Arméniens au service des Sultans*, 20 décembre 2014, <https://www.abstractionspectrale.wordpress.com>.

¹⁹² Üregen, D, *Le Croissant rouge, outil de modernisation ou reflet d'un empire à la dérive*, des débuts difficiles aux Guerres balkaniques, 1868-1913, Mémoire de Master d'histoire contemporaine, Université de Fribourg, juin 2010, p.17.

1860, d'une Constitution : le projet de *règlement organique arménien*¹⁹³, qui réduit les pouvoirs traditionnels du patriarche au profit de la bourgeoisie et qui annonce une révolution au sein même du *millet*. Ce texte sert de base à la création d'un futur Etat arménien¹⁹⁴. Il prévoit la création d'un Etat binational administré par un Turc-ottoman et un Arménien. La zone dévolue aux Arméniens comprenait les vilayets d'Erzeroum et de Van, la partie orientale du sandjak de Kharpout, le sandjak d'Argana et la partie septentrionale du sandjak de Seghert, ainsi que le port de Rizé. Il était prévu que l'Arménie soit administrée par un gouverneur général nommé tant par la Sublime Porte que par les grandes puissances, avec pour capitale, Erzeroum.

Le mouvement qui vise à obtenir un Etat arménien séduit tout particulièrement la jeunesse dont le journaliste Krikor Ardzrouni (1845-1892) qui crée en 1872 la revue *Mchak* (le laboureur) et qui se fait le porte-parole des idées qui gagnent la jeunesse arménienne. On pouvait y lire : « *Hier encore, nous étions une communauté religieuse (millet), aujourd'hui nous sommes des patriotes, demain nous serons une nation de travailleurs et d'intellectuels* ». ¹⁹⁵

Les Grecs ne sont pas en reste, grâce à la très active *Association littéraire hellénique* fondée en 1861 à Istanbul. La communauté grecque grâce à sa diaspora reçoit un afflux d'argent qui favorise le développement des écoles grecques et permet d'améliorer les structures communautaires existantes.

Les Grecs de l'Empire, enthousiasmés par l'indépendance de la Grèce en (1821-1830) se politisent à leur tour. Le nouveau pays appuie ses revendications territoriales et encourage les travaux des intellectuels. C'est le cas d'Adiamantos Korais (1748-1833), Grec originaire de Smyrne qui développe l'idée selon laquelle, il existe une communauté linguistique grecque en Anatolie, laquelle aurait été ensevelie par l'Empire ottoman¹⁹⁶. Cette idée trouve son

¹⁹³ **Pignon, T**, *Histoire de l'Arménie, 3/3 : histoire de l'Arménie contemporaine*, In : Les clés du Moyen-Orient, 26 avril 2013, <http://www.lesclesdumoyenorient.com>.

¹⁹⁴ Les Arméniens se servent de cette Constitution qu'ils soumettent aux puissances occidentales afin qu'elles fassent pression sur le pouvoir impérial. L'objectif étant la création d'un Etat arménien dans la partie orientale de l'Empire.

¹⁹⁵ **Bozarslan, H**, *Histoire de la Turquie de l'Empire à nos jours*, p.164.

¹⁹⁶ Les vestiges d'Ephèse, d'Halicarnasse et autres confirment sa thèse.

expression en 1844, par l'apparition de la *Megali Idea* ou grande idée, qui se caractérise par son irrédentisme et qui met l'accent sur la récupération des territoires de la côte anatolienne. L'objectif des communautés grecques de Salonique et de Smyrne n'est autre que le rattachement à la mère-patrie, la Grèce.

Le terme de *Megali Idea* date des années 1844-1846, et a été forgé par Iannis Kolettis, premier ministre du roi Othon. L'objectif est de regrouper les Grecs du monde entier sous la bannière grecque. Elle échouera quelques années plus tard par le désastre de Smyrne (1922) et la première guerre que les Grecs aient engagée avec la Nation turque de Mustafa Kemal.

Ces deux communautés bénéficient de l'aide extérieure des puissances et de l'appui d'une diaspora souvent présente dans les Balkans ou dans les pays occidentaux, Amérique comprise.

En revanche, les perdants de cette ouverture, sont sans nul doute les Turco-ottomans, qui ne bénéficient ni de l'aide du pouvoir ottoman, ni d'une diaspora disposant d'un pouvoir économique, et moins encore de l'aide des puissances étrangères qui affichent une préférence marquée pour les populations chrétiennes de l'Empire.

Un sentiment d'abandon de la part du pouvoir musulman de L'Empire qui va se transformer en sentiment d'avoir été trahis, Ce sentiment sera accentué par la défection de populations arabes pourtant musulmanes.

Au sentiment d'abandon s'ajoute le sentiment de trahison, la citoyenneté ottomane suscite des oppositions de la part des nationalistes, des puissances européennes qui ont intérêt à accélérer la dislocation de l'Empire. Cela se traduit concrètement par une ingérence grandissante dans les affaires ottomanes. Quant aux Turco-ottomans, ils vivent une situation intenable dans ce qui était leur Empire.

Ce dont les autorités vont prendre très vite conscience, c'est du profit que les communautés tirent de l'ouverture et des prérogatives offertes par les *Tanzimat*, sans pour autant se réclamer citoyens ottomans et la preuve leur en est fournie par les Arméniens qui vers les années 1850 se convertissent à l'anglicanisme, afin de pouvoir prétendre à la nationalité britannique. On estime le nombre de convertis à 15000 personnes, dans tout l'Empire.¹⁹⁷

¹⁹⁷ Pour le pouvoir et les pères de la Constitution de 1876, c'est une sorte de camouflet, en effet, la citoyenneté ottomane sert de tremplin pour obtenir, une nationalité européenne.

Dès lors, protégés par la Grande-Bretagne¹⁹⁸, ils obtiennent du gouvernement ottoman, la possibilité de constituer une communauté indépendante connue sous le nom de « nation protestante », dirigée par un évêque assisté d'un conseil religieux, mais doté d'un comité laïque chargé de gérer les affaires séculières de ce nouveau *millet*.¹⁹⁹

Pour tenter d'enrayer cette tendance, les autorités les autorités ottomanes vont soumettre l'acquisition d'une nationalité étrangère à autorisation.

Aussi deux articles de la Loi n°19 de janvier 1869 prévoient pour :

Tout individu ayant acquis telle nationalité étrangère avec l'autorisation de la Sublime Porte sera considéré comme étranger et traité comme tel, à compter du jour de son changement de nationalité. En revanche, toute nationalité étrangère acquise sans autorisation préalable sera considérée comme nulle et non avenue, et son détenteur continuera à être traité en tous points comme sujet ottoman, la perte de sa nationalité d'origine étant soumise, dans tous les cas, à la seule administration ottomane (art 5).

Peut être déchu de la nationalité ottomane tout individu ayant, sans autorisation de la Sublime Porte, changé de nationalité en territoire étranger ou accepté de servir militairement une puissance étrangère. Cette déchéance interdit à la personne concernée son retour en territoire ottoman (art.6).

Des dispositions ne seront jamais tenues, car nombreux seront les Ottomans arméniens ou juifs à solliciter une nationalité et notamment à la Grande-Bretagne, sans en avertir les autorités ottomanes. Le peu de transparence entre les puissances étrangères et l'administration de l'Empire n'arrangeront rien. Car pour les puissances : « *le système des "protégés" devient au XIXème siècle, un moyen pour les puissances occidentales d'avoir un oeil sur la Sublime*

¹⁹⁸ L'Empire ottoman voit apparaître un droit consulaire qui protège les biens et les personnes appartenant aux pays européens ou étant assimilés à des Européens.

¹⁹⁹ Les Arméniens catholiques ou orthodoxes prennent modèle sur ce nouveau *millet*, comme le souligne **François Georgeon** : « *Les premières tentatives dans ce sens avaient été entreprises avant même la proclamation des Tanzimat, sous l'influence de quelques notables éclairés soucieux de séculariser une administration communautaire entièrement contrôlée par le clergé. L'aboutissement de ces efforts va se matérialiser par un « règlement de la nation arménienne ».*

*Porte. C'est ce système de "protégés" qui a fait entrer le concept de minorité de facto dans le régime ottoman sans qu'il y ait une transformation rapide de la nature du régime"*²⁰⁰

Parmi les membres des communautés qui ne parviennent pas obtenir une nationalité européenne, nombreux sont ceux qui vont profiter de l'ouverture pour revendiquer leur appartenance nationale au sein même de l'Empire. De surcroît, se sentant protégés par les puissances étrangères, les nationalités accroissent leurs revendications et mettent ainsi une pression supplémentaire sur le pouvoir ottoman. La religion n'est plus le seul critère d'appartenance, désormais entrent en ligne de compte, la langue, mais aussi la race.

A cette période, avec l'aide du Grand frère russe, les populations slaves et orthodoxes des Balkans remettent en cause la souveraineté ottomane dans les Balkans et affirment leur indépendance.

C'est à la conférence de Berlin dont le traité éponyme (13 juin - 13 juillet 1878), présidé par Bismarck, que les frontières de l'Empire sont discutées. Ce dernier consacre le recul de la puissance ottomane dans les Balkans et lui impose un découpage qui l'ampute de certaines provinces tout en lui imposant de nouvelles frontières.

La Bulgarie devient une principauté vassale *de jure* de la Sublime Porte, allant d'un territoire assez vaste, du Danube aux contreforts des Balkans avec Sofia pour capitale. Des terres peuplées de populations bulgares de la partie méridionale des contreforts des Balkans devenant autonomes à l'intérieur de l'Empire ottoman, la province de Roumélie occidentale se trouve amputée de la Macédoine, qui reste ottomane et s'étend de l'Adriatique à la mer Egée. L'Empire ottoman conserve le droit de disposer de garde-frontières en Bulgarie.

L'Albanie et la Thrace demeurent également ottomanes. Dans ces provinces, y compris la Crète et l'Arménie méridionale, l'Empire ottoman se voit contraint par les dispositions du Traité de Berlin d'œuvrer pour la *protection des populations chrétiennes et leur donnant les mêmes droits qu'aux populations musulmanes.*²⁰¹ Il est aussi précisé à l'article 61 que l'Empire doit protéger les populations arméniennes contre les exactions menées par les Kurdes et les Circassiens.

²⁰⁰ **Akgönül, S,** *Qui n'est pas Turc en Turquie ?* In : Cahiers de l'Orient, juin 2007, n°86, p.22.

²⁰¹ Article 62 du Traité de Berlin.

Le Monténégro et la Serbie deviennent indépendants, mais perdent les territoires reconnus par le traité de San Stefano ; en revanche la Serbie obtient des territoires bulgares à San Stefano. Le Monténégro, qui au moment de la signature du traité, s'est vu remettre le port d'Antivari situé sur la mer Adriatique, se voit refuser le droit d'y entretenir une flotte, tandis que le contrôle maritime et sanitaire du port est dévolu à l'Autriche-Hongrie.

Le royaume de Roumanie voit son indépendance, proclamée le 9 mai 1877, reconnue par les Puissances et reçoit les deux-tiers au nord de la région de la Dobroudja avec Danube et son delta.

La Bosnie-Herzégovine passe sous domination austro-hongroise et entretient des garnisons à la frontière entre la Serbie et le Monténégro, dans le Sandjak de Novipazar demeuré à l'Empire ottoman. La Grèce se voit promettre un aménagement frontalier en Thessalie et en Epire, qui se concrétisera en 1880.²⁰²

Cette ouverture, qui intervient au moment où l'Empire est fragilisés sera perçue par les nationalités non pas comme une marque de libéralisme, mais plutôt de faiblesse. Celle d'un Empire, autrefois redouté, qui désormais ne parvient plus à s'opposer aux puissances européennes qui sont en train de le dépecer.

Par les *Tanzimat*, l'Empire a ouvert la boîte de Pandore et accéléré à la fois sa dissolution, mais aussi favorisé de manière indirecte à l'élément turco-musulman la prise de conscience de son identité propre. On peut affirmer que la citoyenneté ottomane, n'a profité qu'à un nombre restreint du *böz millet*, certes depuis le début des *Tanzimat*, une bourgeoisie turco-ottomane s'est formée dans les grandes villes²⁰³. Certains parmi ses membres ont rejoint la haute administration ottomane. Ernest Gellner les qualifie de représentants de la *haute culture*²⁰⁴ par opposition à la majorité de la population qui appartient à la basse culture et qui va adopter les codes de la haute culture, de manière obligatoire pendant la République instituée par Mustafa Kemal.

²⁰² **Meltz, R.**, *De part et d'autre du Danube. L'Allemagne, l'Autriche et les Balkans de 1815 à nos jours*, Presses Universitaires de Paris-Sorbonne, 2015, 362 p.

²⁰³ Vers la fin du siècle des écoles d'enseignement supérieur sont construites, mais seuls quelques privilégiés y ont accès.

²⁰⁴ **Gellner, E.**, opus cité, p.88

Cette nouvelle classe moyenne « turque » musulmane forgée sur le modèle européen et surtout une intelligentsia commence à voir le jour et certains de ses membres seront appelés à jouer un rôle dans la révolution Jeunes-Turcs, puis un peu plus tard dans le nationalisme turc.

Cette élite intellectuelle est ouverte aux idées de l'Occident au sein de la population turque-ottomane. Elle est de plus en plus séduite par les idées occidentales et surtout le libéralisme importé d'Angleterre. Cette pénétration des idées occidentales se fait par le biais de la culture et de l'éducation. Ces commis d'Etat ou lettrés (parfois les deux en même temps) sont au cœur même du pouvoir.

En effet, l'instigateur des *Tanzimat* le sultan Mahmud II crée le *Tercüme Odası* ou office des traductions²⁰⁵, il s'agit d'un bureau au sein de l'administration ottomane qui emploie des étrangers, Britanniques pour l'essentiel, mais aussi des Ottomans, chargés de traduire et de servir d'intermédiaires avec les puissances étrangères présentes dans l'Empire. Cette création va avoir un impact énorme, car il met en contact des personnes aux idées avancées et des Turcs-ottomans, qui vont se former aux idées nouvelles. Ce bureau va demeurer le symbole de l'ouverture de l'Empire aux idées européennes. Aussi dans les années 1840-1850, la littérature européenne fait son entrée chez les vendeurs de livres d'Istanbul, la presse turque ottomane commence à voir le jour aux alentours des années 1860 et si les journalistes sont au début des bureaucrates, petit à petit, ils commencent à s'affranchir de la tutelle du pouvoir²⁰⁶.

C'est également pendant cette période que vont se former les futurs cadres du nationalisme turc, en 1826, le sultan Mahmud II se débarrasse définitivement du corps des Janissaires qui au fil des siècles est devenu de plus en plus embarrassant pour le sultan, dont il contestait les décisions²⁰⁷. Il est remplacé par une armée de métier, de laquelle sortiront les futurs piliers du nationalisme turc parmi lesquels le futur père de la Nation turque : Mustafa Kemal. C'est

²⁰⁵ **Agildere, S, T**, *Les « élites » de la Sublime Porte ou les médiateurs francophones du Bureau de traduction (Tercüme Odası) au XIX^e siècle*, In : *Le français langue des « élites » dans le bassin méditerranéen et les pays balkaniques (XVIII^e siècle-moitié du XX^e siècle)*, Actes du colloque tenu à l'université de Galatasaray, Istanbul, les 7-8-9 novembre 2006, pp.183-191.

²⁰⁶ **Türesay, Ö**, *être intellectuel à la fin de l'Empire ottoman, Ebüziyya Teyfik (1849-1913)*, Thèse de Doctorat, INALCO, 18 octobre 2008, 820 p.

²⁰⁷ Ils sont à l'origine de l'assassinat du sultan Selim III (1789-1807), dont ils contestaient la politique de réformes. Cet assassinat ne leur sera jamais pardonné.

aussi l'armée qui fomentera les coups d'Etats, visant à mettre un terme à cette chape de plomb maintenue par le pouvoir.

Mais le reste de la population en est la grande perdante abandonnée et dépossédée. A cela s'ajoute le sentiment de trahison, d'être abandonné à son triste sort. Les Turcs musulmans estiment que les minorités les ont supplantées au sein de l'Empire.

Tout d'abord dans les Balkans, où le recul de la souveraineté ottomane a précarisé leur situation en les plaçant les Ottomans de confession musulmane en situation minoritaire. On est donc loin de l'idée du peuple conquérant. Le dépeçage de l'Empire au fil des traités a amené une configuration inédite et les Turco-ottomans qui se trouvent dans certaines régions des Balkans sous souveraineté serbe ou monténégrine.

L'Empire qui jusqu'alors était un ensemble composé d'une mosaïque de peuples, possède désormais des frontières souvent ethniques et religieuses, qui lui ont été imposées par les traités.

Ce recul de l'Empire ottoman dans sa partie européenne, consécutivement aux guerres balkaniques (1913), a entraîné, pour les populations turcophones, une dégradation de leur situation. Désormais ils se trouvent en butte à une hostilité affichée de la part des populations chrétiennes et sont souvent victimes de représailles. Cette situation entraîne une vague d'immigration vers l'Anatolie qui débute aux alentours de 1783, suite au *Traité de Küçük Kaynarca* conclu entre l'Empire et la Russie. Un traité qui coïncide avec les débuts de la "Question d'Orient". Le 19^{ème} siècle verra un exode massif de ces populations, qui n'ont d'autres solutions que de retourner dans la partie asiatique de l'Empire.

" Les musulmans des Balkans furent les premières victimes des guerres incessantes que l'Empire ottoman, désormais sur la défensive, dut mener pour assurer sa survie, et des épidémies de peste et de typhus qui en résultaient inévitablement : à la différence des chrétiens, ils étaient, en effet, soumis aux obligations militaires et, vivant en ville pour la plupart, plus exposés qu'eux aux épidémies. Les soulèvements nationaux anti-ottomans s'accompagnèrent le plus souvent de massacres de musulmans, suivis de la fuite ou de l'expulsion des survivants. Le premier massacre de ce type eut lieu au Monténégro à la veille de la Noël 1709 quand le métropolitain de l'Eglise orthodoxe locale, Danilo Petrović-Njegoš, donna l'ordre aux membres des tribus Ceklići, Ceklin et Cetinje placés sous son autorité

*spirituelle et temporelle d'exterminer ceux de leurs frères de sang qui avaient épousé l'islam, afin d'extirper « l'esprit turc » du Monténégro et « la malignité de la bergerie »*²⁰⁸

Et l'on assiste à la naissance d'une notion qui va faire son chemin et dont on reparlera lors de la guerre des Balkans : l'*épuration ethnique*²⁰⁹ et qui a été tristement mise à l'honneur et utilisée par les Grecs contre les musulmans des Balkans, mais également contre les Arméniens en Anatolie orientale.

Ainsi, un nouveau type de personnages fait son apparition dans la vie de l'Empire ottoman : ce sont les *Muhacir*²¹⁰ des provinces perdues par l'Empire. Soit à peu près 10 millions. Ce qui inclut les "Turcs", les Albanais, les Bosniaques, les Tatars de Crimée, les Circassiens, et les Pomaks,²¹¹ tous de confession musulmane.²¹² Ce mouvement de population va permettre de faire un grand pas vers l'édification de la Nation turque et accélérer la prise de conscience des Turco-ottomans. Car dès lors qu'ils viennent se réfugier en Anatolie, cela signifie qu'ils considèrent implicitement l'Anatolie comme leur foyer national. Les autorités commencent à se familiariser avec la notion de "frontière" jusque là, étrangère à la mentalité ottomane.

Ce sentiment de recul concerne aussi les habitants de la partie anatolienne de l'Empire qui commencent à vivre leur situation en peuple assiégé,²¹³ en position de dominés. Ce sentiment concerne les intellectuels et notamment ceux qui sont sensibles aux idées nationalistes. Ce recul, ils le perçoivent et l'expriment à travers leurs œuvres.

Le poète-nationaliste Ziya Gökalp (1876-1924) ne s'y est pas trompé et ce qu'il écrit montre que les « Turcs » vivent cette situation avec difficulté. Néanmoins, s'il reconnaît que les "Turcs" n'inspirent plus de crainte et sont victimes de persécutions. Néanmoins, il compte sur

²⁰⁸ **Mudry, Th**, *Guerre de religions dans les Balkans*, Paris, Ellipses, 2005, p. 140-141.

²⁰⁹ **Prevelakis, G**, *Le processus de purification ethnique à travers le temps*, In : *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n°217, 2005, pp.47-59, <https://www.cairn.info>.

²¹⁰ Le terme désigne des réfugiés musulmans.

²¹¹ Les Pomaks sont des Bulgares islamisés. Leur conversion s'est faite au début de la conquête ottomane. Leur origine est Bogomiles. L'écrivain Emilian Stanev leur a consacré un ouvrage intitulé « Antéchrist » publié en 1970.

²¹² Ce reflux qui s'opère vers l'Anatolie a débuté au 18^{ème} siècle et se poursuivra jusqu'au 20^{ème} siècle.

²¹³ Au 20^{ème} siècle, les nationalistes turcs parleront de la Turquie en termes de « forteresse assiégée ». Il s'agit du sentiment victimaire qui hante les écrits nationalistes.

un sursaut de la part du peuple et estime qu'à terme, ces exactions commises sur les populations turques, ne peuvent avoir, qu'une action positive²¹⁴ :

*« Frappe-nous ! Ô notre ancien esclave (le Grec), fais-nous honte. Ne nous laisse pas dormir... Réveille-nous (...) »*²¹⁵

Ce que la poésie de Gökalp met en évidence, c'est l'humiliation d'être battus par ceux-là mêmes que l'on considérait comme des « esclaves » et de ce fait d'être tombé de leur piédestal. C'est ce qu'exprime l'écrivain nationaliste Yusuf Akçura (1876-1935) :

*« Soyons assez courageux pour reconnaître la réalité nue : nous ne sommes pas, jusqu'aujourd'hui, victorieux dans la guerre. Bulgares, ces laitiers, Serbes, ces marchands de porcs voire Grecs, ces taverniers, ont vaincu les Ottomans qui ont été leurs maîtres pendant cinq cents ans. Si nous ne sommes pas encore totalement morts, cette vérité que nous avons tant de mal à accepter, pourrait devenir une gifle puissante ouvrant nos yeux »*²¹⁶

Aussi, à la veille des guerres balkaniques, puis de la première guerre mondiale, l'effervescence est à son comble, les cercles patriotiques voient le jour à Salonique et le cri de ralliement des troupes ottomanes se fait en référence à « la patrie turque » qui montre que les Ottomans sont en train de s'approprier, par nécessité, des notions étrangères qui prendront tout leur sens quelques décennies plus tard. A l'issue de la guerre, l'entrée en dissidence de Mustafa Kemal va permettre de donner un sens véritable au mot « turc » et constituer, en quelque sorte, le dernier acte de la construction de la nation qui a débuté près d'un siècle plus tôt.

Ce sentiment d'appartenance puise ses racines dans la période des *Tanzimat*, période marquée aussi par de nombreux échecs qui vont paradoxalement lui permettre d'émerger et de s'affirmer en tant que force politique.

²¹⁴ Cet aspect psychologique de la perte de repères de la part des populations turques-ottomanes s'insère dans la pyramide de **Maslow**. Le sentiment d'insécurité et d'abandons éprouvés à cette période déterminante dans l'histoire du nationalisme turc, ne cesseront de hanter les Turcs y compris de nos jours, où la peur de disparaître et la peur du complot occidental sont souvent exprimés dans les propos des militants nationalistes.

²¹⁵ Cité par **Bozarslan, H**, *Histoire de la Turquie de l'Empire à nos jours*, p.262

²¹⁶ Cité par **Bozarslan H**, p.263

Comme nous l'avons vu, les *Tanzimat* ont été insufflés par le haut et calqués sur le modèle européen. Ils sont le fait de l'élite "ottomane turque" désireuse avant toute chose de sauver l'Empire en soudant les populations face à ce qu'ils perçoivent comme une ingérence étrangère.

Pour ces esprits éclairés la fin du 19^{ème} siècle, le sort de l'Empire est scellé et les esprits les plus clairvoyants savent que désormais la dissolution de celui-ci est inévitable. Dès lors une question se pose : « dans ce cas qu'advient-il des « Turcs » ? Elle agite les membres des clubs intellectuels tels que l'on en trouve à Salonique ou à Istanbul et qui se préoccupent du devenir d'une nation qui n'a pas encore vu le jour, mais surtout de l'Empire.²¹⁷

Néanmoins cette notion va s'imposer de plus en plus au sein de l'Empire, sous l'influence des nationalités elles-mêmes qui avec l'aide des puissances européennes qui vont se revendiquer comme "étrangères" au sein de l'Empire.

Les aides dont ils bénéficieront, inciteront les "Turcs musulmans" à les percevoir comme des "protégés" des Nations européennes, voire même, dans les moments de tension extrême, comme une cinquième colonne à la solde de ces puissances.

En dépit d'une volonté de rassembler et de donner plus de latitude aux communautés, dans la gestion de leurs affaires internes, le pouvoir ottoman a fourni aux populations non musulmanes le moyen de s'enfermer dans leurs particularismes. Ce qui est à l'opposé de l'effet attendu.

La première expérience constitutionnaliste manque son objectif qui était (aussi) de créer un doter l'Empire, non plus de sujets, mai de citoyen, au sein duquel ils pourraient se reconnaître. La Constitution de 1876, pourtant d'inspiration libérale, n'a pas su donner le sentiment d'appartenance. Cela est dû en partie au fait que celle-ci, consacre l'islam comme religion d'Etat et le turc comme langue nationale. Elle crée une majorité politique musulmane, seule à pouvoir s'identifier avec l'Etat. Si les *millet*, sous leur forme ancienne ont disparu au profit de minorités juridiquement émancipées, celles-ci ne peuvent prétendre à l'égalité avec le *millet* dominant²¹⁸ composé de "Turcs musulmans". Sur les listes électorales où l'on veut

²¹⁷ Prolonger la vie de l'Empire tel était l'objectif premier des *Tanzimat*. Aidé par l'intelligentsia ottomane, le pouvoir a réussi à prolonger sa lente agonie en amorçant son système de réformes.

²¹⁸ Le millet dominant est le millet musulman.

promouvoir la représentation politique des non-musulmans, se déclinent des collèges séparés avec pour conséquence de déboucher sur un système multiconfessionnel. Pourtant l'hostilité de la religion musulmane à l'égard de la Constitution et des mesures libérales qui l'accompagnent, est réelle.

Les réformes calquées sur le modèle occidental ne sont pas du goût de tous. Le « peuple de l'islam »²¹⁹ commence à murmurer et n'en comprend pas le sens : « *Nous avons désormais perdu notre droit sacré national gagné au prix du sang de nos ancêtres. Alors que la nation de l'islam était la nation de dominante elle est maintenant privée de ce droit sacré. Pour l'el-h-i islam, c'est un jour de deuil et de larmes* ». ²²⁰

Ce qui est important de souligner dans cette déclaration est la prise de conscience "du prix du sang des ancêtres". La mer Méditerranée décrite avant 1774 comme étant *Mare Ottomanicum*²²¹, est désormais sillonnée par les marines nationales des pays européens, et ce recul sur le terrain est vécu par les Turcs-ottomans comme une humiliation.

En fait, cette déclaration prend acte du retard pris par les Turcs-ottomans sur les autres composantes de l'Empire et met l'accent sur un autre problème qui bientôt deviendra crucial : l'absence d'identité nationale turque.

C'est une accumulation de traumatismes, de camouflets diplomatiques, de défaites militaires qui, quelques décennies plus tard vont être à l'origine d'une réaction nationaliste. Elle créera des tensions dans l'Empire qui aboutiront à des massacres perpétrés sur la population arménienne.

Pour les peuples musulmans les *Tanzimat* sont source de frustration n'ont pas eu seulement la faculté de libérer les peuples chrétiens mais aussi les populations arabophones²²² qui se sont retournées contre l'Empire ottoman.

²¹⁹ Expression d'**Hamit Bozarlan**.

²²⁰ Cité par **Bozarlan, H**, p.263.

²²¹ **Doja, A**, *Formation nationale et nationalisme dans l'aire de peuplement albanais*, In : *Balkanologie*, Vol. III, n°2, décembre 1999, <http://balkanologie.revues.org>.

²²² L'Égypte acquiert son indépendance en 1882.

La définition de l'identité turque-musulmane, va s'effectuer par rapport à ce qu'ils ne sont pas ou par rapport à ce qu'ils ne sont plus. Et la première des constatations, c'est qu'ils ne sont plus le peuple et la race de conquérants qui inspiraient craintes et respect. Désormais, ils sont vulnérables et chassés de leurs territoires.

Les persécutions dont sont victimes les peuples musulmans du sud de l'Empire russe notamment, trouvent refuge à Istanbul, devenue une « mère patrie », consécutivement à l'avancée des troupes russes dans le Caucase. Ces déplacements de population vont être l'un des éléments favorisant la prise de conscience d'une identité partagée avec les peuples de turcophones, comme le souligne Etienne Copeaux :

*« Samarcande tombe aux mains des Russes en 1868 ; le Khanat de Khiva, au sud de la mer d'Aral est soumis en mai 1873 et les troupes russes parviennent en 1885 à ce qui deviendra la frontière méridionale de l'Empire. Cette colonisation du Turkestan va provoquer des appels à la solidarité inter-musulmane adressée au sultan ottoman de Constantinople, qui est aussi le calife. Des intellectuels turcs prennent alors conscience de l'existence de frères de race, au-delà de la mer Caspienne. »*²²³

Mais certains historiens vont plus loin et présentent les mêmes faits comme autant d'éléments déclencheurs du nationalisme turc, l'idée est notamment défendue par Jacob Landau :

*« Il semble que le nationalisme turc, vers la fin du 19^{ème} siècle soit dû en grande partie comme une réponse aux nationalismes offensifs des nations à la fois à l'intérieur de l'Empire ottoman, mais aussi à l'extérieur de celui-ci ».*²²⁴

Tekin Alp dans son célèbre article publié en français : « *Les Turcs à la recherche d'une âme nationale* » résume en une phrase le sentiment qui est à l'origine du réveil identitaire turc et qui a permis à certains membres de l'intelligentsia de prendre la mesure du problème qui se pose à l'aube d'un changement radical dans l'Empire ottoman :

« Un écrivain turc compare plaisamment l'Empire à une immense salle de festin. Les divers éléments non Turcs sont les convives. Ils mangent et boivent tout à leur aise, tandis que le

²²³ **Copeaux, E**, *Espace et temps de la Nation turque*, CNRS éditions, Paris, 1997, p.38

²²⁴ **Landau, J**, *Pan-Turkism, From Irredentism to Cooperation*, Hurst, New-York, 1995, p.567.

maître de céans, paterne, se tient à la porte, baïonnette au canon, veillant à ce qu'aucun intrus ne vienne troubler la fête."²²⁵

De cette phrase qui porte en elle l'idée que le Turc est l'éternel perdant du système et même si au cours des siècles, il s'est forgé une image de peuple conquérant, il n'en demeure pas moins qu'il est maintenu dans un état d'asservissement : « *Dans l'immense empire des Turcs osmanlis, l'éternel négligé est le prétendu dominateur* ». ²²⁶ Les Ottomans étaient mus par un idéal de conquête et leurs succès militaires, accompagnés d'un désir de pousser toujours plus loin leur souveraineté, ne les a pas incités à développer leur pouvoir politique et de créer un pouvoir typiquement turc-ottoman. L'islam était une réponse satisfaisante, mais qui dans le long terme s'est retournée contre eux.

La phrase de Tekin Alp, fait écho à celle de Benoist-Méchin : « *Les soldats turcs résignés à la manière paysanne et acceptaient leur sort sans protester. Ils étaient comme des moutons, neutres, sans vices ni vertus. [...] Ce manque d'initiative, parfaitement désespérant faisait d'eux les soldats les plus sûrs, les plus infatigables, et les plus dociles du monde. Il ne formait même plus qu'un faible pourcentage des cadres de l'armée dans laquelle il était appelé à servir. Ils en constituaient plus que la piétaille, grise et indistincte que l'on mène se faire tuer ici ou là, au gré des événements.* »²²⁷

Dans la bureaucratie les « Jeunes-Ottomans » parmi lesquels figurent : Ibrahim Sinasi (1826-1871), Ziya Pasha (1825-1880), Namik Kemal (1840-1888) et Ali Suavi (1838-1878) se montrent très critiques à l'égard de la pénétration d'idées trop progressistes. Certes ils ont plaidé en faveur de l'octroi de la Constitution de 1876, pour la création d'un parlement, pour un gouvernement moins assujéti à la personne du sultan, mais le tout dans le respect des préceptes de la religion musulmane.

²²⁵ **Risal, P** (pseudonyme de **Tekin Alp**), "*Les Turcs à la recherche d'une âme nationale*", *Mercur de France*, 16 août 1912, p.685-686.

²²⁶ **Risal, P**, p.673.

²²⁷ **Benoist-Méchin, J**, *Mustapha Kemal ou la mort d'une Empire : le loup et le léopard*, Albin Michel, Paris, 1954, p.77.

Cette intelligentsia, n'a pas pris ses distances avec l'islam et certains parmi eux vont jusqu'à accuser les hommes des *Tanzimat* : « *d'avoir changé de religion et de s'être fait enterrer selon les rites catholiques* »²²⁸

Le sécularisme les effraie, et comme le souligne Hamit Bozarslan, ils aspirent à concilier les deux courants : « universaliste » et « particulariste » présents en Occident. Les réformes des *Tanzimat* faisant, à leur goût, trop de concessions aux puissances occidentales présentes sur le sol de l'Empire et les réformes n'étaient pas suffisamment inspirées par la loi islamique.

Parmi ces contestataires, le journaliste et homme de lettres Namik Kemal (1840-1888) qui estime que la séparation de l'Etat et de la religion risque d'ébranler les fondations de l'Etat ottoman, mais aussi représente un danger pour celui-ci de plus en plus prisonnier des puissances étrangères qui par le biais des *millet* non-musulmans prennent une importance croissante dans l'Empire et leur attachement à l'ordre ancien est notamment visible par leur volonté de placer la culture turque au dessus de toutes les autres . Les piliers de leur doctrine sont la modernisation des structures étatiques, mais aussi le retour à un Etat islamique originel.

Ils cultivent l'imaginaire d'un « islam pur », pratiqué avant la « décadence », ainsi que d'une communauté musulmane contemporaine, victime de ses dirigeants, de l'Europe²²⁹ et des Chrétiens de l'Empire qui n'ont pas su apprécier la politique de la main tendue et qui se retournent contre l'Empire ottoman. Le sentiment de trahison perdure et se politise.

Et si le mot turc n'est pas encore à l'ordre du jour, par contre le sentiment d'appartenir à une élite religieuse tend à trouver son expression sous la plume de Ziya Pasha qui écrit le 5 octobre 1866 :

« Le millet musulman a jusqu'à présent fait montre de patience. Mais si la situation devenait intolérable au point de bafouer l'honneur et le dévouement à l'islam, il se sentira dos au mur. Ce sont les musulmans qui, au prix de leur sang ont conquis les pays du gouvernement ottoman. Ce sont eux qui ont installé la dynastie sublime des Ottomans sur le trône et l'y ont protégée jusqu'à nos jours par la force de leurs épées. Mais ce sont aussi ces vingt millions de musulmans qui supportent tant d'abaissements et d'humiliations pour garantir la

²²⁸ Cité par **Bozarslan, H**, p.157.

²²⁹ Ces idées seront reprises par Mustafa Kemal.

tranquillité de onze millions de chrétiens de toutes confessions qui leurs sont inférieurs démographiquement mais aussi de tout point de vue »²³⁰

Si ces propos seront repris par les nationalistes quelques décennies plus tard, pour Nergis Canefe, cela ne fait pas l'ombre d'un doute, « *Les jeunes ottomans étaient fiers des traditions islamiques et étaient de fervents musulmans et souhaitaient défendre la civilisation islamique plutôt que d'être les chantres des valeurs occidentales* ». ²³¹ Selon la conception des ces Jeunes-Ottomans, la démocratie ne pouvait passer que par l'édification d'un Etat islamique, porteur de valeurs humanistes.

L'un des principaux porte-parole de ce courant n'est autre que le poète Mehmed Akif (1873-1936), issu d'un milieu musulman modeste, il entreprend des études de vétérinaires et parallèlement, il mène une carrière d'écrivain, tout en enseignant la littérature à l'Université d'Istanbul (1908).

Très vite, il voit sa popularité s'accroître auprès des masses dont il exprime le désarroi et les aspirations dans de longs poèmes lyriques. Pour lui un fossé existe entre les intellectuels ottomans, prêts à singer l'Occident et à ne voir dans la religion qu'un obstacle au progrès des masses, portées à mettre le déclin de l'islam au compte des mœurs occidentales. Le modèle à suivre est le Japon qui avait réussi à adopter les sciences et les techniques occidentales sans pour autant perdre son âme.

Autour de Mehmet Akif, on retrouve de nombreux ulémas qui incarnent la tendance plus dure de l'Islam, voire populiste, dont font partie les membres de la Société de l'Union islamique ou bien encore l'islam traditionnaliste et conservateur défendu par Mustafa Sabri²³².

Le troisième pilier est l'adhésion au discours de la population et Nergis Canefe affirme que ce revirement d'une partie de l'intelligentsia n'était pas dénué d'arrière-pensées populistes : « *car le public auquel ils souhaitaient s'adresser, adhérerait à l'islam* »²³³.

²³⁰ Cité par **Bozarslan, H**, p.158.

²³¹ **Canefe, N**, *Turkish Nationalism and Ethno-symbolic Analysis : The Rules of Exception*, In : Nation and Nationalisme, n°8 (2), pp.133-155.

²³² **Tutal Cheviron, N**, *La perception de «L'Orientalisme» d'Edward W. Said en Turquie*, In : Médiapart, 10 février 2010, <https://blogs.mediapart.fr>.

²³³ **Canefe, N**, opus cité.

Ce qui semble gêner le plus ces « conservateurs », c'est l'abandon progressif du vieux système des *millet*, au nom de l'égalité entre tous les sujets de l'Empire ottoman et désormais, ces Jeunes-Ottomans, s'appuyant sur les découvertes qui révèlent l'origine des Turcs et un continuum entre peuples turcophones, prônent ouvertement la suprématie de la culture turque sur toutes les autres, composant la mosaïque de l'Empire.

Un état permanent de tension, s'installe dans l'Empire qui ne cesse de s'accroître, après la révolution libérale des Jeunes-Turcs en 1908 (unionistes) pour aboutir à l'un des premiers massacres qui vise à la fois les Jeunes-Turcs, responsables à leurs yeux d'être acquis aux idées occidentales et, d'autre part, l'une des minorités de l'Empire mise en accusation : les Arméniens, qui ont été pendant la période des *Tanzimat*, les « enfants chéris »²³⁴ des sultans ont des velléités indépendantistes qui sont perçues par le plus grand nombre comme une trahison.

En 1909, on assiste au premier grand massacre de l'ère moderne, imputé à tort aux Jeunes-Turcs, au pouvoir depuis 1908, mais qui est en fait l'un des aboutissements de ces dissensions :

*"Dans les milieux conservateurs musulmans, les notions de liberté et d'égalité paraissent contraires aux traditions musulmanes. De plus, les Jeunes-Turcs évoquent une certaine forme d'émancipation féminine. En raison même de l'instauration d'une forme de liberté politique, les réactionnaires peuvent développer leur propagande contre la « poignée d'athées » qui conduisent l'empire à sa perte. Il se forme ainsi un mouvement puissant, l'Union islamique, première forme moderne de populisme islamique dont les cadres recrutent chez les ulémas de rang secondaire et les étudiants en religion. En avril 1909, les militaires de la garnison d'Istanbul se mutinent et chassent les unionistes de la capitale. En province, le mouvement se traduit par un terrible massacre d'Arméniens à Adana. Immédiatement l'armée de Salonique marche sur la capitale et exerce une forte répression."*²³⁵

L'historien François Georgeon relate, dans son ouvrage consacré au Sultan Abdül Hamid, que des soldats rebelles s'en prirent aux jeunes Turcs et mirent à sac les deux journaux pro-Jeunes

²³⁴ *Millet i sakika*, le millet des fidèles.

²³⁵ **Laurens, H, Tolan, J, Veinstein G**, *L'Europe et l'islam, quinze siècles d'histoire*, Odile Jacob, Paris, 2009, p.365.

Turcs le *Tanin* et le *Şura-yı Ümmet*, et s'attaquèrent aux officiers *mektepli* (diplômés) dont une vingtaine sont tués, deux députés sont assassinés. :

« Au matin du 14 avril, la capitale est aux mains des rebelles. Le lendemain, les troubles s'étendent en province ; à Adana, des émeutes sanglantes se produisent le 14 avril, au cours desquelles plusieurs milliers d'Arméniens sont massacrés. » ²³⁶

Le massacre ne restera pas impuni. Cemal Pasha (1872-1922), l'un des membres du triumvirat Jeunes-Turcs, aux convictions arménophiles affichées, fut nommé gouverneur d'Adana. Il écrit :

"Quatre mois après mon arrivée, j'ai fait exécuter dans la seule ville d'Adana 30 musulmans condamnés à mort par la cour martiale de l'état de siège. Deux mois après j'ai fait aussi exécuter 17 musulmans de la bourgade d'Erzin. Pendant ce temps, il n'y eut qu'un seul Arménien mis à mort. Parmi ces musulmans, il y avait des jeunes gens appartenant aux familles les plus anciennes et les plus riches d'Adana. Il y avait même le muphti du bourg de Bahçe. Celui-ci avait eu une grande influence sur les Turcs des alentours. Je regrette vraiment que l'évêque Mouchegh n'ait pas été entre mes mains à ce moment-là. Il s'était enfui le deuxième jour des troubles sur un bateau étranger et s'était réfugié en Alexandrie ; son absence n'a cependant pas empêché la cour martiale, de manière tout à fait justifiée, de le condamner à mort par contumace. Si cet individu s'était trouvé entre mes mains je l'aurais certainement fait pendre en face du muphti du bourg de Bahçe." ²³⁷

C'est ainsi que se termina l'affaire d'Adana, dont le bilan des émeutes pour la seule ville d'Adana est de 300.000 morts.

Ce massacre marque aussi l'échec des *Tanzimat* et de la politique d'ouverture que ses concepteurs avaient voulu initier. En dépit de ce massacre, une classe vient de voir le jour : une élite, ouverte aux idées venant de l'étranger, et qui commence à avoir une idée précise de sa « propre identité », elle va lire les ouvrages que les étrangers consacrent à sa propre culture et renforcer de ce fait sa « conscience identitaire » naissante.

²³⁶ **Georgeon, F**, *Abdülhamid II le sultan calife (1876-1909)*, Fayard, Paris, 2003, p .420.

²³⁷ **Cemal Pacha**, *Hatiralar* (Mémoires), Cagdas, Istanbul, 1959, pp.350-353

Néanmoins, la situation de l'Empire ne fait que s'aggraver et loin d'avoir apporté la sérénité, *les Tanzimat* n'ont fait qu'exacerber les revendications des populations chrétiennes et musulmanes de l'Empire qui désormais attendent le moment propice pour se libérer.

Vers la fin du 19^{ème} siècle le problème de l'identité commence à apparaître dans l'Empire ottoman. Les Grecs, Arméniens sont certes chrétiens, mais ils peuvent se réclamer d'un peuple possédant une histoire, une langue et un territoire.

Comme réponse à ces aspirations nationalistes, le pouvoir ottoman n'a d'autre alternative que le panislamisme, force politique, prônée par le sultan Abül Hamid. Mais ce panislamisme ne produira pas les effets escomptés et ne permettra pas de fédérer les populations moyen-orientales autour de l'idée d'une union des peuples musulmans. Bien au contraire, les revendications nationales se feront sur le modèle européen.

La défection de l'Égypte sera perçue comme un échec cuisant et une humiliation supplémentaire pour les élites turques ottomanes qui, par les défections des peuples musulmans, se sentiront une fois de plus dépossédés de leur héritage.

C'est au moment où l'Empire fait le deuil de sa partie occidentale et de ses terres arabes avec l'Égypte notamment, que certains intellectuels, sous l'impulsion de Ziya Gökalp, grâce à certaines découvertes commencent à envisager une autre solution à la disparition prochaine de l'Empire. Il s'agit du panturquisme ou l'union des peuples turciques, dont l'aire d'influence s'étant du Caucase jusqu'à la Chine.

Il n'en demeure pas moins vrai que les « Turcs » que les siècles d'Empire ottoman ont privés de leur identité **(A)** éprouvent quelques difficultés à se projeter dans un futur national. Cela est certainement dû au fait d'avoir été, au fil des siècles, dépossédés leur identité. Ils ont été victimes de la politique de leurs sultans et de l'idée que ces derniers se faisaient de l'exercice du pouvoir, mais aussi du mode de vie qui a prévalu dans l'Empire jusqu'à une certaine date et qui explique le recul de l'identité turque : le nomadisme. Nous examinerons aussi de quelle manière a eu lieu la renaissance "turque" grâce à la contribution inattendue et inespérée des intellectuels occidentaux **(B)**.

A. Une identité turque inexistante

Les « Turcs » au 19^{ème} siècle ne se perçoivent pas autrement que musulmans, car la religion islamique s'est développée dans les consciences au détriment du sentiment d'appartenance ethnique. En l'espace de quelques siècles, le pouvoir²³⁸ a réussi à éliminer toute conscience et toute trace de « turcité ». A l'aube du premier conflit mondial, cette idée d'appartenance à un groupe humain dégagé de toute référence religieuse, fera son apparition, et les soldats en 1914 partiront pour défendre le « Touran »²³⁹. Une patrie qu'ils identifient comme turque et dépourvue de toute compromission avec les puissances étrangères. Le Touran se développe dans l'imaginaire et apparaît comme une patrie proche de l'idéal national. Néanmoins, il convient de relativiser la conscience de ce sentiment qui reste très marginale, surtout parmi la population.

A mesure que l'Empire perd des territoires et que le repli sur l'Asie mineure est amorcé, les populations musulmanes ottomanes vivent dans un grand désarroi, avec le sentiment que la religion à elle seule ne suffit plus à définir une appartenance. Les exemples grecs, bulgares et arméniens sont là pour le leur rappeler.

Un sentiment de frustration commence donc à voir le jour et à s'exprimer sous la forme d'une injustice historique faite aux fils des conquérants dépossédés de leur héritage. Mais si cela est bien le cas, les conquérants ont été dépossédés de leur héritage, non pas la faute des nationalités, mais par celle de leurs dirigeants, qui au cours de l'histoire ont gommé toute référence turque de l'Empire **(1)**, et de depuis l'institution du Califat qui imposait que le sultan-calife gouverne au nom de tous les musulmans **(2)**.

²³⁸ Le pouvoir est constitué des deux piliers de l'Empire, le sultan et le Şeyhülislam ou Cheikh al-Islam avait la plus haute fonction religieuse dans l'Empire, il était nommé par le Sultan parmi les cadis (juges).

²³⁹ Le terme est emprunté au poète persan **Fîrdowsi**. Le Touran est situé en Asie centrale. Il est présenté comme le berceau des populations turques.

1. Une identité turque en déshérence

Comme le souligne la linguiste Halime Yücel : « *L'identité ne relève pas de la simple perception, mais d'une réalité vécue (histoire, culture), sentie (le sentiment d'appartenance), et symbolisée. L'identité est donc à la fois une façon d'être et une façon de se dire. Elle s'exprime simultanément à l'intérieur du groupe de référence (bien entendu, l'extension de ce groupe est variable, et l'on peut appartenir à plusieurs groupes à la fois), et dans la relation du groupe avec ceux qui lui sont extérieurs. A l'intérieur d'un groupe, il s'agit de repérer les similitudes qui rendent les individus "identiques" par-delà leurs différences. Ces similitudes sont soit assumées explicitement dans les discours (mythes, littérature, media ...), soit maintenues à l'état implicite, voire inconscient.* »²⁴⁰

Ils sont peu nombreux, en cette fin d'Empire ottoman n'a une perception bien définie de ce qu'est la "turcité", ni même ne vit "sa turcité". Certains comme nous le verrons plus loin, l'abordent par le biais exclusivement culturel et s'attachent à la définir selon des critères linguistiques, par l'émergence d'une langue turque purifiée et débarrassée de ses nombreux emprunts. Une langue que les élites dans leur majorité ne maîtrisent pas, d'autres s'attacheront à faire revivre les mythes des origines. C'est le cas de Ziya Gökalp qui consacre l'une de ses poésies, au mythe de la *Pomme d'or*, qui puise son origine dans les premières années de la conquête ottomane et vise à montrer le caractère éternel de l'Empire, par la race (turque) et la Nation qui ont fait sa grandeur.

Mais ces deux exemples ne suffisent pas à eux-seuls à masquer l'absence totale de référence au peuple *turc*. Certes, l'histoire retient certains faits comme le premier Empire turc au 13^{ème} siècle créé par les Turcs seldjoukides, mais pour le plus grand nombre, cela semble ne pas avoir de lien avec les Turcs du 19^{ème} siècle. L'extrait sus-mentionné, traduit une rupture dans l'esprit des "*Turcs ottomans*":

²⁴⁰ **Yücel, H.**, *L'identité turque dans le discours publicitaire turc*, In : Signes, Discours et Sociétés, Juillet 2013, <http://www.revue-signes.info>.

« Nous avons désormais perdu notre droit sacré national gagné au prix du sang de nos ancêtres. Alors que la nation de l'islam était la nation de dominante elle est maintenant privée de ce droit sacré. Pour l'el-h-i islam, c'est un jour de deuil et de larmes ». ²⁴¹

La prise de Constantinople est à inscrire au chapitre des hauts faits du Sultan Mehmet II et de ses compagnons d'armes mais, l'on constate que très vite, qu'ils ont cessé de se revendiquer comme de vaillants guerriers ottomans, renonçant à leur turcité, pour se fondre au sein du peuple de l'islam, s'intégrant dans le *Böz Millet*²⁴² ou *millet Hakime*.

La population turco-ottomane, s'est contentée de la place dominante que l'islam lui conférait, du moins dans le principe, et s'est laissé distancer par les autres nationalités présentes au sein de l'Empire. A l'heure des nationalismes, elle a pris conscience de cet écart et de sa marginalisation dans l'Empire qu'elle a créé.

Pour comprendre la dilution de l'identité turque au fil de l'histoire il convient d'examiner la nature du pouvoir ottoman et remonter aux siècles qui précèdent la conquête de Constantinople, qui eut lieu en 1453 et qui se présente comme l'acte final, qui vient couronner des succès militaires.

Il faut revenir à un événement connu dans l'historiographie turque sous le nom de *Fetret Devri* qui signifie interrègne ou chaos et qui se caractérise par une défaite sanglante face aux Mongols et par une guerre fratricide au sein de la tribu d'Osman, dont les conséquences seront très lourdes pour les "Turcs" et l'avenir de l'Empire.

Les sultans ottomans appartiennent à la famille d'Osman, tribu Oghouz. En 1402, Ils essuient à Angora (Ankara) face aux Mongols de Tamerlan une défaite sanglante qui faillit leur être fatale en tant que puissance fédérative d'une population turque aux structures encore fragiles.

L'historien Cemal Kafadar explique cette défaite par la défection des vassaux musulmans anatoliens doublée de celle des commandants de l'islam, les *Ghazi* ou victorieux²⁴³. Le sultan

²⁴¹ Cité par **Bozarslan, H**, p.34

²⁴² *Böz* signifie gris et fait référence à la couleur de l'habit que se devaient de porter la communauté musulmane. Quant au terme *Hakime*, il signifie supérieur. Ce qui montre que dans les termes, la communauté musulmane avait la prédominance sur les autres *millet*.

²⁴³ **Kadafar, C**, *The Question of Ottoman Decline* In : Harvard Middle East and Islamic Review, 4.1-2 1997-1998, pp-30-75.

Bayazid 1^{er} ne peut alors compter que sur une petite force de janissaires et de vassaux chrétiens originaires des Balkans. Il mourra en captivité et ses successeurs en tireront les conclusions qui s'imposent ; à savoir, qu'il ne pourra jamais compter sur les tribus turques, ni même sur l'aristocratie qui s'est formée au fil des conquêtes. La lutte à la succession va laisser une deuxième trace indélébile dans les esprits car il opposera plusieurs frères dont Musa et Mehmet et se soldera par l'assassinat du premier.

Jusqu'à cette date, le *Qutadğu Bilig*²⁴⁴ ou Traité du Bonheur et de la Fortune, dont la rédaction remonte au 11^{ème} siècle. Il codifiait le droit coutumier ouïgour et établissait les règles d'un pouvoir à la fois hiérarchique et égalitaire au sein de la famille turque. Mais, l'absence de règles successorales conférait à l'individu du groupe, que le « destin » choisissait pour chef, le pouvoir suprême. Aussi, les sultans des premiers temps de l'Empire, seront des *Primus inter pares*. L'épisode sanglant de l'interrègne va changer la nature du pouvoir, aussi, dès la prise de Constantinople le sultan se mue en empereur sur le modèle byzantin.

Ces deux épisodes qui ont provoqué la désorganisation de l'Etat donnent naissance aux deux fondamentaux de la pensée politique ottomane : le pouvoir ne peut reposer sur une coalition turcomane sous peine de mettre en péril sa propre autonomie et ne peut donc compter sur une "aristocratie militaire" comme ce fut le cas en Occident.

Désormais, le pouvoir ne se partagera plus de manière égalitaire au sein de la même dynastie et le fratricide sera la règle.

A partir du règne du sultan Murad, la pratique consistant à éliminer physiquement ses rivaux potentiels, devient une constante dans l'histoire ottomane. Par le fratricide, le prétendant au trône éloigne la menace que constitue un frère ou même un fils, qui seraient en mesure de lui disputer le pouvoir. L'histoire ottomane est remplie d'histoires de fratricides.

Mais cette pratique aura une conséquence des plus fâcheuses sur les « Turcs », comme l'explique Pierre Lassieur : « l'un des moyens utilisés par cette obsession a consisté à empêcher la formation d'une aristocratie ». ²⁴⁵

²⁴⁴ *Le Traité du bonheur* (1067-1070) est l'œuvre du poète Yusuf Balasaghuni. Il est écrit en turc et il s'agirait, si l'on en croit l'historien Jean-Paul Roux, d'un ouvrage « médiocre », mais qui eut le mérite d'imposer le turc comme troisième langue du monde islamique après l'arabe et le persan.

²⁴⁵ **Lassieur, P**, *L'arrivée de la Turquie. Commentaire critique de son histoire*, Grancher, Paris, 2007, p.16.

La peur du coup d'Etat et de la révolution de palais a amené les sultans à éliminer les « Turcs » compagnons de la Conquête, au profit de groupes périphériques à l'Empire, voire même étrangers : « *Durant des siècles, l'empire n'a nullement été turc, mais ottoman ; propriété des descendants d'Osman il n'y pas eu comme fondement un peuple, mais un homme. Tout aboutissait à cet homme et tout partait de lui. Les Turcs, parce qu'ils étaient le peuple originel, prédestiné à jouer un grand rôle, à cause de cela ont été empêchés d'y parvenir.* »²⁴⁶

Aussi, n'est-il pas rare de trouver dans l'entourage immédiat des sultans, des conseillers originaires du pourtour méditerranéen, de préférence des Egyptiens et des Syriens aux postes importants de la Cour et de l'Armée. Ils confèrent les plus hautes fonctions jusqu'à celles de Grand Vizir à des Albanais, Serbes, Bulgares ou à des Croates convertis²⁴⁷. C'est le cas des Köprülü, originaires d'Albanie et qui ont donné à l'Empire des générations de vizirs et de pachas.

Le système du *devşirme*²⁴⁸, mis en place par Mehmet II permet de recruter ces futurs serviteurs du sultan. Des officiers passaient parmi les villes et villages, tous les cinq ans où ils effectuaient un choix parmi les adolescents qui ensuite étaient envoyés dans une famille d'Anatolie pour y être islamisés et en fonction de leurs aptitudes, ils devenaient soit janissaires ou servaient le sultan à Topkapi. Mais quoiqu'il en soit : « *totalelement déracinés, réduits à leurs qualités propres et à leurs défauts, isolés, ils ne pouvaient en principe compter sur l'appui d'aucun clan. Totalelement dépendants du souverain, ils lui obéiraient aveuglément* ». ²⁴⁹

Pour le commerce, les Sultans favorisent les commerçants français, génois, vénitiens et juifs et évitent soigneusement les « Turcs » auxquels ils n'accordent aucune importance. Cette

²⁴⁶ Cité par **Lassieur, P**, p.16.

²⁴⁷ Cette pratique se poursuivra tout au long de l'histoire impériale, et les nationalistes turcs s'en prendront à la camarilla arabe qui entoure le pouvoir du sultan Abdül Hamid II. **Georgeon, F**, *La montée du nationalisme turc dans l'État ottoman (1908-1914). Bilan et perspectives*, In : Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée, Année 1988 Volume 50 n° 1, 1988, pp. 30-44.

²⁴⁸ Il s'agit d'un système mis en place dans les premières années de l'Empire pour assurer le recrutement dans le corps des janissaires. Tous les cinq ans, des émissaires du pouvoir parcouraient l'Empire et emmenaient les enfants de cinq ans qui étaient éduqués dans la religion musulmane, ainsi qu'au maniement des armes. Parfois, ils devenaient fonctionnaires de l'Etat ottoman. Ils devaient alors de fins lettrés.

²⁴⁹ Cité par **Lassieur, P**, p.19.

politique va même plus loin même et confine même au mépris, car ils jugent qu'ils n'avaient pas les capacités pour assurer les hautes charges de l'Etat.

Dès lors, ils ne s'appuieront plus sur les « Turcs », mais sur les serviteurs de l'Etat d'origine chrétienne, plus instruits et surtout moins dangereux pour leur pouvoir. Mehmet II sort vainqueur du *Fetret Devri* (interrègne) qui s'étend sur une période de dix ans, de 1403 à 1413. Au terme de luttes internes au pouvoir, il élimine le factionnalisme interne en son palais où s'opposent un parti de la guerre dirigé par les Ghazi et un parti de la paix dirigé par les représentants d'une administration centrale placée sous l'autorité de la famille turque des Çandarlı²⁵⁰. Il fera exécuter Hali Pasha son grand vizir. Une exécution qui marque une rupture définitive. A partir ce moment précis de l'histoire ottomane, le sultan choisira ses quatre grands vizirs dans le *devşirme*²⁵¹ et ces derniers ne seront plus d'origine turque : « *En raison de sa construction hybride reposant sur les traditions séculaires et religieuses établies sur un vaste territoire sur lequel il régnait, l'empire ottoman a été bâti de manière à détrôner et marginaliser l'élément turc, excepté pour le lignage impérial* »²⁵²

Ainsi, une fois "devenu impérial, le pouvoir ottoman s'est empressé d'introduire une frontière entre lui et la turcité, assimilant les Etrak (les Turcs) au même titre que les Urub (Arabes) ou les Ekrad (les Kurdes) à la reaya, à savoir la paysannerie dominée".²⁵³

Et pour se protéger des factions turques, il promet le système dit de *Kulluk*²⁵⁴ ou servitude attachée à la Sublime Porte. Ce faisant, il évince les anciennes familles turques au profit des enfants chrétiens du *devşirme* formés au Palais pour devenir de futurs fonctionnaires.

Et cette volonté de se détacher de la turcité va jusqu'au point de rayer d'un trait de plume la référence à ce qui appartient à l'ethnie *turque*. La Roumélie, nouvelle terre conquise n'est autre que le pays des Romains, elle devient avec la chute de Constantinople le cœur de l'Empire que les Ottomans baptisent *Diyar i Rum* pays des Romains. Comme le souligne

²⁵⁰ **Küçükömer, I**, *Bütün Eserleri 2-Sivil Toplum Yazilari*, Bağlam Yayinlari, İstanbul, Réédition 2009, p.109.

²⁵¹ Par le *devşirme* qui signifie cueillette, le sultan avait des futurs fonctionnaires loyaux au sultan et à sa famille, car non rattachés à un groupe ou à une famille.

²⁵² Cité par **Canefe, N**, p.141

²⁵³ Cité par **Bozarlan, H**, p.39.

²⁵⁴ Le terme signifie servitude ou esclavage.

l'historien Mehmet Ali Kiliçbay : *"si les croisés n'avaient pas nommés ces contrées Turchia, aujourd'hui nous serions connus comme des Rom ou mieux encore comme des Rumi"*.²⁵⁵ Leur identité aurait été grecque, et non pas turque.

Dès la conquête de Constantinople, les sultans vont se réapproprier l'imaginaire d'éternité impériale en faisant de Constantinople leur capitale, au détriment de l'ancien capitale des Seldjoukides, Bursa.

Mehmet II se présentait comme le *Kayzer-i iklim i Rum*.²⁵⁶ Un titre repris par Soliman le Magnifique, qui se définit aussi comme "l'Empereur des puissants empereurs". Autrement dit, ce rapprochement avec l'imaginaire byzantin et le mythe de *la pomme rouge*²⁵⁷ ou la prophétie de Daniel, chère aux Byzantins, puis aux Ottomans, témoigne pour eux de l'évidente mission d'ordre universel, visant à porter non pas le christianisme comme cela l'était pour l'Empire byzantin, mais l'islam au delà de ses frontières traditionnelles.

Comme le précise la politologue Nergis Canefe: *« Les Ottomans, bien que membres à l'origine, des tribus turques, n'ont pas tiré parti de leur appartenance à l'identité ethnique turque. Bien au contraire, qu'il s'agisse de la langue comme de la culture, ils n'aspiraient qu'à se fondre dans les traditions persanes, arabo-musulmanes ou byzantine »*.²⁵⁸

Comme l'Empereur de Byzance, le nouveau maître de Constantinople veut être le représentant de tous les peuples sans distinction de race ni de religion : *« L'Empire ignore tout du « Contrat Social ». Il est le seul « fait » qui groupe des agrégats disparates. Il ne se soucie ni de « turquiser » ni même de regrouper les Turcs. Bien au contraire, au fur et à mesure de sa décadence, il cherche à oublier ses origines et reniera sa nationalité. »*²⁵⁹

L'Empire ottoman reste donc avant tout un Etat multiconfessionnel où tous les sujets du Sultan ont un rôle bien défini et celui des Turcs ottomans n'est certainement pas de présider aux destinées de l'Empire. D'ailleurs, se proclamer *Türk*, revient à se proclamer « paysan anatolien ». Quant à l'adjectif « turc », il est souvent accompagné d'adjectifs péjoratifs comme

²⁵⁵ **Kiliçbay, A**, *Tarihsel bir İnşa, olarak ulus*, In : Türkiye Gülüğü, n°23, 1993, p.6.

²⁵⁶ Empereur du pays des Romains.

²⁵⁷ Connue sous le nom de *Kızıl Elma*.

²⁵⁸ Cité par **Canefe N**, p.134

²⁵⁹ **Majzoub, T**, *Aux origines du nationalisme turc. Bref survol historique des principes fondateurs de la République*, In : Magazine de l'Armée, n°84, avril 2013.

synonyme d'ignorant, impoli, inculte.²⁶⁰ Et cela concerne aussi la langue turque, il existait une différence entre le « beau parler turc » empreint de mots persans et arabes et le *Kaba türkçe* ou langue turque grossière parlée par le paysan anatolien. L'exemple le plus connu, est celui du Théâtre d'ombres turc dont les deux héros Karagöz et Hacivat peinent à se comprendre. Hacivat campe le personnage d'un ottoman instruit tandis-que Karagöz, incarne un homme fruste symbolisant le peuple d'Anatolie.

Le théâtre populaire a stigmatisé la société turco-ottomane et met l'accent sur les liens qui que les classes sociales entretiennent entre elles. Les Turcs-ottomans appartenant aux classes supérieures qui ont développé un souverain mépris pour ce qui est "turc", et le « bon goût » était de se démarquer du paysan anatolien et surtout de singer l'occidental « de manière déraisonnable ». C'est ce qui fait dire au nationaliste Tekin Alp qui écrivait en 1912 : « ...*Les Turcs n'ont pas de culture propre. Ils vivent d'emprunts. Ils sont pour les choses de l'esprit les débiteurs de tous et n'ont rien de sui generis* ». ²⁶¹ Une Telle réflexion montre à l'évidence que la question de l'avenir de l'empire préoccupe les élites.

Ces « Turcs » grands imitateurs qui « *affichent un souverain mépris pour la foule turque, pour tout ce qui sent le terroir* », ²⁶² à l'inverse, ils sont pétris de culture et de mœurs occidentales à l'instar du souverain Abdül Hamid qui reçoit une éducation classique pour un jeune ottoman de sa classe sociale et qui étudie : le persan, l'arabe et le français, et le turc qu'en est-il ? Armenius Vambery (1832-1913), son précepteur hongrois, polyglotte et turcophone, relate que le Sultan ne maîtrisait pas toutes les finesses et nuances du turc ottoman, au point qu'il lui demande parfois à lui, l'étranger, d'utiliser un langage plus simple ²⁶³.

D'ailleurs, son éducation rejoint celle de ceux que l'on appelle les Levantins ou *Zoubés* et qui n'aspirent qu'à une chose : ressembler aux Occidentaux et surtout de s'éloigner de ce qui pourrait faire figure d'héritage culturel.

²⁶⁰ **Pérouse, J-F**, *La Turquie: une construction territoriale récente*, In : Mappemonde, n° 90, 2008, <http://mappemonde.mgm.fr>.

²⁶¹ **Risal P (Tekin Alp, M)**, *Les Turcs à la recherche d'une âme nationale*, In : Le Mercure de France, Paris, 1912.

²⁶² **Risal, P**, *ibidem*, p.1.

²⁶³ **Georgeon, F**, *Abdülhamid II, le sultan calife*, Fayard, Paris 2003, p.26

« Imitateurs » ou « indifférents » à la culture, voilà ce qui qualifie les « Turcs », comme le remarque Bernard Lewis. Le Turc-ottoman du 18^{ème} siècle ne fait montre d'aucun intérêt intellectuel pour les langues et les livres européens, pour la culture, de manière générale et pas un savant ou homme de lettre musulman ne semble éprouver la nécessité d'apprendre une langue occidentale et encore moins d'élaborer une grammaire, un dictionnaire ou autre outil linguistique. Les traductions sont peu nombreuses et ne concernent que des ouvrages sélectionnés dans un but utilitaire. Elles sont le fait de convertis ou à des non musulmans.²⁶⁴

Ce désintérêt pour la culture va peser lourd par la suite, lorsqu'il faudra notamment s'appuyer sur une élite pour bâtir la Nation, mais aussi dans les futures relations des « Turcs » avec les minorités qui composent le pays, qui seront intellectuellement marginalisées.

Ainsi, aucun membre de l'élite « turque ottomane », sauf quelques esprits éclairés comme le poète nationaliste Mehmet Emin, rentré vivant au panthéon du turquisme avec son poème « Moi je suis Turc », paru en 1897, pour entendre chanter la grandeur d'âme de la race conquérante: « *Ben bir Turkum, dinirn, cinsirn uludur* »²⁶⁵. Emin comme Gökalp ont anticipé les futurs problèmes politiques de l'Empire. Ils savent que la perte d'identité et de repères risque d'entraîner la disparition totale de l'élément turc de l'Empire. Par conséquent, en cette fin du 19^{ème} siècle, les deux hommes franchissent le pas et parlent de la grandeur de la race turque.

Mais Mehmet Emin demeure un cas isolé et pour se convaincre du caractère péjoratif du mot turc, il suffit de se reporter à un chef-d'œuvre de la littérature turque contemporaine, écrit par Şevket Süreyya Aydemir (1897-1976), dans son roman *Suyu Arayan Adam* ou l'homme qui cherchait de l'eau. L'auteur y relate l'un de ses souvenirs sur le front du Caucase.

Lorsque la première guerre mondiale éclata, il est alors âgé de dix-sept ans et étudie à l'école des maîtres pour devenir enseignant. Il se trouve sur le front parmi des soldats anatoliens à majorité paysanne, donc illettrés. Il leur demande :

“Quelle est notre religion?” Chacun répond à sa façon: les uns disent “nous sommes de la religion de Hz Ali”²⁶⁶, les autres disent “de la religion de İmam-ı Azam » Aydemir demande: “Qui est notre prophète?” Les réponses sont encore confuses. Il y en a même qui disent

²⁶⁴ Lewis, B, *Le Langage politique de l'islam*, Gallimard, Paris, 1988, 256 p.

²⁶⁵ « Je suis Turc, fier de ma race et de ma religion ».

²⁶⁶ Hz Ali est le cousin et gendre du Prophète. Les Alévis, le reconnaissent pour prophète. Hz est la contraction de *Hazret* qui signifie Notre Seigneur.

“Enver Pacha”. Aydemir avance d’un pas : “Vous appartenez à quelle nation ?” Encore des réponses diverses. Aydemir tente de leur faciliter la tâche: “Ne sommes-nous pas Turcs?” Les soldats répondent à tue-tête : “Que Dieu nous protège !”²⁶⁷

Ce rejet de la turcité aura la vie dure, et rejaillira au moment où il faudra trouver un nom à ce pays né sur les ruines de l’Empire ottoman, Mustafa Kemal imposera ses vues aux membres du congrès national de Sivas:

«Le nom de Turquie ne faisait pas l’unanimité tant le mot « turc » en ottoman, tout au moins avant le début du XX^{ème} siècle était chargé de connotation péjorative. Il renvoyait aux « provinciaux anatoliens, stigmatisés comme incultes et rustres »²⁶⁸. Il faudra beaucoup de persuasion de la part de Mustafa Kemal pour parvenir à l’imposer à la majorité des députés.

Le mode de vie d’une partie de la population proche-orientale de l’Empire ottoman, a certainement joué en la défaveur du sentiment d’appartenance. Il s’agit du nomadisme qui se pratiquait dans les terres situées à l’est de l’Anatolie, mais aussi dans les provinces du Proche orient.

Le géographe Wolf-Dieter Hütteroth révèle qu’un moins les deux-tiers des villages anatoliens d’aujourd’hui et les neuf-dixièmes des surfaces cultivées d’Anatolie intérieures ne remontent au plus tôt qu’à 1860.

L’écrivain André Gide faisait au début du siècle une observation sur le paysage d’Anatolie : “la terre est cultivée, mais où sont les cultivateurs ? Aussi loin que porte le regard, et depuis déjà longtemps, pas un être humain, pas un village, pas même une hutte solitaire...”²⁶⁹

Le nomadisme est une constante dans l’Empire ottoman et de l’origine de celui-ci à sa chute, le pouvoir a toujours cherché à tirer parti de ce phénomène très présent parmi les populations “turques”, mais aussi dans les provinces arabes.

Il apparaît que le nomadisme a imprégné les institutions et la vie économiques ainsi que la vie culturelle de l’Empire pendant les deux premiers siècles.

²⁶⁷ **Hür A**, « Ceux qui n’ont pas « de sang turc », In : Taraf, 12 juillet 2010.

²⁶⁸ **Pérouse, J-F**, *La Turquie : une construction territoriale récente*, In : Mappemonde, n°90 (2), 2008, <http://mappemonde.mgm.fr>.

²⁶⁹ **Hütteroth, W-D**, « *The influence of social structure on land division and settlement in inner Anatolia*, In : Benedicti, Tümertekin et Mansur Editions, Turkey Geographic and Social Perspectives, Brill, Leyde, 1974, p.21.

Certains ont estimés que 27 % des habitants de l'Anatolie pouvaient être considérés comme partiellement nomades dans les années 1520 et dans certaines provinces arabes ce taux s'élevait à 60%.²⁷⁰

Il ne nous appartient pas de retracer les étapes du nomadisme, mais de démontrer que parmi les populations nomades étrangers au système westphalien, la notion de territoire était complètement absente : *"nul poteau, nul fil barbelé ne séparait l'Empire de ses voisins, et personnes n'avait besoin de passeport pour se rendre dans les Etats mitoyens. Les frontières étaient bien plutôt de larges zones peuplées principalement de communautés nomades qui ne dépendaient entièrement d'aucun des Etats dont elles parcouraient les territoires"*²⁷¹

Le pouvoir impérial prend conscience du problème que constitue le nomadisme et prend la décision de sédentariser ces populations à partir du 17^{ème} siècle. Entre 1689 et 1691 une série de décrets est prise afin d'enregistrer les liens de parenté, la taille et les richesses des tribus *Yürük* des Balkans. On crée pour les hommes valides une compagnie spéciale d'infanterie qui porte le nom d'*Evlâd i Fatihan* ou enfants des conquérants. Leur tâche étant de réparer les ouvrages militaires, mais aussi de maintenir une présence « turque » dans les Balkans.

On note que la volonté des autorités est de lever des impôts, des troupes mais en aucun cas de donner sentiment d'appartenance. Ces populations sont musulmanes et c'est ce qui compte et surtout elles occupent un territoire, dont le pouvoir commence à percevoir non seulement les limites, mais aussi l'importance pour sa propre survie.

Dans les provinces orientales de l'Anatolie le pouvoir ira même jusqu'à saper les solidarités existantes des populations kurdes et alevis en les déplaçant d'autorité. Au 19^{ème} siècle, l'Etat montre une propension croissante à faire usage de la force pour déplacer les tribus là où il le souhaite.

Le nomadisme d'une part et le rôle de l'Etat d'autre part n'ont pas joués en faveur du développement du sentiment d'appartenance. La politique de sédentarisation n'était pas le fruit d'une volonté de créer une Nation turque, mais de se ménager des aires de sécurité à travers l'Empire, aux frontières, nouvellement apparues lors des conflits et surtout par la volonté d'avoir des troupes.

²⁷⁰ **Kasaba, R**, *L'Empire ottoman, ses nomades et ses frontières aux XVIIIe et XIXe siècles* », In : Critique internationale, n°12, 2001, pp.111-127.

²⁷¹ **Kasaba, R**, Ibidem.

L'Etat ottoman a été au fil de l'histoire un vecteur de la dissolution du sentiment d'appartenance, pour une raison très simple : la survie de la dynastie d'Osman. Mais cette politique visant à protéger au maximum le pouvoir de toute velléité de coup d'Etat, va s'avérer être une erreur politique fatale, à la fois pour le pouvoir impérial, qui a été malgré tout emporté dans « le tourbillon de la dissolution », mais qui a failli être fatale aux Turcs-ottomans, qui sans la détermination de Mustafa Kemal, n'auraient jamais existés en tant que peuple turc. Aussi aura-t-il à cœur d'éliminer ce que l'on considère comme les deux piliers de l'Etat ottoman : le sultanat et le califat.

2. L'Empire-Califat : gouverner au nom de tous

Les conquêtes réalisées par Mehmet II et ses successeurs sont faites au nom de l'islam et s'il est évident pour le sultan que la force de la conquête lui vient de la foi. Ce signe que Constantin avait vu dans le ciel "*par ce signe tu vaincras*", le nouveau pouvoir impérial le reprend à son compte.

Une fois la ville de Constantinople conquise, le sultan et ses successeurs se tournent vers les terres du sud : Damas, Bagdad. En 1517, ils arrachent le Caire, siège du Califat aux Mameluk²⁷². Ce qui fait du Sultan, le Calife du monde sunnite. Désormais l'identité de l'Empire est musulmane sunnite : "*au tournant de 1550, les communautés confessionnelles de l'Empire se trouvaient fusionnées dans un amalgame complexe inspiré autant de l'Europe que d'un Moyen-Orient largement islamisé pour "façonner une nouvelle société"*".²⁷³

L'événement n'est ni anodin, ni sans conséquences pour l'Empire et pour les Turcs-ottomans, car dès lors, le sultan va assurer le « leadership » du monde musulman et devenir le « porte-drapeau de l'islam ». Pour y parvenir, il va devoir « gommer » le « caractère turc » du pouvoir. Son objectif étant d'assumer pleinement une gouvernance²⁷⁴ au nom de l'islam, il

²⁷² Les Mameluk une milice formée d'anciens esclaves qui ont reçu une solde à l'issue de leur formation, au service de différents souverains musulmans. Cette milice a occupé le pouvoir par elle-même à de nombreuses reprises.

²⁷³ **Bozarlan, H**, p.36.

²⁷⁴ **Bakkour, D**, *Un essai de définition du concept de « gouvernance »* In : Lameta, laboratoire Montpellierain d'économie théorique et appliquée, Université de Montpellier, décembre 2013, 48 p.

va réunir et représenter des intérêts tout à fait divergeants et opérer une fusion de l'Etat et de la religion. Ce lien étroit entre les deux futurs piliers de l'Etat ottoman aura pour effet de renforcer l'emprise de la religion sur la population turque ottomane de confession musulmane et souvent affiliée à des confréries :

« l'Empire ottoman, État dénationalisé, pluriethnique qui a définitivement misé sur une gouvernance au nom de l'Islam avec une volonté affirmée d'« éliminer toute trace de spécificité ethnique » .²⁷⁵

Cette alliance avec la religion provient de la crainte d'être dépossédé du pouvoir, car les sultans sont conscients du fait que la domination politique ne peut se maintenir uniquement par la force. Cette dernière n'a qu'un temps, et ne peut s'étendre indéfiniment, ni sur de grandes étendues, ni sur pour de longues périodes. Aussi, pour le pouvoir ottoman a déjà plus de cent ans d'existence, il faut donc aux sultans asseoir leur légitimité sur quelque chose de plus solides à leurs yeux. Pour cela leur pouvoir doit avoir un certain degré de légitimité car aux yeux de la majorité des musulmans, l'autorité dirigeante ne peut tenir cette légitimité que de l'islam.²⁷⁶

Au nom de ce principe de légitimité qui lie fortement le pouvoir impérial à la religion musulmane, la société ottomane va être structurée selon les principes de la loi coranique, et au fil de l'histoire, un bouleversement va avoir lieu, puisque les conquérants d'hier : les membres de la tribu d'Osman vont se retrouver moins bien servis que les non-musulmans.

Dès le début de l'Empire, islam et pouvoir impérial sont étroitement associés. C'est Mehmet II qui crée la medrese²⁷⁷ impériale à Istanbul et la fonction de *Seyhülislamlik* qui n'est autre que l'instance suprême du sunnisme conçue sur le modèle byzantin du patriarcat.

Quant à son destin le « Turc-ottoman » l'accomplit au sein de la religion musulmane. Ils sont désignés comme le *millet* dominant ou *millet-i hakime* ou encore le *böz Millet* constitué exclusivement par les sujets musulmans du sultan et ce, en opposition au millet dominé ou *millet-i mahkime* des non-musulmans ou *Rumies*.

²⁷⁵ **Bozarlan, H**, p.37.

²⁷⁶ Le pouvoir de Mustafa Kemal qui tient sa légitimité du peuple est donc une grande révolution qui renverse la conception du pouvoir ottoman détenu par le sultan.

²⁷⁷ Ecole coranique.

Dans cet ensemble, le sujet musulman, se définit exclusivement par rapport à la sharia, comme faisant partie de l'umma,²⁷⁸ même s'il parle la langue turque. Bien que celle-ci ne soit pas un facteur de différenciation avec les autres « nations » puisque les sujets non musulmans utilisent dans leurs échanges commerciaux, le turc-ottoman.

Il se trouve pris dans le système vertical imposé par l'Etat ottoman, mais aussi par l'islam qui régit tous les aspects de sa vie et ce depuis la Conquête de Constantinople où le sultan charge les *uléma* de la production du savoir religieux et de la fixation de la norme, dans le religieux, mais aussi dans tous les domaines de la vie courante. Ainsi, que reste-t-il de la culture turque originelle ? A vrai dire, plus grand-chose, car le peuple turc anatolien est sous l'emprise totale de la religion qui régit tous les aspects de la vie publique, mais aussi privée, ne lui laisse que très peu d'espace pour réellement exister.

Pratiquement à l'insu de sa population, l'Empire a changé de nature en adoptant le *césaropapisme*²⁷⁹ qui permet au sultan, d'être un souverain temporel ayant vocation à exercer une domination universelle. Il cherche à exercer son pouvoir sur le pouvoir spirituel et les affaires religieuses à l'instar des empereurs byzantins, qui étaient *Pontifex Maximus*²⁸⁰. Lui aussi est le garant du droit qui ne peut s'exercer que dans le respect des règles de l'islam. Il détient les leviers du pouvoir temporel mais aussi spirituel avec le titre de calife chef des croyants.

Ce changement d'axe du pouvoir va accélérer la perte de repères qui n'est plus simplement d'ordre ethnique, mais qui s'accompagne d'une perte de repères culturels. L'emprise du religieux sur la population musulmane crée un fossé entre les musulmans de l'Empire et les chrétiens et qui est d'ordre culturel, social et économique. Tout d'abord la classe supérieure "turque ottomane" se tourne vers les valeurs occidentales, la classe moyenne, représentée par les commerçants est constituée par les minorités de l'Empire et les paysans sont Turcs et n'ont pas accès à la culture européenne. Ils sont illettrés et sont pour les affaires courantes, sous l'emprise des imam. Ce qui a pour conséquence de tenir le peuple loin des connaissances de

²⁷⁸ **Ferjani, M, Ch**, *A propos de la notion d'umma (oumma), les maux d'un mot*, In : **Rémi-Giraud, S et Rézat, P** (dir), *Les mots de la Nation*, Université de Lyon, 1996, 14 p.

²⁷⁹ Le *Césaropapisme* désigne un système de gouvernement temporel (césar) qui, dans une volonté de domination universelle, cherche à exercer son pouvoir sur les affaires religieuses (pouvoir spirituel du pape). L'Empereur empiète donc sur les affaires de l'Eglise. Il s'agit de la *théorie des deux glaives*.

²⁸⁰ La charge de *Pontifex* a été à l'origine créée à Rome. Elle obligeait le détenteur du titre de veiller à l'entretien et à la solidité des ponts. Au fil des siècles les institutions se sont substituées aux ponts. Et le souverain pontife veille à la pérennité de l'Eglise catholique.

base et de creuser un fossé encore plus grand entre le centre et les zones périphériques de l'Empire.

Les populations turcophones accusent à ce moment-là un retard dans tous les domaines : commerce, banque, les connaissances, scientifiques, la culture, l'économie. On peut citer l'exemple de l'imprimerie, qui pénètre dans l'Empire par Salonique, introduite par les juifs originaires de Calabre. Pour les Turcs, l'islam n'autorisait aucune reproduction d'ouvrages en langues de l'islam. Un interdit préjudiciable à la transmission du savoir. Le philosophe Michel Foucault a expliqué que le monde occidental a réussi à se développer, grâce à la répétition du savoir : « *Jusqu'à la fin du XVIème siècle, la représentation a joué un rôle bâtisseur dans le savoir de la culture occidentale. C'est elle qui a conduit pour une grande part l'exégèse et l'interprétation des textes ; c'est elle qui a organisé le jeu des symboles, permis la connaissance des choses visibles et invisibles, guider l'art de les représenter* ». ²⁸¹

Or, il se trouve que l'islam n'autorise pas la représentation des formes humaines et se limite à la géométrie. ²⁸² Ce qui fait que le peuple dans son ensemble, n'a pas accès la « connaissance » dont parle Michel Foucault. Seules les élites en contact avec le monde occidental ou bien les « nations » de l'Empire parviennent à engranger des connaissances qui seront parfaitement utiles par la suite.

Dès le 17^{ème} siècle, ce retard de la population musulmane commence à se faire sentir. Les Occidentaux qui grâce à Gutenberg ont un accès aux livres, bâtissent une société fondée sur le savoir et sur la généralisation de celui-ci, se lance dans la conquête à la fois du Nouveau monde, et trois siècles plus tard, de l'Empire ottoman.

Cette fracture, est perçue par les esprits les plus éclairés. C'est un Hongrois converti à l'islam sous le nom d'Ibrahim Mütefferika (1674-1745), imprimeur, mais aussi fin lettré, il parvient à contourner l'interdiction de représenter, à la fois les êtres humains, mais aussi les mots et la « parole religieuse » par l'introduction de l'imprimerie. Il convainc l'entourage du sultan de la nécessité de moderniser l'Empire afin de rattraper le retard militaire et politique pris par rapport aux puissances occidentales. Il est à l'origine, d'un mouvement qui exprime le

²⁸¹ **Foucault, M.**, *Les mots et les choses*, Gallimard, Paris, 1966, pp.32-33.

²⁸² Cette volonté de rester dans le cadre défini par la religion a fait l'objet d'un livre **d'Orhan Pamuk**, *Mon nom est rouge*. Il se déroule dans les ateliers des miniaturistes du palais impérial, où l'un des apprentis miniaturistes commet un meurtre, sur la personne du maître des ateliers impériaux, pour ne pas déroger à la tradition qui veut qu'aucune figure humaine ne soit représentée en art.

renouveau, le *Nizam-i Cedid*²⁸³. Mütefferrika, qui a pris toute la mesure du problème qui est en train de miner les fondement de l'Empire, s'interroge sur les raisons qui font que les Turcs sont inexistant dans de nombreux domaines culturels, scientifiques et économiques.

Pour éviter la censure, il formule ses questions à partir de l'islam: «*Pourquoi l'islam recule-t-il ?*». ²⁸⁴ Parmi les raisons énoncées dans son ouvrage les formes de gouvernements dans l'ordre des nations (1731), deux, retiennent l'attention: l'ignorance des nouvelles technologies, l'ignorance du monde extérieur.

Mais en dépit de ses efforts pour implanter l'imprimerie, son initiative, mettra beaucoup de temps à profiter au plus grand nombre, tout simplement parce que les disparités territoriales, mais aussi le mode de vie de certains turco-ottomans ne permet pas d'avoir accès à la culture. Les « Turcs » dans leur grande majorité sont illettrés et ne comptent dans leurs rangs que très peu de lettrés. Néanmoins, avec les *Tanzimat* une élite occidentalisée voit le jour. Mais les « Turcs » lettrés sont privés depuis trop de temps déjà de leur culture et ne sont pas intéressés par elle, et ont tendance à se tourner vers d'autres cultures, soit occidentales, soit vers les cultures persane et arabes.

Nergis Canefe qui a étudié le nationalisme turc par le biais de l'ethno-symbolisme, a fait ressortir que ce qui permet de forger une conscience identitaire : les mythes fondateurs, les mémoires, les traditions, les symboles. Or ceux-ci, n'apparaissent aucunement dans la société « turque » qui a perdu sa spécificité ottomane et qui au 19^{ème} siècle n'est plus que musulmane, ce qui rend l'éclosion du nationalisme, totalement impossible, à ce moment précis de l'histoire. C'est paradoxalement les nationalistes périphériques à l'Empire et les Occidentaux, qui vont permettre au nationalisme turc de forger son discours.

²⁸³ **Başaran, B**, *Selim III, Social Control and Policing in Istanbul at the End of the Eighteenth Century. Between Crisis and Order*, Editions Brill, 2014, p.77.

²⁸⁴ **Shaw, St, J**, *The nizam-I cedit Army, under Selim III (1789-1807)*, In : *Oriens*, vol 18/19? 1965-1966, pp.168-184.

B. L'idée nationale influencée par l'extérieur

Les dernières années du 19^{ème} siècle seront riches en enseignements, elles vont, bien malgré eux, amener les « Turcs » à s'interroger sur leur place réelle dans l'Empire, mais aussi sur le modèle mis en place par les sultans. A la suite d'événements souvent dramatiques, ils commencent à s'ouvrir à l'idée d'appartenance à une race, à une communauté linguistique. Certains comprennent que pour parvenir à renaissance de l'identité turque, il convient de prendre ses distances avec l'Empire, libéraliser le régime, permettre à cette élite culturelle turque de se constituer. Cette identité, ils ne parviennent pas à la concevoir hors de l'Empire ; le seul modèle étatique qu'ils n'aient jamais connu.

Les révoltes balkaniques qui ont secoué le joug ottoman contribuent à la prise de conscience par les « Turcs » de leur propre identité. Le rejet dont ils sont victimes leur indique clairement qu'eux aussi appartiennent à une civilisation qui a contribué à bâtir un Empire, et dont ils sont les héritiers.

Comme le souligne Howard Adelbert Munson, « *la rupture interne à l'Empire ottoman qui résultait des mouvements nationalistes slaves et la sécession de certains territoires, parmi lesquels comme la perte de l'Egypte va permettre aux Turcs de forger leur identité et de prendre leurs distances par rapport à l'histoire multiethnique de l'Empire ottoman* »²⁸⁵

Si l'on part du principe que les mêmes causes peuvent provoquer les mêmes effets, il est évident que Grecs, Turcs étant dans le même Empire, leur destin national a subi une trajectoire sensiblement identique.

Aussi, nous nous inscrivons en faux contre l'idée que la Révolution française l'une des sources ayant servi de modèle aux nationalistes turcs. Nous pensons que le nationalisme est la réponse à une menace extérieure, comme l'a justement souligné Tarek Mazjoub, lorsqu'il affirme que la menace de disparaître a servi d'aiguillon et incité les Turco-ottomans à prendre leur destin en mains.

Des propos parfaitement corroborés par Semih Vaner²⁸⁶ qui évoque le réveil identitaire en termes de « reflux », qui débute aux lendemains de la prise manquée de Vienne et qui va

²⁸⁵ **Munson, H, A**, *The Joint American Military mission to aid Turkey: implementing the Truman Doctrine and Transforming US Foreign Policy*, PHD, Washington State Universty, 2002, p.17.

²⁸⁶ **Vaner, S**, *La Turquie*, Fayard, Ceri, Paris, 2005, p.41.

s'échelonner sur deux siècles et demi ramenant les « Turcs » de la périphérie vers le centre, et ce, à partir des régions : les Balkans et le Caucase, le Moyen-Orient.

Stéphane Yerasimos affirmait que : « *le nationalisme prend véritablement forme lors des guerres balkaniques de 1912-1913, sous la menace de ce qui fut perçu comme un anéantissement et sous le coup de la démonstration de l'impossibilité de survie de l'Empire* ». ²⁸⁷

Mais l'impossibilité de survie de l'Empire a été perçue bien avant les *Tanzimat* lorsque l'Empire perd ses provinces, 1680, les Turcs de Hongrie se réfugient à Temesvar²⁸⁸ en Transylvanie, les Circassiens en 1860 voient leur territoires conquis par les Russes. Lors de la guerre turco-russe de 1877-1878 qui aboutit à la naissance de la Bulgarie. Pendant ces deux siècles l'Empire ottoman va accueillir un nombre important de réfugiés soit musulmans, soit turco-musulmans.

Ces pertes territoriales, auxquelles il faut ajouter les massacres perpétrés sur les Turco-musulmans, et les « nettoyages ethniques » qui sont à verser au chapitre des populations grecques et serbes des Balkans et perpétrées sur les populations musulmanes. Ces massacres commis vont avoir un effet, sur la naissance de l'émergence de l'identité turque : « *C'est donc l'expulsion des musulmans des nouveaux Etats balkaniques du Nord du Caucase et de la Crimée qui forgea progressivement, d'une manière résiduelle, dirait-on une identité turque.* » ²⁸⁹

L'agressivité des peuples acquis aux idées nationalistes ont accéléré le processus visant à permettre aux turco- musulmans de revendiquer eux aussi une appartenance nationale.

L'effet de miroir a beaucoup plus joué en faveur d'une prise de conscience identitaire, la confrontation avec le nationalisme grecque, dans les villes de Smyrne et Salonique, car si les Grecs peuvent évoquer l'ethnie, la démocratie tous ces termes sont inexistantes dans la langue turque. L'exemple donné par Benoist-Méchin est d'ailleurs éloquent, lorsque Mustafa Kemal voulut avec d'autres militaires créer un mouvement patriotique, ils n'eurent à leur disposition

²⁸⁷ Yerasimos, S, *L'obsession territoriale ou la douleur des membres fantômes*, In : Vaner, S, *La Turquie*, (dir), p.37.

²⁸⁸ Connue sous son nom roumain de Timisoara.

²⁸⁹ Cité par Vaner, S, p.42.

que le terme *vatan*, d'origine arabe, étant donné qu'aucun mot turc ne pouvait représenter cette notion.

L'absence de notions de droit, de politique est une constante, aussi, lorsque Nergis Canefe affirme que la *Déclaration des droits de l'homme et du Citoyen*,²⁹⁰ a influencé les Ottomans, on peut s'interroger sur la manière dont un Turc ottoman pouvait appréhender un tel texte, quand on sait que la notion même de « Droits de l'homme et de citoyen » était absente du lexique osmanli. Nous pensons qu'il s'agit plus, à ce moment précis de l'histoire de l'Empire, d'un nationalisme réactif, presque subi par la majorité, que véritablement éprouvé.

C'est un fait, les *Tanzimat* ont quelque peu modifié la donne et surtout, bousculé les équilibres au sein de l'Empire. Elle a été propice au changement, mais en même temps elle aura un effet pervers, en libérant la parole et les revendications des peuples de l'Empire. Et ce, inversement à l'effet recherché par le pouvoir ottoman, car les *Tanzimat* et le *Hatt i Humayun* de 1856 accélèrent le processus de radicalisation bulgare mais aussi des autres nationalités et favoriser la dislocation de l'Empire ainsi que la montée en puissance des nationalismes, mais également amener les germes d'une réflexion identitaire dans la communauté "turque ottomane". Le premier exemple est le modèle grec avec lesquels les Turcs ottomans sont en contact direct.

Ces « points de contacts » entre les deux nationalismes ont été nombreux à commencer par les deux grandes villes : Salonique et Smyrne peuplées de communautés grecques, mais aussi de Turcs. Aussi la propagande nationaliste grecque ne leur est pas étrangère tout comme les grandes questions et notamment concernant la langue vecteur de renaissance nationale, ainsi que celle orchestrée par les populations turcophones du Caucase (1), le rôle des intellectuels occidentaux ne sera pas négligeable et permettra aux Turcs-ottomans de se réapproprier leur histoire (2).

1. Les nationalismes à la périphérie de l'Empire

Deux types de nationalisme ont influencé le développement du nationalisme turc, il y a tout d'abord, celui des anciens *millet* comme le millet orthodoxe qui depuis la naissance de la nation grecque a développé dans l'Empire un discours identitaire et nationaliste, et celui qui

²⁹⁰ Canefe, N, opus cité.

a été impulsé pour des raisons de survie au sien de l'Empire russe, par les populations turcophones du Caucase.

Certaines passerelles ont pu être jetées entre le nationalisme grec tel qu'il se présente au 19^{ème} siècle et le nationalisme turc qui ne prendra corps officiellement, qu'au moment de la prise de pouvoir par Mustafa Kemal. Néanmoins et en dépit d'un décalage dans le temps, les deux nationalismes présentent des traits similaires.

La question du nom à donner au peuple et au futur pays à naître, a suscité de par et d'autre de nombreux débats animés.

La question de l'identité nationale et la terminologie concernant le nom du peuple s'est posée dans les mêmes termes. L'un étant *Romios* (Ρωμιός), que l'on peut interpréter de deux manières. Soit en référence à la filiation grecque de l'Empire romain d'Orient²⁹¹, donc Byzance. L'autre étant "Rumi" ce qui fait allusion à l'état de *dhimmitude* des Grecs au sein de l'Empire ottoman.

Dès le 19^{ème} siècle les deux termes ont été juxtaposés *Romios* ayant une connotation globalement péjorative puisqu'il désigne dans le langage courant le paysan inculte, l'homme vulgaire, tandis que *Ellinas* est synonyme d'urbain, de raffiné, lettré.

C'est donc le nom de *Ellinas* (Ελληνας)²⁹² qui sera choisi, comme plus noble et faisant référence à un passé plus lointain, à l'enracinement du peuple grec dans l'Antiquité.

Ce qui va susciter une levée de bouclier de la part de l'Eglise grecque orthodoxe pour qui le terme « *d'Hellènes* » faisaient une lecture littérale voire « radicale » de certains textes judéo-chrétiens et il était assimilé au terme « païen ». Cette opposition, va pendant le 19^{ème} siècle en marginaliser l'usage. Dans ce contexte « Romain » ne signifie pas « latin » mais désigne ceux que nous appelons les « Byzantins. » En France, au Moyen Age, les « Byzantins » étaient désignés sous le terme de « Grecs ». ²⁹³

²⁹¹ **Gounaris, V, Frangopoulos, Y**, *La quête de la nation grecque moderne et le « cas grec » comme un cas paradoxal de la construction du fait national contemporain*, In : *L'Anthropologie face au moment historique*, n° 23-24 2009. pp.115-153.

²⁹² **Dieckhoff, A** (dir), **Kastoryano, R** (dir), *Nationalismes en mutations en Méditerranée orientale*, CNRS éditions, 2002, 288 p.

²⁹³ **Theodossopoulos, D**, *When Greeks think about Turks: the view from Anthropology*, Routledge, New-York, 2007, 215 p.

Le nom de Grec a été donné par les occidentaux au temps des croisades. Finalement le terme « hellène » a survécu, en raison de la fascination qu'il exerçait tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays.

Les Grecs ont formulé leur identité sur la base du principe du nationalisme ethnique : la colonne vertébrale de la nation consistait en l'idée d'une continuité ininterrompue de l'époque antique à nos jours. C'est un sentiment identique qui va naître dans l'Empire ottoman sous la plume d'auteurs, comme Mehmet Emin et qui va se poursuivre pendant la période jeune turque pour s'achever avec la prise de pouvoir de Mustafa Kemal.

A l'instar de ce qui va se passer pour le nationalisme turc, le rapprochement entre le passé grec ancien et le présent grec moderne contesté a été entrepris dès la deuxième moitié du 19^{ème} siècle.

Le nationalisme grec remonte au 18^{ème} siècle avec la fameuse "question nationale" qui naît non pas sur le territoire grec, mais dans la diaspora hellénique, composée de commerçants et d'intellectuels souvent installés sur les bords de la Mer noire, mais aussi en Russie. Ils sont porteurs de cette première forme de nationalisme que Gellner appelle « le nationalisme de Diaspora »²⁹⁴.

Même si le nationalisme turc est plus tardif que le nationalisme grec, nul doute que les débats qui ont agité les communautés grecques de l'Empire ne sont pas passés inaperçus. Ils ont inspiré et aidé les intellectuels turcs ottomans à formuler les grandes questions qui sont toujours d'actualité. Parmi ces questions, il en est une qui concerne la langue et sa modernisation. Elle a été au centre des nationalismes grec et turc et le problème lié à sa diffusion auprès des populations. Ainsi, cette question cruciale s'est posée pratiquement dans les mêmes termes.²⁹⁵

Pour l'un comme pour l'autre, le premier pas vers l'Etat-nation emprunte la voie de la linguistique. Il fallait, dans les deux cas expurger la langue de ses emprunts étrangers. Pour le

²⁹⁴ Expression employée par **Gellner, E**, *Nations et nationalisme*, p.146.

²⁹⁵ Dans les années 1930 Mustafa Kemal fera une réforme linguistique et les Grecs feront de même dans les années 1960 en simplifiant le grec qui cesse d'être une langue savante parlée uniquement par une élite. De part et d'autre, la volonté est de rendre de transformer des langues « fossiles » en langues nationales.

grec il s'agissait de la purifier des emprunts "turcs" et slaves. Pour la langue turque, retrouver la langue originelle qui s'est pour le moins altérée au contact du persan et de l'arabe.

Mais une autre question va agiter les deux nationalismes pour lesquels la question linguistique est centrale. Que faut-il choisir, la langue littéraire ou langue pure ? La langue littéraire est désignée sous le nom de *katharevoussa* (langue pure), tandis que la langue populaire est représentée par la langue démotique. Une question de linguistique qui n'a cessé de prendre de l'ampleur pendant tout le 19^{ème} siècle et qui a duré presque jusqu'à la fin du 20^{ème} siècle.

296

La langue vernaculaire²⁹⁷ était considérée comme dénaturée par des mots étrangers, turcs surtout. Il fallait retrouver une langue « pure » : on choisit la langue de l'Attique telle qu'elle était parlée au 5^{ème} siècle avant notre ère. L'Antiquité devint donc la nouvelle référence pour définir la « Grèce ». A l'instar des Grecs, les Ottomans musulmans adoptent la même démarche visant à "purifier" leur langue des nombreux emprunts dont elle s'est chargée au fil des siècles. Car le turc osmanli possède non seulement la graphie arabe, mais aussi le vocabulaire qu'il a emprunté à cette langue et au persan. Les linguistes ottomans prônent donc une *öz Türkçe* ou turc purifié.

Les Grecs et les travaux des philologues grecs portant sur le remaniement et la simplification de la langue hellène vont influencer certains intellectuels turcs-ottomans de Salonique. Le mouvement de la « démotique » visant à rendre la connaissance du grec accessible au plus grand nombre est amorcé par les écrivains grecs. Si les intellectuels « turcs » marchent dans leur sillage ce n'est pas un hasard car ce mouvement prend racine à Salonique, ville en grande majorité habitée par les Grecs.

Vers la fin de l'Empire ottoman, la langue devient un enjeu national peu avant sa chute et son caractère officiel de langue de l'État était fixé par la Constitution de 1876 qui pose le principe suivant : « *L'admission aux fonctions publiques a pour condition la connaissance du turc, qui est la langue officielle de l'État.* » (art.18)

²⁹⁶ L'écrivain **Alexandre Papadiamandis** (1851-1911) écrira ses poésies en langue savante, il opposera à ce qu'il qualifie de vulgarisme triomphant, une langue pure.

²⁹⁷ En linguistique la langue vernaculaire est la langue d'usage au sein d'un groupe.

L'article de loi constitue une avancée et n'a pu se faire que grâce aux intellectuels ottomans qui militent pour l'adoption de la langue turque. Parmi eux on trouve le mouvement des *Genç Kalemler* ou jeunes plumes (1910-1911), mouvement structuré autour de la revue éponyme, regroupant de jeunes écrivains qui vont apporter un nouveau regard sur la langue turque qui à ce moment précis de son histoire est à 70% « corrompue » par des mots arabes (Tekin Alp) et encouragé en cela par le groupe *Servet-i Fünun*²⁹⁸ (1895-1901), pour qui la « belle langue » ne pouvait être que proche du persan et de l'arabe, et surtout contre l'idée d'une trop grande simplification de la langue, comme dans le cas de Mehmed Emin, dont François Georgeon déclare : « (1897), c'est une date importante dans l'histoire de la littérature turque, car pour exprimer des sentiments patriotiques élevés, l'auteur se sert d'une langue simple, proche de celle du peuple, ainsi que l'utilisation du mètre syllabique turc traditionnel »²⁹⁹

Les *Genç Kalemler* dont les chefs de file n'étaient autres que l'écrivain Ömer Sayfettin (1884-1920) et Ziya Gökalp (1876-1924) avaient compris que la renaissance turque ne pouvait passer que par le rapprochement du turc parlé et écrit et par la compréhension parfaite de celui par la population.

Le mouvement va donner naissance au *Yeni Lisan*, *Yeni Hayat* qui signifie « nouvelle langue, « nouvelle vie », car cela est sûr la naissance de la Nation ne peut que se forger dans l'état actuel autour de la langue, seul élément véritable d'un héritage turc.

Il voit le jour après la création en 1905 du journal *çocuk Bahçesi* ou le jardin de l'enfant, comme son nom le laisse entendre, le journal est destiné aux enfants, par conséquent, son style se doit d'être clair et concis. Par ailleurs, il fait la part belle aux articles d'un certain Mehmet Emin Yurdakul (1869-1944), poète nationaliste qui en 1905 écrivit un poème sur la chute de l'Empire ottoman sous le régime hamidien, intitulé : *Kayıkçı* (navigateur), à la suite de quoi, le journal fut interdit.³⁰⁰

²⁹⁸ Ce qui signifie la richesse de la connaissance.

²⁹⁹ **Georgeon, F.**, *Abdülhamid II, le sultan calife (1876-1909)*, Fayard, 2003, 528 p.

³⁰⁰ **Lewis, G.**, *The Turkish Language Reform: A Catastrophic Success*, Oxford University Press, 2002, 202 p.

Pour autant l'activité des lexicographes sensibles aux idées nationalistes ne va pas s'arrêter et aux alentours des années 1908, la charge va être menée par de jeunes écrivains originaires désireux de débarrasser la langue d'emprunts, surtout lorsque le mot turc existe, ils partent d'une certaine façon à la redécouverte de leur histoire à travers la formation de la langue.

Ils diffusent un programme exposé dans un manifeste et distribué à profusion par toute la presse.³⁰¹

Celui-ci prévoit :

- 1° L'abandon des règles de composition grammaticale arabe et persane
- 2° La suppression des affixes de ces langues
- 3° Préconise l'emploi, dans la mesure du possible d'une orthographe phonétique
- 4° Le recours de préférence aux vocables turcs quand ils existent
- 5° Enfin, considérer comme norme la langue parlée à Istanbul

Les trois dispositions vont avoir une importance capitale dans un futur proche, car Mustafa Kemal va axer sa réforme du langage sur elles, et sur la nécessité qu'il y a à recourir à une orthographe phonétique, cela signifie que pour le plus grand nombre les caractères arabes qui servaient alors à écrire le turc, ne sont pas maîtrisables par le plus grand nombre, donc, pourquoi ne pas rompre avec cette graphie ?

Ensuite c'est un travail d'archéologie lexicale qui va être effectué et l'on va littéralement « exhumer » les termes typiquement turcs, au risque même de frôler le ridicule. Enfin, la révolution kémaliste sera une révolution populaire dans laquelle le Père des Turcs mise tout sur le peuple turc, qui devient la référence.

Mais en 1910, on est encore « loin » idéologiquement parlant du kémalisme, même si les idéologues du *Yeni Lisan* ont compris que pour qu'il y ait une nation il faut qu'il y ait une langue turque, sans cela la construction du nationalisme s'effectuera sur du sable.

³⁰¹ **Georgeon, F**, *Le dernier sursaut (1878-1908)*, In : Mantran, R (dir), *Histoire de l'Empire ottoman*, Fayard, 1989, p.557.

La réforme de la langue n'est qu'une partie du programme, dont le poète nationaliste, Zia Gökalp, est l'un des instigateurs, philosophe tout pénétré des idées d'Alfred Fouillée (1838-1912), de Gustave Le Bon (1841-1931), de Durkheim (1858-1917), il a une croyance indéfectible dans les idées forces, dans le pouvoir des influences obscures qui agissent sur l'inconscient mystérieux et dans l'action toute puissante de l'action collective des peuples.

Aussi, s'appuie-t-il sur ses auteurs de prédilection pour reconstituer une âme au peuple turc, et pour ce faire, il compte sur le réseau des écoles initié pendant la période des *Tanzimat* :

*« On y arrivera par étapes successives, si l'on agit avec persévérance et une continuité qui tempéreront fortement la prudence, le souci de ne rien brusquer, le respect des institutions existantes, des traditions et même des préjugés. Il sera nécessaire de répéter aux Turcs, sans se lasser qu'ils ont un passé glorieux et un avenir riche en promesses »*³⁰²

Cette phrase prophétise en quelque sorte la période d'instauration du nationalisme par Mustafa Kemal, mais annonce aussi la prochaine étape qui n'est autre que le panturquisme et la mise en avant d'une civilisation turque dont le berceau est en Asie centrale.

*« De propos délibéré, le Yeni Hayat reste flottant. [...] . Quelques principes, cependant, s'en dégagent avec une grande netteté. Le conservatisme nationaliste d'abord. Il faut vouloir être Turc et avoir le courage de remonter aux ancêtres, d'aller puiser au berceau de la race l'inspiration d'une vie idéale. Arrière vers le Touran ! On reculera de quatre, de dix, de quarante siècles s'il faut pour découvrir les vraies tendances de l'âme turque. On ressuscitera le passé et on en extraira la règle de vie nationale. On ira consulter les reliques ancestrales de l'Altoun-Dagh et sous les ruines de Kara-Kouroum »*³⁰³

Car si le mouvement se cherche et oscille, sans bien vraiment avoir la conscience nette des objectifs qu'il souhaite atteindre, il jette néanmoins les bases de ce que sera le nationalisme turc et de ses futures orientations panturquistes, par son allusion aux origines asiatiques du peuple turc avec « le Kara-Kouroum » il annonce la *synthèse turco-islamique* des années 1980, lorsqu'il sera question de ressusciter le passé et d'extraire une règle de vie nationale.

³⁰² Cité par **Risal, P (Tekin Alp)**, p.700.

³⁰³ **Risal, P**, p.701.

Tekin Alp est le premier dans ses écrits à formuler, ce qui va être constante du discours nationaliste : le sentiment d'être « une forteresse assiégée », et d'avoir été une victime de l'Occident chrétien³⁰⁴ :

*« C'est aux Turcs ottomans surtout que le leurre de la fraternité des nations serait fatal. Le peuple turc n'a que des ennemis, il n'a point de soutiens. Sa force réside en lui. [...] Il faut renoncer aussi d'un cœur léger à l'utopie humanitaire de l'ottomanisme ».*³⁰⁵

Un constat qui prend en compte l'échec de l'ottomanisme et de la période des *Tanzimat*, avec l'idée en plus que pour sauver son héritage, le Turc doit retourner aux sources de ce qui a fait sa puissance : les valeurs guerrières, les qualités morales, comme le souligne Tekin Alp : « *si nous voulons vivre, si nous voulons résister aux appétits voraces qui nous guettent, nous devons être des Turcs, c'est-à-dire des guerriers intrépides et résolus* »³⁰⁶

Le *Yeni Hayat* (la nouvelle vie) passe donc par la reconquête du passé. Le mouvement concilie le principe d'évolution ce qui le rapproche du darwinisme, avec les vertus nationales. Il est pour le progrès, ce qui lui vaut l'adhésion des intellectuels, mais aussi le traditionnalisme, ce qui explique l'adhésion de la population, d'autant plus que son slogan est : « *l'internationalisme lâche, l'hypocrisie maçonnerie universelle ! Patrie et Nation ! Voilà la devise du Yeni Hayat. Tout pour la Patrie !* »³⁰⁷

Mais encore faut-il le rappeler, les termes « Patrie et Nation » n'ont pas une grande résonance dans l'esprit du plus grand nombre, et ce, d'autant plus que l'Empire est toujours la seule référence en matière politique, et le sultan est toujours le calife ! Donc fondamentalement rien n'a changé. On peut juste affirmer que les intellectuels se sont réappropriés leur turcité, mais en n'ayant toujours pas les moyens politiques de l'exprimer.

Si au 19^{ème} siècle, le mot « turc » n'a pas une grande résonance dans l'esprit des « Turcs » de l'Empire, il en va tout autrement des populations turcophones et musulmans du Caucase, sous

³⁰⁴ C'est un sentiment dont les Turcs auront beaucoup de mal à se départir et qui reviendra sans cesse au cours de discussion, lors notamment de la demande d'adhésion à L'Union européenne.

³⁰⁵ **Risal, P**, p.702.

³⁰⁶ **Risal, P**, p.703.

³⁰⁷ **Risal, P**, p.704.

domination russe auxquels on a donné le nom de *Diş Türkler*³⁰⁸ qui se définissent et se revendiquent comme des musulmans de race turque. Cette revendication est en partie due aux brimades et persécutions dont ils sont les victimes et ils cherchent en l'Empire ottoman, une « mère patrie ».

Il convient de souligner que très tôt, ces Turcs du Caucase ont été en butte au panslavisme qui est d'une férocité absolue à leur égard. Ce nationalisme aux accents virulents, a pour objectif à court terme de les assimiler y compris par la force, de les convertir à l'orthodoxie et les russifier. Cette politique se met en place à la fin du 19^{ème} siècle et au début du 20^{ème} siècle.

Et même si le panslavisme se définit à ses débuts comme « anti-Allemand » et qu'il décoche ses flèches au nouvel Etat, il ne tarde pas à trouver une autre cible : l'Empire ottoman.

L'un des promoteurs de cette politique anti-ottomane n'est autre que le ministre des Affaires étrangères du Tsar, Izvolski (1856-1919) qui poursuit l'œuvre de la Grande Catherine, qui consiste à réaliser une percée dans les détroits : Bosphore et Dardanelles afin de permettre aux navires de guerre russes d'accéder à la mer Méditerranée et pouvoir utiliser en cas de conflit les bâtiments de la flotte qui se situent dans la Mer noire.

C'est pourquoi il rencontre le ministre des Affaires étrangères de l'Empire austro-hongrois le 15 septembre de l'année 1908. La Russie laisse l'Autriche annexer une ancienne terre ottomane, la Bosnie-Herzégovine, en échange l'Autriche donne son accord pour une ouverture des détroits.

Izvolski demande une modification du Traité de Berlin de 1878 signé entre le 13 juin et le 13 juillet de l'année 1878, sans accorder le droit d'ouverture des détroits.

A cette époque l'ouvrage d'Igor de Malkhazouny : « *le panslavisme et la question d'Orient essai sur l'origine et l'établissement des Slaves méridionaux dans la péninsule illyrique. La Russie et la question des détroits. Serbie, Bulgarie, Monténégro, Macédoine. L'avenir de la presque île balkanique* »³⁰⁹ fait aussi grand bruit. En effet, celui-ci prophétise que « *la Turquie* » est appelée à disparaître de la scène politique européenne... *Les Slaves du sud*

³⁰⁸ Ce qui signifie « Turcs de l'extérieur », cette expression sera reprise par la littérature nationaliste du 20^{ème} siècle.

³⁰⁹ **Malkhazouny (de), I** : « *le panslavisme et la question d'Orient essai sur l'origine et l'établissement des Slaves méridionaux dans la péninsule illyrique. La Russie et la question des détroits. Serbie, Bulgarie, Monténégro, Macédoine. L'avenir de la presque île balkanique*, Féchoz 1898, 104 p.

acquerront en héritage l'Empire d'Orient et « ils s'assoieront sur le trône de l'Empire du Levant ». Et, en cette fin de 19^{ème} siècle, on s'achemine vers ce scenario.

Cette littérature s'accompagne d'un politique de russification et de christianisation. Un règlement du 11 juin 1849, prévoit de former les jeunes du Caucase et de Transcaucasie à intégrer des instituts d'enseignement supérieur afin d'en faire des cadres de l'administration russe³¹⁰ a un effet contraire et a pour conséquence de leur faire prendre conscience de leur identité turque et surtout de la nécessité de se rapprocher de la « mère-patrie » : l'Empire ottoman.

Parmi ces groupes on retrouve des Tatars de Volga et de Crimée, des Kazakhs, le Turcomans, les Ouzbeks, les Kirghiz, Azéris et Tadjik tous, se revendiquent comme appartenant à la « Nation turque ». Bien que ne disposant pas de données démographiques fiables, on estime leur nombre en 1897 à 13.600.000 sur une population de 125.600.000 habitants.

Le plus souvent ces populations appartiennent à la bourgeoisie de leurs pays respectifs et se caractérisent par un haut niveau intellectuel.

Deux courants voient le jour sur les bords de la mer Noire et à l'extérieur de l'Empire ottoman. Ils vont permettre de faire un pas de plus vers le « nationalisme turc » et accroître au sein de l'intelligentsia ottomane le sentiment d'appartenance à un monde qui se définit comme turc : le *djadidisme* et le mouvement prométhéen.

A travers la langue turque qu'ils vont mettre en avant les similitudes entre eux et les « Turcs » de l'Empire, car pour détecter les premiers signes d'une conscience nationale turque, parmi les musulmans de l'Empire, il faut se tourner vers la vie intellectuelle du 19^{ème} siècle et tout particulièrement vers les historiens et les linguistes.³¹¹

C'est sous l'impulsion d'un linguiste, journaliste et écrivain tatar originaire de Crimée que le *djadidisme*³¹² voit le jour à la fin du 19^{ème} siècle. Ismaïl Gasprinsky ou Gaspirali (1851-

³¹⁰ **Ybert, E**, *Les élites musulmanes du Caucase, intégration, discriminations et action publique au début du XX^{ème} siècle*, In : Europe and Muslim Orient, Leipzig, 2011, p.8.

³¹¹ **Lewis, B**, *Islam et laïcité. La naissance de la Turquie moderne*. Fayard, Paris, 1988, 520 p.

³¹² Le djadidisme est un mouvement né des nombreux bouleversements que les populations turcophones ont subis au 19^{ème} siècle. Ce phénomènes sont à l'origine d'un mouvement de réforme culturelle et sociale, que les historiens ont baptisé du nom de djadidisme — un terme qui trouve son

1914) a étudié en Russie, dans l'Empire ottoman et en France, commence sa carrière comme enseignant à Bahçesaray en Crimée. Il remarque que les intellectuels tatars sont plus à l'aise en russe et en français que dans leur propre langue. Les six premières années qu'ils passent à l'école sont essentiellement consacrées à l'apprentissage du Coran et de l'arabe.

Aussi, décide-t-il de réformer l'apprentissage de la langue en mettant au point une méthode qu'il baptise, *Usul-i-cedid* ou nouvelle méthode (1884) et qu'il expérimente dans l'école où il enseigne. Il introduit simultanément à l'apprentissage de l'arabe et de la langue turque. Cette introduction d'une langue « profane » est destinée à mieux « armer » les élèves et leur permettre de se tourner vers les sciences et vers des sujets en rapport avec l'évolution des idées et du monde, ce que l'étude de l'arabe ne permettait pas. Cette méthode qui trouve une audience favorable parmi les turcophones du Caucase n'est pas du goût des imams et surtout des autorités russes qui voient en ces réformes un premier pas vers la revendication politique.

Et de fait, les idées de ce Tatar de Crimée, arrivent jusqu'à Istanbul, grâce notamment au journal qu'il a fondé en 1883 : *Tercüman* (l'interprète) dans lequel il expose son point de vue sur les réformes en matière d'éducation, sur les affaires sociales et sur la science. Il rédige des articles également fortement teintés de panturquisme et prône l'adoption d'une langue turque épurée et servant de lien aux différents peuples turcs.

Comme le précise Jacob Landau, Gasprinsky souhaite voir se réaliser l'union de tous les Turcs de Russie sous la houlette de l'Empire ottoman. Et cette union passe par une langue commune, simplifiée ou *Lisan i umumî*, comprise à la fois des Turcs de l'Empire ottoman et des turcophones du Caucase.³¹³

Il met donc au point une méthode d'enseignement destinée aux enfants pour leur apprendre leur langue maternelle et faire qu'elle devienne une langue d'étude, mais aussi une langue « panturque » qui se présente comme une forme simplifiée du turc osmanli et destinée à devenir une langue véhiculaire à l'usage des peuples du Caucase.

Une langue épurée des mots arabes et persans qui s'étaient imposés dans le langage au détriment du turc : « *En tant que pédagogue, il avait été à l'origine d'une nouvelle méthode d'enseignement musulman largement répandue en Russie après 1884, l'Usul-ii-Cedid (la*

origine dans l'appellation populaire des écoles musulmanes réformées, ou « nouvelles ». Il provient de l'en arabe gadîd.

³¹³ Landau, J, *Pan-Turkism, from Irredentism to Cooperation*, p.10.

nouvelle méthode). Cette méthode proposait non seulement un apprentissage rapide de la lecture et de l'écriture arabe, mais aussi une formation en langue turque en matières « laïques », comme les mathématiques, l'histoire, la géographie. Elle avait bien des visées sociopolitiques : redresser le niveau culturel des Turcs à l'intérieur de l'Empire russe, encourager par l'enseignement du turc, l'idée d'union « raciale ». ³¹⁴

Son ambition est de dépoussiérer le système éducatif des musulmans du sud de la Russie, mais aussi de l'Empire ottoman. Cette réforme de la langue qui à l'origine se présente comme culturelle va cependant revêtir un caractère politique, même si Gasprinsky ne souhaite pas, entrer en conflit avec les Russes.

Car il appelle de ses vœux l'unité et la solidarité des peuples turcophones et prône une modernisation, qui ne pourra survenir seulement qu'après un travail linguistique et une éducation débarrassée de tous ses archaïsmes, le tout synthétisé dans une formule : « *Dilde Fikirde İste Birlik* » ³¹⁵ ou unité dans la langue, les idées et l'action.

De cette volonté de réformer la langue pour changer les peuples et les amener à considérer une racine commune, n'est pas très éloigné de la démarche des réformes qu'entreprendra quelques décennies plus tard Mustafa Kemal dont « *les origines réelles s'enracinent en partie dans les milieux intellectuels réformistes et turcophones de l'empire russe* ». ³¹⁶

Mais Ismaïl Gasprinsky n'est pas le seul intellectuel à s'intéresser de près au sort des Musulmans de l'Empire russe, d'autres et notamment dans les congrès débattent des thèmes du *djadidisme*, tout autant que de l'autonomie des peuples musulmans qu'ils envisagent au sein d'une fédération.

Les peuples musulmans font entendre leurs revendications lors des différents congrès des peuples musulmans de Russie qui se sont réunis à partir de 1905-1906 à Nizhni-Novgorod. Les députés Tatars majoritaires en présence de Gasprinsky demandent l'union de tous les

³¹⁴ **Dumont, P**, *La revue Türk Yurdu et les musulmans de l'Empire russe, 1911-1914*, In : Cahier du monde russe et soviétique, Vol 15, 1974, pp.315-331.

³¹⁵ **Landau, J**, p. 10.

³¹⁶ **Copeaux, E**, *Une mémoire turque du djadidisme ?* In : Cahiers du monde russe : Russie, Empire russe, Union soviétique, États indépendants, vol 37, n°1,1996, pp. 223-231, <http://persee.fr>

musulmans de Russie ou *Ittifak*. Un an plus tard, cette union va prendre le nom officiel de *Russiya Müsülmanlanrının Ittifaki*³¹⁷, ou l'Union des musulmans de Russie.

Ce parti aura pour vocation première d'aider à la création d'une société d'aide à la diffusion de la culture musulmane mais aussi d'aller vers une union de tous ces peuples unis sous la bannière de la langue.

L'historien Etienne Copeaux estime que les différents congrès des peuples musulmans de Russie qui se sont réunir à partir de 1905-1906 à Nizhni-Novgorod

En 1905 au premier congrès de Nizhni-Novgorod, les députés Tatars majoritaires en présence de Gasprinsky demandent l'union de tous les musulmans de Russie ou *Ittifak*. Un an plus tard, cette union va prendre le nom officiel de *Russiya Müsülmanlanrının Ittifaki* ou Union des musulmans de Russie avant de se transformer en parti politique.

Bien que très impliqués dans cette action, les Tatars, ne parviendront pas à faire aboutir leur projet d'union. Certains journalistes quitteront la Russie pour l'Empire ottoman afin d'avoir toute latitude pour parvenir à sa réalisation.

C'est le cas de l'Azéri, Ali Hüseyinzade (1864-1941), éditeur du journal "Heyat" (1903) à Bakou sa ville. En 1906, le magazine "*Füyuzat*" voit le jour, financé par le philanthrope Haji Zeynalabdin Taghiyev, dans lequel il critique le gouvernement tsariste, mais définit ce qu'est pour lui le panturquisme : « turquisme, islamisme et européenisme »

Yusuf Akçura (1876- 1935), Tatar de Simbirsk en Russie, il fait aussi partie de la famille de Gasprinsky. Pour des raisons familiales il a émigré très tôt dans l'Empire ottoman. En 1906 il édite un journal *Kazan Muhbiri* ou le correspondant de Kazan, dans lequel il rejette « l'ottomanisme » des *Tanzimat* qu'il qualifie de « dangereux pour les Turcs », mais plus important, entre temps, il publie en 1904 au Caire un article intitulé *Üç terz i siyaset* ou les trois formes de gouvernements, dans lequel il explique la nécessité de créer une union des peuples turcs et pour convaincre ses interlocuteurs, il utilise la métaphore du cercle fermé avec en son centre l'Empire ottoman comme point d'ancrage.

Pour la première fois, un pas est franchi et le panturquisme est présenté comme une alternative possible à l'ottomanisme et surtout au panislamisme. Yusuf Akçura qui s'est

³¹⁷ Copeaux, E, Ibidem.

toujours démarqué du panislamisme, sera un proche de Mustafa Kemal dont il soutiendra les réformes.

Si le panturquisme et ses thèses séduisent les intellectuels turcophones, en revanche, le mouvement peine à se structurer. En 1905 la révolution russe tourne court et la deuxième Douma en juin 1907 annonce des jours difficiles pour les dirigeants musulmans, puisque la nouvelle loi électorale réduit la représentation parlementaire des Turcs de Russie à 9 députés, contre 39 lors de la précédente législature.

Les congrès de Nizhni Novgorod, Moscou, Saint-Petersbourg, Bakou vont donner naissance à un mouvement qui sera appelé à jouer un rôle important dans l'histoire du nationalisme turc : les Prométhéens.³¹⁸

Un mouvement dont il est possible de faire remonter l'origine, tout au moins en ce qui concerne les peuples du Caucase, à l'année 1856 et au traité de Paris qui fait suite à la guerre de Crimée. A cette époque l'Angleterre et la Russie s'affrontent dans ce que l'on appelle le *Grand jeu*, une rivalité qui les oppose depuis 1813 et qui s'achèvera en 1907.

Le *Grand jeu* fait rage en Asie centrale³¹⁹ car l'Angleterre comprend que la Russie est en train de réaliser des conquêtes aux dépens de l'Empire ottoman. Des conquêtes qui lui donneraient accès à la Mer noire, à la Méditerranée, lui permettant du même coup de contrôler les détroits. Elle va pour faire obstacle à cette politique d'expansion, dès 1856 soutenir les revendications musulmanes du Caucase et armer les comités Tchétchènes et Tcherkesses. L'objectif étant de créer un front caucasien.

La révolution de 1917 va accélérer les revendications panturquistes, qui grâce au mouvement prométhéen, trouveront leur expression politique. Ce sont les Ukrainiens qui fondent le mouvement, en 1918, leur République est annexée par la Russie bolchévique et selon les sources ukrainiennes, le mouvement voit le jour « *dans l'entourage du dirigeant Simon*

³¹⁸ **Copeaux, E.**, « *Le mouvement prométhéen* », In : Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien, n° 16. 1993, pp. 9-45.

³¹⁹ **Sailhen, M.**, *Le Grand Jeu : XIXe siècle, les enjeux politiques de l'Asie centrale*, In : IPRIS-IRIS Printemps 2010, <http://www.iris-france.org>.

*Petlura, et R. Smal-Stockyse présente comme l'un des principaux négociateurs entre les Ukrainiens et les représentants des autres peuples soumis ».*³²⁰

Dès février 1918, l'Ukraine indépendante n'existe plus, mais les Ukrainiens entretiennent une mission en Géorgie, et leur rôle est confirmé par Mustafa Tchokay³²¹, ex-chef du gouvernement de Kokand, qui parvient à Tiflis le 1er mai 1919. Selon Tchokay, l'initiative des premiers contacts lui revient: *«Mes collègues de la délégation turkestanienne m'ont confié la mission de créer un centre de propagande commun à tous les adversaires des oppresseurs blancs et rouges. Ma première visite fut pour le chef de la mission ukrainienne »*³²²

Le mouvement prométhéen exhorte toutes les populations turcophones à secouer le joug imposé par les Russes. Il sera un instrument destiné à réveiller les identités et à encourager les séparatismes des peuples sous la tutelle russe. Les Occidentaux qui l'encouragent y verront un moyen d'affaiblir l'Empire russe, puis plus tard l'Union soviétique.³²³

Dans le Caucase, la répression reprend ses droits : censure, interdiction des journaux, surveillance policière des leaders politiques et mesures d'intimidation.

*« En Russie les choses tournent à l'aigre, mais une lueur d'espoir se profile avec la révolution Jeune-Turque qui fait de l'Empire ottoman un asile idéal et tout désigné pour ces réfugiés panturquistes fuyant la police de Nicolas II ».*³²⁴

Le mouvement prométhéen ne va réellement se structurer qu'à partir de 1917 lors de la révolution bolchévique, l'historien Etienne Copeaux le définit alors, comme *« un mouvement de réfugiés non russes d'URSS, né de l'échec des Républiques indépendantes surgies dans l'Empire lors de la révolution de 1917 ».*

³²⁰ Copeaux, E, opus cité.

³²¹ Sadykova, B, *Mustafa Tchokay dans le mouvement Pométhéen*, L'Harmattan, 2007, 154 p.

³²² Copeaux, E, opus cité

³²³ Pendant les années de Guerre froide, le mouvement prométhéen, sera l'un des acteurs du nationalisme turc.

³²⁴ Dumont, P, opus cité p. 315.

L'idée fondamentale du mouvement prométhéen est la solidarité par ses composantes nationales contre l'ennemi russe et un peu plus tard contre l'opresseur bolchévique. Cet ennemi commun pourra maintenir la cohésion du mouvement d'autant plus que la disparition le 5 février 1918 de la République d'Ukraine puis de celle de Géorgie le 25 février 1921, va précipiter l'exil de ces intellectuels vers l'Empire ottoman³²⁵. Après cette date, les réseaux se réorganisent en direction de l'Europe occidentale et d'Istanbul.

Ces émigrés turcophones, trouvent asile à Istanbul et même si le sultan Abdül Hamid n'est pas particulièrement favorable à leur présence, pour la raison toute simple qu'il ne comprend pas leurs revendications, lui qui est tout simplement favorable au panislamiste.

Très actifs, et intellectuellement armés ils vont-ils créent des revues et journaux panturques et jouer un rôle considérable dans l'essor du panturquisme. Parmi eux, on trouve le Tatar Abdullah Battal-Taymas, les Azéris : Mirza Bala, Ahmed Caferoğlu, Mehmed Emin Resul-Zade, ex-chef d'Etat d'Azerbaïdjan qui fondent à Istanbul deux journaux : *Azeri Türk* (1928) et *Millî Yol* (1929).

Mehmet Emin Resul Zade est l'hôte le plus éminent d'Istanbul: chef du parti Müsavat, ex-chef de l'Etat d'Azerbaïdjan, il séjourne sur le Bosphore par intermittence, car le gouvernement soviétique, par ses pressions, obtient parfois son expulsion. Resul Zade a déjà vécu à Istanbul en 1911 et est un familier de ses compatriotes, Ahmet Ağaoğlu et Hüseyinzade Aliİl a aussi des contacts très fructueux avec le Géorgien Datiko Charachidzé, avec qui il travaille à Yeni Kavkasya. Il fonde ensuite, toujours à Istanbul, *Azeri Türk* (dont le premier numéro paraît le 1er février 1928) et *Millî Yol* (1929). Il est le leader incontesté des Azéris d'Istanbul. Il collabore encore, avec Caferoglu, Togan, Köprülü, Inan, etc, à *l'Azerbaycan Yurt Bilgisi* avant de s'établir à Varsovie (1934) où il fonde *Istiklâl* (L'Indépendance), puis *Kurtulus* ou Libération.³²⁶

Resul Zade n'est pas le seul animateur important du mouvement des émigrés à Istanbul. En 1927, Zeki Velidi Togan et Abdülkadir Inan, créent *Yeni Türkistan* ou le Nouveau Turkestan

³²⁵ Les membres du mouvement avaient trouvé refuge dans ces deux républiques.

³²⁶ Copeaux , E, *Le mouvement prométhéen*, In : CEMOTI, Vol 16 , 1993, pp. 9-46.

qui manifeste un intérêt permanent pour tous les peuples soumis par l'URSS, y compris les non musulmans.³²⁷

Dans le n°9-10 (juin 1929), un article relate sur deux pages la commémoration de l'anniversaire de l'indépendance de l'Azerbaïdjan à Istanbul par *Odlu Yurt* ou le Foyer.

Ahmet Caferoğlu (1899-1975), qui a émigré directement de Baku à Istanbul, y accomplit une carrière universitaire depuis 1925. Turcologue éminent, il a de nombreux contacts scientifiques en Allemagne (il a soutenu une thèse de doctorat à Breslau en 1929), et lorsqu'il fait paraître l'*Azerbaycan Yurt Bilgisi*, il est assistant à la Faculté des Lettres d'Istanbul.

Le maître de la turcologie de l'époque, Fuat Köprülü fait partie du comité de rédaction ainsi que Togan et Inan. Parmi les rédacteurs, on relève des Tatars de Kazan (Battal-Taymas, Ishaki), des Criméens Cafer Seydahmet, Abdullahoglu Hasan et des Azéris comme Resul Zade. Cet aperçu des auteurs montre que la revue ne s'intéresse pas seulement à l'Azerbaïdjan; ainsi, le n°16 (avril 1933) est presque entièrement consacré à l'intellectuel criméen Gasprinsky; et un article de ce même numéro sur le "deuil (matem)" de l'Azerbaïdjan commémorant la perte de l'indépendance, le 27 avril 1920 intitulé "*Türkün kara bir gün*" ou Jour noir pour les turcs, est signé non par un Azéri, mais par un Turkestanais. Autant de signes de l'existence d'une conscience turque et d'une solidarité inter-turque proclamée.

Il y a, en plus, à Istanbul, au moins une société qui cherche à organiser ces publications et la solidarité inter-turque: la *Turan Nesrimaarif ve Yardim Cemiyeti* (Association de publication et d'entraide touranienne), présidée par Muharrem Feyzi [Togay], journaliste et biographe de Yusuf Akçura. Animateur de cette société, il n'est probablement pas dépourvu d'arrière-pensées panturquistes, comme en témoigne le titre de son ouvrage intitulé "*Le grand monde turc*", et c'est son association qui organisait à Istanbul le 10e anniversaire de la République turque, avec des Tatars de la Volga, des Criméens, Turkestanais, Azéris, Caucasiens du Nord.³²⁸

³²⁷ **Tapia (de) S**, *Rôle des flux migratoires et des réfugiés dans la construction d'un État*, IRD éditions, s,d, p. 119-148.

³²⁸ **Copeaux, E**, le mouvement Prométhéen.

La présence durable, souvent définitive, de ces émigrés turcophones à Istanbul ne peut manquer d'avoir une influence, par l'intermédiaire de leurs revues ou d'hommes comme Köprülü, sur la culture historique et politique de la Turquie.

Dès 1908, ils « formeront le noyau d'un puissant courant panturquiste à l'intérieur de l'Empire ottoman, s'appuyant sur l'appareil politique mis en place par les unionistes »³²⁹

Secondés par les intellectuels turcs, ils vont donner corps au puissant courant panturquiste et se montrer particulièrement actifs sur le plan culturel en créant une multitude d'associations culturelles qui voient le jour dès 1909, parmi les principales on peut citer la *Türk Derneği* (1909-1911), l'association *Türk Yurdu* (1911), les foyers turcs ou *Türk Ocağı* (1912).

Ces associations s'accompagnent généralement de la création d'un journal éponyme, c'est le cas de *Türk Yurdu*, dont la revue créée par Yusuf Akçura est une illustration des thèses d'Ismaïl Gasprinsky.

En effet, la revue *Türk Yurdu* est rédigée de manière à être comprise par la plupart des peuples turcophones, se limitant pour cela à l'emploi d'un vocabulaire simple, quant à ses sujets, ils sont guidés comme Yusuf Akçura le précise par, « l'intérêt de la race turque »³³⁰ :

« *Türk Yurdu* tentera de définir un idéal susceptible d'être admis par l'ensemble des Turcs. Il s'efforcera d'établir ces liens d'amitiés entre les divers peuples turcs. Il s'emploiera au progrès moral et économique de ces peuples ». ³³¹

Mais là ne s'arrête pas la mission de la revue qui collecte toutes les informations sur tout ce qui se passe à l'intérieur du monde turc, dont elle définit les contours, ce qui constitue un premier pas vers l'idée d'unité. Elle se posera en défenseuse des droits politique et économique de « l'élément turc » et s'attachera à propager le nationalisme turc et en matière de politique internationale, la revue « défendra les intérêts du monde turc »³³²

³²⁹ **Dumont, P**, Opus cité p. 316

³³⁰ Yusuf Akçura sera l'un des premiers à évoquer la « race turque » et ses écrits auront des accents racistes incontestables.

³³¹ **Üstel, F**, *Les «Foyers turcs» et les «Turcs de l'extérieur»*, In : Cemoti, vol 16 n°1, 1993, pp. 47-61.

³³² **Dumont, P**, opus cité p. 320.

Et ce qui peut apparaître comme le plus curieux dans cette profession de foi, et dont Mustafa Kemal, fera aussi l'un des ses chevaux de bataille : c'est la lutte contre : « *la paresse, la négligence et le désespoir provoqués par l'absence d'idéal* ». ³³³

En dépit de quelques oppositions dont Yusuf Akçura et les autres rédacteurs de la revue viendront aisément à bout, l'audience de *Türk Yurdu*, grâce à la simplicité et à la clarté de son style, débordera largement les limites de l'Empire ottoman.

En dépit d'une forte opposition de la part du pouvoir impérial qui n'apprécie pas la tournure nationaliste de la politique ottomane, lui préférant un panislamisme, ces « Turcs de l'extérieur » vont donner une impulsion considérable à l'idée d'appartenance à une seule et même ethnie. Une idée qui sera toujours récurrente du nationalisme et qui ressurgira dans l'histoire turque, au moment de la dissolution de l'Union soviétique.

Le Comité Union et Progrès ³³⁴, qui compte parmi ses membres fondateurs de nombreux turcophones, est influencé par ces « exilés politiques » et à la problématique de classe, si dominante en Russie, elle substitue celle « des Turcs opprimés ». La question de la langue turque est aussi au centre de leurs préoccupations et les rapprochent de Gasprinsky. A titre d'exemple la Constitution de Midha Pasha de 1876, mentionne la maîtrise du turc comme condition d'éligibilité, et ce, d'autant plus qu'elle devient *de facto* la première langue parlée dans l'Empire. Cette condition préfigure la période de construction de l'Etat-nation, tout comme les décisions prises par Mustafa Kemal.

Mais aussi surprenant que cela puisse paraître, ce sont les Occidentaux qui vont développer un intérêt croissant pour la culture de l'Empire ottoman, d'abord pour des raisons commerciales, puis pour des raisons scientifiques.

³³³ **Dumont, P.**, La revue *Türk Yurdu* et les musulmans de l'Empire russe, 1911-1914, In : Cahiers du monde russe et soviétique, volume 15 n° 3, 1974 pp. 315-331.

³³⁴ Le Comité Union et Progrès connu aussi sous le nom de « Jeunes Turcs » mais aussi d'Unionistes.

2. L'Occident apporte sa pierre à la prise de conscience identitaire turque

Depuis les croisades au 11^{ème} siècle, les relations qu'entretiennent les Européens et Ottomans sont conflictuelles, mais néanmoins continues. La puissance navale ottomane fait obstacle aux ambitions européennes en Méditerranée³³⁵, mais depuis la bataille de Lépante, l'Empire est entré dans une phase de déclin militaire qui s'accroît au 17^{ème} siècle, avec notamment le siège de Vienne, où l'Empire est défait par les puissances occidentales. En 1774 le traité de *Küçük Kainarca* qu'il signe au terme de la guerre contre la Russie, marque le début de ce que les historiens ont appelé « la question d'Orient ».³³⁶

Les puissances européennes qui en sont à l'origine mettent à profit les premiers signes de faiblesse que lui envoie ce géant, pour s'intéresser aux affaires de l'Empire et lui imposer ce que l'on appelle les *Capitulations*.

Cet intérêt à la fois économique et politique, entraîne cependant dans son sillage des intellectuels qui consacrent leurs études non seulement aux peuples, qui composent cette mosaïque, mais aussi aux sujets « turcs » de l'Empire. Et c'est un fait : l'Empire ottoman en cette fin de 19^{ème} siècle et début du 20^{ème} intéresse l'Occident, même si Tekin Alp, regrette que peu d'Occidentaux aient fait de la culture turque, leur domaine de recherche, comme cela a été le cas pour la culture hellénique.

³³⁵ C'est ce qui a incité les puissances maritimes, Espagne et Portugal à entreprendre la circumnavigation de l'Afrique pour trouver de nouvelles terres à conquérir. La Méditerranée étant un lac ottoman, comme l'a définie Fernand Braudel.

³³⁶ L'expression a été utilisée pour qualifier l'implication des diverses puissances européennes parmi lesquelles : la France, le Royaume-Uni et la Russie, ainsi que, dans une moindre mesure l'Autriche-Hongrie, l'Italie et l'Allemagne en Méditerranée orientale et dans les Balkans, profitant des difficultés de l'Empire ottoman. Mais elle avait commencé dès le Traité de Karlowitz en 1699 qui consacre le recul turc en Europe centrale. La « question d'Orient » commence à être évoquée par cette expression seulement vers 1774, avec la signature du traité de *Küçük Kainarca* qui donne d'importants privilèges politiques et commerciaux à la Russie et aux les marchands grecs de l'île d'Hydra. La question d'Orient s'achèvera en 1918, avec la défaite de la « Sublime Porte », et sa dissolution.

Ses propos ne sont pas dénués de vérités, car la Grèce et les révoltes contre les Turcs, presque toujours réprimées dans le sang, provoquent un élan de sympathie des intellectuels occidentaux, à l'instar de Lord Byron, en Grande-Bretagne, ou de Stendhal en France.

La Grèce, considérée comme le berceau de la civilisation occidentale jouit à ce titre d'un immense prestige aux yeux des Européens qui ont toujours à l'esprit les grands conflits et les peurs que l'envahisseur turc a suscités au fil des siècles.

Pourtant ces mêmes occidentaux, aussi surprenant que cela puisse paraître, vont jouer un rôle décisif dans la prise de conscience identitaire turque et donc un rôle capital dans l'éclosion non pas du nationalisme, mais du panturquisme.

Négativement ou positivement en s'immisçant de plus en plus dans les affaires internes de l'Empire³³⁷, et notamment en créant au fil des décennies des liens objectifs avec les peuples des Balkans, dont ils soutiennent les aspirations à l'indépendance. C'est le cas de la Russie et des églises orthodoxes d'Europe centrale, mais aussi de l'Angleterre qui se passionne pour le sort des Grecs, comme en témoignent les poésies de Lord Byron, au moment du siège de Missolonghi (1824) représenté en peinture par Delacroix.

Les conquêtes russes en Asie centrale, avec la découverte des populations turcophones vont les amener à faire des découvertes capitales et forts utiles à l'édification du discours nationaliste. Elles donnent aux « Turcs » le sentiment d'appartenir à un continuum racial et de partager avec ces peuples d'Asie des vertus à la fois guerrières, morales « vertus des anciens turcs ». Autant de raisons nouvelles de croire en soi, en permettant ultérieurement à ses idéologues de prouver qu'il existe un fils conducteur turc en Asie centrale, ce qui servira de socle idéologique au panturquisme, et au-delà avec la naissance d'un pantouranisme.

C'est un simple cri de guerre qui en dit long sur le cheminement de l'idée d'appartenance. En effet, en 1912 paraît l'ouvrage de la journaliste Halide Edip Halivar (1884-1964) qui s'intitule « *Yeni Turan* » (nouveau Touran). En 1915, le cri de ralliement des soldats ottomans en 1915 était : « *Turan, nous attend. Du Caire à Batoum, de l'Inde en Afghanistan, on nous attend* »³³⁸, inspiré d'un poème de Ziya Gökalp.

³³⁷ Cette immixtion des puissances étrangères va donner naissance à un droit consulaire.

³³⁸ **Dumond, P**, *Mustafa Kemal invente la Turquie moderne*, éditions Complexes, 1997, p.11.

Un cri de guerre qui montre le cheminement du sentiment identitaire. Les Turc-ottomans ne peuvent toujours pas faire référence au nationalisme et à la nation qui sont toujours absent du paysage politique, à cause de la présence quelque peu encombrante cet Empire finissant, car même s'il vacille sur sa base, il est toujours présent. Aussi, comme si personne ne voulait prendre la responsabilité de la dissolution, on dépasse le problème en évoquant la grandeur de l'Empire qui doit renaître de ses cendres, mais dans son flanc oriental.

Jusqu'à présent, la peur a largement dominé, et les écrits témoignent de ces relations conflictuelles qu'entretiennent l'Occident chrétien et l'Empire ottoman. Un passé qui devient commun dès le 14^{ème} siècle, époque à laquelle l'Occident partage une frontière avec l'Empire. Aussi les Turcs sont présentés comme le peuple maléfique dont il convient de se méfier. Un livre va retenir l'attention, c'est l'ouvrage écrit par Georges de Hongrie, demeuré captif des Turcs pendant vingt ans (1438-1458) et qui dans « *Des Turcs* »³³⁹ présente le peuple comme descendant de Gog et Magog et surtout comme une secte démoniaque. Le roi de Bohême, Georges de Podiebrad (1420-1471)³⁴⁰, quant à lui, met en garde l'Occident sur les risques qu'il encourt à se diviser et propose de créer une armée européenne avant l'heure, afin de se présenter unis face au péril turc.

Le conseil, du roi ne seront pas suivi et les principautés balkaniques seront les unes après les autres annexées par l'Empire. : « *Les sentiments à l'égard de l'Empire ottoman se partagent entre la peur du Turc et l'admiration pour ses succès militaires* »³⁴¹

Malgré tout, ici et là, on assiste à certains signes de « détente » à l'égard de l'Empire, même si la tendance est encore à la méfiance. Il y a tout d'abord le rapprochement stratégique et militaire entre Soliman le Magnifique et François 1^{er} qui ensemble combattent un ennemi commun : Charles Quint. En 1536, le sultan et le roi de France négocient un traité de commerce qui définit les *Capitulations* offrant aux Français des garanties d'exercice de leur religion et une protection en cas de litige avec les sujets musulmans.

³³⁹ **Hongrie (de), G**, *Des Turcs. Traité sur les mœurs, les coutumes et la perfidie des Turcs*, éditions Ancharsis, Toulouse, 2007, p.207.

³⁴⁰ **Podiebrad, (de), G**, *Traité destiné à établir la paix dans toute les Chrétienté*, Garland Publishing Inc, Londres, 1972, 120 p, pp.100-105.

³⁴¹ **Veinstein, G**, *La Turquie en Europe ? De Soliman à Atatiürk*. « *Les Turcs regardent vers l'Europe* », In : Revue l'Histoire, n°273, sd, <http://www.bleublancurc.com>.

A cette époque l'orientaliste Guillaume Postel (1510-1581), écrivain et diplomate auprès de la Sublime Porte, gomme l'image négative du Turc que ses contemporains se font. En 1535-1537 il accompagne le tout premier ambassadeur à Constantinople et se passionne pour l'Empire ottoman, mais aussi tout ce qui touche la culture orientale, il sort du préjugé répandu à son époque sur les Turcs comme le montre la phrase extraite de la d'un ouvrage de Guillaume Postel :

« L'ignorance des orientales histoires et langues et la négligence de plusieurs, et la haine laquelle nous de père en fils prenons contre tous Sarrazins (comme nous disons) et principalement contre les Turcs, a esté cause que de leur origine combien que beaucoup en ayent escrit, fos en une autheur seulement n'aie encores esté au vray touché »³⁴²

Dès le 16^{ème} siècle, l'Occident en général commence à s'intéresser de manière générale à l'Orient, pour des raisons commerciales, avec notamment la création de la compagnie des Indes, le besoin de s'ouvrir à de nouvelles cultures et une certaine soif d'exotisme les incite à s'intéresser à cet orient qui jusque là a été approché par le biais des guerres.

L'orientalisme va permettre aux Occidentaux d'exprimer leur attirance et une curiosité pour les pays orientaux, à laquelle l'Empire ottoman n'échappe pas en raison de sa puissance militaire, mais aussi ses arts et la vie de ses élites. Comme l'a démontré Edward Saïd, l'Occident commence à se forger « son image » de l'Orient ; une image fantasmée et qui ne correspond pas à la réalité. Les célèbres odalisques du peintre Delacroix, témoignent de la fascination pour le monde clos des harems, le terme *Oda* qui signifie « chambre » en turc à donné son nom à ces femmes que les occidentaux n'ont jamais entrevues. Les *Mille et une nuits* sont traduites et publiées en français après 1704. L'orientalisme prend son essor aux 18^{ème} et 19^{ème} siècles, avec la multiplication des voyages qui ont suivi la campagne d'Égypte menée par Bonaparte (1798-1801), et le début de la conquête de l'Algérie en 1830. L'Orient n'est plus seulement un monde imaginaire, fantasmé il devient une réalité tangible : « *Au-delà de l'exotisme et après la condamnation de principe de l'islam, ils peuvent être l'occasion de louer certains traits de cette civilisation (la rapidité de justice rendue par le Cadi, la propreté*

³⁴² **Postel, G**, *De la République des Turcs*, Enguilbert de Marnef, Poitiers, 1560, p.16. L'ouvrage a inspiré à **Gabriel Bounin** le personnage de *la Sultane* (1561).

*de la population qui se rend au hammam), manière également de critiquer en creux ce qui se passe chez soi ».*³⁴³

Une fascination qui est réciproque et qui s'est exercée différemment selon les époques en fonction des succès militaires des uns et des autres :

« L'Occident exerce à la fois attirance et répulsion sur la Turquie mais il a surtout constitué une menace. Pourtant, jusqu'au siège de Vienne en 1670, ce sont les Turcs qui inquiétaient et fascinaient les puissances européennes. Avec l'affaiblissement de l'Empire ottoman, cette inquiétude et cette fascination ont diminué et se sont transformées en une forme de mépris».

³⁴⁴

Mais, au-delà de cette attirance-répulsion que l'on retrouve au moment de la Campagne d'Égypte, un autre phénomène décrit par Henry Laurens³⁴⁵ se produisit, il s'agit du choc des civilisations et La modernité des Nations occidentales fascine les populations musulmanes :

*« La modernité révolutionnaire constitue un choc pour les populations musulmanes qui doivent apprendre à se situer par rapport à elle. Les principales idéologies qui structureront l'espace politique moyen-oriental sont à comprendre comme une tentative de réponse aux défis posés par le formidable développement des puissances européennes. Ces dernières commencent à exercer leur domination sur des territoires musulmans qui jusqu'ici étaient indépendants. Cet épisode de la légende napoléonienne contribue aussi à l'intégration de l'Empire ottoman dans le jeu des puissances européennes ; il devient ce « vieil homme malade de l'Europe » sur lequel se penchent les grandes chancelleries européennes ».*³⁴⁶

³⁴³ Cité par **Veinstein, G.**

³⁴⁴ **Riaux, G.**, *La formation de l'Etat-nation e Turquie et les enjeux de son adhésion à l'Union européenne*, 2006, In : <http://diploweb.com>.

³⁴⁵ **Laurens, H.**, *L'Orient arabe. Arabisme et islamisme 1798 à 1945. Le Royaume impossible. La France et la genèse du monde arabe*, Armand Colin, 11 juillet 2012, 336 p.

³⁴⁶ Cité par **Riaux, G.**

Cette attirance va conduire les élites Turcs à accepter l'image que leur renvoient les occidentaux d'eux-mêmes : un Empire où le despotisme est la règle. Cette acceptation aboutira à l'adoption du *Nizam i Cedid*³⁴⁷ et aux *Tanzimat*.

Cette période de l'Orientalisme aboutira au final à une image dépréciée de l'Empire, car pour les Occidentaux l'image négative du Turc perdure ; deux exemples permettent d'illustrer ce propos. Victor Hugo dans les premiers vers des *Orientales* (1829) débute par « *Les Turcs sont passés là. Tout est ruine et deuil* ». Lamartine dans son *voyage en Orient* fait des Turcs le stéréotype de l'inertie et de l'indolence, apparaît alors, sous sa plume, une autre image du « Turc » qui n'est pas celle du conquérant, mais plutôt un être décadent à l'instar de l'Empire qui perd de son lustre.

Une question va apparaître sous la plume de Montesquieu. En effet, le philosophe des Lumières s'interroge dans « les lettres persanes » : « *Ah Monsieur est Persan? C'est une chose bien extraordinaire ! Comment peut-on être Persan* » ?

Une question cruciale qui souligne le problème de l'identité des orientaux et des « Turcs » en particulier mais qui traduit aussi l'embarras des Occidentaux à l'égard de cette même identité et qui reviendra sur le devant de la scène au moment du traité de Sèvres.

Néanmoins pour les intellectuels français, cela ne fait aucun doute, il y a bel et bien une identité « turque ». C'est ce qu'exprime l'orientaliste Léon Cahun (1841-1900), dont le discours va véritablement changer, jusqu'à influencer les élites « turques ottomanes » et leur donner, au moment où l'Empire est en train de perdre ses possessions en Thrace, le sentiment d'appartenance à un ensemble beaucoup plus important qui se décale vers l'Asie centrale.

Ce dernier présente au congrès des orientalistes (1874) un exposé sur l'existence de milliers d'années d'une mer centrasiatique dont le dessèchement aurait causé l'émigration des peuples turcs qui habitaient sur ses rives et auraient ainsi migré dans le monde entier.

Ces écrits vont avoir un certain retentissement parmi les élites ottomanes et en 1876 Süleyman Hüsnü Pasha publie un livre d'histoire *Tahih i Âlem*³⁴⁸, à l'usage des étudiants des écoles militaires qui consacre une large place à l'histoire antéislamique des Turcs.

³⁴⁷ La culture occidentale fait son apparition dans l'Empire avec la période dite du *Lâle Devri* ou ère des Tulipes, qui correspond à la deuxième moitié du règne d'Ahmed III (1703-1730) et plus exactement aux treize années du vizirat de Nevşehirli Ibrahim Pasha. Le mouvement deviendra pictural et architectural avec la création de la *Laleli Camii*, la Mosquée de la Tulipe qui appartient au courant artistique dit du «Baroque ottoman».

Dans son ouvrage la *Bannière bleue* (1887) il dévoile au grand public ses connaissances du monde turc. Cet écrit aura également un énorme retentissement sur les intellectuels ottomans qui commencent à s'interroger sur la grandeur passée. Ce qui constitue un élément essentiel à la construction du futur Etat turc.

Mais c'est une découverte archéologique, qui va donner une orientation au nationalisme de la fin de l'Empire et que l'on peut définir de panturquiste ou pantouraniste. Cette découverte est consécutive à la conquête de l'Asie centrale par les Russes va avoir un impact majeur dans le développement du panturquisme. En 1868, Samarcande est conquise. A cette époque une découverte majeure va être faite par les turcologues russes.

C'est un linguiste danois Vilhelm Thomsen (1842-1927) qui va traduire les textes lapidaires découverts par l'équipe russe de Nicolas Ladrintsev. Cette découverte survient en 1889, dans la vallée de l'Orkhon, située dans le cours supérieur du fleuve Ienissei.³⁴⁹

Le décryptage de ces stèles va avoir de répercussions dans l'esprit des Turcs ottomans et contribuer au réveil de la conscience turque. Elles apportent une preuve écrite de l'existence d'un enracinement du peuple turc dans ce qui est la Mongolie actuelle, et d'une histoire turque préislamique. Ces textes vont donner naissance à une communauté imaginée voie fantasmée et parée de toutes les vertus qui seront remises à l'honneur par le courant panturquiste. Ce dernier aboutit dans les années 1980, à la synthèse turco-islamique.

Ces stèles sont deux monuments, corpus d'inscriptions, qui ont été érigés dans la vallée de l'Orkhon entre 732 et 735 en l'honneur des deux princes Köktürk Kul Tigin et son frère l'empereur Bilge Kaghan. Des inscriptions ont été découvertes, sur des dalles éparpillées dans la zone plus large.

Elles constituent le premier document écrit par des Turcs sur leur propre histoire et se présentent sous la forme de longs textes épiques qui relatent l'histoire des turcs célestes, appelés ainsi en raison du fait qu'ils revendiquaient une origine divine, et que Vilhelm

³⁴⁸ Ce qui signifie « histoire du monde ».

³⁴⁹ **Bazin,L,** *Les premières inscriptions turques (VIe-Xe siècles) en Mongolie et en Sibérie méridionale*, In : Arts asiatiques, Vol 45 n° 1,1990, pp. 48-60.

Thomsen décrit comme étant les : « *plus anciens monuments de la langue ou de la littérature turques vierges encore de tout souffle du monde mahométan* » .³⁵⁰

Les Turcs célestes étaient dirigés par un Khagan ou Khan et auraient contrôlé militairement une zone s'étendant des Khanghaï, jusqu'aux confins de la Chine, entre la Sibérie et le Tibet et selon les périodes de la mer d'Aral jusqu'à la muraille de Chine.

Elles retracent leur âge d'or comme leur assujettissement par les Chinois, et leur libération par Bilge Kaghan. Le style brillant des écrits suggère de considérables développements antérieurs de la langue turque.

Politiquement cette découverte aura des répercussions importantes y compris dans les décennies suivantes. Dans l'immédiat elles apporteront la preuve aux panturquistes que les « Turcs » disposaient d'un grand empire à l'Orient de l'Anatolie, qu'ils ont perdu à cause de la "traîtrise" des Chinois qui ont par le pouvoir de séduction exercé par leur civilisation, attiré certains Turcs. ³⁵¹

Une preuve supplémentaire, si besoin était, de se méfier de "l'étranger" sous toutes ses formes, qui dès lors est perçu comme ennemi du monde turc et dont les mauvaises dispositions ne cesseront de se perpétuer au fil des décennies. Une histoire qui fait écho aux tourments de l'Empire qui petit à petit s'est fait déposséder des territoires conquis. Mais dans un premier temps elle va alimenter la croyance panturquiste à un empire turc s'étendant jusqu'aux confins de la Chine et alimenter deux courants de pensée que sont : le panturquisme et pantouranisme. Deux courants qui prennent naissance dans les dernières années du 19^{ème} siècle et qui sont, pour beaucoup, une issue possible et salvatrice à la crise que vit l'Empire. Ce mouvement panturquisme va être sa première expression politique pendant la période des Jeunes-Turcs.

³⁵⁰ **Copeaux, E**, *Les prédécesseurs médiévaux d'Atatürk. Bilge Kaghan et le sultan Alp Arslan*, 2000, In : <http://www.remmm-revue.org>.

³⁵¹ **Deniker, M**, *Les populations turques en Chine et plus spécialement les Daldes*, In : *Bulletins de la Société d'anthropologie de Paris*, vol 10, n°1, 1887, pp. 206-210.

Section 2. L'abrogation de la Constitution et le coup d'Etat des Jeunes-Turcs

Les difficultés que rencontre le concept de citoyenneté au sein de la population, tant chrétienne que musulmane, les troubles que la Constitution a engendrés au sein de cette même population musulmane³⁵², incitent le sultan à abroger la Constitution. Et ce faisant, il amorce un virage vers les valeurs islamiques.

Le sultan Abdül Hamid va tenter d'infléchir la politique des *Tanzimat* qu'il juge trop libérale et trop favorable aux minorités chrétiennes de l'Empire, au détriment des sujets musulmans. En outre, elle comporte un défaut majeur, puisqu'elle fait la part trop belle aux puissances occidentales³⁵³, ce que résume le prince Sabahaddin, chef de file de l'aile libérale et ottomaniste des Jeunes-Turcs : « *la politique panislamiste n'est nullement la résultante du fanatisme comme on le croit. Elle n'est que l'expression du mécontentement contre*

³⁵² Le Sultan Mahmud était interpellé sur le pont de Galata aux cris de "*kafir sultan*" ou sultan mécréant, par un derviche.

³⁵³ Ce qui était particulièrement redouté, c'était l'ingérence étrangère et le droit que les puissances européennes s'arrogeaient de « défendre leurs nouveaux ressortissants ». Le cas le plus connu est en 1850, l'*affaire David Pacifico* qui oppose la Grande-Bretagne au Royaume de Grèce. Juif portugais né à Gibraltar, David Pacifico (1784-1854) est citoyen britannique. Ce dernier s'est établi à Athènes sous le règne du roi bavarois Othon 1er de Grèce et se livre au commerce, tout en occupant la charge de consul du Portugal. En 1847, lors d'une cérémonie religieuse orthodoxe, sa maison est saccagée, sans que la police n'intervienne.

À la suite de cet événement, David Pacifico demande une indemnisation au gouvernement grec mais, les autorités ne réagissant pas, un an plus tard il se tourne vers le gouvernement britannique. Le Ministre des Affaires étrangères, Lord Palmerston, bien que philhellène soutient néanmoins les revendications de David Pacifico.

Après des négociations infructueuses avec le gouvernement grec, la Royal Navy entame en 1850 un blocus des ports grecs parmi lesquels figure le Pirée. Le blocus dure deux mois et crée des tensions diplomatiques avec les deux autres « Puissances protectrices » de la Grèce : la Russie et la France.

En Europe comme en Grande-Bretagne, Lord Palmerston est très critiqué pour son attitude intransigeante. Il explique alors son action durant un discours à la Chambre des Communes. La conclusion est restée célèbre : « *Le Romain, dans l'Antiquité, était assuré d'échapper à toute atteinte, parce qu'il pouvait dire : Je suis un citoyen romain. Comme lui, le sujet britannique, dans quelque pays qu'il se trouve, doit pouvoir savoir que l'œil vigilant et le bras armé de l'Angleterre le protégeront de toute injustice et de tout tort* ».

l'envahissement progressif de l'Europe ». ³⁵⁴ L'occidentalisation des mœurs est perçue ni plus ni moins, comme le prix que doit payer le vaincu, qui doit se plier aux desiderata du vainqueur. Mais il y a aussi la perte de souveraineté de l'Etat ottoman, par l'ingérence, dont rien, aucun texte de loi, à cette époque n'empêchait qu'elle se produisit. ³⁵⁵

Abdül Hamid est conscient qu'il est urgent de trouver une autre voie : celle du rapprochement entre tous les musulmans de l'Empire, sous peine de disparaître, mais aussi de faire obstacle à la pénétration de l'Occident dans l'Empire. Mais aussi de jouer la carte qui consiste à jouer sur les rivalités entre les Européens. C'est d'ailleurs à cette époque, que le sultan confie la réalisation du chemin de fer, aux Allemands, et ce, afin de contrebalancer l'influence britannique.

Néanmoins, ces jeux politiques peinent à cacher l'essentiel : l'échec des *Tanzimat*. C'est ce que François Georgeon résume, en évoquant la situation de l'Empire, au moment où le sultan accède au pouvoir :

« Au point de départ, il y a sans doute la remise en cause de la politique des Tanzimat. L'idée de créer une nation ottomane en accordant à tous, musulman et non-musulmans, l'égalité, de faire de tous les sujets de l'empire des citoyens à part entière du même Etat, en somme l'idée d'ottomanisme" a échoué" ». ³⁵⁶

Jusqu'alors l'islam était perçu par certains membres de l'élite intellectuelle, comme source d'arriération, désormais il est érigé en frontière contre l'Occident, et ceux qui se revendiquent de ses valeurs, parmi lesquelles les nationalités, cette *Irtaica* ou retour en arrière en matière religieuse, se concrétise par les massacres perpétrés sur les populations arméniennes en 1894-1896, mais aussi par un revirement politique de la part du sultan, avec comme aboutissement l'abrogation de la Constitution de 1876, jugée trop libérale.

Les pensées d'Abdül Hamid sont recueillies dans un ouvrage d'Ali Vahdi Bey montrent que le ciment de l'unité ottomane est la religion : *« nous formons une seule et vaste famille, unie*

³⁵⁴ **Georgeon, F**, *La montée du nationalisme turc dans l'Etat ottoman (1908-1914). Bilan et perspectives*, In : La revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée, 1988, Vol 50, <http://www.persee.fr>.

³⁵⁶ **Georgeon, F**, Ibidem.

*par le lien de notre foi [...]. Car notre religion est la base même de tout l'édifice politique et social de notre Etat».*³⁵⁷

Cette autre voie, car il est encore prématuré de penser à fédérer les "Turcs musulmans" autour de la turcité, c'est donc l'islam, qui va être l'élément fédérateur ; l'Empire étant aux trois-quarts musulmans, cela semble être l'évidence.

Pour ce faire, Le sultan va réutiliser le terme de califat, apparu pour la première fois lors du traité de *küçük Kaynarca*, et ce, dans le but de protéger les musulmans des territoires conquis par la Russie. Cette référence au califat est surtout d'ordre spirituel, mais comme le suggère Hamit Bozarslan elle est utilisée par Abdül Hamid comme une arme contre les puissances européennes : « *Certes, je n'avais pas les moyens de m'engager dans un conflit avec les Etats européens, mais les grands Etats comme la Russie ou l'Angleterre qui avaient mis nombre de populations musulmanes sous leur domination, avaient peur de mon arme khalifale* »³⁵⁸.

De plus en plus les penseurs de l'Etat hamidien définissent l'Empire comme musulman et font de plus en plus référence à son caractère *turc*, les origines oghuzes des Ottomans étant de plus en plus mentionnées. A l'égard des populations musulmanes albanaises, bosniaques et arabes, le sultan fait montre d'une attitude à la fois paternaliste et quelque peu civilisatrice. La politique menée par la Porte vise à intégrer les "*dynamiques centrifuges*" dans un "*nouveau contrat tacite*"³⁵⁹, en faisant usage de la cooptation et de la promotion de certaines figures des interlocuteurs privilégiés. Pour atteindre ses objectifs, il finance par le biais de sa propre fondation pieuse de nombreux projets de bienfaisance dans les Balkans, mais aussi dans le monde arabe.

Ce titre de calife, dont il fait grand usage, lui permet d'affirmer son pouvoir face aux puissances européennes, en tentant d'étirer sa légitimité au-delà des frontières de l'Empire et d'acquérir une importance aux yeux de ces mêmes puissances occidentales.

Comme le souligne l'historien Selim Deringil « *le sultan n'a pas effacé de sa mémoire l'humiliation de 1876, quand les représentants des pouvoirs étrangers s'étaient réunis à*

³⁵⁷ **Ali Vahdi Bey**, *Pensées et souvenirs de l'ex-sultan Abdül Hamid*, Attinger, Paris, sd, pp.172-173.

³⁵⁸ **Bozarslan, H**, *Histoire de la Turquie, de l'Empire à nos jours*, Taillandier, 2013, p.191.

³⁵⁹ **Bozarslan, H**, *idid*, p.191-192.

Istanbul pour parler des réformes turques sans qu'une délégation turque ne soit présente ». ³⁶⁰

Il est à l'origine de la politique de peuplement en Anatolie. Abdülhamid a conscience que les déplacements de populations qui ont lieu dans le Caucase ou les Balkans sont une « question vitale » car elles permettent de contrebalancer la hausse démographique de « nationalités » au sein de ce qui reste de l'Empire et pour lui il s'agit de ramener le flux de l'expansion musulmane en provenance des Balkans. Ce qui apporte la preuve que le sultan raisonne non pas en matière de « turcité » mais d'appartenance religieuse ».

Le panislamisme du sultan aura sans doute un effet retardant, mais n'empêchera pas le glissement des élites ottomanes vers l'Occident. Quant aux provinces arabes, le discours panislamiste ne réussira pas à infléchir leur volonté de se séparer de l'Empire. Et dès qu'elles le pourront, elles prendront leurs distances avec la Sublime Porte. En effet, en 1880-1881, les libelles et des placards à la manière des ceux qu'a connu l'Occident lors de « l'affaire des placards » font leur apparition à Beyrouth ou à Alep appelant les populations arabes à secouer le joug ottoman.

L'historienne Nikki Keddie a qualifié ce panislamisme de protonationalisme³⁶¹, car d'une part il constitue une résistance des peuples musulmans face à la pénétration culturelle, économique et politique du monde occidental, d'autre part, il permet l'intégration d'un sentiment traditionnel d'unité religieuse. Mais, l'historienne ajoute, qu'il est moderne par sa conception laïque d'idéologisation de ce sentiment. Ce qui est bien évidemment exact, car, même si le sultan et son entourage ont encore du mal à dessiner les contours de ce que sera la future nation turque, il doit bien admettre qu'il y « les Ottomans » qu'il désigne par « nous » et les « étrangers », par « eux » comme l'explique Abdül Hamid : « *La période où nous collions à notre chair ceux qui étaient d'une autre religion, comme on agrège des viandes hachées entre elles, est finie. Nous ne pouvons accepter dans les frontières de notre Etat que ceux qui sont de notre nation, ceux qui partagent les mêmes croyances religieuses que nous. Nous devons*

³⁶⁰ **Deringil, S**, *L'Empire ottoman et le pan-islamisme dans la Russie turcophone*, In : Cemoti N°16, 1993, pp.207-217.

³⁶¹ **Keddie, N**, *Pan-Islam as a proto-nationalism*, The Journal of Modern History, XLI, mars 1969, pp.17-28.

renforcer l'élément turcique en Roumélie et en Anatolie, et surtout assimiler les Kurdes qui sont parmi nous pour qu'ils fassent partie de nous »³⁶²

Ce panislamisme va l'amener à remettre en cause, la Constitution de 1876, source à ses yeux, des maux dont souffre l'Empire, parmi lesquels l'ingérence étrangère, qui se fait de plus en plus pressente au fil des années. Mais cette remise en cause de ce qui constituait une amorce de libéralisme ne sera pas du goût de jeunes libéraux qui ont souvent étudiés à l'Etranger et qui voient dans cette suppression un recul des libertés. Ce groupe, les Jeunes-Turcs vont fomenter un coup d'Etat qui aura pour conséquence de déposer le sultan Abdül Hamid et qui verra la promulgation d'une nouvelle Constitution, la *Meşrutiyet* (**Paragraphe 1**). Après leur prise de pouvoir et une volonté de pousser plus avant la libéralisation de l'Empire et face aux problèmes de l'Empire, ils choisiront une voie, celle du panturquisme (**Paragraphe 2**), qui conduira aussi à un échec, mais qui apportera sa pierre à l'édification du futur Etat-nation.

³⁶² Cité par **Bozarlan, H**, p.211.

Paragraphe 1. La *Meşrutiyet* : deuxième vague constitutionnaliste

Les Jeunes-Ottomans » avaient été à l'origine de la première expérience constitutionnelle³⁶³, auquel succédera, après la suspension de la Constitution de 1876, le mouvement « Jeunes-Turcs ». C'est, en effet, au sein même de ces formations politiques ottomanes naissantes³⁶⁴ que les fondements de la culture constitutionnelle et politique turque atteignent leur maturité.

Très influencés par l'Occident et son développement politico-culturel, ces Jeunes-Ottomans, issus de la bourgeoisie, turco-ottomane naissante, s'inspirent du modèle révolutionnaire des Carbonari qui se constitua, dans le Royaume d'Italie, à partir de 1867 en société secrète. Les Jeunes-Ottomans mirent ainsi le doigt sur les contradictions des *Tanzimat* qu'ils analysèrent comme une occidentalisation administrative aux effets pervers, car elle incitait les populations de l'Empire à proclamer leur indépendance, et ce faisant à se séparer de l'Empire. En copiant les formes occidentales, en sécularisant le droit et l'enseignement, en entamant des institutions religieuses comme la sharia et l'appareil éducatif des oulémas, cette volonté de réformes avait fait disparaître les instances qui équilibraient le pouvoir du souverain, et de ce fait désorganisé le système ottoman.

Face à ce constat, les Jeunes-Ottomans réclament l'avènement d'un gouvernement constitutionnel et l'octroi pour les membres du *millet*, d'une véritable citoyenneté. Ils devinrent ainsi l'opposition libérale au despotisme réformateur du sultan. Ils tentent d'introduire les idées de la Révolution française pour remanier en profondeur les structures de l'Empire. L'originalité profonde de ce courant de pensée est, en effet, d'avoir tenté d'associer un idéal constitutionnaliste d'origine occidentale à la revendication du maintien des droits et traditions islamiques³⁶⁵. Pour Namik Kemal, notamment, l'existence d'un gouvernement constitutionnel responsable devant une assemblée élue pouvait trouver sa justification dans le Coran et la loi islamique. Ces penseurs favorisent ainsi l'adaptation de concepts constitutionnels et politiques libéraux à une société orientale, comme par exemple ceux de « Patrie » ou de « Liberté » (*Hürriyet*), leurs deux mots d'ordre. Un tel effort de théorisation

³⁶³ *Meşrutiyet* qui, rappelons-le, signifie monarchie constitutionnelle. Il y a la *birinci Meşrutiyet* et la *İkinci Meşrutiyet* (première et deuxième monarchie constitutionnelle)

³⁶⁴ Originaires des grands centres urbains, comme Salonique ou bien Smyrne.

³⁶⁵ Lewis, B, *Le retour de l'islam*, Gallimard, Paris, 1993, p.83.

peut être considéré comme le prélude intellectuel et politique qui engendra la première expérience constitutionnelle ottomane. Mais l'échec de cette expérience sera aussi l'échec des « Jeunes-Ottomans ». En 1876, après la déposition du sultan Abdül Aziz, alors qu'était arrivé au pouvoir un sultan favorable au constitutionnalisme, leurs projets sont contrariés par un contexte international difficile et par l'incapacité de ce sultan à exercer le pouvoir. Son successeur, Abdül Hamid, après avoir accepté dans un premier temps la monarchie constitutionnelle qu'on lui propose, en vient, sous la pression des événements à rétablir un régime autoritaire plus respectueux des traditions islamiques de l'Empire qui le maintenait dans son rôle de calife du monde musulman : « *Sa Majesté le Sultan est, à titre de khalife suprême, le protecteur de la religion musulmane. Il est le Souverain et le Padichâh de tous les Ottomans.* » (art.4).

Pour ne pas perdre ces prérogatives qui pourraient être mises à mal par l'état de tension permanent qui parcourt la société ottomane, il invoque l'article 113 de la Constitution de 1876 qui pose le principe suivant : *En cas de constatation de faits ou d'indices de nature à faire prévoir des troubles sur un point du territoire de l'Empire, le gouvernement impérial a le droit d'y proclamer l'état de siège. Les effets de l'état de siège consistent dans la suspension temporaire des lois civiles. Le mode d'administration des localités soumises au régime de l'état de siège sera réglé par une loi spéciale. A Sa Majesté le Sultan appartient le pouvoir exclusif d'expulser du territoire de l'Empire ceux qui, à la suite d'informations dignes de confiance recueillies par l'administration de la police, sont reconnus comme portant atteinte à la sûreté de l'État.* »

Les Jeunes-Ottomans sont les premières victimes de cette réaction hamidienne qui aura pour conséquence, leur disparition de la scène politique. Pourtant, ce retournement de situation, ne fit pas disparaître l'idéal constitutionnel et le désir de voir sur le modèle de la Constitution belge de 1831, l'Empire se transformer en monarchie constitutionnelle.

Officiellement le mouvement des Jeune-Turcs a été créé le 14 juillet 1889, au sein de l'École de médecine militaire d'Istanbul. La légende qui entoure sa naissance veut qu'il ait vu le jour dans la clandestinité, ce qui semble peu vraisemblable, car aucun mouvement fut-il le plus anodin, n'avait de chance d'échapper à la sagacité de police secrète du sultan. Ce comité formé par de jeunes officiers, parmi lesquels se trouve le futur père de la Nation turque, Mustafa Kemal, fait renaître et amplifie la revendication constitutionnelle sous la dictature imposée par le sultan Abdül Hamid.

Pour faire évoluer l'Empire, ils prônent la transformation de la société par la science, l'éducation, le droit et souhaitent la doter d'un régime politique moderne et rationnel protégé par une constitution.

Les Jeunes-Turcs sont influencés, comme l'ont été avant eux les Jeunes-Ottomans, par les Carbonari italiens, mais les références à l'islam ont été effacées, et désormais, il est question de rationalisme, positivisme et de scientisme. C'est dans ces courants philosophiques qu'ils trouvaient l'essentiel de leur inspiration idéologique.

La conjoncture internationale conforte leur constitutionnalisme enthousiaste. Le modèle des Jeunes-Turcs, est le Japon constitutionnalisé et entré dans l'ère du Meiji³⁶⁶. Ainsi, pour cette nouvelle génération, seul le recours au constitutionnalisme est le seul remède capable de guérir « l'homme malade » métaphore qui caractérise l'Empire ottoman de la fin du 19^{ème} siècle.

Toutefois, au fur et à mesure que la revendication constitutionnelle s'intensifie, elle met à jour la complexité inhérente au projet de constitutionnalisation d'un tel Empire. Les textes fondateurs des *Tanzimat* et le texte de 1876 se sont déjà fortement préoccupés du problème du statut juridique des sujets ottomans. Leur universalisme humaniste proclamé n'est toutefois pas sans ambiguïté, dès lors qu'ils acceptent l'idée d'une société ottomane, compartimentée en *millet*.

Le rétablissement de la Constitution de 1876, débouche sur une seconde période constitutionnelle ottomane. Entre 1908 et 1913, celle-ci sera aussi la première expérience réelle de monarchie parlementaire dans l'empire. La société ottomane découvre les joutes électorales, la liberté de la presse, le droit de réunion, les grèves et même les revendications féministes. On assiste, en outre, à un développement sans précédent de l'édition et des débats politiques, religieux et philosophiques.

Cependant, cette seconde période constitutionnelle achevera de démontrer le caractère illusoire de la réforme ottomane, qui aura eu, malgré tout, le mérite de poser le problème de l'appartenance nationale et du bien fondé de la citoyenneté ottomane (A). Autant de questions qui remettront en cause l'idée d'appartenance à l'Empire et qui en relation avec les

³⁶⁶ 9 novembre 1867, à cette date, le caractère féodal du Japon fait place à la modernité, le pays entre dans l'ère des Lumières.

découvertes archéologiques d'Asie centrale, étendront la notion d'appartenance non plus à une entité, mais à un ensemble géographique **(B)**, ainsi la période verra la naissance du panturquisme.

A.Citoyenneté et de l'appartenance nationale

La revendication d'une citoyenneté ottomane dont les peuples de l'Empire semblaient s'accommoder, rejoint la question de la forme du futur Etat, car il est désormais évident que l'Empire moribond vit ses dernières années.

La question qui se pose concerne également la nature de ce dernier : faut-il promouvoir un État-nation unitaire turc ou lui préférer une fédération plus attentive aux droits des différents peuples et minorités de l'Empire ? Comme le souligne Jean-François Bayart : « *les membres du Comité Union et Progrès étaient en réalité des libéraux constitutionnels s'inscrivant dans la continuité des Jeunes-Ottomans de 1876 et comprenant dans leurs rangs des Arabes, Albanais, Juifs et même les premières années des Arméniens et des Grecs.* »³⁶⁷

La chambre basse et sa représentation pluriethnique traduit bien ce *Melting pot* ottoman, dans lequel de nombreux membres du *millet* fondent de grands espoirs. Mais, comme le souligne Norbert Von Bischoff : « *chacun de ces hommes appartenait à un monde physique et spirituel différent de celui de ses voisins et n'avait, avec ses collègues, aucune idée commune sur la forme et la mission de l'État à créer* »³⁶⁸

Le mouvement des Jeunes-Turcs ne résista pas à cette question, on ne peut plus cruciale et ne tarda pas à afficher deux tendances nettement opposées. En 1902, lors de son congrès de Paris, parti se scinda en « comité Union et Progrès » conduite par Ahmet Riza, quant à l'autre tendance elle prit le nom de « *Ligue pour l'initiative privée et la décentralisation* » fondée par

³⁶⁷ **Bayart, J-F**, *l'Europe et la laïcité contre la démocratie en Turquie*, In : critique internationale, n°1, automne 1998, pp.15-21.

³⁶⁸ **Von Bischoff, N**, *La Turquie dans le monde : l'Empire ottoman, la République turque*, Payot, 1936, 249 p, p.100.

le prince Sabaheddin³⁶⁹. Cette scission entre nationalistes turcs et libéraux ottomans devait avoir, par la suite, un retentissement funeste. Elle fut, en effet, à l'origine d'une dichotomie avec d'une part les fédéralistes voulaient un empire fédéral afin d'assurer le ralliement des minorités à la citoyenneté ottomane. Les unionistes voulaient quant à eux un empire centralisé et unitaire de type jacobin. Ce dernier va s'imposer, car les soubresauts qui agitent la vie politique, vont laisser apparaître les lignes de fractures qui auront bientôt raison de l'Empire.

Ainsi, le courant représenté par les fédéralistes libéraux, ne survivra pas à la défaite des deux guerres balkaniques. Ils sont accusés par la population d'avoir bradé l'Empire. L'assassinat du grand vizir Mahmoud Shevket, le 21 juin 1913, marque la défaite définitive des fédéralistes et avec eux, le rêve de citoyenneté ottomane disparaît (1) même si le panturquisme demeure une idéologie inavouée, car contraire aux principes des Jeunes-Turcs qui n'ont cessé de prôner l'union des peuples de l'Empire et non une identité turque excluant les autres nationalités (2).

1.L'échec de la citoyenneté et l'émergence du nationalisme unioniste

Le rêve suscité par le coup d'Etat Jeunes-Turcs va se traduire par un échec. Néanmoins, celui-ci, à ses débuts suscitent de grands espoirs au sein de la population et l'on assiste même à des scènes de fraternisation, notamment dans les grandes villes où les différents peuples de l'Empire célèbrent la fin du despotisme hamidien ; un épisode de l'histoire de l'Empire, raconté par Tekin Alp : « *On s'embrassait dans les rues, sur les places. Les prêtres, les imams, les rabbins fraternisaient, se montraient à la population bras dessus bras dessous. Les bandits grecs, roumains et serbes descendaient de leurs nids d'aigles et venaient mêler leurs barbes sur la poitrine chamarrée des officiers turcs.* »³⁷⁰

Ce récit idyllique, laisse apparaître le nouveau visage de l'Empire, où des liens semblent se tisser entre les peuples. Grâce à la Constitution, de véritables relations, non plus par l'intermédiaire du pouvoir, mais de manière horizontale et directe.

³⁶⁹ **Marcou, J**, *Turquie : la constitutionnalisation inachevée*, In : Égypte/Monde arabe, troisième série, 2, 2005 pp. 53-73, <http://ema.revues.org>.

³⁷⁰ **Risal, P**, p.677.

Les officiers « Turcs musulmans » auxquels Tekin Alp fait allusion n'ont à ce moment précis, qu'une aspiration qui est le sauvetage de l'Empire. Mais la période constitutionnelle va s'achever dans le nationalisme le plus intransigeant et la part des nationalités et l'Occident n'y est pas étranger.

Cette seconde période constitutionnelle achève de démontrer le caractère illusoire de la réforme ottomane. La conjoncture internationale défavorable, la guerre de Tripolitaine (1912-1913), les guerres balkaniques, ne sont pas étrangères à l'échec de la constitutionnalisation de l'Empire.

En premier lieu, cette période met clairement en relief l'impossibilité de transformer la citoyenneté ottomane en une véritable nationalité ottomane. En effet, l'emprise des unionistes sur le gouvernement favorise le développement d'un phénomène nationaliste de turquisation des citoyens de l'Empire. Une position qui est largement justifiée aux yeux de l'opinion dominante par les menaces sécessionnistes découlant de la montée des nationalités dans les Balkans et du désordre engendré par les mouvements nationalistes. Dès 1910, la province d'Albanie est rentrée en révolte contre le pouvoir ottoman, car la population de confession catholique s'insurge contre l'idée de devoir servir dans l'armée du sultan³⁷¹. L'insurrection se poursuit en 1911 et chrétiens et musulmans revendiquent de concert leur identité albanaise. Ce climat insurrectionnel se poursuivra jusqu'en 1912, date de la déclaration de guerre par la Ligue balkanique à l'Empire Ottoman.

En second lieu, le débat politique dans ce régime parlementaire naissant, et l'opposition entre libéraux et unionistes, loin de déboucher sur la formation du système constitutionnel, repose sur le bipartisme et l'alternance que certains appelaient de leurs vœux³⁷². Cette situation dégénère très rapidement en conflits ouverts : émeutes, interventions militaires, assassinats politiques, dissolutions du parlement, fraudes électorales.³⁷³

Ainsi dès 1913, on assiste à une sorte de coup d'Etat dans l'Etat avec la prise de pouvoir d'un triumvirat issus des rangs unionistes qui s'impose au plus haut sommet de l'Etat. Il est

³⁷¹ **Dumont, P, Georgeon, F**, *La mort d'un Empire (1908-1923)*, In : **Mantran, R**, (dir), *Histoire de l'Empire ottoman*, Fayard, 1989, p.601.

³⁷² **Fesh P**, *Les Jeunes-Turcs*, Paris, Paul Paclot Librairie-Éditeur, 1909, p. 61

³⁷³ **Marcou, J**, *Turquie : La Constitutionnalisation inachevée...*

composé d'Enver Pasha, Talat Pasha (1874-1921) et Cemal Pasha. Ces derniers s'éloignent de plus en plus du rêve d'un État ottoman constitutionnel, parlementaire et décentralisé. Ce triumvirat et ses dérivés vont conduire l'Empire à sa perte en le faisant entrer en guerre aux côtés des forces de la Triple alliance.

Les Jeunes-Turcs vont transformer les membres des ex *millet*, en minorités. Mais pour rejoindre le concert européen de veiller au respect des droits des minorités, cela a introduit la notion même de minorité, jusque là inconnue dans l'Empire et cela va s'accroître avec les Traités de Sèvres et de Lausanne, où les ex *millet* deviendront des minorités nationales, des citoyens de seconde zone dans leur pays.

Ensuite, les Jeunes-Turcs sont très sensibles aux discours tenus par Darwin, Le Bon et au moment où une partie de l'Empire fait sécession, ces thèses serviront à expliquer les comportements de certains peuples.³⁷⁴ Et sur le modèle de Darwin, les individus font l'objet d'une classification dictée par les circonstances et les pertes territoriales, ainsi les peuples chrétiens sont rangés parmi les ennemis de la Patrie, les musulmans non Turcs parmi lesquels figurent les Albanais, les Arabes et les Kurdes, sont qualifiés de traîtres, quant aux opposants Turcs ce sont « de vils objets qui se vendent au plus offrant »³⁷⁵

Le sociologue français Gustave Le Bon (1841-1931) dont les idées rencontrent un vif succès parmi les Jeunes-Turcs, verra l'une de ses idées maîtresses, reprise par les Unionistes : « *comprendre la psychologie des foules pour mieux leur faire accepter l'œuvre des élites* »³⁷⁶

Mais c'est dans la doctrine positiviste d'Auguste Comte, que les Jeunes-Turcs appartenant notamment à la mouvance unioniste recherchent des solutions aux problèmes rencontrés par l'Empire.

On va assister au fur et à mesure que la souveraineté de l'Empire disparaît de certaines zones à une radicalisation des positions de l'élite au pouvoir et à l'affirmation de plus en plus ouverte de l'idéologie turquiste, même si la Constitution qu'ils sont censés défendre ne les y

³⁷⁴ **Romeo, L.**, *Jeunes-Turcs et révolution de 1908 dans l'Empire ottoman*, In : Les clés du Moyen-Orient, 2010, <http://www.lescledumoyenorient.com>.

³⁷⁵ **Bedevis, Kuran, A.**, *Inkilap Hareketleri ve Milli Mücadele*, Baha Matbaasi, Istanbul, 1956, p.483

³⁷⁶ **Hanioglu, Ş.**, *Preparation for Revolution. The Young Turks (1902-1908)*, Studies in Middle Eastern History, 2001, p.314.

autorise pas. On assiste à l'apparition d'un discours raciste qui avance de manière voilée, mais qui finira par s'exprimer de manière virulente.³⁷⁷

2.Le (pan)turquisme : idéologie inavouée

De 1908 à 1914, l'ottomanisme n'est plus qu'une idéologie de façade, l'historien Hamit Bozarslan évoque la « schizophrénie »³⁷⁸ du Comité, obligé de louvoyer entre un ottomanisme contraint par le sultan et un turquisme de plus en plus affirmé. En effet la Constitution de 1876, pour le rétablissement de laquelle ils ont fait la révolution précise que : « *Tous les sujets de l'Empire sont indistinctement appelés Ottomans, quelle que soit la religion qu'ils professent.* »

Mais au risque de contrevenir à la loi, le turquisme est de plus en plus présenté comme une nécessité, une « *lutte pour la survie* »³⁷⁹ et ces thèses sont relayées par la presse proche des Jeunes-Turcs.

Le journal unioniste *Tanin*, ne laisse planer aucun doute sur l'échec de l'ottomanisme : « *Nonobstant les vifs espoirs des composantes ottomanes dans le futur, nous savons à travers mille exemples et signaux offerts à nos yeux, que personne ne désire plus que nous, les éléments musulmans la survie de l'Etat. Cela signifie que si nous, la composante musulmane, souhaitons que notre vie soit assurée dans la situation actuelle du pays, nous devons prendre le pouvoir pour exercer notre influence et ne pas le laisser capter par d'autre composantes* ». ³⁸⁰

³⁷⁷ Dès lors le panturquisme revêt un caractère exclusif rejetant tout ce qui n'est pas Turcs. Ce racisme s'exprimera sans retenue en particulier lors de la deuxième guerre mondiale.

³⁷⁸ **Bozarslan, H** , *Histoire de la Turquie, de l'Empire à nos jours*, Taillandier, 2013, p.274.

³⁷⁹ *Cidal i Hayat*. L'expression a été introduite dans le vocabulaire ottoman par le nationaliste Yusuf Akçura. Cité par **Georgeon, F**, *Aux origines du nationalisme turc. Yusuf Akçura (1876-1935)*, ADPF, Paris, 1980, p.21.

³⁸⁰ Le texte a été rédigé par **Hüseyin Cahit** (1875-1957), éditorialiste du journal unioniste. Cité par **Akşin, S**, *Jön Türkler ve Ittihat ve Terakki*, Gerçek Yayinlari, Istanbul 1980, p.169.

Le message est donc clair, désormais l'identité turque ne peut être que musulmane et surtout, la citoyenneté ottomane censée réduire l'altérité est un échec criant.

Désormais, il y a les Turcs qui ne peuvent être que musulmans et « les autres ». Quant à l'idée de nation, elle intègre toujours le paramètre religieux. La déclaration du sultan, traduit la prise de conscience des élites qui estiment que pendant des siècles, l'exercice du pouvoir a échappé à l'élément turco-musulman.

Le discours va se radicaliser au moment des guerres balkaniques et Hüseyin Cahit n'hésite pas à évoquer le droit historique qu'ont les « Turcs » sur le territoire de l'Empire, il parle d'un droit « *de conquérant vieux de plusieurs siècles. Il n'est plus question d'Empire mais de pays qui ne peut devenir un jouet pour accomplir, l'intérêt particulier des composantes non musulmanes. Quoi qu'on en dise la nation dominante dans ce pays, sera la nation turque* ». ³⁸¹

Les « enfants de la conquête » ou *evlad-i fatihan*, dont il a déjà été question, apparaissent comme l'élément fondateur de l'Empire, la référence, le point d'ancrage pour le turquisme. Même si certaines communautés chrétiennes, parmi lesquelles on trouve les Macédoniens et certains groupes arméniens alliés, comme la Fédération révolutionnaire arméniennes, croient en l'ottomanisme et affichent une solidarité avec les Jeunes-Turcs, ces prises de positions ne résisteront pas aux guerres balkaniques et surtout à la première guerre mondiale, car désormais, c'est un discours radical qui va s'imposer et qui va évoluer vers un panturquisme exclusif.

B.L'expérience éphémère d'un panturquisme étatique

Des trois mouvances Jeunes-Turcs, c'est la tendance turquiste, nationaliste, emmenée par Ahmed Riza toute acquise aux thèses positivistes d'Arthur Comte et défendant un centralisme autoritaire chargé de maintenir l'intégrité territoriale de l'Empire qui s'impose au pouvoir. C'est à elle qu'incombera de gérer la fin de l'Empire et ses crises successives. C'est également elle qui assumera la responsabilité du massacre perpétré sur la population arménienne.

Les guerres balkaniques vont entraîner un double paradoxe au sein de l'Empire, d'une part il y a les Arméniens proches des Jeunes-Turcs qui partent combattre dans les Balkans pour sauver ce qui reste de l'Empire et de l'autre côté, la mouvance unioniste qui perçoit les chrétiens comme une cinquième colonne à la solde des puissances étrangères. L'achat par les Grecs de l'Empire d'un cuirassé, sera interprété comme un *casus belli* et donnera lieu à un boycott des boutiques grecques de 1913 à 1914, puis à des expulsions, dont le nombre est estimé à 755 823³⁸². Ce caractère virulent est aussi impulsé par des idéologies européennes où le racisme à l'égard d'autrui commence à transparaître. C'est le cas d'Auguste Comte qui demandait l'expulsion de l'Occident de tout ce qui n'était pas chrétiens. C'est ce qu'il nomme « l'ensemble de l'opération historique »³⁸³. Certains membres de la mouvance Jeunes-Turcs vont calquer leur idéologie sur celle du sociologue français, c'est le cas de Yusuf Akçura qui introduit le concept de race dans le discours nationaliste (1) qui se traduira dans la politique des Jeunes-Turcs par une attitude ostracisante à l'égard des non-musulmans (2).

1. Yusuf Akçura : l'introduction du concept racial

Si le nationalisme turc a acquis un caractère virulent au sein de la mouvance unioniste, cela est en parti dû au pamphlet dont Yusuf Akçura est l'auteur (1976-1935), ce dernier est un Tatar originaire de Russie et comme nous l'avons écrit a subi la virulence du panslavisme à l'égard des populations musulmanes et turcophones de l'Empire russe.

Son pamphlet qui paraît en 1904 et qui s'intitule *Üç Tarzi Siyazet* ou les trois modes politiques, fustige avec une certaine violence à la fois à l'ottomanité, mais également l'indolence des Turcs³⁸⁴, peu intéressés par leur propre culture ; y compris dans les strates les plus hautes de la société qui a cédé à la facilité en imitant les Occidentaux. Il déplore aussi que les intellectuels ne montrent pas la voie à suivre et se détournent de l'histoire turque. Sa célèbre phrase selon laquelle les Turcs ont oublié leur passé, devient les fondements même du panturquisme, puis du nationalisme et sera repris quelques années plus tard par Mustafa

³⁸² Akşam, T, *Ermeni Meselesi Hallolunmustu*, İletişim Yayınları, İstanbul, 2008, p.100

³⁸³ Hentsche, Th, *L'Orient imaginaire, La vision politique occidentale de l'Est méditerranéen*, Minuit, Paris, 1988, p.205.

³⁸⁴ Tekin Alp, n'avait pas hésité dans son article à expliquer les malheurs de l'Empire, par le fatalisme coutumier des Turcs, « propres aux peuples asiatiques », p.674.

Kemal. En effet, Akçura rend les historiens ottomans responsables de la perte de la conscience identitaire. Selon lui, ils ont privilégié l'histoire des sultans au détriment de l'histoire du peuple turc.

Akçura relie pour sa part, l'histoire des Turcs aux grands courants de l'histoire universelle. Influencé par l'historiographie européenne, il la place comme moteur du nationalisme. Mustafa Kemal adoptera son point de vue avec les « thèses d'histoire » et les idéologues de la synthèse turco-islamique dans les années 1960 feront de même.

Enfin, il émancipe l'historiographie turque traditionnelle des schémas imposés par l'historiographie islamique et va même jusqu'à ignorer la rencontre entre turcité et islam. Car, il mise sur l'unité des peuples turcs unifiés par Gengis-Khan, ce qui n'est pas du tout avéré et de surcroît va à l'encontre de l'historiographie officielle ottomane qui tient les mongols pour des barbares.

En définitive, Yusuf Akçura prône l'unité de la turcité, car la Nation politique turque ne peut qu'être basée sur la race. Dès lors les germes des futurs massacres perpétrés sur les populations non-turques sont instillés dans les esprits, car le panturquisme est marqué par le darwinisme social et les concepts comme « la sélection naturelle » ou *istifa* et « la lutte pour la survie » ou *cidal i hayat* que Yusuf Akçura a introduit dans le vocabulaire populaire ottoman sont familiers aux Jeunes-Turcs et de la désignation à la réalisation, il n'y aura plus qu'un pas, que les événements dramatiques permettront de franchir. Cette lutte pour la survie sera à l'origine de l'un des plus grands massacres qu'ait connu l'Empire : le génocide arménien.

2.Le nationalisme unioniste : haro sur les non-musulmans

Si l'ère Jeune-Turque avait commencé dans l'esprit de concorde, à l'issue de quelques mois, le discours va devenir de plus en plus hostile aux minorités accusées d'avoir des visées irrédentistes et de s'unir aux occidentaux pour y parvenir. Les deux nationalités visées sont la nationalité grecque soutenue par sa sœur orthodoxe, la Russie et la nation arménienne qui bénéficie également de l'aide de la Russie, mais aussi de la Grande-Bretagne.

Le génocide arménien de 1915 est l'aboutissement sanglant d'une série de massacres perpétrés sur les populations arméniennes dès 1862 avec le massacre du Zeitoun. Il y a tout d'abord le *Projet de règlement organique pour l'Arménie turque*, qui agace les autorités ottomanes, et ce, d'autant plus que pendant trente ans les Arméniens vont le soumettre aux puissances occidentales, afin qu'elles fassent pression sur la Sublime Porte.

Mais celle-ci ressent le danger qu'il y aurait à accéder aux *desiderata* arméniens avec notamment l'article 3 qui « *prévoyait pour l'organisation de la Justice que le chef de la magistrature musulmane, nommé par le Sultan, aura pour charge d'inspecter les contestations entre musulmans, tandis que les procès civils, criminels et commerciaux seront gérés par les tribunaux ordinaires composés de trois juges dont l'un aura la fonction de président. « Un code civil et un code criminel seront élaborés conformément aux principes modernes de la justice en Europe. » La liberté de culte sera assurée, l'entretien du clergé devant être à la charge de chaque communauté* ». Cet article prévoyait un transfert de souveraineté de l'Empire ottoman à un futur Etat arménien. Une perte qui était tout à fait inadmissible pour le pouvoir d'Istanbul qui prévoyait au contraire de créer un ensemble ottoman en mettant fin aux particularismes.

L'article 4 prévoyait : « *La force publique s'appuiera sur une gendarmerie et une milice, celle-ci étant composée d'Arméniens et d'éléments non-Arméniens, à l'exclusion des Kurdes, Circassiens et autres populations nomades. Chargée du maintien de l'ordre et de la sécurité, la gendarmerie sera appuyée, en cas de besoin, par une milice composée de 4 000 hommes, sans préjudice des garnisons des troupes ordinaires administrées par le gouvernement impérial.* » La région étant peuplée à majorité de Kurdes et de Circassiens, cela revenait à composer une milice exclusivement arménienne. *Enfin il était prévu que le règlement organique soit placé sous le contrôle d'une commission internationale nommée pour un an par les puissances garantes surveillera l'exécution de ce règlement.* La perte de la souveraineté de l'Empire aurait été totale. Cet état de tension permanent sera à l'origine de l'affaire du Zeitoun de 1862³⁸⁵, dont les habitants ont établi un gouvernement républicain, présidé par l'archevêque et régi par un conseil des princes et par des *kaïas*, responsables

³⁸⁵ **Ter Minassian, A**, *Le mouvement révolutionnaire arménien, 1890-1903*, In : Cahiers du monde russe et soviétique, vol 14 n° 4, 1973, pp. 536-607.

administratifs musulmans ou chrétiens. L'origine de ce premier grand massacre aura pour origine un conflit sanglant à propos d'un terrain. Venus pour enquêter, le *kaïa* Garabed et ses compagnons furent attaqués par des individus. En représailles, les Zeïtouniotes sont massacrés en pleine nuit à Alabach par Djamis-oglou par les *bachi-bozouk*³⁸⁶, sur ordre du gouverneur Aziz Pacha et de la Sublime Porte. Les musulmans de Marach s'en prirent aussitôt aux chrétiens tandis qu'Aziz Pacha marchait déjà sur Zeïtoun à la tête de cinq mille *bachi-bozouk*, pillant et massacrant. Le jeudi 14 août, poussé par d'autres renforts, il pénétra dans le Zeïtoun, mais se heurtant à une forte résistance, dut battre en retraite, abandonnant canons, drapeaux, armes et munitions. Venues d'Alep, des troupes anglaises vinrent protéger les chrétiens, sans réussir pour autant à faire cesser les exactions, ni à apaiser les tensions en Cilicie.

Les tensions avec ces derniers s'accroissent dès la proclamation de la première Constitution Entre 1894 et 1896, les Arméniens réclament des réformes et une modernisation des institutions et ce conformément aux dispositions Le sultan en fait massacrer 200.000 à 250.000 par les montagnards kurdes. A Constantinople même, la violence se déchaîne contre les commerçants arméniens du grand bazar.

Un million d'Arméniens sont dépouillés de leurs biens et quelques milliers convertis de force. Des centaines d'églises sont brûlées ou transformées en mosquées... Rien qu'en juin 1896, dans la région de Van, au cœur de l'Arménie historique, pas moins de 350 villages sont rayés de la carte.

La radicalisation des Jeunes-Turcs est postérieure aux guerres balkaniques (1912-1913) censées donner l'estocade au gouvernement ottoman. Telle est en tout cas la perception qu'en ont les Jeunes-Turcs.³⁸⁷

Dans l'armée le ressentiment à l'égard des Arméniens voit le jour dans la dernière décennie du 19^{ème} siècle, et le sentiment qui domine est d'abriter une "cinquième colonne" à la solde des Nations européennes et en particulier de la Russie. Avec une épée de Damoclès qui serait l'invasion de la partie orientale de l'Empire, avec l'aide des Arméniens «

³⁸⁶ Les bachi-bouzouk sont des cavaliers mercenaires de l'armée ottomane, avec un armement non standardisé et en pratique très léger.

³⁸⁷ **Ter Minassian, A**, *Une histoire arménienne des guerres balkaniques*, In : *Balkanologie*, vol X, n° 1-2, mai 2008, <http://www.balkanologie.revues.org>.

Mon but est de créer une armée petite, mais forte pour conserver notre pays contre nos petits voisins qui ne pensent pas à se rassasier."³⁸⁸

Aussi, moment du premier conflit mondial, le gouvernement unioniste affiche clairement son orientation pantouranienne et leur principal obstacle est l'irrédentisme arménien de l'Empire qui affiche, une préférence très marquée pour les Russes, seuls à pouvoir les libérer. Mais le choix arménien aura une funeste conséquence car l'Empire qui vit ses dernières heures, est sous la menace d'une disparition pure et simple, comme le précise Bernard Lewis : « *Pour les Turcs, cette menace sécessionniste arménienne apparaissait comme la plus redoutable de toutes. Ils pouvaient encore, tout à regret que ce fût, abandonner leurs conquêtes serbes, bulgares, albanaises et grecques pour rapprocher de chez eux les frontières de l'Empire. Mais les Arméniens, qui s'étendaient à travers la Turquie d'Asie depuis la frontière du Caucase jusqu'à la côte méditerranéenne, étaient implantés en plein cœur de la patrie turque ; et renoncer à ces régions aurait signifié plus que le tronçonnement : la dissolution de l'État turc.* »³⁸⁹

Fin juillet 1914, le parti Datchnak, fondé en Géorgie en tant qu'organisation socialiste, est à la pointe du mouvement national arménien et il convoque son huitième congrès à Erzeroum

A la fin du congrès, une délégation de personnalités appartenant aux Jeunes-Turques vint proposer aux représentants arméniens leur participation à la guerre contre les Russes, leur offrant en contrepartie un Etat autonome comprenant les territoires de Transcaucasie peuplés d'Arméniens ainsi qu'un certain nombre des districts des provinces d'Erzeroum, de Van et de Bitlis.³⁹⁰

Le parti leur oppose une fin de non recevoir, arguant le choix de la neutralité. Au même moment, le catholicos³⁹¹ d'Etchmiadzin, patriarche de tous les Arméniens, lance un appel vibrant à Vorontzov-Dachkov, vice-roi du Caucase, demandant à la Russie de protéger les

³⁸⁸ Enver Pasha. Rapport n° 682 du 28 janvier 1914, In : Citations du héros et martyr Enver Paşa (Enver Pasha).

³⁸⁹ **Lewis, B**, *Islam et laïcité. Naissance de la Turquie moderne*, Fayard Paris, 1988, p.312.

³⁹⁰ **Mandelstam, A**, *La Société des Nations et les Puissances devant le problème arménien*, Pédone, 1926 ; rééd. Imprimerie Hamaskaïne, Paris, 1970, 520 p.

³⁹¹ Patriarche arménien.

Arméniens et de modifier le statut d'autonomie, déjà acquis à leur profit, avec la nomination d'un gouverneur chrétien choisi par la Russie à la tête des six provinces unifiées.

Autant d'actions qui auront les répercussions connues et aboutiront aux massacres sur les populations civiles arméniennes.

En contre- partie des six provinces orientales turques, si celles-ci sont conquises avec l'aide arménienne, reviendront au futur Etat arménien. Les Arméniens proposent la création d'unités de volontaires et des télégrammes sont aussitôt envoyés par le Conseil national arménien à toute la communauté, lui demandant de se mobiliser. Ainsi, le 1^{er} novembre, quatre détachements de volontaires arméniens, composés d'Arméniens de Turquie sont constitués contre la Turquie³⁹².

Une initiative déconseillée par les élites arméniennes de l'Empire ottoman, comme par les sociaux-démocrates géorgiens ». Ces derniers pressentent qu'elle va conduire à des massacres qui auront lieu en 1915 et à l'expulsion en masse des Arméniens de la Turquie

Effectivement, les Jeunes-Turcs mobilisent les Kurdes et les *Hamidiyye*³⁹³, unités créées sous le règne d'Abdül Hamid. Mais dès le premier contact avec les Russes, 10 000 de ces cavaliers, sur un total de 13 000, désertent et se dispersent dans les villages des environs. De même, les fantassins kurdes et arméniens, mobilisés dans l'armée régulière, désertent et vont avec leurs armes protéger leurs villages. Dès le premier mois de la guerre, la confusion est totale.

Après l'échec de la première tentative de pénétrer vers Van, les Russes décident d'utiliser le territoire iranien. Une colonne russe, accompagnée du premier détachement de volontaires arméniens de l'Empire ottoman, dirigé par Antranik Ozanian (1865-1927), le chef arménien le plus célèbre, traverse Khoy et Qotur et occupe Saray, à l'intérieur du territoire turc et à 70 kilomètres de Van. Baskale, plus au sud, est occupé le 24 novembre par l'armée russe.³⁹⁴

³⁹² **Yerasimos, S**, "*Caucase, la grande mêlée (1914-1921)*", In : *Hérodote*, n° 54-55, 4^{ème} trimestre 1989, pp. 155-159.

³⁹³ **Dorronsoro, G**, *Les politiques ottomane et républicaine au Kurdistan à partir de la comparaison des milices Hamidiye et korucu : modèles institutionnels, retribalisation et dynamique des conflits*, In : *European Journal of Turkish Studies*, n° 5, 2006, <http://ejts.revues>.

³⁹⁴ **Ter Minassian, A**, *Histoires croisées : diaspora, Arménie, Transcaucasie, 1880-1990*, Marseille, Parenthèses, 1997, pp. 120-121.

Les habitants arméniens en profitent pour piller les maisons musulmanes. Une contre-offensive turque récupère la ville et en représailles, perpétuent un massacre sur les populations locales essentiellement arméniennes, même si on dénombre des massacres sur Yezidis.

Après les premiers revers, les Turcs préparent une grande offensive. Le généralissime Enver Pasha prévoit une grande percée qui lui ouvrirait le Caucase et même au-delà, la patrie ancestrale, le Turkestan.

Quelques 120 000 hommes sont lancés en décembre sur des chemins de montagne à plus de 2 000 mètres d'altitude. L'offensive turque, dite de *Sarikamis*, du nom de la ville qui était le premier objectif, fut une des plus grandes défaites de l'histoire turque, due notamment aux conditions climatiques et à une logistique lamentable. Elle fit plus de 70 000 morts, dont la plupart périrent gelés. Cette guerre sur le flan est de l'Empire est marquée par la révolte de Van au début du printemps et, le 20 avril, la révolte arménienne de Van éclate.³⁹⁵

Devant les nouvelles de la révolte de Van, les détachements arméniens accélèrent leurs préparatifs et quittent Erevan le 28 avril. Trois jours plus tard, Halil Bey se trouve à Dilman, au nord de l'Ourmia, face au premier détachement arménien, celui d'Antranik Ozanian.³⁹⁶

Le lendemain, la bataille est encore indécise, quand le commandant turc reçoit un télégramme lui annonçant la révolte de Van et la nécessité de rentrer pour protéger la route de Mossoul à travers Bitlis. Le temps que Halil Bey arrive à Bitlis avec une armée en très mauvais état, harcelée le long du parcours par les Kurdes, les détachements arméniens entrent à Van le 18 mai et entreprennent le « nettoyage ethnique »³⁹⁷ des rives du lac. En même temps une colonne russe se dirige à travers Baskale un territoire à majorité nestorienne dont les chefs choisissent de combattre aux côtés des Russes. Des membres de la communauté nestorienne, très importante dans cette ville, hésitant à suivre le patriarche à cause de la proximité des Turcs, sont assassinés par ses émissaires.

³⁹⁵ **Yerasimos, S**, *Le caucase, la grande mêlée (1914-1921, Caucase, la grande mêlée (1914-1921)*", Hérodote, n° 54-55, 4e trimestre 1989 p.23.

³⁹⁶ **Yerasimos, S**, *ibidem*, pp. 155-159.

³⁹⁷ **Yerasimos, S**, *ibidem*, pp. 155-159.

Au moment où les forces russes occupent la plus grande partie des six provinces ottomanes, revendiquées par les Arméniens, Sazonov, le ministre russe des Affaires étrangères, dans une note au grand-duc Nicolas, vice-roi du Caucase, s'élève contre le projet d'une région arménienne autonome, puisque la population arménienne, qui n'atteignait avant la guerre que le quart de la population totale, avait encore diminué au cours des deux dernières années. Par conséquent, l'insistance des autorités russes à maintenir ce projet sur un territoire sous leur occupation leur aliénerait les populations musulmanes.

Il est important de souligner que si le pantouranisme a été l'idéologie des Unionistes, la guerre contre la Russie et les Arméniens et la révolution russe vont ouvrir une perspective aux Jeunes-Turcs qui face à l'aggravation de la situation et pour mobiliser les troupes, agitent le péril chrétien. Ils sont parvenus ainsi à rallier les Kurdes à leur cause et reprendre progressivement les bords du lac de Van. Le 4 août, les Russes ont quitté la ville et évacué la population arménienne. Mais dans le Caucase, l'embrasement est général et les Arméniens massacrent les populations musulmanes azéries : *« La question du Zanguezour, remis à l'Arménie, fut la plus tragique pour les populations azéries. Harcelés par les milices d'Andranik Ozanian en 1918-1919, brutalisés et expulsés sans ménagement de leurs villages, les paysans musulmans virent leur terre occupée par les troupes arméniennes dashnakes, qui firent de ces régions difficiles d'accès un bastion imprenable après les avoir pratiquement dépeuplées »*.³⁹⁸

Aussi, ce brutal de situation va amener les Unionistes et Enver Pasha à ne plus évoquer le pantouranisme, mais le panislamisme et le socialisme. En décembre 1919, il adresse une lettre à Cemal Pasha, autre membre du triumvirat, dans laquelle il fait état de liens avec le nouveau pouvoir de Moscou :

« Nos amis bolcheviks acceptent de nous aider dans le cadre des idées débattues au cours de nos entretiens. Pour l'instant, voici ma position dans ses grandes lignes : « Libérer les nations musulmanes. Etant donné que le capitalisme impérialiste constitue notre ennemi commun, il nous faut collaborer avec les socialistes. Adhérer au socialisme, à condition de l'adapter aux doctrines religieuses qui régissent le fonctionnement interne des pays musulmans. Pour la

³⁹⁸ Constant, A, *L'Azerbaïdjan*, Paris, Karthala, 2002, p. 286.

*libération de l'Islam, employer tous les moyens possibles de pression, y compris la révolution. En cette matière, collaborer aussi avec les nations asservies non musulmanes. Permettre, à l'intérieur de la communauté islamique, l'essor de toutes les couches sociales. C'est tout pour l'instant. Par la suite, il faudra agir en fonction de l'évolution de la situation.*³⁹⁹ »

Quelques mois plus tard, il affirme vouloir mettre sur pieds des sociétés révolutionnaires islamiques et constituer des bataillons musulmans qui pourraient, au printemps, et ce de secourir l'armée impériale sur les différents fronts anatoliens.⁴⁰⁰

Les historiens estiment qu'avec fin du premier conflit mondial l'idée pantouranienne consistant à vouloir réunir tous les peuples turcophones sous la bannière ottomane est moribonde c'est ce qu'exprime en 1929 Emin Rezul Zade lorsqu'il répond au journaliste arménien A. Khondkarian :

*Passant à la question du "pantouranisme" nous estimons utile de donner quelques détails sur certains milieux où ce problème se trouve mis à l'ordre du jour. Il convient tout d'abord de signaler que, de même que parmi les peuples slaves, l'idée de former un seul groupement, a germé parmi les peuples turcs. La conception d'un tel groupement a pris, avec le temps, un caractère romantique qui n'a pas été sans faire sentir son influence bienfaisante et progressive par comparaison avec l'idéologie religieuse-islamiste qui absorbait jusqu'à ce jour la vie du monde turco-tatare. Toutefois, le pantouranisme possédant des conditions et possibilités bien inférieures au panslavisme, est arrivé en un laps de temps bien plus court à des déductions que le panslavisme avait déjà faites. Et c'est pourquoi de nos jours, les plus ardents pantouraniens n'ont d'autre souci que de chercher le moyen de conserver le plus possible la culture générale de leur pays dans son intégrité.*⁴⁰¹

Le pantouranisme, une idée romantique ? Sans nul doute, car au moment où Emin Rezul-zade écrit, l'Empire ottoman n'est plus qu'un souvenir et la République de Mustafa Kemal a

³⁹⁹ Lettre adressée à Cemal Pasha, le 20 août 1920.

⁴⁰⁰ Lettre adressée à Cemal Pasha, le 20 août 1920.

⁴⁰¹ **Resul-Zade, E.**, *En esclavage chez les Russes*, In : Revue Prométhée, n°38, janvier 1930, pp.4-9.

relégué cette idée aux oubliettes de l'histoire, lui préférant une autre notion : « le turquisme ». Mais cependant, les Jeunes-Turcs ont tenté peu avant la fin du premier conflit mondial de promouvoir l'idée de panturquisme et de susciter un sursaut identitaire afin de sauver ce qui peut encore l'être de l'Empire ottoman.

Et pour cela, Enver Pasha pense qu'il convient de se rapprocher des Bolcheviks et nécessairement adhérer à ses idées, tout en suscitant une réaction du côté de l'islam. Un passage obligé en sorte, un prélude à une union des peuples turcs à laquelle, il n'a pas renoncé. Sa déclaration faite en septembre 1920 au Congrès des peuples de l'Orient qui s'est tenu à Bakou, il annonce avoir adhéré à la 3^{ème} Internationale. Il y est question, sous l'influence des Bolcheviks de peuple, ce qui constitue une nouveauté dans le discours politique ottoman.

« Nous nous sommes donc toujours appuyés sur la partie opprimée du peuple. Nous ressentons ses douleurs, nous vivons avec elle et c'est avec elle que nous mourrons. Camarades, nous insistons, au nom du peuple, sur le droit de ce dernier à disposer lui-même de son avenir politique. Nous nous croyons liés étroitement, pour toute la vie, à tous ceux qui veulent vivre avec nous ; et nous voulons laisser s'organiser eux-mêmes tous ceux qui ne veulent pas vivre avec nous. Tel est notre point de vue sur à la question nationale. Camarades, nous sommes contre la guerre, c'est-à-dire que nous ne voulons pas que les hommes s'entre-déchirent dans l'intérêt du pouvoir. Et pour établir enfin le règne de la paix sur la terre, nous nous rangeons du côté de la troisième Internationale et continuons encore, à l'heure qu'il est, en dépit de tous les obstacles, à soutenir une lutte des plus sanglantes. Camarades, nous voulons le bonheur des travailleurs.[...]. Camarades, nous sommes persuadés que seul un peuple conscient peut conquérir la liberté et le bonheur. Nous voulons qu'un savoir véritable, uni au travail, pour nous assurer une liberté vraie, éclaire et instruisse notre pays. »⁴⁰²

Le discours est révolutionnaire, car il revient sur des notions fondamentales qui n'avaient pas cours dans l'Empire ottoman, l'idée d'un peuple conscient, donc éduqué capable de prendre sa destinée en mains et d'autre part, il admet que la nouvelle nation ne pourra pas contraindre les nationalités qui ne le souhaitent pas à vivre dans « l'Empire ottoman » ou du moins ce qui l'en reste. Des idées forces qui annoncent les décennies suivantes et les réformes qui vont être entreprises par Mustafa Kemal.

⁴⁰² Déclaration lue au Congrès des peuples de l'Orient à Bakou, septembre 1920.

Paragraphe 2. Le panturquisme, une réponse politique à la déliquescence de l'Empire

Au moment où la disparition de l'Empire ottoman paraît inéluctable, les intellectuels qui jusqu'alors avaient marqué un certain mépris pour tout ce qui pouvait les rattacher à leurs origines turques, vont se raccrocher à la notion d'identité panturque et pantouranienne. L'historien Stéphane Yerasimos n'hésite pas à comparer ces notions à des bouées de sauvetage :

*« Le terme même de turc, récusé jusqu'alors par l'élite ottomane attribué uniquement par condescendance et mépris à l'inculte paysan et au rude nomade, et que quelques intellectuels avaient seuls, timidement tenté de revaloriser pendant les décennies précédentes, est saisi comme une bouée de sauvetage ».*⁴⁰³

Mais il y a une autre raison à cela, pour les Ottomans de la fin du siècle, il est impossible de se résoudre à perdre l'Empire et ses possessions. Par conséquent revendiquer le panturquisme ou le pantouranisme revient à se projeter dans un autre espace et à récupérer d'autres possessions, tout en préservant l'idée impériale, l'Etat avec à sa tête le sultan.

Dans cette partie nous allons définir ces deux notions de panturquisme et pantouranisme (A) puis la manière dont Ziya Gökalp (B) a réussi à en faire un instrument politique entre les mains des Jeunes Turcs enfin, de quelle manière il parvient à prolonger la vie de l'Empire en ressuscitant la langue et la culture turques.

A. Du panturquisme au pantouranisme

Le 23 mars 1918, le journal İktisat, réputé proche des Jeunes-Turcs, écrivait : «*La Mer Noire est une mer musulmane et ottomane*». Des propos qui reflètent les idées de l'intelligentsia ottomane à l'issue du premier conflit mondial qui va emporter les derniers empires. La

⁴⁰³ Yerasimos, S, "L'obsession territoriale ou la douleur des membres fantômes", In : Vaner, S, (dir.), *La Turquie*, Paris, Fayard, 2005, p.40.

question de l'identité est au cœur des préoccupations, car la question est bien de savoir de quelle manière ils vont pouvoir sortir indemnes de la dissolution annoncée de l'Empire ottoman, ils se mettent à rêver à un autre empire, non plus fondé sur la pluriethnicité, mais sur l'identité turque.

Ils se détournent de la partie désormais perdue de l'Empire : les Balkans, pour regarder vers l'Extrême-Orient.

L'idéologie a donc vu le jour au 19^{ème} siècle et son objectif est de chercher à renforcer les liens existants entre les peuples turcophones, dont la plupart sont en butte au panslavisme, et de réunir sous une même bannière turco-musulmane : les Turcs d'Anatolie et des Balkans, les Gagaouzes de Moldavie et d'Ukraine, les Azéris, les Hazaras, les Turkmènes, les Kirghizes, les Tatars, les Ouzbeks, les Kachkaïs, les Bachkirs, les Balkars, les Tchouvaches, les Avars et les Meshkètes du Caucase, les Kazakhs de Mongolie, les Ouïghours du Xinjiang, les Touvains de Sibérie, etc. Tous ces peuples descendant des tribus turcophones d'Asie centrale.⁴⁰⁴

Le panturquisme va à mesure des pertes territoriales se concentrer sur l'Asie centrale et l'Extrême-orient. Dans un deuxième temps cette solidarité retrouvée devrait conduire à l'union au sein d'une même nation, une même patrie ou *annavatan*⁴⁰⁵ ou mère-patrie.

Le panturquisme offre des similarités dans sa genèse et son idéologie avec le pantouranisme. Ce qui les différencie c'est la référence à l'islam. Le panturquisme prend en compte la dimension ethnique et culturelle dans laquelle la religion à sa place.

Contrairement à lui le pantouranisme est l'union des peuples de langue turque et finno-ougriennes, branche à laquelle appartiennent les Hongrois et les Finlandais et se base non plus sur la religion, mais sur l'ethnie et les similitudes linguistiques.

Le nom de *Turan* cité dans le *Shâhnâmeh* ou «Livre des rois» de Firdowsî au 10^{ème} siècle, désigne une plaine, une dépression, terre de nomades par excellence, et contrepartie du haut

⁴⁰⁴ **Ben Mansour, S**, *Pantouranisme : une nation turque du Danube à la Sibérie*, 8 juillet 2014, <http://islam-des-mondes.blogspot.fr>.

⁴⁰⁵ Turgut Özal donnera dans les années 1980, le nom d'annavatan à son parti politique.

plateau iranien, terre de cultivateurs, qu'elle jouxte au Nord-Est, appelé *Êrân* (Iran), ou «Terre des Aryens».⁴⁰⁶

Cette entité nommée Touran a pour base, une hypothétique origine commune fondée sur des théories linguistiques aujourd'hui abandonnées. Armin Vambery (1832-1913) sera l'un des artisans de cette idéologie, Hongrois d'origine il est féru de langues et cultures d'Asie centrale et prônera l'idée selon laquelle, il existe une matrice centre-asiatique commune aux peuples hongrois et turcophones, avant de se rétracter et de trouver l'idée absurde.⁴⁰⁷

La désignation collective « touranide » servirait de référence à tous les peuples non-indo-européens et non-sémitiques de l'Ancien monde. Sous la désignation de « touranides ».

En Hongrie, l'idée d'un lien entre Turcs et Hongrois apparaît très séduisante. En effet, les Magyars apparaissent comme « les cousins steppiques des Turcs »⁴⁰⁸ et partagent la même fascination pour l'ancêtre commun, mais néanmoins mythique : Attila. Aussi, la Hongrie est désignée comme partie intégrante du monde touranien. En 1857, le baron Jozsef Eötvös⁴⁰⁹ (1813-1871), fervent défenseur du touranisme, se rend à Istanbul. Son séjour dura quatre ans. Il devint un premier temps professeur de langues dans la maison du Pasha Hussein Daimce qui lui permit de découvrir les particularités et les habitudes de la vie orientale. Avec l'aide de celui qui deviendra son instructeur et ami Mullah Ahmed Efendi, il parvint à ressembler en tout point à un véritable ottoman, au point qu'il est employé comme secrétaire par le célèbre homme d'État Fuad Pasha.⁴¹⁰

Il a plaidé avec enthousiasme la théorie d'un lien linguistique étroit entre la langue turque et hongroise provoquant un débat très vif, tant sur les plans scientifique que politique dans son

⁴⁰⁶ *Pantouranisme : une nation turque du Danube à la Sibérie*, In : Zaman, 1^{er} avril 2011, <https://www.zamanfrance.fr>.

⁴⁰⁷ Il déormais notoire qu'Armenius Vambery a été un agent à la solde du gouvernement britannique. Aussi, sa rétractation peut être dictée par les intérêts britanniques qui avaient des vues sur le Moyen-Orient et qui voyaient d'un mauvais œil, l'idée d'un vaste empire turc s'étendant à cette zone et incluant le Caucase et une partie de l'Asie centrale.

⁴⁰⁸ Expression employée par **Michel Balivet** et contenue dans la préface du livre écrit par Georges de Hongrie, *Des Turcs*.

⁴⁰⁹ Entretien avec le professeur **Heinrich Paul Koch**, *Sur le panturquisme et le pantouranisme*, 6 janvier 2006, <http://www.voxnr.com>.

⁴¹⁰ **Lepeltier-Kutasi, L**, *Armin Vambery : un orientaliste en habit de derviche*, In : Hulala, 24 juin 2016, <http://hu-lala.org>.

pays natal. Ármin Vambery a fait valoir alors que les similitudes entre les deux langues étaient le fait d'une origine géographique commune localisée au Nord de l'Asie centrale

Cette théorie prenait ainsi le contre-pied de la théorie d'une origine finno-ougrienne de la langue hongroise, alors largement dominante en Hongrie. Pour les Turcs, le hongrois et le turc sont au contraire toujours considérés comme deux branches de la même famille linguistique ouralo-altaïque.⁴¹¹ Il publia dans le même temps dans des revues scientifiques le fruit de ses recherches portant, à partir de sources turques, sur les liens historiques entre les Turcs et les Hongrois. Mais Vambery revint sur ses théories, qualifiant le pantouranisme d'utopique.

L'autre promoteur du pantouranisme fut le comte Pal Teleki (1879-1941), premier président de la « Société Touranienne » de Hongrie qui disait de lui-même : « *Je suis un Asiate et fier de l'être* ». ⁴¹² Ce sentiment d'appartenance au monde turc provenait en partie de la défaite hongroise survenue lors du premier conflit mondial. Ce qui est vécu en Hongrie comme un traumatisme et une humiliation, d'autant plus que la propagande pro-russe et panslave fait rage dans le pays.

Classée parmi les vaincus en 1918 et jugée au titre de responsable du conflit, la Hongrie tente de recouvrer territoires et populations que les traités l'ont placés sous la tutelle d'États à plus d'un titre hostiles et de prendre sa revanche sur les forces de l'Entente.

Ce traumatisme, consécutif à la perte de territoires, ressemble à s'y méprendre à celui ressenti par les Turcs eux-mêmes lors de la perte de Salonique en 1912 et la partition de l'Empire ottoman suite au premier conflit mondial.

Le comte Teleki se proposait de réveiller chez les Magyars la fierté de leur descendance turque et le goût d'un rapprochement politique et commercial avec les diverses branches de la famille touranienne.

Ce courant d'idées qui sera malgré tout marginal allait donner lieu à une production culturelle dont les « Chants touraniens » d'Arpád Zempléni (1865-1919) qui appelait les Allemands de Hongrie des « diables aryens », travaillant dès 1910 à leur expulsion.⁴¹³

⁴¹¹ Cette idée est défendue par le linguiste **Aurélien Sauvageot**.

⁴¹² **Waline, P**, *Hongrie : nos ancêtres les Mongols. Orban se cherche des racines*, In : Le Causeur, 17 août 2012, <http://www.causeur.fr>.

⁴¹³ Celle-ci aura lieu en 1945.

Dans les années 1940, l'idée du touranisme était très répandue dans l'intelligentsia hongroise. Eugen Von Cholnoky, Président de la « Société touranienne » à partir de 1941, avait déjà été, pendant l'entre-deux-guerres, « Grand Vizir » de « l'Alliance touranienne ». ⁴¹⁴ Cette dernière était un mouvement de rénovation particulièrement agressif à l'égard des non-Magyars.

Pour comprendre cette idéologie aux multiples ramifications, il convient de se replacer dans le contexte géopolitique qui fait suite à la première guerre mondiale.

La Hongrie comme la Turquie est issue d'empires et l'une comme l'autre se trouvait dans le camp des perdants de la Grande guerre, avec une épée de Damoclès menaçant leur existence en tant que peuple. A cela s'ajoute une menace bien réelle : la Russie et l'Union soviétique qui n'a cessé tout au long du 19^{ème} de pousser ses pions vers les mers chaudes du globe, vers la Méditerranée et qui a toujours rêvé de s'approprier les Balkans.

Le politologue Jacob Landau l'éclosion d'un tel sentiment est en parti une réponse au Panslavisme et à la volonté de russification des peuples turco-musulmans du sud de l'Empire.

La propagande panslave est initialement dirigée contre les populations germaniques. Mais après 1871, sa cible préférée est l'Empire ottoman.

Dans un article de la revue Prométhée datant de 1929, Mehmed Emin Rezul Zade Président de la première république azérie, répond à un journaliste Arménien qui accusait les Azéris de vouloir faire sécession avec l'Union soviétique pour former avec la Turquie un vaste ensemble, il lui répondit en ces termes :

« Dans la lutte pour notre liberté, pour notre indépendance, nous faisons état des formules du siècle. La défense des frontières de l'impérialisme russe, constituées par suite d'annexions successives et d'une politique d'oppression, ne saurait être un idéal pour nous. » ⁴¹⁵

Pour certains esprits il était nécessaire d'agir vite et de prendre en tenaille cet Empire, aussi des sociétés furent-elles créées, avec les fonds de la caisse des Wakoufs ⁴¹⁶, s'appliquèrent à promouvoir l'irrédentisme pantouranien.

⁴¹⁴ Entretien avec le Professeur **Heinrich Paul Koch** : « sur le panturquisme et le pantouranisme ».

⁴¹⁵ Cité par **Landau, J**, p.8.

⁴¹⁶ Fondations pieuses.

Passant à la question du "pantouranisme" nous estimons utile de donner quelques détails sur certains milieux où ce problème se trouve mis à l'ordre du jour. Il convient tout d'abord de signaler que, de même que parmi les peuples slaves, l'idée de former un seul groupement, a germé parmi les peuples turcs. La conception d'un tel groupement a pris, avec le temps, un caractère romantique qui n'a pas été sans faire sentir son influence bienfaisante et progressive par comparaison avec l'idéologie religieuse-islamiste qui absorbait jusqu'à ce jour la vie du monde turco-tatare. Toutefois, le pantouranisme possédant des conditions et possibilités bien inférieures au panslavisme, est arrivé en un laps de temps bien plus court à des déductions que le panslavisme avait déjà faites. Et c'est pourquoi de nos jours, les plus ardents pantouraniens n'ont d'autre souci que de chercher le moyen de conserver le plus possible la culture générale de leur pays dans son intégrité⁴¹⁷.

« Les Jeunes-Turcs, qui avaient eu à souffrir chez eux de l'irrédentisme slave et grec, cherchèrent à utiliser contre leurs ennemis ce puissant instrument de désagrégation. »⁴¹⁸

C'est ainsi que le pantouranisme hongrois fut encouragé et utilisé aux fins de jouer la stratégie du perturbateur au cœur de l'Europe et faire obstacle aux visées hégémoniques russes.

Le nouvel Empire allemand, qui a vu le jour en 1870, s'intéresse, dès l'avènement de Guillaume II, en 1890, à l'Empire ottoman, auquel il propose une sorte de protectorat-alliance, à la fois économique et qui se matérialise sur le terrain par la création de la ligne de chemin de fer Berlin-Bagdad, financée par l'Allemagne.⁴¹⁹ Cette dernière, relie Constantinople et l'Anatolie à l'Europe centrale. C'est aussi l'époque où le nouvel empire germanique envoie ses conseillers militaires dans l'Empire destinés à encadrer l'armée ottomane. On a émis l'hypothèse, selon laquelle, ces cadres de l'Armée allemande auraient joué un rôle décisif, lors des massacres perpétrés contre les populations arméniennes, faisant du génocide arménien un test qui aurait servi quelques décennies plus tard, mais cette fois en Europe.

⁴¹⁷ Cité par **Rezul Zade, M.**

⁴¹⁸ **Pinon, R.**, *La reconstruction de l'Europe politique*, Perrin, Paris, 376 p.

⁴¹⁹ **Kruse, C.**, *La pénétration allemande dans l'Empire ottoman à la fin du XIXème siècle (1880-1914)*, In : les Clés du Moyen Orient, 25 mai 2012.

Quoiqu'il en soit, dépourvue de colonies importantes, l'Allemagne voit dans la Turquie l'équivalent d'un « *Empire des Indes* ». Ayant échoué dans ses réformes et écrasée par sa dette, la Turquie voit dans l'Allemagne le « *Grand frère* » qui peut lui permettre de survivre.

En 1914, il y avait déjà plusieurs décennies que l'armée ottomane était plutôt germano-ottomane. Les fusils, les canons, la plupart des matériels étaient d'origine allemande. De nombreux officiers allaient se perfectionner en Allemagne et des instructeurs allemands entraînaient les troupes du sultan. L'intérêt de l'Allemagne était notamment motivé par la réalisation, qui lui avait été confiée, du chemin de fer de Constantinople à Bagdad, voie de communication vers le Golfe Persique qui aurait permis de doubler les Anglais.

C'est donc tout naturellement qu'en octobre 1914 l'empire ottoman s'est rangé aux côtés de l'Allemagne. Des généraux allemands, Liman von Sanders, von der Goltz, von Falkenhayn entre autres, plusieurs centaines d'officiers et plusieurs milliers d'hommes de troupe allemands sont alors venus épauler l'armée ottomane. Les forces de l'Entente n'étant pas des alliés pour l'Empire ottoman. Après la révolution bolchevique et la ruine de la puissance militaire de la Russie, l'Empire finissant et les Jeunes-Turcs se tournent vers l'Allemagne.⁴²⁰

La Mer Noire devenait un lac turco-allemand. Le traité de Brest-Litovsk avec les Ukrainiens et le traité de Bucarest avec les Roumains révèlent très clairement les intentions des Allemands qui voulaient organiser une route terrestre et maritime partant d'Odessa ou de Constanza pour aboutir à Batoum d'où elle rayonnerait, d'une part, vers Bakou avec l'appui des Tatares, et, par la Caspienne, vers le Turkestan et ses grandes villes historiques : Khiva, Boukhara, Samarkande, d'autre part, par Tauris et Téhéran, vers la Perse, l'Afghanistan et l'Inde, où 66 millions de Musulmans sont sujets ou protégés anglais⁴²¹.

Cette époque correspond en Allemagne à l'éclosion du pangermanisme, que d'aucuns voient comme une réponse à l'expansionnisme colonial anglais, français et russe. L'idée allemande était la suivante : *“Les petits peuples sont voués à disparaître et sont nécessairement*

⁴²⁰ **Moreau, O**, *Les ressources scientifiques de l'Occident au service de la modernisation de l'armée ottomane (fin XIX^e -début XX^e siècle*, In : Remmm, n° 101-102, juillet 2003, <https://remmm.revues.org>.

⁴²¹ **Pinon, R**, *La liquidation de l'Empire ottoman*, Revue des deux mondes, vol 53, septembre 1919.

absorbés par leurs voisins plus grands»,⁴²² il était donc nécessaire d'organiser de grandes migrations forcées des « peuples inférieurs ».

B.Ziya Gökalp : promoteur de l'idéal panturc

Les idées de Yusuf Akçura ont trouvé un écho dans les écrits du sociologue Ziya Gökalp. Les écrits de ce dernier ont eu un certain impact sur le mouvement Jeunes-Turcs (1875-1924) et son patriotisme poussé à l'extrême, l'isolera de certaines composantes de la mouvance nationaliste, comme le raconte Charles King : « *Halide (Edip) finit par rompre avec Gökalp dont le nationalisme estimait-elle, dépassait la limite du chauvinisme ethnique, mais l'appartenance à son cercle lui avait conféré des références irréprochable d'avocate visionnaire de l'identité et de l'avenir turcs* ». ⁴²³

Sa préoccupation principale est toujours d'actualité en Turquie et concerne la recherche de d'un équilibre entre la modernité et la tradition, entre civilisation et culture. Ziya Gökalp prend appui sur l'idée que la civilisation ne peut véritablement exister sans culture et que les bases de celle-ci se trouvent dans la nation. Aussi, toute son œuvre va tendre vers la redécouverte d'une culture turque et son intégration dans un sentiment national, afin de faire émerger le concept d'une Nation turque moderne, culturellement indépendante et unique.

Concept qui, selon Gökalp en utilisant l'analogie avec le mouvement d'unification allemand, aboutira fatalement à l'union de tous les peuples turcs du Touran. C'est surtout l'importance de cette culture nationale ou *milli kültür* qu'il met en avant dans *Les principes du turquisme ou Türkçülüğün Esasları* paru en 1923, ouvrage dont l'idéologie officielle kémaliste s'inspirera très largement, en réduisant cependant l'aire géographique concernée aux seules frontières de la Turquie moderne. En considérant que les Turcs doivent abandonner l'idée d'une nation « dogmatique » (kaideci).

⁴²² **Lassieur, P**, *La Turquie et l'Allemagne*, In : les 4 vérités, 23 octobre 2005, <http://www.les4verites.com>.

⁴²³ **King Ch**, *Minuit au Pera Palace*, Payot, janvier 2016, 464 p.

Pour rechercher leurs véritables origines, Gökalp s'intéresse particulièrement à la recherche historique et culturelle des anciens Turcs (avant la conversion à l'islam) et à la tradition populaire des peuples turcophones, en laquelle, il est persuadé de retrouver les bases suffisantes (à condition d'en extraire les influences étrangères) à la création (redécouverte) de la culture nationale. Ainsi, même si dans les travaux de Gökalp, l'étude des antiquités turques tient une place de choix, celle-ci s'inscrit sans conteste (lui-même l'avoue sans hésiter) dans l'idée d'établir ou de rétablir des valeurs sur lesquelles cette nouvelle culture turque pourrait se baser. C'est ainsi que l'on observe dans l'idéologie du turquisme, un véritable rejet de la culture ottomane, trop cosmopolite pour servir de base à un nationalisme, en cela Halide Edip se rapproche de sa vision. A l'opposé le discours turquiste utilise abondamment les références glorieuses aux « empires turcs » et à leurs conquérants (de Gengis Khan en passant par Tamerlan) en leur attribuant les mêmes vertus morales, pacificatrices et unificatrices qui servent de base au discours nationaliste et à sa célèbre poésie sur le Touran : « *La patrie des Turcs, ce n'est ni la Turquie, ni le Turkestan / mais une terre vaste et immortelle, le Touran!* »⁴²⁴. Sa conception de la race tuque qui dépasse largement le cadre anatolien pour englober les éléments disparates d'un ancien empire composé de civilisations anciennes telles que les Sumériens, les Hittites (dont la découverte est encore récente) ou les Scythes, aux origines controversées tous ayant contribué à la Nation et au génie turcs. Pour cela ils subissent le même traitement de la part des partisans du turquisme. Dès lors les nationalistes font de la culture de la langue et même de la religion qu'ils jugent souvent indissociable de la culture, des éléments indispensables et grâce auxquels l'âme turque va renaître (1), mais les événements, la perte progressive des territoires européens, mais aussi l'intransigeance des minorités vont les amener à élargir leur champ de vision et à imaginer une union des peuples turcophones du Touran (2).

⁴²⁴ **Georgon, F**, *La montée du nationalisme turc dans l'Etat ottoman (1908-1914). Bilan et perspectives*, In : *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, vol 55, n°1, 1988, pp.30-44.

1.Culture, religion, langue : un nouveau credo

Pendant la période impériale, et la période Jeunes-Turcs, la religion occupait l'espace public, l'enseignement des masses était entre les mains des mollahs. Les *Tanzimat* ont permis l'ouverture sur la culture occidentale et montré une autre voie possible, même si l'attachement à l'islam d'une partie de l'élite était encore une évidence à la fin du 19^{ème} siècle.

Ziya Gökalp comme tout Ottoman a un rêve politique qui n'est autre que la survie de l'Empire. Le panturquisme, fait partie des solutions envisageables, mais pour cela il faut : recréer l'Empire des Turcs célestes et consolider ce qu'il reste de l'héritage ottoman en partant sur de nouvelles bases idéologiques dans lesquels la religion, mais aussi la culture et la langue ont un rôle déterminant à jouer.

Ses idées politiques ont un retentissement amplifié par la presse nationaliste. Ses idées comment à agir sur le grand public. Au point de vue politique, Zia Gökalp représente la transition entre les idées des Jeunes-Turcs et celles qui paraissent animer les dirigeants d'Ankara :

« Il était populiste (Halkce) et nationaliste-turkiste, avec une forte teinte d'idéalisme. Ses idées sur la précellence du peuple (Halk) étaient nouvelles en Turquie et l'on sait l'importance que leur firent prendre les événements. On sait que la souveraineté nationale et plus exactement la souveraineté du peuple est la base théorique de la constitution actuelle de la Turquie. Zia Gök Alp était un apôtre de la conscience et de l'idéal national (mèfk'urè, autre néologisme). »⁴²⁵

Ziya Gökalp s'est positionné contre le cosmopolitisme voulu par les Jeunes-ottomans, pour lui il ne peut être une réponse satisfaisante aux problèmes⁴²⁶ que rencontre l'Empire, car tout est imitation dans l'ottomanisme : la langue (l'osmanli étant un amalgame d'arabe, de persan et de turc), la métrique (persane), la littérature, la musique et l'art décoratif. A tout cela on préférera la langue turque pure, la métrique nationale syllabique⁴²⁷. Un point de vue qui le rapproche de Mustafa Kemal. Il admire la place prédominante du point de vue économique, des

⁴²⁵ Deny, J "Zia Gök Alp", Revue du monde musulman, volume 61, 1925, pp. 11-25.

⁴²⁶ C'est une idée qui sera force défendue par Mustafa Kemal.

⁴²⁷ Idées développées dans le journal *Akşam* du 16 mai 1923.

minorités au sein de la société. Pour lui cela provient de leur conscience collective que Durkheim considère comme une petite partie de l'individualisme dans la société moderne.

Mais ce qui l'inquiète, c'est l'absence de conscience collective de la part des Turcs ottomans. Il ne saurait donc y avoir entre eux des "solidarités d'affaires".

Pour recréer ces solidarités, il se concentre sur les plus petites qui soient : la famille, le clan, la communauté qui a un moment doivent déboucher sur des solidarités s'exerçant à des niveaux supérieurs. Il en va ainsi de la Nation qu'il compare à une boîte au sein de laquelle on retrouve les "*solidarités concentriques*", que sont la famille, le clan la communauté et la civilisation. Cette conception de la religion est typiquement ottomane : « *D'après la conception turque, la religion n'est pas un instrument mis au service de la logique et de la politique, c'est une manière particulière de concevoir la vie en communauté, une vie assurant le bonheur à l'individu et une solide ordonnance à la conscience sociale. La communauté c'est la réunion, pour la célébration d'un culte, des fidèles de la même localité. La communauté affirme son union en se conformant aux gestes rituels de l'imâm. L'Eglise est la réunion des différentes communautés pratiquant la même religion. Elle suit le khalif, qui est l'imâm suprême. Le Turc possède cette conception religieuse inconsciemment, sans avoir besoin de l'analyser.* »⁴²⁸

La religion est donc une "sous-partie de la civilisation" et il la juge "amorphe" et donc pas aussi "solide" que le langage qui occupe une place centrale dans la philosophie de Ziya Gökalp.

La définition qu'il donne de la Nation est proche de celle prônée par Ernest Renan, qui voit en elle une communauté d'individus qui ont en commun leur langage, la religion, l'éthique, l'esthétisme. Autant de notions qu'ils ont acquises par l'éducation commune.

Le langage assume une fonction noble dans son système comme il le dit lui même : "*Le langage que nous aimons est notre langue maternelle. Grâce à elle nous avons appris à formuler nos sentiments à l'égard de la religion, l'éthique et la beauté qui sont l'émanation de notre Esprit. Tout cela grâce au langage*".⁴²⁹ Aussi, préconise-t-il une nécessaire turquification du vocabulaire, mais sans pourtant renoncer à l'apport des mots techniques arabes qui ont l'avantage de maintenir une sorte d'unité inter-islamique.

⁴²⁸ Cité par **Deny, J** "*Zia Gök Alp*", Revue du monde musulman, volume 61, 1925, pp. 11-25.

⁴²⁹ Propos développés dans l'édition de *Türk Yurdu* du, 3 avril 1913, p. 368-379.

Car le lien avec la religion il ne veut pas le rompre. Celle-ci étant liée à la Nation, mais le souhait du sociologue est de voir l'Empire rejoindre l'Occident ; et pour cela, il apparaît comme impératif que la religion soit reléguée à la sphère du privé. S'il souhaite l'exclure de la vie politique, afin d'en limiter son influence sociétale, il n'est toutefois pas désireux de l'exclure des consciences.

Pour ce faire, il préconise un islam réformé voire une sécularisation de la religion au sein d'un nouvel Etat turc et permettre aux Turcs d'intégrer les le concert des nations occidentales.

Mais au moment où Ziya Gökalp énonce ces principes, les jeunes ottomans et les jeunes turcs sont encore affectivement liés à la religion ; quant aux Kurdes, ils ne se perçoivent pas autrement que musulmans.

Ce qui explique que le sociologue soit parfois revenu sur ses propos.

Pour l'historien turc Tarik Zafer Tunaya (1916-1991), la formule de Gökalp qui prévoit l'éclosion d'un islam sécularisé afin de pouvoir permettre une coexistence avec le turquisme est complètement inconsistante, car ces deux notions ne peuvent s'harmoniser " ; au contraire elles s'opposent de manière conflictuelle".⁴³⁰

L'islam s'oppose à toute séparation des pouvoirs, l'Etat n'a de légitimité que parce l'islam la lui confère. Il va même plus loin, lorsqu'il affirme que le jihad est un devoir que tout musulman doit accomplir, en combattant les "ennemis à l'extérieur", mais aussi détruire le tyran à l'intérieur afin de précipiter l'avènement d'une société qui puise ses racines dans la sharia.

Ainsi donc, même si Ziya Gökalp a jeté les bases d'une Nation turque dont la religion ne serait plus centrale, en cette fin d'Empire, ses ambitions étaient vouées à l'échec. Mais il appartiendra à Mustafa Kemal de les réaliser.

L'idéal du sociologue est de renouer avec la morale des anciens turcs, décrite sur les stèles de l'Orkhon. Son ouvrage sur les principes du turquisme est très explicite à ce sujet et le plan de l'ouvrage, même trahit cette volonté.

En fait, si l'islam noyait la vie civile, là où la religion était présente, il la remplace par le turquisme. Aussi, dans la deuxième partie de son ouvrage qui s'intitule "le programme du turquisme", il consacre un chapitre à chaque thème : "la turquisme linguistique "le turquisme

⁴³⁰ **Yer Fauré, E, N,** *L'islam turc et la modernité turque*, In : Signes, Discours et Sociétés, Actes du colloque Nantes-Galatasaray, 16 mai 2010, <http://www.revue-signes.info>.

esthétique", le turquisme juridique" "le turquisme religieux" "le turquisme économique", "le turquisme politique", "le turquisme philosophique".

Ce qui démontre que le véritable credo de Ziya Gökalp est bien le turquisme et que celui-ci est élevé au rang de religion, renouant avec la vertu de la morale des anciens turcs.

Ziya Gökalp qui a quitté Diyarbakir sa ville d'origine pour Salonique, où il se forme à l'idéologie du panturquisme des Jeunes-Turcs à travers les nombreux cercles que compte la ville, quittera avec eux la ville au moment de la prise de celle-ci par les Grecs. A Istanbul, il s'impose comme l'idéologue du régime. Pendant une très courte période l'idéologie panturquiste devient la "nouvelle religion" de l'Etat turc sous la houlette des Jeunes-Turcs mais qui vont se heurter à l'intransigeance des "communautés" et sombrer dans un nationalisme pur et dur pour se perdre dans un hypothétique Touran.

2.Vers un hypothétique Touran

En Turquie, c'est avec le sociologue Ziya Gökalp, idéologue du *Comité Union et Progrès*, que le terme devient populaire.

Le touranisme fait désormais référence au grand Turkestan qui unirait tous les peuples turciques: une terre mythique sur la base d'un lien presque mystique entre tous les "Turcs" ; un idéal à réaliser dans le futur.

Même si pour Ziya Gökalp il y a urgence à se tourner vers cette terre mythique qui se présente comme l'Eldorado de la culture turque antéislamique.

Le poème a été publié au moment opportun afin de permettre aux jeunes qui avaient conscience des dangers inhérents à l'ottomanisme et au panislamisme et que ces derniers faisaient courir au pays.

Ainsi entendu, le terme "Touran" offre à certains intellectuels turcs du début du 20^{ème} siècle acquis aux idées de panturquisme, une réponse à la question de la définition d'un "espace national turc" en quête d'une nouvelle souveraineté, à une période où l'Empire ottoman accumule les pertes territoriales, et où le rêve d'une solidarité ethnique bat son plein.

Le touranisme, après avoir connu une poussée spectaculaire après les guerres balkaniques (1912-1913) devient, avec les Jeunes-Turcs (1908-1918), un projet d'expansion vers le Caucase et l'Asie centrale. Certains leaders unionistes, en particulier Enver Pasha, élargissent le turquisme dans le sens du touranisme, beaucoup plus mobilisateur, avec pour objectif l'émancipation de la totalité des peuples d'origine turque, et la création à la place de l'Empire ottoman d'un seul et grand Etat des turcs, le Touran. La défaite de 1918 discrédite le mouvement touraniste, récusé et réprimé sévèrement sous la République kémaliste. Certains touraniens se réfugient alors en Europe

Talaat Pasha, Camal Pasha et Enver Pasha sont animés d'un esprit romantique et qui se voyait, sabre au clair, reprendre, en partant d'Istanbul, l'œuvre de conquête et d'unification d'un Gengis Khan et d'un Tamerlan. La guerre de 1912, qui s'était soldée par la perte de Rhodes et de la Libye, les avait confortés dans l'idée que seule une politique de centralisation et de turquisation pouvait sauver l'Empire. La crainte que ces pertes ne s'étendent (en Afrique du Nord, dans les Balkans, au Moyen Orient), allait de fait contribuer à renforcer l'idéal pantouraniste, l'Est turcophone apparaissant dès lors comme un champ d'expansion compensatoire et prometteur.

En outre la radicalisation des autres nationalités va accélérer le mouvement et le démembrement de l'Empire suite à la défaite de 1918 sonnera le glas du pantouranisme des Jeunes-Turcs. Akçura, Gökalp et Alp rallieront Mustafa Kemal, partisan d'un stato-nationalisme pragmatique, musulman et laïque, restreint à l'espace anatolien.

Conclusion chapitre 1

On s'accorde à considérer que la période des *Tanzimat* et des Jeunes-Turcs a été marquée par l'agonie de l'Empire, car les réformes ont été des échecs. A cela plusieurs raisons, dont certaines ont trait à leur nature même. Si l'Empire a pris pour modèle l'Occident, cela ne pouvait être bénéfique pour lui. Car les institutions auxquelles la Révolution française a donné naissance, émergent d'une longue maturation intellectuelle, qui n'a pas eu lieu dans l'Empire où la structure du pouvoir et de la société empêchaient complètement leur conception et enfin leur réalisation, sans compter l'absence de peuple et le peu d'homogénéité du territoire ottoman : « Au 17^{ème} et 18^{ème} siècle, il été acquis en Europe, dans une ère géoculturelle beaucoup plus homogène qu'elle n'apparaissait à l'époque, que la définition de l'Etat correspondait bien à une population sur un territoire structuré par une souveraineté qui s'exerçait d'une manière exclusive sur ce territoire au nom de cette population ». ⁴³¹

Les Jeunes-Ottomans ont péché par excès d'optimisme et d'idéalisme bien que conscients des différences de civilisation, ont tenté d'introduire transformations dans leur société qui ne s'y prêtait guère. Le « calque » ne pouvant fonctionner correctement, faute de similitudes entre les systèmes étatiques européens et ottoman. Le résultat sera des plus désastreux et les forces censées être centrifuges, éloigneront les communautés les unes des autres.

En transposant à la réalité ottomane, la « théorie de l'autolimitation » de Raymond Carré de Malberg, où l'Etat est à la fois puissance de domination et puissance de nature juridique. Pour réaliser cette démonstration, Raymond Carré de Malberg a repris les analyses défendues par le publiciste allemand, Jellinek qui avait démontré par l'absurde la thèse de l'autolimitation ; « *l'Etat ne peut supprimer tout ordre juridique et fonder l'anarchie, car il se détruirait lui-même* ». ⁴³²

Même si l'Etat n'a pas supprimé son ordre juridique, il en a substitué un autre à celui existant. En modifiant la structure de sa société au profit d'une société de type occidental, l'Empire a tracé la voie à l'Etat-nation, mais dans le même temps a accéléré sa désintégration.

⁴³¹ **Asso, B**, *Les services de renseignement*, In : Annuaire de Recherches Juridiques sur la Sécurité Intérieure et la Sécurité Civile, novembre 2001, p.304.

⁴³² **Carré de Malberg, R**, *Contribution à la théorie générale de l'Etat*, Dalloz, Paris, 1920, p.229.

Les conséquences étaient tout à fait prévisibles et prévues par les Occidentaux, qui en quelque sorte « soufflèrent » l'idée de libération de la société ottomane à l'intelligentsia de l'Empire, en sachant qu'elle ne pourrait que semer le trouble. L'Etat ottoman s'est en quelque sorte sabordé et a sapé les fondements de sa société. A partir de ce moment-là, les germes de la dissolution ont fait leur travail et l'Empire a sombré dans le chaos.

A l'issue de la première guerre mondiale, il est sur le point d'être rayé de la carte, car pour les Occidentaux une religion, n'a jamais constitué une nationalité et à leurs yeux les Turcs n'existent pas.

A *contrario*, cette phase, bien que n'ayant pas atteint ses objectifs a permis d'insuffler à la population le sentiment d'appartenir à une communauté, qu'elle soit ottomane ou turque. En ce sens, elle fait figure de période proto-nationaliste.

Ainsi donc, l'identité nationale et la Nation turque vont se construire sur les ruines de l'Empire ottoman et si les réformateurs des *Tanzimat* n'ont pas souhaité s'en prendre à l'institution suprême : le sultanat, les nationalistes franchiront le pas. L'Empire ottoman en perdant son assise territoriale a permis à un nouveau pays de voir le jour, la Turquie. Mais sa légitimité même allait être remise en cause, va faire fi des obstacles qui se dressent.

Un homme va incarner la Nation turque et va faire figure de démiurge : Mustafa Kemal.

Chapitre 2. La Nation turque, une œuvre révolutionnaire et démiurgique

L'Empire émerge de la Grande guerre, exsangue et militairement occupé par les puissances occidentales, qui n'ont pas attendu la signature du Traité de Sèvres pour s'approprier des parties du territoire ottoman.

Le pouvoir réel du sultan et de son gouvernement, désormais ne se borne qu'au périmètre d'Istanbul. Lors de l'une de ses dernières séances, soit le 28 janvier 1920, le Parlement va décréter le *Misak-ı Milli*⁴³³ qui entérine la perte du territoire de l'Empire : *« l'adoption de ce «Serment» ou «Pacte national» en janvier 1920 apparaît comme un acte de réalisme politique, dans une conjoncture pour le moins troublée, qui marque la marginalisation des partisans d'une «Grande Turquie» et la reconnaissance du démantèlement de l'Empire. En vertu de ce réalisme, les frontières avec l'Irak et la Syrie, pourtant imposées dans les années 1920 par les puissances européennes mandataires (Royaume-Uni et France) ont été acceptées, de même que plus largement la rupture territoriale avec l'Empire ottoman. Ce texte est donc fondamental: c'est une profession de foi territoriale »*⁴³⁴.

Le 16 mars 1920, le sultan dénonce l'ingérence des forces alliées parmi lesquelles figurent, les Britanniques, les Français, les Italiens et les Grecs.⁴³⁵

Cette situation, qui place, ce qui reste de l'Empire ottoman, sous tutelle, apparaît intolérable aux yeux d'un groupe de nationalistes, dont Mustafa Kemal, qui a constitué un gouvernement

⁴³³ Le Pacte national.

⁴³⁴ **Pérouse, J-F**, *La Turquie: une construction territoriale récente*, Université de Galatasaray, N° 90 (2), 2008, <http://mappemonde.mgm.fr>.

⁴³⁵ Le 15 mai 1919, le lendemain de l'occupation d'Izmir par la Grèce, Mustafa Kemal, qui a été nommé inspecteur de la 9^{ème} armée, quitte Istanbul avec d'autres gradés pour s'installer en Anatolie. Leur arrivée à Samsun le 19 mai 1919 lance la transition d'une souveraineté personnelle vers la souveraineté nationale dans l'histoire turque. <https://global.tbmm.gov.tr/index.php/fr/yd/icerik/12>.

dissident. Ce que dénonce le Pacte national qui fustige la création de pouvoir parallèle et donc illégal à Ankara, et qui n'est autre que la Grande assemble nationale⁴³⁶ créée à l'instigation de Mustafa Kemal et du nouveau pouvoir nationaliste⁴³⁷ désormais, représente la future Nation turque et prend les décisions en son nom⁴³⁸. Cette période propice aux mutations va donner naissance à une forme étatique inédite au Moyen-Orient l'Etat-nation (**Section 1**) dont la souveraineté nationale et internationale sont affirmées bien avant que le nouveau pouvoir soit en place, cette nécessité est due au contexte dans lequel se trouve le pouvoir dissident de Mustafa Kemal. Une fois le spectre de la dissolution éloigné, le nouveau pouvoir pourra créer l'Etat-nation auquel Mustafa Kemal aspire à donner naissance. Celui-ci aura un espace et un peuple qui n'existent pas encore, au sortir de la guerre mais qui verra le jour grâce au vainqueur des Dardanelles et ses compagnons nationalistes. Ces derniers nourrissent de grandes ambitions pour le futur pays et souhaitent faire de la Turquie un Etat pleinement souverain et la doter de tous les moyens lui permettant résister à la pression étrangère et notamment par l'acquisition de la souveraineté économique. (**Section 2**).

⁴³⁶ *Türkiye Büyük Millet Meclisi*. Elle est également connu sous l'acronyme *GANT*.

⁴³⁷ Elle a été créée suite au Congrès d'Erzurum (23 Juillet au 4 Août 1919 et de Sivas (4 au 11 Septembre 1919).

⁴³⁸ La Grande Assemblée nationale, vote la loi, contrôle les actions du Conseil des ministres, accorde le pouvoir au Conseil des ministres de faire des décrets-lois, approuve le budget, autorise l'émission de monnaie, déclare la guerre ; confirme la ratification des traités internationaux, proclame, avec l'accord des trois cinquièmes de ses membres, l'amnistie, exerce les autres pouvoirs qui lui sont attribués par la Constitution³.

En matière constitutionnelle, la Grande Assemblée nationale de Turquie est également compétente pour nommer trois des dix-sept membres de la Cour constitutionnelle, adopter, avec l'accord des trois cinquièmes au moins de ses membres, des amendements constitutionnels.

Le règlement intérieur de la Grande Assemblée nationale doit être approuvé par la Cour constitutionnelle.

Section 1. Les fondements du futur Etat-nation turc

La période qui s'ouvre et qui est fondatrice de la République turque, voit une mutation révolutionnaire de l'Etat⁴³⁹, ce dernier va en l'espace de cinq ans, à compter de la fin de la première guerre mondiale, changer complètement d'identité. Puis, à partir de la proclamation de la République, des mutations régulières vont se produire, conformément à l'ordre constitutionnel interne du nouvel Etat.

Dans un premier temps, le pouvoir dissident aura pour tâche, dans les limites du Pacte national, de lutter contre la dissolution de l'Empire ottoman et pour préserver la souveraineté de ce qui reste de l'Empire et ce faisant, il va œuvrer, malgré lui, pour au futur Etat turc et lui assurera un espace à partir duquel il pourra revendiquer son existence à l'intérieur des frontières (**Paragraphe 1**). A l'issue de la guerre qui opposera les forces nationalistes de Mustafa Kemal à la Grèce (1919-1922), la République de Turquie sera proclamée le 29 octobre 1923⁴⁴⁰, et coïncidera avec la naissance de l'Etat-nation (**Paragraphe 2**).

⁴³⁹ La notion est empruntée au Droit international.

⁴⁴⁰ Elle sera proclamée par la Grande Assemblée nationale de Turquie. Le 9 septembre 1923, le parti unique Cumhuriyet Halk Partisi (*Parti républicain du peuple*) était créé.

Paragraphe 1. L'affirmation de la souveraineté nationale et internationale

L'Armistice de Moudros⁴⁴¹ a mis fin à la guerre à la première guerre mondiale entre l'Empire ottoman et les Alliés. Les Jeunes-Turcs⁴⁴² encore au pouvoir, commencent à prendre conscience qu'ils sont en passe de perdre la maîtrise de leur territoire, à l'exception d'une infime partie de l'Anatolie et de leurs moyens de communication qui passent sous souveraineté étrangère.

Mustafa Kemal (1881-1938), tout juste démobilisé, assiste à l'arrivée des cuirassés européens dans le Bosphore⁴⁴³. Cette situation humiliante⁴⁴⁴ qui place, ce qu'il reste de l'Empire, sous tutelle étrangère, lui est insupportable : « *c'est la question de la souveraineté nationale qui a guidé la République kémaliste dès 1921 et a fortiori en 1924* ». ⁴⁴⁵

Il va créer un Etat dissident et parallèle à celui d'Istanbul et avant même d'avoir obtenu une reconnaissance, c'est à cette force nationaliste qu'incombera le tâche d'affirmer la souveraineté de la nation à naître, à la fois à l'intérieur des frontières et s'affirmer au plan international en affirmant son espace. Cela va passer par l'affirmation de la nouvelle souveraineté et le refus de la part du nouveau pouvoir de voir appliquer les traités qui consacrent le démembrement de l'Empire (A) et qui hypothèquent l'avenir du futur Etat. Le pouvoir dissident devra s'affirmer et partir à la conquête de son nouvel espace et faire face à

⁴⁴¹ Il est signé le 30 octobre 1918.

⁴⁴² En janvier 1919, le haut-commissaire français écrivait au Ministère des Affaires étrangères : « s'il y avait un casse-cou énergique, nous serions jetés à la mer en vingt-quatre heures [...]. Si le coup n'a pas lieu maintenant, il y a des chances pour qu'il se produise le jour où la Turquie apprendra la dislocation qui la menace », In : **Jevakhoff, A**, *Mustafa Kemal et le kémalisme*, **Vaner, S** (dir), *La Turquie*, Fayard, 2005, p.64.

⁴⁴³ **King, Ch**, *Minuit au Pera Palace. La naissance d'Istanbul*, Payot, 2016, p.81.

⁴⁴⁴ Le 22 juin 1919, associé à trois officiers, Kemal diffuse via le réseau télégraphique développé par le Sultan Abdül Hamid, un protocole prévoyant la création d'une représentation nationale libre en Anatolie, pour suppléer au gouvernement légal, qu'il rend coupable de collaboration avec l'ennemi.

⁴⁴⁵ **Vaner, S** (dir) *La Turquie*, Fayard Ceri, 2005, p.34.

un nouvel conflit à l'intérieur de l'espace négocié par le Pacte national, et qui se soldera par une victoire et permettra la renégociation des termes du traité de Sèvres (B).

A.Du Traité de Sèvres au Traité de Lausanne

A l'issue de l'armistice de Moudros et plus encore du Traité de Sèvres le 10 août 1920⁴⁴⁶ ce qui reste de l'Empire ottoman se trouve amputé d'une grande partie de son territoire, qui est ramené à 420 000 kilomètres carrés contre les 3 millions de km² que comptait l'Empire au 16^{ème} siècle.

L'Empire perd notamment les provinces arabes qui passent sous souveraineté étrangère, essentiellement française, britannique et italienne : *« les forces britanniques contrôlent la Mésopotamie et une bonne partie de la Syrie, la France occupe la Cilicie, les Italiens le sud-ouest de l'Anatolie et l'armée grecque se déploie en Thrace orientale et à Smyrne. L'avenir de la région est dorénavant largement entre les mains des puissances occidentales. »*⁴⁴⁷.

Les puissances consentent à abandonner au sultan, la ville d'Istanbul, mais en y mettant des réserves que *« les dispositions du présent Traité, les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour qu'il ne soit pas porté atteinte aux droits et titres du Gouvernement ottoman sur Constantinople, et pour que ce Gouvernement ainsi que Sa Majesté le Sultan aient la liberté d'y résider et d'y maintenir la capitale de l'État ottoman »* (art.36).

Il est précisé : *Toutefois, au cas où la Turquie viendrait à manquer à la loyale observation des dispositions du présent Traité ou des traités ou conventions complémentaires, notamment en ce qui concerne le respect des minorités ethniques, religieuses ou de langue, les Puissances alliées se réservent expressément le droit de modifier la stipulation qui précède et*

⁴⁴⁶ Le sultan se résigne, après deux mois de discussion, à signer le traité de Sèvres. Cette décision est considéré comme inadmissible par les nationalistes, dirigés par Mustafa Kemal. Le vainqueur des Dardanelles, qui mène, à partir de l'Anatolie, une lutte acharnée contre le gouvernement de Constantinople et contre les puissances occupantes depuis juin 1919, le rejette immédiatement. La sévérité des clauses du traité de Sèvres l'aide alors à rallier une bonne partie de la population au mouvement.

⁴⁴⁷ **Romero, L.**, *Traité de Sèvres*, In : les Clés du Moyen-Orient, 2011, <http://www.lesclesdumoyenorient.com>.

la Turquie s'engage dès à présent à agréer toutes dispositions qui seraient prises à cet égard. » (P 3, Sec I, art. 36).

La perte de souveraineté se traduit aussi par une perte de contrôle des voies de navigation, les détroits qui sont sous la surveillance d'une Commission internationale :

« L'autorité de la Commission s'étendra à toutes les eaux comprises entre l'entrée des Dardanelles du côté de la Méditerranée et l'entrée du Bosphore du côté de la mer Noire, jusqu'à une distance de trois mille au large de chacune de ces entrées. » (Sec II, art.39)

Enfin, ce qu'il y a de plus humiliant pour les nationalistes, c'est de voir l'ancien territoire de l'Empire amputé des six provinces arméniennes, Selon les articles 88 à 94, les vilayets de Van, Bitlis, Trébizonde et Erzurum doivent être intégrés à la République indépendante d'Arménie. Si le tracé de la frontière est soumis à la décision du Président Wilson, les nationalistes considèrent, qu'il ne fait aucun doute, que ce dernier tranchera en faveur de l'Arménie.

Mais les camouflets ne s'arrêtent pas là, les articles 62 à 64 prévoient la création d'un « territoire autonome kurde» englobant le sud-est de l'Anatolie.

L'ex province de Syrie passe sous protectorat français, qui possède une zone d'influence comprenant la Cilicie et s'étendant jusqu'au nord, bien au-delà de Sivas. La ville d'Antalya passe sous occupation italienne, avec une zone d'influence, allant de Bursa à Kayseri, des rivages de la Méditerranée au cœur de l'Anatolie.

Ce qui fait du nouveau territoire un résidu de l'Empire ottoman⁴⁴⁸ qui, rappelons-le, au moment de son intégrité géographique couvrait une superficie de trois millions de kilomètres carré. Mustafa Kemal va s'opposer à l'application du Traité de Sèvres et obliger les puissances européennes à renégocier un traité moins sévère et plus équitable, pour le nouvel Etat.

Au sein de la population, le Traité de Sèvres et ses clauses iniques ont pour effet de susciter un sursaut de colère, dans les grandes villes, comme à Istanbul, où la population

⁴⁴⁸ Décrite comme un « Etat croupion » par **Gilles Riaux**, *La formation de l'Etat-nation en Turquie et les enjeux de son adhésion à l'Union européenne*, In : Diploweb, 1^{er} mars 2006, <http://www.diploweb.com>.

impuissante⁴⁴⁹, voit les nouveaux maîtres du pays prendre possession de leur bien.⁴⁵⁰ Le Traité de Sèvres symbolise l'aboutissement de la politique menée par les puissances occidentales et à ce titre aura un retentissement énorme, y compris de nos jours, où il est fréquemment évoqué dans les discours nationalistes, comme la preuve de la malveillance occidentale à l'égard de la Turquie. Il a donné naissance, selon l'expression du sociologue Fehrat Kentel à « *un nationalisme traumatique, fondé sur un choc et une rupture* » et que l'on désigne fréquemment sous le nom de « *syndrome de Sèvres* »⁴⁵¹.

Mais il n'est que le point d'orgue d'un long processus et pour en comprendre la portée, il convient de se replonger dans les dernières décennies de l'Empire ottoman où prédomine l'angoisse de la séparation consécutive à la perte de territoires: « *Les indépendances nationales survenues à l'époque surtout dans les Balkans, et accompagnées d'exodes et de déportations ont exercé sur la société une série de secousses. Aussi la nation garde-t-elle le sentiment de vivre en dépit de sa définition moderne sous la menace d'autres « séparations ». D'une certaine manière, le projet de citoyenneté a abouti, mais la nouvelle identité turque s'est elle-même ethnicisée face à l'idée d'un danger persistant venant de l'extérieur et trouvant des alliés à l'intérieur* ». ⁴⁵²

L'historien Tanil Bora souligne le caractère « réactionnel » du nationalisme turc : « *car la Turquie est née au lendemain d'une crise qui fit peser de sérieuses menaces sur son existence même. Cette tendance s'est accentuée pendant la guerre froide. La Turquie a eu alors le sentiment que son environnement international faisait peser une grave menace sur ses moyens d'existence* ». ⁴⁵³

Ce sentiment d'être menacés par l'Occident provient de la période des *Tanzimat* et des dernières années de l'Empire, avec notamment les premières pertes territoriales consécutives

⁴⁴⁹ **King, Ch**, *Minuit au Pera Palace*, p.86.

⁴⁵⁰ Dès la fin du conflit, Mustafa Kemal et les nationalistes sont rentrés en dissidence et formé un gouvernement à Ankara.

⁴⁵¹ **Kentel, F**, *La conquête du centre par le Loup gris, n°2*, In : critique internationale, juillet 2001, [http:// https://www.academia.edu](https://www.academia.edu).

⁴⁵² **Kentel, F**, *Ibidem*.

⁴⁵³ **Bora, T**, *Le discours vaste et désordonné du nationalisme turc*, In : *Revue-plurielles*, automne 1997, 13p, p.5.

aux guerres balkaniques, qui ont contribuées à éradiquer la présence turco-ottomane des Balkans.

La première analyse met en évidence le fait que les Turcs ont été dépossédés sciemment de leur conscience identitaire, à la fois par le régime impérial et l'islam, alors même que les autres peuples y compris les Albanais musulmans cultivaient leur spécificité.

Tekin Alp s'est fait le porte-parole de cette idée qui circule parmi les élites turques, les Turcs de l'Empire ont été sacrifiés au profit d'autres populations qui en guise de reconnaissance ont trahi l'Empire. Une opinion répandue dans les milieux nationalistes. Ce ressentiment se réveillera au moment des guerres Balkaniques.⁴⁵⁴

A ce sacrifice inutile, s'ajoute l'ingratitude des autres populations de l'Empire à l'égard du Turc et souligne l'échec des politiques : *Tanzimat* et libéralisme voulu par les Jeunes-Turcs. Le ressentiment à l'égard des Grecs et des Arméniens commence à occuper une place importante dans la rhétorique dans le discours nationaliste, de même qu'une certaine méfiance à l'égard des étrangers, jugés, peu bienveillants à l'égard des Turcs.

Le premier choc a eu lieu en 1912, lorsque l'Empire perd sa souveraineté sur la Thrace occidentale avec le rattachement de la ville de Salonique au nouveau Royaume de Grèce. Un rattachement qui est suscité par la politique irrédentiste grecque et qui vise à reconquérir des territoires anciennement occupés par les Grecs : Salonique. L'Empire se trouve dès lors confronté au nationalisme grec et la *Megali Idea*. Forts du soutien des puissances européennes, dix ans plus tard, les Grecs tenteront d'arracher aux Turcs, ce qu'ils considèrent être l'une des villes grecque par excellence, Smyrne.

⁴⁵⁴ *Une population d'origine turcomane, probe, patiente, dure à la tâche, résignée et silencieuse, est courbée sur la glèbe ingrate et traîtresse de plusieurs régions des Balkans et de l'Anatolie. Elle seule, pendant des siècles, a alimenté les casernes de l'empire. Son sang a coulé dans tous les sillons abandonnés par les cultivateurs macédoniens devenus comitadjis, et dans tous les sentiers des provinces insoumises, depuis l'Albanie jusqu'au Hauran et au Yemen. De tout temps, ses enfants, à peine sortis de l'adolescence, ont été arrachés brutalement aux campagnes pour être relégués en des garnisons reculées, dans un lamentable abandon. Des années se passaient, quinze et même vingt-cinq années parfois, sans que l'ordre de licenciement vint délivrer ces hommes de leur servitude. Quand ils regagnaient leurs foyers, ils n'avaient plus aucune vigueur, aucun goût pour le travail. Ils étaient aigris, démoralisés. Souvent, les vieux parents étaient morts, après avoir trainé une vie misérable ; la terre familiale était obérée d'hypothèques ou même vendue par les soins des fermiers de la dîme, voraces et impitoyables... In : Rial, P, Les Turcs à la recherche d'une âme nationale, Mercure de France, 1912, p.1.*

En effet, sans attendre la signature du Traité de Sèvres, la Grèce s'accorde tous ses droits et titres sur les îles d'Imbros et Tenedos. Une attitude qui apparaît des plus choquantes au Ghazi⁴⁵⁵, qui comprend que le sort de l'Empire s'est joué en amont de la signature du Traité de Sèvres, dès la Conférence des Ambassadeurs qui s'est déroulée à Londres, bien avant la fin de la guerre.

Aussi, en exécution des articles 5 du Traité de Londres⁴⁵⁶ et 15 du Traité d'Athènes⁴⁵⁷, le gouvernement grec établit sa souveraineté sur les autres îles de la Méditerranée orientale : Lemnos, Samothrace, Mytilène, Chios, Samos et Ikaria, les îles placées sous la souveraineté de l'Italie et visées à l'article 122, ainsi que les îles situées à moins de trois milles de la côte asiatique.

Les détroits et les îles, dont il est question à l'article 178, sont placés en vertu du présent Traité sous la souveraineté hellénique, la Grèce accepte et s'engage à observer, à moins de stipulations contraires, toutes les obligations, en vue d'assurer la liberté de navigation dans les détroits que le Traité impose à la Turquie. Certaines îles de la mer de Marmara restent sous la souveraineté ottomane.

À la Conférence de la Paix, qui se tient à Paris, Eleftherios Venizelos (1864-1936), alors chef du gouvernement grec, fait campagne auprès des Alliés pour mettre en œuvre son rêve d'une grande Grèce, conformément à l'idéologie nationaliste grecque : *la Megali Idea*. Parmi les grands volets, il y a la récupération des terres grecques d'Anatolie ; épisode qualifié d'irrédentiste, qui prévoit d'y inclure la totalité de la Thrace, l'Épire, l'Ouest de l'Asie mineure.⁴⁵⁸

Face à ses revendications, la délégation italienne, choquée que ses intérêts Proche Orient ne soient pas davantage reconnus par les autres grandes puissances, et cela malgré les accords de Saint-Jean-de-Maurienne, quitte la table des négociations. Le Premier ministre britannique

⁴⁵⁵ Le "victorieux", le titre a été donné à Mustafa Kemal après avoir remporté la bataille des Dardanelles.

⁴⁵⁶ 17-30 mai 1913.

⁴⁵⁷ 1-14 novembre 1913.

⁴⁵⁸ **Sowards, S**, « *Greek nationalism, the 'Megale Idea' and Venizelism to 1923* » (lecture 13) In: *Twenty-Five Lectures on Modern Balkan History (The Balkans in the Age of Nationalism)*, Michigan State University, 1996, <http://staff.lib.msu.edu/sowards/balkan/lect15.htm>.

David Lloyd George parvient à convaincre la France et les Etats-Unis d'empêcher Rome d'intervenir en Anatolie occidentale.⁴⁵⁹

En 1919, les forces grecques reçoivent l'autorisation de l'Entente de débarquer dans la ville de Smyrne en Anatolie, commence alors une nouvelle guerre, qui verra la victoire des forces de Mustafa Kemal, mais qui laisseront une trace indélébile dans les relations entre les deux pays. Un épisode qui fera dire à Mustafa Kemal que les relations avec la Grèce seront possibles, mais pas avec les Grecs de Turquie. Mais, c'est une guerre longue et passablement meurtrière qui attend les forces nationalistes, une épreuve du feu supplémentaire qui permettra au futur pays de pouvoir renégocier le Traité de Sèvres, par celui de Lausanne, et de faire reconnaître sa souveraineté territoriale.

B.La guerre gréco-turque : l'affirmation de la souveraineté nationale

L'armée grecque a donc toute latitude pour débarquer et mener une guerre de conquête sur la ville de Smyrne. Le débarquement eut lieu le 15 mai 1919. C'est une guerre de quatre années et meurtrière qui commence. Cette guerre gréco-turque est menée en réalité par les forces nationalistes de Mustafa Kemal qui luttent pour la souveraineté et l'intégrité du territoire issu du Pacte national.

L'action menée par le premier ministre grec Eleftherios Venizelos laisse clairement apparaître ses intentions⁴⁶⁰ et permettent aux Turcs de comprendre la situation dramatique dans laquelle ils se trouvent. Le premier ministre grec est perçu par les Turcs comme l'exécuteur testamentaire de la Question d'Orient. Sa thèse exposée en 1919 devant le Conseil des Dix, à la conférence de la paix, selon laquelle : « *les Turcs ne sont qu'un ensemble hétéroclite artificiellement maintenu par la bureaucratie ottomane, et que la disparition de celle-ci entraînerait inévitablement la dispersion de ceux-là, qui seraient avantageusement remplacés par les chrétiens laborieux et prolifères de l'Empire* » .

Le discours de Venizelos qui se fonde précisément sur la non-existence d'un « peuple turc » et sur le retard des peuples d'Anatolie, parvient à la connaissance de Mustafa Kemal et des

⁴⁵⁹ Sowards, S, « *Greek nationalism, the 'Megale Idea' and Venizelism to 1923* » (lecture 14)

⁴⁶⁰ Ses intentions sont de reconquérir la côte anatolienne, de reconstituer le Royaume de Byzance et surtout de reprendre aux Ottomans, Sainte-Sophie.

nationalistes. Cette idée n'est autre que le cheval de bataille d'Atatürk, bien conscient que les propos du chef du gouvernement grec ne sont pas dénués de fondement. Aussi, le Ghazi, accuse le pouvoir ottoman d'avoir sacrifié, au cours de l'histoire, le peuple « Turc » pour l'empêcher de mener à bien une grande destinée. Ce dernier s'apprêtant à le sacrifier, une fois de plus sur l'autel de la passivité. Et pour parachever le tout, le sultan est à la solde des étrangers, car rien ne lui importe plus que de sauver son trône.

Côté militaire, les Grecs ne s'attendent pas à une riposte « turque », l'Empire est exsangue et l'armée désorganisée. Aussi, les troupes de Venizelos prennent possession de ce qui leur a été promis et la déclaration de leur premier ministre ne fait qu'accentuer leur désir de pousser leur avantage : « *J'ai l'impression que les concessions faites à la Grèce en Asie Mineure [...] seront si étendues qu'une autre Grèce, aussi vaste et non moins riche [que l'actuelle], sera ajoutée à la Grèce déjà doublée qui est sortie victorieuse des Guerres balkaniques* »⁴⁶¹ .

Dès les premières années de la guerre, les Grecs se livrent à des massacres sur les populations civiles musulmanes, l'historien britannique Arnold J. Toynbee⁴⁶² écrit que des massacres ont été commis par des Grecs dès le début de l'occupation de Smyrne, le 15 mai 1919. Il explique que son épouse et lui-même ont été les témoins d'atrocités perpétrées par des Grecs dans les régions de Yalova, Gemlik et Izmit et que, non seulement ils ont vu de nombreuses maisons brûlées, mais ils ont également pu observer des cadavres et écouter les récits de survivants choqués. Toynbee affirme enfin qu'il a été le témoin de pillages organisés par des civils grecs et d'incendies volontaires provoqués par des soldats hellènes.⁴⁶³

Le sursaut viendra des troupes nationalistes, embryon de la future armée turque, qui après avoir reculé face à l'armée grecque reprend le contrôle du territoire dès 1921.

Mustafa Kemal trouve les mots justes pour galvaniser ses troupes :

⁴⁶¹ **Llewellyn Smith, M.**, *Ionian Vision: Greece in Asia Minor, 1919-1922*, Hurst, Londres, 1973, p. 35.

⁴⁶² **Arnold J. Toynbee** appartient au groupe de Cecil Rhodes et au groupe de Milner, dont il sera question plus loin. Sa présence aux premières heures de la République turque n'est pas le fruit du hasard, comme cela sera développé plus loin.

⁴⁶³ **Toynbee, A. J.**, *The Western question in Greece and Turkey: A study in the contact of civilisations*, Houghton Mifflin, Boston, 1922, p.260

« La « ligne de défense » n'existe pas. Il n'y a qu'une « surface à défendre ». Cette surface est celle de la patrie tout entière. Pas une parcelle de notre pays ne peut être abandonnée sans avoir été trempée du sang de son peuple ». ⁴⁶⁴

Un point de vue moderne qui d'une partie, il rompt avec la croyance militaire selon laquelle, il fallait impérativement établir une « ligne de défense » et ensuite, parce qu'il énonce clairement l'importance du territoire comme espace national, en liant son avenir à une population déterminée.

La victoire sur les Grecs va s'achever par l'incendie de Smyrne (1922) suivi du retrait des troupes du Royaume hellénique. L'Armistice de Mudanya est conclu le 11 octobre 1922, à l'issue duquel le Royaume-Uni, la France et l'Italie conservent le contrôle de la Thrace orientale et du Bosphore. Les Grecs sont évacués de ces régions. L'accord commence à être appliqué le 15 octobre 1922, un jour après que les Grecs aient accepté de signer les accords.

L'Armistice de Mudanya est suivi par le traité de Lausanne, dont un des points importants est un échange de populations civiles qui concerne environ 1 300 000 Grecs de Turquie contre 385 000 Turcs de Grèce⁴⁶⁵. La majorité des Grecs orthodoxes qui sont alors déplacés s'installent en Attique, en Thrace occidentale et en Macédoine

L'issue du conflit a définitivement discrédité ce qui reste de l'ancien pouvoir ottoman, le sultan est déconsidéré par la population qui voit en Mustafa Kemal l'unique maître du pays.

Cette guerre de conquête fondée sur la volonté de la Grèce d'élargir sa souveraineté aux anciens territoires helléniques a donné l'occasion à Mustafa Kemal de s'imposer comme le seul interlocuteur valable au plan international, d'imposer son autorité⁴⁶⁶ en faisant admettre que la souveraineté du nouveau pays doit être rediscutée. Cette guerre va renforcer le discours nationaliste de Mustafa Kemal sur la cohésion nationale.⁴⁶⁷

⁴⁶⁴ Mago, A, *Atatürk*, Overlook Press, Londres, 2000, p. 118.

⁴⁶⁵ On assiste à un échange de populations entre les deux pays, qui se poursuivront pendant la présidence de Mustafa Kemal, visant à unifier le pays et de le rendre ethniquement plus homogène.

⁴⁶⁶ Le Sultan l'avait déclaré hors-la-loi et une *fatwa* avait été prononcée contre lui, ce qui signifie que n'importe qui pouvait attenter à ses jours, sans risque, sans avoir à répondre d'un crime.

⁴⁶⁷ Cet épisode de la guerre gréco-turque, laissera malgré tout une trace : le ressentiment turc à l'égard de l'étranger.

Mais dans l'immédiat après-guerre, l'Empire ottoman n'est plus présent en Europe et son repli s'est déjà effectué sur l'Anatolie

Les nationalistes vont s'opposer aux clauses du Traité de Sèvres et redemander à ce qu'un Traité cette fois plus équitable soit signé. Mustafa Kemal parvient à imposer la révision de ce dernier, qui aura lieu le 24 juillet 1923 à Lausanne et Ismet İnönü représentera les intérêts de la Nation turque. Certes, il sera négocié dans les limites du Pacte national, mais il évitera à la Turquie d'être dépecée.

Il consacrera la reconnaissance des frontières du nouveau pays, qui seront parfaitement définies et non plus soumises à la volonté des puissances européennes⁴⁶⁸. Désormais la Turquie disposera de son propre espace reconnu au niveau international. Ses frontières sont clairement définies avec la Syrie et l'Irak. Elle conserve sa souveraineté sur les îles d'Imbros et de Tenedos, mais perd la plupart des îles grecques proches de sa côte. Mais surtout le nouveau pays tourne le dos à la mer en faisant de l'Anatolie son point d'ancrage. La nouvelle assise territoriale est une rupture avec l'espace ottoman, ouvert quant à lui sur la mer. On passe d'un espace maritime à continental.

Une entorse est faite, par rapport au Pacte national qui prévoyait de conserver la région de Mossoul. Les Britanniques qui convoitaient de longue date les champs pétrolifères de cette région se montrent intransigeants⁴⁶⁹ et obtiennent qu'elles fassent partie du nouvel Etat, l'Irak,

⁴⁶⁸ L'article 2 du Traité de Lausanne, définit clairement la place de la Turquie. De la mer Noire à la mer Égée, la frontière de la Turquie est fixée comme il suit : 1° Avec la Bulgarie : De l'embouchure de la Rezvaya jusqu'à la Maritza, point de jonction des trois frontières de la Turquie, de la Bulgarie et de la Grèce : La frontière Sud de la Bulgarie, telle qu'elle est actuellement délimitée. 2° Avec la Grèce : De là, jusqu'au confluent de l'Arda et de la Maritza : le cours de la Maritza. De là vers l'amont de l'Arda, jusqu'à un point sur cette rivière à fixer sur le terrain dans le voisinage immédiat du village de Tchorek-Köy : Le cours de l'Arda.

De là dans la direction du Sud-Est jusqu'à un point situé sur la Maritza, à 1 kilomètre en aval de Bosna-Köy : Une ligne sensiblement droite laissant en Turquie le village de Bosna-Köy. Le village de Tchorek-Köy sera attribué à la Grèce ou à la Turquie, selon que la majorité de la population y sera reconnue par la Commission prévue à l'Article 5 comme étant grecque ou turque, la population immigrée dans ce village postérieurement au 11 octobre 1922 n'entrant pas en ligne de compte ; De là jusqu'à la Mer Égée : Le cours de la Maritza.

⁴⁶⁹ **Barr, J**, *A Line in the Sand, Britain and France, the Struggle that shaped the Middle East*, Simon and Schuster, 2012, 464 p.

dont ils sont la puissance mandataire, ainsi que le sandjak⁴⁷⁰ d'Alexandrette⁴⁷¹ « *cette région pétrolifère devra revenir à l'Irak* » (art.3). Elles seront négociées de manière très pragmatique, par un renoncement, d'une part, et un rattachement d'autre part. En premier lieu, la Turquie renonce officiellement à Mossoul et à ses champs pétrolifères, pourtant partie intégrante du territoire imaginé par le «Pacte national», au terme d'un accord international signé à Londres avec la France et la Grande-Bretagne en juin 1926. Les détroits resteront démilitarisés, à charge, pour la Société des Nations, d'assurer la sécurité militaire d'Istanbul.

Si Ismet İnönü s'est heurté sur le plan international à des refus catégoriques de la part des puissances européennes, en revanche il obtient ce qu'il souhaitait sur le plan interne. A l'issue de ce traité, la Turquie est reconnue comme une puissance souveraine et indépendante dans toute la partie de l'ancien Empire ottoman habitée par une majorité de Turcs. Elle conserve la Thrace, avec Andrinople, la Cilicie et les provinces orientales, soit une superficie de 767.675 km².

La Guerre d'indépendance turque a été «l'épreuve du feu», une guerre nationaliste⁴⁷² qui a eu pour conséquence la création d'une communauté nationale, permettant à un nouveau pays de voir le jour et de relater à un territoire national. Cet épisode voit aussi l'émergence d'une force nationaliste, qui jouera un rôle prépondérant dans la vie du pays : l'armée, dépositaire de l'intégrité territoriale et de la laïcité.

On peut citer à ce propos la phrase de Jean-François Pérouse : « *L'armée turque a pour mission de le protéger et d'assurer son intégrité, dans l'esprit hérité, et souvent invoqué, de la «Guerre d'indépendance». Ce territoire, tantôt simplement toprak (le sol), tantôt vatan (la patrie, terme d'origine arabe), tantôt yurt (vieux mot turc dont le terme de citoyen, yurttas, vient d'être récemment dérivé) a été en quelques années sacralisé par les discours*

⁴⁷⁰ Le **sandjak** est une division administrative de l'Empire ottoman et du sultanat mameluk. Ils étaient à l'origine le premier niveau de subdivision de l'empire Ottoman et apparurent vers le 14^{ème} siècle comme des circonscriptions militaires. Loin de réduire leur nombre, la période des Tanzimat, porta celui-ci de 150 à 400.

⁴⁷¹ Son nom turc est Hatay.

⁴⁷² Le nom turc est *Kurtuluş Savaşı*, ce qui signifie littéralement, guerre de libération.

nationalistes ambiants. «Mourir pour la patrie», dans cette optique, c'est d'abord mourir pour l'intégrité du sol national, érigée en valeur suprême, justifiant tout sacrifice »⁴⁷³

Dès 1921, le territoire turc est libéré dans les limites du Pacte national (*Misak-i Milli*) de janvier 1920 et Mustafa Kemal, qui vient de régler le problème de souveraineté va s'attacher à donner une existence réelle au peuple turc, œuvre démiurgique s'il en est puisque comme nous l'avons précisé, à cette date, celui-ci n'a pas d'existence réelle et tout reste à construire.

Paragraphe 2. La naissance de l'Etat-nation

Dès la première séance plénière du Congrès de Sivas, qui a lieu le 13 septembre 1919, Mustafa Kemal donne une vision claire de l'avenir de l'ex-Empire. Le Congrès se prononce pour une indépendance absolue et totale du peuple turc dans un cadre restreint, plutôt qu'à une autonomie relative dans un cadre plus large.

Ce qui implique un renoncement à l'Empire et à ses possessions territoriales : *« Au lieu de suivre un principe d'expansion territoriale visant à récupérer les terres anciennement ottomanes, en exaltant les nostalgies chauvines afin de retrouver les territoires historiques ou la patrie ancestrales, la direction kémaliste allait résolument opter pour une politique de retenue »*.⁴⁷⁴ Et Mustafa Kemal tiendra toujours cette ligne.

Le 23 avril 1920 à Ankara la Grande Assemblée Nationale de Turquie porte Mustafa Kemal à la tête d'un Comité exécutif provisoire. Il pourra dès lors, appliquer son programme et quelques mois plus tard, lors de son discours de Nevşehir, il prend ses distances avec tous les mouvements qui ont précédé : *« Ni une nation musulmane, ni le panturquisme ne peuvent constituer une doctrine ou une politique soutenable pour nous. Désormais, la politique du gouvernement de la nouvelle Turquie consistera à vivre indépendamment, se basant sur la souveraineté de la Turquie à l'intérieur de ses frontières. Ni les sentiments, ni les illusions ne doivent guider notre politique. Finis les rêves et les chimères » ! Ils nous ont coûté cher dans le passé »*

⁴⁷³ Pérouse, J-F, *La Turquie, une construction récente....* Opus cité.

⁴⁷⁴ Bozdemir, M, *La marche turque vers l'Europe*, Kerthala, 2005, 296 p, p.136

Le ton est donné, les orientations du futur Etat turc sont définies, il refuse la culture arabo-musulmane de l'Empire Ottoman et le panturquisme des Jeunes-Turcs, qu'il considère comme une chimère que le nouvel Etat ne peut se permettre. Atatürk jette les fondations d'un État-nation qui va permettre de faire éclore une identité turque qu'il veut résolument tourné vers la modernité.

Le 20 janvier 1921, une Constitution provisoire constituée de neuf articles est établie par une loi organique. L'article 1 affirme :

« La souveraineté appartient sans condition ni restriction à la Nation. Le système d'administration est basé sur le principe que le peuple gère effectivement lui-même ses destinées. »

Ce qui est une rupture totale avec l'ordre ancien, et désormais, la souveraineté du moins dans les textes, appartient à la Nation turque. Chaque membre de la communauté nationale en est le dépositaire. Le peuple, même si on ne lui reconnaît qu'une existence très récente et une conscience de son rôle politique limité, est appelé à prendre sa destinée en mains.

En cela, Mustafa Kemal est proche de la théorie de Pierre Jurieu pour qui, au milieu du règne de Louis XIV, affirmait qu'il « est notoire que la Cour de France a bâtie sa puissance despotique en diminuant « liberté des peuples »⁴⁷⁵ jusqu'à abolir les Assemblées Générales de la Nation où résidaient le souverain pouvoir. Pierre Jurieu proposait une réforme de l'État', de régénérer la monarchie qui était désormais réduite, à son avis, à un niveau pitoyable. Sa thèse de fond portait sur l'idée qu'il fallait remettre le souverain pouvoir entre les mains du peuple et des assemblées composées de leurs députés. Il en va de même pour Mustafa Kemal pour qui, le pouvoir impérial a vécu et doit remettre ses pouvoirs aux représentants de la Nation

Pour l'heure, le représentant du peuple n'est autre que la Grande Assemblée Nationale de Turquie « seule et véritable représentante de la nation » (art.2), quant à l'Etat turc, il est le « Gouvernement de la Grande Assemblée Nationale » (art.3).

Cette première Constitution consacre le pouvoir de la Grande Assemblée qui détient tous les leviers de l'Etat.

⁴⁷⁵ **Jurieu, P**, *Les soupirs de la France esclave qui aspire après la liberté*, Amsterdam, 1689,

En 1923, la République est proclamée par Mustafa Kemal et un an plus tard la première Constitution turque voit le jour le 20 avril 1924, elle affirme que l'État turc est une République (*Cumuriyet*) : « elle incarne le caractère intangible de la forme nouvelle de gouvernement face à toute idée de retour à l'ordre social politique ancien. Elle envoie donc à l'État-nation, mais aussi à la citoyenneté »⁴⁷⁶. En effet, les droits, mais les devoirs des Turcs sont clairement définis.

Le premier apport de la Constitution kémaliste de 1924 concerne tout naturellement la souveraineté nationale et son exercice.⁴⁷⁷ En ce qui concerne le régime politique institué par Kemal Atatürk, il se veut démocratique, mais que l'on ne s'y méprenne pas, la période kémaliste ne l'est pas, non pas parce que le Ghazi veut confisquer le pouvoir au peuple, mais simplement parce qu'il estime que la phase « autoritaire » est une étape nécessaire à la construction du pays et surtout à la naissance ou renaissance du peuple turc⁴⁷⁸ et à sa maturité politique.

Par conséquent il instaure un parti unique, le *CHP* mais, en faisant du peuple ou plus exactement de la Nation, même formellement, le titulaire de la souveraineté. Cette constitution a consacré l'avènement définitif d'une nouvelle conception laïque et non-autocratique de la souveraineté.

Le système d'administration repose sur le principe que le peuple dirige personnellement et effectivement sa propre destinée. » Dans son article 3, la Constitution républicaine de 1924 consacre l'affirmation du principe de la souveraineté nationale. Toutefois, il est important d'observer que cette affirmation ne s'accompagne pas de la reconnaissance d'une véritable séparation des pouvoirs. De cela Mustafa Kemal en est pleinement conscient, il sait que le peuple doit apprendre à s'autogérer et que cela passera par des crises.

⁴⁷⁶ **Marcou, J**, *Le mouvement constitutionnel*, In **Vaner S**, (dir), la Turquie, Fayard Ceri, 2005, p.99.

⁴⁷⁷ « Toutefois, il est important d'observer que cette affirmation ne s'accompagnait pas de la reconnaissance d'une véritable séparation des pouvoirs. Ainsi, la GANT était placée au cœur du système et même le pouvoir exécutif relevait formellement de l'instance qui était sensée incarner la nation. Seul le pouvoir judiciaire se voyait reconnaître une certaine autonomie, tant dans le premier chapitre de la Constitution que dans le quatrième chapitre qui lui était spécialement consacré. Toutefois, cette unicité dans l'exercice de la souveraineté allait marquer les premiers développements de l'histoire constitutionnelle turque et induire des phénomènes pervers dans le contexte de la démocratisation qui interviendra postérieurement. », In : **Marcou, J**, *Turquie : la constitutionnalisation inachevée*.

Le rôle de la *GANT* est toujours important, mais son autorité est partagée : *L'Assemblée exerce le pouvoir exécutif par l'intermédiaire d'un Président de la République et de ses ministres qu'il nomme* (art.7). L'exécutif est partagé entre la *GANT* et le Président et le Conseil des Ministres.

Le citoyen turc jouit de toutes les libertés d'un Etat de droit, dont les dispositions mettent un terme au communautarisme, ce qui est stipulé à l'article 88.

« Au point de vue de la nationalité, tous les habitants de la Turquie sans distinction de religion ou de race, sont qualifiés Turcs. Est Turc tout individu né en Turquie ou à l'étranger d'un père Turc, celui qui, né en Turquie, d'un père étranger, y demeure et à sa majorité, choisit officiellement la nationalité turque, celui qui, conformément à la loi sur la nationalité, a été admis à la qualité de Turc. La qualité de Turc se perd dans les cas déterminés par la loi. »

Même si la volonté est de créer une nation dégagée de la religion, la Constitution va malgré tout avoir beaucoup de difficulté à se dégager du binôme islam-turcité. Tout d'abord, l'article 2 précise que *La religion de l'État turc est l'islamisme ; la langue officielle est le turc*. Ce qui signifie pour beaucoup de citoyens que l'islam et la race turque sont étroitement associés. Mais qu'advient-il des autres citoyens, ceux dont la religion n'est pas l'islam et dont la race n'est pas turque, mais qui pourtant font partie de la Nation ?

Et de fait, l'unité de la nouvelle République est sans conteste ce qui posera le plus de problème à Mustafa Kemal, car l'Anatolie possède une diversité ethnique et religieuse qui ne lui facilite pas la tâche. En outre, parler du caractère turc de l'Etat, et plus encore de la Nation, en 1924 relève de la fiction, car la notion n'est pas intégrée dans les mentalités et, mis à part pour une partie de l'ancienne élite turque-ottomane, elle n'a guère de résonance dans les esprits, comme le soulignait Etienne Bonnot de Condillac : *« les mots et la manière dont nous nous en servons, peuvent fournir des lumières sur les principes de nos idées »*⁴⁷⁹ et force est de constater que ces notions, à veille de la proclamation de la République sont entourées d'un flou qui mettra plusieurs décennies à se dissiper.

Malgré tout, le nouveau président sait qu'il va devoir travailler à la création d'une identité turque pour pouvoir s'appuyer sur l'élément turc.

⁴⁷⁹ **Bonnot de Condillac, E**, *Essai sur l'origine des connaissances humaines*, Vrin bibliothèque philosophique, 2014, 352 p.

Comme l'a souligné Yvette Benusiglio « *L'Etat-nation a été dès lors proclamé en même temps que la turcité de la République* »⁴⁸⁰. Et comme à l'époque des Jeunes-Turcs se sont les *Türk Ocakları* ou Foyers Turcs, qui sont destinés à promouvoir et à véhiculer dans la population l'idéologie de l'Etat-nation turc.

Pour beaucoup de politologues les crises et soubresauts identitaires actuels auxquels sont soumis les Turcs, sont dus essentiellement au choix de Mustafa Kemal de vouloir faire coïncider la notion de race et d'ethnie avec un territoire donné, l'Anatolie, comme l'explique le politologue Oran Baskin qui affirme que la plupart des conflits en Turquie s'expliquent par le choix qu'a fait la république de se fonder sur l'identité turque (ethnique, basée sur le sang) au lieu de choisir le sol, il déplore le choix du nom du peuple "*Türk*" au lieu de "*Türkiyeli*" (de Turquie).⁴⁸¹ À l'époque Ottomane, les turcs étaient l'un des *millet* (infra-identité) qui composaient l'Empire dirigé par les Ottomans (supra-identité), les autres "*millet*" étaient les Grecs, les Arméniens, les Kurdes, les Syriques, les Arabes.

L'erreur du nationalisme kémaliste serait d'avoir remplacé la supra-identité "neutre" par une des infra-identités, au lieu de construire la Nation sur le droit du sol⁴⁸². Les Ottomans n'étaient plus Turcs dans une acception ethnique et raciale et d'ailleurs ne se reconnaissent plus eux-mêmes comme tels.

Il réfute le mythe selon lequel le kémalisme serait à l'origine d'une société égalitariste. Il a créé un acronyme pour désigner le sociotype : les *Lahasimüt*⁴⁸³, qui sont, d'après lui, l'équivalent en Turquie de ce que les *WASP* sont aux États-Unis.

Mais à refaire l'histoire il y a toujours un risque d'anachronisme et Mustafa Kemal n'avait pas le choix que de s'appuyer sur l'identité supposée turque et le nouveau pays n'est donc pas exempt de références religieuses. Ce sont les populations musulmanes d'Anatolie, Turcs ou Kurdes que Mustafa Kemal mobilise d'ailleurs contre « l'envahisseur » grec et curieusement, c'est au nom de la défense de la religion que cette mobilisation se fait. Ce territoire qui

⁴⁸⁰ **Benusiglio, Y**, *Problèmes identitaires et Nationalismes en Turquie*, In : Cemoti, n°25, 1998, <http://cemoti.revues.org/65>.

⁴⁸¹ Le politiste, Oran Baskin a été le premier à parler d'une identité turque plus large, permettant ainsi aux non Turcs de trouver leur place dans la société.

⁴⁸² **Baskin, O**, propos tenus lors de la conférence donnée à Paris le 27 janvier 2008, « Identités et des conflits identitaires en Turquie ».

⁴⁸³ *Lahasimüt* est l'acronyme de Laik hanefi, sünni, müslüman, türk et *WASP*, White Anglo-Saxon Protestant.

correspond à celui de la République turque et que les Turcs ont gagné avec leur sang, le rouge du drapeau turc le rappelle. Il s'agit du sang de cette première guerre pour la conquête du territoire, le croissant de lune est officiellement là, pour rappeler que les soldats tombés sur le champ de bataille étaient enterrés à la tombée de la nuit. On peut interpréter la présence de ce croissant de lune comme une concession à l'islam, mais aussi comme un rappel de l'ancien drapeau ottoman, sur lequel étaient représentées trois lunes. La nouvelle République fait grand usage des symboles qu'elle manipule habilement.

Ces concessions ne sont que posture et furent par conséquent de courte durée car pour Kemal Atatürk elles sont une étape nécessaire, permettant ainsi de franchir une étape dans la construction de l'Etat-nation. Ce dernier est pleinement conscient du fait que les populations auxquelles il demande encore un sacrifice, sont pour l'essentiel des populations autochtones qui ont beaucoup souffert, parfois illettrées, elles n'avaient d'autres références que la religion musulmane. Et ce, d'autant plus qu'il va bénéficier de l'aide des Kurdes, dont on sait qu'ils sont traditionnellement proches des confréries soufies.⁴⁸⁴

Aussi, Mustafa Kemal n'hésite pas à présenter cette guerre d'indépendance et d'employer le terme de djihad. Un mot qu'il emploie non sans arrière-pensée, puisqu'il sait que pour galvaniser les troupes, le seul ciment identitaire reste encore l'islam.

Néanmoins la première tentative visant à briser le début d'homogénéité nationale va venir du peuple kurde. La République a revendiqué cette population comme « authentiquement turque » devant être incluse dans les frontières du nouvel Etat. La renonciation au Vilayet de Mossoul imposée par l'Angleterre avait eu pour résultat de scinder les Kurdes en trois : Irak, Perse et Turquie.

Un moment alliés, de la nouvelle République, les Kurdes vont réagir comme un corps étranger et s'opposer ouvertement aux décisions d'Ankara. Ils refusent les mesures de sécularisation édictées par l'Assemblée et se trouvent dans un état d'insurrection quasi permanent de 1921 à 1926. La répression est à la hauteur du soulèvement qui entre-temps avait gagné Istanbul et d'autres régions. Mustafa Kemal mobilisa 7 à 8 divisions et la rébellion fut réprimée dans le sang.

⁴⁸⁴ Il va faire littéralement montre de duplicité et ce afin de parvenir à son objectif. Comme le souligne **Sükrü Hanioglu** : « un message davantage axé sur le nationalisme ou sur le panturquisme aurait mis en danger l'appui crucial des Kurdes » p.103.

Le point culminant de cet état insurrectionnel, sera le massacre du Dersim en 1937 qui fera 13.500 morts selon le bilan officiel, mais les historiens parlent de 30.000 à 50. 000 morts.⁴⁸⁵

Ces révoltes étaient un défi à l'un des principes fondamentaux du régime, qui voulait que l'Etat soit unitaire et que ses lois s'appliquent à l'ensemble du territoire turc.

L'Angleterre encourage la rébellion afin d'empêcher l'homogénéisation de la Turquie. Et en cette année 1926, elle tenait un argument de poids auprès de ces populations très attachées au Califat et à son représentant le sultan : la destitution par Mustafa Kemal du sultan et l'abolition du titre. Aussi, un peu partout apparaissent des slogans défavorables au nouveau pouvoir, parmi lesquels : « *A bas la République ! Vive le Sultan-Calife !* »⁴⁸⁶, qui attestent du rejet par la population kurde de la laïcité du nouvel Etat, rejetant à la fois le nouveau pouvoir, ses nouvelles orientations en matière de société.

La présence de poches grecques posent également un problème pour l'homogénéisation de la nouvelle Nation un problème qui est en passe d'être résolu, puisque, en 1920, s'achève un échange de population amorcé peu après les guerres balkaniques ; aussi estime-t-on à 1 100 000 Grecs d'Asie mineure et de Thrace orientale qui partent s'établir en Grèce.

Des échanges de populations définis sur une base ethno-religieuse et qui ont lieu également dans le sens inverse puisque de 1913 à 1920, 2 millions de personnes environ furent déplacées sur les territoires de la Bulgarie, Grèce et Turquie :

*Ces échanges de populations étaient généralement approuvés par les diplomates, en Europe occidentale et à la SDN. Rendant la Grèce, la Bulgarie et la Turquie, plus « ethniquement homogènes », ils étaient censés être une condition de la paix dans la région ».*⁴⁸⁷

Les Arméniens ont vu dans le morcellement de l'Empire ottoman, une chance inespérée de créer une Arménie libre, protégée par l'Angleterre. Mais ce rêve s'est évanoui, dès la proclamation de leur Etat, l'Arménie est écrasée par une double offensive menée par les

⁴⁸⁵ **Akyapi, D**, Massacre du Dersim : La Turquie s'excuse auprès des Kurdes, In : Libération, 16 décembre 2011.

⁴⁸⁶ Les kurdes menés par le Sheikh Saïd s'opposaient à la suppression de l'État islamique mise en œuvre le gouvernement kémaliste. Dans les affiches du mouvement on pouvait lire cette phrase rejetant le caractère laïque du nouvel Etat.

⁴⁸⁷ **Mudry, Th**, *Guerre de religions dans les Balkans*, Paris, Ellipses, Paris, 2005, p. 140-141.

Soviétiques et les Turcs. Les chefs politiques arméniens trouvent refuge en Grande-Bretagne, où il leur est fortement conseillé de poursuivre la lutte.

Le mouvement nationaliste arménien donne naissance aux Légions de jeunesse. Elles s'en prennent aux troupes turques présentes sur le territoire arménien. Mustafa Kemal charge le général Kiazim Kara Bekir, député de la Grande assemblée nationale de Turquie, en poste sur le front oriental de ramener l'ordre.

Désavoués par leurs protecteurs anglais, les Légions de jeunesse sont écrasées et les populations arméniennes subissent des représailles féroces de la part des Turcs.

Mustafa Kemal parvient à juguler la menace que constituent les « étrangers » clairement identifiés comme « ennemis » de la nouvelle Nation. En revanche, l'homogénéisation de la Nation dont il a fait l'un de ses objectifs va concerner pleinement le peuple turc, que l'idéologie kémaliste va s'appliquer à turquifier. L'Empire ottoman n'existant plus il convient de donner un nom au nouveau pays (**A**), mais aussi à ses futurs habitants qui jusqu'à la loi de 1934, seront privés de patronyme (**B**).

A. Nommer le futur pays : Turquie ou Anatolie ?

Dès la prise de pouvoir de Mustafa Kemal se pose simultanément à la souveraineté, celui du nom à donner au futur pays.

Les avis sont très partagés parmi les intellectuels. Il y a les tenants du nom « Anadolu », terme géographique ou « Türk », terme ethnique et religieux à la fois.

C'est ce que pense l'historien Mukrimin Halil Bey qui fonde une école spéciale d'Anatoliens⁴⁸⁸ avec pour but de propager l'idée en vertu de laquelle le mot "türk" indiquerait, non pas une "nationalité", mais une "race". Il n'existe pas de nationalité turque, disent les Anatoliens, mais il existe divers groupements nationaux turcs.

⁴⁸⁸ *Mükrimin Halil Yinanç Anıldı*, 3 janvier 2015, site <http://turkocaklari.org.tr>.

Développant cette idée, les "Anatoliens" sont allés si loin qu'ils ont été jusqu'à proposer de désigner la Turquie sous le nom d'Anatolie, attendu, disent-ils, que le mot "Anadolu" convient mieux à la personnalité du turc que le mot "türk".

En outre, l'Anatolie est présentée comme le berceau de la culture turque et c'est là que le peuple turc aurait développé une civilisation tout à fait originale, après avoir reporté la bataille de Manzikert contre les Byzantins (1071).

Hilmi Ziya Ülken (1901-1974), est l'un des fondateurs de l'Anatolisme s'est toujours montré très critiques à l'égard de l'ottomanisme, de l'islamisme et du touranisme. Entre 1918 et 1919, au moment où se joue l'avenir de la population turque, il fonde *Anadolu* avec Reşat Kayı.⁴⁸⁹

In 1919 Ülken écrit un ouvrage intitulé *Anadolunun Bugünkü Vazifeleri* ou les devoirs actuels de l'Anatolie, mais il ne fut jamais publié. En 1923, Ülken et ses amis publièrent le périodique *Anadoli* qui se montre très critique à l'égard du choix du nom de la nouvelle République qui aurait dû, s'appeler Anatolie et non Turquie, ce qui altère selon eux le caractère du pays en excluant les autres groupes nationaux.

L'un des tenants de l'anatolisme, est l'écrivain est l'écrivain Cevat Şakir Kabaağaçlı connu sous le nom de Halikarnas Balıkcısı (1886-1973). Originaire de Crète, il se passionne pour l'histoire ancienne de l'Anatolie et éprouve un fort ressentiment contre le philhellénisme des historiens occidentaux. Il récuse la théorie de la division des aires géographiques établies par les Européens et envisage l'Anatolie non pas comme une aire asiatique, mais plutôt comme faisant partie de la Méditerranée. Son objectif est bien de tourner le dos aux origines asiatiques des Turcs et de se réconcilier avec l'Antiquité classique. Il crée les *Mavi Tur* ou Tour bleu destinés à attirer les touristes à Bodrum (Halicarnasse) et faire connaître le passé méditerranéen de l'Anatolie.

Selahattin Eyuboglu (1908-1973) dans la revue « notre Anatolie » défend l'idée d'une Anatolie qui appartenait aux seuls Turcs, qui pour l'avoir gagnée de haute lutte, ont acquis un droit éternel. La présence grecque en Anatolie, pour autant n'est pas niée, mais elle se réduit à une présence fossile et de fait, il ne reste guère que les ruines à Ephèse ou de Ierapolis, immense nécropole située près du site naturel de Pamukkale.

⁴⁸⁹ Ben Rafael, E, Sterberg, Y, *Identity, Culture and Globalization*, In : The Annals of the International Institute of Sociology, Vol 8, Brill Leiden-Boston, 2002, p.182.

Il considère la présence grecque antique comme une école à ciel ouvert, qu'il estime comme appartenant au patrimoine de l'humanité et dans laquelle la part des Anatoliens à l'édification de cette culture est aussi grande que les Grecs. Il s'oppose aussi à l'idée de Patrie de Ziya Gökalp :

« La patrie que Ziya Gökalp, pour des nécessités historiques, cherchait dans les territoires lointains et inconnus, sont pour nous l'Anatolie, avec ses îles et sa Thrace ? Nous pouvons avoir dans d'autres endroits, des frères et des proches parents. Mais les vraies racines de la Turquie sont en Turquie même. »⁴⁹⁰

L'anatolisme met un terme à la vision d'une Nation élargie aux pays d'Asie centrale, et adopte une vision plus restreinte qui colle parfaitement à celle de Mustafa Kemal. Cependant, on peut noter une différence, mise en évidence par Etienne Copeaux : les idées d'Halicarnasse Balıkcısi et Selahattin Eyuboglu sont particulièrement appréciées des écrivains kurdes et Alévis, car elles prennent en compte l'héritage de l'Anatolie et proposent une histoire qui prend appui sur toutes ses composantes ethniques et religieuses. Ce que Mustafa Kemal omet de faire. Il faut malgré tout souligner qu'il a un rôle politique à jouer puisque à partir de l'Etat turc il va créer une nation dans un lieu défini : l'Anatolie qui n'est pas le berceau des Turcs :

« Incontestablement, la turcité de l'Anatolie au lendemain de la guerre d'indépendance est en grande partie artificielle, en dépit de l'expulsion des populations chrétiennes, le lien qui unit les différentes composantes anatoliennes demeure en premier lieu l'islam. Aussi, le Kémalisme va s'employer pour légitimer la présence turque en Anatolie à créer un imaginaire national puissant, débarrassé des scories cosmopolites de l'Empire ottoman »⁴⁹¹

Le problème majeur, c'est la difficulté de développer un discours identitaire associé au sol pour. Le Ghazi n'a pas le choix, il lui faut trouver un lien historique entre les Turcs et l'Anatolie. C'est dans ce contexte que les « thèses d'histoire », quelques années plus tard, vont voir le jour. Il aura ainsi recours à une fiction historique qui inventera des repaires pour que la nouvelle République, puisse, enfin abandonner puisse se défaire de l'héritage arabo-ottoman et surtout s'ancrer dans un territoire continental qui tourne le dos au cosmopolitisme

⁴⁹⁰ Eyubolu S, *Bizim Anadolu*, In : Europe, n°655-656, 1983, pp.19-22

⁴⁹¹ Jossieran, T, *Turquie : Les kémalistes face à leurs contradictions*, In : Magistro, 15 mars 2009, <http://magistro.fr>.

introduit par les ports de l'Empire. L'objectif étant de permettre aux nouveaux citoyens de s'identifier et se reconnaître dans les valeurs de la nouvelle République. Le premier acte politique de Kemal, c'est non pas de définir un territoire pour la nouvelle République, le traité de Sèvres s'en est chargé, mais de donner un nom à ce pays qui est train de naître.

*« Le territoire turc dans ses limites présentes n'a rien d'évident ou de naturel, en dépit des productions idéologiques et des institutions visant à le naturaliser et à le sacraliser. À l'instar de tous les autres territoires nationaux plus ou moins objets d'idéalisation, il est un produit contingent et finalement récent, même si un certain discours nationaliste essaie de légitimer la présence turque en Anatolie en remontant aux Hittites, aux Sumériens ou aux Étrusques».*⁴⁹²

Cette création qui place le nouveau pays en Anatolie est consacrée par le choix d'une nouvelle capitale : Ankara l'ancienne Angora, qui ne dispose plus que d'une citadelle byzantine. Par cette décision Mustafa Kemal entend rompre avec la ville d'Istanbul, à ses yeux trop liée à l'Empire ottoman et par conséquent trop cosmopolite. Mais son choix est lourd de conséquences, puisqu'il ne résoudra pas le problème de l'identité, trop enfermée dans une ethnie et une religion, qui excluent de fait, les autres composantes non turques de la Nation. Ces dernières, auront beaucoup de difficultés à revendiquer leur appartenance turque, et ce d'autant plus qu'ethnie et religion sont étroitement imbriquées.

Mustafa Kemal a été accusé d'avoir favorisé *in fine* l'élément musulman, mais l'islam est présenté comme indissociable de la turcité, comme le montrent le nouveau chantier auquel, le Ghazi, va devoir s'attaquer et qui concerne la question du patronyme. Seuls les Turco-musulmans ont été privés d'un patronyme à l'occidentale, les autres peuples de l'Empire en possédaient.

⁴⁹² **Pérouse, J-F**, *La Turquie: une construction territoriale récente...*op.cité

B. Donner un nom au peuple

Après le nom du pays, c'est le nom du peuple même qui devient un enjeu pour le nouveau pouvoir.

Le « peuple turc » en 1924 reste une abstraction mais, Mustafa Kemal en est conscient. Aussi, pour créer une « Nation turque », il sait qu'il devra passer par une phase de construction du peuple turc qui rappelons-le n'a jamais existé en tant que tel et surtout pas dans les consciences.

Néanmoins, pour le Ghazi, cela ne fait pas l'ombre d'un doute, le peuple turc n'a jamais disparu, il est éternel, en dépit de longues éclipses, et sa mission sera en tant qu'Atatürk ou père des Turcs est de lui redonner une existence, voire de faire de la souveraineté populaire, non pas une abstraction, mais une réalité. Il sera non seulement un démiurge, mais aussi un guide, un père pour son peuple ayant pour tâche de mener le pays qu'il vient de créer, à marche forcée, vers un modèle qui ressemble au modèle occidental.

La Turquie œuvre démiurgique par excellence, est un pays à bâtir. Après avoir renégocié le Traité de Sèvres, Mustafa Kemal, va s'employer à donner une identité à ce pays dans les décennies qui suivent la proclamation de la République (1923), qui vient de surgir des ruines de l'Empire ottoman.

Cette identité passe par la désignation de ce qui n'a pas encore de nom : le peuple turc, Mais, en 1920, le peuple, tel que nous le concevons, n'existe toujours pas en Turquie, il n'y a même aucun mot pour le désigner. Le seul dont il dispose⁴⁹³ est un mot d'origine mongole ; Aussi, Mustafa Kemal impose le nom de « Turc » à tous les habitants de l'Etat : l'article 88 de la première Constitution adoptée le 20 avril 1924 stipulant en effet que « *sont désignés sous le nom " Turc " tous ceux qui habitent en Turquie, sans distinction raciale ni religieuse* ».

L'émergence de la notion de peuple remonte aux Jeunes-Turcs, et apparaît sous la plume de Ziya Gökalp et d'Enver Pasha. Le terme de *Halk* est d'origine mongole et n'apparaissait dans aucun document impérial. Mustapha Kemal, va lui donner une place dans le premier parti qu'il fonde le *CHP* (Cumuriyet Halk Partisi).

⁴⁹³ Le mot *Halk* a été employé une première fois sous les Jeunes-Turcs, par Enver Pasha.

Cette longue phase qui commence par une lente prise de conscience parmi la population, trouvera son accomplissement dans la loi du 21 juin 1934, sur le patronyme ou *Soyadı Kanunu*. En effet, les turco-musulmans ne possédaient aucun patronyme, selon la coutume islamique, ils accolaient à leur prénom, soit le *Ben* ou fils de, s'ils occupaient une position au sein de la société ottomane, *Bey*, *Pasha* ou *Efendi*, d'autres portaient un surnom, comme le célèbre voyageur ottoman du 17^{ème} siècle Evelyâ Celebi, dont le surnom signifie « raffiné ».

La loi va mettre un terme à cet usage et dès 1934, les Turcs sont priés de se choisir un patronyme parmi des listes de noms typiquement turcs, Mustafa Kemal choisira Atatürk (père des Turcs), son ministre des Affaires étrangères, İsmet İnönü dont le père était s'appelait Reşit Efendi, car haut fonctionnaire, choisira İnönü en raison de la victoire, qu'il a remportée sur les Grecs en 1922. Le père du nouveau président de la République Recep Erdoğan, n'étant pas d'origine turque, mais Tchétchène possédait un patronyme, Bakatlı, qu'il a changé contre Ahmet Erdoğan (le faucon soldat)⁴⁹⁴. Son premier patronyme rappelant ses origines ossètes.

La loi sur les patronymes permet aussi aux femmes de donner leur nom à leur époux et à leurs enfants. C'est le cas de l'ancienne première ministre (1993-1996), Tansu Çiller, dont l'époux porte son nom.

Mustafa Kemal grâce à cette loi, met un terme à l'influence musulmane sur la société turque, mais également donne conscience au peuple de lui-même en tant qu'individu turc et lui permet de revendiquer son dû.

⁴⁹⁴ **Cheviron N, Pérouse J-F**, *Erdoğan, Nouveau père de la Turquie ?* Editions François Bourin, 2016, p.34.

Section 2. Le rétablissement de la souveraineté économique

Le Traité de Lausanne a mis un terme à l'immixion des puissances étrangères, à leur droit d'intervention, leurs commissions d'administration et de leur contrôle. Il met un terme également aux Capitulations qui avaient sapé la souveraineté économique et financière de l'Etat ottoman et qui se trouvait reportées par le Sèvres. Toutes ces dispositions sont irrévocablement abolies (art.28).

De même la question des dettes était dégagée de son aspect politique et la liquidation des arriérages qui dépendait désormais de la volonté du nouveau gouvernement, devenait une affaire de droit privé (art.46-57).

Le Traité de Lausanne reconnaissait la souveraineté économique et financière de la Turquie.

Néanmoins pour le pouvoir un nouveau défi se profilait, certes, la Turquie était débarrassée de l'ingérence étrangère, mais pour autant elle n'avait pas une population capable de prendre sa destinée économique en mains. La vie économique était encore largement détenue par les ennemis d'hier : les Grecs et les Arméniens. Ainsi, le nouveau pouvoir va tout mettre en œuvre pour que le peuple devienne souverain en matière économique. L'Etat va devoir relever un nouveau défi et ce d'autant plus que le pays est ruiné et qu'il est privé de moyens de subsistances, la deuxième étape dans la conquête de la souveraineté économique, sera de donner au peuple turc les moyens de son indépendance. Le nouvel Etat va donc se trouver face à un nouveau défi (**Paragraphe 1**) qu'il va devoir relever dans un temps très court, sous peine de disparaître, tout en éliminant les éléments étrangers de son économie, de manière à ne pas retomber sous la tutelle occidentale. Il devra donc rétablir sa souveraineté économique (**Paragraphe 2**).

Paragraphe. 1. L'Etat face à un nouveau défi

On a souvent accusé Mustafa Kemal d'agir en autocrate, certes, il possédait une autorité naturelle, qu'il n'a pas hésité à mettre au service de la cause nationale, mais son souhait était de voir son peuple accéder à son indépendance, de ne plus voir sa souveraineté bafouée par un régime corrompu ou bien encore par des puissances étrangères. L'Etat ottoman pendant la période des *Tanzimat* avait joué un rôle important d'impulsion de l'agriculture et encouragé la culture du thé et du coton. L'objectif étant, de se libérer du joug et de la tutelle des puissances européennes et d'acquérir une indépendance économique.

Au sortir de la guerre, la Turquie ne possède plus rien, son territoire ne recèle pas de richesses naturelles, les destructions occasionnées par les guerres successives l'ont transformée en champ de ruines, ses moyens de production sont réduits à néant.

Mais il y a encore pire, à cela : il n'y a personne véritable en mesure d'entreprendre, aucune classe marchande, aucune bourgeoisie turques capables de relever le défi et remettre le pays à flots.

Ce qu'il souhaite c'est de voir la population accéder à une certaine maturité et faire ses propres choix en matières économique.

En cas d'échec, Mustafa Kemal est conscient que la Turquie est condamnée à disparaître. Le nouveau pouvoir va s'atteler à la création d'une économie nationale que les successives ont détruite pour laisser un pays exsangue **(A)**. Pour sortir le pays du marasme économique, le pouvoir va, sur le modèle soviétique, décréter une série de plans visant à substituer l'Etat à l'initiative privée. Aussi, dans un premier temps, il va étatiser l'économie **(B)**.

A.Un pays exsangue

Le nouveau pays émerge du chaos, et tout est à reconstruire : les ports, les routes, les voies ferrées ont été détruits, l'agriculture est réduite à néant tout autant que l'industrie. Le pays manque de matières premières et de moyens de transport pour les acheminer, lorsqu'il réussit à se les procurer.

Le pays ne dispose pas non plus de techniciens, ni d'ouvriers spécialisés et lorsque une machine tombe en panne, il n'y a personne pour la réparer.

La tâche et les défis sont incommensurables et Mustafa Kemal doit faire face au découragement de la population anatolienne, qui n'est plus en état de relever des défis. On assiste à des désertions, le peuple quitte les chantiers.

Le pays doit faire face à une crise morale qui coïncide avec la crise économique. En effet, la nouvelle classe au pouvoir est inexpérimentée, à cela s'ajoutent une absence de crédits, et le départ des personnes les plus industrieuses de l'Empire. Autant d'événements qui contribuent à plonger le pays dans un marasme profond.

L'agriculture souffre de mauvaises récoltes et de 1924 à 1925 font monter les prix des denrées alimentaires. La région de Smyrne qui avant la guerre gréco-turque fournissait les fruits et exportait son vin, est complètement détruite et vidée de sa population grecque. Les faillites commerciales sont nombreuses et il ne reste plus qu'à Mustafa Kemal à trouver des solutions pour mettre fin aux nouvelles menaces qui commencent à apparaître. Sur le modèle soviétique, il va édifier une économie nationale.

B. Une économie étatisée

Le pouvoir en place va devoir pour atteindre son objectif, imposer un modèle autoritaire. L'idée du Turc maître chez lui n'est pas certes pas pour l'immédiat, mais pour les dirigeants turcs, il n'est plus question de confier des pans de l'économie aux étrangers.

Il commence par interdire aux étrangers d'exercer une activité économique en Turquie. Cette atmosphère délétère à l'égard des entrepreneurs étrangers apparaît dans le roman de Simenon : « les Clients d'Avrenos » paru en 1935. Il dépeint les conditions de vie des étrangers, extrêmement dures à Istanbul, où il leur est notamment interdit d'exercer certaines activités économiques.

Dès 1920, peu après que les alliés eurent quittés Istanbul, le nouveau pouvoir s'emploie à briser le pouvoir économique des non musulmans. Leur première cible, sont les Grecs qui avaient quitté Istanbul de leur plein gré. Leur départ sera interprété et présenté comme une preuve de trahison. Une loi votée au printemps 1923, par le parlement d'Ankara autorise l'Etat

à confisquer ces biens que le gouvernement estime en déshérence, même si leurs propriétaires ont pris soin de les transférer à un membre de leur famille ou à un associé. L'exemple le plus emblématique est celui de Prodomos Bodosakis-Athanasiades, patron du Pera Palace, qui dès 1920 quitte Istanbul pour Athènes. En 1923, son hôtel sera déclaré bien national.⁴⁹⁵

L'année 1923 est sans doute à retenir pour le train de mesures prises en faveur des musulmans. Une fois encore les décisions sont suivies d'effets quasi immédiats et traduisent une volonté d'avancer à marche forcée. Une manière de rattraper le retard de la communauté musulmane sur les minorités. Dès 1923, un congrès économique se tient à Izmir. Il réunit à la fois les élites dirigeantes du pays et les acteurs économiques. A cette occasion un programme protectionniste est adopté. L'objectif étant de créer un espace économique national, d'initier l'industrialisation et surtout de susciter l'émergence d'une bourgeoisie d'affaires, dont le rôle est d'appuyer voire de seconder l'Etat dans sa tâche de développement de l'économie.

Ainsi, par la création de l'Union commerciale nationale turque destinée à représenter les intérêts des commerçants musulmans et coordonner l'acquisition d'industries de sociétés d'import-export et d'établissements financiers précédemment détenus par des non-musulmans. De même il exerce des pressions sur les banques et les entreprises étrangères pour qu'elles licencient leurs employés non-musulmans. En cette même année, les 2/3 des avocats grecs du barreau d'Istanbul sont radiés. Les syndicats grecs sont fermés et les entreprises grecques menacées de poursuites à la moindre incartade. Le plus souvent, elles sont contraintes de prendre un associé musulman, lequel ne tardait pas à invoquer les articles de 35 à 45 qui prévoyaient des échanges de population. Les Grecs devenant « échangeables », les musulmans se rendaient propriétaires « en toutes légalité » de biens grecs.

Tirant les leçons d'un passé pas si lointain, Le gouvernement nationaliste affiche l'ambition de créer une bourgeoisie turque sur le modèle européen. Souhaitant faire des Turcs, une communauté aussi prospère et dynamique que l'ont été les minorités nationales, grecques, arméniennes et juives. Il y a une volonté très nette de mettre l'économie entre les mains de la population turque. Mais en 1923, il n'y a pas de bourgeoisie d'affaires suffisamment solide pour impulser un quelconque mouvement. Ce rôle de « moteur » revient donc à l'Etat.

⁴⁹⁵ King, Ch, *Minuit au Pera Palace*, Payot, 2016, p.131.

En 1928, le gouvernement entreprend la construction de puissantes centrales électriques pour fournir à l'industrie naissante l'énergie dont elle avait besoin. Des fonderies, des aciéries, des fabriques de céramique, des usines de produits chimiques et des papeteries sont créées. Malgré toute la bonne volonté du Ghazi, la Turquie sort exsangue de ces années de conflits.

La crise de 1929 va donner l'occasion à Mustafa Kemal de mettre en place une économie étatisée, avec une planification centralisée, sur le modèle soviétique, sans toutefois toucher à la propriété foncière et privée. Un an plus tard, cette politique place l'économie turque au troisième rang mondial, après l'URSS et le Japon.

Il y a une mise en application de deux « plans de développement » de 1933 à 1937. Le gouvernement kémaliste lance le « Programme d'industrialisation nationale », un programme de développement économique réalisé avec l'aide de l'URSS.

Ce plan ayant pour objectif d'encourager les entreprises à s'installer en Anatolie et à trouver les matières premières dont elles avaient besoin pour se développer. Les premières grosses entreprises turques furent des fabriques de sucre et de ciment.

L'économiste Korkut Boratav (1935) dans un ouvrage intitulé *Türkiye'de Devletçilik 1923-1950* ou l'étatisme en Turquie distingue deux périodes :

1° De 1923 à 1931, période pendant laquelle le libéralisme mène l'économie turque. En 1931, il y a une reprise par le gouvernement de secteurs comme les monopoles de l'Etat, industrie et chemins de fer.

2° De 1932 à 1939, période où l'étatisme se manifeste dans l'économie. Korkut Boratav et qui est motivé par les raisons suivantes :

1. Principes de base du nationalisme : indépendance et relèvement de l'économie
2. Incompatibilité d'intérêts entre les investisseurs étrangers et le développement économique national.
3. Volonté d'améliorer les finances de l'Etat à partir de 1929 par l'expiration des mesures douanières imposées par le Traité de Lausanne.
4. Crise dans les pays capitalistes entraînant une défiance à l'égard de ce système.

5. Les relations amicales que le nouvel Etat entretient avec l'URSS

Pendant cette deuxième période il verrouille littéralement le pays et mène ce qu'il appelle la « Révolution à toute vapeur ». Ce qui laisse entendre deux choses, d'une part que les réformes vont être menées tambour battant, mais aussi porter sur l'industrialisation du pays.

Le premier problème auquel il a fait face est le financement de celle-ci, or, les caisses sont vides. Mais il se refuse à avoir recours au crédit étranger, de crainte de se retrouver dans une position proche de celle des sultans qui vivaient à crédit. Pour Mustafa Kemal la manière la plus sûre de perdre son indépendance est de dépenser l'argent que l'on ne possède pas.

Ce sont des pans entiers de l'économie turque qui lui faut construire ou reconstruire et pour mener à bien ses projets, il décide de créer plusieurs banques, comme la *Sumer Bank* et l'*Eti Bank* patronnées par la *Merkez Bankasi*⁴⁹⁶ ou la banque centrale qui a vu le jour en 1930. Ces banques drainent les capitaux pour mettre en œuvre des plans de développement économique, car le nouveau pays manque cruellement d'infrastructures, détruites par les multiples conflits, soit obsolètes et rendues caduques par les changements de souveraineté et de frontières.

Grâce à ces sources de financement, des milliers de kilomètres de routes sont construits ainsi que plusieurs centaines de ponts, un réseau de chemins de fer est créé, ce qui permet de désenclaver l'Anatolie pour accéder à un développement économique plus homogène.

L'agriculture est revalorisée, les paysans disposent de plus de moyens et d'outils agricoles, leurs fermes deviennent plus spacieuses et plus propres.

Avec l'avènement de la République en Turquie, on a assisté en effet à une lente extension des compétences de l'État et à son intervention de plus en plus grande à l'intérieur de la société civile. L'État providence, en est l'exemple le plus achevé. Cette extension de la souveraineté nationale est visible notamment dans les domaines économique et éducatif. L'Etat turc ne pourra être fort sans une économie indépendante qui parvient à s'autoréguler et des citoyens suffisamment éduqués pour pouvoir atteindre le niveau requis au plan international, car le relèvement du niveau économique et éducatif va de pair.

⁴⁹⁶ Elle a été créée le 3 octobre 1931 par la Grande Assemblée nationale de Turquie.

Cette extension de la notion de souveraineté entendue comme sphère de la compétence étatique a d'ailleurs secrété sa propre alimentation et se traduit par une demande croissante d'intervention étatique.

Le nationaliste Yusuf Akçura prophétisait le 12 août 1914 dans la revue *Türk Yurdu* du 12 août 1914, et qui trente ans plus est extrêmement d'actualité :

*« Si les Turcs échouent à engendrer une classes bourgeoise en profitant du capitalisme européen, les chances de survie d'une société turque, composée seulement de paysans et de fonctionnaires, seront très minces ».*⁴⁹⁷

Mustafa Kemal, très proche idéologiquement de Yusuf Akçura aura à cœur de donner naissance à un nouvel ordre, grâce à l'unité du peuple au sein duquel la population turque dans son ensemble est appelée à donner une impulsion à la vie économique du pays. Dans son projet, il n'y a pas de notion de lutte de classes, puisqu'en 1923, il n'y a ni bourgeoisie, ni classe ouvrière. Par contre, le pays dans son écrasante majorité est d'origine paysanne. Le choix de Mustafa Kemal est de laisser la paysannerie entre les mains des grands propriétaires terriens, tout en glorifiant le paysan qu'il dépeint comme le vrai maître et propriétaire de la Turquie.

Mais Mustafa Kemal compte sur les populations urbaines pour faire naître le sentiment d'appartenance nationale et voir naître sa société civile.

Paragraphe 2. Le peuple maître de son économie

Si la Turquie réussit pendant ses années à faire les efforts nécessaires pour sortir de l'impasse dans laquelle, ils se trouvent, les mentalités sont néanmoins difficiles à évoluer : *« Jusqu'en 1914, les Turcs proprement dits ne remplissaient qu'un nombre restreint de fonctions au sein de l'Empire ottoman. Ils étaient soit officiers supérieurs et fonctionnaires, soit agriculteurs et soldats. Entre les deux, il n'y avait aucune bourgeoisie industrielle, commerçante ou même artisanale. Cela tenait au dédain traditionnel des Ottomans pour les métiers mercantiles et à*

⁴⁹⁷ Bozarslan, H, p.310.

leur incapacité de rivaliser avec l'industrie étrangère [...] Ils laissaient volontiers aux Grecs et aux Arméniens toutes les activités ayant un caractère commercial et bancaire »⁴⁹⁸ ;

Afin d'apporter une solution à ce problème Mustafa Kemal mise sur l'éducation, il va introduire des écoles de type européen, des écoles professionnelles afin de former la population aux sciences et techniques occidentales.

Mais l'urgence oblige le pouvoir à s'appropriier les biens des minorités et en particulier celles qui ont délaissé le pouvoir cette politique défavorable visant à donner aux Turcs les moyens de faire fonctionner l'économie va s'accroître après la mort de Mustafa Kemal

En dépit du désintérêt de la population ottomane pour tout ce qui avait trait au commerce ou à l'industrie, le nouveau pouvoir doit faire face un handicap important et qui rappelle à Mustafa Kemal que les Turcs ne sont pas en capacité de se hisser au niveau des nations européennes et encore moins de rivaliser. Mustafa Kemal, va mettre tout en œuvre pour créer l'économie nationale **(A)** et donner les moyens à la population de sortir de la pauvreté. Pour l'heure, l'économie est encore entre les mains des minorités non musulmanes : Arméniens, Grecs et Juifs, ce à quoi, le parti de Mustafa Kemal ne peut se résoudre à accepter. Une politique très dure va être décrétée à l'encontre des entrepreneurs « étrangers » et issus des minorités de l'Empire ottoman **(B)**.

A. Créer les conditions d'une économie nationale

C'est donc sur l'éducation que le nouveau maître du pays va mettre l'accent. Tout d'abord, il va faire en sorte que les Turcs puissent posséder correctement leur langue, mais aussi être capable de l'écrire. La réforme de l'alphabet et l'adoption des caractères latins devant leur permettre de pouvoir apprendre les langues étrangères. Ce que les Ottomans répugnaient à faire. Mustafa Kemal étant lui-même francophone et germanophone, il sait que l'alphabet arabe est une difficulté supplémentaire pour apprendre d'autres langues.

Les écoles primaires sont créées et sécularisées, on y apprend désormais les matières qui serviront à tenir une place dans la nouvelle société. Dès mars 1924, les programmes et les méthodes pédagogiques s'inspirent des systèmes en usage en Europe.

⁴⁹⁸ **Benoist-Méchin, J**, *Mustafa Kemal ou la mort d'un Empire*, Albin Michel, 1954, p.343.

Entre 1940 et 1950, il crée des *instituts de villages*⁴⁹⁹ et les instituteurs qui y sont affectés doivent enseigner aux enfants les rudiments du savoir, mais aussi aux adultes. La formation de ces maîtres issus des campagnes dure cinq ans et est prise en charge par l'Etat. En 1948, leur nombre était de vingt instituts qui comptaient 15.000 élèves.⁵⁰⁰

Dans les villes, les écoles d'ingénieurs, de commerce voient le jour, il accueille les enseignants des universités européennes que le nazisme a chassés de leurs postes.

Mais cette politique qui est celle du long terme ne parvient pas à inverser la tendance du déclin économique. Et les successeurs de Mustafa Kemal trouveront comme solution de confisquer les moyens de production aux minorités nationales.

B. Les minorités pénalisées par la politique gouvernementale

Elles comptent en 1935 de 108 725 personnes et vont être décrites par le pouvoir comme : « les ennemis de l'intérieur ». ⁵⁰¹ Cette agressivité à l'égard de ceux qui détiennent le pouvoir économique, résulte d'un sentiment de peur voire même d'un complexe d'infériorité qui se traduit par une violence verbale et qui plus tard se traduira par des violences physiques.

Ainsi les Grecs, mais aussi les Arméniens sont considérés comme une menace pour les Turcs qui n'ont pas encore « bien pris possession de leur identité » et pour Mahmud Esad, le plus grand cauchemar serait à n'en pas douter de voir les « minorités » comme les désigne le traité de Lausanne s'emparer des postes clefs. En 1922, il déclare : « *les Turcs doivent montrer qu'ils sont les vrais propriétaires économiques de la Turquie, comme ils le sont juridiquement, historiquement et politiquement* ». ⁵⁰²

⁴⁹⁹ Les instituts de village sont créés par une loi de 1940 par Muhammad Tonguç. Ils existeront jusqu'en 1952.

⁵⁰⁰ **Pierre, J**, l'éducation kémaliste, (dir. **Anciaux R**) *La république laïque turque, trois quarts de siècle après sa fondation par Atatürk*, éditions Complexe, 2003, p.35.

⁵⁰¹ Dans le discours nationaliste des années de plomb, ce terme refait surface pour désigner les minorités, kurdes, arméniennes et grecques.

⁵⁰² **Bozarslan, H**, *Histoire de la Turquie de l'Empire à nos jours*, Taillandier, 2013, p.339.

Pour mener à bien sa révolution Mustafa Kemal durcit le ton à l'égard des minorités nationales et s'engouffre dans la brèche ouverte par le panturquisme : « *les Arméniens n'ont aucun droit dans ce pays prospère. Le pays est à vous, vous les Turcs. Ce pays a été turc dans l'histoire, reste turc à présent et sera pas conséquent éternellement turc et vivra comme un pays turc. Le pays a, enfin, été libéré par les mains de ses vrais propriétaires. Les Arméniens et les autres n'ont nul droit ici. Ces terres fertiles sont massivement et par essence un pays turc* ». ⁵⁰³

Mustafa Kemal fait sienne, l'idée de la Constituante française, selon laquelle la nation est un ensemble compacte, un tout non morcelable, et, par conséquent, une unité globale, supérieure à ses membres individuels. Cette idée poussée à son extrême implique une définition de la nation, par le pouvoir politique, et surtout, de gommer tous les particularismes qui caractérisent la société. Jusqu'à la promulgation de la constitution, les Ottomans étaient prisonniers de différents réseaux en fonction de son *millet*, ce qui permettait d'obtenir une cohésion sociale définie sous le nom d'*asabiyya*. Or étant donné que la constitution était rétablie qui et posait comme principe l'égalité entre tous les citoyens, la solidarité prenait le pas sur toutes les autres formes de solidarité.

Conformément à la pensée de Rousseau l'idée qu'une association d'individus, à la différence d'une corporation, ne peut constituer une personne supérieure à celle des membres qui la composent. Cette solidarité nouvelle introduite devait aboutir au principe de la souveraineté populaire, qui est selon Carré de Malberg, indissociable de l'idée de contrat. Telle était le modèle imposé par le pouvoir d'Ankara.

Et ce contrat, pour les minorités est impossible à suivre car il présuppose l'abandon d'une partie de la spécificité qui constitue leur identité. Ce que le Père de la Nation turque souhaite et paradoxalement redoute, c'est un principe édicté par Carré de Malberg selon lequel : *La souveraineté se trouve « divisée, émietlée par quotes parts personnelles, entre tous les membres ut singuli de la nation »*. ⁵⁰⁴ Il le redoute, en effet, car au moment de sa prise de

⁵⁰³ **Bozarslan, H**, Ibidem p.339.

⁵⁰⁴ **Maulin, E**, *Carré de Malberg et le droit constitutionnel de la Révolution française*, In : La Révolution et le droit, avril-juin 2002, pp.5-25, <https://ahrf.revues.org>.

pouvoir, la population est imprégnée de la division sur la base ethno-religieuse et, par conséquent, il craint que le nouveau pays s'affirme en tenant compte de ces premières divisions. De ce fait, la Turquie serait la continuation de l'Empire. C'est ce qui va expliquer certaines tensions qui ont vu le jour sous sa présidence.

Bien qu'ayant aucun litige avec le pouvoir en place, la communauté juive n'est pas épargnée et essuie les diatribes des nationalistes panturquistes.

Qualifiés de citoyens fidèles, la communauté compte dans ses rangs d'ardents défenseurs de la turcité, c'est le cas de Tekin Alp, à la fois théoricien du nationalisme et chantre du kémalisme auquel il consacre un ouvrage.

La guerre et l'adhésion d'une partie du gouvernement aux thèses racistes du Troisième Reich, va se concrétiser au plus fort du conflit. La vieille rancœur turque à l'égard des minorités, qu'elle ne cesse de percevoir comme une cinquième colonne, va trouver son expression par la décision du gouvernement d'instaurer « un impôt sur la fortune » qui vise « à briser le pouvoir économique des groupes ayant « minorisé » les Turcs. Une décision qui ressemble à s'y méprendre à une revanche contre « les minorités », comme l'exprime le premier ministre Şükrü Saracoğlu doit se lire en complément de cette affirmation : « *Nous tenons une opportunité de gagner notre indépendance économique. Nous allons éliminer les étrangers qui dominant notre marché pour le donner aux Turcs* ». ⁵⁰⁵

Les étrangers à proprement parler seront très peu concernés par cette décision. Dans la réalité ce les « étrangers de l'intérieurs » qui sont visés et non les étrangers à la Turquie comme le fait apparaître le tableau suivant qui insiste sur l'origine religieuse des personnes soumises à l'impôt.

⁵⁰⁵ **Bonson, A.**, *Ishak Alaton, Le juif qui voudrait que la Turquie se souvienne*, In : Slate, 9 août 2013, <http://www.slate.fr>.

Origine	Nombre d'imposables	% D'imposables	Somme à acquitter	% de la somme à acquitter
Musulmane	4195	7	25 600 000	7
Non musulmane	54 377	87	289 656 246	83
Ecnebi - <i>dönme</i>	4003	6	34 226 764	10
Total	62 575	100	349 483 419	100

Ce tableau est révélateur de la perception que les dirigeants se font la Turquie, vingt après la promulgation de la République, le découpage est très nettement confessionnel, en effet les catégories sus-mentionnées sont définies en fonction de l'appartenance religieuse et ethnique des citoyens. On constate que les *dönme*, juifs convertis à l'islam, suite à la conversion de Sabbataï Zevi, sont classés parmi les étrangers.

Force est de constater qu'en 1942, la Turquie distingue implicitement le *millet* dominant : le *millet* turco-musulman par rapport aux minorités qui en sont exclu. On notera que bien que celui-ci ait disparu de la vie politique, il continue à agir dans les esprits.

En 1942, *Varlık Vergisi* ou impôt sur la fortune est baptisé du nom de prélèvement exceptionnel sur a « richesse et les profits extraordinaires ». Ce nouvel impôt volontairement discriminatoire s'adressait essentiellement aux minorités était destiné pour une part à rassembler des fonds dans l'éventualité où la Turquie serait obligées d'entrer en guerre et pour une autre part à sévir contre les profiteurs de guerre, qui dans le discours officiel avaient « considérablement tiré parti de l'inflation et de la pénurie ».

Afin d'identifier les « profiteurs », on nomme des commissions qui eurent pour mission d'évaluer les possessions d'environ 144 368 personnes et sociétés. Qui n'eurent aucun recours contre l'arbitraire des décisions rendues, si ce n'est de s'adresser au Parlement.

Les évaluations avantagèrent les citoyens musulmans, tandis que les Grecs, les Arméniens et les Juifs furent taxés au maximum ;

80% des biens étaient entre les mains des trois principales communautés et leurs biens furent acquis soit par des Turcs musulmans (99 %) et le reste par le gouvernement lui-même.

Population	Montant de l'impôt à payer
Arméniens	232% ou à la discrétion de la commission ad hoc.
Juifs	179% ou idem.
Grecs	156% ou idem.
Musulmans	4,94%

Par ailleurs, le tableau⁵⁰⁶ fait apparaître le fait que l'économie en dépit des appels de Mustafa Kemal n'est toujours pas entre les mains des Turcs musulmans. Cette loi sera décriée par les musulmans eux-mêmes, Charles King cite le cas de Mehmet Faik Ökte (1902-1982), fonctionnaire turc responsable de l'application de la loi à Istanbul. Ce dernier rédigea plus tard un mémoire révélateur qu'il intitula « tragédie de l'impôt turc »⁵⁰⁷ et dans lequel il dénonçait l'idée au Premier ministre Mehmet Şükrü Saracoğlu (1887-1953). Il concluait son rapport ainsi : « *cet épisode honteux est le fruit bâtard du racisme allemand et du fanatisme ottoman* ». ⁵⁰⁸

En attendant, ceux qui ne purent s'acquitter de l'impôt, furent déportés, près de 1000 Stambouliotes furent rassemblés à la gare de Sirkeci et condamnés à rembourser leurs dettes par des travaux forcés.

La loi sera révoquée le 15 mars 1944 et les prisonniers autorisés à rentrer chez eux, mais leurs biens ne leurs furent jamais restitués.

⁵⁰⁶ **Bozarlan, H.**, opus cité, p.345.

⁵⁰⁷ **Faik Ökte, M.**, *Varlık Vergisi Faciası*, Nebioğlu Y. İstanbul, 1951, 150 p.

⁵⁰⁸ **Guttstadt C.**, *Turkey, the Jews, and the Holocaust*. Cambridge University Press, 2013. p. 75

Conclusion Chapitre 2

La création de la Nation turque est en soi une œuvre visionnaire, car rien ne prédisposait d'une part Mustafa Kemal à devenir un homme politique et d'autre part la Turquie, à voir le jour dans des conditions aussi difficiles et improbables.

La dissolution complète de l'Empire avait été décidée bien avant la fin du conflit et le cours des événements n'avait que peu de chance de s'inverser.

Sans peuple, sans véritable territoire, la Turquie ne pouvait naître, mais ce qui l'a sauvée, avant même qu'elle ne voit le jour, c'est la détermination de Mustafa Kemal. Ce dernier a été aussi aidé dans sa tâche par la présence d'un Etat solide, hiérarchisé, cette « densité de l'Etat ». Les élites issues des *Tanzimat* ont ainsi permis le passage de l'Empire à la République et l'émergence de la modernité ont été guidés par ces élites étatiques, avec des ruptures et des continuités entre l'ancien et le nouvel ordre.⁵⁰⁹

A l'issue de la guerre gréco-turque, Mustafa Kemal est parvenu à exiger la révision du Traité de Sèvres et à son remplacement par le Traité de Lausanne. Ce faisant, il a obtenu la reconnaissance de la souveraineté de son pays, au niveau international.

Mais le nationalisme de Mustafa Kemal ne s'est pas exprimé uniquement au niveau de la reconquête territoriale, c'est un changement de mentalité et de regard sur le passé ottoman qui est proposé aux nouveaux citoyens. Lors du Congrès économique de février 1923 qui s'est tenu à Izmir, ce qui est réaffirmé, c'est la volonté de mettre un terme avec le fonctionnement ottoman de la société, il est notamment rappelé que l'Empire est mort pour avoir entre autres choses, abandonné le pouvoir économique aux mains des étrangers et des minorités. Dès lors la Turquie n'aura de cesse que de veiller à que les moyens de production demeurent entre des mains turques.

⁵⁰⁹ Meeker, M, E, *A Nation of Empire : The Ottoman Legacy of Turkish Modernity*, University of California, Berkeley, 438 p.

Conclusion Partie 1

Dès la période des *Tanzimat*, l'Empire ottoman est rentré dans un processus dont l'aboutissement était, à terme, la substitution de l'Empire ottoman par l'Etat-nation. Et ce, en dépit du fait que les promoteurs des *Tanzimat* n'ont jamais remis en cause le pouvoir du sultan, ni même le califat. Il en sera de même au moment le plus critique, où les tensions entre Jeunes-Turcs et le pouvoir impérial seront à leur paroxysme.

Le terme même de *Meşrutiyet* signifie monarchie constitutionnelle, laisse entrevoir la volonté de parvenir à un système proche de modèle britannique.

Une monarchie constitutionnelle ne gênait pas les ambitions des Jeunes-Turcs, dont le rêve était d'étendre l'Empire vers l'Orient

Mustafa Kemal va franchir cette étape et dissoudre, ce que l'on considère comme étant les deux piliers sur lequel repose l'Empire: le sultanat (pouvoir impérial) et le Şeyhülislam (pouvoir religieux) qu'il considérait comme une entrave à l'identité turque, dont le peuple était privé, pour les raisons que nous avons décrites.

Il va ainsi, sur le modèle japonais, faire de la religion, une affaire privée et libérer l'espace public afin de revenir au principe même de l'agora grecque, lieu d'expression.

Titre 2

Affirmation et remise en cause de la laïcité

La période comprise entre 1923 à 1980 est riche en événements contraires, on assiste, pendant la présidence de Mustafa Kemal à une désislamisation de la société turque, qui jusqu'alors n'avait d'autres repères que l'islam qui intervenait dans tous les aspects du quotidien. Un islam, qui de force centrale autour de laquelle le pouvoir et la société, gravitaient, se retrouve réduit à l'état de force marginale, parfois même déclaré hors-la-loi. C'est le cas de la confrérie nurcu⁵¹⁰.

Des tensions voient le jour entre les tenants de la laïcité et les confréries et l'islam traditionnel. La société se bipolarise et donne naissance à un mouvement tout à fait officiel qui vise à redonner un accès à l'islam sous couvert de turcité. Ce mouvement qui voit le jour à la fin des années 1970 est connu sous le nom de synthèse turco- islamique et propose un syncrétisme entre le passé ottoman et les origines asiatiques du peuple turc et qui lors de la bataille de Manzikert a combattu l'Empire byzantin au nom de l'islam. Il a pour particularité d'être parfaitement intégré dans le paysage politique permet à tous, nationalistes et religieux de se reconnaître dans un objectif commun : la défense⁵¹¹ de l'Etat-nation turc. Cette révolution qui impose la laïcité dans la société turque vient du pouvoir et de la décision de Mustafa Kemal, elle n'est en aucun cas, ressentie comme une nécessité par la population (**Chapitre 1**) ni même très bien perçue, aussi les résistances seront nombreuses et durement réprimées, la deuxième révolution vise quant à elle à introduire une nouvelle idéologie à laquelle les Turcs devront adhérer et qui sera enseignée dans les écoles de la nouvelle république ; il s'agit des thèses d'histoire qui prennent leur distance vis-à-vis du passé ottoman. Mais à la disparition de Kemal Atatürk, la laïcité refera son apparition sur la scène politique, générant souvent des tensions entre laïcité et religiosité (**Chapitre 2**).

⁵¹⁰ C'est le nom d'un mouvement islamique turc né au début du XX^e siècle, fondé sur les idées des Saïd Nursi.

⁵¹¹ La religion, au Moyen-Orient est souvent utilisée comme arme, ça été notamment le cas en Afghanistan, lorsque les Américains ont voulu obliger les Russes à se retirer du pays, ils sont financé et armé les djihadistes qui ont mené une guerre sainte contre l'envahisseur. **Kepel, G, *Fitna, la guerre au cœur de l'islam*, Gallimard, 2004, p 65.**

Chapitre 1. Une révolution impulsée par le haut

En l'absence de société civile capable de prendre part à la vie publique, de se positionner par rapport aux décisions émanant du pouvoir, Mustafa Kemal va agir en véritable demiurge et peut-être même en autocrate. A partir des années 1930, il réalise son projet voire son ambition : la création d'une identité exclusivement turque et débarrassée de ses oripeaux ottomans.

Il va œuvrer sur le nationalisme d'Etat et définir la turcité, telle qu'il se la représente par vagues successives. Aussi, après l'édification de la Nation, et la reconstruction de l'économie nationale, viennent le temps des révolutions culturelles qui à la différence de celle de Mao Tsé Dong qui visait à éliminer les intellectuels pour pouvoir confier l'enseignement au peuple, Mustafa Kemal s'appuie sur les intellectuels, y compris étrangers, pour éduquer le peuple et lui montrer la voie.

La révolution qu'il s'apprête à faire vivre aux Turcs porte sur la culture dont il définit les nouveaux contours, car celle-ci sera à l'instar du pays centrée sur l'histoire de l'Anatolie, de sa langue, le turc et de la laïcité qui va conditionner tous les actes du quotidien.

La révolution linguistique et la laïcité seront les grands chantiers de l'ère kémalienne (**Section 1**) et sera impulsée par le haut, par l'exécutif turc. Mais l'identité turque dont la population n'arrive que difficilement à admettre et à intégrer la laïcité, trouvera son accomplissement dans une identité turque qui situe à mi-chemin entre laïcité et islam (**Section 2**).

Section 1. Le caractère turc de la nouvelle Nation

Ce que l'on présente en Turquie comme une révolution va être décidé par un comité restreint composé de Mustafa Kemal, de sa fille Afet Inan et d'Eugène Pittard, directeur de thèse de cette dernière.

Mustafa Kemal qui lisait les œuvres des sociologues français, notamment les positivistes, voulait rattacher son pays à ce courant de pensée.

La modernité passait par l'adoption de standards définis par les nations qui avaient derrière elles un passé politique affirmé. C'est le cas de la France et de l'Allemagne qui seront ses modèles.

Œuvrer à la naissance de l'homme nouveau, c'est tout le sens de ses réformes, lui qui se plaignait en 1926, auprès d'une délégation de sportifs de la corruption qu'il constate : « *dans la race turque subsistent des traces sinistres et négatives et absurdes du passé. Dans cette immense nation turque, jadis maître des univers, quelque peu fragiles, malades et puériles* »⁵¹²

La création de cet homme nouveau, passe par l'affirmation de la turcité et la naissance de ce qu'il a appelé l'öz Soy, le Turc originel, qui s'accompagne d'un nécessaire recentrage sur l'identité turque. Cela va passer par la révolution linguistique (**Paragraphe 1**) et la justification de la présence turque en Anatolie par les thèses d'histoire (**Paragraphe 2**).

⁵¹² **Bozarslan H**, opus cité, p.329.

Paragraphe 1. Révolution linguistique et culturelle, affirmation de la turcité

L'expression “*dil devrimi*” (révolution linguistique) est l'expression fréquemment utilisée pour désigner les chantiers portant sur la modification de la langue du turc. Comme dans le cas de la langue savante grecque, qui n'était parlée que par l'élite (les représentants de l'Eglise orthodoxe, l'élite intellectuelle, l'aristocratie phanariote), le turc osmanli n'était compris écrit et parlé uniquement que par l'élite ottomane et l'écart entre la langue turque parlée par le peuple était tel que l'intercommunication entre était totalement absente.

D'où la nécessité d'une réforme linguistique afin de transformer le citoyen qu'il exhorte à s'exprimer en turc. Dès 1928, il lance une campagne dont le slogan fleurit un peu partout sur les murs des villes et qui se traduit comme un appel à utiliser leur langue nationale : *Vatandaş Türkçe konuş!* , Citoyen parle le turc ! Le sentiment d'appartenance à une communauté nationale passe par la possession de la langue, ce que tout citoyen turc est en devoir de faire pour posséder la nationalité turque. Mustafa Kemal a à cœur d'instaurer un pouvoir qui communique avec ses citoyens et les slogans feront ainsi leur apparition dans la société turque : « *Le slogan est une composante phatique et conative, visant le contact et la pression sur le public, ce que suggère d'ailleurs son étymologie gaélique sluag-gaim "cri de guerre" des montagnards d'Ecosse. Il se présente, en effet, comme une proclamation de l'annonceur en vue de susciter une réaction spontanée et affective chez son récepteur, dans une régression pulsionnelle qui agit à la façon d'une formule magique et qui en adopte souvent la tournure* ». ⁵¹³ Autant de nouveautés qui marquent la volonté du Ghazi de façonner la langue nationale pour façonner l'identité et modifier l'*Habitus* ou l'*Hexis* ⁵¹⁴, la manière d'être, de se comporter qui était non pas façonnée par la turcité, mais par la religion islamique. A cela il convient d'ajouter l'importance des loges, de nature idiolectale ⁵¹⁵ qui font leur

⁵¹³ **Adam, J-M, Bonhomme, M**, *L'argumentation publicitaire, rhétorique de l'éloge et de la persuasion*, Armand Colin, 2012, 238 p.

⁵¹⁴ Ce sont des notions que l'on retrouve dans les écrits de **Pierre Bourdieu**, *Langage et pouvoir symbolique*, Points, 2001, 423 p.

⁵¹⁵ Si pour l'homme du 21^{ème} siècle ce mode de communication est une évidence, il convient de se positionner dans le contexte politique des années 1920 en Turquie., où la majeure partie de la

apparition, c'est ainsi que celui du *CHP*, se présente avec 6 flèches qui résument à elles seules les grands axes de la politique kémaliste.

Ainsi donc, à travers la révolution linguistique, ce qui est visé, c'est la modernisation du pays, l'avènement d'un homme nouveau, "le Turc". Dans le même temps, l'ancien système dominé par l'islam est rejeté. Mustafa Kemal n'a pas été le seul à ressentir la nécessité de réformer la langue turque-osmanli. Comme nous l'avons souligné par ailleurs, des réformes ottomanes du 19^{ème} siècle ont tenté de simplifier la langue bureaucratique de l'Empire, sans pour autant chercher à la rendre accessible au plus grand nombre. Jusqu'à la création de la République, l'Etat et les intellectuels se sont constamment préoccupés de cette question sans parvenir à un solution.

La langue turque fait l'objet de toutes les attentions, Une institution est fondée à cet effet en 1932 : la Société d'Étude de la Langue Turque ou *Türk Dili Tetkik Cemiyeti*, puis la *Türk Dil Kurumu*, qui existe encore de nos jours. Elle entreprend un travail d'archéologie des connaissances linguistiques car l'une de ses tâches était de recueillir un vocabulaire " pur " turc, c'est-à-dire une langue, ancienne ou moderne, appartenant à la famille turque : de la langue des inscriptions de l'Orkhon aux parlers vivants du Turkestan, du Caucase, de la Volga, de Sibérie, en passant par le mongol, l'Ouïgour et le tchaghataï, sans oublier, bien sûr, les dialectes anatoliens et balkaniques.

*« Et cette définition, par son ampleur, caractérise parfaitement le propos du pouvoir turc qui s'apparente à une véritable entreprise de purification, au sens où l'on parle aujourd'hui de purification ethnique ».*⁵¹⁶

Il s'agit de se démarquer du turc osmanli qui faisait la part belle aux mots d'origine persane et arabe, mais aussi de combler un retard en matière de terminologie technique méconnus

population n'a connu que l'Empire ottoman, n'a d'autres références que celle que les religieux lui ont données.

⁵¹⁶ **Akin, S, Akinci, M**, *La réforme linguistique turque*, In : La Glottopol, revue de sociolinguistique, n°1 janvier 2003, Université de Rouen. www.univ-rouen.fr.

également dans ces langues. Les linguistes feront appel aux termes empruntés des langues occidentales.

Les principes kémalistes de réforme de la société mentionnés dans les « Six flèches », peuvent facilement être liés avec les principes correspondant au développement de la langue selon le concept d'une langue nationale, décrit de la manière suivante :

- le nationalisme : purifier la langue turque,
- la laïcisation : réduire l'influence de la langue arabe comme langue sacrée,
- le modernisme : répondre aux exigences de communication d'une société moderne,
- le républicanisme : établir une langue standard officielle,
- le populisme : réduire la différence entre la langue des érudits et celle parlée par le peuple,
- l'étatisme : créer une institution officielle chargée de la planification de la langue.

Un décret-loi du 24 mars 1924 impose l'usage exclusif de la langue turque dans les écoles, associations et publications. Et afin que tous accèdent aux savoirs de base, l'une des priorités de Mustafa Kemal sera de changer l'alphabet arabe contre l'alphabet latin (**A**), la deuxième de ses priorités sera de transformer l'osmanli, langue aulique par excellence, en langue turque, qui deviendra une langue de communication à part entière (**B**)

A. La réforme de l'alphabet

En 1928, la *Dil Encümeni* ou “ commission linguistique ” est instituée, elle aura pour tâche de mettre au point un alphabet phonétique turc latin. Un mois plus, soit le 8 août 1928, Mustafa Kemal annonce l'adoption du nouvel alphabet et la loi sur l'alphabet turc latin est votée à l'unanimité le 1^{er} novembre 1928 par l'Assemblée nationale. Dès le mois d'août, une

campagne de propagande et d'alphabétisation populaire sans précédent est lancée à travers tout le pays. Une photo devenue célèbre représente le Ghazi devant un tableau noir, se transformant en maître d'école et n'hésitant pas à montrer l'exemple.

L'emploi des nouveaux caractères est rendu obligatoire pour toute enseigne et affichage public, journal ou périodique à ce dès le 1^{er} décembre 1928 et pour tout livre imprimé à dater du 1^{er} janvier 1929. Les administrations ont pu utiliser leurs anciens imprimés jusqu'au 1^{er} juin 1930

Le successeur d'Atatürk, Ismet İnönü a continué systématiquement sa politique linguistique et culturelle, en s'appuyant, lui aussi, sur l'Institut de la Langue Turque. Mais le turc va devoir, pour devenir une langue moderne, adopter un vocabulaire international et standardisé et voir ainsi apparaître des mots occidentaux comme : *sivilisasyon* ou *sivil*, dont les notions étaient absentes de la langue turque. Dès lors le turc devient une langue de communication à part entière, sans toutefois oublier l'origine de celle-ci qui s'inscrit dans un l'histoire même de la Nation turque, puisque la période kémaliste à côté de néologismes empruntés à l'Occident remettra à l'honneur des termes qui ont leur racine en Asie centrale.

B. Le turc langue moderne et de communication

Donner une place prépondérante à la langue turque et faire que celle-ci soit parlée par tous les citoyens, qu'elle cesse d'être une langue vernaculaire pour acquérir un statut de langue parlée. Il s'agit sans nul doute l'une des grandes réalisations de Mustafa Kemal, qui ne supportait pas que l'osmanli ait éclipsé le turc.

Dans un chapitre précédent, nous avons évoqué l'effacement des Turcs de la vie publique, au profit des minorités et des nationalités étrangères. La langue turque a suivi le même cheminement. De même qu'il n'était pas de bon ton d'être Turc, il n'était pas de bon ton d'en parler la langue. Aussi, une personne appartenant à l'intelligentsia ottomane se devait de posséder l'arabe, le persan.

La langue osmanli écrite officielle et littéraire était devenue, une langue aulique déconnectée des réalités quotidiennes, et surtout, un idiome devenu artificiel, où les termes arabes et

persans étaient majoritaires. Une barrière supplémentaire érigée destinée à séparer le pouvoir du peuple, le pouvoir de la turcité.

Le pouvoir ne parlait pas la langue de la population et l'incompréhension était mutuelle. La langue turque, voisine du mongol, dont elle partage beaucoup de racines communes, est en revanche très éloignée de l'arabe et du persan de par sa phonologie (riche en voyelles), et sa morphologie c'est une langue dite agglutinante, sa syntaxe les normes de position sont inverses.

Ne pouvant pas en rester à une réforme de l'écriture, il fallait encore réformer profondément la langue écrite ; ce qui était facile, en proscrivant les constructions grammaticales arabo-persanes pour les remplacer par des tournures turques équivalentes, en substituant le vocabulaire arabo-persan de l'ottoman par des mots d'origine turque, existants ou à créer. En effet, la grande majorité du vocabulaire scientifique et théorique était emprunté à l'arabe. Lorsque le but avoué est défini comme étant la recherche d'un vocabulaire à 100% turc, on peut imaginer l'envergure de la tâche : le remplacement de plusieurs dizaines de milliers de mots d'origines étrangères que le turc avait empruntés tout au long des siècles.

A cause de la présence de ces deux langues, l'osmanli était très mal parlé, y compris par les gens de cour et devenait un mélange qui portait préjudice à la langue turque qui devenait une langue hybride sans aucun rapport avec la langue d'origine : *« non seulement la plupart des mots était empruntés aux idiomes (persan et arabe) inséparables de la culture et de la religion, mais il était toujours possible de créer des mots conformément à leur systèmes morphologiques : mots composés à la persane, ou des dérivation arabes à partir de racines trilitères. »*⁵¹⁷

Mustafa Kemal s'est employé à transformer une langue fossile parlée par une élite en une langue de communication, son discours fleuve « *nutuk* »⁵¹⁸ est resté célèbre et inédit dans l'histoire turque. Dès lors, la langue devient un outil au service de sa politique et il n'hésite pas à l'utiliser pour des slogans politiques, mais aussi en économie ou dans tous les domaines de la culture.

⁵¹⁷ **Vatin, N.**, *De l'osmanli au turc de Turquie. Les aventures d'une langue*, In : REMMM, vol, 50 n°1, 1988, pp.68-84, p.69.

⁵¹⁸ Le terme même de *nutuk* provient du mongol et signifie parcours. Le discours de Mustafa Kemal a duré plus de trente six heures.

La nouvelle langue turque va être enseignée dans les écoles, car il va sans dire que les nouvelles générations se doivent d'acquérir la langue de la République et pour cela, l'un des grands chantiers, sera la réforme de l'alphabet censée donner au pays une nouvelle orientation civilisationnelle, en l'inscrivant dans la modernité.

La graphie arabe posait des problèmes majeurs pour l'alphabétisation (ambiguïtés mal compensées par des conventions compliquées ; il y a par exemple en turc huit voyelles brèves et trois longues et l'alphabet arabe ne permettait de noter que trois voyelles) et constituait un obstacle aux échanges linguistiques avec l'Europe qui permettraient l'adhésion de la Turquie à une culture de type européen moderne, comme le souligne Marcel Bazin, « *Mais il était très délicat d'imposer une réforme de l'écriture qui ne pouvait qu'être perçue comme dirigée contre la religion* ».⁵¹⁹

Des lors, jusqu'en 1927 une vaste discussion se développe dans la presse turque, la majorité des auteurs préconisait diverses modifications des caractères arabes ou diverses additions, les partisans de l'alphabet latin étant très minoritaires. Beaucoup plus qu'un caractère technique, le débat sur l'écriture prend un caractère idéologique, les intégristes de l'Islam se heurtant aux modernistes et aux libéraux. Cependant les partisans de l'alphabet latin ont un allié de poids, encore prudent sur ce point délicat, en la personne du fondateur et dirigeant suprême de la République, Mustafa Kemal. Celui-ci a dû attendre cinq années, avant d'imposer la réforme de l'écriture, la population, encore sous l'emprise de la religion, n'étant pas encore prête pour un tel bouleversement. L'argument principal, y compris dans le camp nationaliste et moderne lui-même, contre l'introduction de l'alphabet latin, était que ce dernier entraînait une rupture de la tradition culturelle. Mais c'est précisément cette rupture que voulait le Ghazi, persuadé que l'éducation islamique était, par son conservatisme, responsable du retard pris sur l'Occident, dans les domaines économique, social et militaire. Il voulait remplacer l'éducation islamique par une éducation nationale laïcisée, sécularisée et pour cela couper les racines arabes et persanes de la culture ottomane. C'est la raison pour laquelle, dans cette logique, il interdira l'enseignement de l'arabe et du persan dans les écoles, collèges et lycées avant de lancer une grande campagne d'épuration de la langue turque.

La graphie arabe du turc se maintiendra dans les Balkans, l'écrivain albanais Ismaïl Kadaré raconte dans « *chroniques de la ville de pierre* », que son grand-père "écrivait des mouches",

⁵¹⁹ **Akin, S, Akinci, M**, *La réforme linguistique turque*, In : La Glottopol , revue de sociolinguistique, n°1 , janvier 2003, Université de Rouen. www.univ-rouen.fr/dyalang.

comparant la graphie arabe du turc à des "pattes de mouches". Il y a donc rupture importante de la tradition écrite. Cet alphabet était le produit d'un choix politique et idéologique tendant à « laïciser » la langue.

Paragraphe 2.L'histoire ou la justification du présent par le passé

Le nouveau pays sort d'une phase de sa jeune histoire, pour le moins délicate. Né sur les ruines d'un Empire, il a réussi à se maintenir au prix d'une guerre de quatre ans, mais il n'en demeure pas moins que ses territoires, lui sont encore contestés, notamment pas les Grecs et pour mettre un terme à ces discussions, Mustafa Kemal a décidé qu'il était temps d'affirmer la présence turque en Anatolie.

Aussi, « la tentation de se faire un arbre généalogique était pour le peuple turc, le corollaire normal du réveil de sa personnalité. En s'enracinant dans le temps, Kemal Atatürk l'y encouragea de son mieux, sachant que l'idée qu'un peuple se fait de son passé oriental et détermine dans une large mesure ses conceptions de l'avenir. »⁵²⁰

Mais qui dit arbre généalogique, dit volonté de remonter à un ancêtre et de prouver la « pureté » de son origine, et surtout sa légitimité sur le territoire occupé. L'une des premières actions sera de turquifier la toponymie qui rappelle le passé grec du lieu : Halicarnasse, devient ainsi Bodrum, Angora se transforme en Ankara et devient la nouvelle capitale du pays, car la ville d'Istanbul conserve son nom.

Ce travail d'appropriation de l'espace va être largement facilité par l'engagement des intellectuels qui adhèrent à la nouvelle République comme Yusuf Akçura.

Désormais le nationalisme turc va s'employer à écrire l'histoire, et le discours qui l'accompagne. Les thèses historiques kémalistes s'organisent de manière à présenter l'islam comme un vernis recouvrant la vraie culture turque⁵²¹ dont il convient de se débarrasser. De même, en travaillant sur l'histoire et en redéfinissant les origines des Turcs, qui cessent de

⁵²⁰ **Benoist-Méchin, J**, *Mustapha Kemal ou la mort d'un Empire*, p. 396.

⁵²¹ **Copeaux, E**, *Citoyenneté turque, territoire anatolien*, In : *Turquie européenne*, 31 mars 2011, <http://www.turquieuropeenne.eu>.

devenir asiatiques et conquérants, Mustafa Kemal entend mettre un terme à la « haine et le ressentiment » des Occidentaux nécessitent la création d'une « *image rectifiée des Turcs* »⁵²², à l'extérieur, mais aussi à l'intérieur, puisque l'une des tâches que s'est assigné Mustafa Kemal, c'est celle de redonner confiance aux Turcs et la fierté d'appartenir à la civilisation turque, loin de l'historiographie ottomane.

Mais au-delà de la fierté de l'appartenance, le discours kémaliste est basé sur la justification de la présence turque en Anatolie pour répondre notamment aux prétentions de plusieurs Etats européens et de la Grèce en particulier.

Un discours historique bâti sur la tension car « *L'une des première tâche des thèses d'histoire et de prouver la légitimité de la présence turque en Anatolie.* »⁵²³, mais aussi de redonner une place aux Turcs dans cet environnement hostile. Cela se fait au détriment d'autres réalités, dont il ne voulait aucunement voir dans le paysage culturel du pays, par peur d'égarements qui auraient pu amener à la dispersion, voire au désordre. L'objectif est avant tout politique et vise à redonner une place aux nouveaux citoyens, tout en leur donnant le sentiment de fierté d'appartenir à une grande nation (A), la théorie de la langue-soleil fera le reste, puisque à travers elle c'est le rôle des Turcs au sein de l'humanité et leur contribution à la culture mondiale qui sont mis en avant par le Ghazi (B).

A.Redonner aux turcs leur place dans l'histoire : les Thèses d'histoire

Abraham Maslow a placé « le besoin d'estime » dans le haut de sa pyramide des besoins. Ce besoin de considération de réputation et de reconnaissance, de gloire que les Turcs avaient perdus avec la chute de l'Empire. Mustafa Kemal va s'employer à leur redonner confiance en eux. L'histoire deviendra une matière malléable entre les mains du nouveau pouvoir et auquel, il sera possible de donner la forme souhaitée.

Aussi, pour retrouver une confiance, va être fondée sur l'appartenance à l'un des grands peuples de l'Antiquité : les Hittites. L'esprit de conquête qui avait animé les Ottomans sera remplacé par la croyance en une civilisation turque dont la langue aurait servie de matrice à

⁵²² Copeaux, E, *De l'Adriatique à la mer de Chine*, Les représentations turques du monde turc à travers les manuels scolaires d'histoire turcs, 1931-1993, Thèse de doctorat, vol 1, 1994.

⁵²³ Copeaux, E, Ibidem.

toutes les langues occidentales. Ces courants trouveront leur place dans les thèses d'histoires et dans la théorie de la langue soleil.

Si l'on ne peut nier à ces théories la volonté de redonner courage et confiance à la population, une autre vérité se cache derrière le lancement de l'un des grands chantiers du kémalisme, l'histoire et les fameuses *Thèses d'histoire*. Celle-ci est tout à fait politique et vise à légitimer la présence turque en Anatolie, en faisant taire les revendications à la fois grecques, mais aussi arméniennes et kurdes sur l'Anatolie.

Pour ce faire, il va accorder une place démesurée aux origines supposées du peuple turc : *Dès lors, l'historiographie devait rompre avec la recherche historique sérieuse et se lancer dans des spéculations douteuses, qui prendront le nom de « thèses d'histoire » en 1931-1932. Grâce à des artifices, l'identité turque va se constituer autour de deux pôles géographiques : l'Asie mineure et l'Anatolie. La recherche historique kémaliste va se consacrer essentiellement à la préhistoire et à l'Antiquité, et donner une importance démesurée à la question des origines ».*⁵²⁴

La cheville ouvrière de cette vaste réforme de l'histoire n'est autre que l'une des filles de Mustafa Kemal, Ayşe Afet Inan (1908-1985). Par sa plume, le récit officiel prend forme, elle décrit ainsi la naissance de la « réforme de l'histoire ».

*« En 1928, un manuel français de géographie affirmait que les Turcs appartenaient à la race jaune et que dans l'esprit des Européens, il s'agissait d'une genre humain de seconde catégorie. Je le montrai à Atatürk. Est-ce ainsi ? Demandais-je ? « Non c'est impossible ; occupons-nous de cette question. Et toi, met-toi au travail » dit-il. »*⁵²⁵

Afet Inan ouvre le 26 avril 1930, la sixième assemblées des *Foyers Turcs*, héritage de la période Jeune-Turque, par un discours qui restera célèbre et dans laquelle elle présente la « véritable histoire des Turcs ». Elle expose le contenu des *Thèses d'histoire*, qui portent sur l'ancienneté de l'histoire turque, l'immensité de son champ et l'idéalisation de l'Asie centrale. Les Hittites deviennent dans les manuels scolaires, les plus anciens Turcs d'Anatolie. Le caractère particulièrement brillant de la civilisation turque, mais aussi fait apparaître à ce Congrès d'Histoire Turque qui visait à établir « l'histoire de la civilisation turque, les

⁵²⁴ Copeaux, E, *De l'Adriatique à la mer de Chine*, Thèse de 3^{ème} cycle, 1994, 405 p.

⁵²⁵ Hür, A, *Ceux qui n'ont pas de sang turc*, In : les « cahiers d'histoire », Taraf, 12 juillet 2010.

caractéristiques anthropologiques de la race turque, ainsi que la langue et la littérature turques. »⁵²⁶

C'est le sens de la thèse turque d'histoire voulue par Mustafa Kemal en personne, qui développe un nouveau récit historique, selon lequel les Turcs d'Asie centrale seraient à l'origine de la première civilisation mondiale. Il est important de noter que jusqu'à présent, les Turcs héritaient du regard que portait les Occidentaux sur eux. Or, Mustafa Kemal, par l'intermédiaire de sa fille et de nombreux intellectuels, entend ne pas se laisser imposer une image que les Occidentaux auraient formée sur les Turcs. Il donne « sa » définition de ce qu'est le Turc et ce faisant, rompt avec l'image du Turc conquérant originaire des steppes asiatiques.⁵²⁷

Désormais, tout un argumentaire accompagne la « naissance du Turc », dont l'ancêtre aurait fait son apparition en Anatolie, en raison d'une crise climatique. Il aurait migré vers les périphéries de l'Eurasie vers 7000 avant Jésus-Christ, et auraient provoqué partout la « révolution néolithique » et la naissance des civilisations. La culture hittite, qui avait prospéré en Anatolie au IIe millénaire avant J.C, venait d'être mise au jour. Dans la logique de la « thèse » d'Atatürk, cette civilisation brillante ne pouvait qu'être que d'origine turque. Les turcs, par l'intermédiaire des Hittites auraient donc été les maîtres des Grecs.⁵²⁸

Cette « thèse » devenue, histoire officielle en 1931-1932, sous la forme de nouveaux manuels dont le contenu inspire toujours l'enseignement actuel. Elle permet de prendre le contre-pied de tout ce qui a été enseigné jusqu'alors et d'apporter la preuve de la supériorité de l'antécedence des Turcs sont absolues. La Turquie anatolienne est légitimée : « *les Turcs ne sont pas venus en 1071, avec les Seldjoukides, mais au septième millénaire avant Jésus-*

⁵²⁶ **Copeaux, E**, *L'invention de l'Histoire*, 2 octobre 2016, <http://www.susam-sokak.fr>.

⁵²⁷ Comme le démontre Edward Saïd, l'orientalisme est à l'origine de l'image que les Occidentaux ont de l'Orient. Une image qui en retour, a influencé la perception que les Orientaux avaient d'eux-mêmes. Mustafa Kemal en était conscient et souhaitait y mettre un terme.

⁵²⁸ **Copeaux, E**, *Citoyenneté turque, territoire anatolien (1)*, In : Turquie européenne, 31 mars 2011, <http://www.turquieeuropeenne.eu>.

Christ ! ». ⁵²⁹ Ce qui change tout, puisque cela en fait les « maîtres » incontestés de l'Anatolie. ⁵³⁰

Le but assigné à la nouvelle archéologie turque sera de développer les connaissances sur les Hittites et de prouver leur turcité. Mais l'archéologie prend son autonomie et réalise des coups de maîtres comme l'invention des sites d'Alacahöyük et de Çatalhöyük sous la direction de Hamit Zübeyir Kosay.

L'archéologie, sous la direction de Sevket Aziz Kansu doit prouver une continuité raciale en Anatolie, depuis les Hittites, et l'existence d'une race turque autochtone. L'objectif était d'apporter la preuve que les Turcs sont de race blanche, européenne, de manière à prouver que les Européens descendent des Turcs et proviennent eux aussi d'Asie. ⁵³¹

Pour ce faire, S.A. Kansu, puis Afet Inan multiplient les mensurations de squelettes anciens et récents. Cette anthropologie alimente ensuite le racisme des années quarante. Le sommet de cette « recherche » est la thèse d'Afet Inan, menée sous la direction d'Eugène Pittard, soutenue en 1939 à Genève et publiée en 1941, en français, sous le titre « L'Anatolie, pays de la « race turque », livre illisible basé sur les mensurations de 64 000 individus, qui ne parvient à prouver quoi que ce soit, mais dont le titre fait figure de slogan. ⁵³² Car désormais le concept de race « *ırk* » a fait son apparition dans le discours officiel et désigne sans ambiguïté le terme de race au sens biologique du terme.

Le terme de « race » tient désormais importante dans les discours officiels politiques, mais aussi dans le domaine universitaire et l'historien nationaliste Sadri Maksudi qui prend une part active à l'édification des thèses d'histoires parle de « race turque » comme étant la race qui a « *eu tellement d'influence dans l'histoire de l'humanité, est une race qui a fait progresser la civilisation* ». ⁵³³

⁵²⁹ Copeaux, E, Ibidem.

⁵³⁰ Copeaux, E, Ibidem.

⁵³¹ Copeaux, E, Ibidem.

⁵³² Copeaux, E, Ibidem.

⁵³³ Copeaux, E, "La Turquie et son passé", Mémoire de DEA, 1990, [http:// http://www.susam-sokak.fr](http://www.susam-sokak.fr).

La référence à la race fait aussi son apparition dans les ouvrages kémalistes destinés aux collégiens : La race turque et la langue turque. Le glissement vers une interprétation « raciale » de la turcité est net, et la chaire d'anthropologie de la Faculté de médecine procéda en 1937, sur « ordre d'Atatürk », à de vastes enquêtes « anthropométriques » auprès de 64 000 paysans turcs pour finalement établir, à partir de leurs crânes « brachycéphales », l'origine aryenne de la « race turque ». Cette nouvelle définition qui repose sur l'idée de race, n'a pas d'autre visée que de faire des Turcs un peuple européen à part entière, et mettre un terme à toute théorie qui pourrait faire rattacher les Turcs à l'Asie.

La race turque, créatrice des plus grands courants de l'histoire est celle qui aurait le mieux résisté au temps. Ce thème sera récurrent et présent dans la rhétorique de l'extrême droite et des partis nationalistes.

La première réalisation de la commission pour les recherches historiques, est un gros volume intitulé : « les grandes lignes de l'histoire turque » publiée à la fin de 1930.

Ce livre tiré seulement à cent exemplaire et réservé à l'élite est le premier exposé complet des nouvelles thèses. Il y est question de préhistoire et d'histoire antique. Le deuxième chapitre, base des thèses d'histoire expose la notion de « foyer originel », allusion directe aux stèles de l'Orkhon, puisque l'*Annayurt* se trouve en centre Asie, et à partir de là les Turcs ont « civilisé le reste du monde ». Les chapitres suivants sont consacrés à l'Antiquité en Chine, en Inde, en Mésopotamie.

Au cours des années qui ont vu l'éclosion des Thèses d'histoire, il existe deux courants font leur apparition : l'un vante les origines asiatiques des Turcs, visant à créer une identité dégagée de toute dimension musulmane et surtout ottomane. Quant au deuxième, il vise à contrecarrer l'irrédentisme grec et arménien en Anatolie en apportant la preuve que cette terre appartient de toute éternité aux Turcs.

« Pour parfaire l'édifice des thèses d'histoire, il fallait améliorer le système de preuves établissant l'antériorité absolue de la civilisation turque. »⁵³⁴

« La langue turque a toujours été, et ce depuis les prémices du nationalisme » au cœur des préoccupations des intellectuels, Mustafa Kemal a utilisé ce vieux débat, pour légitimer un peu plus la présence turque en Anatolie. Si l'on utilise un raccourci, l'Anatolie étant considéré

⁵³⁴ Copeaux, E, *De l'Adriatique à la mer de Chine*, opus cité.

comme le berceau des nombreux peuples de l'Antiquité, le turc est par conséquent la langue mère de tous les peuples.

De là, à affirmer que le turc est à l'origine de tous les mots étrangers, il n'y a qu'un pas que les idéologues du kémalisme n'hésitent pas à franchir. Une certitude qui va être érigée en véritable dogme et que est connue sous le nom de théorie de la «langue soleil» ou *Güneş Dil Teorisi* et en vertu de laquelle toutes les langues du monde constituaient de simples dérivées, nécessairement corrompues, de la «langue soleil» turque.

Un très grand nombre de publications consacrées à la théorie du «langage soleil» ont vu le jour de 1935 à 1938 dans le cadre de la *Türk Dil Kurumu* ou *TDK* à laquelle, quelques intellectuels adhèrent, parmi lesquels : Yusuf Akçura et Kadri Kemal Kop (1900-1975) qui a publié deux opuscules en 1933 dont l'un qui a été réédité en 1982, a pour titre : « *Le sud et le sud-est anatolien Ankara.* » Il se présente comme un exercice d'application de la thèse turque d'histoire dans le sud-est, « pays turc depuis dix mille ans ».⁵³⁵

En 1938, à travers son ouvrage intitulé : « *Mes recherches sur les facteurs d'influence sur la langue turque de l'est et du sud-est de l'Anatolie* », Kadri Kemal Kop se livre à un exercice d'application de la théorie de la langue solaire, où l'auteur expose des similitudes entre les vocabulaires hittite et kurde, d'où il déduit que les Kurdes descendent des Hittites, donc des Turcs. Ce qui revient à nier une existence du peuple kurde, puisqu'en accordant une origine hittite à ce peuple, cela revient à lui donner une origine turque. Ainsi la langue kurde n'est rien d'autre qu'un dialecte du turc. Une affirmation qui annihile toute revendication qu'elle soit territoriale ou ethnique, puisque selon la théorie nationaliste, les Kurdes sont Turcs. Or, des études montreront que le kurde est une langue de la famille des langues indo-européennes, tandis que le turc appartient aux langues altaïques.⁵³⁶

Mustafa Kemal portait un grand intérêt à cette théorie et les membres de la Société de linguistique avaient pour ordre de la défendre. Sans doute, face à la difficulté de la tâche que représentait l'épuration du vocabulaire, il fut décidé que les mots d'origine étrangère étaient en réalité d'origine turque, ce qui autorisait les Turcs à les utiliser. De là à affirmer que les

⁵³⁵ **Copeaux, E.**, *Espaces et temps de la nation turque. Analyse d'une historiographie nationaliste*, CNRS Editions, p.71.

⁵³⁶ **More, Ch.**, *Les Kurdes aujourd'hui. Mouvement national et partis politiques* In : *Politique étrangère*, vol 50 n° 3, 1985, p. 793.

grandes civilisations sont toutes issues de la même origine : les Turcs d'Asie centrale, il n'y a qu'un pas, que les ouvrages tant scolaires que les journaux, ne se priveront pas de franchir.

L'origine étrusque du vocabulaire turc était dès, 1870 dans l'air et on peut supposer que les tenants des thèses d'histoire, pour lesquels le lien entre Turcs et Etrusques était une évidence, ont été influencés par cette idée répandue. L'absence de traces écrites ne permet pas de prouver le contraire. Il en sera de même pour classer les Sumériens, Hittites dans la catégorie des populations turques. Les travaux de Celâleddin créeront un précédent.

A partir de 1925, une nouvelle revue, « l'anthropologie turque » voit le jour à l'Université d'Istanbul. Entre 1925 et 1939, seize numéros seront édités et sa ligne éditoriale était centrée sur l'origine des langues et leurs développements au sein des régions géographiques.

En 1906, une mission archéologique allemande mit au jour, au centre de l'Anatolie, les vestiges d'un peuple jusqu'alors inconnu, les Hittites, dont la culture s'était épanouie au milieu du IIe millénaire avant J-C.

Au moment où le régime kémaliste se met en place, on commence à bien connaître leur histoire, mais des textes hiéroglyphiques restent indéchiffrables. Les historiens kémalistes s'engouffrent dans cette incertitude : la langue hittite doit être « touranienne » et les Hittites sont les descendants de ces Turcs venus d'Asie centrale plusieurs millénaires auparavant.

La conclusion qui s'impose est que ces derniers sont les ancêtres des Turcs d'Anatolie. Cette assertion présente politiquement un grand intérêt nationaliste. Si les Hittites sont des Turcs, cela prouve une présence turque en Anatolie bien antérieure à celle des peuples rivaux, Grecs et Arméniens qui placent l'Anatolie au centre de leur discours. La Turquie s'en trouve légitimée et enracinée dans un passé régional très ancien, mais aussi par la langue-soleil dans le continent européen.

B. La théorie de la langue-soleil

La langue turque a toujours été, et ce depuis les prémices du nationalisme » au cœur des préoccupations des intellectuels, Mustafa Kemal a utilisé ce vieux débat, pour légitimer un peu plus la présence turque en Anatolie. Si l'on utilise un raccourci, l'Anatolie étant considéré comme le berceau des nombreux peuples de l'Antiquité, le turc est par conséquent la langue mère de tous ces peuples.

De là à affirmer que le turc est «la mère de toutes les langues» et que tous les mots étrangers avaient donc une origine turque, il n'y a qu'un pas que les idéologues du kémalisme n'hésitent pas à franchir, une croyance qui va être érigée en véritable dogme. Elle est connue sous le nom de *Güneş Dil Teorisi* ou la «langue soleil», et en vertu de laquelle toutes les langues du monde constituaient de simples dérivées, nécessairement corrompues, de la «langue soleil» turque.

Cette Théorie s'appuie sur les travaux de scientifiques européens

L'historien des langues du Proche-Orient, Hilaire de Barenton (1864-1946) écrivit un ouvrage intitulé *"L'origine des langues, des religions et des peuples"* apportant la preuve scientifiques que toutes les langues du monde sont issues de hiéroglyphes et de l'écriture cunéiforme utilisée par les Sumériens. Le linguiste autrichien Hermann F. Kvergić écrivit un article qu'il intitula : *"La psychologie de quelques éléments des langues Turques"*

Un très grand nombre de publications consacrées à la théorie du «langage soleil» ont vu le jour de 1935 à 1938 dans le cadre de la *Türk Dil Kurumu*⁵³⁷. On trouve quelques intellectuels qui adhèrent à cette théorie parmi lesquels : Yusuf Akçura et Kadri Kemal Kop (1900-1975) qui a publié deux opuscules : en 1933, *L'Anatolie orientale et sud-orientale*, qui est un exercice d'application de la thèse turque d'histoire dans le sud-est, « pays turc depuis dix mille ans ».

Et en 1938 : *Mes recherches sur les facteurs d'influence sur la langue turque de l'est et du sud-est de l'Anatolie*,⁵³⁸ exercice d'application de la théorie de la langue solaire, où l'auteur expose des similitudes entre les vocabulaires hittite et kurde, d'où il déduit que les Kurdes descendent des Hittites, ce qui en fait des Turcs à part entière.

Comme le note Etienne Copeaux : *"A partir de cette date, les lycéens, puis tous les enfants turcs, durent apprendre que leurs ancêtres, un peuple d'essence supérieure, avaient fondés une civilisation urbaine sur les rives d'une Grande mer turque en Asie centrale. Au VIIème millénaire avance JC, ils avaient été obligés à la suite d'une crise climatique de migrer vers les périphéries du continent eurasiatique, diffusant leur civilisation leur culture et leur*

⁵³⁷ Connue aussi sous son acronyme, la *TDK*.

⁵³⁸ **Copeaux, E**, *Citoyenneté turque, territoire anatolien*, In : Turquie européenne, 2011, <http://turquieeuropenne.eu>.

langue en direction de la Chine, de l'Inde, de l'Égypte et de la Grèce et de l'Europe occidentale. Les turcs auraient apporté la lumière au monde."⁵³⁹

Au 19^{ème} siècle déjà Constantin Borzecki, Polonais réfugié à Istanbul et converti à l'islam sous le nom de Mustafa Celâleddin et arrière grand-père du poète et dramaturge turc Nâzım Hikmet, dans son ouvrage : les « Turcs anciens et modernes », sur la base de certaines ressemblances linguistiques suggèrera que la langue et la civilisation latines n'avaient d'autre origine que turque, avant de passer à des similitudes dans la toponymie comme le Tarn, Tourcoing...⁵⁴⁰

En 1870, apparaissent des raisonnements des inférences, qui influenceront à n'en pas douter les tenants des thèses d'histoire. Profitant l'absence de certitudes, quant à l'origine des Etrusques, elles s'engouffrent dans cette brèche en prétendant que les Etrusques et leur origine inconnue seraient d'ascendance turque. Ce même procédé qui ne permet pas de prouver le contraire sera utilisé pour classer les Sumériens, Hittites dans la catégorie des populations turques. Les travaux de Celâleddin créeront un précédent.

En 1925, une nouvelle revue, « l'anthropologie turque » voit le jour à l'Université d'Istanbul. Entre 1925 et 1939, seize numéros ont été édités. Le thème principal de cette revue était l'origine des langues et leurs développements au sein des régions géographiques.

*« Se basant sur les travaux archéologiques et les fouilles effectuées par des missions allemandes, anglaises et américaines dans le delta mésopotamien, notamment à Ur, Tello , Karkemish et Lagash, les historiens turcs affirmèrent qu'aux premiers temps de l'histoire, parmi les grands peuples qui possédèrent une civilisation propre, deux au moins trahissaient nettement leur origine turque par leur langue et leur culture : les Hittites et mille ans plus tôt les Sumériens »*⁵⁴¹

Cette théorie connut sa plus grande popularité au III^e Congrès linguistique de Turquie, et bien que celui-ci ait approuvé un nouveau programme entièrement axé sur cette théorie, les spécialistes étrangers invités refusèrent, à la grande déception d'Atatürk, de donner leur accord.

⁵³⁹ **Copeaux, E**, *Manuels scolaires : détournements et contournements*, In : Outre-Terre 1 n° 10, 2005, pp. 157-171.

⁵⁴⁰ **Copeaux, E**, *Espaces et temps de la nation turque. Analyse d'une historiographie nationaliste, 1931-1993*, CNRS éditions, 1997, p.35.

⁵⁴¹ **Benoit-Méchin, J**, *Mustapha Kemal ou la mort d'un Empire*, p.397.

Cela étant dit, la théorie de la «langue soleil» ne survécut pas très longtemps à son créateur. Et fut progressivement abandonnée dès 1938 à la mort d'Atatürk. Aujourd'hui, la théorie de la «langue soleil» appartient à une époque révolue ; elle est perçue comme un épisode insolite de l'histoire de la Turquie.

Les questions linguistiques ont toujours été au centre des discussions des intellectuels turcs et continuent encore aujourd'hui de faire partie des «actualités politiques» en Turquie.

Depuis 1938, chaque décennie amène ses discussions, à savoir s'il faut favoriser un lexique plus traditionnel ou plus moderne. La Société d'études de la langue turque a perdu son statut semi-officiel en 1950 et plusieurs mots arabes et persans ont recommencé à réapparaître dans les publications gouvernementales. D'ailleurs, le domaine religieux n'a jamais été beaucoup affecté par la réforme linguistique. Les publications religieuses ont continué d'employer un discours qui est encore aujourd'hui lourdement arabe ou persan dans le vocabulaire et très persan dans la syntaxe. Depuis 1990, l'apparition de mouvements religieux populaires a abouti à la réintroduction de nombreux termes islamistes utilisés dans la langue turque.

La nécessaire turquification linguistique pour combattre les Kurdes qui, eux, parlaient une autre langue que le turc, ce qui donna lieu à une politique d'oppression à l'égard des langues non turques. Cela étant dit, il n'en demeure pas moins que, au plan de l'aménagement linguistique.

Cette réforme que l'on pourrait qualifier, de radicale fut imposée à une population passive mais consentante, et elle ne fut rendue possible que grâce à l'incroyable charisme de Kemal Atatürk.

Ses successeurs ont poursuivi la même politique jusque dans les années 1950. Il faut admettre que la réforme linguistique a favorisé un rapprochement indéniable de l'oral et de l'écrit et, par voie de conséquence, l'élimination de l'analphabétisme.

La clé de cette réussite réside dans le fait que la politique linguistique repose sur un nationalisme territorial moderne, dont la base était constituée par la langue du peuple turc. Malgré son caractère extrêmement volontariste et ses effets pervers sur les langues minoritaires, car elle repose sur la «langue du peuple» et non sur celle d'une oligarchie, Mustafa Kemal, dans ses « Six flèches », revendiquait son appartenance au peuple.

Section 2 : L'identité turque entre laïcité et islam

On a reproché à Mustafa Kemal d'être allé trop loin dans sa volonté de définir le Turc, au prix même de thèses quelques peu farfelues, qui n'ont d'ailleurs pas dépassé le cap des années kémalienne. On lui a reproché d'avoir agi par exclusivisme, en posant des frontières souvent imaginaires entre les Turcs et les autres peuples, et ce dans le but de garantir la cohésion et la stabilité dans un ensemble de la Nation turque. Cet exclusivisme s'est manifesté notamment par le biais des Thèses d'histoire, mais aussi de sa définition stricte de l'identité turque qui va devenir une véritable façon d'être, « *l'essence désincarnée de la nation qui inspirait les individus tout en se situant au-dessus d'eux. Une aspiration à l'accomplissement de soi et l'allégorie de la volonté collective mythique* ». ⁵⁴²

Si l'on peut comprendre son intention, qui était d'assurer la pérennité du nouveau pays, dont il savait les bases encore fragiles, les thèses ont été reprises et poussées à l'extrême par certains hommes politiques qui n'étaient pas animés des mêmes intentions.

Et ce, après sa mort, pour justifier la prééminence de la race turque, une sorte de version turque du *über Alles*⁵⁴³ qui du reste a été instrumentalisé par les nazis⁵⁴⁴ qui souhaitaient, en raison de la situation stratégique de la Turquie l'attirer dans son camp.

Mustafa Kemal a repris dans ses discours la notion de *Irak* ou race, car il avait à cœur de montrer la voie de la Nation à ses concitoyens et leur insuffler le sentiment d'appartenance qui à ses yeux constituait un rempart contre un retour possible à l'ordre ancien. Il va donc employer les dernières années de sa vie à travailler sur deux axes, le caractère turc et laïc de la Nation (**Paragraphe 1**).

Peu avant sa disparition il sera confronté à la question du racisme rampant qui est en train d'envahir la société turque et qui sera une composante du nationalisme des années 1960-1970, essentiellement dirigé vers les minorités. Ce qui tend à prouver que ses craintes, quant à son

⁵⁴² King, Ch, *Minuit au Pera Palace*, Payot, 2016, p.195.

⁵⁴³ Les Turcs sont présentés comme appartenant à une race au dessus de toutes les autres races de la région, qu'elle supplante. Cette vision va justifier toutes les exactions commises y compris pendant les années de plomb (1960-1970).

⁵⁴⁴ L'Allemagne hitlérienne avait de nombreux sympathisants en Turquie et ses espions étaient très présents sur le territoire turc.

héritage, qu'il jugeait encore fragile, étaient fondées. Outre le panturquisme qui réapparaît à sa mort dans le jeu politique, on assiste à des tentatives du religieux pour s'imposer dans vie la politique. **(Paragraphe 2)**

Paragraphe I. L'affirmation du caractère turc et laïc de la Nation

Le terme de race fait irruption dans le discours nationalisme à la fin du 19^{ème} siècle⁵⁴⁵ sous la plume de certains intellectuels, mais aussi sous l'impulsion des réfugiés du Caucase, victimes de la volonté hégémonique de la Russie, puis de l'Union soviétique et qui se déterminent au sein de l'empire à la fois comme musulmans, mais aussi comme peuples turcophones.

Dans l'Empire ottoman, le concept de race a été complètement passé sous silence par le pouvoir ottoman qui souhaitait conserver son caractère pluriethnique à l'Empire. Aussi, le terme : *Ilk* (race) est inexistant du discours officiel.

Sous la menace du panslavisme ou du panarabisme, les Turcs, qui bien qu'indifférents à ce concept en viennent aussi à se revendiquer d'un *genos*. Pour autant, il n'est pas vraiment sûr que dans leur esprit, celui-ci ait eu une définition biologique.

Ces revendications s'appuient sur les thèses de Darwin qui séduisent les Jeunes-Turcs. Ces derniers, dès leur prise de pouvoir, ont accueilli en leur sein, tous les Ottomans quelle que puisse être leur race et ne manifestent aucune discrimination, du moins à leur début. La première guerre mondiale et la confrontation avec les nationalismes arménien, bulgare et grec, va donner naissance à une radicalisation du discours et dans les actes. Pendant la période jeune turque, les allusions à la race sont nombreuses, et le terme de race qui figure sont souvent dans les hymnes patriotiques est souvent accompagnés de termes qui exaltent la vaillance au combat de « la race turque ». La race s'inscrit également dans un continuum historique avec un point d'ancrage en Asie centrale. Au prix d'efforts pour éviter les thèses racistes, en vigueur en Europe dans le milieu des années 1930, Mustafa Kemal va devoir définir sa vision de la race turque, un dogme étatique auquel devra adhérer la population (A), mais cet exercice s'avère des plus périlleux, en dépit des intentions non racistes de Mustafa Kemal qui voyait un moyen supplémentaire pour ancrer l'identité dans la nouvelle société turque (B). Néanmoins son discours frôlera les thèses racistes qui avaient cours à cette époque.

⁵⁴⁵ Il fait son apparition sous l'Empire ottoman, mais pas sous la forme que nous lui connaissons actuellement, le mot employé est *Cins* qui signifie, espèce, genre, par exemple : *siğir cinsi*, la race bovine.

A.La définition kémalienne de la race turque

La race et la religion où comment concilier deux notions qui l'une appartient à la nature et l'autre à la culture ? Pour Mustafa Kemal, le choix est fait et ce, bien avant son accession au pouvoir, sans doute parce que cette dernière n'a jamais tenu une place importante à ses yeux. Mais en va-t-il de même pour les hommes qui s'engagent à ses côtés dès 1919 ?

Dans les dernières décennies de l'Empire ottoman ces questions agitaient déjà les esprits Howard Eissenstat⁵⁴⁶ relate que lors d'un débat destiné à permettre aux non-musulmans de s'engager dans l'armée ottomane, un député s'écria : « *mais est-ce que Turc et musulman ce n'est pas la même chose ?* », la réponse qu'il lui a été fournie par Resih Bey, député d'Antalya est des plus édifiantes : « *quand on dit Turc, cela veut dire musulman...même les Européens lorsqu'ils évoquent le monde musulman, font allusion à la Turquie* ». ⁵⁴⁷

Une déclaration qui fait écho à la célèbre citation Ömer Seyfettin dans son essai intitulé « L'idéal de la Turcité » dans lequel il déclare que : « *Tous les musulmans turcophones sont les membres de la nation turque* » et il poursuit en affirmant: « *Tous les Turcs sont des musulmans et aimer la turcité veut dire aimer l'islam* ». ⁵⁴⁸

On peut constater l'état de confusion extrême qui règne dans les esprits, conséquence des siècles passés sous le régime du *Millet*, car, comme le souligne Bernard Lewis, pour l'homme du peuple, le couple turc-musulman était indissociable⁵⁴⁹ et témoigne du fait qu'il ne peut y avoir d'identité autre, que religieuse. Cela apparaît encore de manière tardive et le nationalisme repose en grande partie sur sa capacité à dépasser ce sentiment d'identité musulmane, très fort, car très enraciné.

⁵⁴⁶ **Eissenstat, H**, *Metaphors of race Discourse of Nation. Racial theory and the beginning of Nationalism in the Turkish Republic*. In : **Spickard,P**, *Race and Nation : ethnic and systems in the modern World*,Routledge, New-York,2008, pp.239-256

⁵⁴⁷ **Eissenstat, H**, Ibidem.

⁵⁴⁸ **Hür, A**, « *Barbar Türk', 'idraksiz Türk', 'Müslüman Türk'* », In : Radikal, 27 décembre 2015, <http://www.radikal.com.tr>.

⁵⁴⁹ **Lewis, B**, *Pour mieux comprendre le Moyen Orient*, In : lavendéeautrement, 16 août 2013, <http://lavendeeautrement.over-blog.com>.

Les stèles de l'Orkhon et les inscriptions qu'elles recèlent ont pu influencer le discours des panturquiste. Les écrits de Ziya Gökalp exaltent la supériorité du Turc sur tous ses adversaires. Sa vision de ce dernier s'inscrit dans une geste historique, et il ne peut que gagner la guerre parce qu'il appartient à une race supérieure. Aussi, l'apparition du terme de race n'a rien à voir avec une quelconque référence biologique comme le montre ce chant patriotique :

*« Comme je suis heureux d'être né Turc ! Turc, cela veut dire le courage, cela veut dire la droiture, mon nom a brillé dans l'Histoire. Je suis né Turc, je suis né libre. A moi la victoire ! »*⁵⁵⁰

Cette poésie semble être une réponse à l'image négative du « turc » à laquelle il oppose les qualités innées des Turcs : courage et droiture, sont autant de qualités morales, mises en avant par les panturquistes. Ces mêmes qualités que l'on retrouve précisément sur les stèles de l'Orkhon et à partir desquelles Ziya Gökalp, dans « les bases du turquisme » décrit une morale patriotique. La référence à la race turque est donc historique, même si implicitement on lui reconnaît des qualités intrinsèques. Les qualificatifs qui l'accompagnent, la place d'emblée au dessus des autres.

La République de Mustafa Kemal, en dépit de ses efforts n'a pas résolu la question de l'ethnocentrisme et de la race, et son irruption dans le discours politique ne convient pas à tout le monde. C'est le cas des tenants de l'Anatolisme qui souhaitaient ouvrir le nouveau pays à toutes les minorités ethniques. Cela montre que beaucoup de Turcs sont attachés à l'idée impériale de pluriethnicité et d'ailleurs dans un article qu'il consacre à cette question, il n'hésite pas à accuser le parti arménien Datchack de panarménianisme et panaryanisme, sachant qu'au bout du compte, c'est l'idée même de pluriethnicité qui est en péril et que l'on s'achemine vers un ethnocentrisme.

Cette vision sera combattue par Mustafa Kemal qui renvoie dos à dos, le cosmopolitisme, le pluriethnisme de l'Empire et le panturquisme, des idéologies qui selon lui ont amené l'Empire à sa perte, et failli provoquer sa disparition.

Sa vision est celle d'une Turquie avec un groupe humain à l'identité turque assumée, il ne peut concevoir le nouveau pays sans repères, d'ordre à la fois historique, ethnique et racial.

⁵⁵⁰ **Szurek, E**, *Appeler les Turcs par leur nom, le nationalisme patronymique dans la Turquie des années 1930*, In : Revue d'histoire moderne et contemporaine, n° 60, 2013, 192 p.

Comme tous les pères de la nation, il va recourir à cette fiction de la « race », même si elle ne revêt pas pour lui un caractère exclusif, il sait qu'il va lui falloir inventer un peuple avec une identité propre. Il dira est Turc qui parle turc et qui se revendique comme tel ! Une citoyenneté électorale préconisée par Ernest Renan qui finalement dépassait le concept de race. Dans le programme du parti *CHP* daté de 1931, il utilise ces paroles sans faire allusion à la race : “C’est un ensemble politique et social composé de citoyens liés entre eux par l’unité de la langue, l’unité de la culture et le même idéal.”

L’idée de Mustafa Kemal est de créer une filiation entre les habitants originels de l’Anatolie et les Turcs. Ce qui va malgré tout obliger le Ghazi à tenir un discours parfois à la limite du racisme.

Au moment de la diffusion des Thèses d’histoire, Mustafa Kemal décide d’apporter la preuve à la fois à sa population, mais aussi aux nations, que la présence turque en Anatolie est légitime. L’historienne Colette Beaune qui a consacré un ouvrage à la *naissance de la nation France*, note un mouvement similaire en France et relate qu’entre 1300 et 1500, le mythe de l’origine troyenne de la France est en vigueur, pour deux raisons, la première étant liée à la guerre de cent ans, mais la deuxième est liée à la nécessité d’asseoir ses droits sur un territoire contesté la papauté et l’empire germanique. Elle apporte ainsi la preuve que la construction d’une nation est une pure création de l’esprit. Et l’exemple kémaliste ne peut que corroborer sa thèse.

Ainsi deux tâches s’imposent aux théoriciens de la nouvelle Turquie : créer, au moins dans le discours, une « race turque » ; et prouver que celle-ci est présente en Anatolie de toute éternité et que même si l’archéologie donne les Grecs possesseurs légitimes de cette terre, les Turcs descendants des Hittites sont les seuls en mesure de pouvoir revendiquer ce territoire. Ce qui permet à la Turquie anatolienne de contrer les revendications grecques et arméniennes. L’histoire, l’archéologie, l’anthropologie et la linguistique sont alors mobilisées par l’État. Le récit « asiatique » qui existe déjà est alors dévoyé : il doit servir à légitimer la présence turque en Anatolie.

La revendication de l’ascendance hittite sumérienne a aussi une autre finalité : jusqu’alors au Turc était présenté comme un élément asiatique au milieu de l’Anatolie, et en devenant les descendants des deux plus grandes civilisations du proche orient, le Turc devient un passeur

de civilisation. Comme l'affirme Jacques Benoist-Méchin : « *par sa branche sumérienne, qui édifia en Mésopotamie la première grande civilisation que le monde ait connue, la race turque avait donc présidé à la genèse de la culture humaine* ». ⁵⁵¹

Puisque selon l'historiographie turque, il est prouvé que les Turcs sont les descendants des Hittites, dans la logique de la « thèse » d'Atatürk, cette civilisation brillante ne pouvait qu'être d'origine turque. Les Turcs, par l'intermédiaire des Hittites auraient donc été les maîtres et dominé les Grecs installés sur la côte anatolienne. Ce n'est pas un hasard si la ville d'Ankara abrite le Musée des civilisations anatoliennes, situé sur le versant sud de la citadelle byzantine qui surplombe la capitale, dans le quartier d'Atpazan.

Cette thèse est érigée en dogme de l'histoire officielle dès 1931-1932 que l'on peut lire, de nos jours, dans les manuels d'histoire. C'est le récit d'un « miracle turc » qui a retrouvé sa supériorité, aussi la Turquie anatolienne se trouve légitimée et les Turcs se démarquent des Seldjoukides apparus en Anatolie qu'au 11^{ème} siècle. Mustafa Kemal leur offre une antériorité remontant à sept cents ans avant Jésus-Christ.

L'objectif assigné à la nouvelle archéologie turque est de développer les connaissances sur les Hittites et de prouver que les Turcs en sont bien les descendants directs. Mais l'archéologie prend son autonomie et réalise des coups de maîtres comme l'invention des sites d'Alacahöyük et de Çatalhöyük sous la direction de Hamit Zübeyir Kosay (1897-1984).

L'anthropologie sous la direction de Sevket Aziz Kansu (1903-1983) doit prouver une continuité raciale en Anatolie depuis les Hittites, et l'existence d'une race turque autochtone. Il faut absolument établir que les Turcs sont de race blanche, européenne, de manière à prouver que les Européens descendent des Turcs et proviennent eux aussi d'Asie. Pour ce faire, S.A. Kansu puis Afet Inan multiplient les mensurations de squelettes anciens et récents

Les déductions « scientifiques » définissent une race turque selon les critères suivants : Lors du Premier Congrès Turc en 1932, Reşit Galip (1893-1934) décrit « la Race Supérieure Turque » de la manière suivante : « *Grande taille, visage blanc, un nez droit et fin ou un peu cambré, des lèvres impeccables, souvent des yeux bleus et des paupières non bridées*

⁵⁵¹ **Benoist-Méchin**, *Mustafa Kemal ou la mort d'un Empire*, p.398.

*s'ouvrant horizontalement, 'la Race alpine' (...), le groupe sanguin rh A, connue pour ses qualités supérieures dans les domaines sociaux tels que la civilisation, l'héroïsme, l'art ».*⁵⁵²

Pour développer ces thèses Mustafa Kemal va s'appuyer sur les travaux d'Eugène Pittard et de sa fille Afet Inan.

Le sommet de cette « recherche » est la thèse d'Afet Inan, menée sous la direction d'Eugène Pittard, soutenue en 1939 à Genève et publiée en 1941, en français, sous le titre « L'Anatolie, pays de la 'race' turque », livre basé sur les mensurations de 64 000 individus, qui ne parvient à prouver quoi que ce soit, mais dont le titre frappe comme un slogan . Selon cette thèse « *La plus ancienne et la plus haute civilisation de l'humanité a été créée par la tribu turque venue de sa patrie d'Asie Centrale et des monts Altaï. Les vrais fondateurs de la civilisation chinoise sont des Turcs. Au pays de la Mésopotamie et sur les territoires perses, les peuples nommés Sumérien, Akkadien et Elamite, qui avaient créé les premières civilisations de l'histoire de l'humanité en ouvrant ainsi une nouvelle ère de l'histoire, sont des tribus turques. Les habitants autochtones du delta du Nil et les fondateurs de la civilisation égyptienne sont les Turcs* ». ⁵⁵³

Enfin, la linguistique turque, par l'extravagante « théorie de la langue solaire », a cherché à prouver que la langue turque serait à l'origine de tous les langages de l'humanité ; ce qui est une manière de maintenir la Turquie au sein des Nations européennes, notamment, et de prouver qu'elle y a sa place, par sa contribution à l'évolution de l'humanité.

La fonction ultime de ces théories est toujours anatolienne et se précise au fil des décennies : il faut prouver l'homogénéité de la population anatolienne et donc la turcité des Kurdes. Dès les années trente, les thèses d'histoire ont été orientées dans ce but, elles trouvent leur fonction, jusqu'à aujourd'hui. C'est Ismail Besikçi qui a attiré l'attention sur cette fonction « anatolienne » des thèses d'histoire.

⁵⁵² Hür, A, *Ceux qui n'ont pas de 'sang turc*, In : Taraf, *Cahier d'histoire*, 12 juillet 2010, <http://www.collectifvan.org>.

⁵⁵³ Hür, A, *Ibidem*.

Ainsi, en inculquant à l'intelligentsia turque la conscience d'appartenir à l'une des plus grandes races de la terre, cette doctrine historique stimula chez elle une certaine fierté d'appartenir à l'une des plus brillantes civilisations.

On peut supposer que la démarche de Mustafa Kemal, lui a été quelque peu suggérée par la lecture du « *Discours à la Nation allemande* » de Gottlieb Fichte dans lequel on retrouve l'idée de fierté de l'appartenance à la Nation allemande. Cette idée se traduit en Turc par la célèbre phrase « *Ne mutlu türküm diyene* » ou quelle fierté que d'être Turc. Fichte souhaitait insuffler à ses concitoyens leur fierté nationale en faisant l'apologie des vertus de la race allemande et plus particulièrement des anciens Germains.

Mustafa Kemal veut ainsi combattre le fatalisme ottoman, résigné et battu d'avance, face à la supériorité culturelle de l'Occident. Il n'en veut pas aux Occidentaux eux-mêmes, mais aux élites et au sultan qui n'ont pas su dresser un rempart entre l'agressivité culturelle de l'Occident qui sous couvert d'orientalisme a imposé sa vision du monde, à l'Empire.

Cette attitude changea du tout au tout, au lendemain de la révolution kémaliste. Les jeunes gens se dépouillèrent rapidement du complexe d'infériorité qui avait paralysé leurs aînés, pour le remplacer bien souvent par une susceptibilité ombrageuse. Ce sentiment de fierté que Mustafa Kemal souhaitait insuffler à la jeunesse était à ses yeux, un préalable nécessaire à l'édification de la nation moderne. Il aspirait à ce que le nouveau pays non seulement se hisse au niveau des Nations européennes, mais qu'il parvienne aussi à rivaliser avec elles. Aussi, lors du dixième anniversaire de la naissance de la République, Atatürk décida de marquer l'importance de l'événement en faisant composer un chant connu sous le nom d'*Onuncu Yıl Marşı* ou *la Marche de la Dixième Année*. Elle symbolisait la confiance et la fierté retrouvées. De nos jours, ce chant est enseigné à l'écolier turc au même titre que l'hymne national. Il s'agit en fait d'un panégyrique où il est question des « *Turcs dont les poitrails sont les remparts de bronze de la République et de la patrie pure dont la carte a été dessinée avec le sang turc* ». ⁵⁵⁴

⁵⁵⁴ *kemalizm is faşizm*, In : blog du Clea, 27 juin 2009, <https://www.leclea.be>.

La supériorité du Turc y est entre autre affirmée de manière explicite comme suit : « *Türk'üz bütün başlardan üstün olan başlarız* » que l'on peut traduire par « *nous sommes Turcs, les premiers d'entre les premiers* ». ⁵⁵⁵

L'idée de Turquie *über Alles* n'est plus très loin et s'il est indéniable que pour le père de la Nation, il s'agit de redonner confiance aux Turcs et aux jeunes générations. Mais dans le contexte des années 1930, avec la montée en Europe du national-socialisme et des sympathies qu'il suscite, ce discours va prendre une tournure inattendue et orienter le nationalisme turc, vers le panturquisme.

B. La Turquie fait l'expérience du racisme d'Etat

Ainsi, au début de cette décennie, monte d'un niveau, dans la conscience de soi et désormais le discours se fait ouvertement xénophobe et racisme. Un sentiment de rejet à l'égard de « ce qui n'est pas Turc » et qui se reflète dans les propos de hauts dignitaires du régime à l'instar du ministre de la Justice Mahmut Esat Bozkut dans le journal *Milliyet* du 16 septembre 1930 lors d'un discours dans la plaine d' Ödemiş et qui l'amènera à démissionner :

«Le Turc est le seul seigneur, le seul maître de ce pays. Ceux qui ne sont pas de pure origine turque n'ont qu'un seul droit dans ce pays : le droit d'être serviteurs, le droit d'être esclaves».
⁵⁵⁶

Des propos qui placent bien évidemment le Turc au dessus des minorités du pays et qui préfigurent l'état de tension permanent entre les Turcs et les Arméniens ou Kurdes pendant les années de plomb. Mais si les minorités n'existaient pas sous l'Empire, elles ont fait leur apparition dans les dispositions du Traité de Lausanne dans la Section III, concernant la «Protection des Minorités », aux articles 37 à 45, des règlements sur la «protection des minorités non musulmanes » en Turquie. Ce qui dresse une frontière interne entre les Turcs et les non-turcs.

⁵⁵⁵ Litt. : « *Nous sommes Turcs, les têtes au-dessus de toutes les têtes* ».

⁵⁵⁶ *Milliyet*, quotidien turc, 16 septembre 1930.

Ses convictions resteront les mêmes et en 1967 dans un ouvrage intitulé, *Atatürk İhtilali*, ou la Révolution d'Atatürk, il affirmera : « *Le pire Turc est meilleur que le meilleur des non Turcs* ». « *Ne confions pas les affaires de l'Etat turc à d'autres qu'à un Turc (...). A la tête de la nouvelle République turque, il n'y aura absolument que des Turcs'. Nous croirons seulement les Turcs, jamais les autres* ». ⁵⁵⁷

Eugène Pittard avait semble-t-il mis en garde Mustafa Kemal sur le danger qu'il pouvait y avoir à s'aventurer sur le terrain de « la race ». Mais ce dernier n'avait pas véritablement le choix, il lui fallait créer une race turque anatolienne. Néanmoins, il savait que la Turquie était un *melting pot* hérité de l'Empire ottoman, il lui fallait malgré tout recourir à cette fiction d'une race unique afin de permettre d'établir la « turcité éternelle de la Turquie et de tous ses habitants » et comme le souligne Semih Vaner « *il souhaitait l'émergence d'un individu turc autonome libéré de la pression communautaire* » ⁵⁵⁸

Pour ce faire, il va devoir gérer deux paradoxes d'une part il souhaite que quiconque se sentant turc puisse s'intégrer et trouver sa place au sein de la République, l'article 312 du code pénal prévoit une peine de prison de plus d'un an pour toute considération ou action « *visant à diviser la société selon les critères de race, de langue et de religion.* », mais dans le même temps, la Turquie a ratifié le Traité de Lausanne et les minorités n'ont aucune prérogatives, comme le souligne Jean Marcou : « *L'égalité des citoyens de la République de Turquie est garantie par l'article 10 de la Constitution de 1982 : «Tous les individus sont égaux devant la loi sans distinction de langue, de race, de couleur, de sexe, d'opinion politique, de croyance philosophique, de religion ou de secte, ou distinctions fondées sur des considérations similaires.»*

Or, il est évident que la situation des minorités non musulmanes (au sens culturel/spirituel du terme) est moins simple qu'il est écrit dans le droit. Compte tenu des exigences démocratiques des critères de Copenhague, la candidature de la Turquie à l'UE a permis de mettre sur la table des problèmes latents depuis des décennies, mais qui ne suscitaient guère d'intérêt jusque-là. Et l'on a souligné qu'au-delà des déclarations de principe, il est quasiment

⁵⁵⁷ **Hür, A**, *Ceux qui n'ont pas de 'sang turc'*, In : Cahier d'histoire, 25 octobre 2010, <http://www.collectifvan.org>.

⁵⁵⁸ **Vaner, S**, *La Turquie*, Fayard, 2005, 733 p.

impossible à un «minoritaire» (non musulman) d'accéder aux postes de responsabilité dans le système politique, la haute administration ou l'armée... »⁵⁵⁹

Ce qui nous renvoie au caractère exclusif de l'idée turque. Cette idée qui sera reprise par son successeur, Ismet İnönü, vice-président qui ne fera rien d'autre que de répéter ce credo « *est Turc, celui qui désire et aime l'être* »⁵⁶⁰ ce qui fait écho à la définition de la Nation, formation sociale et politique renfermant les concitoyens liés les uns aux autres par la communauté de langue, de culture et d'idéal et telle qu'elle a été définie par Mustafa Kemal. On retrouve le même credo de l'autre côté de l'Atlantique avec la célèbre « America Love it or Leave it ».

Quelques années plus tard, ce sera le tour du président Süleyman Demirel de réaffirmer ces principes à travers ce qu'il définit comme faisant partie du patriotisme constitutionnel ou *Anayasal vatandaslik*⁵⁶¹. Il accorde d'une certaine façon, une sorte de large "droit du sol" à tous ceux qui vivent sur le territoire turc, sans aucune discrimination de race, d'ethnie ou de religion, dès lors qu'ils respectent les lois du pays et se disent indéfectiblement attachés à lui.

L'expression du président Demirel qui semble s'éloigner de l'idée d'attachement à la Nation turque a semblé convenir à plusieurs intellectuels. Une conception qui relève selon la sociologue, Nur Vergin, de conceptions "à l'occidentale" tout en étant assez conforme à l'histoire et à la société turque.

Nur Vergin fait référence à l'histoire de l'Empire ottoman et aux normes qui ont régi la coexistence harmonieuse de tant de populations diverses en Anatolie. Cette formule, estime-t-elle, peut satisfaire au questionnement de chacun quant à son identité personnelle et nationale

⁵⁵⁹ **Marcou, J, Deheurles-Montmayeur, L, Sigalas, N, Minorités non musulmanes en Turquie :** «certains rapports d'ONG parlent d'une logique d'attrition», observe Jean-Paul Burdy, In : Hypothèses, 18 avril 2010, <https://ovipot.hypotheses.org>.

⁵⁶⁰ **Tekin Alp, Le kémalisme,** édition Felix Alcan, Paris, 1937, p.86.

⁵⁶¹ L'idée défendue par Demirel a vu le jour sous la plume du philosophe **Jürgen Habermas** qui définit le patriotisme constitutionnel comme une nécessité car il faut qu'une identité civique s'impose, il faut qu'il n'y ait qu'une seule citoyenneté (non différenciée). Seule une identité civique commune est censée pouvoir soutenir le niveau d'intérêt réciproque, de concessions et de sacrifices, dont les démocraties ont besoin.

Cette vision est récusée dans l'orthodoxie kémaliste qui nie cette diversité, perçue comme une menace, puisqu'elle semble revenir à la vision ottomane, d'une part, et d'autre part elle place la Nation turque après la patrie.

Néanmoins, Mustafa Kemal n'a jamais fait montre de racisme, la race participe de la construction nationale, et à l'instar de Gottlieb Fichte, il fait de la communauté nationale une unité à laquelle, en droit, tout individu peut adhérer, dès lors qu'il reconnaît les valeurs de l'esprit et de la loi. Ce qui ouvre la porte aux autres composantes de la Nation turque qu'elles soient arméniennes, juives, kurdes, pourvu qu'elles se définissent comme Turques.

Un événement va cependant l'obliger à faire acte d'autorité et concerne les *Türk Ocaklari*, organisations créées à Salonique sous l'impulsion des adeptes du panturquisme, celles-ci servent de relais à la propagande panturquiste. Dès 1924 les sont placées sous l'autorité d'Hamdullah Supahi Tanrıöver (1885-1966), certes figure du panturquisme, mais qui a fait allégeance à Mustafa Kemal et de fait, il va s'employer dans les années 1920 à convaincre les membres de l'association d'adopter le kémalisme, arguant de la nécessité de préserver la culture turque. Les *Türk Ocaklari*, dont la création est antérieure à la prise de pouvoir par Mustafa Kemal vont s'ouvrir à la culture avec la diffusion d'ouvrages en français, anglais, l'accès à des revues, de représentations théâtrales, de musique, ce seront également des lieux d'opposition à certaines réformes entreprises par le nouveau pouvoir : «*les Türk Ocaklari, organisation pré-kémaliste imprégnée de références islamiques, considèrent l'abandon des caractères arabes comme une insulte à la nation turque* ». ⁵⁶² Mais bien vite, ils cèdent au chant des sirènes du nazisme.

En 1930 l'association a sa propre presse à Ankara. Son succès ne cesse de grandir de 30.000 membres soit 217 foyers elle passe 5 ans plus tard à 32.000 membres. Mais en dépit des consignes du gouvernement en 1927 qui oblige les foyers à être des relais de la politique gouvernementale, la propagande panturquiste continue à y sévir.

Au début des années 30 les réfugiés du Caucase, mais aussi de Bulgarie qui voient dans les idées hitlériennes une opportunité de contrebalancer l'influence soviétique dans leurs pays

⁵⁶² **Caymaz, B et Emmanuel Szurek, E**, « *La révolution au pied de la lettre. L'invention de « l'alphabet turc* », In : european Journal of Turkish Studies, 2007, <http://www.ejts.revues.org/1363>.

respectifs se laissent bercer par des thèses racistes et qui entendent bien les instrumentaliser à des fins de propagande dans leur pays.

La réponse de Mustafa Kemal ne se fera pas attendre et en mars 1931, il donne l'ordre de dissoudre les *Türk Ocaklari* qui deviennent alors les *Halk Evleri* (maisons du Peuple).

Paragraphe 2.L'islam hors de la sphère publique

De nombreux politologues ont reproché à Mustafa Kemal de ne pas avoir réussi à bâtir une laïcité sur le modèle français. Certes il a aboli le Califat en 1924 et instaure un *Diyanet* ou présidence des affaires religieuses et dans la Constitution de 1928, la mention définissant l'islam comme étant la religion d'Etat a disparu. Pour autant, la laïcité turque ne ressemble en rien au Concordat de 1905.

Il s'agit d'une laïcité autoritaire qui va s'effectuer pratiquement à marche forcée avec comme préalable, la suppression des deux piliers de l'Empire ottoman, qu'étaient le sultanat-califat et le *Şeyhülislam*, Il dégage *de facto* les Turcs de leur tutelle. Les écoles deviennent laïques, l'enseignement se veut à l'écoute des besoins du nouveau pays et visent à créer une classe aux compétences qui leur permettront de rivaliser avec les nations occidentales.

Comme le précise Ahmet Insel, Mustafa Kemal « *mène une révolution-modernisation par le haut* »⁵⁶³ qui se définit par des mesures radicales visant à affirmer le caractère turc du nouvel Etat dépourvu de toute référence religieuse néanmoins à la faveur du multipartisme et de la situation géopolitique de la Turquie, l'islam va revenir sur le devant de la scène politique. La réforme permettant à la Nation turque d'éclorre, va passer par le chantier de la laïcité qui une fois de plus se fera de manière autoritaire, imposant un mode de vie diamétralement opposé à ce que les Turco-ottomans ont connu jusqu'alors (A) avec pour symbole de ce changement sociétal, le nouveau rôle de la femme turque, symbole de modernité et ambassadrice de la nouvelle Nation (B).

⁵⁶³ Insel, A, *La nouvelle Turquie d'Erdogan*, La Découverte, Paris, 2016, p.27.

A. Un modèle laïc turc et de nouvelles normes sociétales

Les rapports entre Mustafa Kemal et la religion ont été au tout début de la République très ambigus et complexes, du moins pour de observateurs étrangers. Dès la prise de pouvoir de Mustafa Kemal, les câbles que l'Ambassadeur de Grande-Bretagne envoie à son gouvernement, dépeignent le nouvel homme fort de Turquie comme étant très proche de la religion musulmane, il émet l'hypothèse selon laquelle, Mustafa Kemal pourrait être un thuriféraire du panislamiste⁵⁶⁴. En effet, Mustafa Kemal laisse très habilement planer le doute en entretenant au début de son pouvoir, une relation ambiguë à l'égard de l'islam officiel, mais à l'égard des ordres religieux musulmans :

« Mustafa Kemal courtise toutes les mouvances de l'islam turc, les docteurs de la religion, les soufis, des plus hétérodoxes comme les Bektâşi aux plus rigoristes comme les Naskîbendi, et même les Alévîs deviennent députés de la Grande Assemblée »⁵⁶⁵

Pour des raisons qui tiennent à la fois à la nécessité, due à l'absence de conscience identitaire dans le peuple, mais aussi à la stratégie pure, il va faire preuve d'une grande maestria dans l'art de la dissimulation en tenant un discours diamétralement opposé à ses convictions. Lors de la guerre gréco-turque, aux troupes engagées il agite la menace que font peser les alliés sur l'avenir du pays et pour ce faire, il utilise la fibre religieuse visant à galvaniser les foules musulmanes contre les « giaours »⁵⁶⁶. Ce qui en soi peut se comprendre, puisque le terme de Nation n'aurait pas eu le même effet sur les troupes turques et l'idée de se battre pour sauver la nation n'aurait guère eu de sens, étant donné qu'elle n'existait toujours pas, à cette date.

Il se sert aussi de l'argument religieux pour inciter les Kurdes à combattre aux côtés des forces nationalistes. Il multiplie les marques de religiosité et choisit comme date d'inauguration de la nouvelle assemblée, le vendredi 23 avril 1920 à Ankara, afin que la cérémonie puisse faire suite aux prières à la mosquée, « *jamais dans l'histoire ottomane une*

⁵⁶⁴ **Zarcone, Th**, *La Turquie, de l'Empire ottoman à la République d'Atatürk*, Gallimard, 2005, p.52.

⁵⁶⁵ **Zarcone, Th**, *Ibidem*, p.52.

⁵⁶⁶ Le terme désigne dans le langage islamique, les infidèles.

solennité comparable n'avait revêtu un caractère islamique si prononcé »⁵⁶⁷ et rien ne laisse présager le virage séculariste qui va avoir lieu moins de cinq plus tard.

Afin de brouiller les pistes, Mustafa Kemal prononce un discours qui s'adressait à l'ensemble de monde musulman : « *Après la chute de Damas, de Cordoue, du Caire et de Bagdad, le dernier centre du califat musulman est tombé sous l'ombre des armes ennemis [...]. L'Anatolie, dont nous essayons de défendre l'intégrité et l'indépendance est une terre de refuge pour de nombreuses communautés musulmanes chassées de leur patrie [...]. Des centaines de mufti et de savants ont émis des fatwas pour montrer la bonne direction à notre nation et au monde islamique. [...] Entendez la voix de la Sharia* »⁵⁶⁸

Ce panislamisme de circonstance trahit malgré tout, les vrais desseins de son auteur, qui par deux fois évoque la Nation. Un mot qui aurait pu alerter les plus perspicaces parmi les religieux présents à la cérémonie. Mais il n'en sera rien, car pour tous, il paraissait inconcevable de remettre en question la prééminence de la religion et son influence sur les esprits.

Mustafa Kemal est conscient de l'importance que celle-ci joue, il sait qu'il ne doit se servir de ce levier formidable que présente la foi pour « chasser les alliés » hors d'Anatolie, ni même s'aliéner le peuple d'Anatolie qu'il sait très attaché à l'islam. Ainsi, en dépit de l'abolition du sultanat en 1922, Mustafa Kemal maintient le califat jusqu'en mars 1924⁵⁶⁹.

La stratégie guidant ses choix, il procède par étapes successives et ne souhaite pas contrarier tous ceux qui pourraient l'aider à asseoir son pouvoir. Il bénéficie notamment de l'appui financier des musulmans d'Asie centrale et d'Inde⁵⁷⁰ qui avaient collecté des sommes considérables en faveur de la lutte nationale et pour lesquels l'alternative nationaliste représentait le meilleur rempart pour la préservation du califat contre l'occupation occidentale.

⁵⁶⁷ **Hanioglu, Ş**, *Atatürk*, p.101

⁵⁶⁸ *Ibidem* **Hanioglu, Ş**, p.102

⁵⁶⁹ Loi 677 sur l'abolition du califat et des confréries.

⁵⁷⁰ Les musulmans du sous-continent vont créer le mouvement Khilafat (1919-1922) qui fit un don de 125 000 Livre Sterling au gouvernement nationaliste d'Ankara.

La Constitution kémaliste de 1924 fera de l'islam une religion d'État. Mais lors la révision de la Constitution du 10 avril 1928, Mustafa Kemal fait retirer la référence à l'islam. En revanche, il faudra attendre la révision constitutionnelle de 1937 pour voir la laïcité inscrite dans l'ordre constitutionnel, au même titre que les autres principes du kémalisme. A cette date, il estimera avoir réglé les problèmes qui agitent la société, et il pourra, comme cela était son projet initial, mettre l'islam hors de la sphère publique. Mustafa Kemal très attaché aux symboles, va donner aux femmes, jusque là absentes de la vie publique, une place prépondérante au sein de la nouvelle société.

Les vraies croyances de Mustafa Kemal se situent dans le pouvoir de la science et de la modernité. D'ailleurs, il voue un véritable culte à la science, vecteur de modernité et de progrès, aussi, il n'aura de cesse de propulser son peuple vers le progrès et de trancher tous les liens affectifs qui le relie à son passé ottoman, à ses yeux, symbole de décadence.

Néanmoins il a pleinement conscience du fait que cela prendra du temps pour que le peuple intègre la laïcité. Il craignait les répercussions imprévisibles, ce qui explique qu'il mit du temps à prendre la décision de rejeter l'islam de la sphère publique.

Une religion qui avait à ses yeux le défaut d'être un mode de vie, comme le soulignait Ferdinand Lot : « *L'islam, apporte non seulement une religion, [...] mais un droit, une politique, les droits, coutumes, usages mêmes, tout est indiscernable de la religion. Et comme droit, politique, usages sont rudimentaires, constitués par une société peu évoluée, c'est une tâche surhumaine d'adapter une société musulmane à la vie moderne. Ici, la religion ne se laisse pas réduire à la portion congrue. Il est vain de chercher à la mettre à sa place, car sa place est partout et nulle part* ». ⁵⁷¹

Sa passion de la modernité et de la science n'avait d'égal que son dégoût de l'islam et de son système de valeurs qu'il jugeait rétrograde, obscurantiste qu'il se devait d'extirper de la nouvelle société : *Je chasserai de leurs mosquées et de leurs monastères ces fainéants improductifs, car ils sucent la moelle du peuple, s'engraissent de sa sueur et sapent à sa base*

⁵⁷¹ Lot, F, *La fin du monde antique et le début du Moyen Age*, Editions Albin Michel, 1989, p.61.

l'énergie de la nation! Je n'aurai de paix ni de cesse, avant d'avoir arraché ce lierre envahissant qui empêche le jeune arbre turc de s'épanouir au soleil! »⁵⁷²

A ses yeux la religion est responsable, en autres maux, d'avoir annihilé l'identité du peuple turc en l'englobant dans le *millet* musulman ; et ce faisant, d'avoir confisqué la spécificité turque en faisant prévaloir l'identité musulmane au détriment de celle-ci.

Il lui reprochait également la place centrale qu'il occupait dans la société, au point de priver l'individu de son libre arbitre comme le précise Jacques Benoist-Méchin :

« Et quand le divorce avec le sultanat serait consommé, la tâche ne serait pas finie, car il faudrait encore détruire le Califat et arracher les Turcs aux griffes de l'Islam. Car la grande trahison des Sultans, leur crime le plus impardonnable avait été d'imposer à leur peuple une religion étrangère, qui n'était pas faite pour lui et qui l'avait lentement affaibli et dévirilisé. Cela avait été comme toujours la revanche sournoise des prêtres vaincus sur les guerriers vainqueurs. Les Sultans s'étaient rendus complices de cette fraude parce qu'elle facilitait leur tâche. Ils étaient avides de terres et de richesses et leur conversion à l'islamisme rendait leur mainmise plus aisée sur les royaumes opulents de Bagdad et de Damas, du Caire et de la Mecque. Ils étaient despotiques et cupides, et le fait d'imposer à leurs sujets une religion basée sur l'abandon total aux volontés du Seigneur, leur permettait de mieux les plier à leur volonté ».⁵⁷³

Aussi, il va priver l'islam de son pouvoir sur la société et l'empêcher d'éduquer les enfants, mais aussi de juger. Il fait adopter le Code Civil français qui transformait totalement le statut de la famille, tel qu'il existait depuis plus de six cents ans. Les tribunaux et les codes religieux se voyaient remplacés par des tribunaux et des codes modernes. Les écoles de prêtres devaient céder la place aux écoles de l'Etat⁵⁷⁴. La République étant nationale, unitaire et laïque, l'espace public changeait de nature.

⁵⁷² **Benoist-Méchin**, p.324.

⁵⁷³ **Benoist-Méchin**, p.203

⁵⁷⁴ Ce n'est qu'en 1950 que fut rétabli les écoles Imam-Hatip qui formaient en autres, les futurs imam. **Recep Erdoğan** a fait ses études dans un lycée Imam-Hatip.

Il définissait les droits de propriété, interdisait la polygamie, abrogeait la vieille inégalité des sexes.

On considère, à tort que les réformes religieuses et la volonté de laïcité de Mustafa Kemal lui ont été inspirées par l'Occident et qu'elles constituent une marque d'allégeance aux valeurs occidentales. Cela est inexact. Nous savons qu'il s'est appliqué à éliminer toute trace d'orientalisme, synonyme d'impérialisme culturel. De la même façon, que l'écrivain japonais Tanizaki qui percevait l'adoption de l'esthétisme occidental de la part de ses compatriotes comme une marque de soumission, voire de reddition face à l'Occident.⁵⁷⁵

Certes, il souhaitait que son pays intègre, le cercle des nations modernes, et pour cela, il le veut, fort intellectuellement, et cela peut passer que par l'abandon d'une religion aux effets qu'il jugeait des plus néfastes, car rétrogrades, était nécessaire, voire indispensable.

« Par l'éducation d'abord, car toutes les écoles étaient confessionnelles et les matières enseignées tournaient autour de la religion. D'où le retard des Turcs dans les matières scientifiques. Et surtout un retard par rapport aux occidentaux. L'enseignement des Docteurs de la Loi le faisait stagner dans un marécage de superstitions et de préjugés qui l'empêcheraient à tout jamais de devenir une nation moderne. Tant qu'il n'aurait pas tiré son peuple de ce bourbier, il ne serait jamais de la Turquie une nation capable de tenir son rang parmi les Puissances occidentales. Avec la religion il tranche le dernier lien qui reliait les Turcs à l'Empire ottoman, cette construction jugée arbitraire et fondée sur des assises religieuses périmées. L'Etat nouveau devant reposer sur des fondations solides. Il doit être doté d'une structure scientifique inébranlable. Le Calife et tout ce qui subsiste de la Maison d'Osman doivent disparaître. »⁵⁷⁶

C'est ce qui explique le changement d'axe de l'ancienne société ottomane. Et cela se traduit par un changement du code vestimentaire, les formules de politesse, trop liées à la religion et qui furent bannies. Un décret interdit la salutation traditionnelle qui consistait à porter les doigts successivement à son front, à ses lèvres et à son cœur. La poignée de mains à l'occidentale devenait la règle, sous peine de forte amende. Mais surtout et plus vraisemblablement, la disparition de l'islam de la sphère publique, permettait aux Turcs d'exister en tant que tels, sans plus aucune référence visible à la religion. Ainsi, la laïcité

⁵⁷⁵ **Tanizaki, J**, *L'éloge de l'ombre*, Verdier, 1933, réédition en 2011, 180 p.

⁵⁷⁶ **Benoist-Méchin**, p.333.

imposée de manière autoritaire n'était ni plus ni moins qu'une manière de contraindre les Turcs à revenir à ce qu'ils étaient originellement.

Mustafa Kemal estimait : *« depuis cinq cents ans, les règles et les théories d'un vieux cheik arabe, et les interprétations abusives de générations de prêtres crasseux et ignares ont fixé, en Turquie, tous les détails de la loi civile et criminelle. Elles ont réglé la forme de la Constitution, les moindres faits et gestes de la vie de chaque citoyen, sa nourriture, ses heures de veille et son sommeil, la coupe de ses vêtements, ce qu'il apprend à l'école, ses coutumes, ses habitudes et jusqu'à ses pensées les plus intimes. L'islam, cette théologie absurde d'un Bédouin immoral, est un cadavre putréfié qui empoisonne nos vies »*⁵⁷⁷

L'islam, n'est pour lui qu'une greffe étrangère, avait, selon ses termes, *« permis au clergé arabe, vaincu par les guerriers turcs de remettre, sournoisement la main sur l'âme des vainqueurs »*⁵⁷⁸ :

*« La date la plus sombre dans l'histoire de la Turquie n'était ni la défaite de Bajazet à Ancyre, ni le désastre de Lépante, ni le massacre des janissaires. C'était le jour où Selim, le conquérant d'Égypte s'était fait remettre le titre de commandeur des Croyant, par un fantôme de Calife qu'il avait rencontré au Caire, aussi vouait-il une exécution particulière aux prêtres et aux moines qui propageaient une religion « bonne tout au plus pour des Arabes efféminés, mais pas pour des Turcs conquérants et virils ».*⁵⁷⁹

Le souci permanent d'Atatürk est d'agir en père soucieux de l'avenir de son pays, et sa conduite est guidée par un souci permanent d'agir pour le bien de son peuple. Aussi, était-il résolu à l'arracher à l'emprise du monde islamique, car son salut temporel était à ce prix :

« La civilisation est comme un feu qui détruirait tous ceux qui restent en dehors d'elle. Nous avons énormément souffert par le seul fait que nous sommes demeurés stationnaires alors que le reste du monde continuait à progresser. C'est maintenant à notre tour d'aller de l'avant. Nous aspirons à la civilisation et à la science ; c'est là, que doit nous mener notre voie ».

⁵⁷⁷ **Benoist-Méchin, J**, *Mustapha Kémal ou la mort d'un empire*, Albin Michel, 1954, p. 323.

⁵⁷⁸ Ibidem, **Benoist-Méchin**, p.324.

⁵⁷⁹ Ibidem **Benoist-Méchin**, p.324.

«La civilisation est comme un feu qui détruirait tous ceux qui restent en dehors d'elle. Nous avons énormément souffert par le seul fait que nous sommes demeurés stationnaires. Comme ordre, il n'y en a qu'un seul de vrai et de raisonnable : celui de la civilisation. Pour être pleinement un homme, il faut agir selon ses règles. Nous n'avons que faire de la direction des Hodja. Nos seuls guides doivent être les principes directeurs de la République ! ». ⁵⁸⁰

Et joignant le geste à la parole, il abolit en 1924 le califat, ce qui donne à la Nation une souveraineté pleine et entière. Car pour Mustafa Kemal, la seule réalité tangible, pour laquelle, il vaille la peine de vivre et de mourir, c'est une Nation turque « compacte, homogène et indépendante » ⁵⁸¹. Tout le reste n'était à ses yeux que dérision et mirages.

Mais on peut s'interroger sur les motivations profondes de Mustafa Kemal, a-t-il réellement souhaité éradiquer la religion ?

En fait Kemal est conscient de la nécessité de créer un lien nouveau au sein de cette société, un lien qui ne serait pas lié à la religion, mais au sentiment d'appartenance à une Nation. La laïcité est l'un des dogmes civiques de la République et elle se substitue aux allégeances communautaires de la théocratie ottomane, un lien national.

Mustafa Kemal, comme l'avaient été les Jeunes-Turcs, était un fervent admirateur du Japon du Meiji. Il semble qu'il ait admiré la modernité associée au patriotisme des Japonais. Et cette modernité portait sur la pratique du culte qui s'exprimait dans la sphère privée. Une période de l'histoire du Japon qui ressemble assez fortement à celle de la Turquie de cette époque si ce n'est qu'elle débute en 1868 pour s'achever en 1912. Deux pays qui ont vécu pleinement les effets de l'orientalisme politique, l'un européen, l'autre, américain.

C'est au cours de l'ère du Meiji que le Japon entre dans l'ère industrielle, en butte aux pressions étrangères, abandonna son régime essentiellement féodal. Il s'agissait pour le Japon de se moderniser au plus vite, afin de traiter d'égal à égal avec les Occidentaux, pour éviter de tomber sous leur domination. ⁵⁸²

⁵⁸⁰ **Benoist-Méchin**, p.327.

⁵⁸¹ **Benoist-Méchin**, p.337.

⁵⁸² **Saïd E**, *L'orientalisme, l'Orient créé par l'Occident*, Le Seuil, 2005, 422 p.

La Turquie à travers la religion souhaite abandonner ce qui la rattache à son passé poussiéreux de l'Empire ottoman, à la manière de l'ère du Meiji qui avait prévu dans sa *Charte du serment* (1868), le remplacement des «mauvaises coutumes du passé» avec les «justes lois de la nature». L'influence occidentale se fait très nettement sentir, comme celle qui amènera l'Empereur Hiro Hito en 1946, lors de la *déclaration d'humanité* à renoncer à sa divinité.⁵⁸³

Pour Mustafa Kemal il n'est donc pas question d'éradiquer l'islam, religion d'Etat mais de lui assigner une place qui lui est bien définie, un islam « scientifique et national » dans le cadre d'une laïcité concordataire.

La référence de matière de laïcité demeure la France. Or la laïcité n'est en rien comparable à la laïcité turque. Dans le premier cas, il y a rupture entre le religieux et le politique, dans le deuxième cas, il s'agit d'encadrer la religion et de faire en sorte qu'elle n'interfère pas dans les affaires publiques.

L'une des différences majeures réside dans la rétribution des religieux. La loi du 9 décembre 1905 dite, *de Séparation de l'église et de l'Etat*. Celle-ci prévoit à l'article 2 que : « *La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte, pas plus qu'elle ne salarie les ministres des cultes.* »

En revanche, la loi turque du 3 mars 1924 dite *Diyanet İşleri Başkanlığı* qui est chargée des affaires religieuses, prévoit au contraire que les desservants du culte dépendent du ministère des Affaires religieuses. Une partie des impôts que paient les citoyens turcs sont attribués à la rétribution des imams.

Le *Diyanet* qui est rattaché au cabinet du Premier ministre et a pour mission de gérer les rapports du religieux et du séculier, tout en veillant à ce que le fait religieux n'outrepasse pas ses prérogatives, ainsi donc, ses missions principales sont :

- de s'occuper des activités liées aux croyances de la religion de l'islam, comme le pèlerinage à la Mecque
- d'éclairer la société sur la religion : le culte et la morale de l'islam

⁵⁸³ Le 1^{er} janvier 1946, suite à la capitulation du Japon, l'Empereur Hiro Hito rejette dans un rescrit impérial, la divinité de sa personne et son identité de dieu vivant. C'est ce que l'on appelle la Déclaration d'humanité. Elle aboutit à la promulgation de la nouvelle Constitution en vertu de laquelle l'Empereur est « le symbole de l'État et de l'unité du peuple ».

- de gérer les lieux de culte.

Diyanet est loin d'avoir coupé les ponts avec la religion, et l'État « laïc » continue donc d'entretenir des liens étroits.

Diyanet consacre la fracture existant au sein de la population, puisque seul l'islam sunnite est reconnu et donc financé par l'Etat. Les autres composantes de l'islam, *les musulmans caferî* ou bien les Bektashî, rappelons que l'islam turc est essentiellement composé de confréries, ne font pas l'objet d'un financement ou d'une attention particulière de la part de l'Etat.

Quant aux minorités nationales non musulmanes, selon les termes du Traité de Lausanne, l'Etat reconnaît leurs droits civils, politiques et culturels. En pratique, la Turquie reconnaît leur statut de minorités aux Grecs, Arméniens, juifs, sans pour autant leur accorder tous les droits énoncés par le Traité de Lausanne.

Les musulmans alevi-bektashi, les caferî, les catholiques latins et les protestants ne font l'objet d'aucune reconnaissance officielle. Cette fracture perdure jusqu'à nos jours et sera amplifiée en périodes de crise.

Le Ghazi était parfaitement conscient qu'il ne parviendrait pas en une génération à éradiquer l'islam de la société et encore moins des campagnes anatoliennes. Par conséquent, il choisit de composer avec la religion en lui imposant les règles de l'Etat. En d'autres termes, comme le souligne Suat Ilhan, si « *l'islam n'est pas l'idéologie de la République, il est le système de croyance de la majorité des citoyens turcs* ». ⁵⁸⁴

Le politologue, Samim Akgönül, voit en *Diyanet* un instrument du nationalisme : « *Pendant des décennies, Diyanet a été utilisé pour encadrer la diaspora turque. La feuille de route était claire : entretenir le nationalisme, tout en empêchant les Turcs de s'islamiser ; bref, les séculariser. Mais, depuis que l'islam politique est au pouvoir, Diyanet sert à « déséculariser » les Turcs en les incitant à apparaître plus visiblement musulmans* ». ⁵⁸⁵ L'article 136 de la Constitution affirme que la Diyanet

⁵⁸⁴ **Josseran, T**, « *Turquie. S. Ilhan, « Il est dur d'être turc ». Analyse d'un ouvrage souverainiste eurasiste*, In : diplomweb, 21 mars 2012, <http://www.diploweb.com>.

⁵⁸⁵ **Pétreault, Cl**, *Strasbourg, laboratoire d'Erdogan*, In : Le Point, 16 mars 2017, pp.48-51.

assure "la solidarité nationale et l'intégrité de la communauté nationale ". Ce qui signifie que l'Etat de Mustafa Kemal a échoué à imposer une solidarité turque qui aurait dû prendre le pas sur toutes les autres formes de solidarité et impose la notion de bien commun. La religion absente ou présente de la vie publique continue d'être un enjeu pour les différents pouvoirs.

Au cours de l'année 1937, le principe de laïcité ou *laiklik* fut inscrit dans la Constitution. Et pour montrer sa détermination, le gouvernement ferma les écoles coraniques, ce qui mit fin à la formation de nouveaux théologiens.

Bien que désireux de contrecarrer les effets de l'orientalisme politique, qui a consacré la supériorité de l'Occident sur l'Orient, Mustafa Kemal a couru le risque de reproduire les schémas de l'orientalisme, comme le soulignait Benoist-Méchin :

*« Les thuriféraires de la révolution reproduisent l'opposition entre l'Occident civilisé et l'Orient obscurantiste. Le lien entre alphabet arabe et arriération culturelle est perpétuellement ressassé par les dirigeants kémalistes. Nous étions sur le point d'entrer dans le monde de l'écriture occidentale et nous allions profiter de toutes ses facilités. Le plus important était d'extirper jusqu'à la racine les influences arabes des cerveaux turcs et d'y implanter l'esprit national .Ce dispositif permet d'assimiler l'ancien régime ottoman à l'altérité arabo-persane. L'ignorance est du côté du passé : elle est régulièrement associée au « fanatisme » des élites cléricales. Le sultan-calife est accusé d'avoir empêché l'accès du peuple à l'écrit pour préserver son propre pouvoir, bâti sur l'aveuglement et la superstition ».*⁵⁸⁶

Egalement conscient du risque que ferait courir un vide idéologique, il va proposer une autre alternative à la religion, en puisant dans les racines de la turcité. Ce travail d'exhumation du passé, lui permettra d'échapper à l'Occident et au monde arabe qui s'était infiltré par le biais de la religion musulmane.

La clef de voûte de l'idéalisation de son passé asiatique sont les stèles de l'Orkhon (8^{ème} siècle après J-C). D'après les historiens kémalistes, les notions de laïcité, de nation, de démocratie, voire même d'égalité des sexes y sont déjà réunies. Cette projection du présent sur le passé a pour objectif de faire admettre au sein de la population les valeurs de la nouvelle République et que la laïcité existe de toute éternité dans la mentalité turque et qu'elles ne sont nullement

⁵⁸⁶ **Benoist-Méchin**, p.372.

une forme d'allégeance aux valeurs occidentales. Mustafa Kemal était un militaire et à sa disparition s'est une classe issue de l'armée qui va exercer un contrôle sur la vie politique, veillant à préserver l'héritage kémaliste.

B. La femme turque, symbole de modernité

Mustafa Kemal estimait qu'une nation épanouie ne pouvait occulter une partie de sa population. Aussi, le nouveau pouvoir souhaite faire des femmes turques un symbole de la laïcité militante, *«Mais pourquoi nos femmes s'affublent-elles encore d'un voile pour se masquer le visage, et se détournent-elles à la vue d'un homme ? Cela est-il digne d'un peuple civilisé ? Camarades, nos femmes ne sont-elles pas des êtres humains, doués de raison comme nous ? Qu'elles montrent leur face sans crainte, et que leurs yeux n'aient pas peur de regarder le monde ! Une nation avide de progrès ne saurait ignorer la moitié de son peuple ! »*.⁵⁸⁷ Contrairement aux hommes pour qui le port du fez était interdit d'une amende, les femmes ne se virent jamais interdite formellement de se couvrir la tête, mais le discours officiel ne les y encourageait pas

D'autre part la réclusion totale des femmes sous les Ottomans était en grande partie un phénomène réservé aux musulmanes des classes moyennes et supérieures, tout comme le port de voiles complexes, quant au port du *çarşaf* (niqab), il était le plus souvent porté par les épouses et les jeunes filles appartenant à la petite bourgeoisie.

L'innovation de l'ère kémalienne fut d'officialiser les droits des femmes en les intégrant dans un système d'égalité juridique qui faisait d'elles, d'authentiques partenaires dans l'édification du pays. Ses propres filles serviront de modèles aux femmes turques aspirant à la modernité, dont Sabiha Gökçen (1913-2001) première femme pilote dans l'armée turque. Dès 1941, les premières conductrices de tramway apparaissent. Cette propulsion des femmes dans la vie civile provient de la première guerre mondiale, où elles avaient remplacé les hommes dans des tâches décrites comme masculines.

⁵⁸⁷ Benoist-Méchin, p. 373.

Tout d'abord, dans le nouveau code civil, il fait abolir la polygamie, leur accorde le droit de divorcer. Des 1930, les femmes obtiennent le droit de vote aux élections municipales et en 1934, elles peuvent se faire élire à la Grande Assemblée Nationale.⁵⁸⁸

A l'instar des propres filles de Mustafa Kemal, les premières féministes font leur apparition dès 1928 avec Belkis Hanim⁵⁸⁹, Nezihe Muhiddin (1889-1958) l'une des premières organisatrices du mouvement de défense des droits des femmes à Istanbul, chercha même dès 1923 à instituer un parti politique.

Halide Edip Adivar (1884-1964) symbolise à elle seule la nouvelle place des femmes turques. Femme de lettres et figure de proue du mouvement nationaliste ses discours enflamment les foules : « *En 1919, j'ai soudain cessé d'exister com me individu ; je travaillais, j'écrivais et je vivais come un rouage de cette magnifique folie nationale* »⁵⁹⁰

Elle est priée en 1932 de quitter la Turquie en raison de son attitude très critique à l'égard du pouvoir et s'exile aux Etats-Unis où elle donne des conférences à l'Université d'Harvard notamment. Elle revient en Turquie en 1939, à la veille de la Seconde guerre mondiale. En 1943, elle fonde la chaire de philologie anglaise, à la Faculté des Lettres d'Istanbul, chaire qu'elle anime durant dix ans. En 1950, candidate du Parti démocrate, elle est élue députée à la Grande Assemblée nationale de Turquie. Elle en démissionnera en 1954.

Chapitre 2. Les tensions entre laïcité et religiosité

Les années qui suivent la disparition de Mustafa Kemal vont amener le multipartisme. Le parti unique, fondé par le père de la Nation, le *CHP* se trouve concurrencé par de nouvelles formations politiques.

La conjoncture internationale et les débuts de la Guerre froide, vont à leur tour influencer la vie politique du pays et quelque peu amoindrir les dispositions de Mustafa Kemal, notamment en matière en politique étrangère, puisque la Turquie qui avait réussi à imposer sa neutralité.

⁵⁸⁸ 18 d'entre elles seront élues et siégeront à la Grande Assemblée nationale de Turquie.

⁵⁸⁹ *Hanim* signifie Madame.

⁵⁹⁰ **Adivar, E**, The Turkish Ordeal, <http://louisville.edu/a-s/history/turks/Turkish%20Ordeal.pdf>.

Celle-ci est au centre d'un enjeu stratégique, qui a débuté bien avant la seconde guerre mondiale. En juin 1941, la Turquie signature d'un traité d'amitié avec l'Allemagne, les forces de l'Axe s'engageant à « *respecter leur inviolabilité territoriale et à développer leurs relations économiques (notamment par l'accroissement des échanges de chromes destinés à l'industrie militaire allemande). L'Allemagne accompagne ces propositions d'un soutien aux ambitions turques sur le nord de la Syrie (Alep) et sur la rectification de la frontière turco-irakienne (Djézireh, Mossoul). La Turquie se rend compte des dangers de cette alliance, lorsqu'en avril 1941, l'Allemagne souhaite profiter de la rébellion de Rashid Ali en Irak pour battre les Britanniques au Moyen-Orient... en faisant passer des troupes à travers la Turquie.*

*La Turquie est cependant inquiète des visées allemandes et italiennes sur les Balkans, tandis que la crainte que l'Allemagne s'ouvre une voie de pénétration vers le Proche-Orient fait naître à Londres le projet d'une entente balkanique. Washington et Londres ne sont cependant pas d'accord sur les mesures à adopter pour amener la Turquie à entrer dans le camp des Alliés. Quelques jours avant l'attaque de Pearl Harbour, les Etats-Unis accordent une aide directe à la Turquie sous les termes de la loi prêt-bail. En décembre 1941, la Turquie fait cependant savoir aux Etats-Unis qu'elle tient à rester en dehors du conflit ».*⁵⁹¹

Le pays a besoin pour dresser un rempart entre elle et le communisme, à la fois des forces nationalistes et de l'islam des confréries présent dans le Caucase.

Par ailleurs, sa position stratégique, qui consistait à maintenir le *statu quo* en politique étrangère en affichant une neutralité n'est plus tenable, au moment où le monde bascule dans la Guerre froide. Ainsi deux forces vont réapparaître l'*Etat-profond* et les partis à caractère religieux provenant souvent des confréries qui depuis les années au pouvoir de Mustafa Kemal sont rentrées en clandestinité ou se sont expatriées. A la faveur du multipartisme elles vont chercher à influencer le jeu politique. La période qui va de la disparition de Mustafa Kemal aux années 1980 est marquée par une tension permanente entre les forces incarnant la laïcité, les partis de gauche et le bloc islamo-conservateur qui a les faveurs de l'*Etat-profond*, un Etat parallèle très actif après la deuxième guerre mondiale, tout en étant étroitement contrôlé, car cet Etat va se substituer à l'Etat officiel turc (**Section 1**). Peu enclin aux concessions il sera malgré tout contraint de reconnaître implicitement le rôle de la religion au

⁵⁹¹ **Flateau, C**, *La neutralité de la Turquie pendant la Seconde Guerre mondiale*, In : les Clés du Moyen-Orient, 23 juillet 2013, <http://www.lesclesdumoyenorient.com>.

sein de la société, car celle-ci représente un rempart idéologique, « une ceinture verte »⁵⁹², contre le communisme (**Section 2**)

⁵⁹² **Del Valle, A.** *Naissance d'un fascisme islamiste ?* In : Politique internationale n°95, printemps 2002, <http://www.politiqueinternationale.com>.

Section 1. l'Etat-profond se substitue à l'Etat turc

La disparition prématurée de Mustafa Kemal a quelque peu désorientée la vie politique turque. Le contexte politique de l'époque est troublé, avec la montée du nazisme et du fascisme et 1938, le pays, ne fait pas exception et s'apprête à traverser une période de grande incertitude quant à son avenir. Au gouvernement, les sympathisants au régime nazi sont nombreux, mais İnönü conserve, avec quelques difficultés le cap en appliquant le principe de la stricte neutralité définie et souhaitée par Mustafa Kemal.

Dans les tensions internationales de la fin des années 1930, la Turquie est apparue de plus en plus comme un enjeu stratégique en Méditerranée orientale. Le pays est un carrefour au croisement des Balkans (où veulent se déployer les ambitions de l'Allemagne et l'Italie), de l'Union soviétique (qui cherche traditionnellement à accéder aux mers chaudes par les détroits) et du Moyen-Orient (que dominant les Britanniques et les Français). Depuis la Convention de Montreux signée le 20 juillet 1936,⁵⁹³ la Turquie a retrouvé une souveraineté absolue sur les détroits et le droit de les remilitariser. Ce rôle d'Etat pivot, qui l'a placé au premier plan d'un dispositif qui sera mis en place par l'OTAN et les Etats-Unis, l'Etat turc n'est pas en mesure de l'assumer. C'est donc l'armée et les forces paramilitaires qui gravitent autour, qui vont se substituer à l'Etat officiel dans les décisions internationales. *L'Etat-profond* va s'ériger en défenseur de l'héritage de Mustafa Kemal, parmi lequel figure la laïcité (**Paragraphe 1**), devenant *de facto* un arbitre de la vie publique turque (**Paragraphe 2**)

⁵⁹³ Dès avril 1935, le ministre turc des affaires étrangères, Tevfik Rüstü Aras, dresse une note aux puissances dans laquelle il demande à ce que la convention de Lausanne soit renégociée et ce afin de renforcer la sécurité de la Turquie. Sa requête fut accueillie favorablement et en 1936, les Puissances se réunirent à Montreux. A l'issue de ces discussions, la Turquie obtint un contrôle très large des détroits. Il est à noter que bien que la convention de Lausanne, le lui interdisait, elle avait entrepris de réarmer les détroits.

Paragraphe 1. L'Etat-profond garant du kémalisme et de la laicit 

Issu du monde militaire comme Mustafa Kemal, l'*Etat-profond*, à la disparition du Père de la Nation, se sent investi du devoir moral de préserver les acquis de l'Etat-nation voulu par le Ghazi. S'il n'apparaît pas immédiatement dans la vie politique, c'est pour respecter la volonté de Mustafa Kemal, qui souhaitait que la Turquie devienne à l'instar des Nations européennes, une démocratie et non plus une nation sous la férule d'un seul maître et d'un parti unique. Ce qui en tout état de cause, ne pouvait être qu'une étape transitoire dans l'éveil de la conscience politique du peuple turc.

Mais, lorsque la situation devient chaotique, menaçant la stabilité même du pays, au plan international, cette force viendra exercer son rôle arbitral. Dans un premier temps, l'Etat-profond méconnu du grand public sera perçu comme une force mystérieuse et occulte sans qu'il ne lui soit possible de la nommer (**A**), cette dernière que l'on a pour coutume de réduire à la seule armée, mais qui englobe les forces régaliennes de l'Etat turc, sera jusqu'au coup d'Etat de 1982, la garde prétorienne de la Nation (**B**).

A.Un pouvoir occulte

L'*Etat-profond*, sont deux termes qui à eux seuls, symbolisent la mutation subie par l'Etat turc. Il s'agit d'un Etat invisible, fantôme, qui tire sa force de son caractère occulte, dont seuls quelques initiés ont accès. Il s'agit d'un Etat dans l'Etat, ou parallèle à la structure étatique. Il est constitué d'un groupe formé de hauts fonctionnaires, de militaires et de membres des forces de sécurité qui agissent de manière indépendante du gouvernement en place ou du politique et considéré comme œuvrant à la protection des intérêts nationaux, y compris par les moyens les plus illégaux.

Tous les observateurs de la vie politique turque, parmi lesquels Etienne Copeaux s'accordent sur son existence : « *Depuis cinquante ans, nous avons eu une alternance de gouvernements, de centre-gauche, de droite, militaire et islamo-conservateur, et quelque soit le gouvernement et le parti au pouvoir, il reste des facteurs de permanence dans la répression, la censure, les*

*arrestations et la torture. La nature de cette répression, qui elle vise et quelles méthodes elle utilise, voilà ce qui fait l'unité de ces cinquante dernières années ».*⁵⁹⁴

De nombreux Etats possèdent leur *Etat-profond*, les Etats-Unis ne font pas exception. Le politologue et diplomate, Peter Dale Scott qui lui a consacré un ouvrage le définit comme étant un Etat dans l'Etat ou parallèle à la structure étatique, qui renvoie à l'existence d'un groupe formé de hauts fonctionnaires, de militaires et de membres des forces de sécurité, des services secrets, qui agissent de manière indépendante du gouvernement.

L'Etat-profond est un système informel et méconnu du grand public, dont l'influence sur l'histoire contemporaine est absolument majeure. « *Agissant le plus souvent en dehors de tout cadre légal, il conditionne secrètement, voire souvent illégalement, les politiques officielles de l'Etat public de Washington, qu'il n'hésite pas à les contredire ou les neutraliser.* »⁵⁹⁵

En turc on l'appelle *Derin Devlet*. Son existence n'est connue du grand public que dans les années 1990, grâce à deux événements dont l'un s'est déroulé en Italie avec l'affaire dite du *Gladio* et qui a porté au jour les agissements d'un parallèle au service de l'*OTAN* et des Etats-Unis et l'autre qui s'est déroulé en Turquie et qui n'est autre que l'accident de *Susurluk*.

On le définit comme un réseau informel, souvent à tort limité à la seule présence en son sein de militaires ; c'est oublier que les civils constituent la plus grande partie de son assise. Une croyance très répandue, lui attribue les crimes les plus odieux de l'après-guerre à nos jours, on pense que *l'Etat-profond* est à l'origine de l'exécution de dissidents, communistes, journalistes et islamistes considérés comme des menaces potentielles pour l'Etat. C'est en partie exact, mais, son action ne se limite pas à cela.⁵⁹⁶

« *On parle d'« État profond » (Derin Devlet) quand on souhaite parler de la culture de la politique en réseaux. Divers incidents ont permis de relier ces réseaux. D'une part, les militaires, lesquels ont mené plusieurs coups d'État dans l'histoire de la Turquie (1960, 1971,*

⁵⁹⁴ **Ravix, A, Pinar Selek** : *en Turquie, l'Etat profond s'acharne*, 6 août 2012, <http://www.pinarselek.fr>.

⁵⁹⁵ **Giraldi, Ph**, *The Legacy of United States Interventionism*, In : *Euro-Synergies*, 12 octobre 2016, <http://ronpaulinstitute.org>.

⁵⁹⁶ De nombreuses définitions sont données, mais toutes échouent à donner une image complète. Les différents politologues ou historiens qui s'y sont consacrés, ne lèvent qu'une partie du voile. Ce qui prouve que l'Etat-profond est tentaculaire.

1980, et un coup d'État qualifié de post-moderne en 1997), tout en véhiculant une image stabilisatrice. Ce fut le cas en 1980, lorsque l'armée organisa la répression des groupes marxistes et d'extrême-droite. Ceux-ci organisaient des assassinats réciproques, créant un climat politique instable, allant jusqu'à la disparition de bon nombre d'entre eux. D'autre part, la mafia turque, dont un certain nombre de ses « parrains » ont financé des activités illégales sur le sol turc, ont profité des coups d'État pour s'enrichir et corrompre officiels et business men. »⁵⁹⁷

Un Etat dans l'Etat⁵⁹⁸ que d'aucuns dépeignent comme inféodé au nationalisme, aux corporatismes et aux intérêts de l'Etat lui-même. Ce qui est une erreur d'appréciation, car l'Etat-profond instrumentalise le nationalisme⁵⁹⁹ en Turquie, pour préserver les intérêts de la Nation turque. Il manipule les groupes nationalistes, tout comme les groupes nationalistes religieux, jusqu'à un certain seuil admis, et dont lui seul en fixe les limites.

Le politologue Jean Marcou, définit la notion d'Etat-profond comme « *un pouvoir occulte instrumentalisé par certains secteurs de l'Etat, des nationalistes et des milieux mafieux, pour s'opposer à la démocratisation et à l'eupéanisation de l'Etat kémaliste.* »⁶⁰⁰

Oran Baskin affirme, quant à lui, que « *l'Etat-profond se manifeste lorsque certains représentants de l'Etat ou institutions dépassent leurs prérogatives légitimes et recourent à la violence pour défendre des intérêts spécifiques.* »⁶⁰¹

L'Etat-profond, c'est pour le sociologue et politologue Ahmet Insel : « *une structure au sein de l'Etat, à l'Intérieur, à la Défense ou aux Affaires étrangères, où des personnes appliquent*

⁵⁹⁷ Ergenekon, « au cœur de l'Etat-profond » In : Nouvelle Europe, 17 décembre 2008, <http://www.nouvelle-europe.eu>.

⁵⁹⁸ Mais qui est le véritable Etat turc.

⁵⁹⁹ Panturquiste et islamo-conservateur, mais aussi de toutes les forces, y compris mafieuses pour assurer la stabilité de l'Etat. L'Etat-profond, c'est la raison d'Etat.

⁶⁰⁰ Marcou, J, *Nouveau rebondissement de l'affaire «Ergenekon» alors que le procès contre l'AKP s'ouvre*, In : Ovipot, 2 juillet 2008, <http://www.ovipot.hypotheses.org>.

⁶⁰¹ Schmid, D, *Turquie: le discours de la crise Repères sur la Turquie*, In : site de l'IFRI, 1^{er} septembre 2008, <https://www.ifri.org/fr>.

*leur propre politique, souvent sans que le gouvernement soit au courant de leurs agissements, pour la raison d'Etat ».*⁶⁰²

On peut illustrer la définition d'Ahmet Insel par l'exemple de Rauf Denktaş (1924-2012) président de la partie turque de l'île de Chypre, autoproclamée du 20 juin 1976 au 17 avril 2005. En 2003, Kofi Annan secrétaire général des Nations-Unies, soumet un plan de résolution du conflit chypriote et invite à la Haye les deux parties de l'île pour discuter.

Quelques semaines avant de s'envoler pour l'Europe, Rauf Denktaş est reçu à Ankara par le premier Ministre Abdullah Gül qui lui demande de ne pas « refuser catégoriquement le plan » de Kofi Annan. Un conseil que le Président chypriote va s'empresse de ne pas suivre, et dès son arrivée à la Haye, ce dernier s'empresse de faire une déclaration pour le moins surprenante : « *je suis venu ici pour répondre non à Annan !* »⁶⁰³. Il est clair qu'en parlant de la sorte, il tuait les pourparlers dans l'œuf. Mais Rauf Denktaş n'agissait pas de sa propre initiative. Lors de son passage à Ankara il avait reçu de manière très officieuse d'autres instructions émanant de l'Etat-profond et des milieux nationalistes pour lesquels le sort de Chypre est un enjeu sensible de politique internationale mais aussi de politique intérieure.

Le politologue Serdar Kaya estime que la genèse de l'*Etat-profond* remonte au Comité Union, et Progrès⁶⁰⁴ ; à ce moment-là, en 1889 une société secrète est fondée par des étudiants en médecine qui n'ont qu'une idée en tête : réformer l'Empire ottoman. En moins de vingt ans, cette société va devenir une organisation politique révolutionnaire avec des ramifications à l'intérieur et à l'extérieur même de l'Empire ottoman.⁶⁰⁵ Leur objectif est de changer la nature du régime et leur action trouvera un aboutissement avec la Révolution Jeunes-Turcs de 1908 et la restauration de la Constitution de 1876 qui avait pour objectif de restreindre les pouvoirs du Sultan et faisait de l'Empire une monarchie constitutionnelle.

⁶⁰² **Ravix, A**, *Pinar Selek : en Turquie, l'Etat-profond s'acharne*, 3 août 2012, <http://www.information.tv5monde.com>.

⁶⁰³ **Blanc, P**, *Chypre : un triple enjeu pour la Turquie*, In : Hérodote, 1^{er} trimestre 2013, pp. 83 – 102.

⁶⁰⁴ **Kaya, S**, *The rise and decline of the Turkish Deep-State : the Ergenekon Case*, In Insight Turkey, vol,11 n°4, 2009, pp.99-113, p.101.

⁶⁰⁵ La thèse défendue par Serdar Kaya doit être prise avec précaution, car à cette date, les jeunes turcs souvent issus des grandes écoles étaient fascinés par l'Occident et tous étaient affiliés aux loges maçonniques. Aisni pour défendre l'Empire ottoman, il n'était pas nécessaire de créer une organisation spéciale, dans les loges l'avenir de l'Empire était à l'ordre du jour.

Le Comité Union et Progrès, comme le note Serdar Kaya, ne fut jamais un parti même après la révolution et continua de procéder comme un comité secret avec un rite initiatique pour ses impétrants, qui sera repris plus tard par un mouvement nationaliste: en référence à cela, de nombreuses critiques du *CUP* ont forgé une expression pour les caractériser : *rical-i gayb*, les gens invisibles.

Le Comité possède une part d'ombre incontestable et l'une d'elle est l'un de ses tueurs à gage, Yakup Cemil (1883-1916) employé par l'Etat, lui-même et abattu sur ordre d'Enver Pasha en personne.

Il est probablement l'auteur de l'assassinat en 1913 du ministre de la défense et de deux personnages haut placés obligeant ainsi le grand vizir à signer l'acte d'abdication. Une première dans l'histoire turque qui noue ainsi avec la tradition des coups d'Etats qui seront fréquents durant les années dites de plomb (1960-1970).

Ces sociétés secrètes gravitent non pas à l'extérieur du champ politique, mais font partie intégrante de l'Etat, et sont une sorte de pouvoir occulte qui œuvre pour la turquification de la société ottomane et qui de ce fait dicte « sa politique » au pouvoir.

L'actuel Président de la République, Recep Tayyip Erdoğan qui connaît parfaitement son existence et son histoire, soulignait au moment de l'Affaire Ergenekon :

*« Je ne suis pas d'accord avec ceux qui affirment que l'Etat-profond n'existe pas. Il existe bel et bien, il a toujours fait partie de la vie politique et n'a pas commencé avec la promulgation de la République ; il remonte à la période ottomane. C'est une tradition. Il doit être minimisé et si possible, même anéanti »*⁶⁰⁶.

La seconde Organisation spéciale *Teşkilat-i Mahsusa*, la première ayant vu le jour au tournant du 19^{ème} siècle est une unité secrète créée par les chefs de l'Ittihad en 1914 et impliquée dans le génocide arménien.

L'existence et l'action de l'Organisation spéciale ont été révélées en avril-mai 1919 lors du procès du Parti Union et Progrès, après avoir été abordées dès la fin de l'année 1918 par les quotidiens turcs, *Hadisat* et *Sabah*.

⁶⁰⁶ Interview réalisée lors de l'émission *İskele Sancak* à la télévision turque *channel Kanal*, le 26 janvier 2007.

Créée en juillet 1914 par le comité central du Comité Union et Progrès (CUP) avec la coopération du ministère de l'Intérieur et de celui de la Justice, l'OS, elle est spécialisée dans l'extermination des convois de déportés arméniens.

L'Organisation, dont le siège du Comité central était situé à Istanbul, fut dirigée par le Docteur Selanikli Nazım, Atif bey, Aziz bey et Cemal bey. Le centre opérationnel d'Erzeroum était sous la responsabilité de Bahattin Şakir.⁶⁰⁷

Midhat Sükrü, le secrétaire général d'Union et Progrès, assurait la liaison entre le Parti et l'Organisation spéciale.

Des prisonniers de droit commun, libérés par le ministère de la Justice et organisés en bandes de combattants irréguliers, les *çete*, furent entraînés dans le centre de Çorum avant d'être envoyés commettre des massacres en Arménie.

Pour le journaliste Markar Esayan : « *l'Etat profond est un modèle étatique issu du coup d'Etat de 1913 perpétré par le Comité union et progrès (CUP), et qui sera ensuite repris par Mustafa Kemal. Un Etat qui administre son propre pays comme le ferait un gouverneur colonial, usant des méthodes les plus cruelles contre sa population, tel est notre Etat profond* »⁶⁰⁸.

C'est sans doute le régime de Mustafa Kemal qui a le moins bien toléré la présence de cet Etat dans l'Etat. Néanmoins l'on trouve la trace de ces sociétés secrètes dans le *Karakol Cemiyeti* ou « société de la sentinelle » qui agissait à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement. Elle assista les efforts de Mustafa Kemal pendant de 1919 à 1923. Elle a probablement vu le jour en 1918 au moment de l'armistice de Moudros, son but étant d'apporter une aide logistique à la guerre menée par les forces nationalistes de 1919 à 1922.

Quoiqu'il en soit, son activité cessera avec l'arrestation de ses membres le 16 mars 1920 à Istanbul. Deux forces incarnent l'*Etat-profond* : le haut commandement de l'armée et le conseil national de sécurité, qui est demeuré occulte jusqu'à une date assez récente.

⁶⁰⁷ Çetinoğlu, S, *Teşkilat-ı Mahsusa*, In : Ermenistan, 10 novembre 2014, <http://www.ermenistan.de>.

⁶⁰⁸ Esayan, M, *Qu'est-ce que l'Etat profond en Turquie ?* In : Zaman, 3 janvier 2013.

Mais son essor et sa puissance de sont certainement liés au changement de cap qui a eu lieu dès les années 1950, au moment même, où la Turquie s'ouvre au multipartisme. Les élites kémalistes, véritables « gardiennes du Temple » veillent à ce l'Etat turc, qui est l'incarnation profonde de la Nation ne disparaisse.

Ces *Zinde Kuvettler* ou forces alertes deviennent « *une instance fondamentalement différente du gouvernement, lequel évolue au gré des aléas que connaît le « peuple »* ». ⁶⁰⁹

Face au jeu des partis, l'Etat-profond incarne l'immuabilité et l'intemporalité, avec pour unique objectif, de protéger la Nation.

La politiste Nur Bolat justifie son existence par la multiplicité des lieux de pouvoir, partagés entre les hommes politiques et les élites étatiques (la bureaucratie et le pouvoir judiciaire, d'un côté, et l'armée, de l'autre, sourcilleux gardiens de l'idéologie officielle, le kémalisme) qui s'est traduit par plusieurs coups d'Etat et de nombreuses interventions directes des militaires dans le jeu politique⁶¹⁰. Jusqu'à une époque récente, l'armée disposait d'un pouvoir institutionnel considérable par le biais du Conseil National de Sécurité (qui rassemble le Président, le Premier ministre, des membres du gouvernement et les chefs d'état-major) dont les recommandations tiennent lieu de feuille de route pour les gouvernements successifs.

Il décide de tout et n'hésite pas à liquider les gouvernements en place, l'un des exemples parmi les plus fameux est l'assassinat par pendaison en 1960 du premier ministre Adnan Menderes suspecté d'avoir des sympathies envers l'islam par l'armée et d'œuvrer pour son officialisation dans les rouages du pouvoir. En 1971, ces mêmes militaires destituent le gouvernement de Süleyman Demirel. Mais il y a aussi l'assassinat de Turgut Özal dont les idées libérales et favorables à un rapprochement avec les Kurdes déplaisaient fortement à certains milieux nationalistes et à *l'Etat-profond*. Ils sont jusqu'à l'affaire Ergenekon les maîtres du jeu politique.

⁶⁰⁹ **Bozarslan, H**, *Histoire de la Turquie, de l'Empire ottoman à nos jours*, p. 401.

⁶¹⁰ **Bolat, N**, *L'affaire Ergenekon : quels enjeux pour la démocratie turque ?* In : *Politique étrangère*, printemps 2011, pp. 41 - 53

B.L'Etat profond, la garde prétorienne de la Nation turque

L'*Etat-profond* est avant tout une force nationaliste, une garde prétorienne⁶¹¹, qui tire sa « légitimité » de l'armée et qui a gagné en puissance dès les années cinquante à la faveur de la Guerre froide⁶¹² et du dispositif mis en place par l'administration américaine et dans lequel la Turquie a été amenée à jouer un rôle clef. Et ce, afin de permettre au pays de jouer son rôle dans la politique de *Containment*⁶¹³. Il fallait, par conséquent assurer la stabilité du pays en muselant les forces communistes, ainsi cette force occulte va se substituer à l'Etat post-kémalien jugé trop faible pour juguler toute tentative de prise de pouvoir par les forces de gauche. Elle va par conséquent œuvrer à la sauvegarde de la Nation turque et préserver la laïcité, héritage de Mustafa Kemal et gage de stabilité au sein du pays.

Il est le chaînon manquant du nationalisme d'Etat⁶¹⁴, qui à la mort de Mustafa Kemal est à la fois panturquiste et islamo-conservateur. L'*Etat-profond* est au-delà de ces deux forces auxquelles il dicte sa propre loi et surtout : « *dans le contexte pluraliste des années 1950 qui redéfinit les rôles entre les deux pouvoirs avec la séparation de l'Etat d'un côté, considéré comme une entité éternelle incarnant la nation, tout aussi éternelle dont la pérennité est assurée par l'armée, une partie de la bureaucratie civile et judiciaire et l'intelligentsia kémaliste de l'autre, chargée de présenter le « peuple »* »⁶¹⁵

Il s'agit d'une force inconnue du grand public⁶¹⁶ qui pourtant n'a jamais cessé, depuis les années 1950, de dicter sa loi, en imposant aux gouvernements successifs sa vision de ce que doit être la Turquie.

⁶¹¹ **Insel, A**, « *Force prétorienne et autoritarisme en Turquie* », In : Dabène, O, Geisser, V, Massardier, G (dir), *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXIème siècle*, La découverte, 2008, pp.133-152.

⁶¹² Cette force nationaliste a gagné ses galons durant la guerre gréco-turque. Evincée du pouvoir par Mustafa Kemal, elle réapparaît à la disparition de ce dernier, se sentant investie de la mission de perpétuer l'héritage de ce dernier.

⁶¹³ Le *containment* ou l'*endiguement* est la stratégie de politique étrangère adoptée par les États-Unis dans l'après-guerre. Il visait à mettre un coup d'arrêt à l'extension de la zone d'influence soviétique au-delà de ses limites atteintes en 1947 et à contrer les États susceptibles d'adopter le communisme.

⁶¹⁴ Le nationalisme est la doctrine de l'Etat turc voulue par Mustafa Kemal.

⁶¹⁵ **Bozarslan, H**, p.381.

⁶¹⁶ Cette force est inconnue du grand public, du moins jusqu'à l'affaire dite de Sursuluk.

Comme l'a caractérisé Peter Dale Scott dans son ouvrage consacré à l'*Etat-profond* aux Etats-Unis, celui-ci agit en dehors de tout cadre, et conditionne secrètement, souvent illégalement, les politiques officielles de l'État public à Washington. Il peut même à certains moments contredire la politique officielle voire la neutraliser. Un parallèle peut donc être effectué avec la Turquie ou l'*Etat-profond* a orchestré les nombreux coups d'Etat, par l'intermédiaire de sa force et représentante légale : l'armée.

Pour comprendre l'implication de ce que l'on a communément l'habitude d'appeler les « forces alertes » de la Nation dans l'Etat-profond, garantes de l'orthodoxie kémaliste, il faut se reporter quelques décennies en arrière.

Les historiens et politologues s'accordent à reconnaître un caractère militaro-bureaucratique à l'Empire ottoman. Avec l'avènement de la République celui-ci va se renforcer. Couronnée par son succès lors de la guerre d'Indépendance et unifiée par la nouvelle idéologie du nationalisme turc, la nouvelle armée républicaine, devient de fait la première institution de la République.

Mais sa place prépondérante dans la société prend véritablement racine à la fin de l'Empire ottoman et pendant la prise de pouvoir des Jeunes-Turcs, dont nombre d'entre eux sont issus des écoles militaires. Au tout début les écoles militaires avaient pour modèle la France, mais la défaite de Sedan en 1870 face à la Prusse rendit le modèle militaire germanique plus attrayant. En 1883, le théoricien militaire Colmar Von der Goltz (1843-1916) répondit favorablement à l'invitation du sultan et se vit confier la tâche de réorganiser l'école militaire sur le modèle de la *Kriegsakademie* de Berlin. Auteur du *Das Volk in Waffen* (la nation en armes), ouvrage fortement teinté de social-darwinisme. Il y était affirmé le caractère inévitable de la guerre, mais aussi la nécessité pour les cadres de l'armée, considérés par Goltz, comme l'élite de la nation : « d'occuper une position supérieure dans l'Etat » ce qui constituait à ses yeux une nécessité, un devoir naturel pour les officiers en tant que classe. Il estimait que « les meneurs-nés sont de grands soldats » et qu'il était « naturel que les grands parmi eux se retrouvent à siéger sur les trônes. »

Cet ouvrage qui sera lu par tous les cadets des écoles militaires aura un immense retentissement, dès sa parution en 1886 dans l'Empire et dans les décennies futures. En 1908,

les Jeunes-Turcs réalisent l'idéal de Goltz, d'une nation militarisée et tous les officiers adhéraient au projet de faire de l'empire « *une nation en armes* ». ⁶¹⁷

Kemal Atatürk, comprit très vite l'importance que celle-ci revêt et affirma très tôt sa volonté de la professionnaliser et la moderniser en se basant sur le modèle des armées occidentales. Il comprit aussi qu'elle serait le ciment de la future Nation.

A l'instar de l'historien et théoricien politique, d'Heinrich Von Treitschke (1834-1896), pour qui l'encadrement militaire prussien constituait le terreau idéal pour éveiller la conscience nationale, Mustafa Kemal pensait que le développement de l'appareil militaire viendrait renforcer le sentiment d'appartenance nationale au sein de la société. Mais cela mettait l'armée en position de veiller à la cohésion de celle-ci.

Cette idée sera favorablement accueillie par l'entourage de Kemal Atatürk, car tous ses compagnons de route, ou presque, sont d'anciens militaires, et en se retirant dans ses casernes, l'armée laissait les hommes politiques du *CHP* et la bureaucratie civile occuper l'espace public. Dans le même temps, ces nouvelles élites à la tête du pays issues de l'armée étaient une garantie pour les militaires, que leurs idées et valeurs politiques allaient être représentées : « *Bénéficiant d'un prestige général et d'un statut privilégié en tant que première institution du nouvel Etat, l'armée pouvait se consacrer à son rôle essentiel : la sauvegarde de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale* ». ⁶¹⁸

Mais dans les années 1950 à la faveur du multipartisme, de nouvelles élites font leur apparition sur la scène politique. Ces transformations s'accompagnent de mutations socio-économiques, placent l'armée dans une situation qu'elle vit de manière inconfortable. La victoire du *DP* aux élections de 1954, va complètement bouleverser la donne, car l'armée qui jouissait d'une certaine liberté, se trouve inféodée au parti. Le civil prend le pas sur le militaire, ce qui n'est pas du goût des militaires qui en 1960 font leur premier coup d'Etat, d'autres suivront. Désormais l'armée se pose en arbitre de la vie politique et intervient auprès de l'exécutif, jouant le rôle d'une force prétorienne.

⁶¹⁷ **Bozarslan, H**, *Révolution française et Jeunes Turcs (1908-1914)*, In : Revue du monde musulman et de la Méditerranée, vol 52, n°, 1989, pp. 160-172.

⁶¹⁸ **Ünsaldi L**, « *Du rôle politique de l'armée en Turquie* », In : Revue Tiers Monde, n° 194, 2008, pp. 261-279.

C'est à travers le *Milli Güven Kurulu* ou conseil national de sécurité que l'armée manifeste ses volontés sur les questions intérieures de la politique nationale, sur les Kurdes ou le génocide arménien ou sur la laïcité ou sur des questions extérieures Chypre, le Kurdistan irakien, l'embargo sur l'Arménie.

L'existence du *Milli Güven Kurulu* comme organe de l'Etat-profond a été révélée en 1997 par une commission d'enquête parlementaire. Il apparaît que le *MGK* réunit l'Etat major général et de tous les hauts commandants militaires du Premier ministre et de quelques ministres. Leurs décisions portent sur tout ce qui concerne le pays et ses réunions se tiennent sous l'autorité du président de la République turque. C'est à la fois un organe civil et militaire à travers lequel l'armée pèse de tout son poids sur la gestion des affaires publiques.

Le *MGK*, est la courroie de transmission de l'*Etat-profond*, car c'est lui qui fait et défait les gouvernements turcs. Ainsi toute réglementation ou loi adoptée par le parlement ou le conseil des ministres ne peuvent être mises en œuvre sans son aval.

Dans la structure du *MGK*, les militaires sont en nombre dominant ce qui signifie que les décisions prises sont celles de l'armée. Il ne peut y avoir désaccord avec les décisions prises par le *MGK*, et ce, quel que soit le gouvernement en place. Autrement dit, tout gouvernement en place est tenu d'appliquer ses règles, sous peine de destitution.

La réunion d'enquête parlementaire a révélé que « *durant les réunions du MGK, le document de la sécurité nationale ou comme on l'appelle aussi la constitution secrète ou encore le livre rouge est placé sous les yeux des représentants du gouvernement. Le message est simple : « c'en est terminé pour le programme de votre parti ou des élections »*⁶¹⁹. Le *MGK* verrouille la vie politique et confisquait la démocratie, lors de coups d'Etat, il dissoudra même la Grande Assemblée. La sociologue Pinar Selek raconte la chose suivante : « *l'Etat profond* » ne fait aucun doute. « *Depuis cinquante ans, nous avons eu une alternance de gouvernements, de centre-gauche, de droite, militaire et islamo-conservateur, et quelque soit le gouvernement et le parti au pouvoir, il reste des facteurs de permanence dans la répression, la censure, les arrestations et la torture. La nature de cette répression, qui elle vise et quelles méthodes elle utilise, voilà ce qui fait l'unité de ces cinquante dernières années* ». ⁶²⁰

⁶¹⁹ *Le fascisme en Turquie*, rapport du Front Révolutionnaire de Libération du Peuple, 14 mars 2001, <http://lesmaterialistes.com>.

⁶²⁰ **Ravix, A**, *Pinar Selek : en Turquie, l'Etat profond s'acharne*, <http://www.pinarselek.fr>.

Son moyen d'action est la violence et d'autres moyens de pression ont été employés pour manipuler les élites politiques et économiques en toute impunité, permettant à certaines actions de s'inscrire dans le cadre démocratique et le paysage politique.

Gardienne autoproclamée de la Turquie laïque, l'armée turque n'a cessé d'intervenir dans la vie politique en fomantant des coups d'Etat en renversant des gouvernements qui avaient, à ses yeux, perdu le contrôle du pays ou avaient pris des libertés avec les dogmes anticommuniste ou laïc prônés par Kemal Atatürk

Ses sympathies à l'égard du panturquisme sont dictées par les circonstances et la conjoncture. Après les Accords de Yalta, le monde entre en pleine Guerre froide, aussi l'intérêt est de se ranger du côté américain, le panturquisme fera de même. Une coalition se forme, mais dès que la mouvance panturquiste inclinera du côté de l'islam, leurs chefs seront arrêtés.⁶²¹

En 1980, à la suite d'un coup d'Etat, le général Kenan Evren (1917-2015) prend le pouvoir par la force et réécrit la Constitution qualifiée de « sécuritaire » et permettant « *d'inscrire le droit légal de l'armée à renverser un gouvernement* »⁶²². Toujours vigilants quant à l'orientation politique du pays, ils déposent en 1997, ils déposent le gouvernement islamiste de Necmettin Erbakan, mentor de l'actuel Premier ministre. A la même époque, Recep Tayyip Erdoğan, alors maire d'Istanbul, lit un poème aux accents islamistes, qui lui vaut quatre mois de prison ferme.⁶²³

Quand l'AKP arrive au pouvoir en 2002, le nettoyage au sommet débute. Plusieurs procès retentissants rouvrent à partir de 2003, le livre des années noires de la dictature militaire et des réseaux clandestins, l'affaire Ergenekon va lui faire perdre son statut de force incontournable dans la vie politique et économique et Recep Erdoğan parvient à coups de purges et de procès à décimer sa hiérarchie.

⁶²¹ Ce sera le cas d'Alparslan Türkeş, fondateur des *Loups gris* (1917-1997).

⁶²² **Serjanian, J**, *L'armée turque, un recours risqué pour le pouvoir*, In : Géopolis, 21 juin 2013, <http://geopolis.francetvinfo.fr>.

⁶²³ Il s'agit du poème nationaliste de Ziya Gökalp : « Les minarets sont nos baïonnettes, les coupoles nos casques/les mosquées sont nos casernes, les croyants nos soldats/cette armée divine garde ma religion »

Dès 2007, des instructions fleuves mettent en accusation des dizaines de militaires. Comme le général Çetin Doğan (1940) qui préparait, selon la justice, une série d'attentats destinés à semer le chaos en Turquie et à justifier une intervention pacificatrice de l'armée. Au total, 365 officiers d'active ou à la retraite sont ainsi jugés depuis 2010.⁶²⁴

Carence de l'Etat lui-même ou croyance en son peu d'efficacité, c'est ce qu'a reporté l'ancien président Süleyman Demirel selon laquelle certain membres de l'armée appartenant à l'Etat profond sont persuadés depuis la chute de l'Empire que le pays est toujours l'objet de convoitises et prêt à disparaître.

Mais quoiqu'il en soit le même Süleyman Demirel définira cette force militaire comme capable de seconder l'Etat existant et légitime en cas de fortes turbulences

Mais de beaucoup d'observateurs l'Etat-profond n'est pas une alliance, mais la somme de groupes qui parfois de manière antagoniste travaillent derrière la scène politique turque à la poursuite de leurs propres intérêts.

Les premières rumeurs officielles remontent aux années 1970 au moment où le premier ministre n'est autre que Bülent Ecevit (1925-2006), il sera d'ailleurs le premier à laisser échapper le nom de contre-guérilla.⁶²⁵

Cette culture politique va persister et conserver ses liens avec l'ultranationalisme et l'armée et elle permet de commettre des actions conjointes, le plus souvent contraires aux droits de l'homme et perpétrées au nom de la "mère patrie".

Hamit Bozarslan a constaté que l'Etat en Turquie se reproduit dans le temps avec ses propres fragmentations internes et sa capacité ou son obligation à intégrer parfois de manière très risquée, des acteurs privés ou parapublics. Et ce, y compris dans le domaine par définition régalién de la sécurité intérieure : *"la formation de bandes en uniformes des escadrons de la mort, des services de renseignement semi-autonomes et des milices rurales kurdes fortes d'environ 10 000 hommes, dans les années 1990, montre à quel point l'Etat est obligé de tolérer les espaces de son propre contournement. Il en va de même dans d'autres domaines,*

⁶²⁴ Serjanian, J, Ibidem.

⁶²⁵ Ganser, D, *NATO's Secret Armies. Operation Gladio and Terrorism in Western Europe*, Franck Cass, Londres, 2005, p. 236-242.

de la Justice notamment, souvent rendue par des mécanismes d'arbitrage informels et non par des tribunaux".⁶²⁶

L'*Etat-profond* n'a cessé de prendre de l'importance et seule la période allant de la proclamation de la République à la deuxième guerre mondiale correspond à l'idéal de L'Etat éternel et supranational. Il se pose en garant de l'héritage de Mustafa Kemal, même si parfois, il s'accommode, pour sa propre survie, de la présence d'influences sulfureuses, y compris d'orientations idéologiques autres que celles voulues par Mustafa Kemal.

Le terme « d'émanation » au sens ésotérique du terme ne semble pas trop fort pour qualifier les forces étatiques auxquelles, l'*Etat-profond* a donné naissance et qui lui sont inféodés et qui reçoivent ses consignes directement de lui. Aucune d'entre elle n'aurait la possibilité de décider seule, de la stratégie à adopter sans son aval. Aussi, pendant des décennies, les représailles exercées par chacun des groupes dont il va être question n'a été comprise des citoyens turcs, comme des observateurs de la vie politique.

Les émanations prouvent si besoin était, que l'*Etat-profond* est un *Deus ex machina*, capable d'influer sur n'importe quelle situation.

Ces forces qui sont chargées de contrer une éventuelle invasion soviétique sont connues sous le nom de *Stay-Behind* ou Contre-guérilla. Mais surtout, ce sont des forces qui ne seront connues du grand public que très tardivement et agiront dans l'ombre de l'armée turque et avec la bénédiction officielle de l'Etat turc.

De par le rôle qu'il joue au sein de l'*OTAN*, l'Etat-profond va acquérir une puissance au plan national, sans limites.

De nombreuses forces vont constituer son bras armé et agir sur ses ordres. Une armée secrète se constitue alors avec des structures clandestines capables de résister à une invasion des forces du Pacte de Varsovie Europe de l'Ouest.

Et dès 1948 la Turquie envoie près de seize officiers aux Etats-Unis pour y suivre une formation en guérilla et parmi eux l'on retrouve Turgut Sunalp, Ahmet Yıldız, Suphi

⁶²⁶ **Bozarslan, H.** *Histoire de la Turquie.* p.404.

Karaman, and Fikret Ateşdağlı et Alparslan Türkeş. Tous formeront le cœur de ce dispositif de lutte.⁶²⁷

Le Conseil National Suprême de Défense donne son aval en 1952 à la création du *Seferberlik Taktik Kurulu*, or *STK* ou groupe de mobilisation tactique.

Celui-ci deviendra à partir de 1965 le *Özel Harp Dairesi* dont l'acronyme est *OHD* (Département de la guerre spéciale) et se présente comme une unité dite « des opérations spéciales » de l'armée turque et sera dissout en 1992. En 1994, *ÖHD* devient le : *Özel Kuvvetler Komutanlığı* ou *ÖKK*.

Le *MIT* ou *Milli İstihbarat Teşkilati* ne sont autres que les services de renseignements turcs, qui sont créés en 1965 avec l'aide de la *CIA*. Daniele Ganser a recueilli les informations de Sabahattin Savasman : *«Il existe au sein de la CIA un groupe d'une vingtaine d'agents au moins qui collaborent avec le MIT et agissent dans les plus hautes instances du service. Ils contrôlent le partage des informations aussi bien que la coopération lors des opérations conjointes menées en Turquie et à l'étranger. Notre service collabore avec la CIA depuis les années 1950 [...] tous les équipements technologiques que nous utilisons nous ont été fournis par la CIA. Bon nombre de nos employés ont été formés à l'étranger par la CIA. Le quartier général du MIT a été construit par la CIA.» «Tout l'équipement destiné aux interrogatoires, des instruments de torture, des appareils les plus simples aux plus sophistiqués, provient de la CIA. Je le sais pour l'avoir moi-même utilisé. Le coût des opérations en Turquie et à l'étranger était couvert par le budget de la CIA».*⁶²⁸

A titre d'exemple d'opération commune du *MIT* et de la *CIA*, Savasman mentionne aussi l'agent du *MIT* Hiram Abas. *«Abas avait pris part à des opérations menées conjointement avec la CIA au Liban, opérations dont il avait tiré des revenus considérables et qui*

⁶²⁷ **Kara, M**, *Derin devlet, büyük reis, çetesi ve çetelesi*, In : Evrensel, 12 octobre 2016 <https://www.evrensel.net>

⁶²⁸ **Güttinger, H**, *L'Europe après la Seconde Guerre mondiale : Démocraties libres ou satellites des USA ?* In : Horizons et débats n°24, 19 juin 2008, <http://www.mondialisation.ca>.

*consistaient à prendre pour cible des jeunes gauchistes dans les camps de réfugiés palestiniens. Il recevait en outre des primes pour ses bons résultats sur le terrain».*⁶²⁹

Les *Özel Tim* (équipes spéciales) présentent de nombreuses similitudes avec les escadrons de la mort sous le régime de Pinochet au Chili. Car elles sont en fait des bandes qui, comme le souligne Hamit Bozarslan, vont jusqu'à s'approprier les pouvoirs étatiques dans les villes et les régions qu'elles contrôlent, taxant la population et imposant.⁶³⁰ Elles utilisent des méthodes que l'on peut qualifier de mafieuses, en ce sens qu'elles accordent une « protection » rétribuée aux personnes qui se sentent menacées. Beaucoup d'exécutions extrajudiciaires sont commises par des membres de ces unités prétendument « anti-terroristes » qui font régner leur propre terreur.

L'historien Etienne Copeaux les qualifie de : *« fiers-à-bras qui, dans la presse, apparaissent systématiquement en tenue de combat, souvent en gilet pare-balles, coiffés d'un béret. La plupart portent la moustache tombante des Loups gris, qui fait presque partie de l'uniforme ; c'est chose d'autant plus frappante que toute pilosité faciale est interdite dans l'armée régulière. »*⁶³¹

Quoiqu'il en soit, leur « spécialité » c'est la guerre intérieure et en particulier la lutte contre le PKK *« et comme les équipes spéciales sont l'avant-garde du combat pour la nation turque telle que l'entend l'idéologie dominante, celle que défend Türkiye : la nation turque-musulmane, la STI. De leur point de vue, on ne peut pas être contre la nation ni contre l'islam. Or le PKK se dresse contre un Etat qui est d'essence turco-musulmane. C'est pourquoi les adversaires doivent être considérés comme des traîtres à une nation musulmane. »*⁶³²

⁶²⁹ **Güttinger, H** *Les armées secrètes de l'OTAN, Réseaux Stay Behind, Gladio et Terrorisme en Europe de l'Ouest, un livre de Daniele Ganser*, In : Horizons et débats N° 24, 9 juin 2008, pp.300-301.

⁶³⁰ Des procédés qui ne sont pas sans rappeler ceux imposés par la mafia, qui en échange de leur protection exige des populations un tribut.

⁶³¹ **Copeaux, E**, *La guerre - Les équipes spéciales (Özel tim)*, In : Esquisses n°39, 27 mai 2013, <http://www.susam-sokak.fr/article-esquisse-n-39-la-guerre-les-equipes-speciales-ozel-tim-118080292.html>

⁶³² **Copeaux, E**, Ibidem.

La feuille de route de ces groupes sera *le Field Manual 30-31B*. Selon un document de l'état-major américain les armées secrètes de l'OTAN avaient entre autres aussi la mission d'empêcher ou d'éliminer des gouvernements qui ne convenaient pas aux Etats-Unis. En 1961, elles planifièrent, mais sans succès, un putsch contre le gouvernement de Gaulle. En 1967, elles renversèrent en Grèce le gouvernement Papandréou et y installèrent une junte militaire des plus brutales.

En Turquie, elles participèrent aux putschs militaires de 1960, de 1971 et à celui du général Evren de 1980.

Le *Field Manual 30-31B* contient en autres choses, la description des opérations pratiquées sous fausse bannière. Il s'agit d'attentats terroristes initiés ou perpétrés par des services secrets ou les armées clandestines de l'OTAN et qui ont ensuite été imputés aux communistes ou aux socialistes ou aux minorités.

Dans certains pays membres de l'OTAN, on a, selon Daniele Ganser, eu recours à ce concept secret : « *Cette lutte contre l'ennemi intérieur faisait partie du concept dans certains pays. Elle faisait partie de la « stratégie de la tension » et reposait sur le terrorisme* ». ⁶³³

Cette stratégie quasi diabolique fut appliquée avec le plus de succès, à l'aide d'attentats à la bombe et de massacres contre la population que l'on attribua ensuite à l'adversaire politique, c'est-à-dire à la gauche.

Les hommes des *özel tim* ne combattent pas seulement sur le terrain des opérations, ils peuvent éventuellement devenir des hommes de main. En 1955, ils s'illustreront par le pogrom ou émeutes d'Istanbul visant les minorités du pays.

Le pogrom a été décidé par le groupe tactique de mobilisation de Turquie, une unité clandestine des forces spéciales du pays. Le général quatre étoiles Sabri Yirmibeşoğlu (1928-) bras droit du général Kemal Yamak (1924-2009) dirigeant l'antenne turque du réseau *Gladio*⁶³⁴, rappelle son implication dans le pogrom, la décrivant comme une « magnifique opération qui a porté ses fruits ».

⁶³³ *Gladio, l'Armée secrète de l'OTAN*, In : L'inexpliqué en débat, 17 mai 2015, <http://www.inexplique-endeбат.com>.

⁶³⁴ **Le Gladio** (« Glaive » en italien) désigne le réseau italien des *stay-behind*, une structure créée sous l'égide du ministre de l'Intérieur, Mario Scella dès le lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour parer à une menace d'invasion soviétique.

Elles ont lieu après que la nouvelle de l'explosion d'une bombe le jour précédent dans la maison de Mustafa Kemal, a été diffusée.

L'enquête révèle très vite que cet attentat a été mené par Oktay Engin, à la fois étudiant à l'Université de droit de Thessalonique et agent du *MIT* and Hasan Uçar, employé au consulat turc de Thessalonique.⁶³⁵

Après une détention de quelques jours, ils seront finalement relâchés, en raison de leur immunité diplomatique. Mais à Istanbul les esprits s'échauffent et le 6 et le 7 septembre des émeutiers en colère, la plupart acheminés par avance en camion dans la ville, prennent d'assaut le quartier grec d'Istanbul pendant neuf heures. Bien qu'ils n'appellent pas explicitement au meurtre de leurs victimes, plus d'une douzaine de personnes décèdent, pendant ou après le pogrom suite aux bastonnades et aux incendies volontaires. Les communautés juives et arméniennes sont elles aussi victimes d'exactions.

L'historien Spiros Vryonis donne des détails sur l'implication du parti au pouvoir et des syndicats contrôlés par le gouvernement, mis à contribution pour amasser les émeutiers autour d'Istanbul. Dix des dix-huit branches stambouliotes de l'association « Chypre est turque »⁶³⁶ sont des responsables du Parti démocrate, mais dont on sait qu'ils faisaient partie de l'Etat-profond et du *Gladio* qui a orchestré ces émeutes. Cette association joue un rôle crucial pour fomenter des attentats contre les Grecs. La plupart des émeutiers sont originaires d'Anatolie occidentale et, dans son étude de cas sur Eskişehir l'auteur montre comment le parti y recrute 400 à 500 ouvriers travaillant dans des usines locales et auxquels sont distribués des billets de train de troisième classe afin qu'ils se rendent à Istanbul.⁶³⁷ On leur promet alors l'équivalent de 6 dollars américains, qui ne seront jamais payés. Ils sont accompagnés de policiers d'Eskişehir et de dirigeants locaux du parti chargés de coordonner les destructions et pillages, une fois la masse des travailleurs scindée en groupes de 20 à 30 hommes. Mais on a aussi pris soin de recruter dans les bas-fonds d'Istanbul.

⁶³⁵ **Kilic, E**, "*Bombayı atan da vali oldu*", In : Sabah, 7 juillet 2008.

⁶³⁶ **Vryonis, S**, *The Mechanism of Catastrophe: The Turkish Pogrom of September 6–7, 1955, and the Destruction of the Greek Community of Istanbul*, Greekworks.Com Inc , mai 2005, New York, 659 p.

⁶³⁷ **Kuyucu, A,T**, « *Ethno-religious 'unmixing' of 'Turkey': 6-7 September riots as a case in Turkish* » In : Nation and Nationalism, Vol 11, n° 3, juillet 2005, pp.361-380.

Ces événements tragiques qui débutent sur la place Taksim et se poursuivent jusqu'au soir, touchant surtout le quartier de Beyoğlu (Pera). Les magasins grecs sont pillés et détruits, particulièrement ceux situés le long de la rue Yüksek Kaldırım.⁶³⁸ À 18 heures, de nombreuses boutiques grecques de l'avenue Istiklal, la grand rue de Beyoğlu, sont pillées. Les marchandises des commerces vandalisés s'accumulent sur la chaussée de plusieurs rues commerçantes où les pillards les jettent.

Les exactions s'arrêtent à minuit, suite à l'intervention de l'armée turque. Ces événements tragiques auront pour conséquence la proclamation de la loi martiale et la reprise en main de la société turque par l'armée.

Autre conséquence, si quelques décennies plus tôt, Mustafa Kemal avait procédé à un échange de population, avec cette « nuit de cristal », les autorités turques n'auraient pas besoin de s'entendre avec les autorités grecques. Le pogrom accélère le départ des Grecs d'Istanbul : la communauté passe de 135 000 membres avant l'attaque à 7 000 personnes en 1978 pour atteindre le chiffre de 2 500 personnes en 2006.⁶³⁹

Selon certains analystes, on peut voir l'action conjointe des services secrets et des *Loups gris* car il ne fait aucun doute que cet événement s'inscrit dans le processus de turquisation commencé durant le déclin de l'Empire ottoman plus que dans le cadre d'un conflit bilatéral entre deux États. Pour étayer ce constat, ils rappellent qu'à l'époque des faits, environ 40 % des biens fonciers stambouliotes appartenaient aux minorités.

Un bilan fait état de 4348 magasins grecs saccagés, 110 hôtels, 27 pharmacies, 23 écoles, 21 usines, 73 églises principalement grecques-orthodoxes, 2 monastères, une synagogue, un millier de maisons appartenant à des Grecs sont soit détruits, soit sévèrement endommagés.⁶⁴⁰

Selon les estimations du consulat américain, 59 % des commerces détruits appartiennent à des membres de la communauté grecque, 17 % aux Arméniens, 12 % aux juifs et 10 % à des musulmans. Selon la même source, 80 % des maisons détruites ont des propriétaires grecs, le

⁶³⁸ **Meropi, A**, *Les Grecs d'Istanbul au XIXe siècle, histoire socioculturelle de la communauté de Pera*, Brill Leyde-Boston, 2012, 421 p.

⁶³⁹ **Kersauzie, L**, *6 septembre 1955 : pogrom anti-grec et anti-chrétien à Istanbul*, In Medias-presse info, 6 septembre 2014, <http://www.medias-presse.info>.

⁶⁴⁰ **Dalègre, J**, *Entre Grèce et Turquie : une situation délicate, les minorités*, In : Cahiers balkaniques, n° 33, 2004, <http://www.ceb.revues.org>.

reste se répartit entre 9 % pour les Arméniens, 3 % pour les juifs et 5 % pour les musulmans.⁶⁴¹

Cette opération montée de toutes pièces, sous fausse bannière est parfaitement en accord avec les directives de l'*Etat-profond* et de l'aveu même du général de corps d'armée Fatih Güllapoglu a été montée par le « Département de guerre spéciale » ou *Özel Harp Dairesi*.⁶⁴²

Mais pas seulement puisque l'on connaît désormais le rôle joué par le *JITEM*, acronyme du service de renseignements de la gendarmerie turque, dont l'existence a été révélée par Abdülkadir Aygan l'un des transfuges les plus connus du PKK⁶⁴³. Ses aveux concernant *JITEM* sont apparus dans le livre *İtirafçı: Bir JITEM'ci anlatti* ou « Transfuge : un collaborateur du *JITEM* rapporte », des propos partiellement corroborés par l'ancien commandant de gendarmerie, Teoman Koman lors d'une interview au quotidien *Radikal* du 16 février 2006 : « *Il n'y a aucune formation légale ou illégale au sein de la gendarmerie du nom de JITEM, mais un groupe hors de la gendarmerie entretient des activités illégales sous ce nom* ». *JITEM* est l'abréviation de *Jandarma İstihbarat ve Terörle Mücadele* ou service de renseignements et antiterrorisme de la gendarmerie.

Créé en 1980, l'article 5 de la loi n° 2803 lui assigne pour tâche le rôle dévolu à toute gendarmerie en termes de maintien de l'ordre, quant à l'article 4, il prévoit un transfert de compétences au ministère de l'Intérieur pour les frontières les eaux territoriales la protection contre les activités de contrebande N°. 6815.

Dans la réalité, ses attributions vont au-delà de ce qui est prévu par la loi 2803, car cette émanation de l'*Etat-profond*, a été créé pour lutter contre le *PKK* et est responsable de nombreux enlèvements, de mesures d'intimidation, et d'exécutions sommaires sur des membres du *PKK*. Aygan, ex chef des opérations a révélé que 80% de ces assassinats étaient l'œuvre du *JITEM*. Il a également avoué que les détenus du *JITEM* étaient invariablement assassinés et pour confirmer ses dires, il a donné trente noms de victimes.⁶⁴⁴

⁶⁴¹ *Pogrom d'Istanbul*, In : Diakonina, 7 septembre 2010, <http://www.diakonima.gr>.

⁶⁴² **Gasnot, B**, *Les attaques sous faux drapeaux*, 3 janvier 2016, <http://timpouce94.over-blog.com>.

⁶⁴³ **Perrier, G, Truc, O**, *Turquie : les fantômes d'une "sale guerre"*, In : Le Monde, 13 avril 2009, <http://www.lemonde.fr>.

⁶⁴⁴ **Azadi, M**, *Turquie: les aveux d'un commando sur le massacre des kurdes*, In : Mediapart, 23 mars 2011, <https://blogs.mediapart.fr>.

Tuncay Güney ex agent du *MIT* chargé d'infiltrer le *JITEM* a affirmé que les hommes de Veli Küçük, travaillant pour le *JITEM*, tuaient leurs prisonniers à l'acide et enterraient les corps dans des puits appartenant au consortium étatique *BOTAŞ*.⁶⁴⁵

Nous ne disposons pas des chiffres exacts sur les exactions commises sur des hommes politiques de l'Anatolie du sud-est. Selon les services secrets, on dénombre près de 1550 meurtres non résolus commis entre 1990 et 2000.

Il aura fallu attendre quelques années pour que toute la lumière soit faite sur l'assassinat de militaires turcs, prétendument, à l'époque des faits, exécutés par les membres du *PKK*, ce qui avait pour effet de créer une animosité entre Kurdes et Turcs.

Le 24 mai 1993, un bus transportant des soldats non armés de Malatya à Bingkiol est attaqué par les combattants du *PKK*, environ dix kilomètres avant sa destination, les combattants du *PKK*.⁶⁴⁶ Ils arrêtent le bus et capturent les soldats.

Dans les premières heures qui suivent, ils exécutent trente-trois d'entre eux, plongeant la Turquie dans le deuil et éveillant les humeurs nationalistes et chauvinistes de la société turque. Une série d'événements a montré par la suite que, derrière ce crime odieux, se cachait l'État-profond. Selon des observateurs, il a été ourdi par le *JITEM*, pour créer une vague de réactions dans l'opinion publique turque contre le *PKK*, et pour saboter les avancées du gouvernement Turgut Özal qui souhaitait trouver un règlement au conflit avec les Kurdes et de mettre fin de facto à la trêve unilatérale décrétée par Abdullah Öcalan, le 20 mars 1993, de concert et à l'instigation de l'ancien président de la République, Turgut Özal.⁶⁴⁷

Une association des Droits de l'homme estime qu'entre 1989 et 2008 le *JITEM* est impliqué dans 5000 crimes,⁶⁴⁸ à ce jour non résolus. C'est ce que l'on appelle en Turquie les *Faili*

⁶⁴⁵ *Ergenekon indictment reopens gendarmerie major's murder case*, In: Today's Zaman, 13 August 2008.

⁶⁴⁶ **Kutschera, C**, *La "sale guerre" du Kurdistan racontée par les Soldats turcs...* 28 février 2000, <http://www.chris-kutschera.com>.

⁶⁴⁷ **Malhuret, Cl, Haut, Cl Aïchi, L**, *La Turquie : une relation complexe mais incontournable*, Rapport d'information n° 736 (2015-2016) fait au nom de la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, déposé le 29 juin 2016.

⁶⁴⁸ **Diler**, *Acquittement pour tous les accusés du JITEM Cizre*, In : Nouvelle Turquie, 7 novembre 2015, <http://www.nouvelleturquie.com>.

Meçhul ou crimes toujours impunis faute d'en connaître les auteurs ou les commanditaires. Les principales victimes sont les journalistes, les défenseurs des droits de l'homme des intellectuels et des activistes politiques. Le *JITEM* serait responsable de 1500 cas de disparitions. Mais si c'est forces agissent dans l'ombre, il en est une autre qui occupé le devant de la scène politique, parfois un peu trop, au goût de l'Etat-profond, qui n'a pas hésité en 1980 à emprisonner ses membres. Il s'agit des *Loups gris* qui ont fait régner la terreur en Turquie, mais aussi sur d'autres terrains de chasse. Leur intransigeance quant à la laïcité est totale, mais plus encore lorsque le désordre pouvant être occasionné par le nationalisme et la religion d'une part et les mouvants d'extrême gauche d'autre part, mettent en péril la stabilité de l'Etat qui est d'essence kémaliste.

Paragraphe 2. L'arbitre du jeu politique

La disparition prématurée de Mustafa Kemal en 1938 n'a pas permis d'aller jusqu'au bout de réalisations souhaitées, « *Je ne mourrai pas en laissant l'exemple pernicieux d'un pouvoir personnel. J'aurai fondé auparavant une République parlementaire libre, aussi éloignée du bolchevisme que du fascisme* »⁶⁴⁹. Une phrase qui traduit les préoccupations d'un homme à la fin de sa vie, qui porte la responsabilité de l'avenir de peuple. Mustafa Kemal n'a pas pu entièrement mener à bien sa tâche.

Ainsi, l'Etat a eu un moment de flottement, l'absence d'un guide charismatique capable de montrer la voie à suivre, mais la reprise en mains par l'Etat-profond est synthétisée par une phrase : « *cet Etat, n'est pas sans propriétaires* »⁶⁵⁰. C'est donc à l'Etat profond qu'incombe la tâche de perpétuer l'œuvre et la pensée de Mustafa Kemal, agissant tantôt en guide, tantôt comme une sanction, avec une arme indiscutable les coups d'Etat (**A**) et la confiscation du pouvoir en agissant de manière directe sur la constitutionnalisation du pays en s'octroyant notamment deux leviers de pouvoir dans la Constitution de 1982 (**B**).

⁶⁴⁹ **Zarcone, Th**, *De l'Empire ottoman à la République d'Atatürk*, Gallimard, Paris, 2005, p. 63.

⁶⁵⁰ « Bu devlet sahipsiz degil »

A. Le coup d'Etat de 1960

L'*Etat-profond* fait officiellement irruption par deux fois dans la vie politique turque, et de manière brutale. Le 27 mai 1960, il organise un coup d'Etat par l'intermédiaire d'un groupe d'officiers de l'armée turque, contre le gouvernement du Parti démocrate, élu par le peuple. La seconde fois à la fin des années 1970, avec le coup d'Etat à l'issue duquel la Constitution de 1982 sera promulguée et le pouvoir sera entre les mains des militaires qui finalement céderont leur place à Turgut Özal, candidat idéal à la présidence, en raison de sa proximité idéologique avec les Etats-Unis, et dont la candidature sera favorablement accueillie par l'*Etat-profond*.

Les investigateurs de ce coup d'État donnent le pouvoir au Général Cemal Gürsel, qui, n'avait eu aucun rôle dans le coup d'État, comme chef de l'État, Premier Ministre et Ministre de la Défense. La junte militaire redonna le pouvoir aux civils 17 mois plus tard, en octobre 1961⁶⁵¹, date à laquelle une nouvelle Constitution vit le jour. Jean Marcou estime qu'elle a permis de déboucher sur le régime le plus libéral que le pays n'ait jamais connu : « *on procéda à une analyse encyclopédique des Constitutions du monde pour offrir aux rédacteurs du nouveau texte l'expertise la plus actualisée, on n'hésita pas à innover dans de nombreux domaines, notamment dans celui de l'Etat de droit en créant une cour constitutionnelle et en instaurant un contrôle de la constitutionnalité. [...]. L'élaboration d'une Constitution fut placée sous le contrôle d'une assemblée constituante composée de membres élus par les partis politiques et les organisations sociales* »⁶⁵²

Néanmoins ces avancées ne sauraient faire oublier la présence de cet Etat dans l'Etat, et au moment où la nouvelle Constitution voit le jour, le président Celal Bayar, le Premier ministre Adnan Menderes et quelques autres membres du gouvernement ont été arrêtés et jugés par un tribunal irrégulier nommé par la junte, sur l'île de Yassıada dans la mer de Marmara. Les hommes politiques ont été accusés de haute trahison, mauvaise utilisation des fonds publics et abrogation de la Constitution.

⁶⁵¹ « Coup d'État dirigé par le général Cemal Gürsel en Turquie » In : Perspective. Monde, s.d, <http://www.perspective.usherbrooke.ca>.

⁶⁵² **Marcou, J**, *Le mouvement constitutionnel*, In : *La Turquie*, (dir) **Vaner**, Fayard, 2005, S, p.104.

Les procès se finirent avec l'exécution par la pendaison d'Adnan Menderes, du Ministre des Affaires Étrangères Fatin Rüştü Zorlu et le Ministre des Finances Hasan Polatkan sur l'île d'İmralı le 16 septembre 1961.

L'intervention de l'*Etat-profond*, sera moins dramatique pour Necmettin Erbakan (1926-2011) fondateur du Milli Görüş, proche des deux grandes figures de la droite traditionnelle turque, Süleyman Demirel et Turgut Özal. Au début des années 1970, il prend ses distances avec la droite qu'il accuse d'avoir bradé l'économie nationale au profit d'hommes d'affaires.

Il devient le porte-parole d'une troisième voie qui situe idéologiquement entre le capitalisme et le communisme. A la suite d'un différend avec Süleyman Demirel, il crée le 26 janvier 1970, son propre parti, le Milli Nizam Partisi⁶⁵³, premier parti de l'islam politique turc. Le parti affiche dès le début son rejet du communisme, son refus de voir la Turquie adhérer à la Communauté économique européenne. Il affiche également un antiaméricanisme virulent.

Sans doute inspiré par les thèses de la synthèse turco-islamique, il désigne lors d'une réunion de son parti, « *les pères fondateurs spirituels se trouvent le Sultan Mehmet II, dit le Conquérant, le Sultan Murat, Ulubatlı Hasan, le Sultan Yavuz Selim, Orhan Gazi* »⁶⁵⁴. La référence à ces personnages qui appartiennent à la période ottomane et à la piété incontestable, refait son apparition dans le discours politique qui semble osciller vers un nationalisme qui exclut les éléments non turcs.

Mais l'existence du *MNP* est de courte durée le 5 mars 1971, le parti fait l'objet d'une enquête judiciaire et le 20 mai, la Cour constitutionnelle prononce sa fermeture pour cause d'activités anti-laïques. La dissolution du parti survient lors du coup d'Etat militaire qui dépose Süleyman Demirel. Erbakan se réfugie en Suisse et le 11 octobre 1972, le Milli Selamet Partisi⁶⁵⁵ est créé selon les directives d'Erbakan. Il donne naissance à une organisation de jeunesse qui prendra part à tous les combats de rue de la période, en s'opposant aux mouvements communistes : la *MTTB*⁶⁵⁶. Le parti gagne très rapidement en popularité et aux élections de 1973, il remporte 11,8% des suffrages et obtient 48 sièges à la *GANT*. En 1977, il

⁶⁵³ Le parti de l'Ordre national.

⁶⁵⁴ **Chevion, N, Pérouse, J-F**, *Erdoğan, nouveau père de la Turquie ?* Editions François Bourin, 2016, p.67.

⁶⁵⁵ Le parti du Salut national.

⁶⁵⁶ *Milli Türk Talebe Birliği* ou Association nationale des étudiants turcs.

enregistre un recul avec 8.56% des votes, il obtient 24 sièges ce qui lui permet le 26 janvier 1974 de former un gouvernement de coalition avec le *CHP* de Bülent Ecevit. Erdogan obtient le poste de vice-premier ministre Pour la première fois dans l'histoire de la République turque : « *l'accord de coalition signé avec le CHP prévoit l'instauration de cours de morale à l'école, l'ouverture de nouvelles écoles d'imam et de prédicateurs et le libre accès de leurs élèves à l'université. Cette arrivée aux affaires est également l'occasion de faire entrer des milliers de fidèles du parti et des confréries dans la fonction publique* »⁶⁵⁷.

Ces atteintes répétées contre la laïcité, et la situation délétère consécutive aux affrontements des mouvements de gauche et aux mouvements islamo-conservateurs, ce qui génère une violence que le gouvernement ne parvient pas à réprimer. Pas plus qu'il ne parvient à garantir la souveraineté de la Nation, dont la puissance soviétique constitue la principale menace. Autant de nécessités qui réclament le recours au coup d'État et qui amènent une fois de plus l'armée turque à intervenir par un putsch à l'issue duquel l'état d'urgence est proclamé : « *Le coup d'État n'étant pas la suspension de la logique de la raison d'État, mais plutôt sa réalisation, son accomplissement* »⁶⁵⁸. Le parti d'Erdogan est une fois de plus interdit par les atteintes à la laïcité. L'armée reprend donc le contrôle de la rue et de la politique en destituant les chefs de partis et en proclamant une nouvelle Constitution au sein duquel l'Etat-profond apparaît au grand jour.

B. La Constitution de 1982

A l'issue du coup d'Etat de 1980, l'armée décide de s'octroyer une place dans la future constitution qualifiée de « sécuritaire »⁶⁵⁹. Elle parvient à placer le Conseil de sécurité nationale, Milli Güvenlik Kurumu ou *MGK*. Désormais l'*Etat-profond* devient un acteur officiel de la vie politique. Le Conseil est présidé par le président de la République et

⁶⁵⁷ **Chevion, N, Pérouse, J-F**, *Erdogan, nouveau père d la Turquie ?* Editions François Bourin, 2016, p.70.

⁶⁵⁸ **Nigro, R**, *Quelques considérations sur la fonction et la théorie du Coup d'Etat*, n°77, In : Collège international de philosophie, 2013, pp.69 à 81

⁶⁵⁹ **Marcou, J**, *Turquie, la constitutionnalisation inachevée*, In : les architectures constitutionnelles des pays arabes, 200, pp. 53-73

comprend le chef d'état-major, les quatre généraux qui commandent les Forces armées (air, terre, mer) et la gendarmerie, le Premier ministre, le ministre de l'Intérieur, le ministre des Affaires étrangères, le ministre de la Justice et les vice-Premiers ministres.

Il est une véritable instance de contrôle et de surveillance qui renforce le rôle de « gouvernement-bis »⁶⁶⁰.

La présence du *MGK* apparaît à l'article 118 et ses pouvoirs sont fixés : « *Le Conseil de sécurité nationale se compose, sous la présidence du Président de la République, du Premier ministre, du Chef d'état-major général, des Vice-premiers ministres, des ministres de la Justice, de la Défense nationale, de l'intérieur et des Affaires étrangères, des Commandants des Forces terrestres, navales et aériennes et du Commandant général de la Gendarmerie.*

Selon les particularités de l'ordre du jour, les ministres ou les personnes concernées peuvent être convoqués aux réunions du Conseil en vue d'être consultés.

Le Conseil de sécurité nationale communique au Conseil des ministres ses décisions ayant valeur de recommandations en matière de détermination, fixation et application de la politique de sécurité nationale de l'État ainsi que son avis au sujet de l'établissement de la coordination nécessaire à cet égard. Les décisions du Conseil de sécurité nationale relatives aux mesures qu'il estime indispensables en vue de sauvegarder l'existence et l'indépendance de l'État, l'intégrité et l'indivisibilité du territoire et la paix et la sécurité de la société sont évaluées par le Conseil des ministres. Le Président de la République fixe l'ordre du jour du Conseil de sécurité nationale en tenant compte des propositions du Premier ministre et du Chef d'état-major général. Lorsque le Président de la République est dans l'impossibilité d'y assister, le Conseil de sécurité nationale tient ses réunions sous la présidence du Premier ministre. L'organisation et les fonctions du Secrétariat général du Conseil de sécurité nationale sont réglementées par la loi. »⁶⁶¹

Il est à noter que ce qui préoccupe l'*Etat profond*, ce ne sont pas les libertés individuelles, mais simplement la préservation de l'intégrité étatique et la pérennité de l'héritage de Mustafa Kemal. A ce titre le Général Kenan Evren, à la tête du Coup d'Etat de 1982 affirmait : « *Une*

⁶⁶⁰ **Marcou, J**, « *L'imbroglio constitutionnel en Turquie (2007-2010)*, Actes du colloque Nantes-Galatasaray », 16 mai 2010, <http://www.revue-signes.info>.

⁶⁶¹ (Alinéas 1 et 3 modifiés par la loi n° 4709 du 3.10.2001).

*fois parachevée (Constitution), personne ne pourra plus rien dire contre la nouvelle Constitution. L'idéologie du peuple turc consiste en les principes et idéaux d'Atatürk. Nous enseignerons cette idéologie aux générations à venir et nous intégrerons cette idéologie en tout les cours de nos écoles. Les individus ont des droits et libertés, mais ils les ont tous passés à l'Etat. Bien sûr il y aura des associations, mais celles-ci limiteront de leurs activités à leur raison d'être originelle.*⁶⁶²

Ce qui témoigne de l'importance de l'héritage kémaliste et d'une certaine peur du désordre qui pourrait détruire le legs du père de la Nation turque, ce qu'il promet alors est une sorte de catéchisme kémaliste à l'usage interne, puisque toutes les écoles, du primaire, jusqu'aux écoles professionnelles et militaires recevront un enseignement kémaliste.

Quant aux droits et libertés fondamentales, ses propos ne laissent que peu de doute : ils sont tout simplement confisqués.

La Constitution de 1982, va accroître les prérogatives du Président de la République, lesquelles dépassent celles de la *GANT*. Cet octroi n'est pas un hasard, quand on sait que Kenan Evren à la suite du Coup d'Etat assumera les fonctions de Président de la République, de 1980 à 1989.

Les principaux adversaires de l'*Etat-profond* vont être les mouvements de gauche, la religion musulmane, que cet Etat craignait de voir s'implanter à nouveau dans le pays. Mais, c'est le gouvernement présidé par Bülent Ecevit qui va être le premier à entreprendre l'éviction des militaires. En effet, en 2001, ce dernier souhaite voir la Turquie intégrer l'*UE* veut offrir l'image d'une Turquie libre et non sujette aux coups d'Etat militaires. Aussi, l'article 118 qui lui octroyait le pouvoir de défaire les gouvernements est révisé en 2001 et le Conseil est alors réduit à l'état consultatif. C'est une première atteinte au pouvoir de l'Etat-profond.⁶⁶³

⁶⁶² Déclaration de Kenan Evren, le 25 juillet 1982, In : Info-Türk, Bruxelles, Juillet-août 1982, p.3

⁶⁶³ **Marcou, J** « *L'imbroglie constitutionnel en Turquie (2007-2010)* », Actes du colloque Nantes-Galatasaray, www.revue-signes.info, 16 mai 2010.

Section 2. Les Tentatives du religieux s'immiscer dans le jeu politique

Dès 1950, les mouvements hors-la loi pendant la période kémaliste refont une percée dans la société turque. L'idéologie kémaliste qu'Atatürk a imposée de manière autoritaire, comme le modèle à suivre, n'a pas réellement réussi à s'enraciner. Cette idéologie sans doute trop radicale, qui faisait table rase d'un passé pluriséculaire dans lequel le religieux participait de la puissance étatique et à sa pérennisation, était encore fragile et sans doute la disparition prématurée de Mustafa Kemal a contribué à fragiliser. Aussi, dès 1949 on assiste à un rejet de la laïcité qui s'exprime ouvertement (**Paragraphe 1**) et produira un état d'extrême tension entre la laïcité et la religion. Mais dans les années 1970-1980 apparaît une idéologie qui réunira la turcité et la religion, une étape nécessaire et consensuelle qui aura pour effet de réconcilier les turcs avec leur identité turco-musulmane (**Paragraphe 2**).

Paragraphe 1. Le rejet de la définition laïque de la Nation

La laïcité kémaliste s'est imposée par la force, dans un Etat qui ne concevait pas la sécularisation, et à une société qui n'y était guère préparée, sinon peut-être dans les grandes villes. Il est évident, comme le relève un certain nombre d'auteurs, que le refoulement par la force de la religion ne pouvait qu'entraîner son retour sous diverses formes ultérieurement. L'objectif de la laïcité ne doit pas non plus être perdu de vue.

Le sécularisme de Mustafa Kemal n'est pas parvenu à convaincre le peuple d'Anatolie composé en grande partie de villageois dont l'existence est réglée par la religion et le droit coutumier. Par ailleurs, les confréries soufies que l'on a privées de leurs lieux de cultes et de leur sphère d'influence perçoivent cette sécularisation, comme une intrusion de la pensée occidentale⁶⁶⁴ dans leur mode de vie⁶⁶⁵ et qui va inciter la jeunesse issue de cette mouvance à basculer dans le nationalisme le plus extrême.

Ce rejet prend des formes de violence extrême, et les membres de la confrérie Ticani⁶⁶⁶ s'en prennent aux bustes et aux statues de Mustafa Kemal. Cette confrérie réputée pour son extrême violence et son fanatisme religieux est à l'origine d'une cinquantaine d'incidents, dans le pays, de 1949 à 1951. Ses agissements cesseront après l'exil sur l'île de Tenedos, puis l'assignation à résidence sur l'île d'Imroz, du fondateur du mouvement, Kemal Pilavoğlu (1906-1977) et la promulgation de la loi relative aux crimes commis contre Atatürk, dite *Atatürk Aleyhine İlenen Suçlar Hakkında Kanun*,⁶⁶⁷ qui stipule :

⁶⁶⁴ La réforme de Mustafa Kemal rejetait tout ce qui rattachait le peuple turc à l'Orient. Aussi, cette révolution des consciences, obligea les Turcs à adopter le système métrique occidental, le calendrier grégorien, le vendredi ne fut plus le jour de congé hebdomadaire, mais le dimanche.

⁶⁶⁵ **Erguner, K.**, *La flûte des origines. Un soufi d'Istanbul*, Plon, 2013, p.287.

⁶⁶⁶ La confrérie a été créée par deux confréries soufies. Elle s'est répandue au Maroc, Sénégal, en Egypte et dans le Hedjaz. Elle a été créée dans la première moitié du 19^{ème} siècle par Abu Muhammad Al Tijani. Kemal Pilavoğlu, alors étudiant en droit, en deviendra membre en 1930 et introduire la confrérie en Turquie.

⁶⁶⁷ Loi n° 5816, adoptée le 25 juillet 1951.

Quiconque insulte publiquement ou maudit la mémoire d'Atatürk est incarcéré avec une lourde sentence entre un et trois ans (art 1).

Pour tous ceux qui enfreignent la loi, une sentence lourde entre un à cinq ans de prison est rendue à quiconque, brise, ruine ou barbouille une statue, un buste ou un monument représentant Atatürk ou la tombe d'Atatürk (art.2).

Ces dispositions concernent aussi « *Quiconque encourage les autres à commettre les crimes décrits dans les paragraphes ci-dessus est puni comme s'il avait commis le crime (art.3)* ». ⁶⁶⁸

Cette répression de la part du gouvernement Menderes amènera les confréries à adopter la voie de la clandestinité ou de l'exil, qui vont par leur influence croissante sur la diaspora turque installée dans les pays européens, regagner du terrain en politique nationale (**A**). Mais la politisation de l'islam va créer des tensions au sein de la société turque, entre d'une part les mouvements religieux qui font cause commune avec le nationalisme de droite et d'autre par l'Etat-profond (**B**).

A. La diaspora turque et le pouvoir des confréries

En butte contre le pouvoir et l'*Etat-profond*, L'islam va se développer au sein de la diaspora turque et notamment en Allemagne. Ces confréries vont s'associer au mouvement nationaliste et profiter de l'ouverture des sociétés d'accueil pour se développer.

C'est le cas des Süleymanci dont l'origine remonte aux années 1940 et qui a été créé par, Süleyman Hilmi Tunahan (1888-1959), appartenant à la confrérie des Nakşîbendi. Dès 1950, il met sur pied un réseau de cours coraniques clandestines. Dans les années 1970, elle s'implante en Europe⁶⁶⁹ au sein de l'immigration, en particulier en Allemagne autour de

⁶⁶⁸ 1) Si les crimes décrits dans le premier article sont commis par un groupe de deux individus ou plus, en public ou dans des endroits publics ou au moyen de la presse recevront la pénalité imposée accru d'une proportion de la moitié. 2) Si les crimes décrits dans le second paragraphe du premier article sont commis en employant la force... la pénalité sera doublée.

⁶⁶⁹ **Gökalp, A**, "Les fruits de l'arbre plutôt que ses racines: le Suleymanisme", In : actes du colloque Naqshbandis : cheminements et situation actuelle d'un ordre mystique musulman : Actes de la Table ronde de Sèvres, Edités par **Gaborieau, M, Popovic, A et Zarccone Th**, 2-4 mai 1985, pp.413-427

l'Union des centres islamiques. Elle a créé des formations paramilitaires en collaboration avec l'extrême droite, le *MHP*.

La confrérie se pose en rivale de l'islam politique et notamment du Milli Görüs (vision nationale) et du Diyanet. Il s'agit d'une mouvance millénariste et anti-kémaliste.

Le mouvement Süleymanci regroupe des mosquées et des écoles coraniques sous le vocable de Centre culturel islamique ou *Islam Kültür Merkezi*. Les Süleymanci ont toujours affirmé représenter la majorité de l'islam organisé par les immigrés en Allemagne, sans que cela puisse être démontré dans les faits. Bien que présents partout en Europe, leur influence paraît sensiblement moindre que celle de Milli Görüş qui a été fondé en 1971 par Necmettin Erbakan (1926-2011) en Allemagne⁶⁷⁰. En 1992, on estimait l'audience du mouvement en Allemagne à 20.000 membres contre 500.000 pour le mouvement de la vision nationale. Près de 270 centres culturels Süleymanci existaient en Allemagne.⁶⁷¹

Aux Pays-Bas la confrérie compte une vingtaine de centres, 13 en Belgique et 11 en Suède. Dans ce dernier pays, ils bénéficient d'une reconnaissance officielle exceptionnelle, au même titre que les mosquées sous l'autorité du Diyanet. La Suède est le seul pays où les Süleymanci sont mieux implantés que le mouvement Milli Görüş.

L'organisation est également présente, mais de manière plus confidentielle en Suisse, en France, en Autriche et au Danemark.

Il s'agit d'un groupe fortement hiérarchisé et discret, qui n'affectionne pas particulièrement la publicité. Des documents émanant des Süleymanci sont rares. Le mouvement entretient également certains contacts avec des églises en Allemagne. Mais la politisation s'est effectuée sur le territoire de la République, en toute liberté. Mais certains excès perçus comme une insulte à la laïcité ont amené l'Etat-profond à réagir et à imposer la loi martiale, suivi de révisions de la Constitution.

⁶⁷⁰ **Manço, U** "*Des organisations socio-politiques comme solidarités islamiques dans l'immigration turque en Europe*", Les Annales de l'Autre Islam, Institut national des Langues et des Civilisations orientales, n° 4, 1997, pp. 97-133.

⁶⁷¹ **Manço, U**, Ibidem.

B.L'islam s'affirme comme une force politique

La réémergence de l'islam sur la scène politique va avoir lieu sous le gouvernement formé par Adnan Menderes et symbolise l'attachement d'une grande partie de la population à sa croyance originelle. En 1946 est fondé le parti démocrate (DP) dont l'un de ses fondateurs est Adnan Menderes (1899-1961). Il est le premier dirigeant démocratiquement élu de l'histoire turque, et dirigera le pays de 1950 à 1960.

D'abord proche de la doctrine conçue par Mustafa Kemal, il prend ses distance avec le mouvement, car il trouve l'étatisme, qui est l'une des *Six flèches* du programme de Mustafa Kemal, trop étouffant pour la vie culturelle et économique.⁶⁷² Il se montre particulièrement critique à l'égard de la classe politique qu'il fustige pour son immobilisme et dénonce l'ignorance totale des dirigeants du pays vis-à-vis des difficultés de la paysannerie. Avec Fuat Köprülü, Refik Koraltan, Celal Bayar il remet la fameuse motion, dite « *la motion des quatre* »⁶⁷³, au groupe parlementaire du *CHP*, pour demander une révision du statut intérieur du parti et de certaines lois. Les signataires de « la motion des quatre ». Cette demande de révision aura pour conséquence leur éviction en 1945, du *CHP* alors dirigé par Ismet Inönü, et crée le 7 janvier 1946 avec son camarade Celâl Bayar (1883-1986), le Parti démocrate qui enregistre aux élections avec 53 % des voix, l'alternance s'effectue et Ismet Inönü quitte la présidence au profit de Celâl Bayar. Ce dernier nomme Adnan Menderes Premier ministre et le charge de constituer un nouveau gouvernement. Durant son premier mandat, il construit patiemment le parti, essaie de lui donner une assise locale. Grand propriétaire terrien, il est néanmoins proche des problèmes de la classe paysanne, dont il recherche le soutien. Celle-ci était délaissée par les élites d'Istanbul, elle l'est tout autant par celles d'Ankara. Ce à quoi, il veut remédier.

Il tente de moderniser leurs méthodes de travail en mécanisant l'agriculture, en développant le système coopératif et en décentralisant l'industrie. L'opposition critiquera le clientélisme de Menderes qui ne manque pas d'exonérer d'impôt les producteurs agricoles, facilite l'obtention de crédit et fait en sorte que l'État achète le blé à un prix deux fois plus élevé que le cours mondial. Parallèlement, il fournit aux paysans plus de 42 000 tracteurs. Mais dès ses début, le

⁶⁷² Zürcher, J, E, *Turkey: a Modern History*, I.B.Tauris, 2004, p. 397.

⁶⁷³ *L'histoire de la République turque*, <http://turquie.cc>.

parti est en butte à des critiques l'accusant de préparer un agenda anti séculaire et lors du congrès national du parti qui a lieu du 27 au 29 juin 1953, le président du congrès, et membre du *MP* ou Millet Partisi Yusuf Hikmet Bayur (1851-1980) ainsi que quarante membres accusent le chef du gouvernement d'être de farouches opposants de la révolution kémaliste.

La riposte du gouvernement sera autoritaire et la fermeture, le 9 juillet 1953, de deux mille permanences du *MP*, seront décidé, qui à son tour sera dissout le 27 janvier 1954. Le Parti accuse le *DP* d'avoir agi ainsi pour attirer le vote religieux.

Aux élections du 2 mai 1954, grâce aux résultats d'une économie turque florissante, le DP enregistre un score de 58,4 % ce qui lui vaut 503 sièges à la *GANT*, contre 35,1% et 31 sièges, pour le parti de Mustafa Kemal.

Jusqu'aux élections de 1957, on assiste dans la vie politique à des références à l'islam et Adnan Menderes n'hésite pas à citer des passages du Coran dans ses discours. Il est accusé par les Kémalistes d'instrumentaliser l'islam à des fins politiciennes.

Aux élections du 27 octobre 1957, le parti de Menderes accuse un certain recul avec 48,6 % ce qui lui vaut 426 sièges sur 610. Quant au *CHP*, son score est de 41,4% et 178 sièges⁶⁷⁴

C'est un accident d'avion qui va précipiter la chute de Menderes, le 17 février 1959, l'avion qui le conduit ainsi que la délégation turque en Grande-Bretagne s'écrase peu avant d'atteindre l'aéroport de Gatwick. Douze personnes sont tués, mais Menderes en sort parfaitement indemne.⁶⁷⁵

L'accident est exploité par son parti, comme un signe, cela ne fait aucun doute, le chef du gouvernement est un envoyé sur terre pour gouverner la Turquie au nom du prophète. Une ferveur religieuse s'empare de certains milieux proches du pouvoir et des lectures publiques du Coran sont données un peu partout dans le pays. Menderes subit des pressions de son gouvernement qui lui demande de mettre en place un agenda visant à réislamiser le pays. Cédant à ces injonctions, le gouvernement créé, en 1959, l'Institut supérieur de l'islam qui est intégré au sein de l'Université d'Istanbul.

⁶⁷⁴ **Jenkin, G**, *Political Islam in Turkey, running west, heading east*, Editions Palgrave Macmillan 2008, 274 p, p.213.

⁶⁷⁵ **Jenkins, G**, *Ibidem*.

Le gouvernement, fort du soutien des milieux religieux s'enlise dans une dérive autoritaire et le 27 mai 1960, il est destitué par le coup d'État militaire qui installe le Général Cemal Gürsel à sa tête. Ce dernier porte la marque de *l'Etat-profond*⁶⁷⁶ et a été ourdi par trente-sept officiers de l'armée turque. Le putsch militaire conduit Menderes ainsi que les membres dirigeants du parti en prison.

Les charges qui pèsent sur lui sont lourdes, car il est accusé d'avoir violé la Constitution, ce qui lui vaut d'être condamné à mort par pendaison le 17 septembre 1961⁶⁷⁷ sur l'île d'Imrali ainsi que deux de ses ministres, Fatin Rüştü Zorlu, ministre des Affaires étrangères et Hasan Polatkan, ministre des Finances.

Le 9 juillet 1961 est promulguée la nouvelle Constitution qui stipule dans son préambule que la révolution qui a permis de déposer le gouvernement Menderes a été faite par la Nation qui a fait usage de son droit contre le régime qui par ses attitudes extra constitutionnelle et extra juridiques⁶⁷⁸ avait perdu sa légitimité.

Cette Constitution marque la reprise en main par *l'Etat-profond* et le kémalisme des affaires de l'Etat. Aussi, dans le même préambule, un grand principe du kémalisme est réaffirmé, il s'agit de la formule édictée par Mustafa Kemal : « *La paix dans la Patrie et la paix dans le monde* »⁶⁷⁹ dont le Ghazi faisait usage pour signifier le principe de non intervention de la Turquie. En effet, la présidence de Menderes avait été marquée par des heurts sanglants à Chypre.

⁶⁷⁶ La réaction brutale de l'Etat-profond est aussi motivée par le fait que depuis la victoire du DP aux élections de 1954, l'armée qui jusqu'alors jouissait d'une certaine liberté, se trouve inféodée au parti. Le civil prend le pas sur le militaire, ce qui n'est pas du goût des militaires qui en 1960 font leur premier coup d'Etat

⁶⁷⁷ Il faut voir dans cette exécution, la main de l'Etat-profond et des Etats-Unis qui depuis l'incident de la Baie des Cochons menaient une guerre impitoyable contre le communisme et tous ceux qui par leurs décisions risquaient de créer un désordre favorable à son implantation. L'assassinat du Président Kennedy est la conséquence de cette politique impitoyable, mais aussi la mort du Président Allende et du premier ministre Patrice Lumumba.

⁶⁷⁸ L'un des chefs d'accusation portait sur l'implication du gouvernement dans le pogrom d'Istanbul de 1955 et qui visait la population grecque. Nous savons qu'il n'en n'est rien et que ces pogroms ne furent pas commis sur ordre du gouvernement.

⁶⁷⁹ Une formule qui se traduit par *Yurtta sulh, cihanda sulh*.

Le gouvernement de Menderes est tombé pour avoir négligé l'article 2 de la Constitution de 1937 qui posait le principe suivant : « *l'Etat turc est républicain, nationaliste, populiste, étatique, laïque et révolutionnaire* ».

Le problème à cette tension permanente entre les deux pôles antagonistes de la politique turque va favoriser l'émergence d'un mouvement nationaliste et religieux, qui va être agréé par l'Etat-profond, car il est vecteur de stabilité. Il s'agit de la synthèse turco-islamique qui est aujourd'hui encore l'idéologie de l'Etat et d'une grande partie de la classe politique.

Paragraphe 2. La Synthèse turco-islamique, une idéologie consensuelle

La *synthèse turco-islamique* va permettre aux trois courants dont se réclament les intellectuels turcs de coexister sans heurts et politiquement elle va donner naissance au nationalisme islamo-conservateur. Le mouvement est né dans les années 1970 et réunit le nationalisme, l'islam et l'ottomanité, tout en reconnaissant à Mustafa Kemal le mérite d'avoir créé la Turquie, et ce faisant, avoir fait obstacle au projet de dépeçage des Nations occidentales. Il va sans dire qu'il se caractérise par une certaine hostilité à l'égard du monde occidental et de ses valeurs.

La *Türk-Islam sentezi* ou synthèse turco-islamique est élaborée par des intellectuels de droite pour contrer la poussée de l'humanisme associé au socialisme, et pour faire obstacle à la présence de groupes de gauche proches du régime soviétique. Prétendument respectueuse des principes kémaliste, elle postule dans la réalité, l'harmonie de l'islam sunnite et de la turcité, comme fondations de la culture nationale turque.

« Le concept de « synthèse turco-islamiste » désigne une vision nationaliste des rapports entre la Turquie et l'islam, dans leur dimension historique, culturelle, politique et géopolitique. Selon cette idéologie, l'identité turque se serait accomplie dans l'islam en même temps que celui-ci aurait bénéficié du rôle de bouclier et de porte-drapeau joué par les

*Turcs : sans l'islam, la culture turque se serait évanouie, et sans les Turcs, l'islam se serait affaibli ou sclérosé ».*⁶⁸⁰

La personnalité turque y est donc définie comme essentiellement musulmane : l'islam-religion y est perçu comme un ciment national contre le communisme et la lutte des classes.

*On peut partiellement définir la synthèse turco-islamique comme une réaction anti-occidentale. Elle est une forme d'idéologisation de l'islam, mais au lieu de proposer un replis sur les seules valeurs coraniques, elle préconise un retour à une « culture nationale » turque, considérée comme le produit d'une synthèse entre le passé propre aux Turcs d'une part et l'islam d'autre part ».*⁶⁸¹

Dès 1984 est créé le *DİTİB*⁶⁸² ou *Union des affaires culturelles turco-islamiques*, courroie de transmission de la synthèse turco islamique et qui est placée sous l'autorité de la Diyanet. Elle gère en France pas moins de 250 lieux de cultes musulmans et 151 imams sont rémunérés par Ankara. L'objectif de cette création est de maintenir le lien entre les Turcs expatriés et la mère patrie⁶⁸³, mais aussi de poursuivre l'islamisation de la population, tout en inculquant aux jeunes générations les notions d'amour de la patrie et les principes du nationalisme.

Si les théoriciens de la *synthèse turco-islamique* reconnaissent au kémalisme le mérite d'avoir redonné foi en eux-mêmes, aux Turcs, force est de constater que l'on assiste à une ré-introduction de l'islam dans la vie sociale et politique de la Turquie, et donc à un tournant du kémalisme. D'après les vues de ce syncrétisme ethnico-religieux, l'islam a transcendé la culture turque qui sans lui n'aurait pas survécu. De son côté, la civilisation turque a sauvegardé la foi du Prophète, qui sans elle, aurait disparu sous les assauts des croisés au 11^{ème} siècle.⁶⁸⁴

⁶⁸⁰ **Copeaux, E**, « *Ahmed Arvasi, un idéologue de la synthèse turco-islamique* », In : *Turcica*, tome 30, 1998, pp. 211-223.

⁶⁸¹ **Leguil-Bayart, J-F**, *Turquie : un nationalisme est-européen et post-impérial*, In : HAL, 2005, pp.1-16, <https://halshs.archives-ouvertes.fr>.

⁶⁸² *Diyanet İşleri Türk-İslam Birliği*

⁶⁸³ La DİTİB est aussi présente en Allemagne.

⁶⁸⁴ **Hür, A**, *Du « turc barbare » au « Turc musulman »*, 9 octobre 2014, <http://repairfuture.net>.

A partir de là les écoles formant les imams et prédicateurs sont rouvertes remettant ainsi en cause le principe de laïcité voulu par Mustafa Kemal.

Les trente ans de kémalisme (1922-23-1950) n'auront sans doute pas suffi aux Turcs pour concevoir leur identité d'un point de vue strictement laïc, d'autant plus que pour certains, la perception kémaliste de l'histoire strictement anatolienne est ressentie comme une amputation d'une partie de l'identité turque.

Désormais l'Empire ottoman et ses références, jusque là bannies à la fois du discours officiel et de la vie politique, sont utilisés comme référence à un âge d'or, au détriment des Thèses d'histoire.

Dès 1945, le multipartisme est instauré en Turquie et la scène politique dominée par les panturquistes, permet l'émergence d'un courant « nationaliste croyant s'exprimant dans de nombreuses revues panturquistes : *Millet, Orhun, Kopuz, Büyük Doğu* : « Ainsi, de 1945 à 1950 apparaît à droite une tendance plus religieuse incarnée surtout par Necip Fazıl Kısakürek (1904-1983) fondateur du journal *Büyük Doğu* »

La bonne raison pour adopter la synthèse turco-Islamique tient à la politique étrangère et aux forces d'après-guerre qui sont en train de se mettre en place. La crainte de la Turquie demeure la « contamination » marxiste et la propagande de son puissant voisin l'URSS, pour certains intellectuels de sensibilité nationaliste, les Maisons du peuple voulues par Mustafa Kemal sont des lieux de diffusion du marxisme et pour contrebalancer cette influence en 1961 sont créés les Club des Intellectuels, lieu où intellectuels nationalistes et religieux pourront s'exprimer.

Cette peur du marxiste est exprimée dès 1936 par Necip Fazıl Kısakürek⁶⁸⁵ (1904-1983), qui fonde le journal *Ağaç* (arbre) avec d'autres écrivains parmi lesquels Ahmet Hamdi Tanpınar, Ahmet Kutsi Tecer et Mustafa Şekip Tunç, qui prirent la résolution de suivre la voie spirituelle et idéaliste, contrairement à certains écrivains qui se positionnent en faveur d'un matérialisme et du marxisme et parmi eux, on retrouve Burhan Belge, Vedat Nedim Tör, Şevket Süreyya Aydemir et İsmail Husrev Tökin proche du magazine *Kadro* dont le fondateur est Yakup Kadri et qui a influencé de nombreux intellectuels. Il faut sans doute y voir un symbole, mais Kısakürek va transférer le magazine *Ağaç* d'Ankara à İstanbul, capitale de

⁶⁸⁵ Necip Fazıl Kısakürek est l'idéologue de l'Union nationale des étudiants turcs ou MTTB à laquelle a appartenu Tayyip Erdoğan.

l'Empire ottoman. Tout un symbole, qui en dit long sur le traumatisme vécue par les élites turques, dont la perte de l'Empire reste un drame national, mais aussi individuel.

Réunis en congrès en 1967 et 1969, les nationalistes (panturquistes) adoptent le mot d'ordre d'Ibrahim Kafesoğlu : « *Etant donné les grands dangers qu'ils encourent, les Turcs ont besoin d'un élan courageux et d'un mouvement fondé sur la foi* ». ⁶⁸⁶

La foi, est envisagée, ni plus ni moins comme un élément s'insérant dans le paysage culturel des Turcs. Proche de Mustafa Kemal, et comme l'affirme Etienne Copeaux, Ibrahim Kafesoğlu a toujours veillé à exprimer, au moins formellement, une déférence à l'égard d'Atatürk et du kémalisme, comme en témoignent les nombreux éditoriaux qu'il publia dans ce sens dans la revue *Türk Kültürü*.

A l'inverse, l'écrivain et historien Ahmed Arvasi (1932-1988), dont les propos se teintent d'anti-occidentalisme, il met l'accent sur l'aspect religieux et ne peut concevoir le Turc indépendamment de l'islam. Il s'interrogeait particulièrement sur les causes du déclin de l'islam, qui, cela ne faisait pas l'ombre d'un doute était dû à l'impérialisme, au capitalisme occidental, à l'impérialisme rouge ou le communisme qui selon lui cachait son vrai visage derrière le tiers-mondisme, l'aide au développement, l'encouragement à l'indépendance des peuples soumis.

L'Occident, grand responsable de ce déclin, était sévèrement critiqué, mais Arvasi se montre impitoyable envers les intellectuels musulmans, fascinés par l'Europe et l'Amérique. Il estime nécessaire, pour contrer cette tendance et permettre le développement de la Nation, la formation de cadres croyants, loyaux et compétents capables d'influencer la jeunesse. Le texte qui suit, rapporté par *Türkiye*, est exemplaire de l'imbrication étroite de l'islam et de la nation dans ses propos :

« *Les forces impérialistes ne cessent pas de faire de nos jeunes des ennemis de notre culture nationale, de nos valeurs culturelles saintes et nationales, des idéaux de la nation, des symboles de la nation, et gravent dans leurs crânes et leurs consciences leurs propres idées sous le nom de « civilisation » et de « progressisme ». Ainsi apparaissent des cadres qui nous sont devenus étrangers et qui s'opposent aux nationalistes attachés aux saintes valeurs nationales. C'est pourquoi nous n'avons pas d'autre désir que de former une jeunesse*

⁶⁸⁶ **Copeaux, E.**, « *La nation turque est musulmane* » : *Histoire, islam et nationalisme* », In : Groc Gérard (dir.), *Formes nouvelles de l'islam en Turquie*. Les Annales de l'autre islam, n° 6, Inalco-Erism, Paris, 1999, pp. 327-342.

attachée à la culture turco-islamique, à la civilisation turco-islamique, à l'idéal turco-islamique, ayant intégré l'esprit de la turcité, croyant sérieusement en l'islam, connaissant l'esprit de l'islam, désireuse d'être l'espoir des Turcs du monde entier, l'espoir de l'islam et de toutes les nations opprimées, se consacrant avec foi à construire une nation, grâce aux ressources de la technologie, une nation qui serait le premier Etat du monde, dont le corps serait turc, et l'âme serait l'islam. Aucune valeur ne peut contrecarrer la nation ni la religion. »⁶⁸⁷

On retrouve dans ses propos, la défiance à l'égard des étrangers, qui puise ses racines dans les récits lapidaires des stèles de l'Orkhon et qui mentionnent le danger que représentait pour les Turcs la civilisation chinoise. Celle-ci a exercé une fascination sur une partie du peuple dont une branche a fini par s'assimiler. Ainsi donc, une partie du peuple chinois serait donc turque, mais on peut supposer que le Japon a exercé aussi sa fascination sur les Turcs dont la présence est attestée par des emprunts au vocabulaire turc. Un exemple nous est fourni par le mot *yabancı*⁶⁸⁸ qui en Turquie comme au Japon, possède la même signification et que les nationalistes des deux bords, utilisent volontiers comme exemple d'une proximité ethnique.

Les nationalistes interprètent cette perte d'une partie de leurs forces vives comme une défaite et l'impossibilité de s'affirmer face à d'autres civilisations, peut-être mieux structurées. La défiance à l'égard de tout ce qui n'est pas turc, sera une constante dans les discours nationalistes. Les raisons avancées par les différents groupes seront liées, une fois encore à la religion perçue comme un facteur de cohésion au sein du groupe. Une idée reprise et largement développée par les différents mouvements nationalistes. Leur exemple favori est celui des Hongrois, qui selon leurs propos auraient perdu leur turcité en abandonnant l'islam. Une analyse tout à fait contestable si l'on se réfère aux travaux du linguiste d'Aurélien Sauvageot, qui fait du hongrois, une langue rattachée à la branche finno-ougrienne et non turque.⁶⁸⁹ Et ce, en dépit du fait que le hongrois possède dans son lexique des termes turcs que

⁶⁸⁷ Cité par **Copeaux E**, « *Ahmed Arvasi, un idéologue de la synthèse turco-islamique* ».

⁶⁸⁸ Le terme signifie étranger.

⁶⁸⁹ La question de l'appartenance de la langue hongroise à la branche altaïque reste néanmoins ouverte et une étude récente a démontré que le vocabulaire de base hongrois et turc provient d'une matrice commune, *Ressemblances entre les mots hongrois et les mots turcs*, <http://www.projetbabel.org>

l'on pourrait justifier par la présence pendant trois siècles, sur le territoire hongrois des Ottomans.

*« Il ne faut jamais oublier que les idéologies des Etats étrangers impérialistes (istilact), en tant que paravents de la pensée, sont des pièges insidieux qui frappent les nations au cœur. Sachant cela, je me sais redevable, dans mon honneur et ma conscience, à la nation turque, qui résiste aux entreprises de subversion et de division. Les Khazars, les Petchénègues, les Oghouz, les Koumans, les Hongrois et les Bulgares, qui se sont christianisés, ont rapidement perdu leur turcité. Les Tabgatch, en se convertissant au bouddhisme, se sont sinisés. Inversement, non seulement les Turcs musulmans n'ont jamais cessé de se mettre au service de l'islam, mais ils ont fondé les plus puissants Etats du monde, tout en préservant leur identité nationale ».*⁶⁹⁰

Ainsi, pour Ahmed Arvasi, le meilleur rempart contre cette assimilation reste l'islam, car elle offre un cadre et des valeurs stables. Sa pensée, qui vient compléter celle d'Ibrahim Kafesoğlu, ouvre une brèche dans le kéralisme, car Arvasi incarne une branche ouvertement religieuse de la *synthèse turco-islamique*. Il apporte une réponse forcément décalée dans le temps aux déclarations de Mustafa Kemal qui voyaient en l'islam une religion née en Arabie l'œuvre d'un « bédouin immoral »⁶⁹¹.

Etienne Copeaux affirme que : « *comme souvent dans les écrits de cette mouvance, le rôle des Turcs dans l'islam est défini dans le cadre d'une tension polémique qui oppose ces derniers aux Arabes* » et citant l'un chapitre intitulé « *L'islam est une religion qui n'est propre à aucun peuple en particulier* » a pour propos d'enlever aux Arabes toute prétention à la direction morale de l'islam : « *On ne peut qualifier de musulmans ceux qui parlent de ' religion arabe ' ou qualifient notre sauveur de ' prophète arabe ' ».*⁶⁹²

C'est dans une atmosphère politiquement très tendue qu'en 1970 est créé le Foyer des Intellectuels, sous la présidence d'Ibrahim Kafesoğlu. Le foyer se présente comme la véritable

⁶⁹⁰ Cité par **Copeaux, E.**

⁶⁹¹ **Benoist-Méchin, J.**, p.323.

⁶⁹² **Copeaux, E.**, *Ahmet Arvasi, un intellectuel de la "synthèse turco-islamique"* In : *Turcica*, tome 30, 1998, pp. 211-223.

courroie de transmission de la synthèse. La plupart de ses membres sont des universitaires on y retrouve notamment l'historien et philologue Muharrem Ergin spécialistes des stèles de l'Orkhon.

Il faudra attendre douze ans pour que l'Etat turc en fasse son idéologie officielle au sein de l'*AKDITYK* qui depuis 1982 centralise la vie culturelle officielle, créée par l'article 134 de la Constitution, elle coordonne les activités de la *TTK* (Fondation turque d'histoire) et de la *TDK* (Fondation linguistique) :

« La haute Fondation Atatürk pour la culture, la langue et l'histoire tout en protégeant et développant les valeurs nationales de la culture et des arts s'emploie à les rapprocher et les renforcer par les relations internationales. Des dispositions seront prises pour que nos concitoyens et nos frères turcophones qui travaillent à l'étranger ainsi que leurs familles ne soit pas coupés de notre culture nationale. »⁶⁹³

Ce qui tend à prouver, comme le souligne Etienne Copeaux que : « l'encouragement adressé aux Turcs vivant en Europe à ne pas se couper de leurs racines et la sollicitude de l'Etat turc envers les *Soydaş* ou turcophones renforce l'idée d'ethnicité turque plutôt que d'appartenance nationale. Ce qui signifie que l'orientation est nettement panturquiste et bien moins kémaliste qu'elle n'y paraît, et ce en dépit du fait que la Fondation porte le nom du créateur de la Turquie.

Pour Etienne Copeaux, l'idéologie de la *synthèse turco-islamique* ne reflète pas seulement un point de vue d'historiens et d'idéologues, sur le passé turc ; elle est aussi une manière de se projeter dans le futur et de considérer le présent et l'avenir, une manière de définir les grands équilibres culturels et politiques. Un nationalisme enfin, qui ne conçoit pas la grandeur de la Turquie autrement que par la défense et la promotion des valeurs religieuses et culturelles de l'islam. Et c'est ce point de vue qui va marquer les années 1990. La synthèse turco-islamique va être conçue par un intellectuel qui a marqué son époque et qui à la manière de Kemal Atatürk a compris qu'il était d'une extrême urgence de trouver un système de pensée, permettant d'enrayer « la fuite des cerveaux » vers l'idéologie en vogue à ce moment précis : le communisme. Ce qui n'est pas pour déplaire à l'Etat turc qui montre une extrême complaisance à son égard (**A**) et qui l'autorise même à remplacer les dogmes historiques de Mustafa Kemal abandonnés par le monde universitaire, après sa disparition (**B**).

⁶⁹³ **Copeaux, E**, « *De l'Adriatique à la mer de Chine* », thèse de Doctorat, vol. 1, Université de Paris-VIII, 1994, disponible sur le site <https://www.academia.edu>.

A.L'Etat turc reconnaît la synthèse turco-islamique

La synthèse turco islamique n'est pas apparue sur la scène politique turque par hasard, mais provient au contraire de longues réflexions ponctuées de travaux universitaires. Les circonstances historiques l'y ont fortement aidée. Elle est le fruit de la réflexion d'intellectuels souvent proches du pouvoir. C'est le cas de son concepteur, le professeur d'histoire, Ibrahim Kafesoğlu (1914-1984), après une thèse de doctorat sur le sultan seldjoukide, Melikşah enchaîne les travaux sur cette dynastie originaire d'Asie centrale. Il est l'auteur d'une somme de travaux importante portant sur l'histoire de cette dynastie turque qui a régné jusqu'au milieu du 13^{ème} siècle.

S'intéressant de près à cette histoire turque, précédent l'Empire ottoman, Kafesoğlu opère un mouvement de l'Asie centrale vers l'Anatolie, sachant que les Seldjoukides sont originaires de cette région.

Bien qu'ayant réalisé sa formation intellectuelle à Ankara et pendant la période où Mustafa Kemal est au pouvoir, il est le disciple de Fuat Köprülü (1890-1966), professeur de littérature, avant de s'engager en politique au côté de Mustafa Kemal. Il est en effet élu en 1935 à la *Türkiye Büyük Millet Meclisi* (Grande assemblée nationale de Turquie) où il travailla à instaurer deux partis politiques distincts. Remportant personnellement la victoire lorsque son parti put prendre les rênes du pouvoir en 1950, il fut ministre des affaires étrangères de 1950 à 1955, puis après un bref intermède, de 1955 à 1956.

Zeki Velidi Togan (1890-1970) turcologue originaire de Kazan et chef du mouvement révolutionnaire bashkir. C'est à Istanbul qu'il trouve refuge une première fois (1925) mais son opposition aux Thèses d'Histoire de Mustafa Kemal, le contraint à l'exil. A Vienne, il soutient un Doctorat d'histoire. De retour à Istanbul en 1953, il organise *İslam Tetkikleri Enstitüsü* (Institut d'Etudes islamiques). Il est également connu pour ses articles sur les peuples turcs qu'il écrit pour l'Encyclopédie turque.

Ce positionnement historique d'Ibrahim Kafesoğlu semble aussi dicté par les menaces que les Turcs perçoivent contre leur identité.

Il y a tout d'abord la période humaniste qui est vécue comme un piège tendu par l'occident à la Turquie et puis les "Turcs de l'extérieur" dont est issu Zeki Velidi Togan (1890-1970), en

butte à la propagande communisme et dont la Turquie se veut la protectrice. Il y a par conséquent un glissement de la turcologie vers le politique.

B. Retour sur les fondements historiques de la Nation turque

On assiste avec l'introduction de la *STI* à un déplacement d'axe historique et si l'on admet que l'Anatolie a pu être un creuset pour les tribus turques, on fait partir l'origine de la Nation du Turque non plus d'Anatolie, mais d'Asie centrale.

Ibrahim Kafesoğlu qui s'est particulièrement intéressé à la dynastie Seldjoukide, penche pour accorder une origine asiatique aux tribus turques. Aussi, ses travaux ne se limitent plus à la seule période de l'histoire ottomane, mais s'orientent vers l'étude des stèles de l'Orkhon, commencée quelques décennies plus tôt. A partir de ces inscriptions il va élaborer sa vision des anciens Turcs qu'il développe dans son ouvrage « *les problèmes du nationalisme turc* ».

Ce récit jette les bases de la culture nationale mais aussi de la *STI*, car celle-ci opère une fusion entre le passé antéislamique des Turcs et la foi de Mahomet et qui malgré son caractère panturquiste revêt des accents kémalistes. Il y est notamment question de la prééminence de la Nation turque sur toutes les autres : « *les Turcs forment une des plus vieilles et des plus grandes nations. D'après les découvertes archéologiques des dernières années, notre histoire remonte jusqu'à 2750 avant J.C. Toutes les nations ne peuvent s'honorer d'un passé ininterrompu de près de cinq mille ans, et c'est un signe de la puissance, de la volonté, de la vitalité et de l'âme de notre grand peuple* »⁶⁹⁴

Mustafa Kemal n'aurait probablement pas dit mieux, car ce point de vue est à remettre dans la perspective de l'éternel complexe des Turcs vis-à-vis notamment des Occidentaux. Aussi, le discours d'Ibrahim Kafesoğlu offre en quelque sorte une revanche historique contre l'Occident et ses valeurs.⁶⁹⁵ Ce complexe d'infériorité est à l'origine des thèses d'histoire ou

⁶⁹⁴ Copeaux, E, "De l'Adriatique à la mer de Chine" (thèse) vol. 1, 1997, <https://www.academia.edu>.

⁶⁹⁵ Après la disparition de Mustafa Kemal un mouvement historiographique dit « humaniste » voit le jour, en opposition aux « Thèses d'histoires ». Les intellectuels se tournent vers l'Occident qui voient dans les sources gréco-latines, la véritable source de la culture anatolienne. Leur chef de file est Arif Müfit Mansel (1905-1975) et ses ouvrages qui rapprochent l'identité turque de l'Occidentale.

de la théorie de la langue soleil : « *comme l'ont montré les inscriptions de l'Orkhon les Turcs avaient une langue littéraire développée dès le huitième siècle* ». ⁶⁹⁶

Ce qui diffère du discours kémaliste, c'est la référence à l'origine des Turcs. Pour les Kémalistes les Hittites étaient les ancêtres des Turcs actuels. Pour Ibrahim Kafesoğlu et les tenants de la *STI*, l'origine asiatique du peuple ne fait aucun doute, tout comme leur domination sur le reste du monde, due à la domestication du cheval et à la découverte du fer, connaissances qu'ils auraient apportées au reste de l'humanité.

Se basant sur les inscriptions de l'Orkhon, Ibrahim Kafesoğlu fait émerger une « morale civique » dont l'un des aspects est le respect des droits de l'homme avant 1789 et la *Töre*, qui appartient au système du droit coutumier et qui fait de l'organisation étatique des anciens Turcs, un exemple de vertu et de justice, ce qui par conséquent place ces derniers en position dominante, par leur culture, sur le reste du monde.

Si peu ou prou, les perspectives ouvertes par Kafesoğlu s'insèrent dans le discours kémaliste, en revanche, l'allusion permanente aux stèles de l'Orkhon, plaçant *de facto* l'Anatolie comme une terre de conquête parmi tant d'autres, jette le trouble dans les esprits.

Mais la divergence avec le kémalisme va s'opérer au niveau religieux. La *synthèse turco-islamique* reconsidère le rôle et l'influence de l'islam sur la société, et ce faisant, elle prend ses distances par rapport à la ligne kémalienne. Elle conforte les Turcs dans l'idée, que la fusion du pouvoir étatique et de l'islam est né un grand l'Empire.

L'idée force que les concepteurs de la *STI* défendent est celle de la prédestination des Turcs à la grandeur qui passe par l'adoption du fait religieux, « *L'histoire de notre croyance est celle d'une prédilection spéciale. Avant l'arrivée de la croyance en un Dieu unique découlant des religions universelles, le chamanisme et son système de croyance psychique donnaient la direction et les coutumes turques étaient destinées à aboutir à une croyance unique. Dans les croyances turques préexistait l'idée d'un Dieu unique ou d'une seule personne divine* ». ⁶⁹⁷

⁶⁹⁶ **Bazin, L.**, *Les premières inscriptions turques (Ve-Xe siècles), en Mongolie et en Sibérie méridionale*, In : Arts asiatiques, vol 45, n°1,1990, pp.48-60.

⁶⁹⁷ **Josseran, T.**, *Turquie. S. Ilhan*, « Il est dur d'être turc ». Analyse d'un ouvrage souverainiste eurasiste, In : diplomweb, la revue de géopolitique, 21 mars 2012, <http://diplomweb.com>.

Le *Tek Tanrı*⁶⁹⁸ que l'on trouve mentionné sur les stèles de l'Orkhon prédisposait les Turcs à faire le choix d'un Dieu unique. En d'autres termes, il existait une approche nationale de la religion chez les Turcs qui a perduré dans l'islam, malgré son essence résolument universaliste : « *Lorsqu'a été décidé le passage à la religion universelle, à l'islam, l'ultime révélation, l'adoption s'est faite en moins de cent ans... Les Turcs ont reçu la charge de représenter et d'étendre l'Islam, d'en assurer la défense. Pendant neuf siècles, ils ont rendu service à l'Islam* »⁶⁹⁹

Le premier grand événement qui marque le début de cette rencontre, c'est la bataille de Malazgirt, qui eut lieu en 1071 et qui vit l'armée byzantine de l'empereur Romain IV Diogène, mise en déroute par l'armée du sultan seldjoukide Alp Arslan, près de la ville de Malazgirt, au nord du lac de Van.

L'idée qui est défendue par Ahmed Arvasi, est celle de la prédestination des Turcs à devenir les porte-drapeaux de l'islam :

Au cours de l'histoire, aucune nation n'a accouru vers une nouvelle religion avec un désir si fort, telle une lame de fond (...). Le khan des Karahanides, Abdülkerim Satuk Bugra, fut le premier khan turc s'honorant d'être musulman. (...) Tugrul Bey a été proclamé " sultan des musulmans ". Au XVI^e siècle, le sultan Yavuz Selim s'est honoré d'être calife du noble Prophète, c'est à dire son bienheureux représentant.

*Les Turcs ont accouru vers l'islam avec toutes leurs ressources et leur enthousiasme, et ont vécu le bonheur de se joindre à la religion qu'ils avaient tant attendu. En disant « Il n'y a d'autre dieu que Dieu », les Turcs ont très rapidement laissé l'islam conquérir leur âme, et les faire se redécouvrir eux-mêmes (Türk'ü yeniden Türk'e buldurmustur) ; ils ont renforcé le devoir de djihad grâce à leur esprit d'héroïsme, et d'autre part ils ont favorisé l'apparition, sur la voie de la justice, de nombreux saints, plus encore par l'encre des livres que par le sang des martyrs.*⁷⁰⁰

⁶⁹⁸ Signifie, un dieu.

⁶⁹⁹ **Josseran, T**, opus cité p.303.

⁷⁰⁰ **Copeaux, E**, « Ahmed Arvasi, un idéologue de la synthèse turco-islamique », In : Turcica, tome 30, 1998, pp. 211-223.

La victoire a permis aux Seldjoukides de s'implanter en Anatolie et d'y construire le premier Empire turc, elle est perçue par les idéologues de la *STI* comme la preuve de la fusion réussie entre la foi musulmane et les Turcs, présentés comme dépositaires de l'héritage positif des Huns et des *Gök Turk* ou Turcs célestes, dont les stèles de l'Orkhon font mention.

Les fameuses « vertus turques » citées par les stèles de l'Orkhon, deviennent une référence récurrente dans le discours nationaliste. La magnanimité figure parmi les « vertus turques » et il est dit que, le sultan Alp Arslan en aurait fait preuve à l'égard des vaincus, en leur laissant la vie sauve.⁷⁰¹

Pour Kafesoğlu, le cycle de Malazgirt, qui est à verser au chapitre des hauts faits d'armes des Turcs trouve son prolongement et son aboutissement dans les victoires remportées par Mustafa Kemal avec la guerre de reconquête de 1922 sur les Grecs.

Quant à Ahmed Arvasi, il considère que la bataille de Malazgirt est un événement-symbole de l'unité turque, et surtout de l'adéquation entre la nation turque et le sol anatolien, ainsi que son héros, le sultan seldjoukide Alp Arslan. Tous sont invoqués comme le point focal, sacré, de l'unité nationale, point de départ, géographique et chronologique, de la nation turque actuelle. Contrairement au kémalisme qui voyait dans la religion une entrave à l'identité turque, la Synthèse et les discours nationalistes postérieurs vont associer l'esprit de conquête qui a animé les Turcs à la religion: « *Nous avons pris l'Anatolie qui était chrétienne depuis mille ans, et nous en avons fait la patrie des Turcs et une terre musulmane* »⁷⁰²

Mais le discours ne serait pas complet sans la *Fetih*⁷⁰³ qui est une étape supplémentaire dans la fusion de la religion et la race turque. Néanmoins dès les débuts de la *STI*, celle-ci n'est pas mentionnée. A cela une raison : la *STI* se veut une fusion entre le passé turc où le kémalisme a toute sa place pour avoir donné naissance à la Nation turque. Dans l'historiographie

⁷⁰¹ **Copeaux, E**, *Les prédécesseurs médiévaux d'Atatürk. Bilge kaghan et le sultan Alp Arslan*, In : *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n°89-90, juillet 2000, pp.217-243.

⁷⁰² **Lan, P**, *Le discours identitaire turc entre Asie et Europe*, In : *Polemia*, 19 mars 2004, <http://archives.polemia.com>.

⁷⁰³ Prise de Constantinople.

kémalienne, aucune mention n'est faite de la prise de Constantinople, Mustafa Kemal n'ayant aucune envie de glorifier le passé ottoman. Par conséquent pour l'évocation de la *Fetih* il faut attendre les années 1990.

Cette inévitable rencontre entre la Turquie et l'islam est due selon la *STI* à une prédestination turque à être la championne de la cause islamique. Tous les idéologues de la *STI* ont toujours prétendu que les Turcs étaient prédisposés à embrasser la religion musulmane, sous entendant une élection divine, puisque les Turcs avaient été « dignes » de ce choix.

Plus vraisemblablement, le système juridique des anciens Turcs a sans doute énormément contribué à cette adoption et au passage fréquent entre les *Töre* (coutumes) et le *code Yasa* (droit coutumier), les *Kanun* (canons) édictés pendant la période ottomane et la Sharia, d'autre part.

Le système auquel adhéraient les anciens turcs a permis le passage du droit qui est énoncé sur les stèles de l'Orkhon comme dans le *code Yasa* édicté par Gengis Khan et ses successeurs. Il est à l'origine d'un certain mode de vie des peuples turcs, dès lors habitués à vivre selon des normes qu'ils auraient ensuite transposées à l'islam. Le code *Yasa* régissait tous les actes de la vie, y compris les plus anodins, l'islam fera de même et les Turcs s'en accommoderont très bien. De là à dire qu'ils ont précipité les Turcs dans les bras que l'islam leur tendait, il n'y a guère qu'un pas.

Le *Yasa*⁷⁰⁴ est le terme choisi par les Mongols, mais qui revêt la même acception que *töre*. Dans la langue turque moderne, il est utilisé pour désigner « la loi », « la charte ». En revanche le terme *töre* existe encore mais désigner la coutume, l'habitude, les mœurs.

Ibrahim Kafesoğlu, affirme que, « c'est grâce à la *töre* que les Turcs seraient aptes à la laïcité, à la modernisation de l'islam, à la démocratie ».⁷⁰⁵

Ce qui est exact, puisque la vie des Turcs a toujours été régie par des codes, mais en même temps les *Kanun* ont toujours eu un certain ascendant sur la Sharia

⁷⁰⁴ En mongol, *Yasa* ou *Yassa*, signifie la Grande loi.

⁷⁰⁵ **Copeaux, E**, *Surveiller, punir. Sur quelques très jeunes femmes*, In : *Esquisses* n°24, 4 mars 2012

La *Töre* des Stèles de l'Orkhon au *code Yasa* régissant les moindres aspects de la vie publique et privée a grandement facilité l'adoption de l'islam par les tribus turques.

Le terme de *Töre* signifie droit coutumier, « tradition ». Il désigne plus particulièrement les coutumes turques ancestrales, celles que les populations turques ou turcophones auraient transmises de siècle en siècle depuis les steppes d'Asie centrale jusqu'en Anatolie. L'existence et la permanence alléguée de cette *töre* est un thème important de la littérature nationaliste turque à travers tout le 19^{ème} siècle : « *Töre, un des mots-clés du nationalisme réactionnaire et des mouvements d'extrême-droite de la fin du XX^e siècle, est passé dans le langage courant pour désigner la vendetta familiale dirigée presque exclusivement contre les femmes qui auraient « fauté » - ou sont simplement supposées susceptibles de « fauter »*.⁷⁰⁶

La *Töre* a fini par être insérée dans le *kanun* ou code pénal, qui a donné en français le droit canon. Le sultan pouvait aussi édicter des *kanun* locaux, suivant les traditions d'un territoire particulier. Chacun était renouvelé et complété par les sultans successifs. Des éléments du *kanun* restent aujourd'hui encore en vigueur à titre de pratique traditionnelle. Il est encore en vigueur dans certaines zones rurales d'Albanie.

Les nouveaux dogmes visent à faire oublier ceux édictés par Mustafa Kemal, et qui pour nombre d'intellectuels n'ont aucune valeur historique. En revanche, la victoire des Turcs sur les Byzantins et la prise de Constantinople représentent des événements concrets, qui ont une résonance dans les esprits, puisque ce sont des moments d'histoire qui ont contribué à la formation de l'Empire ottoman.

La bataille de Malazgirt a eu lieu entre le 26 août 1071 opposant l'armée byzantine aux troupes du sultan Seldjoukide Alp Arslan. Il est l'un des événements importants de la *STI*, un acte fondateur au même titre que la Fetih. D'une part elle concerne le domaine de prédilection d'Ibrahim Kafesoğlu : l'histoire des Turcs seldjoukides et d'autre part elle possède une portée nationaliste indéniable puisqu'elle apporte la preuve que la patrie turque est éternelle.

Dans les années 1970, plus personne en Turquie ne se faisait d'illusions, quant à une filiation entre les Hittites et les Turcs, par contre ce récit de la bataille de Malazgirt au cours de laquelle les Turcs étaient numériquement inférieurs a permis de mettre en évidence les "vertus guerrières turques".

⁷⁰⁶ Cité par Copeaux, E.

Pendant la période de Mustafa Kemal l'événement n'est pas instrumentalisé et n'a aucune portée nationaliste, ce qui ne sera pas le cas, dès 1945, où là il est vécu comme l'événement qui a permis aux Turcs d'édifier l'un des plus grands empires de l'histoire.

Ainsi, ce qui apparaît et notamment dans les livres d'écoles, par le truchement de d'Ibrahim Kafesoğlu, ce sont les très grands services redus par les Turcs au développement et la diffusion de la religion islamique. Et, c'est contre l'Europe entière que les Ottomans ont poursuivi cette œuvre de protection du monde musulman.

L'historien Hüseyin Namik Orkun (1902-1956) y ajoute une connotation ethno-religieuse en affirmant que les mercenaires Kiptchack et Oghouz de l'armée byzantine sont allés rejoindre les troupes d'Alp Arslan.

En 1976, Kafesoğlu exaltera à travers cette bataille la cohésion et l'unité des Turcs face aux Byzantins. Une cohésion résultant, aussi de la foi solidement ancrée dans l'âme turque.

La guerre nationaliste menée par les troupes contre les de Mustafa Kemal sera présentée, dans les années 1980, comme une réplique de la bataille de Malazgirt. Le hasard des dates (26 août) facilitera grandement ce passage d'une victoire à l'autre montrant que le destin des Turcs est bel et bien lié aux guerres de conquête ou de reconquête.

Le deuxième événement fondateur est la prise de Constantinople. Et même si quatre siècles séparent la bataille de Malazgirt à celui de la *Fetih*, il représente pour les tenants de la synthèse, la preuve de la prédestination à un destin impérial. Le terme de *Fetih* qui signifie conquête renvoie à la prise de Constantinople en 1453. Pendant quatre siècles, les Turcs ont été littéralement portés par leur foi, au nom de laquelle, ils ont multiplié les conquêtes. Tel est l'enseignement.

La *Fetih* renvoie à la destitution d'un régime infidèle et par là même à « l'ouverture » à la religion de Mahomet.

L'écolier turc est invité à s'identifier aux Ottomans en raison de considérations plus religieuses que nationales : *“Le Fetih devait être le plus important djihad. La prise d'Istanbul était considérée comme un devoir religieux”*.⁷⁰⁷

⁷⁰⁷ **Lan, T**, *Le discours identitaire turc entre Asie et Europe*, In : Polemia, 19 mars 2004, <http://archives.polemia.com>.

Et la conversion d'église byzantine, Hagia Sophia en mosquée, un devoir. Une fois cette continuité avec l'Empire ottoman affirmée, il est logique d'insister sur les services rendus par les Turcs à l'islam : « *Les Turcs ont pris comme but suprême la protection du monde musulman, qui était dans une situation de décomposition... Ils ont fait obstacle à Byzance, puis l'ont anéantie, et en ont fait de même avec les croisés... Enfin, c'est contre l'Europe entière que les Ottomans ont poursuivi cette œuvre de protection jusqu'au XXe siècle* »⁷⁰⁸. Mais, si la Turquie revendique à travers l'Histoire de la Sublime Porte le fait d'avoir combattu l'Europe, comment dès lors prouver à ces mêmes Européens son identité occidentale ?

Ce dilemme reflète toute l'équivoque d'un discours interne, islamo-nationaliste, imprésentable à l'étranger, et en particulier en Europe, « *les Turcs ont opté pour un double langage. En effet, quoi de plus négatif pour un imaginaire occidental que de se dépeindre en fiers descendants d'Attila, de Mehmet II, et en porte cimenterre d'un islam conquérant ?* ».⁷⁰⁹

Néanmoins, depuis quelques années et notamment sous le gouvernement de l'AKP, la Fetih est célébrée en grandes pompes et une superproduction lui a été consacrée par *Fetih 1453*, de Faruk Aksoy.

La synthèse turco-islamique a fourni des arguments au panturquisme dont une branche défendra l'idée d'une turcité liée à la religion. L'idéologie véhiculée par la STI, initialement réservée aux intellectuels, va devenir le discours d'un groupe ultranationaliste qui tiendra la « rue » et qui aura pour mission de protéger le pays contre la pénétration communiste et les éléments qui pouvant mener à sa dissolution (les groupes armés kurdes, l'ASALA arménienne). Ce groupe est connu sous le nom de Bözkurt ou Loups gris et constituera le bras armé du nationalisme turc et agira en courroie de transmission de la politique des Etats-Unis et de l'OTAN dans la région. Mais à son tour il bénéficiera de l'aide du courant occulte de l'*Etat profond*.

⁷⁰⁸ Lan, P, Ibidem .

⁷⁰⁹ Lan, P, Ibidem.

Conclusion Chapitre 2

Cette période qui va de la proclamation de la République, aux années 1960, est riche en événements qui ont contribué à façonner l'identité turque, Mustafa Kemal a apporté sa première pierre à l'édifice. L'historiographie turque a eu tendance à présenter l'œuvre de ce visionnaire comme sortie d'*ex-nihilo*, ce qu'il convient de relativiser comme le prouve cette citation d'Alexis de Tocqueville à propos de la Révolution française : « *toutefois se serait se tromper étrangement que de croire qu'il ait élevé un édifice dont les bases n'existaient pas avant lui* ». ⁷¹⁰ Sans doute plus proches des réalités turques, ses successeurs, parviendront à faire la synthèse entre le passé turc qui plonge ses racines dans l'Empire et la religion ; sans abandonner l'idée de faire du Turc un homme moderne capable de se projeter dans un futur national.

La période kémaliste a indiscutablement fait entrer la Turquie dans l'ère de la modernité, que les promoteurs des *Tanzimat* avaient appelée de leurs vœux. Les diverses Constitutions qui ont vu le jour pendant cette période montrent l'attachement au modèle européen.

Pendant sa présidence, qui s'est achevée de manière prématurée en 1938, Mustafa Kemal s'est appliqué à débarrasser la société turque de ses derniers oripeaux ottomans et surtout islamiques, qui constituent à ses yeux deux obstacles majeurs à la modernité.

Les résolutions et les réformes qui ont été entreprises durant cette période ont été réalisées à marche forcée, car Kemal Atatürk avait conscience de l'urgence à agir. Il craignait que la population, qui avait énormément souffert des guerres, ne se laisse séduire par des idées qu'il jugeait contraires à l'évolution. Cette crainte n'est pas infondée, car les Jeunes-Turcs qu'il a balayés du pouvoir, après sa prise de pouvoir se sont réorganisés en société secrète, replongeant ainsi dans la clandestinité. Quant aux hodjas, ils ont très mal accueilli le sécularisme du nouvel Etat qui les privait de leur ascendant sur la population.

Mustafa Kemal a entrepris une œuvre démiurgique, par laquelle il a bâti une nation d'*ex-nihilo*, une œuvre révolutionnaire « *consacrée en 1923 par une double rupture politique et*

⁷¹⁰ **Tocqueville (de), A.**, *L'Ancien Régime et la Révolution* (1856), Gallimard, Paris, 1964, t.1, p.65.

culturelle »⁷¹¹, ce qui représente un cas inédit au Moyen-Orient et dans un pays à majorité musulmane. En Iran, Reza Pahlavi avait tenté de marcher sur les traces de Kemal et d'imposer un Etat laïc, mais il s'était heurté au clergé chiite ; et de crainte de susciter une révolution avait abandonné ce projet.

La tâche de Kemal Atatürk a néanmoins été facilitée par les mesures prises pendant les *Tanzimat* qui ont ouvert la voie aux réformes kémalistes.

L'originalité de sa démarche est d'avoir créé un nationalisme alors même que la nation était inexistante et suscité un sentiment d'appartenance qu'il portera à son plus haut niveau au point de faire du nationalisme, la première religion véritable de l'Etat turc.

Mustafa Kemal a instauré un nouvel ordre, mis un terme à la mainmise occidentale et à l'orientalisme politique. Il n'a laissé à personne le choix de définir l'identité turque et l'image que les Européens avaient forgée au fil des siècles est désormais révolue.

Son pays est à la fois moderne, car il rompt avec l'islam et l'ordre qu'il faisait régner sur la société, imposant un nouvel ordre juridique et social. Il est aussi indépendant, grâce à deux événements considérables vont lui permettre de s'affranchir de la tutelle occidentale : la guerre gréco-turque et le traité de Lausanne à la demande des nationalistes qui rendent caduques les dispositions du traité de Sèvres. Dans un cas comme dans l'autre le sursaut d'énergie a permis à la Turquie de ne pas être rayée de la carte.

Mustafa Kemal s'est appliqué à donner corps à une nouvelle souveraineté qui jusqu'alors était détenue par un seul homme : le sultan, auquel il a substitué la Nation turque.

Selon le modèle français, l'Etat devient la personnification de la Nation, qui ne font désormais qu'un. Pour comprendre le nationalisme turc et parfois même ses dérives, il convient d'intégrer l'idée selon laquelle, il est impossible de concevoir la nation sans nationalisme. En Turquie proclamer, son non attachement au nationalisme d'Etat, reviendrait à réfuter une partie des valeurs du kémalisme, et signifierait : « Je n'aime pas ma patrie ».

Ce phénomène permet de mieux comprendre l'emploi très courant d'invectives comme « traître » (*hain*) ou « traître à la patrie » (*vatan haini*). Il est difficile dans la Turquie

⁷¹¹ **Josseran, T.**, *Turquie : repenser l'Empire. La nouvelle politique étrangère turque*, In : diplomweb, 16 septembre 2011, <http://www.diplomweb.com>.

d'aujourd'hui de manifester un désaccord avec les expressions du nationalisme, du patriotisme ou du chauvinisme sous peine d'être un ennemi de l'Etat donc de la Nation.

La révolution kémaliste à la disparition d'Atatürk était inachevée. Si d'autorité il avait imposé un recentrage des forces nationales sur la seule Anatolie, afin d'éviter au pays de se disperser, on peut supposer, qu'au fond de lui-même, il n'était pas insensible à l'idée de voir la Turquie s'intégrer dans un espace régional, et éventuellement y jouer un rôle fédérateur, tout en évitant de défier la puissance soviétique :

« Pour le Ghazi, la politique de rapprochement avec Téhéran et Kaboul, conçue sur le modèle classique des ententes régionales n'était que l'ébauche de quelque chose de plus vaste. Il songeait à ce que pourrait être une confédération de peuples touraniens, qui grouperait dans son sein plus de 80 millions d'âmes et engloberait non seulement la Perse et l'Afghanistan, mais la portion russe de l'Azerbaïdjan, le Turkestan russe et le Turkestan chinois. « Un jour, le monde verra avec stupeur s'éveiller et se mettre en marche cet empire invisible qui gît, encore endormi dans les flancs de l'Asie »⁷¹²

Des propos qui sonnent comme une prophétie car les prochaines décennies seront marquées par un net retour au panturquisme qui sera amplifié par le sentiment de supériorité hérité des années impériales et le sentiment que la Turquie est en passe de retrouver la grandeur passée.

⁷¹² **Benoist-Méchin**, opus cité p.403.

Conclusion Titre 2

La mutation complète de l'Etat est inédite dans l'histoire. La période qui va de 1839 à 1914 est riche d'expériences, qui a défaut d'avoir été toujours concluantes, ont permis d'aboutir à la formation de la Nation turque.

l'Empire ottoman, au sortir de la Grande guerre, malgré une absence totale d'identité qui le destinait à être rayé des cartes géographiques, a malgré tout mieux résisté que l'Empire Austro-hongrois⁷¹³ qui a permis à deux pays d'émerger des décombres de l'Empire. Paradoxalement, le sultan qui n'a jamais réussi véritablement à imposer ses volontés aux puissances européennes, va rassembler les forces politiques à Istanbul et s'opposer à la fois aux Européens, mais aussi au pouvoir nationaliste d'Ankara. Ainsi de la fin de la guerre à la naissance de la Turquie, le pouvoir est bicéphale.

Si la Turquie a pu voir le jour, c'est en raison de la permanence de l'Etat, « la densité étatique » grâce à laquelle il a pu se maintenir y compris dans les pires moments. Comme nous l'avons souligné, Mustafa Kemal a hérité de ce que l'on qualifie de « densité étatique ottomane »⁷¹⁴ également désignée sous le nom de prégnance de l'Etat et qui renvoie à la prééminence de l'Etat dans la trajectoire historique de ce pays. Jean Marcou a noté que : *« L'Empire ottoman est resté célèbre pour la densité et la sophistication de son administration. Il n'est donc pas étonnant que cette tradition administrative ait laissé des traces encore visibles de nos jours. Ainsi, la formation des hauts fonctionnaires turcs (diplomates, administrateurs de Finances, préfets notamment) relève-t-elle toujours de la prestigieuse Ecole d'administration des Mülkiye devenue Faculté des Sciences politiques d'Ankara tandis que les meilleures universités et les collèges en langues étrangères (Lycée de Galatasaray, Robert's College...) pourvoient à la reproduction d'une élite de hauts fonctionnaires »*⁷¹⁵

⁷¹³ Néanmoins le III^{ème} Reich, au moment de l'Anschluss rattachera l'Autriche au Reich aen raison de son appartenance au Saint-Empire romain germanique et de sa langue nationale qui est l'allemand.Ce sera la négation à un destin national.

⁷¹⁴ **Marcou, J**, *l'administration turque*, In : Observatoire de la vie politique turque, 2006, <http://www.ovipot.free.fr>.

⁷¹⁵ **Marcou, J**, Ibidem.

Cette « densité étatique » a permis d'assurer le passage de l'Empire ottoman à la République turque relativement paisible, les bouleversements et notamment les changements d'axe en matière de choix de civilisation, n'affecteront pas son bon fonctionnement, car comme le souligne Ali Kazancigil, « *dans sa première tâche de construction nationale, Mustafa Kemal disposait d'un instrument commode : l'Etat* ». ⁷¹⁶

Cet Etat fort, comme cela a déjà été évoqué, provient de la doctrine des deux glaives, legs byzantin qui a reçu un traitement particulier dans l'Empire ottoman. Cette doctrine a permis d'affirmer la prééminence du spirituel déclaré supérieur au pouvoir temporel. Mais l'Empire ottoman va lui réserver un traitement particulier, puisque le politique aura la primauté sur le religieux. Et ceci, dès le 16^{ème} siècle, au moment où le sultan devient calife. Le religieux préserve, comme nous l'avons précisé plus haut, les fondements du pouvoir du sultan et garantit sa légitimité. Le sultan délègue les questions religieuses, à un haut fonctionnaire, le *Şeyhülislam* placé néanmoins sous son autorité. Cette configuration dualiste institutionnelle, au plus sommet de la hiérarchie étatique a permis aux Turcs de créer une république laïque au 20^{ème} siècle, mais aussi, et ce en dépit d'une situation plus que calamiteuse de ne pas sombrer dans l'anarchie.

⁷¹⁶ **Kazancigil, A,** « *L'État laïque face à l'avancée de l'islam, dans Turquie: la nouvelle donne* », *Problèmes politiques et sociaux*, n° 757, 1993, pp. 13-14.

Conclusion Partie 1

En l'espace d'une centaine d'années, l'Empire ottoman a accompli un processus de régénérescence en mettant fin à un système étatique sans avenir. C'est sans doute un exemple unique dans l'histoire du monde musulman, où l'entourage du sultan commence à accompagner les futures réformes qui permettront de franchir un cap.

La Constitution de 1876 a permis de faire rentrer dans les mœurs politiques, l'idée de séparation des pouvoirs autrefois détenus par la seule personne du sultan. L'épisode panislamiste d'Abdül Hamid traduit sa peur de voir son pouvoir de sultan et de calife, règnant sur le monde sunnite, lui échapper.

Les révolutions, en 1908 pour le rétablissement de la Constitution de la part des Jeunes-Turcs et la dissidence en 1919 de Mustafa Kemal, ont permis de progresser dans l'idée d'Etat-nation, un concept en rien évident dans un pays islamique, car, comme l'a affirmé Karl Marx :

*« Le Coran et la législation musulmane réduisent la géographie et l'ethnographie des différents peuples à la distinction simpliste et bien pratique de deux nations et de deux territoires, ceux des fidèles et ceux des infidèles. L'infidèle est « harby », c'est-à-dire l'ennemi. L'islamisme condamne la nation des infidèles, établissant un état d'hostilité permanente entre le musulman et l'incroyant ».*⁷¹⁷

Ce qui signifie que la révolution s'est d'abord faite dans les consciences et à ce titre il convient de ne pas négliger le rôle joué par les loges maçonniques de Salonique, fonctionnant comme de véritables courroies de transmission de la pensée et valeurs occidentales.

La révolution kémalienne est une révolution au sens premier du terme puisqu'elle implique un changement d'axe civilisationnel qui vise à faire du nouveau peuple turc, l'égal des peuples européens, dont Mustafa Kemal a souffert de l'ingérence, sous toutes ses formes, y compris

⁷¹⁷ **Marx, K**, *Declaration of War. On the History of the Eastern Question*, In : Herald Tribune, 15 avril 1854.

les plus « inoffensives » lorsqu'il s'est agi de demander à l'Allemagne de moderniser l'armée ottomane.

La grande révolution kémalienne est sans nul doute l'affirmation de la turcité et la laïcité, comme les Thèses d'histoire ont été un passage obligé pour parvenir à ancrer cette idée d'appartenance à un peuple au sein même de la population. Cette affirmation qui parfois a pris un caractère brutal est par conséquent valable tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur et sert de rempart pour prévenir toute intrusion étrangère. Le message est donc clair, le peuple turc doit acquérir la conscience de son identité et il est donc apte à résister à toute tentative d'ingérence étrangère.

La période post-kémalienne, voit apparaître sur la scène politique plusieurs forces, qui vont se traduire tensions politiques et des affrontements sanglants sur le terrain : les panturquistes, les islamo-conservateurs, les kémalien et l'*Etat-profond*, tous incarnant le nationalisme et revendiquent le leadership du pays. Les différents coups d'Etat font émerger un nouveau visage du nationalisme étatique et montrent que le constitutionnalisme est en proie à de violents soubresauts.

Cette période révèle que les différentes expressions du nationalisme, sont en réalité au service de l'Etat et de la Nation, l'un comme l'autre sous la protection de l'*Etat-profond*. Aussi, dès que les institutions cessent de fonctionner comme il convient et que le pays menace de sombrer dans l'anarchie, ce dernier intervient dans la vie politique en perpétrant un coup d'Etat et en faisant de manière autoritaire, promulguer une nouvelle Constitution.

On peut s'interroger sur les événements qui ont favorisé le retour de la religion sur la scène politique, évincée par Mustafa Kemal. La raison est liée au contexte géopolitique de la Turquie, en première ligne dans le dispositif du *Gladio* et de la défense de l'Occident en cas d'attaque des forces du pacte de Varsovie. Les musulmans d'URSS étant persécutés, l'Etat-profond épaulé par l'OTAN et les Etats-Unis ont imaginé que cette force pourrait servir les intérêts nationaux et constituer une *ceinture verte* efficace.

A ce sujet, le journaliste d'investigation Uğur Mumcu (1942-1993)⁷¹⁸ a révélé les liens entre la *MTTB* et la Ligue islamique mondiale (Rabita), Une organisation fondé en 1962 à la Mecque pour promouvoir le panislamisme. Mumcu a accusé cette organisation saoudienne et

⁷¹⁸ Uğur Mumcu été assassiné par les *Loups gris* et certainement sur ordre de l'Etat-profond qu'il gênait par ses révélations. Le crime a été revendiqué par plusieurs groupes islamistes, mais il fait partie des *faili Meçhul* (crimes non élucidés).

la CIA de «financer en Turquie, une nébuleuse, de compagnies, de fondations, d'associations comme la MTTB et de partis engagés dans la promotion de l'islam politique et la lutte anticommuniste ». ⁷¹⁹ Et Muncu de conclure, que l'un des objectifs de la Rabita et de la CIA est d'utiliser la Turquie pour promouvoir l'islam et attiser l'hostilité au régime communiste chez les musulmans des républiques turcophones du Caucase.

Et de fait, on constate une union entre les nationalistes panturquistes et les islamo-conservateurs qui ont pour cibles les mouvements de gauche, les Kurdes et les Arméniens.

Pour consacrer cette union, le pouvoir de *l'Etat-profond* va encourager la *synthèse turco-islamique*, qui aura pour mission de réunir les composantes nationalistes tout en assurant une stabilité beaucoup plus grande face au puissant voisin soviétique: « *l'abandon et le mépris auxquels l'islam était condamné prirent fin avec la guerre contre le bloc communiste, car ce dernier opprimait l'islam, de même d'ailleurs que toutes les autres religions. On décida d'utiliser les religions du Livre pour déstabiliser le bloc soviétique. Et, à partir des années 1970, on vit plusieurs pays musulmans sortir des oubliettes les valeurs de l'islam et se lancer dans la promotion de la religion, reniant au passage toutes leurs convictions sur la laïcité et le progrès d'une société séculaire* ». ⁷²⁰

L'islam conservateur et le panturquisme seront des forces auxiliaires dans la lutte contre le communisme et le maintien de l'ordre. Lorsqu'elles auront tendance à vouloir s'affranchir de la tutelle de *l'Etat-profond*, celui-ci interviendra militairement y compris contre ces deux forces alliées.

Ces forces nationalistes, voire ultranationalistes qui ont vu le jour dès 1945 et qui vont imposer à l'Etat turc reconnu certaines limites en minant son pouvoir régalien et en s'emparant de « la rue ». Cet ultranationalisme est essentiellement composé dans les années dites de plomb, par les *Loups gris*.

⁷¹⁹ Cheviron, N, Pérouse, J-F, *Erdoğan. Nouveau père de la Turquie*, p.52.

⁷²⁰ Erguner, K, *La flûte des origines, Un soufi d'Istanbul*, Plon, 2013, p.287.

Partie 2

L'ultranationalisme et le renforcement du pouvoir étatique

Les deux décennies, 1960-1980 sont marquées par un durcissement de la vie politique turque, la violence se décline au quotidien et les groupes extrémistes s'affrontent dans des combats de rue. C'est dans ce climat à la limite de l'insurrectionnel qu'apparaît sur l'échiquier politique un groupe ultranationaliste : les *Loups gris*, héritiers directs de la mouvance panturquiste, qui a vu le jour dans les dernières années du régime Jeune-Turc. A l'instar de l'islam, l'idéologie nationaliste panturquiste a été décrétée hors la loi par Mustafa Kemal qui la considérait comme une pure utopie nuisible à la stabilité de l'Etat et au développement de la Nation turque. Ce dernier refusait toute idée de rentrer en conflit avec son voisin russe⁷²¹, pour une idéologie qu'il jugeait chimérique.

Par ailleurs, le nouveau pouvoir entretient de bonnes relations avec les pays voisins et notamment avec la Grèce.

Néanmoins, les dernières années de sa présidence (1938) qui coïncident avec la montée des extrêmes en Europe, voient l'idéologie panturquiste s'épanouir, sans que l'Etat ne puisse contrecarrer son discours.

Il s'en faudra d'ailleurs de peu que le mouvement qui compte de nombreux adeptes y compris au gouvernement, n'entraîne le pays dans le camp des forces de l'Axe. Une hésitation idéologique qui montre à quel point le kémalisme n'était pas tout à fait entré dans les mœurs politiques, y compris chez certains hommes politiques.

A la faveur du multipartisme, le panturquisme va s'exprimer politiquement au sein d'un mouvement, les *Loups gris* et d'une formation politique, le *PAN* qui deviendra le *MHP*.

Par ailleurs, dans les années qui suivront la Seconde guerre mondiale, ce nationalisme se trouvera conforté, bénéficiant du soutien de l'Etat-profond et de la puissance américaine, en raison de la place qu'il occupe dans le dispositif mis en place en l'Etat-profond et les forces de l'*OTAN* car il vise à contenir une éventuelle invasion des troupes du bloc soviétique et à limiter l'action d'espions soviétiques sur le territoire turc, il devient à ce titre, l'auxiliaire de l'Etat turc (**Titre 1**). Avec la disparition de l'*URSS*, le mouvement cèdera sa place, sur l'échiquier politique à d'autres forces nationalistes plus en phases avec les préoccupations du pays. Lequel, dès le début des années 1990 s'inscrit dans une logique néo-ottomane et exalte

⁷²¹ Le panturquisme, rêvait d'un grand empire qui engloberait les peuples turcophones du sud de l'Union soviétique.

la grandeur ottomane qui s'est ternies à la fin du 19^{ème} siècle. Cette néo-ottomanité a pour objectif de redonner au pays, le rôle au plan international auquel elle aspirait depuis longtemps, rompant ainsi l'un des derniers liens qui l'unissait au kémalisme qui préconisait la stricte neutralité du pays. Cette néo-ottomanité a une fois de plus l'Occident en ligne de mire, puisque, outre le rôle de puissance régionale elle souhaite d'un point de vue économique, faire de la Turquie, une Nation comparable à la Grande-Bretagne, à la tête du Commonwealth. **(Titre 2).**

Titre 1

Le nationalisme auxiliaire de l'Etat turc

Le mouvement des *Loups gris* a été créé par le colonel Alparlan Türkeş (1917-1997) et les militaires, très probablement à la demande de l'état major américain et de la *CIA*. Au même moment l'Etat grec tombait sous la dictature des Colonels, encouragée par les Etats-Unis qui considéraient positivement un régime fort de type militaire, seul capable de faire échec au communisme. Cette force politique va être l'une des forces majeures dans la défense des intérêts de l'institution étatique.

Dès les années 1960, le mouvement se met au service de l'*Etat-profond* et va être utilisé comme fer de lance dans la lutte secrète contre les mouvements de gauche, mais aussi le *PKK*⁷²² et l'*ASALA*⁷²³, désignés comme une menace pour l'équilibre du pays et suspectés de sympathie à l'égard du communisme. La période comprise entre les années 1960 et 1980, qui correspond au début et à la fin de la Guerre froide voit ces groupes proches des milieux terroristes se livrer une guerre sans merci. Ces décennies seront d'ailleurs les plus violentes que la Turquie ait connues.⁷²⁴

Pendant un peu plus de vingt, les Loups gris exécuteront les basses œuvres de l'*Etat-profond* et seront la principale force nationaliste de ce que l'on a appelé les années de plomb (**Chapitre 1**). Les forces souterraines qui minent la stabilité du pays⁷²⁵ seront réunies pour verrouiller l'appareil d'Etat et priver les Turcs d'une véritable démocratie. Cette confiscation du pouvoir aura un effet « positif » puisque le peuple aura la certitude lors de l'accident de Sursuluk d'avoir été abusé par le monde politique, ce qui suscitera une réaction de colère dans le pays et donnera naissance à une société civile turque. Il y aura un avant et un après Susurluk et le nationalisme va dès lors changer de nature et s'affranchir du soutien de l'Occident. La disparition de l'*URSS* va redistribuer les cartes, les demandes répétées de la Turquie en vue d'une intégration à l'Union européenne, vont amener un nationalisme qui réunira l'ensemble de la société civile, toutes sensibilités politiques confondues. Les *Loups gris* vont perdre en influence au profit de la mouvance *ülusalçilik*. L'Etat va récupérer sa souveraineté et adopter une diplomatie indépendante à l'égard des puissances étrangères, car désormais, le nouveau nationalisme fait face à l'Occident (**Chapitre 2**)

⁷²² Le *Partiya Karkerên Kurdistan* ou Parti des Travailleurs du Kurdistan, a été créé en 1978.

⁷²³ L'Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie a été active de 1975 au début des années 1980.

⁷²⁴ **Pinker, S**, *The Better Angels of Our Nature: Why Violence Has Declined*, Penguin Books 2012, 832 p.

⁷²⁵ L'instabilité générée par ces forces aboutira au coup d'Etat de 1980.

Chapitre 1 : Le nationalisme des années de plomb

Les années qui voient l'introduction du multipartisme coïncident aussi avec le début de la Guerre froide. Les Etats-Unis ont besoin d'Etats stables et forts, capables de résister à la propagande du bloc de l'est, mais aussi, en cas d'invasion des forces du Pacte de Varsovie, des Etats en mesure d'opposer une résistance par la guérilla.

Le multipartisme en Turquie a favorisé l'arrivée sur la scène politique de partis de gauche, dont le parti des travailleurs d'inspiration communiste.

Le Caucase et l'Asie centrale possèdent des Etats turcophones et de religion musulmane, en mesure de se reconnaître dans une Turquie nationaliste et musulmane. Aussi, et cela va être l'un des premières entorses à la laïcité kémalienne, les Américains comptent favoriser à la fois le nationalisme panturquiste mais aussi permettre à l'islam de reprendre part à la vie politique du pays. L'objectif étant de créer une « ceinture verte »⁷²⁶ constituée de forces musulmanes et nationalistes, jugées suffisamment fortes idéologiquement pour pouvoir endiguer la poussée du communisme en Turquie ; ce dont elles s'acquitteront parfaitement. L'*Etat-profond* va instrumentaliser le nationalisme panturquiste et les *Loups gris* (**Section 1**), partisans d'un Etat fort. Mais jugeant, l'Etat vulnérable, ils vont devenir l'un des deux piliers sur lesquels va reposer la politique de l'*OTAN* et le célèbre *Stay-Behind*, force de contre-guérilla. Ces forces, à l'instar des escadrons de la mort présents dans certains pays d'Amérique du sud feront régner la terreur sur la vie publique turque des années 1960 aux années 1990, l'*Etat-profond* associé aux *Loups gris* seront les acteurs de la politique nationale (**Section 2**) en organisant une série de putsch, mais aussi en orchestrant des massacres comme celui du 1^{er} mai 1977 sur la place Taksim où des snippers ouvrirent le feu sur les manifestants venus célébrer la fête du travail .

⁷²⁶ **Cheviron, N, Pérouse, J-F**, *Erdogan, nouveau père de la Turquie ?*, Editions François Bourin, 2016, 431 p, p.48.

Section 1. Les points de convergence entre l'Etat-profond et le nationalisme

C'est un fait avéré et les exemples d'actions communes ne manquent pas, les deux forces islamo-nationalistes et l'Etat-profond, fonctionneront en binôme et leurs actions se confondent tant, leurs cibles sont identiques. Si l'*Etat-profond* préserve la pérennité de la Nation turque, il en va de même de l'ultranationalisme, pour qui, celle-ci est une priorité. Aussi, leurs ennemis communs ont été pendant les années 1960, les forces de dissolution : les communistes présents dans les milieux intellectuels, ou estudiantins : « *Pour le gouvernement, les Loups gris étaient un instrument pratique qui permettait de combattre l'opposition de gauche sans la police ou l'armée*⁷²⁷ ».

Parmi les forces centrifuges, perçues comme une menace réelle pour la stabilité du pays, il y a les militants kurdes, souvent proches de milieux de gauche et dont les revendications nationalistes s'opposent aux visées stato-nationalistes⁷²⁸ des deux forces.

Leurs cibles favorites sont les journalistes coupables de propager des idées contraires aux intérêts de l'Etat turc, comme la reconnaissance du génocide arménien. Ils sont également

⁷²⁷ « *Qui sont les Loups gris, ces extrémistes turcs qui ont tiré sur le pilote russe en détresse ?* », In Sputnik News, 12 juillet 2015, <https://fr.sputniknews.com>.

⁷²⁸ Les caractéristiques du stato-nationalisme prôné par les *Loups gris* est la reconnaissance multiraciale de la Turquie mais qui ne se définit pas comme multiculturelle.

- défense de l'identité nationale turque.
- abrogation du droit du sol : être Turc s'hérite (droit du sang) ou se mérite (naturalisations en fonction de la volonté d'assimilation).
- distinction Turcs vs minorités, telles qu'elles ont été définies par le Traité de Lausanne. Cela concerne essentiellement les Arméniens.
- préférence nationale pour les emplois, le logement.
- souveraineté nationale.
- lutte contre tous les communautarismes : la seule communauté reconnue est la communauté nationale.
- laïcité.

accusés d'être favorables aux agents de l'*URSS* et d'instrumentaliser les minorités, afin de déstabiliser la Nation turque.

Pour toutes ces raisons, les *Loups gris* vont se mettre au service de l'*Etat-profond*, un mouvement capable d'exécuter les basses œuvres de l'*Etat-profond* qui conserve une neutralité de façade (**Paragraphe 1**). Le mouvement va se politiser et se doter d'une vitrine le *MHP* et par son biais, intégrer tous les gouvernements. Il se caractérisera notamment par un souverainisme très net et s'opposera à l'entrée de la Turquie dans l'UE (**Paragraphe 2**).

Paragraphe 1. Les Loups gris : le bras armé de l'Etat-profond

Dès la signature des accords de Yalta et selon l'expression de Winston Churchill, le rideau de fer s'abat⁷²⁹ sur une partie de l'Europe et le monde rentre dans la Guerre froide.

Les Etats-Unis, dans leur guerre contre le communisme, constituent une ceinture d'Etats stables et forts capables de résister à la propagande du bloc de l'est, mais aussi, en cas d'invasion des forces du Pacte de Varsovie d'être en mesure de résister par des actions clandestines et de guérilla urbaine.

L'*Etat-profond* qui symbolise la puissance de l'Etat et les *Loups gris* qui représentent le courant panturquiste, incarné par Alparslan Türkeş, homme lige de la *CIA* qui est chargé de prendre la tête du mouvement panturquiste, qui voit en lui son guide, comme en témoigne son surnom de *Başbuğ*.

Le mouvement dès la fin de la guerre a nettement amorcé un virage idéologique asiatique (**A**) et entend faire de la Turquie le phare de l'idéologie panturquiste. Pour cela, il faut un pays qu'il souhaite débarrasser de toutes les forces qui menacent sa souveraineté (**B**) nationale, les mouvements de gauche, mais également les minorités acceptant l'identité turque, que le mouvement soupçonne néanmoins d'être à la solde de l'étranger et de ce fait à nuire à l'intégrité du pays.

A. Un nationalisme qui revendique son origine asiatique

Leur apparition dans le paysage national n'est pas fortuite et correspond à la fois à l'ouverture de la vie politique au multipartisme et à une remise en cause partielle du kémalisme. La *STI* est parvenue à s'imposer comme idéologie officielle. Le discours désormais toléré par le pouvoir, sur l'origine asiatique des Turcs, et sur la grandeur de l'Empire ottoman, permet au panturquisme de trouver sa voie et de réaliser le lien entre le passé lointain des Turcs et leur arrivée sur les rivages de la Méditerranée, que tous imputent aux valeurs morales et guerrières du peuple.

⁷²⁹ Discours à Fulton le 5 mars 1946

Le contexte politique, de la Guerre froide et la menace que fait peser l'URSS à la fois sur les Turcs de l'extérieur et à l'intérieur même du pays par le biais des mouvements de gauche, va changer quelque peu la donne et l'armée turque, bien que garante de l'idéologie kémaliste, va voir cette idéologie-rempart d'un œil bienveillant. Elle l'instrumentalisera à sa guise et l'éliminera du champ politique, lorsqu'elle se muera en danger pour la stabilité pays.

Ce mouvement ultranationaliste va mener la lutte contre les ennemis de la Nation, au nom de l'identité turque et transformera en bras armée de l'Etat-profond turc.

Les *Loups gris* ou *böz kurt* sont connus également sous le nom *Ülkücüler* ou idéalistes. Il tire son nom de légendes d'Asie centrale et des stèles de l'Orkhon qui situent l'origine des Turcs au sud du lac Baïkal, sur le territoire de l'actuelle Mongolie, où coule la rivière Orkhon, affluent de la Selenga, qui se jette dans le lac Baïkal.⁷³⁰

Sur ces rives s'est développée aux 7^{ème} et 8^{ème} siècles, une culture décrite comme brillante, qui a laissé entre autres vestiges des stèles sur lesquelles sont gravés des textes en turc ancien. Il s'agit des plus anciennes œuvres connus en langue turque.

Ces textes, très élaborés et poétiques, relatent l'histoire des fameux « Turcs célestes » ou *Gök türk*, une organisation politique dirigée par un *kaghan* (khan ou kagan). Ils possédaient un empire et leur territoire s'étendait à travers la steppe, depuis les monts Khangai lieu supposé des forêts mythiques d'Ötüken jusqu'à l'ouest chinois, autrement dit, de la Sibérie au Tibet, et à certaines périodes de la mer d'Aral à la muraille de Chine.

Le contenu des inscriptions de l'Orkhon retrace l'histoire des conquêtes des steppes par ces groupes nomades, mais plus encore des dangers qui ont eu finalement raison des Turcs célestes. Le plus grave n'est pas la défaite militaire, mais l'acculturation, la sinisation, l'oubli des « vertus turques », de la culture des steppes. Ces textes ont été instrumentalisés notamment par la synthèse turco-islamique, et ont servi de substrat au discours identitaire et nationaliste. Leur ancienneté et leur style épique leur confèrent plus d'efficacité. Ces textes, sont étudiés dans les écoles en Turquie. Dans leur traduction en turc moderne, le sens de certains mots anciens a été dévoyé. On y a introduit des mots comme « nation », « empire »,

⁷³⁰ **Copeaux , E**, *Ergenekon, le mythe et ses significations. Ergenekon, un nom mythique très prisé en politique*, In : Turquie européenne, 18 avril 2011, <http://www.turquieeuropeenne.eu>.

de manière à faire croire à l'existence d'une « nation » turque » au sens moderne d'État-nation, de façon continue depuis le 8^{ème} siècle.⁷³¹

L'utilisation des thèmes légendaires ou historiques de la haute Asie commence par la légende d'Ergenekon. Ce terme désigne le lieu mythique qui serait le lieu d'origine des Turcs célestes, situé quelque part dans les monts Khangai où se trouve la source de l'Orkhon.

*« Au début de l'ère chrétienne, les ancêtres des Turcs, descendent progressivement des forêts sibériennes et atteignent les steppes d'Asie centrale. Ils chassent ou incorporent les populations indo-européennes préexistantes. Cette fusion est à l'origine des caractères spécifiques de la « race » turque. Avec le passage de la taïga à la steppe, les Turcs passent de la civilisation du chasseur-cueilleur à celle du cheval. Ils se meuvent sans difficulté dans les vastes étendues de l'Altaï et harcèlent sans discontinuer la Chine. Le centre de gravité de cet empire est délimité au nord par le lac Baïkal, au sud par le désert de Gobi. Au milieu coule une rivière, l'Orkhon, véritable îlot de verdure, perdu dans l'immensité désolée. En ces lieux ont été retrouvées des inscriptions à la fin du XIXe siècle. Elles proclament à la face des siècles la grandeur du peuple turc et mettent en garde contre les dangers de l'acculturation qui guette la horde nomade ».*⁷³²

Le mythe fondateur du peuple turc ressemble à s'y méprendre à celui de Rome, dont les protagonistes sont Remus et Romulus et une louve qui veille sur eux. L'ancêtre des Turcs célestes est aussi un enfant, seul survivant d'un groupe de proto-Turcs, abandonné dans ce lieu, l'Ergenekon. La légende relate qu'il y aurait été recueilli et nourri par une louve. Le « peuple turc » une fois reconstitué à partir de cette renaissance miraculeuse, aurait établi en Asie centrale, une première civilisation et domestiqué le feu, et découvert les arts du feu. A partir de ce lieu, Ergenekon, les Turcs célestes auraient essaimé, fondant notamment l'Empire des Turcs célestes qui aurait contrôlé une grande partie de l'Asie intérieure. Et c'est encore un loup qui les aurait guidés dans leurs pérégrinations vers l'Occident et les bords de la Méditerranée orientale.

⁷³¹ **Copeaux, E**, *Ergenekon, le mythe et ses significations*, In : Turquie européenne, 18 avril 2011.

⁷³² **Josseran, T**, *Turquie. S. Ilhan, « Il est dur d'être turc »*. Analyse d'un ouvrage souverainiste eurasiste, In : la revue géopolitique, 21 mars 2012, <http://www.diploweb.com>.

Dans les premières années de la République (1923) le loup a servi de symbole au nouveau régime.⁷³³ Cette légende du loup renvoie à celle d'Ergenekon en évoquant le « foyer originel » d'Asie central. Elle enracine la République dans un passé *öztürk* ou purement turc, loin de toute « contamination idéologique ou de race » selon les panturquistes héritiers du concept allemand et national-socialiste de la *Volksgemeinschaft* », ou communauté raciale.

L'interdiction par Atatürk, de toute expression du panturquisme, a obligé ses défenseurs à plonger dans la clandestinité. Pour autant, sa marginalisation n'a été que provisoire et lui a permis de se radicaliser au contact des thèses prônées par le nazisme.

L'image du loup a alors cessé d'être un symbole officiel pour être confisquée par l'extrême-droite, et utilisée par des revues extrémistes qui portent souvent le nom de *Bözkurt*. Mais cet animal qui symbolise le Turc va servir d'emblème à ce parti aux accents racistes (1) qui va être la force prédominante de l'extrême droite turque et qui va pratiquer une politique de noyautage de la société et de réseautage, sur le modèle de l'Italie musolinienne (2).

1. Les Loups gris : l'ultranationalisme et populisme

Pour bien comprendre l'enracinement de cette mouvance dans le paysage politique, il convient de remonter aux années qui ont fait suite à la disparition de Mustafa Kemal. Au moment où la Turquie et le mouvement panturquiste sont influencés par les thèses racistes du nazisme et d'espions présents notamment à Istanbul. Cet environnement particulier a un impact sur le fondateur du mouvement Alparslan Türkeş qui est dépeint « *comme étant sous l'influence de Nihal Atsız, le penseur panturquiste des années quarante. Admirateur d'Hitler, il rêve d'une grande Turquie, du règne du peuple turc, supérieur à tous égards, sur le monde. D'autres extrémistes sont partis en Allemagne observer la « révolution » nazie et rapportent des idées qui ont certainement influencé Türkeş* »⁷³⁴

Des thèses qui vont pendant les années 1960-1970 expliquer la violence extrême de ce mouvement qui oscille entre exclusivisme turc et racisme, paganisme et l'ottomanisme.

⁷³³ D'ailleurs Mustafa Kemal est souvent appelé le loup gris en raison de la couleur de ses yeux, comme lui, il est le guide du peuple turc.

⁷³⁴ Copeaux, E, *Türkes et le MHP, nation, race et religion*, In : Esquisse n° 59, 3 janvier 2016, <http://www.susam-sokak.fr>.

Comme l'explique Jakob Landau, ce groupe en devenir, va subitement trouver sa place sur l'échiquier politique⁷³⁵, car il sera l'un des farouches défenseurs de l'identité turque, que les ultranationalistes estiment mal défendue par l'Etat officiel. Le mouvement, aidé par la *CIA*, va se dresser comme un rempart, protégeant la Nation turque décrite alors comme « une citadelle assiégée », contre le communisme et les mouvements séparatistes kurdes ou arméniens. En outre, il sera rejoint par des membres du mouvement prométhéen⁷³⁶, qui voit en cette force politique et idéologique un moyen de défendre, les Turcs du Caucase.

Le mouvement panturquiste qui avait commencé à occuper la scène politique sous les Jeunes-Turcs renaît de ses cendres peu avant la disparition de Mustafa Kemal. La Turquie commence, sous l'influence d'espions à la solde du nazisme à s'approprier les thèses racistes en vigueur en Europe pour justifier la prédominance de la race turque. Quant aux nazis, ils exploitent cette dérive pour deux raisons, la première vise à attirer la Turquie dans le camp des forces de l'axe et donc barrer les voies d'accès au Proche-Orient aux Britanniques qui seraient ainsi coupés du reste de leur Empire. La deuxième raison, grâce à cette tête de pont que constitue la Turquie de pratiquer la stratégie du perturbateur à la fois à l'égard des Occidentaux, mais de l'*URSS*, dans le sud du Caucase.

Le terme de race a fait irruption dans le discours nationalisme à la fin du 19^{ème} siècle sous la plume de certains intellectuels souvent originaires du Caucase et victimes de la volonté hégémonique de la Russie, puis de l'Union soviétique et qui se déterminent au sein de l'Empire à la fois comme musulmans, mais aussi comme peuples turcophones.

Dans l'Empire ottoman, le concept de race a été complètement passé sous silence par le pouvoir ottoman qui souhaitait conserver son caractère pluriethnique. Aussi, le terme : *Ilk* ou *soy* sont inexistant du discours officiel.

Même si les thèses de Darwin séduisent les Jeunes-Turcs, ces derniers, dès leur prise de pouvoir, ils accueillent en leur sein, tous les Ottomans, quelle que puisse être leur race et ne

⁷³⁵ Landau, J, *Pan-Turkism. From Irredentism to Cooperation*, Hurst and Company, Londres, 1995,p.157.

⁷³⁶ Le mouvement prométhéen a été créé dans les années 1920 pour fédérer tous les peuples victimes de l'hégémonie russe, puis plus tard soviétique. Il regroupe des Polonais, des Ukrainiens et des Turcs du Caucase.

manifestent aucune discrimination, du moins à leur début. La première guerre mondiale et la confrontation avec les nationalismes, arménien, bulgare, albanais, va donner naissance à un radicalisme très net dans le discours et dans les actes. Pendant la période jeune turque, les allusions à la race deviennent de plus en plus fréquentes, et le terme de race est souvent repris dans les hymnes patriotiques, accompagnés de termes qui exaltent la vaillance au combat de « la race turque ». La race s'inscrit à ce moment précis, dans un continuum historique avec un point d'ancrage en Asie centrale.

Les stèles de l'Orkhon et les inscriptions qu'elles recèlent ont pu influencer le discours dès lors panturquiste. Les écrits de Ziya Gökalp exaltent la supériorité du Turc sur tous ses adversaires. Pour lui, le Turc ne peut que gagner la guerre parce qu'il appartient à une race de guerriers et ce en raison de son ascendance hunique.

Le racisme turque va se trouver conforté par la présence allemande sur le territoire et la montée de l'hitlérisme en Allemagne. La Turquie qui a des relations privilégiées avec ce pays fait l'objet d'une intense propagande raciste de la part d'espions allemands. Istanbul n'est pas seulement la base de repli des réfugiés turcs du Caucase, c'est aussi une plaque tournante, un lieu où se côtoient espions nazis, agents soviétiques et des puissances occidentales⁷³⁷.

Tous ces réfugiés du Caucase trouvent dans l'Allemagne nazi un allié tout désigné, les espions à la solde de Hitler s'intéressent de près à la culture turque et mènent en sous-main une politique entièrement contraire aux préceptes du kémalisme.

L'exemple le plus connu est celui de Von Sebottendorf qui s'établit dans l'Empire ottoman en 1908. Il est naturalisé Turc en 1911 et initié au sein d'une confrérie musulmane soufie, les Bektashi⁷³⁸. Il avait pour ambition de concilier la franc-maçonnerie et le Coran.

Von Sebottendorf revient en Allemagne vers 1913 pour y mener l'action de la Société Thulé. Il s'affilia en 1916-1917 à un groupement dérivé de « l'Ordre des Germains » dirigé par Pohl et Fresse. Il y loua le 1^{er} juin 1918, à l'hôtel des « Quatre Saisons », cinq grandes salles pour sociétés, que venait de libérer un club sportif. C'est dans cet hôtel que fut fondée au cours de l'été 1918, la *Thulé*, qualifiée de cercle extérieur de « l'Ordre des Germains ».

⁷³⁷ King, Ch, *Minuit au Pera Palace*, Payot, 2016, p.443.

⁷³⁸ Actuellement très présents en Albanie et résident encore dans leurs Tekke (monastères).

La Société Thulé fut une société « secrète » allemande qui est supposée avoir donné une base idéologique aux nazis aux prémices de la Seconde Guerre mondiale, en mêlant une idéologie d'extrême-droite antisémite et pangermaniste à l'étude des runes et des anciennes légendes germaniques.⁷³⁹

Après la participation de Sebottendorf, l'organisation, qui au départ n'était qu'un groupe d'études ethnologiques sur l'antiquité germanique, devient rapidement une société secrète ainsi qu'un rassemblement d'activistes politiques réunis par l'envie de faire tomber la toute jeune République de Weimar.

Il publie *la pratique de l'ancienne franc-maçonnerie turque* : la clé de la compréhension de l'alchimie, puis en 1925, *Le Talisman des Rose-Croix*, un roman, qui sous forme de dialogue, est un roman autobiographique et une introduction à ses propres théories astrologiques. Il publia également ses mémoires en 1933, *Avant qu'Hitler ne vienne*.

Dans ce dernier ouvrage, Sebottendorff cherche à se poser, tout comme sa Société Thulé, en précurseur de la NSDAP. Il décrit la Société de Thulé, ainsi que lui-même, comme résolument antisémite. De cette société seraient sortis, selon ses dires, outre la Milice civique de Munich et le corps franc d'Oberland, le parti nazi. Il est certain que dans le climat politique de 1933, il était opportun de se proclamer le père de tels mouvements. Mais cela contredit ce qu'il écrivit dans son ouvrage de 1925. Il quitta l'Allemagne pour Istanbul en 1933. Durant la Seconde Guerre mondiale, il travailla pour les services secrets allemands

Dans les années qui suivent, le panturquisme va devenir offensif et prendre une tournure bien plus offensive. Si dans les vingt premières années, il se limitait à accueillir « les frères turcs » des républiques soviétiques, il n'en va pas de même en 1938 où les intellectuels qui s'expriment par le biais de revues prônent ouvertement la supériorité de la race turque et adoptent un discours résolument raciste.

Les Allemands ont commencé leur stratégie de rapprochement bien avant la chute de l'Empire ottoman, avec la construction de chemin de fer reliant Istanbul à Bagdad, puis comme conseillers militaires, pendant le premier conflit mondial. Ce qui n'était pas du goût de Mustafa Kemal, mais leur présence a réussi à convaincre certains Turcs gravitant dans la sphère du pouvoir, de la supériorité de l'Allemagne.

⁷³⁹ **Ambelain, R**, *Les arcanes noirs de l'hitlérisme. 1848-1945, l'histoire occulte et sanglante du Pangermanisme*, Robert Laffont, 1990, 384 p.

Dès l'accession au pouvoir d'Hitler, les élites kémalistes parmi lesquels Recep Peker (1888-1950), secrétaire général du parti se sentent attirés par cette Allemagne autoritaire d'ailleurs le journal *Cumhuriyet* établit une filiation entre les deux régimes alléguant qu'Hitler : « *est le seul chef qui a compris Atatürk* ». ⁷⁴⁰

Mais la fascination pour le nazisme présente provient de leur inimitié partagée pour les Britanniques et les bolchéviques. Le mouvement prométhéen n'a jamais cessé d'afficher des sympathies pronazies, au nom du vieil adage, « les ennemis de mes ennemis sont mes amis », car les nazis combattent les Soviétiques sur le front est. Ces populations turcophones n'ont jamais totalement renoncé à l'idée de former une Fédération caucasienne. Mais au en 1945, au moment où la Turquie déclare la guerre aux forces de l'axe, c'est le plus naturellement du monde que les Prométhéens se tourneront vers les Américains, certes favorables à la Grande-Bretagne, mais ennemis du bolchévisme.

Quant à la presse, acquise aux idées panturquistes, elle joue un rôle non négligeable dans le rapprochement des deux pays. La maladie de Mustafa Kemal et son retrait progressif de la vie publique, ont pour effet de libérer la parole acquise aux thèses panturquistes et les titres des publications qui paraissent dans les librairies ne laissent que peu de toutes quant à leur lien avec cette idéologie.

Les espions nazis présents sur le territoire turc répandent l'idéologie du Reich et leur travail de propagande va être considérablement facilité par la parution en 1933 du premier livre qui traite du massacre des Arméniens : « *les quarante jours de Musa Dargh* » de Franck Werfel (1890-1945) publié en Turquie, qui s'accompagne d'un projet de tournage. Le livre est écrit par un juif allemand. Il établit clairement un lien entre l'idéologie nazie et le massacre des Arméniens en 1915. Le livre est bien évidemment interdit en Allemagne, quant à la Turquie, sa parution provoque une levée de bouclier dans la presse qui dénonce de manière unanime le complot « arméno-juif ».

En 1934, en Thrace, des cercles officieux lancent des campagnes antisémites d'une rare violence, visant les Juifs. Elles préconisent de procéder à nouveau à des déplacements de populations, comme l'avait fait le gouvernement kémaliste en 1922-23 avec les Grecs. L'idée

⁷⁴⁰ *Hitler s'est servi du génocide arménien fait par Atatürk comme exemple pour perpétuer la Shoah*, In : Huffington Post, 9 novembre 2011.

n'est pas d'exterminer mais d'exclure de la Nation turque les Juifs. Et de fait, c'est ce qui se produit, nombreux sont ceux qui quittent la Thrace.

Le gouvernement qui n'approuve pas cette propagande, ne réagit que très mollement et par la voix de son ministre de l'Intérieur Sükrü Kaya (1883-1959) apporte une justification pseudo politique : « *Nous sommes obligés de renforcer la Thrace. La Thrace signifie pour nous à la fois Istanbul et les détroits. Si nous perdions la Thrace, Istanbul ou les détroits, la Turquie deviendrait un pays comme l'Afghanistan* ». ⁷⁴¹

Une déclaration qui montre que la Turquie n'en n'a pas fini avec son unité, qu'elle conserve en elle le traumatisme de Sèvres préférant sacrifier sur l'autel de la stratégie, ceux qu'elle considère pourtant comme de fidèles « citoyens », les juifs.

La presse dans son ensemble est acquise aux thèses du IIIe Reich à l'instar de la revue *Milli Inkilap* dont le rédacteur n'est autre que Cevat Rifat Atilhan (1890-1967), officier de l'armée ottomane, qui au tout début de la République s'était opposé à l'idée « *que le Juif parle le turc, n'est pas une faveur, mais un viol de notre si belle langue et notre si doux dialecte* ». ⁷⁴² Dans les années 1930, il fréquente Albert Rozenberg théoricien du racisme.

Parmi les plumes antisémites de la revue, on retrouve Peyami Safa (1890-1961), romancier et auteur en 1931 *d'Attila et les Huns*, héros favori des ultranationalistes, glorifié pour ses conquêtes et ses qualités guerrières. A cela il ajoute des « talents » de caricaturistes et ses cibles de prédilection sont les juifs.

Un mensuel affiche aussi sa tendance panturquiste, *Ergenekon* publiée à Ankara en novembre 1938, l'éditeur n'est autre que Reha Oguz Türkkan (1920), le logo de la revue n'est autre, qu'un loup gris. Elle prend le nom de *Bözkurt*, loup gris, comme symbole totémique, des légendes d'Asie centrale, et son slogan n'est autre que « *la race turque au dessus de tout toutes les autres !* » traduction de l'allemand et du slogan en vigueur pendant les années 1930 dans ce même pays.

⁷⁴¹ **Bozarlsan, H**, p 342.

⁷⁴² **Fliche, B**, *Discours d'Empire, discours "d'en pire"* In : EPHED, s,d, <https://www.ephep.com>.

Un an plus tard *Türkkan*, créée au mois de mai, la revue *Bözkurt*, mais en raison des thèses qu'elle défend, elle sera interdite de publication après deux sorties en mai et juin 1939. Finalement quelques mois plus tard elle reprendra ses publications.

Le journal est représenté par des universitaires comme le professeur Abdülkadir Inan. Et surtout il ratisse large, puisqu'il inclut des éléments touraniens, des Finnois, Estoniens et Hongrois qui partagent avec les Turcs non seulement l'idée de supériorité de race turque, mais aussi un ancêtre commun : Attila, vénéré pour avoir donné aux Turcs une fierté à la fois dans l'appartenance, mais aussi d'avoir unifié le peuple turc.

Au cours de ces années, *Türkkan* donne sa définition au panturquisme et l'orientation tourne autour de la notion de race. Il impose aux panturquistes l'obligation de présenter leur race comme supérieure, d'adhérer aux principes de racisme et d'unité entre tous les Turcs.

L'hebdomadaire *Tanridag* voit le jour en 1942 à Istanbul, sous l'impulsion du Dr Rıza Nur qui en est l'unique promoteur. Celui-ci est un ardent opposant à Mustafa Kemal. Il ne rentrera en Turquie qu'à la mort de ce dernier. Nur identifie trois composantes du nationalisme : le touranisme, le panturquisme et l'anatolisme. Selon sa théorie la première s'est fondue dans la deuxième, ce qui a eu pour effet de répandre la race turque ; quant au troisième groupe, il est supérieur à tous. En fait, on peut imaginer que déjà l'islam soutient ce schéma, car tous les touraniens ne sont pas musulmans alors que tous les anatoliens le sont. Il conclut sa démonstration en montrant que le panturquisme fondé sur la race est le plus viable.

Le journal *Gök Börü* est publié à Istanbul, bi-mensuel, il a pour éditeur *Türkkan* qui pour combler le vide laissé par *Bözkurt*, quatre mois plus tôt, décide de publier un autre journal nationaliste qui ressemble à s'y méprendre au premier. La maxime « la race turque au dessus de toutes les races » n'est pas sans rappeler les objectifs de *Türkkan*.

Il reprend la division de *Nur* : touranisme, panturquisme, anatolisme, spécifiant que la vocation de la première concerne les Turcs de l'extérieur, alors que les troisièmes ont une vocation locale.

A la mort de Mustafa Kemal, les sympathies nazies s'affichent ouvertement, et tout spécialement à partir de l'opération Barbarossa (1941) qui met aux prises directes, l'Allemagne nazie et l'URSS. Le pays vibre à l'unisson avec l'Allemagne nazie.

Ismet Inönü est mis en minorité au sein du parti créé par Mustafa Kemal. Le racisme bat son plein et dans le discours apparaît l'idée que là où se trouve un étranger, se trouve un nid d'espions prêt à tout pour nuire et porter atteinte à la souveraineté de la Turquie⁷⁴³. Il faut encore y voir une résurgence du traumatisme vécu par les Turcs au moment où l'Empire ottoman a été dépecé, date à laquelle ils ont acquis la certitude que l'Occident en lien avec les minorités complotait contre l'Empire. Ce discours sera très en vogue dans les années 1960-1970 et sera même un thème favori des *Loups gris*.

Le parti unique essaie de contrôler ce mouvement en publiant un rapport où l'on recadre ces propos dans la ligne voulue par Mustafa Kemal selon lequel : « *Ce pays appartient à ceux qui se sentent Turcs par la conscience, que tout l'honneur et toute la fortune bénédiction sont réservés aux Turcs, qui ne doivent allégeance à nulle nation autre qu'au turcisme* ». ⁷⁴⁴

Le sentiment antisémite qui se répand dans le pays est contrebalancé par Mustafa Kemal qui invite les juifs européens à rejoindre la Turquie. En 1935, Mustafa Kemal qui souhaite voir son pays se doter des plus grandes écoles et universités, mais qui ne dispose pas encore d'une élite capable de relever le défi, invite les juifs étrangers pour l'essentiels Allemands et Autrichiens à venir s'installer en Turquie, à charge pour eux d'apporter leur science aux Universités turques.

Istanbul devient la « meilleure université allemande »⁷⁴⁵ a-t-on coutume de dire. Les autorités ont demandé aux professeurs exilés d'apprendre le turc en trois ans.

Parmi ces réfugiés apparaissent les noms d'Ernst Reuter, Paul Hindemith, Werner Ludwig Lipschitz, directeur de l'Institut de biochimie d'Istanbul, Fritz Neumark, Alexander Rüstow,

⁷⁴³ **Bozarlan, H**, p.343. Propos tenus par Kazim Karabekir écarté de la sphère du pouvoir par Mustafa Kemal et réhabilité par Inönü.

⁷⁴⁴ **Bozarlan, H**, p.343.

⁷⁴⁵ *Les Juifs en Turquie, immigration et sauvetage. La Turquie, un refuge sous le nazisme*, 4 avril 2012, <http://www.cercleshoah.org>.

économiste, Gerhard Kessler, Wilhelm Röpke⁷⁴⁶, qui ont aidé le pouvoir turc à construire le système universitaire et des laboratoires scientifiques entre 1933 et 1953.

Sous leur impulsion, l'École supérieure d'agronomie et de médecine vétérinaire d'Ankara est bâtie sur le modèle allemand pour faire progresser l'agriculture et l'élevage en Anatolie. Otto Gerngross y est professeur de technologie agricole. Eduard Zuckmayer fonde une école de musique qui fait un pont entre musique orientale et occidentale, à la Gazi-Universität à Ankara.

La culture allemande a influencé le système financier, juridique, politique et artistique en Turquie. Dans son rapport paru dans le livre *Exil sous le croissant et l'étoile*, Herbert Scurla, haut dignitaire nazi en mission à Ankara et à Istanbul en 1937 et en 1939, cherche à discréditer les intellectuels allemands réfugiés auprès des Turcs, les traitant d'« *Emigrantenbande* » ou clique d'émigrés.

Il classe les émigrés allemands en *Vollarier*, *Nichtarier*, *Mischling*, *Volljude* (juif intégral), *hochgradiger Freimaurer* (franc-maçon de la pire espèce)⁷⁴⁷. Les nazis retirent les passeports des exilés et annulent leur nationalité pour des raisons idéologiques et raciales. Scurla pense que ces *Haymatloz*, *Heimatlos*, (apatride), n'auront plus leur place en Turquie, mais il sous-estime l'indépendance politique voulue par la Turquie d'Atatürk.

Il se plaint du non-recrutement de certains professeurs. Les autorités turques ne veulent pas d'universitaires occupant des fonctions au *NSDAP*, craignant qu'on leur impose des gens pour leur aryanité et non pour leurs compétences. Les professeurs du Reich qui sont détachés, « *Einsatz* » (en mission) en Turquie, doivent obéissance absolue aux nazis. Scurla constate que ceux qu'il définit de non-aryens voient leurs contrats renouvelés, alors que celui des professeurs nazis n'est pas renouvelé

Dès 1941 un décret interdit « *le séjour des Juifs étrangers dont les libertés de vie et de circulation sont restreintes dans les pays où ils résident* ». ⁷⁴⁸

⁷⁴⁶ *Les Juifs en Turquie, immigration et sauvetage. La Turquie, un refuge sous le nazisme*. Ibidem.

⁷⁴⁷ Ibidem.

⁷⁴⁸ **Bozarslan, H**, p.343.

Concession faite à l'Allemagne nazie. Cette politique atteindra son paroxysme en 1942 avec le refus du gouvernement d'Ankara de laisser accoster deux bateaux *Parita* et *Struma*, chargés de réfugiés originaires d'Europe centrale, alléguant que la Turquie ne peut devenir la patrie de gens jugés indésirables par les autres. Mais pour les juifs turcs, la situation n'est guère plus enviable et de 1939 à 1944, le pays met en place une politique de dénaturalisation d'une partie de ses ressortissants turcs de confession juive, notamment dans la partie européenne du pays. 729 perdent leur passeport turc en 1939, en 1941, 703 et 2000 entre 1943 et 1944.⁷⁴⁹ Cette mesure concerne au total près de 6148 personnes.

Dans le même temps des diplomates turcs en postes en Europe délivrent des passeports turcs à de nombreux juifs en périls, comme le relate la romancière turque Ayşe Kulin dans le « *Dernier Train pour Istanbul* ». Les Allemands bombardent le consulat turc de Rhodes en représailles contre les prises de position du consul Selahattin Ülkümen (1943-1944) qui s'était opposé à la déportation programmée de quarante-deux Juifs de Rhodes.

Ce lien entre l'Allemagne nazie et le panturquisme marquera durablement l'essence même du mouvement. En 1950, l'Association des nationalistes Turcs ou *Türk Milliyetçileri Derneği* se donnent le nom d'idéalistes *ülküçüler*, de leurs rangs sortiront les futurs *Loups gris*.

Les *Loups gris* voient le jour en 1969 sous l'impulsion d'un homme, Alparslan Türkeş qui dès le mois mars 1968, organise les premières manifestations de masse des ultranationalistes.

Le mouvement est issu du *Millet Partisi* dissout en 1948, mais en 1962 celui-ci réapparaît sur la scène politique aux côtés du Parti de l'Action Nationaliste ou *PRPN* avec à sa tête, Alparslan Türkeş et qui fait également parti de la mouvance ultranationaliste. Mais en 1965, on assiste à une scission entre les deux partis, et le PRPN devient le parti de l'action nationaliste pour PAN⁷⁵⁰. Outre son leader, le parti est dirigé par d'anciens officiers membres de l'Etat-profond qui ont été écartés du haut commandement en raison de leur caractère autoritaire.

Les *Loups gris* deviennent les membres de l'organisation et du bras armé du *PAN* et Türkeş confie au commandant Dündar Taser (1925-1972) pour la formation d'une association

⁷⁴⁹ **Bozarlsan, H**, p. 344.

⁷⁵⁰ Milliyetçi Harekât Partisi.

officielle, qui sera considérée officieusement comme la branche jeunesse du *PAN*, et qui prendra le nom de *Ülkü Ocakları Eğitim ve Kültür Vakfı* ou Association culturelle et éducative des Foyers Idéalistes » qui prendront le nom de *Loups gris*.

Au printemps, les militants commencent à brutaliser les étudiants de gauche et, à l'été, ils organisent des camps d'entraînement paramilitaire pour la jeunesse, qui fondent le mouvement terroriste des *Loups gris*.

En février 1969, il transforme le *P.N.P.* en Parti du mouvement national (P.M.N.) et prend le titre de *Başbuğ* ou « guide suprême ». Deux mois plus tard, ses « *Loups gris* » commettent leurs premières exactions sur les campus réputés proches des mouvements de gauche.

Dans le même temps, les *Loups gris* occupent le terrain, et pour lutter contre le communisme, décident de mieux s'organiser afin de répandre leur doctrine à toute l'Anatolie. En 1975, la première élection au poste de secrétaire général du mouvement désigne Sami Bal. Lui succéderont Ali Batman et Selahattin Sari. Plusieurs autres organisations, ralliés au mouvement, verront le jour. A chaque moment crucial de l'histoire turque, celle-ci a ses idéologues, généralement des personnalités charismatiques qui ont une importance durable sur la société turque. C'est le cas de Nihal Atsız et d'Alparslan Türkeş qui donneront qui dirigeront le mouvement. Sur le modèle des « six flèches » de Mustafa Kemal, ils vont rédiger le programme des *Loups gris*, sous le nom des neuf lumières.

Les *Loups gris* sont une création de la *CIA* qui a choisi Türkeş en raison de son activisme et de ses liens avec l'armée. A l'origine du mouvement qui recrute ses membres parmi les couches populaires des grandes villes, on trouve deux hommes : Nihal Atsız (1905-1975), écrivain, poète, historien, idéologue nationaliste. Il se définit lui-même comme panturquiste et touraniste et prône un nationalisme dépourvu de références à l'islam, mais pas contre fortement teinté de tengrisme.

Auteur d'une trentaine d'ouvrages, et de nombreux articles. Il crée dès 1931 une revue *Atsız Mecmua Aylık Fikir Memuasi* ou revue mensuelle des idées. Ses thèmes de prédilection sont l'histoire et la littérature turque, mais aussi les « Turcs de l'extérieur » et vivant en URSS sont au nombre de 16, 462, 381 selon ses dires, et pour lui, les Turcs ne sont qu'une seule et même race qui doit préserver son intégrité par le maintien du lien culturel.

Cette tendance se précise et devient son cheval de bataille de 1933 à 1934, dans la revue *Orhun* synonyme de panturquiste. Ses articles changent de ton et revêtent un caractère

irrédentiste. Ainsi, écrit un article portant sur l'extension du domaine turc de la Méditerranée jusqu'au Pacifique, n'hésitant pas à proclamer « toutes les terres turques nous appartiennent ». Il se tourne aussi vers le pantouranisme allant jusqu'à affirmer que les Kipchaks de Lithuanie et les Kirghiz ont du sang turc alors que « *des groupes étrangers vivant en Turquie et parlant le Turc comme les Juifs et les noirs ne le sont pas* ». ⁷⁵¹

Propos à caractère racistes qui vaudront la revue *Orhan* d'être interdite, mais qui scelleront la popularité de Nihal Atsız, comme l'un des chantres du nationalisme. Il s'affirme dès début du gouvernement d'İsmet İnönü, comme un farouche opposant à la politique du successeur de Mustafa Kemal dont il critique la volonté de rapprochement avec le communisme. Le deuxième idéologue du mouvement est Necip Fazıl Kısakürek (1905-1983), écrivain, journaliste, dès 1940 s'exprimer à travers la revue *Büyük Doğu*, ⁷⁵² qui prône une Grande Turquie. Ses cibles favorites sont le régime républicain et le *CHP* qu'il accuse d'être à la solde de l'Occident. C'est ce qu'il exprime dans un texte intitulé le Grand règlement de compte, publié le 11 octobre 1967 : « *faire le Grand Règlement de compte, c'est fait. Il est constaté que les cent vingt-huit années qui vont de l'époque des Tanzimat à nos jours n'ont été que des années de trouble esclavage à la botte de l'Occident et que l'histoire des révolutions n'est qu'une invention perfide de quelques prestidigitateurs trompeurs stipendiés pour dévitaliser les racines de l'esprit turc* » ⁷⁵³. Ces critiques s'adressent à Mustafa Kemal dont la laïcité, concept occidental, déplaît à Necip Fazıl Kısakürek, qui est proche des confréries et dont l'ouvrage *Büyük Kapı* ⁷⁵⁴ retrace son itinéraire spirituel au sein de la confrérie nakşibendi. Kısakürek aura une grande influence sur l'une des branches des idéalistes, le *MTTB* à laquelle appartenait Recep Erdoğan.

Arpaşlan Türkeş a vu le jour à Chypre (1917-1997), il est issu d'une famille originaire d'un village près d'Anatolie et situé près de la ville de Kayseri. Son vrai nom demeure inconnu, mais il est cité comme « Ali Arşlan » ou « Hüseyin Feyzullah » selon les sources diverses. Le pseudonyme d'Arpaşlan Türkeş qu'il adopte, est une référence au sultan Alp Arşlan en

⁷⁵¹ **Akgönül, S**, *Les étrangers en Turquie*, In : Revue des sciences sociales, n°32, 2004, pp.127-134.

⁷⁵² Le Grand est. Il écrira pour cette revue de 1943 à 1978.

⁷⁵³ **Cheviron N, Pérouse, J-F**, *Erdoğan, Nouveau père de la Turquie ?* éditions François Bourin, 2016, p.44.

⁷⁵⁴ La grande porte.

souvenir du vainqueur de la bataille Malazgirt. Ce faisant, il montre son adhésion à la *STI*, puisque ces derniers sont considérés par l'idéologie nationaliste turque comme les ancêtres en ligne droite des Turcs actuels. Quant au nom *Türkeş*, il peut être considéré comme destiné à mettre en avant son appartenance à la nation turque. Le surnom que lui ont donné les militants des *Loups gris* est : *Başbuğ*, c'est-à-dire le "généralissime" ou le « meneur ». Un nom qui est non seulement ancien, mais qui lui confère le pouvoir de chef « de la meute ». Symboliquement il incarne le loup gris qui a guidé les Turcs vers de nouvelles conquêtes.

Colonel dans l'armée turque, il se distingue lors des manifestations anti-communistes de 1944, ce qui lui vaut d'être arrêté et jugé. Mais aussi d'être remarqué comme un homme fiable sur lesquels les Américains mais aussi les militaires pourront s'appuyer dans leur lutte contre le communisme.

En 1960 il prend une part active au coup d'Etat, avant d'être expulsé du mouvement en raison de son autoritarisme exagéré. La même année, il intègre le *CKMP*, ou Parti nationaliste républicain des Campagnes et en devient le président en 1965.

En 1969, le *PAN* devient le *Milliyetçi Hareket Partisi* ou Parti d'action nationaliste et adopte comme symbole un drapeau rouge avec trois lunes qui n'est pas sans rappeler le drapeau de l'Empire ottoman. Le parti ne deviendra jamais un mouvement de masse en dépit de sa structuration. Les *Loups gris* deviennent les membres de l'organisation et du bras armé du *PAN*. Dès lors, il va fédérer les milieux ultranationalistes divisés entre « chamanistes » antimusulmans et les militants de sensibilité religieuse. Par contre il marginalise les courants le plus radicaux et les plus antisémites comme le groupe *NAZI* ou *Nasyonal Aktivite ve Zinde Inkisaf* ou activité et développement alerte. Le choix de l'acronyme n'est pas dû au hasard et le groupe affiche des idées antisémites, antioccidentales et anticommunistes.

Dans les années soixante, il publie un ouvrage qui sert de livre de références aux membres de son partie : les neuf lumières ou *dokuz Işık* que sont : le nationalisme, idéalisme, moralisme, socialisme, scientisme, "paysanisme" libéralisme, réformisme et "industrisme".

Dans les premiers chapitres de son livre *Türkeş* met l'accent sur la nécessité qu'il y a à porter assistance à tous les Turcs et souligne que l'idéalisme consiste à venir en aide aux « Turcs de l'extérieur » afin qu'ils puissent s'autodéterminer. En 1966, il écrit un autre ouvrage qui va dans le même sens : « *Dış politikamız ve Kıbrıs* » ou notre politique extérieure et Chypre. A

travers le cas de Chypre qu'il considère comme étant au même titre que l'Anatolie ou la Thrace, il développe le concept d'une grande Turquie

Il devient adjoint du Premier ministre en 1975, en intégrant le gouvernement de coalition. Türkeş brûle de devenir le principal dirigeant turc mais les généraux le devançant le 12 septembre 1980, le général Kenan Evren (1917-2015) devient président.

Il est condamné à la peine de mort et son parti est hors-la-loi. Il est finalement acquitté après être resté en prison quatre ans et demi. En 1987, son interdiction de participer à la vie politique est levée. Il entre au *MÇP* (Parti travailliste nationaliste) et en est élu président. Il revient au parlement en 1991 grâce à une coalition avec le *Refah Partisi*⁷⁵⁵ ou Parti religieux islamique.

En 1992, grâce à un changement de la loi, le *MÇP* reprend le nom de *Milliyetçi Hareket Partisi*. Il aide cette même année les *Loups gris* à s'infiltrer dans la politique azérie en soutenant Aboulfaz Eltçibey (1938-2000), qui sera élu président. Ce sera le début de l'implantation des *Loups Gris* dans la politique des ex-républiques soviétiques d'Asie Centrale. Mais en 1995, il perd sa place au parlement de manière définitive. Mais le mouvement, par l'intermédiaire de son parti, va petit à petit se transformer pour acquérir une vitrine acceptable et s'étatiser en prenant part à la vie démocratique.

2. Noyautage et réseautage de la société turque par l'extrême droite nationaliste

Les nervis de l'extrême droite sont rassemblés sous l'égide de « Foyers des idéalistes ». Ces derniers se sont structurés sur un modèle des *Maisons du peuple*, créées à la demande de Mustafa Kemal, les *foyers de l'Idéal* ou *ülkü ocagi* qui sont chargés de noyauter la population, même si comme le souligne Jakob Landau, les *Loups gris* ne sont pas à la base un mouvement de masse, cependant par le biais des " *foyers idéalistes* " que l'on estime à au moins 1200 dans tous le pays dont 63 se trouvent dans la seule ville d'Istanbul. Ainsi chaque quartier des villes est-il encadré par des militants d'extrême-droite qui lancent régulièrement des campagnes de mobilisation électorale auprès des jeunes : « *ainsi chaque quartier des*

⁷⁵⁵ Le refah Partisi a vu le jour, suite à l'interdiction du *Selamet Partisi* de Necmettin Erbakan

*villes du pays est-il encadré par des militants d'extrême-droite qui lancent régulièrement des campagnes de mobilisation électorale auprès des jeunes ».*⁷⁵⁶

Mais également dans la vie associative ou dans le monde du travail comme le souligne Hamit Bozarslan, Alparslan Türkeş a conçu son mouvement dans une perspective corporatiste, sur le modèle mussolinien, selon lequel, aucun ouvrier ne devait être « sans organisation ».

Les foyers se déclinent de la manière suivante de façon à encadrer la population et surtout celle des quartiers les moins favorisés.

- ÜLKÜ-TEK : Ülkücü Teknik Elemanlar Derneği (« Association des travailleurs dans la Technologie »)
- ÜLKÜ-HAN : Ülkücü Hanımlar Derneği (« Association des femmes idéalistes » en)
- ÜLKÜ-KÖY : Ülkücü Köylüler Derneği (« Association des paysans idéalistes » en)
- ÜMİD-BİR : Ülkücü Maliyeci Ve İktisatçılar Derneği (« Association des économistes idéalistes »)
- ÜLKÜM-BİR : Ülkücü Memurlar Birliği (« Association des fonctionnaires idéalistes »)
- ÜLKÜ-BİR : Ülkücü Öğretim Üyeleri Ve Öğretmenleri Birliği (« Association des instituteurs et des professeurs idéalistes »)
- ÜLKÜ-RES : Ülkücü Ressamlar Ve Heykeltıraşlar Derneği (« Association des peintres idéalistes »)
- ÜNAY : Üniversiteli Asistanlar Yardımlaşma Derneği (« Association des étudiants universitaires idéalistes »)
- ÜİD : Ülkücü İşçiler Derneği (« Association des travailleurs idéalistes »)
- MİSK : Milliyetçi İşçi Sendikaları Konfederasyonu (« Confédération des syndicats des travailleurs nationalistes »)
- MTTB : Milli Türk Talebe Birliği (« Union nationale des étudiants turcs »)

⁷⁵⁶ **Bali, R, N**, *Les extrémismes de l'Atlantique à l'Oural*, éditions l'Aube, 1996, 333 p.

- TÖMFED : Töre Musiki Folklor Eğitimi Derneği (« Association éducatives des coutumes folkloriques »)
- POL-BİR : Polis Birliği (« Association des policiers idéalistes »)
- Tıbbiyeliler Derneği (« Association des médecins idéalistes »)

On retrouve cette volonté d'être présent dans le quotidien de la population, de créer de nouvelles solidarités au sein de la population, comme cela apparaît pour l'AKP qui agit auprès du citoyen turc par le biais de fondations ou associations de quartiers.

La nébuleuse des *Loups gris* a des ramifications à l'étranger, où des mouvements-écrans, agissent sous d'autres noms et sont extrêmement bien intégrés au sein de la diaspora turque, y compris dans celle installée en Belgique et dans les pays scandinaves. En France un rapport de la DCRI montre ces groupes particulièrement actifs sur le territoire français, comme l'explique Samim Akgönül :

« Les responsables turcs voient toujours en les turco-français, ou les turco-allemands, des « ambassadeurs », qui doivent défendre sans faille et sans questionnements les positions officielles. La plainte la plus souvent utilisée est celle de l'absence de « l'Unité » chez ces mêmes Turcs qui ne fonctionnent pas assez comme une « diaspora » défendant bec et ongle la mère patrie. Cela vient d'une double illusion optique. D'une part, comme en France ou en Allemagne, la Turquie voit les Turcs d'Europe comme un tout indivisible refusant leur pluri-appartenance et leur individualité. Et d'autre part Ankara et Istanbul sont convaincues qu'il y a des lobbys arméniens et juifs dans le monde entier qui œuvrent pour nuire à la Turquie, refusant également l'existence chez des Arméniens de France ou de Californie, des humanistes ouverts au dialogue avec les Turcs qui possède la même sensibilité. »⁷⁵⁷

Il est mentionné dans le rapport, l'aide que ces groupes apportent au gouvernement qui en cas de besoin, s'appuie sur les différentes composantes ultranationalistes, toutes chapeautées par les *Loups gris*. Le rapport explique qu'officiellement la Fédération des Turcs de France a

⁷⁵⁷ **Akgönül, S**, *Une loi qui donne du grain à moudre*, In : au fil du Bosphore, 12 janvier 2012, <http://istanbul.blog.lemonde.fr>.

organisé une manifestation pour protester contre la pénalisation du génocide arménien, mais celle-ci est en fait une couverture légale aux *Loups gris*.

« Dans la case, « Date et objet de la manifestation », le demandeur a inscrit « 21/1/2012. Contestation de la pénalisation de la liberté d'expression », noble motif revendiqué par la *Fransa Türk Federasyon de Pantin*. Officiellement, c'est la *Fédération des Turcs de France* qui a organisé la marche de protestation contre le projet de loi pénalisant la négation du génocide arménien. Sauf que, comme l'indique une note de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), la multitude de tracts diffusés montre l'implication d'une nébuleuse d'organisations. Surtout, la *Fédération des Turcs de France*, branche française d'une structure paneuropéenne, n'a, selon la DCRI, « absolument pas le caractère fédératif que son nom laisse supposer. Il s'agit en vérité de la couverture des seuls *Loups gris*, organisation nationaliste parfois violente». ⁷⁵⁸

En Allemagne, le mouvement est aussi très bien structuré et bénéficie pour certaines actions violentes du « soutien logistique » du *NPD* et ce depuis qu'Alparslan Türkeş, a tissé des liens avec des mouvements et des partis néonazis locaux, car plus que comme un mouvement politique, le mouvement *ülküçü* (*idéalistes*) a été conçu sur le modèle de la franc-maçonnerie sur une logique de réseau, d'entrisme dans les partis politiques, d'investissement des points nodaux de la socialisation .

Le *MHP* va devenir le mentor de deux mouvements nationalistes *Büyük Birlik* et les *Alperen*. Le Parti de la grande unité ou *Büyük Birlik Partisi*, *BBP* est né 1992, de la scission avec *MHP*, le parti d'extrême droite nationaliste. Le mouvement est lié aux *Loups gris*, le *BBP*, qui n'est rien d'autre que l'aile la plus dure du mouvement nationaliste. Les *Alperen* sont également une émanation des *Loups gris*, et font partie de la mouvance islamo-nationaliste *Alperen Ocakları* ou Foyers *Alperen*.

L'ultranationalisme se divise en plusieurs branches : la branche « chamaniste » profondément antimusulman, qui à l'instar de son modèle nazi, puise ses racines dans un vieux fond païen, ce que l'on désigne sous le nom de Tengrisme, croyance répandue parmi les populations turques, mongoles, hongroises et bulgares durant l'Antiquité. Il se concentre autour de la

⁷⁵⁸ **Meynal, Cl**, *Les loups gris sont entrés dans Paris*, In : Le Point, 29 mars 2012, <http://www.lepoint.fr>.

divinité du ciel éternel, *Tengri* ou *Tanrı*⁷⁵⁹, qui est le dieu du ciel et dont il est fait mention dans les stèles de l'Orkhon. Il intègre des éléments du chamanisme, de l'animisme, du totémisme et du culte des ancêtres.

Les *Loups gris* se composent aussi d'une branche religieuse à laquelle se rattachent la *MTTB* et les militants de sensibilité religieuse, les *Büyük Birlik Partisi* avec les *Alperen*, sa branche « jeunesse ».

Son fondateur, Muhsin Yazıcıoğlu (1954-2009) précédemment un des dirigeants du *MHP*, aurait reproché à ce parti de ne pas avoir de convictions religieuses fortes, et de négliger le poids du religieux dans l'idéologie nationaliste. C'est une explication souvent donnée à la création du *BBP* en 1992. Il en existe toutefois une autre qui est l'opposition aux pratiques antidémocratiques du dirigeant historique du *MHP*, Alparslan Türkeş, qui avait déclaré après le coup d'état militaire de 1980, ne pas comprendre, les raisons de son emprisonnement⁷⁶⁰, alors qu'il partageait les opinions et les convictions des généraux auteurs du putsch. Affirmant d'autre part, que ses préoccupations étaient trop éloignées de celles des gens de la mosquée et qu'il s'était écarté de son idéologie originelle. Cette scission corrobore ainsi le glissement vers le centre droit du *MHP* qui essaie de s'adapter d'une manière pragmatique au nouvel environnement socio-politique turc. Türkeş avait par ailleurs dissout les instances dirigeantes du parti après le congrès de 1992 qui ne lui avaient pas été favorables.

Le parti siège au parlement en s'intégrant au sein de coalitions électorales et notamment des partis populaires issus du *Milli Görüş* qui incarne une tendance religieuse nationaliste et à laquelle de nombreux *Loup gris* dans les années 1980 se sont ralliés. Celle-ci affichant un antisémitisme virulent, dont l'idéologue est Cevat Rifat Atilhan (1892-1967), mais aussi un antichristianisme qui se manifeste sur le terrain par les actions de la *MTTB*.⁷⁶¹

⁷⁵⁹ Pendant les premiers temps de la République, Mustafa Kemal avait obligé les imams à faire l'appel à la prière au nom de *Tanrı* et non plus d'*Allah*.

⁷⁶⁰ Cet emprisonnement peut paraître curieux, mais cela tend à prouver que l'Etat-profond se sert des forces nationalistes pour la préservation de l'Etat.

⁷⁶¹ La *MTTB*, a été fondée à la fin de l'année 1916, elle a été fermée sur l'ordre du préfet d'Istanbul, mais pendant la guerre elle renaît de ses cendres, en 1946, dans le contexte de la Guerre froide, elle devient le fer de lance de l'anticommunisme et un an plus tard elle publie : « la Déclaration pour le Combat contre le Communisme ».

Aux élections législatives le parti a fait un score de 1,1% mais n'a pas remporté de sièges. Aux élections de 2007, Muhsin Yazıcıoğlu a été élu, mais sans étiquette et deux ans plus tard aux élections municipales de 2009 un candidat du *BBP* a été élu maire de Sivas.

Le parti ne pèse politiquement pas bien lourd, en revanche, il est actif pour les « coups médiatiques », comme en témoigne l'affaire de la flottille du *Mavi Marmara* chargée d'apporter une aide humanitaire à Gaza.

Un événement qui révèle les imbrications politiques et les liens qu'entretient le *Büyük Birlik Partisi*, dont deux membres ont pris part à l'action et dont le chef du parti Yalcin Topçu a inspecté les navires composant la flottille, avant que celle-ci ne mette le cap sur Gaza et apportant son soutien à ses membres.

La flottille pour Gaza a été achetée et affrétée par une ONG turque, le *Insani Yardim Vakfi*, connue par son acronyme turc : *IHH*. A l'origine (en 1992), elle avait pour vocation de porter assistance aux musulmans de Bosnie. Mais bien vite la justice européenne s'intéresse à ses agissements, car elle la soupçonne d'activités liées au terrorisme.

Il y a tout d'abord en 2006, l'Institut danois d'études internationales (DIIS), un organisme créé par le parlement en 2002, a fait publier un rapport de l'analyste américain Evan Kohlman intitulé : *The Role of Islamic Charities in International Terrorist Recruitment and Financing*.
762

Le 3 juin 2010 lors d'une interview à *l'Associated Press*, l'ancien juge d'instruction Jean-Louis Bruguière chargé de l'antiterrorisme affirmait que l'*IHH* entretiendrait « *des liens de longue date avec le terrorisme et le jihad* »⁷⁶³. D'après le juge, qui a dirigé pendant plusieurs années la cellule antiterroriste française, ces liens auraient été confirmés par des enquêtes menées à la fin des années 1990. Il accuse l'*IHH* d'avoir des accointances avec des groupes islamistes violents. Il affirme notamment que le fondateur de l'*IHH* aurait dans les années 1990 participé au recrutement de militants envoyés participer à des luttes jihadistes et qu'une étude des appels téléphoniques de l'association à Istanbul donne l'indication de contacts répétés avec une *guesthouse* d'Al-Qaïda en Italie.

⁷⁶² **Kohlman, E**, *The Role of Islamic Charities in International Terrorist Recruitment and Financing*, In : Danish Institute fo International Studies, n°7, 2006, <http://www.tenc.net>.

⁷⁶³ **Kayi, E**, *Petit retour sur la flottille: autre étape de l'histoire turco-turque ?* In : Mediapart, 8 novembre 2010, <https://blogs.mediapart.fr>.

l'*IHH* se révèle clairement proche du Hamas, ce dont elle ne se cache pas. Elle dispose d'un bureau à Gaza. En janvier 2009, le président de l'association humanitaire, Bülent Yildirim, s'est entretenu à Damas avec le dirigeant politique de la branche syrienne du Hamas, Khaled Meshaal.

En 2014, Bülent Alniak présent à bord de la flottille du *Mavi Marmara* en 2010 est tué dans un raid aérien américain en Syrie, alors qu'il se battait aux côtés de Daesh. L'association qui n'a aucun lien avec le régime de l'*AKP*, est en réalité son bras armé et permet à celui-ci d'être présent, sans toutefois à se déclarer officiellement.

C'est dans la mouvance islamiste du Milli Görüş qu'il faut chercher ses origines et liens idéologiques. Et c'est l'exemple allemand qui souligne le mieux ces liens. L'histoire du Milli Görüş, ne s'est en effet pas uniquement déroulée sur le sol turc, mais aussi en Europe, plus particulièrement en Allemagne, en raison de la présence importante de personnes immigrées originaires de Turquie. Si le mouvement

L'*IHH* Allemagne (*IHH Deutschland*), a été fondée à Cologne en 1999 et est membre de la confédération *IGMG* ou *Islamische Gemeinschaft Milli Görüş*, bras européen de la mouvance du Milli Görüş. En mars 2009, l'*IHH* Allemagne a d'ailleurs élu à sa tête Mustafa Yoldaş, membre éminent de la confédération *IGMG*. L'*IHH* turque, quant à elle, est liée au parti Saadet, dernier parti créé en 2001 par le père fondateur du Milli Görüş et premier ministre turc entre 1996 et 1997, Necmettin Erbakan, après l'interdiction du parti Fazilet.

Au début des années 1970, le Conseil constitutionnel turc avait interdit la première formation politique de Necmettin Erbakan, le parti *Milli Nizam* ou Parti de l'Ordre National qui encourageait un certain nombre de militants à se regrouper autour d'un mouvement, non enregistré en tant que parti politique. Celui-ci s'appellera par la suite *Milli Görüş*, du nom du livre publié en 1973 par Necmettin Erbakan, dans lequel il expose sa stratégie pour créer une république islamique en Turquie et sa rhétorique mêlant nationalisme et islamisme.

La notion de "*nizam islami*" ou ordre islamique pouvant entraîner en Turquie des conséquences juridiques, allant jusqu'à l'interdiction pour activités religieuses, Necmettin Erbakan introduit dans les années 1970 deux concepts nouveaux dans le discours islamiste turc : « Milli Görüş » et « *adil düzen* » ou l'ordre juste. C'est ce qui va conférer sa particularité à l'islamisme turc. Dès lors, la mouvance Milli Görüş repose sur ces deux piliers

fondamentaux : un nationalisme spécifique turc et une interprétation idéologique de l'islam, ce qui en fait un mouvement parfaitement intégré dans la *STI*.

La mouvance va faire des émules. Jusque dans les années 1980, la scène politique et civile turque est fortement occupée par la droite ultranationaliste des *Loups gris* et recrute dans les rangs de certains qui ne se reconnaissent pas dans la *STI*, ni même dans le tengrisme des débuts du mouvement.

Aujourd'hui encore des partis politiques héritiers de cette mouvance turque, comme l'*AKP* ou le parti Saadet (qui n'a obtenu que 2,34% aux élections législatives de 2007), deux membres du parti *BBP* et un membre du parti Saadet, Türker Saltabaş.

Le journaliste et chroniqueur politique turc, Mehmet Ali Birand, citait début juin dans *Libération*, présentait l'affaire de la Flotille de la manière suivante : « *C'était une opération Recep Tayyip Erdogan-Ahmet Davutoglu* »⁷⁶⁴. Mettant volontairement de côté le caractère géo-stratégique de l'affaire, on peut même se poser la question de savoir s'il ne s'agissait pas aussi, en termes de jeux de pouvoir, d'une "opération Recep Tayyip Erdoğan". Si la démonstration de liens directs entre le parti au pouvoir et l'organisation *IHH* relèvent en l'état actuel d'un numéro d'équilibriste, qui n'a rien d'impossible, surtout lorsque l'on sait que Tayyip Erdoğan a été dans les années 1990 élu maire d'Istanbul sous l'étiquette du parti de Necmettin Erbakan⁷⁶⁵, qu'il a fait partie de la *MTTB* et que son mentor n'est autre que Necip Fazıl Kısakürek les imbrications des différents acteurs au sens large encouragent au moins à parler d'une histoire "turco-turque".

B. Les veilleurs de la souveraineté intérieure

Dans les années 1970, le mouvement d'extrême-droite trouve sa place dans le jeu démocratique auquel il prend part grâce à sa vitrine officielle, le *MHP*.

La politique de réseautage mise en place par le *MHP*, mais aussi la place que les *Loups gris* occupent dans les banlieues des Grandes villes, vont lui permettre de prendre part à la gestion des affaires publiques en intégrant la coalition de droite (1975).

⁷⁶⁴ **Kayi, E**, *Turquie : l'abécédaire des années Erdoğan*, In : *euros.eu* 14 juin 2011, <http://www.glieuros.eu>.

⁷⁶⁵ Même dans son grand âge, Necmettin Erbakan, jouissait encore d'une aura et d'une influence idéologique forte.

Cette volonté de peser politiquement s'affirme dès juillet 1965, date à laquelle Alparslan Türkeş prend la tête du *Cumhuriyetçi Köylü Millet Partisi* ou Parti national républicain et paysan, dont il change le nom le 9 février 1969 en *MHP*, mais aussi le *PAN*. Cette transformation a lieu au cours d'un congrès se déroulant dans la ville d'Adana.

L'emblème du parti, devient la Balance de Themis qui sera remplacé par les trois croissants sur un fond rouge qui ne sont autre que l'emblème de l'Empire ottoman. L'insigne de la section des jeunes du *MHP* devient un loup entouré par un croissant sur fond rouge. Quant au signe que les membres arborent lors des manifestations, le *medium* rejoint le pouce de manière à représenter une tête de loup.

Alparslan Türkeş, fondateur *du MHP*, dont les « neuf lumières » ou *Dokuz Işık* de la doctrine prennent l'allure d'une feuille de route définissent des axes politiques, dont les termes recouvrent des notions qui se caractérisent par un certain flou : nationalisme, idéalisme, moralisme, socialisme scientisme, paysanisme, libéralisme et industrisme.

Le « paysanisme » car le parti souhaite trouver une plus grande adhésion en Anatolie, par « l'industrisme », il fait un constat identique à celui de Mustafa Kemal : les Turcs doivent devenir industriels et se mettre à créer leurs propres richesses.

Comme le souligne Samih Vaner, « *le parti est pourvu à ses débuts d'un capital électoral assez faible, mais qui s'est élargi, bénéficiant des faveurs d'une fraction notable des propriétaires fonciers du Centre-Est et de la bourgeoisie commerçante, recrutant la majeure partie de ses militant dans la jeunesse déracinée et désœuvrée.* »⁷⁶⁶

Jusqu'en 1973, le parti subit des revers lors des élections législatives de 1969 et de 1973 (respectivement 3,02 % et 3,38 %), en effet, la violence effraie plus qu'elle ne rassure, Alparslan Türkeş est le colonel qui a annoncé à la radio turque le début du coup d'Etat militaire de 1960 qui aura pour conséquence la mort par pendaison d'Adnan Menderes, premier ministre à l'époque, et très apprécié des Turcs.

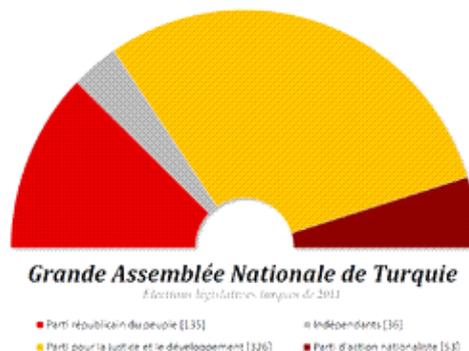
Ainsi, la majorité des Turcs ne se reconnaissent pas dans les thèses défendues par le parti comme le montre les résultats aux élections législatives. Malgré tout en 2011 le parti prend la

⁷⁶⁶ Vaner, S, *La Turquie*, Fayard, 2005, p.165.

troisième place après l'AKP qui réalise un score de 21 442 52, ce qui permet à 327 députés de siéger à la Grande assemblée et Le CHP avec 11 131 371 voix et 135 députés.

date	vote (nombre)	vote (%)	nombre de députés
12 octobre 1969	274 225	3,02 %	1/450
14 octobre 1973	362 208	3,38 %	3/450
5 juin 1977	951 544	6,42 %	16/450
24 décembre 1995	2 301 343	8,18 %	0/550
17 avril 1999	5 606 634	17,98 %	129/550
3 novembre 2002	2 629 808	8,35 %	0/550
22 juillet 2007	5 001 869	14,27 %	71/550
12 juin 2011	5 585 513	13,01 %	53/550

Afin de se représenter le poids du MHP lors des dernières législatives, on remarque que l'AP figure en jaune, le CHP en rouge et en marron le MHP



Composition politique de la nouvelle législature

Les années 1975-1980 se caractérisent par des violences à grande échelle, auxquelles le la droite ultranationaliste n'est pas étrangère. Les tensions ethniques et identitaires sont au cœur

des combats et des massacres auxquels se livrent les mouvements d'extrême gauche et d'extrême-droite.⁷⁶⁷

Les élections de 1973 amènent au pouvoir le *CHP* avec sa tête Bülent Ecevit (1925-2006) ; Deux ans plus tard, Süleyman Demirel forme un parti de Front national, comprenant sa propre formation de centre droit (*AP*) , le *MHP* et le *Milli Selamet Partisi* ou parti de salut national, d'inspiration islamiste de Necmettin Erbakan (1926-2011) qui avec le *Demokratik Parti* de Ferruh Bozbeyli régnaient alors sur la scène politique de l'époque avec une idéologie conservatrice musulmane. A cette époque et dans la perspective d'une alliance, Alparslan Türkeş décide alors de s'éloigner des idées de Nihal Atsız, c'est-à-dire un nationalisme turc laïc, et de se rapprocher d'une politique qu'il décrira comme « *le corps de notre politique est le nationalisme turc, et son âme est l'islam* ». ⁷⁶⁸

Pour beaucoup de membres du *MHP* et des *Loups gris*, l'islam sunnite permet de rétablir un lien indestructible entre les Turcs et les Kurdes et l'Empire ottoman qui était le garant des libertés culturelles et culturelles qui résidaient dans l'Empire.

Ce nationalisme turco-islamique a permis au parti de s'ouvrir à l'Anatolie conservatrice. Le *MHP* récolte les fruits de cette nouvelle politique lors des élections législatives et municipales de 1977 au cours desquelles le parti multiplie par deux ses scores des précédentes élections. Sa politique conservatrice va également lui permettre de s'implanter dans des villes où les minorités kurdes et zazas sont importantes, et remporter par la même occasion la mairie de Bingöl en présentant un candidat d'origine kurde.

Mais les résultats ne sont pas ceux escomptés et le terrorisme et la violence atteignent un paroxysme avec pour la période près de 5000 victimes. Les violences s'intensifient de 1978 à 1980 et les *Loups gris* soutenus par l'appareil d'Etat mettent la « rue à feu et à sang ». Le quotidien *Milliyet* écrit dans son édition du 17 janvier 1977 : « *L'obscurité et l'anarchie s'installent partout* ». Forts de leurs liens avec le parti nationaliste au pouvoir, ils en profitent pour créer des milices qui font leur loi dans les quartiers et banlieues des grandes villes.

L'Etat-profond qui n'apprécie pas le chaos dans lequel se trouve le pays fomenta un coup d'Etat et la direction du pays sera confiée au général Kenan Evren (1917-2015).

⁷⁶⁷ Le 16 février, la VIème flotte de l'armée américaine est venue mouiller à Istanbul, les étudiants de gauche ont manifesté, la *MTTB* a armé ses membres de gourdin et les affrontements se sont soldés par deux morts et une centaine de blessés.

⁷⁶⁸ **Tayla, A**, *Les élections législatives de 2011, les objectifs ambitieux de l'AKP ?* In : IRIS, 12 février 2011, <http://www.iris-france.org>.

Suite à un arrêté publié le 16 octobre 1981, le *MHP* est interdit comme tous les autres partis politiques du pays. Pendant près de douze ans le parti va vivre une traversée du désert qui le frappe d'interdiction de 1981-1993. Le 7 juillet 1983, les cadres du parti décident de fonder le *Muhafazakâr Parti* (« Parti conservateur » qui prendra le nom de *Milliyetçi Çalışma Partisi* « Parti nationaliste et travailliste » en novembre 1985.

En 1993, le parti renaît de ses cendres Le 27 décembre 1992, et malgré l'avertissement de certains cadres du *Milliyetçi Çalışma Partisi*, le parti se dissout et reprend le nom de *Milliyetçi Hareket Partisi* le 24 janvier 1993 lors d'un congrès.

Parti d'Action Nationaliste (*MHP*) dirigé depuis plusieurs décennies par Alparslan Türkeş et actuellement par l'avocat Devlet Bahçeli (1948-). Il s'oppose globalement sur le plan idéologique au panturquisme inspiré du bolchévique d'origine tatare, Mirsäyet Soltan Galiev (1892–1940) qui voulut faire la synthèse entre le marxisme, la religion musulmane et le panturquisme, car il est considéré comme un parti ultranationaliste de droite qui a toujours eu sa place dans un système politique.

L'effondrement de l'*URSS* et son thème de prédilection sur les « Turcs prisonniers » ne lui ont permis de faire remonter son audience auprès des électeurs. Le *MHP* n'obtient pas les succès escomptés lors des grandes échéances électorales. Le *MHP* qui est prisonnier de son image car il est à la fois à la recherche d'une certaine notabilité comme cela est le cas des partis d'extrême droite en Europe et en même temps en abandonnant ses diatribes anti-kurdes, anti-arméniennes, il se banalise aux yeux d'une certaine frange de la société comme le souligne Jean Marcou : « Avec 13% des voix, le *MHP*, en dépit d'un léger recul par rapport à 2007 (14,3%), a tout lieu d'être satisfait, puisqu'il conserve un groupe significatif de 53 députés au sein du parlement. Mais ce motif de satisfaction a aussi un goût amer pour des nationalistes turcs, qui après avoir participé à une coalition gouvernementale, il y a dix ans, rêvent, comme beaucoup de formations d'extrême-droite européennes, de se « notabiliser » et de se fondre dans le système représentatif. Or, ces élections confirment que la seule raison d'être de ce parti reste le rejet et la crispation nationalistes. Certes, le 6 juin dernier, lors d'un meeting de campagne à Diyarbakır (le premier dans cette ville depuis 16 ans), son leader Devlet Bahçeli, a cherché à tenir un discours plus citoyen et plus fraternel, à l'égard des Kurdes, mais s'il devait évoluer dans ce sens, on ne voit pas très bien ce qui

différencierait cette formation, selon les cas, de l'AKP ou du CHP. Dans ces conditions, la voie politique du MHP est toujours aussi étroite et sans perspective. »⁷⁶⁹

Après 1975, à la faveur de ses multiples passages au gouvernement, il entreprend de noyauter l'appareil d'Etat, mais auparavant, le PAN a acquis une visibilité dans la société turque, par l'intermédiaire des « foyers de l'idéal » et joue son rôle de veilleur tant en politique intérieure qu'extérieure.

Leur rôle au côté de l'Etat et leur indéfectible fidélité, leur vaudront, une quasi impunité pour tous leurs crimes commis au nom de la sauvegarde des intérêts de l'Etat. Jaloux de la place de la Turquie dans le monde, ce sont les *Loups gris* qui monteront au créneau à chaque menace, réelle ou supposée de l'Etat turc. Le thème des « Turcs de l'extérieur », ceux que l'on désigne sous le nom de *soydaş*, frères de race, sous le joug des Russes, mais aussi mais aussi prisonniers dans les Balkans, puis soviétiques, est un thème récurrent de la propagande nationaliste. Il représente en quelque sorte l'antithèse du discours précédent, et s'il est vrai que le turc appartenant à une minorité ethnique. Il est perçu comme un éternel étranger, il en va tout autrement du turcophone que l'on rêve de voir s'intégrer à la « grande famille nationale ».

« En Turquie, toute une littérature sur les « Turcs de l'extérieur » présente les minorités turques des Balkans et du Proche Orient, limons de l'Empire ottoman, comme les Turcs en servitude, en situation minoritaire donc forcément sous domination étrangère ».⁷⁷⁰

Les « Turcs de l'extérieur » sont présentés par la doctrine nationaliste comme persécutés par les pays dans lesquels ils évoluent, et ce, bien avant la naissance de la Nation turque. A travers ce drame, c'est celui de leurs ancêtres turcs absorbés par les Chinois, épisode mentionné sur les stèles de l'Orkhon, qui est revécu à chaque fois.

« Cette littérature considère que ces minorités ont besoin de la protection paternelle de la « mère-patrie » sans laquelle elles sont condamnées à disparaître. De la même manière la crainte principale en Turquie concernant Chypre est que les Chypriotes turcs se retrouvent en

⁷⁶⁹ **Marcou, J**, *Turquie : après les élections législatives, satisfactions et frustrations...* In : Ovipot, 14 juin 2015, <https://ovipot.hypotheses.org>.

⁷⁷⁰ **Akgönül, S**, *Baskın Oran, Les Minorités en Turquie : concepts, théorie, Lausanne, législation interne, jurisprudence, pratique, Istanbul, İletişim Yayınları, 2004*, In : Cemoti, n°35, 2007, <https://cemoti.revues.org>.

situation minoritaire. Ainsi, il est aisé de comprendre que dans la conscience turque une minorité n'est pas quelque chose d'enviable ». Il s'agit même d'une humiliation suprême.

Aussi cet épisode traumatisant se répète-t-il à chaque période de l'histoire turque et les ultranationalistes vont en faire leur cheval de bataille, d'une part pour ramener ces peuples turcophones dans le giron de la République, mais également pour créer une politique de la tension à l'égard du bloc soviétique.

En 1944, Alparslan Türkeş se trouve une première fois confronté à ses juges et se lance dans une défense du panturquisme, voire même du pantouranisme : « *le Touran qui est l'union de tous les Turcs, signifie l'union non seulement des Turcs asiatiques, mais aussi de tous les Turcs. Une union d'esprit, de traditions, culture et religion, le Touran s'applique aussi bien aux Turcs de Grèce, Bulgarie et d'autres endroits.* »⁷⁷¹

En 1965, dans les « 9 lumières », il consacre aux « Turcs de l'extérieur »⁷⁷², les deux premiers chapitres, et insiste sur le fait que le nationalisme implique l'assistance aux Turcs vivant à l'extérieur du pays. Il rapproche l'idéalisme, de la lutte qui permettra de déterminer leur propre destin.

Les années 1970 marquent le pas en ce qui concerne l'engagement des *Loups gris* et du *MHP* pour les Turcs de l'extérieur. A cela plusieurs raisons, la première étant que le panturquisme en Turquie n'est pas au centre des intérêts de la population, plus préoccupée par sa propre survie, ce qui oblige les ultranationalistes à se concentrer sur les problèmes de société. La deuxième raison, tient au fait que le *MHP* essaie d'obtenir le support d'autres formations politiques et à étendre son influence dans des cercles autres que le panturquisme. Enfin, la participation à des coalitions l'a obligé à avancer avec précaution sur le « terrain » des Turcs de l'extérieur, ce qui n'a pas empêché dans ces mêmes années, Alparslan Türkeş de tenter de convaincre ses partisans que : « *l'idéal de l'Unité turque est de réunir dans un même Etat et sous le même drapeau, tous les Turcs du globe. Au premier abord, la réalisation de cette Unité pourrait paraître impossible à certains ; d'aucuns pourraient même la qualifier de doux rêve, d'utopie. Mais il ne faut pas oublier que toute réalité commence d'abord comme un rêve.* »

⁷⁷¹ **Copeaux, E**, *De l'Adriatique à la mer de Chine*", In : Thèse, vol. 2, <https://www.academia.edu>.

⁷⁷² Türk Dış.

Le soutien aux « Turcs de l'extérieur » va s'effectuer par le biais de revues, journaux et les tenants de la *synthèse turco-islamique* vont s'intéresser à la spécificité de la race turque et par conséquent renouer avec les « composantes du peuple turc ».

De ce sentiment permanent d'insécurité, provenant des pays étrangers, il en est un qui provient de l'intérieur du pays et qui est soupçonné d'entretenir des liens avec les puissances étrangères. Une accusation qui à la fin de l'Empire portait sur les Arméniens et qui désormais concernent les Kurdes.

Aussi, ils n'hésiteront pas à se muer en pourfendeurs des ennemis de l'Etat au plan national (1) et seront à l'origine de massacres sur les populations aléviées, notamment, par leur actions violentes les Etats-Unis pourront compter sur cet allié fidèle (2)

1. Les Loups gris pourfendeurs des ennemis de l'Etat

Pendant des décennies, ils seront le bras armé du nationalisme turc et du panturquisme et lorsqu'ils sèment que trop la mort autour d'eux, allant même jusqu'à menacer ainsi la stabilité de l'Etat, en créant le chaos, comme ce fut le cas en 1975. Ce qui a nécessité l'intervention de l'Etat-profond. A condition de ne pas dépasser les limites qui lui sont imposées par ce dernier, le « travail » de terrain qu'ils ont effectué n'est pas pour déplaire à l'Etat-profond. Leurs cibles sont celles qui "menacent" à leurs yeux l'unité de l'Etat turc et qui complotent contre sa stabilité. Ils entretiennent une paranoïa et voient dans l'Occident le « club des Chrétiens » menace constante contre la souveraineté turque. Leur dénociation des "sécessionnistes" ou "traîtres" des minorités kurdes ou aléviées⁷⁷³ s'est souvent accompagnées de massacres perpétrés sur ces populations. Souvent actifs auprès de la *MTTB* ils prônent la réislamisation de la société, et sont allés jusqu'à commettre actions les plus violentes : massacres de masse contre les Alévis, attaques de cinémas réputés être fréquentés par des militants de gauche. Les années 1970 et 1980 seront les années d'activités intenses où

⁷⁷³ Secte musulmane hétérodoxe d'origine chiite forte de 15 millions d'âmes, apparentée aux Alaouites de Syrie.

ils se battront sur le front anticommuniste à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières de la Turquie et seront responsables, de milliers de morts.

2. La politique du Containment : La Turquie retrouve sa place sur l'échiquier

Le *Containment* redonne à la Turquie sa place sur l'échiquier géostratégique. La Turquie a été pratiqué la politique de la neutralité jusqu'en février 1945, avec une sympathie mal dissimulée, pour l'Allemagne nazie, mais peu avant la chute de celle-ci, la Turquie s'est rangée du côté des alliés et a déclaré la guerre à l'Allemagne.

Comme le montre Suat Ilhan « *La géographie de la Turquie explique aussi bien les périls qui la menacent que les grands atouts qu'elle détient* ». En raison de ces atouts et de son emplacement stratégique, la Turquie et le monde turc restent un espace convoité ». ⁷⁷⁴

La position géostratégique de l'Anatolie a longtemps attiré les différents acteurs du Grand Jeu. Après les conférences de Yalta et de Potsdam en 1945, Staline envoie des bateaux et des troupes dans la région afin de faire valoir ses droits sur les Dardanelles. En 1946, il rédige deux notes diplomatiques concernant les accords de Montreux, alléguant le fait que la convention signée une décennie plus tôt est largement défavorable aux Soviétiques.

En d'autres termes Moscou réclame le droit de contrôler les détroits du Bosphore et des Dardanelles et l'accès aux mers chaudes du globe et pour cela réclame la révision de la convention de Montreux, qui confie la défense des détroits à la Turquie tout en prévoyant leur fermeture en cas de conflit. En 1946, l'URSS réclame à la Turquie sa participation à la défense des détroits. Mais entre-temps, le monde est entré dans la Guerre froide et les anglo-saxons inquiets fournissent aussitôt une importante aide militaire à la Turquie qui devient ainsi l'un des pivots du dispositif de l'OTAN en Méditerranée orientale.

Ankara rejette la demande tout comme les Etats-Unis qui affirment alors que dans l'hypothèse où les détroits seraient un prétexte pour attaquer, la situation aurait pour conséquence de constituer une menace pour la sécurité internationale et serait clairement un motif pour l'envoi d'une force par les Nations-Unies.

⁷⁷⁴ **Josseran, T**, *Turquie*. S. Ilhan, « *Il est dur d'être turc* ». Analyse d'un ouvrage souverainiste eurasiste, In : La revue géopolitique, 21 mars 2012, <http://www.diploweb.com>.

Les menaces sont à peine voilées et la tension de part et d'autre monte d'un cran, car personne n'est dupe des motivations de l'URSS, qui correspondent au vieux rêve russe d'accéder aux mers chaudes et qui assoieraient sa puissance maritime.

La politique américaine de l'après-guerre, va faire de la Turquie un interlocuteur privilégié de sa politique anti-soviétique, ce qu'explique Zbigniew Brzezinski :

« *La Turquie et l'Iran constituent deux pivots géopolitiques de premier ordre. La Turquie, facteur de stabilité dans la région de la mer Noire verrouille l'accès à la Méditerranée, sert de contrepoids à la Russie dans le Caucase d'antidote au fondamentalisme islamique et de point d'ancrage au sud pour l'OTAN. Des remous en Turquie favoriseraient la violence dans le sud des Balkans et le retour de a présence russe dans les nouveaux Etats indépendants du Caucase* ». ⁷⁷⁵

Une nouvelle ère s'ouvre, celle de la Guerre froide, et sa conséquence : la bipolarisation du monde, avec d'un côté l'Occident et de l'autre le bloc soviétique.

Aux Etats-Unis, ce qui domine, c'est la peur du communisme, aussi l'administration Truman met sur pied une politique dite de *containment* ou endiguement qui vise à mettre un coup d'arrêt à l'extension de la zone d'influence soviétique au-delà de ses limites atteintes en 1947 et à isoler les États susceptibles de basculer dans le camp communiste. L'objectif étant de faire obstacle à l'URSS en faisant des pays qui partagent une frontière avec le géant soviétique, un poste avancé des Etats-Unis. Chacun devant être en mesure en cas d'attaque, d'être une force d'opposition capable de mener des actions militaires contre les forces du pacte de Varsovie.

Ce programme est connu sous le nom de *JAMMAT* ou *Joint American Military Mission for Aid to Turkey* qui prendra le nom de *JUSMMAT* ou the *Joint United States Military Mission for Aid to Turkey* ⁷⁷⁶ en 1958 et son contenu est révélé par Harry Truman lors de son discours du 12 mars 1947 au Congrès américain par lequel il expose sa doctrine du *Containment* inspirée par le politologue George Kennan (1904-2005) dont les idées eurent une forte influence sur la politique des États-Unis envers l'URSS au sortir de la Seconde guerre mondiale.

⁷⁷⁵ **Brzezinski, Z**, *Le grand échiquier, l'Amérique et le reste du monde*, Pluriel, 2000, 249 p.

⁷⁷⁶ **Clifford LT, Bernath, H**, *Jusmat and Turkey, history and overview*, s,d, 9 p.
<http://www.disam.dsca.mil>.

Un an auparavant, soit le 5 mars 1946, dans son discours de Fulton portant sur le « Nerf de la paix », Winston Churchill avait dénoncé, en présence du président Truman, le *Rideau de fer* qui partageait l'Europe en deux camps hostiles. Aussi, dans son discours, le président Truman, énonce ni plus ni moins la ligne adoptée par les Etats-Unis et demande au Congrès d'accorder une aide économique et financière à la Grèce, victime de lourdes destructions durant la Guerre mondiale et aux prises avec une guerre civile, ainsi qu'à la Turquie, considérée comme la pièce maîtresse sur l'échiquier régional.

Truman place cette demande dans le contexte global de la lutte entre deux types de sociétés. Sans nommer l'Union soviétique. Quelques semaines plus tard, le 5 juin, c'est le général Marshall qui est chargé de proposer une aide économique à l'ensemble de l'Europe, en l'occurrence, le plan Marshall, dont bénéficiera la Turquie qui sort de la guerre exsangue.

Sa demande Harry Truman la motive par la nécessité d'agir vite dans la mesure où le monde libre est menacé par le communisme. La Grèce n'est pas un pays riche, ne disposant que de peu de ressources naturelles et par ailleurs, les armées du III^e Reich, en se retirant des Balkans, ont endommagé les infrastructures du pays, privant la Grèce des moyens de s'approvisionner, mais aussi de commercer.

Il présente la situation dans la région des Balkans comme particulièrement alarmante :

*« L'existence même de l'État grec est à présent menacée par l'activité terroriste de plusieurs milliers d'hommes armés, menés par les communistes, qui défient l'autorité du Gouvernement en de nombreux endroits, notamment le long des frontières nord de la Grèce. Une commission nommée par le Conseil de sécurité des Nations unies fait maintenant une enquête sur les troubles qui sévissent dans la Grèce du Nord, et les violations de frontières alléguées le long de la frontière qui sépare la Grèce d'une part, et l'Albanie, la Bulgarie et la Yougoslavie d'autre part . »*⁷⁷⁷

⁷⁷⁷ Doctrine Truman. *Message au Congrès pour recommander une aide à la Grèce et à la Turquie*, 12 mars 1947, <http://mjp.univ-perp.fr/textes>.

Il dénonce la violation des accords de Yalta et expose la *théorie des dominos* : si l'Amérique n'aide pas la Grèce, les pays voisins tomberont les uns après les autres.

Il explique qu'en Turquie la situation n'est pas identique, et pour cause le pays, n'a pas eu à subir de destruction consécutive à la guerre, mais que cette dernière afin de moderniser son économie a sollicité l'aide de la Grande-Bretagne qui l'a déclinée le 21 février 1947. La Turquie s'est donc tournée vers les États-Unis.

Mais comme l'explique, Zbigniew Brzezinski (1928-) ⁷⁷⁸, la Turquie est l'un des cinq « pivots géopolitiques cruciaux » ⁷⁷⁹ sur la nouvelle carte politique de l'Eurasie.

Le 5 octobre 1947 une délégation de militaires turcs se rend aux États-Unis pour mettre en place le cadre d'un accord de coopération entre les deux pays.

Au mois de décembre de la même année le NSC ou (United States National Security Council) par la Directive 4-A autorisa secrètement la CIA de prendre la tête de programmes non officiels et d'en assurer le suivi, désormais, cette politique va se faire hors de toute connaissance du Congrès et hors de tout débat.

Quelques mois plus tard le NSC remplaça la directive 4-A par la directive 10/2, qui portait la création de l'OPC ou Office of Policy Coordination initialement appelé the "*Office for Special Projects*" qui n'est autre que le bras officieux et armé de la CIA.

La charte de l'OPC prône : "*la propagande, la guerre économique, l'action directe et préventive, le sabotage, l'anti-sabotage, les mesures de démolition et l'évacuation, la subversion contre les États hostiles, l'assistance aux mouvements de résistance underground, les guérillas, la libération*" ⁷⁸⁰ de réfugiés, l'aide aux groupes et aux groupes indigènes engagés dans la lutte contre le communisme.

Après avoir rejoint le Traité d'Atlantique nord, le 18 février 1952, la Turquie a signé le *Military Facilities Agreement* traçant la route à une présence militaire américaine, avec un staff de 1200 personnes en 1959 qui devient *ODC-T* ou *the Office of Defense* en mai 1994.

⁷⁷⁸ Il a été politologue et conseiller à la sécurité nationale du Président Jimmy Carter, en 1977 à 1981.

⁷⁷⁹ **Brzezinski, Z.**, *Le Grand échiquier, L'Amérique et le reste du monde*, Pluriel, 2000, 269 p.

⁷⁸⁰ **Gueudet, S.**, *Actions clandestines et logique de Guerre froide*, le cas de l'opération TP Ajax, Université Paul Cézanne, Aix-Marseille III, s.d, 202 p, <http://www.academia.edu>.

La Turquie va devenir un maillon de la contre-guérilla, réseau clandestin turc coordonné par la *CIA* et organisé dans le cadre de la Guerre froide. Dans ce contexte très tendu, les *Loups gris* vont devenir l'un des bras armés de ce dispositif. En 1971, après un autre coup d'État, la « contre-guérilla » s'engage dans la terreur d'État.

L'historien Daniele Ganser qui a consacré un ouvrage à ce sujet, révèle :

*« Pour constituer en Turquie une armée stay-behind anticommuniste, communément appelée contre-guérilla, les USA utilisèrent la mouvance dominante, mais violente du panturquisme, où le colonel Alparslan Türkeş officier proche de l'extrême droite et admirateur de Hitler, joua un rôle central. La contre-guérilla fut responsable de trois coups d'Etat sanglants contre des gouvernements turcs légitimement élus ainsi que du massacre de Kizildere (1972), du terrible massacre d'Istanbul (1er mai 1977), du massacre de Bahçelivler (1978). L'attentat contre le pape Jean Paul II est également à mettre sur le compte de la contre-guérilla. Les escadrons de la mort de cette armée secrète turque de l'OTAN jouèrent aussi un rôle sinistre lors de la répression sanglante des Kurdes ».*⁷⁸¹

L'OTAN et les Etats-Unis vont s'appuyer sur les forces nationalistes, anti-communistes de Turquie parmi lesquelles figurent les *Loups gris* et le *MHP*. Le mouvement nationaliste sera représenté dans toutes les instances militaires du pays et notamment dans les *Özel tim* ou escadrons de la mort. Cette collaboration sera d'ailleurs intense et débordera le cadre même de la Turquie, puisque des contingents turc lutteront aux côtés de l'OTAN et des Etats-Unis, contre les forces communistes nord-coréennes. On estime que 5000 militaires turcs ont été engagés dans le conflit.⁷⁸²

Au plus fort de la guerre froide les *unités B* verront le jour sous l'appellation de « patriotes » ou « nationalistes » qui étaient chargées d'infiltrer certaines organisations politiques, mais aussi au sein de l'administration. Ce rôle est essentiellement dévolu aux nationalistes et plus particulièrement les *Loups gris*.

Le scandale de Sursurluk a permis de mettre au jour les activités criminelles de ces qui groupes qui le plus souvent n'avaient aucune existence légale, mais qui agissaient sur ordres

⁷⁸¹ **Ganser, D**, *Les armées secrètes de l'OTAN – Réseaux Stay Behind, Gladio et Terrorisme en Europe de l'Ouest*, Editions Demi-Lune, 2011, 416 p.

⁷⁸² **Cheviron, N, Pérouse, J-F**, *Erdoğan, Nouveau Père de la Turquie*, p.51.

et de l'*Etat-Profond* dont la population apprendra l'existence lors de cet accident. Le 9 novembre 2005, les auteurs d'un attentat contre une librairie à Semdinli, ville à majorité kurde, révèle qu'il s'agit d'agents des services de renseignement, le *MIT*, en mission, en possession d'une liste d'attaques et d'agression à commettre. Ce qui prouve que l'Etat-profond et ses satellites continuent malgré la fin de la guerre froide à s'en prendre aux mêmes cibles et à entretenir un climat de tension dans le pays.

Ces forces qui sont chargées de contrer une éventuelle invasion soviétique sont connues sous le nom de *Stay-Behind* ou Contre-guérilla. Mais surtout, ce sont des forces qui ne seront connues du grand public que très tardivement et agiront dans l'ombre de l'armée turque et avec la bénédiction officielle et de l'Etat turc.

L'un des objectifs de cette armée secrète était de créer des structures clandestines pour armer l'Europe de l'Ouest contre une invasion soviétique et pour empêcher la prise de pouvoir des communistes dans les pays européens

Et dès 1948 la Turquie envoie des officiers aux Etats-Unis pour y suivre une formation en guérilla et parmi eux l'ont retrouvé Turgut Sunalp, Ahmet Yıldız, Suphi Karaman, and Fikret Ateşdağlı et Alparslan Türkeş. Tous formeront le cœur de ce dispositif de lutte.

Paragraphe 2. Les Loups gris, une mouvance souverainiste

Les *Loups gris* par l'intermédiaire de leur vitrine légale s'opposent à toute concession à l'Europe, ils se réclament d'une idéologie turque et cultivent les liens avec les pays musulmans du Caucase, ainsi qu'avec les communautés musulmanes des Balkans. Le racisme fait partie de leur discours et ils ne conçoivent une souveraineté élargie qu'aux pays du Caucase et d'Asie centrale, l'Empire du loup. Leur propagande effraie plus qu'elle ne séduit et ce essentiellement en raison des massacres passés et du discours raciste et intolérant des membres qui qualifient ouvertement de « déchets humains » des minorités ethniques de

Turquie. Néanmoins le Parti d'action nationaliste (MHP)⁷⁸³, l'un des quatre principaux partis politiques du pays prend part aux coalitions gouvernementales et peu après sa création, dans les années 1970 a fait sa première expérience du pouvoir (A) avec une tentative dès le début des 1990 de rétablir un lien organique avec les Républiques turcophones d'Asie et de réaliser le vieux rêve panturquiste de la Grande Turquie (B).

A.L'expérience du pouvoir

L'extrême-droite turque est structurée autour du *Milliyetçi Hareket Partisi (MHP)*, le Parti de l'Action nationaliste. Ce dernier est issu du *Cumhuriyetçi Köylü Millet Partisi* (Parti national républicain et paysan). Alparslan Türkeş, qui a pris une part active au coup d'Etat de 1960 prend la direction du *MHP*⁷⁸⁴ en 1969 et dans un premier temps défend une politique panturquiste avant d'opter pour un nationalisme islamique et turc qui lui permet de se rapprocher de l'Anatolie conservatrice.

Sur le terrain les militants idéalistes⁷⁸⁵ appuient la politique du *MHP* par des actions à la fois dirigées contre la gauche et l'extrême-gauche turque ainsi que les minorités religieuses et ethniques du pays. Une véritable stratégie d'affrontement idéologique et physique avec l'extrême-gauche se met en place durant ces années où l'extrême-droite profite de l'appui du *MHP* au pouvoir.

En effet, du 31 mars 1975 au 5 janvier 1978, le *MHP* participe à deux gouvernements de coalition, ce qui permet aux militants du mouvement nationaliste de bénéficier des ressources étatiques nationales et locales pour affronter l'extrême-gauche. Ainsi, à la violence résultant de rencontres fortuites entre les deux extrêmes et de l'interaction urbaine s'ajoute une

⁷⁸³ Le *MHP* est issu de la Turquie des années 1970, époque où des groupes d'extrême-droite combattaient ouvertement les communistes turcs dans les rues au cours d'émeutes qui ont finalement conduit au coup d'État militaire de 1980. Certains des haut-responsables du parti ont participé en personne à des combats de rue, et bien que le contexte et même l'idéologie aient changé, pour les plus anciens du parti, les souvenirs de cette lutte demeurent.

⁷⁸⁴ Il sera rejoint par des militaires évincés de l'armée après le coup d'Etat de 1961.

⁷⁸⁵ Ülkücüler ou bozkurtçular, *les Loups gris*.

violence organisée et régulière. Les nationalistes montent des groupes d'intervention (*vurucu timler*) pour atteindre la gauche de manière systématique.

Au niveau local, lorsque le *MHP* est au pouvoir, ces groupes profitent de la présence de sympathisants de droite en activité dans les institutions judiciaires ou dans la police pour accorder l'impunité aux militants. Les procédures judiciaires sont donc contrôlées de même que les commissariats. En cas de décision administrative de fermeture de sections locales d'organisations nationalistes, le parti joue de son réseau pour invalider la décision de justice.

Comme le précise Tanil Bora : « *Depuis sa fondation, il y a toujours eu des différences entre le MHP en tant que parti formel et les ailes jeunesse du parti comme les Loups gris* ». ⁷⁸⁶

Le politologue a souligné l'instrumentalisation des *Loups gris* par le *MHP* :

« Le parti a toujours représenté les franges les plus modérées et pragmatiques du nationalisme, alors que la base jeune représente les idéaux naïfs du radicalisme pur, ce qui est naturel », « Mais le dynamisme de cette jeunesse est également utilisé par le *MHP* comme une menace : « *Faites ce que nous voulons ou nous ne serons pas en mesure de contrôler notre base.* » ⁷⁸⁷

Les militants sont recrutés sur une sélection et formés dans la pratique de la violence physique. La violence armée organisée bénéficie de l'État corrompu et désorganisé, et les actions légales, illégales ou criminelles sont encouragées par un parti qui accède au pouvoir. Le *MHP* fait nommer ses militants dans plusieurs institutions d'État et entreprises publiques et dans ce contexte, les organes de l'État sont incapables de rétablir l'ordre tant il est gangrené par l'extrême-droite et tant la violence est considérable dans le pays.

Face à une situation des plus explosives, l'Etat-profond décide de réagir et organise un putsch et prendra la présidence sera assurée par le Général Kenan Evren. Parmi les thèmes de prédilections du *MHP*, il y a celui des frères de sang opprimés et vivant sous souveraineté étrangère.

⁷⁸⁶ **Stevenson, T**, *La montée en puissance des ultra-nationalistes turcs*, In : 6 juin 2016, <http://www.middleeasteye.net>.

⁷⁸⁷ *Ibidem*, **Stevenson, T**, *La montée en puissance des ultra-nationalistes turcs*.

B. Une souveraineté élargie à l'Asie centrale

Le thème des « Turcs de l'extérieur », ceux que l'on désigne sous le nom de *soydaş*, frères de race, sous le joug des Russes, mais aussi mais aussi prisonniers dans les Balkans, puis soviétiques, est un thème récurrent de la propagande nationaliste. Il représente en quelque sorte l'antithèse du précédent discours, et s'il est vrai que le Turc appartenant à une minorité ethnique est perçu comme un éternel étranger, il en va tout autrement du turcophone que l'on rêve de voir s'intégrer à la « grande famille nationale ».

« En Turquie, toute une littérature sur les « Turcs de l'extérieur » présente les minorités turques des Balkans et du Proche Orient, limons de l'Empire ottoman, comme les Turcs en servitude, en situation minoritaire donc forcément sous domination étrangère »⁷⁸⁸

Les « Turcs de l'extérieur » sont présentés par la doctrine nationaliste comme persécutés par les pays dans lesquels ils évoluent, et ce, bien avant la naissance de la Nation turque. A travers ce drame, c'est celui de leurs ancêtres turcs absorbés par les Chinois, épisode mentionné sur les stèles de l'Orkhon, qui est revécu par les nationalistes.

« Cette littérature considère que ces minorités ont besoin de la protection paternelle de la « mère-patrie » sans laquelle elles sont condamnées à disparaître. De la même manière la crainte principale en Turquie concernant Chypre est que les Chypriotes turcs se retrouvent en situation minoritaire. Ainsi, il est aisé de comprendre que dans la conscience turque une minorité n'est pas quelque chose d'enviable ».⁷⁸⁹ Il s'agit même d'une humiliation suprême.

Aussi cet épisode traumatisant se répète-t-il à chaque période de l'histoire turque et les ultranationalistes vont en faire leur cheval de bataille, d'une part pour ramener ces peuples turcophones dans le giron de la République, mais également pour créer une politique de la tension vis-à-vis du bloc soviétique.

En 1944, Alparslan Türkeş se trouve une première fois confronté à ses juges et se lance dans une défense du panturquisme, voire même du pantouranisme : « *le Touran qui est l'union de*

⁷⁸⁸ **Akgönül, S.**, « *Baskın Oran, Les Minorités en Turquie : concepts, théorie, Lausanne, législation interne, jurisprudence, pratique, Istanbul, İletişim Yayınları* », In : Cemoti, 2004, <http://cemoti.revues.org>.

⁷⁸⁹ **Akgönül, S.**, Ibidem.

*tous les Turcs, signifie l'union non seulement des Turcs asiatiques, mais aussi de tous les Turcs. Une union d'esprit, de traditions, culture et religion, le Touran s'applique aussi bien aux Turcs de Grèce, Bulgarie et d'autres endroits. »*⁷⁹⁰

En 1965, dans son ouvrage intitulé « *Les 9 lumières* », il consacre aux Turcs de l'extérieur, les deux premiers chapitres et insistera sur le fait que le nationalisme implique l'assistance aux Turcs vivant à l'extérieur du pays et que l'idéalisme signifie lutter pour leur permettre de déterminer leur propre destin.

Mais pour cela, la Turquie, appelée à jouer le rôle de mère-patrie doit se défaire du Pacte national, toujours en vigueur et qui impose au pays, ses limites actuelles.

Le mouvement va donc militer pour une grande Turquie : « *Les Turcs ayant été dans l'histoire une « nation dominante » (efendi millet), le MHP veut un retour à la puissance et à l'hégémonie ; la Turquie doit retrouver son rôle historique. »*⁷⁹¹

Les années 1970 marquent le pas en ce qui concerne l'engagement des *Loups gris* et du *MHP* pour les Turcs de l'extérieur. A cela plusieurs raisons, la première étant que le panturquisme en Turquie n'est pas au centre des intérêts de la population, plus préoccupée par sa propre survie, ce qui oblige les ultranationalistes à se concentrer sur les problèmes de société. La deuxième raison, tient au fait que le *MHP* essaie d'obtenir le support d'autres formations politiques et à étendre son influence dans des cercles autres que le panturquisme. Enfin, la participation à des coalitions l'a obligé à avancer avec précaution sur le « terrain » des Turcs de l'extérieur, ce qui n'a pas empêché dans ces mêmes années, Alparslan Türkeş de tenter de convaincre ses partisans que l'idéal de l'Unité turque est de réunir dans un même Etat et sous le même drapeau, tous les Turcs du globe. Au premier abord, la réalisation de cette Unité pourrait paraître impossible à certains.

⁷⁹⁰ Copeaux, E, "De l'Adriatique à la mer de Chine" (thèse) - vol. 2, 1997, 320 p.

⁷⁹¹ Copeaux, E, *Türkes et le MHP, nation, race et religion*, In : Esquisse n°59, 3 janvier 2016, <http://www.susam-sokak.fr>.

Le soutien aux « Turcs de l'extérieur » va s'effectuer par le biais de revues, journaux et les tenants de la *synthèse turco-islamique* vont s'intéresser à la spécificité de la race turque et par conséquent renouer avec les « composantes du peuple turc ».

L'affirmation de la similitude culturelle, ethnique, culturelle et raciale entre les Turcs de l'URSS et les Turcs de Turquie devient une constante dans le discours nationaliste. En conséquence on débouche souvent sur un appel à la solidarité inter-turque. L'historien Etienne Copeaux a étudié la terminologie présente dans la presse turque des années précédentes la chute de l'URSS et a trouvé une multitude de termes permettant de définir ces Turcs : « Vatandaş (citoyen) – soydaş (frère de race) – Türkler (les Turcs, en général) – dış Türkler (les Turcs de l'extérieur, ceux des pays turcophones d'Asie) - et le très controversé Türkiyeliler (les habitants de la Turquie, quelle que soit leur appartenance ethnique ou religieuse).

Türkiye Cumhuriyeti (la république de Turquie)-Türk cumhuriyetleri (les républiques turques ou turcophones) – Türkistan (le Turkestan) – Türk dünyası (le monde turc).

Etienne Copeaux a effectué une étude sémantique des termes à connotation nationaliste et présents dans un manuel de « sciences sociales » des années 1990, et a relevé tous les mots à la forme possessive (suffixes en –miz, -mız, -müz, -muz) qui indiquent une première personne du pluriel.

« Il en existe 196, dont un groupe désigne des notions banales, comme l'environnement immédiat (« notre classe, notre village »...), les éléments naturels, économiques, administratifs de la géographie turque (« nos fleuves, notre commerce, nos départements »...). 42 notions employées au possessif désignent la communauté : « nos camarades », « notre vie », « nos voisins », « nos ancêtres » (arkadaşlarımız, hayatımız, komşularımız, atalarımız... . Trois désignent des valeurs : « notre culture nationale » (millî kültürümüz (6), « notre histoire » (tarihimiz (12), « nos devoirs (görevlerimiz (14). Enfin vingt-trois mots désignent la nation, la patrie : « notre État » - devletimiz) (5), « notre combat national » - millî mücadelelerimiz (7), « notre nation » - milletimiz (7), « notre patrie » - vatanımız (14), « notre constitution » - anayasamız (29), « notre pays » - ülkemiz (50), « notre foyer » - yurdumuz (232). »⁷⁹²

⁷⁹² **Copeaux, E.** *Citoyenneté turque, territoire anatolien*, In : Turquie européenne, 6 avril 2011, <http://turquieeuropeenne.eu>.

L'énorme prééminence de ce dernier terme est problématique ; *yurt* a un sens vague, c'est le foyer, le refuge qui peut se déplacer (puisque *anayurt* est l'Asie centrale...). Mais l'analyse révèle que *yurt* n'est employé que sous cette forme possessive *yurdumuz* ; et jamais l'Asie intérieure (*anayurt*) au contraire n'est employée au possessif. Ainsi *yurt* ne peut être que l'Anatolie : il n'y a pas d'autre foyer. L'*Anayurt* est peuplée d'autres Turcs qui ne sont pas englobés dans le nous national, même s'il est fait état d'un "nous" ethnique. Il existe en tout cas une altérité turque.

On peut s'interroger sur les raisons profondes de ce ralliement de la politique turque aux vues ultranationalistes, car pour les panturquistes cette thématique des frères retenus prisonniers hors des frontières turques est une constante.

En 1991, la lutte contre le communisme marque le pas et les *Loups gris* ardents défenseurs de « leurs frères » turcophones vont concrétiser leur désir de rapprochement avec les membres épars de la famille.

Michel Bozdemir note qu'au début de la décennie 1990, la Turquie se trouve en fait dans un contexte très incertain : « *au début des années 1990, la Turquie traversait péniblement la période de mutation qui venait de s'ouvrir dans les rapports internationaux. Plongée dans une frustration politique à peine déguisée, à la suite des déceptions successives subies face à l'Europe, ayant le sentiment d'avoir perdu sa valeur géostratégique consécutive à la disparition des blocs Est-Ouest, la classe politique semblait errer dans des archaïsmes idéologiques avec l'espoir de trouver quelques repères pour se tracer un horizon nouveau* ». ⁷⁹³

La politique du *containment* ayant perdu tout son sens, cette « rentière stratégique » qu'est la Turquie se sent isolée voire menacée par les Etats hostiles avec lesquels les relations sont très froides, c'est le cas de la Grèce, de l'Arménie, mais aussi du Proche-Orient arabe avec lesquels, depuis Mustafa Kemal, elle a tourné le dos.

Au temps de l'*URSS*, le panslavisme n'avait plus droit de cité, mais désormais ce dernier reprenait force et vigueur sous l'impulsion de Vladimir Jirinovski qui est de surcroît un fin connaisseur du monde turc, pour avoir soutenu un doctorat à l'Institut des langues orientales

⁷⁹³ **Bozdemir, M, Fuglestad-Aumeunier, V, *La Turquie face à la crise du Golfe*, In : Revue du monde musulman et de la Méditerranée, vol 62, n° 1, 1991, pp.111-115, <http://www.persee.fr>.**

de l'Université de Moscou et s'est spécialisé en langue turque et dans le monde turcophone. La région où il est né et a passé sa jeunesse au Kazakhstan.

Côté Européen, la Turquie qui frappe à la porte de l'Europe se voit refuser son accès. C'est donc avec beaucoup d'enthousiasme qu'elle va se saisir de cette opportunité qui s'offre à elle et former une Union avec les ex-Républiques d'URSS, comme l'atteste cette phrase du journal *Milliyet* : « *c'est un sentiment très stimulant que de réaliser que nous ne sommes plus seuls* ».

D'autant plus que pour le gouvernement turc cette proximité culturelle et religieuse, même si ces républiques ont été souvent désislamisées par les années passées au sein de l'URSS, est intéressante. Les Occidentaux de leur côté craignent désormais la montée en puissance de l'islamisme dans ces Républiques. Aussi, la Turquie semble être l'interlocutrice tout indiquée.

De manière assez inattendue la Turquie va jouer un rôle économique avec l'émergence d'une route du « gaz et du pétrole » qui passerait pas le Caucase pour déboucher à Ceyhan en Turquie.

Pour l'Occident, le tracé turc offre une alternative aux tracés russe, iranien, afghan et chinois. Le 18 novembre 1999 au sommet de l'OSCE qui se tient à Istanbul, des accords sont signés entre les présidents, turc, géorgien, azéri, kazakh en présence du président américain, Bill Clinton. Ce qui place *de facto*, la Turquie au centre du processus de recomposition de la région.

« Dans le domaine des rapports avec l'Azerbaïdjan, et plus précisément dans la question du pétrole, les Turcs, conscients que l'ouverture d'une nouvelle route du pétrole aurait en effet le double avantage de leur offrir de substantielles royalties et de leur donner un nouveau rôle géopolitique, se sont mobilisés aussi bien au niveau de leur diplomatie que de l'opinion publique. Ils ont en particulier pesé de tout de leur poids -appuyés en cela par les Géorgiens- notamment auprès de leurs interlocuteurs azerbaïdjanais, toujours attentifs à l'avis d'Ankara, leur principal soutien sur l'échiquier régional voire international, et de leurs interlocuteurs étrangers notamment américains. Par ailleurs, le soudain intérêt des autorités turques pour les questions de l'environnement -qui se limitent essentiellement au Bosphore, il est vrai un

enjeu considérable- dissimulait mal la volonté de renforcer l'arsenal argumentaire afin de détourner la voie d'acheminement du pétrole vers le littoral méditerranéen. »⁷⁹⁴

De nombreuses puissances régionales dont l'Iran regardent en direction de ces Républiques et la Turquie n'est pas à proprement parler géographiquement la mieux placée comme le précise Semih Vaner : « Deux autres "puissances" locales, la Turquie et l'Iran tentent d'exercer une influence sur Bakou, obéissant à des impératifs complexes. Handicapée par l'absence d'une contiguïté immédiate avec l'aire turcophone de Transcaucasie et d'Asie centrale, la Turquie (elle n'a de voisinage direct qu'avec le Nakhitchevan, une enclave azerbaïdjanaise) accorde à l'Azerbaïdjan, sa "porte" sur l'Asie centrale, une place particulière dans sa diplomatie. Pour ce qui est de l'action politique de la Turquie, deux points sont à considérer. D'une part, on ne peut envisager le pays au seul niveau étatique, comme "acteur unique"; il s'agit de voir le rôle, au niveau des sociétés, des idéologues de la synthèse turco-islamique et des fondations pieuses, qui se distingue par un certain messianisme sunnite, du rôle étatique. Ensuite, dans un contexte de relative indifférence des principales formations politiques et de l'élite intellectuelle, l'espace politique est davantage occupé par la mouvance nationaliste. »⁷⁹⁵

Les panturquistes sont sur le point de réaliser, ce pourquoi ils se sont toujours battus, les Turcs de l'extérieur, remettant ainsi en cause, non seulement la doctrine kémaliste qui avait résolument tourné le dos à l'irrédentisme des Panturques, mais aussi à la période de guerre froide où la Turquie ne cherchaient pas la confrontation avec son puissant voisin du nord.

En Turquie, même afin d'orienter les choix du gouvernement en faveur du rapprochement avec ces Turcs de l'extérieur, les panturquistes créent des lobbies et pour mener à bien leur propagande utilisent les courroies de transmission traditionnelles que sont les foyers idéalistes. La synthèse turco-islamique s'est dès le début des années 1980 préoccupée du sort de ces Turcs et le foyer des intellectuels qui entretient des liens avec les milieux nationalistes turc de la diaspora comme la *Türk Federasyon*.

⁷⁹⁴ **Vaner, S**, *La Caspienne : enjeu pour l'Azerbaïdjan, et l'Azerbaïdjan comme enjeu*, In : *Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien* n°23, 1997, <http://www.cemoti.revues.org>.

⁷⁹⁵ **Vaner, S**, *Ibidem*.

La deuxième courroie de transmission est la *Türk arastirmalari Vafki*, qui pèse de tout son poids « scientifique » et qui diffuse quant à elle un discours académique sur les « liens entre la mère patrie de les Turcs de l'extérieur ». La troisième courroie n'est autre que la presse et *Türkiye* qui n'hésite pas à employer les mots de *soy* (race et filiation) et de *aile* (famille) qui débordent le cadre de l'Etat-nation.

Au début des années 1990, le monde politique est tout acquis aux vues nationalistes et comme le souligne *Johann Uhrès* : « *Ainsi, si les responsables politiques en charge du pays, n'étaient pas eux-mêmes issus de ce mouvement, et de l'extrême droite, ils en avaient assimilé la logique* ». ⁷⁹⁶

Et de fait, les rapprochements de part et d'autre vont avoir lieu comme le souligne Damien Helly : « *De nombreux communistes frontistes souhaitent rester membres du Parti. Mais à partir de janvier 1990, c'est la rupture. On brûle sa carte, on quitte le parti et on rejoint le Front Populaire par anticommunisme. La haine du communisme se mêle en réalité à la haine des Russes, à nouveau vus comme des colonisateurs. La différence notable avec ce qui se passe en Russie, réside dans l'assimilation russe/communiste. Dans la Russie post-soviétique, le communisme trouve des ressources dans le patriotisme traditionnel russe d'où, entre autres, son succès. En Azerbaïdjan, cette renaissance est impossible. Le discrédit est complet. Et les formations politiques se gardent bien d'utiliser les appellations socialistes car elles savent qu'elles n'ont pas d'avenir.* »

Vers la fin 1991, lors de l'arrivée au pouvoir de la coalition *DYP-SHP*, de nombreuses délégations turques ont commencé à visiter ces républiques en tenant des promesses de coopération économique irréalisables.

Tous les espoirs sont désormais permis et le Président Demirel et le Premier Ministre Tansu Çiller ont aussitôt déclaré que, dorénavant, le monde turc s'étendrait des côtes de l'Adriatique à la Grande muraille de Chine.

Les *Loups gris*, interfèrent ouvertement dans la vie politique interne de ces pays en vue de les réunir sous la bannière de « l'Empire Turc » et le vieux rêve des stèles de l'Orkhon refait surface dans le discours. De nombreux *Loups gris* et d'anciens officiers de l'armée occupent

⁷⁹⁶ **Uhrès, J**, *La fin de l'URSS : l'occasion d'un « retour » turc en Asie centrale ?* In : Fransız Anadolu Araştırmaları Enstitüsü (Revue de l'Institut français d'études anatoliennes), pp.9-15.

maintenant des postes dans les administrations de l'Azerbaïdjan, du Turkménistan, de l'Ouzbékistan et du Kirghizistan.

Sur le terrain les forces nationalistes s'organisent. Les nationalistes "radicaux", actifs pendant les événements de janvier 1990 forment en 1991 le parti de l'Indépendance Nationale. Leur leader est Etibar Mamedov, emprisonné après janvier 90 et qui revient sur scène en septembre de la même année. Ils insistent sur la place et le rôle de l'ethnie turque. En juin 1997, Etibar Mamedov essaye de se donner une image plus modérée que celle du nationaliste extrême du début des années 1990 en déclarant à la presse : *"les Russes qui vivent en Azerbaïdjan sont membres à part entière de la nation azerbaïdjanaise"*. Le journal ajoute cependant : "E. Mamedov considère que tous les citoyens du pays doivent être égaux, indépendamment de leur appartenance sociale, ethnique, ou religieuse. [...] C'est vrai, il considère que l'ethnie qui conduit, ce sont les Turcs.

Mais (dit-il) cela ne signifie pas qu'il y ait des personnes de premier et de second rang. Les Azereris doivent simplement prendre en considération les représentants des minorités nationales". Il y a donc bien distinction de faite, entre les Azeris et les "minorités nationales".⁷⁹⁷

Les nationalistes libéraux (ceux qui formeront le parti démocrate et le Moussavat en 1992 et ceux qui resteront au Front Populaire), gardent une ligne moins dure. Ils reprennent l'idéologie du mouvement moussavatiste exilé depuis la fin de la première guerre mondiale. Mais il ne s'agit pas exactement du même nationalisme. En 1997, le Front Populaire mettait l'accent sur la construction d'une nation par la citoyenneté.

Les partisans du parti *Loup gris* derrière leur leader Isskender Gamidov restent les plus radicaux. Leur implication dans le coup d'Etat de 1995 contre Heydar Aliev leur vaudra d'être interdits et Gamidov arrêté.

En 1998, l'ex-président Eltçibey déclarait, après une question sur l'actualité du kémalisme : *"Premièrement, il (Kemal) est le seul à avoir gagné contre les Russes, alors qu'en Azerbaïdjan on a perdu. Ensuite, la Turquie est un grand pays islamique, laïc, civil. Aujourd'hui certains veulent prendre la route islamique iranienne, c'est un grand mouvement*

⁷⁹⁷ Helly, D, *Le paysage politique du nouvel Azerbaïdjan indépendant*, In : Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien n° 26,1998, <http://www.cemoti.revues.org>.

en Orient. En Irak, en Egypte, en Algérie, ceux qui veulent sortir de l'Islam n'y parviennent pas." ⁷⁹⁸

La Turquie a accueilli une série de cérémonies consacrées à la naissance d'une union turque de la Mer Adriatique à la Grande muraille de Chine. Celles-ci ont pu compter sur la présence de leaders et représentants des pays concernés.

Mais alors que le gouvernement turc s'affairait à créer un mythe, celui-ci ne faisait pas beaucoup d'efforts pour la consolidation d'une démocratie et une bonne infrastructure économique, qui font sérieusement défaut dans ces pays.

Ce grand rêve d'union des républiques de langue turque s'est estompé au bout de deux ans et l'ensemble de ces pays sont rapidement revenus dans la sphère d'influence de la Russie. La chute du président azéri, Elçibey, fervent partisan de cette grande union, et l'adhésion de l'Azerbaïdjan à la *CEI* ont porté le coup de grâce au mythe de ce grand Empire turc.

Dès 1906, *MacKinder* faisait de l'Asie centrale, majoritairement turcophone, le pivot géopolitique du monde et l'enjeu de la rivalité entre la puissance continentale russe et la puissance maritime britannique. Un siècle plus tard, la confrontation demeure, mais Washington s'est substitué à Londres et la Chine en pleine expansion peut servir de débouché aux hydrocarbures de la Caspienne, ouvrir une grande fenêtre maritime tout en offrant les produits industriels et les technologies nécessaires au développement régional. Cependant la Russie considère toujours l'Asie centrale comme « l'étranger proche » c'est-à-dire une zone où ses intérêts vitaux doivent prévaloir. Tout en récusant tout retour au panturquisme, Ahmet Davutoğlu considère que « *la Turquie a tout intérêt à revivifier sa vocation continentale au sein du groupe de Shanghai* » ⁷⁹⁹ qui regroupe qui regroupe la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan.

Ceci pose la question des relations ambivalentes avec la Russie et celles des interactions distantes mais potentiellement conflictuelles avec la Chine. On sait cependant que l'*AKP* poursuit en l'amplifiant la politique menée depuis l'effondrement de l'*URSS* ce qui a abouti création en autres choses à la création d'une agence de coopération économique *TIKA* et

⁷⁹⁸ **Helly, D**, Ibidem.

⁷⁹⁹ **Feltin-Tracol, G**, *La nouvelle révolution turque*, In : Euro-synergies, 11 novembre 2010, <http://www.euro-synergies.hautetfort.com>.

multiplication des co-entreprises, institution d'un équivalent du Haut Conseil de la Francophonie, Türksöy⁸⁰⁰ et le lancement du réseau Türksat en 1994 afin d'unifier culturellement et linguistiquement (passage à l'alphabet latin) les différents pays de la région. Les États-Unis encouragent ce dynamisme par exemple en parrainant l'accord de 1998 sur le corridor énergétique sud-caucasien à l'origine de l'oléoduc *BTC* car ils voient dans la Turquie une « passerelle vers la mer Caspienne ». Il s'agit offrir aux pays d'Asie centrale une « fenêtre vers l'Occident » d'autant plus intéressante que la Turquie puissance moyenne, politiquement modérée, économiquement dynamique et intégrée dans les réseaux de la mondialisation ne saurait constituer une menace pour leur indépendance, contrairement à la Russie et à la Chine. Toutefois comme avec l'Europe les relations avec l'Arménie constituent un obstacle à l'échelle régionale avec l'existence « d'un axe Moscou-Erevan-Téhéran » et aux États-Unis avec l'activisme des groupes d'influence arméniens au Congrès alors qu'il n'existe pas de lobby pro turc.

Le pétrole et la turcité sont-ils des points d'appui suffisants pour s'affirmer comme une puissance régionale surtout si l'Iran devient une puissance nucléaire à moyen terme ? Un échec de la Turquie en ce domaine serait un sérieux revers pour les États-Unis.

⁸⁰⁰ Littéralement « race turque », la Francophonie est basée sur la diffusion de la culture et de la langue française.

Section 2. L'Etat-profond et le nationalisme verrouillent

l'appareil d'Etat

A partir des années dites de plomb, et jusqu'aux années 2000 marquées par l'arrivée au pouvoir de l'AKP, le nationalisme s'est imposé comme la force politique menaçante et comme gardienne de l'intégrité de la Nation. Néanmoins, dès les années 1970 on assiste à son basculement vers des forces obscures (**Paragraphe 1**) qui dépassent largement le cadre de la politique. L'Ultranationalisme et ses chefs se muent en maîtres du crime organisé avec une spécialisation : le trafic d'héroïne, dans les Balkans, mais aussi d'êtres humains. Un juge italien, Carlo Palermo sera l'un des premiers à révéler les agissements des « babas turcs », l'affaire Susurluk (**Paragraphe 2**) apportera aussi son lot de révélations et dès lors, le processus amenant la dislocation de l'*Etat-profond* est en marche. L'arrivée au pouvoir de l'AKP qui coïncide avec une reprise en main des rênes du pouvoir laisse alors entrevoir que la main mise de cette force sur l'Etat turc n'a eu qu'un temps. L'affaire Ergenekon (2007) que d'aucuns estiment avoir été fabriquée de toutes pièces par le pouvoir en place, semble en apporter la confirmation.

A défaut d'avoir démantelé un coup d'Etat en préparation, l'AKP a déclaré la guerre à son ennemi ? l'*Etat-profond*, privé du soutien de l'indéfectible allié américain.

Paragraphe 1. Les mauvaises fréquentations du nationalisme

Dans les années 1980, les milieux nationalistes bénéficiant d'appuis à l'intérieur de la Turquie et au plan international. Ils sont parvenus à faire régner une tension en Turquie corrompant l'appareil d'Etat. Mais cette corruption a été possible grâce à un « acteur » invisible de la vie politique turque, dont les Turcs eux-mêmes auront connaissance lors de l'accident de Susurluk, il s'agit de *l'Etat-profond*. Ils prendront alors conscience que le système politique est gangréné et que leurs dirigeants avaient des liens avec la mafia (**A**) et que la politique de la terreur n'a eu d'autre visée que de maintenir le peuple dans un état de tension permanent (**B**) empêchant toute forme de contestation possible et surtout la démocratie de s'épanouir.

Aussi, au moment où éclatera l'Affaire Ergenekon, la société civile accueillera favorablement l'action l'AKP qui saura exploiter les colères et frustrations, mais aussi le « sentiment victimaire » dont parle Ahmet Insel et qu'éprouve le peuple turc à l'égard des élites.⁸⁰¹

A. La Maffya turque : ultranationalisme et Etat turc

Le 3 novembre 1996, une Mercedes roulant à vive allure percute un camion sur l'autoroute qui relie Istanbul à Izmir, à la hauteur d'une localité désormais connue de tous en Turquie, Susurluk.

De cet amas de ferrailles des corps seront extraits Hüseyin Kocag, directeur adjoint de la police d'Istanbul, fondateur des unités spéciales antiterroristes et dirigées contre le *PKK*, Sedat Bucak, député de Parti de la juste voie, le *DYP* de Tansu Çiller et le chef d'une puissante tribu kurde engagée dans la lutte contre le *PKK* et Abdullah Çatlı, parrain de la *Maffya* turque et numéro 2 des *Loups gris* qui a débuté sa carrière d'assassin dans « les foyers

⁸⁰¹ Insel, A, *La nouvelle Turquie d'Erdogan, un rêve démocratique à la dérive autoritaire*, La Découverte, 2015, p.181.

de l'idéal » et s'est notamment distingué dans les combats de rue, avant de mener des opérations de plus grande envergure contre l'ASALA et le PKK.⁸⁰²

On découvrira dans la voiture six fausses cartes d'identité portant des noms différents, mais avec photo, une carte de police au nom du commissaire Mehmet Özbay, un passeport officiel et un permis de port d'armes signés par Mehmet Agar ministre de l'Intérieur de Tansu Çiller. Ce qui révèle la collusion évidente entre le monde politique et la mouvance d'extrême-droite et la mafia turque.

Cet accident va provoquer une onde de choc au sein de la population civile et un *black out* sur Istanbul en signe de protestation car il celui-ci révèle la collusion entre la criminalité organisée et les hautes sphères à la fois politiques et militaires et bien sûr le panturquisme incarné par les *Loups gris*.

Mais comment en sommes-nous arrivés à cette symbiose entre ces forces ?

Il faut remonter aux années 1970-1980 où la Turquie qui s'est engagée auprès des forces de l'OTAN joue un rôle de rempart contre l'URSS et les pays du Rideau de fer. Dans le même temps elle doit gérer une instabilité politique, mais aussi sociale croissantes et sa guerre ouverte avec l'ASALA et le PKK.

Les décideurs militaires et politiques décident de confier le maintien de l'ordre aux *loups gris* qui investissent le terrain.

« À la fin des années 1970, la Turquie avait sombré dans une quasi-guerre civile ; des groupes armés marxistes-léninistes (turcs et kurdes), cent fois plus nombreux et puissants que les Brigades rouges terrorisent le pays. Débordées, la police et l'armée confient alors à des « équipes spéciales » de jeunes ultranationalistes le soin d'éliminer les cadres gauchistes, notamment dans les universités ».⁸⁰³

Ce transfert de la puissance publique vers des groupes réputés pour leur violence, va être la cause de débordements et d'exactions commises en toute impunité au nom de l'intégrité de l'Etat.

⁸⁰² **Raufner, X**, *Une maffya symbiotique, traditions et évolutions du crime organisé en Turquie*, In : Sécurité globale, 2009-2010, 31.p.

⁸⁰³ **Raufner, X**, *L'Union Européenne, la mafia turque et... l'Arlésienne*, In : Outre-Terre, n° 10, pp. 83-95, www.cairn.info.

C'est la période sur laquelle nous reviendrons, mais qui s'est soldée par des tueries, des actes terroristes, des attentats, des assassinats ciblés contre certaines personnalités du monde de la presse, des leaders de groupes opposants et Abdullah Çatlı est l'un d'eux, il est dans les années 1970, le numéro 2 de l'organisation et commandite les meurtres et autres attentats.

Pour financer leurs actions, ces derniers se rapprochent de la *Maffya* turque qui existe depuis les années 1940 et s'est enracinée dans le pays par le trafic de drogue qui provient d'Iran et d'Afghanistan et qui transitent par la Turquie.

A partir de cette date, la Turquie a « troqué » ses *Kabadayi* ou voyous patriotes⁸⁰⁴ contre d'authentiques voyous, le plus souvent d'anciens *Kabadayi*. Plus tard, ils contrôleront les territoires des villes, se réservant les affaires criminelles et offriront « leur protection » aux plus démunis. C'est vers les années 1940 qu'ils deviennent des *Baba (parrains)* se rapprochant des mafias européennes pour le trafic de la drogue notamment.

Le criminologue Xavier Raufer, la définit comme *une « authentique mafia, avec ses hiérarchies secrètes, ses allégeances, son code du silence »*.⁸⁰⁵

Les *Loups gris*, en opérant un rapprochement avec la *Maffya* ont littéralement gangréné le l'appareil d'Etat, en servant de passerelle entre elle et le pouvoir et comme le souligne Xavier Raufer : « *De fait, depuis les années 1980, des « forces obscures » opèrent indéniablement au sein de l'État turc ; une alliance criminelle y a miné le Parlement, les forces de sécurité, les rangs mêmes de la police. En arrière-plan de ce désastre, une redoutable machine criminelle : la mafia turque »*.⁸⁰⁶

Aussi, lorsqu'en 1999, l'un des babas turcs et ex-membre des Loups gris, Alaatin Çakig est arrêté à Nice en possession d'un «vrai-faux passeport» en poche délivré par les services secrets turcs, et 30 000 dollars, il continue de tirer les ficelles du jeu politique à Ankara et compte bien précipiter la chute du Premier ministre, Mesut Yilmaz, de l'*Anap* (Parti de la mère patrie, droite).

⁸⁰⁴ Les autorités leur ont confié la garde des bâtiments officiels pendant la guerre d'Indépendance. Mustafa Kemal a fait appel lors de la guerre greco-turque.

⁸⁰⁵ **Raufer, X**, *Ce qu'est vraiment une mafia* s,d, <http://www.xavier-raufer.com>.

⁸⁰⁶ **Raufer, X**, *L'Union Européenne, la mafia turque et... l'Arlésienne*, In : *Outre-Terre*, n° 10, 2005, pp. 83-95.

Au cours de ses nombreuses auditions, Alaatin Çakigi révèle l'ampleur de la pénétration de la classe politique et des institutions de la République turque par le crime organisé. «*Mes liens organiques avec les services secrets n'ont pas cessé*»⁸⁰⁷, répète-t-il et en dépit fait qu'il est un *ex-Loup gris* reconverti dans le recouvrement de créances, il ne cesse de revendiquer son attachement aux valeurs panturquistes et se définit comme «militant anticommuniste, anti-islamiste et antidrogue».

Ce lien entre les *Loup gris* et la *Maffya* sont connus et même si le mouvement nationaliste a versé dans la délinquance et le crime, en raison des services rendus à la Nation, ces derniers sont quasi «intouchables». Comme le montre l'exemple Nurullah Tevfik Aransoy (1960-1996) ex-dirigeant des *Loups gris* amnistié en 1991 «pour missions secrètes d'intérêt national», mais aussi connu pour ses activités mafieuses.

Cette impunité est toute relative et la menace vient du pouvoir qui instrumentalise ces groupes, mais qui n'hésite pas, lorsqu'ils deviennent trop gênants, à s'en débarrasser de manière violente. Le coup d'Etat de 1980 au cours duquel les militaires mettent au pouvoir l'un d'eux, le général Kenan Evren, s'en prennent à leurs «alliés d'hier», les *Loups gris* dont ils s'inquiètent de voir leur puissance et influence grandir et dont les combats de rue entretiennent un climat de tension et d'insécurité. Les *Loups gris* n'échappent pas à la prison, comme le fut le cas lors du coup d'Etat de 1980. Nombre d'entre firent l'objet d'un mandat d'arrêt parmi lesquels Aghâh Oktay Güner (1937) qui déclarait non sans amertume : «*nos idées sont au pouvoir alors que nous-mêmes sommes en prison*»⁸⁰⁸ et de fait neuf *Loups gris* seront exécutés, l'organisation s'estimera «trahie par le système qui l'a utilisé dans le cadre de la Guerre froide.

Le «roi des casinos» Ömer Lütfü Topal (1942-2006) membre des *Loups gris*, sera le blanchisseur de l'argent du clan au pouvoir dont le chef n'est autre que l'époux de Tansu Çiller. Ayhan Çarkın et d'autres policiers seront acquittés «fautes de preuves».

⁸⁰⁷ **Semo, M**, *Le pouvoir turc gangréné par la Mafia. Les révélations d'un parrain turc incarcéré en France menacent le Premier ministre*. In : Libération, 19 novembre 1998.

⁸⁰⁸ **Robert, M-V**, *Le parti d'action nationaliste (MHP) : un national-populisme à la turque*, In : Ovipot, 1^{er} juin 2016, <http://ovipot.hypotheses.org>.

La *Maffya* et les *Loups gris* forment ce que l'on appelle « le monde souterrain », des forces occultes et agissant dans l'illégalité, au service de « l'Etat- profond », une force dont l'influence sur l'Etat turc semble sans limite comme le souligne en mars 2000, un journaliste de télévision célèbre, M. Tuncay Özcan. Il déclare au quotidien *Radikal* : « Des gangs sécuritaires ont été créés au sein de l'appareil d'État, certains hommes d'affaires ont fait cause commune avec eux et les prisons sont passées sous le contrôle des mafias ». ⁸⁰⁹

L'un des *babas*, Sedat Peker (1972), membre des *Loups gris* et aux convictions pantouraniennes très marquées, lance en 2002 son site Internet qui diffuse la doctrine nationaliste-pantouranienne préparant l'« unité de la nation turque, forte de 300 millions de Turcs. » ⁸¹⁰

Interrogé sur son appartenance « au monde souterrain » en 1999 par *Turkish Daily News* déclare : « je n'appartiens pas au monde souterrain. Seules les créatures inférieures vivent sous terre ; mon style de vie ressemble plus à celui d'un lion, d'un aigle ou d'un Loup gris. Ces animaux détestent le meurtre et la trahison, ils vivent et meurent noblement ». ⁸¹¹

Xavier Raufer cite le quotidien *Sabah* du 1^{er} août 1996 « qui révèle qu'à eux seuls, les cinq principaux propriétaires de casinos du pays possèdent jusqu'à 80 % des bons du Trésor turc. Or, ces propriétaires sont tous des mafieux connus et des narcotrafiquants de premier plan ». Ces propriétaires de casino dont Ömer Lütfü Topal font aussi partie des *Loups gris*.

On estime qu'il y a plus de quarante clans importants en Turquie et Xavier Raufer estime qu'ils engendrent un chiffre annuel d'environ 60 milliards de dollars soit la moitié du budget de l'Etat. Comment dans ce cas là ne pas voir dans la nébuleuse mafioso-nationaliste un Etat dans l'Etat ? Et de fait le pouvoir des gangs de la *maffya* turque s'étend dans les hautes sphères de l'économie, de la politique et la justice. Ces dernières années, plusieurs scandales de matches de football truqués ont mis en lumière cette économie souterraine.

⁸⁰⁹ **Raufer, X**, « L'Union Européenne, la mafia turque et... l'Arlésienne », In : Outre-Terre n° 10, 1, 2005, pp. 83-95, <http://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2005-1-page-83.htm>.

⁸¹⁰ **Raufer, X**, Ibidem.

⁸¹¹ **Gayraud, J, F**, *Le monde des mafias : géopolitique du crime organisé*, Odile Jacob, 2008, p.94.

Pendant les années 1990, la chute de l'URSS vont leur ouvrir tout grand la route des Balkans. Le trafic était surtout assuré par les Yougoslaves, utilisés comme éclaireurs afin d'assurer la sécurité du transport de la drogue, à l'origine à travers la Serbie. Au cours des années 1970 à 1980, les marchés en Allemagne et en Suisse étaient déjà aux mains des clans turcs et libanais.

Le commerce des armes se développe au début des années 1990, notamment en Bosnie et en Croatie. Les clans italiens jouèrent un rôle important, mais les premiers acteurs de ce trafic furent les Albanais. En effet, lors de l'insurrection de 1997, presque tous les stocks d'armes militaires furent volés et envoyés au Kosovo, en Bosnie et en Serbie. Des armes lourdes, dont 10 missiles sol-air volés dans une base militaire furent retrouvés dans une grotte en Albanie. Les enquêteurs établirent que le commerce illégal d'armes était aussi un moyen de survivre pour des entreprises d'État du Monténégro, de Bosnie et de Serbie

Avec les *Loups gris*, les familles du crime organisé turques sont souvent impliquées dans des meurtres et des délits commis hors de Turquie. On pense bien sûr à l'implication des *Loups gris* et de la *Maffya* turque dans la tentative d'assassinat contre le Pape Jean-Paul II, mais qui a été monté par le *MTTB* et une partie du mouvement proche de la révolution iranienne dont Metin Yüksel qui prônait un soutien inconditionnel aux mollahs iraniens et pour lequel, le voyage de Jean-Paul II en Turquie, constituait une présence impie au service de l'Occident.

Abdullah Çatlı qui en 1979 a aidé Mehmet Ali Ağca à s'échapper d'une prison militaire à Istanbul aurait selon la journaliste d'investigation Lucy Komisar qui a enquêté le réseau *Stay-behind Gladio*, affirme qu'Abdullah Çatlı aurait donné l'ordre à Ağca d'assassiner le Pape. En mars 1997 le journaliste Martin Lee révèle, dans le *Monde diplomatique*, qu'Abdullah Çatlı aurait organisé la tentative d'assassinat contre trois millions de Deutsch marks, versés aux *Loups gris*. Ce dernier interrogé en 1985 à Rome par un juge aurait déclaré avoir été contacté par les services secrets allemands qui lui auraient promis une somme d'argent pour assassiner le Pape si ce dernier impliquait les services secrets et bulgares.

Aussi bien Mehmet Ali Ağca que lui-même changeront fréquemment la version des faits, ce qui fera douter les occidentaux de la véracité de leurs propos.

L'accident de Susurluk a mis en évidence le lien existant entre l'Etat et différents groupes y compris criminels : « *jusqu'alors discrète, la collusion entre « idéalistes » – mafieux, politiciens cyniques et militaires, policiers et officiers de renseignement naïfs ou complices – éclate au grand jour. Les politiciens tentent alors d'éliminer les mafieux – alliés d'hier*

devenus pour eux un handicap mortel. Malgré quelques succès en 1999-2000, c'est trop peu et trop tard – en tout cas pour ces politiciens, balayés en novembre 2002 »⁸¹²

B. La politique de la terreur

L'accident de Susurluk que Xavier Raufer qualifie de « coup de tonnerre », est venu en réalité, conforter les Turcs dans ce qu'ils pressentaient depuis des décennies. La violence, le terrorisme et l'impunité qui protègent les auteurs de ces actes, ont éveillé les soupçons du monde de la presse et de la justice, ce qui explique, le très lourd tribut qu'ils ont payé en enquêtant.

S'il y a eu quasi impunité, c'est tout d'abord du fait que le pouvoir a utilisé ces groupes à la fois pour agir à l'extérieur et à l'intérieur du pays pour les intérêts de l'Etat turc.

Martin A. Lee qui a enquêté sur les agissements de l'organisation d'extrême-droite note que durant les années 1970, « *les Loups gris ont opéré avec les encouragements et sous la protection de la contre-guérilla, section du département de la guerre spéciale faisant partie de l'armée turque loge à Ankara dans les bâtiments abritant la US Military Aid Mission. Département de la guerre spéciale financé par les Etats-Unis* ». ⁸¹³

La violence est l'un des moyens pour faire régner l'ordre, ils ont été entraînés pour être une force d'appoint et mener des actes de guérilla, ce qui inclut aussi les actes de sabotage, tout cela en prévision d'une hypothétique invasion soviétique.

Force d'appoint, les *Loups gris* le seront aussi, à chaque fois qu'ils estimeront que la Nation turque est en péril et dans les années 1970, les mouvements de gauche que l'on soupçonne d'être des agents à la solde de Moscou seront l'un des cibles privilégiées de l'organisation.

⁸¹² **Raufer, X**, *L'Union Européenne, la mafia turque et... l'Arlésienne*, opus cité.

⁸¹³ **Lee, M**, *Les liaisons dangereuses de la police turque*, In : *Le Monde diplomatique*, mars 1997, 9 p.

Ce que note le sociologue Ferhat Kentel : « *Du côté de la pratique, c'était avant tout l'action engagée « pour protéger l'État » qui devait attirer les masses. Les militants ülkücü ont assassiné intellectuels, journalistes, syndicalistes et étudiants de gauche* »⁸¹⁴

Le panturquiste s'est toujours montré très suspicieux à l'égard des minorités, souvent décrites par la presse nationaliste comme une cinquième colonne de l'Occident. Aussi, les *Loups gris* vont commettre le massacre le plus effroyable jamais perpétrés sur des civils ; un massacre qui a sans doute incité les militaires en 1980 à reprendre la main sur la vie publique du pays et à marginaliser les *Loups gris*.

Le massacre de Maraş a eu lieu à Kahramanmaraş entre le 19 et 26 décembre 1978. Il s'agit de l'une des plus grandes tragédies de l'histoire de la République turque. Les militaires qui comprennent que font peser les groupes nationalistes sur la cohésion de la Nation, vont reprendre le contrôle de la Turquie lors du coup d'État du 12 septembre 1981 et la promulgation d'une nouvelle constitution. Le préfet de Kahramanmaraş durant le massacre était Abdülkadir Aksu. D'après les archives du Premier Ministre Turc de l'époque, Bülent Ecevit, ce massacre a été perpétrés avec l'aide des services de renseignements généraux turcs et Alparslan Türkeş le leader du parti d'extrême droite turc *MHP*, en lien avec l'organisation anticommuniste internationale de la *CIA* : le *Gladio* a pour but d'écraser le mouvement révolutionnaire, entreprendre un « nettoyage ethnique », empêcher l'union des mouvements progressistes, kurdes et alévis. Des militants des *Loups Gris* sont infiltrés dans la ville pour faire monter la tension.

Ce sont les populations aléviées très majoritaires dans la région situées politiquement à gauche de l'échiquier politique et constituant le deuxième groupe religieux de Turquie avec une population que l'on estime entre 12 et 15 millions, en ont été la cible. L'Etat turc ne reconnaît qu'une centaine de victimes, mais ce sont entre cinq cents et mille personnes qui ont été massacrées dans toute la région. Les maisons des familles aléviées désignées, au préalable, d'une croix peintes sur leurs portes, sont attaquées et détruites, leurs habitants massacrés dans les rues. La violence et la sauvagerie perpétrées durant ce massacre marquent la Turquie entière. Les journalistes rapportent des photos d'enfants massacrés à l'arme blanche dans les écoles, de bébés arrachés du ventre de leurs mères et de corps entassés.

⁸¹⁴ **Kentel, F**, *Turquie : la conquête du centre par le Loup gris*, In : Critique internationale, n°12, 2001, pp.39 – 46, <https://www.cairn.info>.

Malgré l'horreur suscitée par ces massacres et la désapprobation nationale et internationale, les *Loups gris* ne vont pas s'arrêter là. En 1980 a lieu le massacre de Çorum⁸¹⁵ : Il s'agit d'une répétition du précédent massacre, mais à une échelle moindre puisqu'elle a lieu dans la ville de Çorum, où les quartiers alévis de la ville se font attaquer par les foules menées par les *Loups gris*. Les groupes révolutionnaires bien organisés arrivent à tenir tête pendant deux mois mais perdent cinquante sept vies (chiffres officiels du gouvernement) et plusieurs centaines de blessés graves.

Le massacre de Sivas 1993 a lieu un massacre au festival de Pir Sultan Abdal Festival qui réunit des artistes, les intellectuels, écrivains, poètes, chanteurs, musiciens, journalistes qui revendiquent la reconnaissance de la culture alévie,⁸¹⁶ qui appelle à la paix entre sunnites, alévis, kurdes, arméniens. Ils mettent l'accent sur la nécessité de vivre ensemble et en harmonie.

Mais le 2 juillet au matin, durant les prières, les imams des mosquées de la ville excitent les islamistes et les appellent à attaquer le festival, sous prétexte que les alévis seraient des démons. Bien évidemment, le travail en sous main du *MHP* est une évidence. Ses membres font circuler des rumeurs selon lesquelles les alévis insultent le Coran durant le festival. Les foules sortant des mosquées se réunissent et se sentent pousser des ailes en voyant d'autres foules se rejoindre, croyant en un mouvement populaire spontané. Ils se dirigent sur l'Hôtel Madimak où sont logés les intervenants, entourés et accompagnés par la police, le préfet ayant donné l'ordre formel de laisser faire. Ils mettent le feu à l'hôtel en empêchant les gens de s'enfuir, trente sept personnes trouveront le mort.

Ces massacres ne sont pas sans rappeler la chape de plomb qui a recouvert certains pays d'Amérique latine, comme le Chili où les escadrons de la mort s'en sont pris aux étudiants, aux communistes et aux minorités ethniques et aux les Indiens. Comme en Turquie, on peut y voir l'implication de l'*Etat-profond* et de la politique des Etats-Unis en matière de lutte contre le communisme.

⁸¹⁵ *Place Taksim : lutte pour la reconnaissance du massacre alévi de Sivas du 2 juillet 1993... Et tous les autres !* In : Rebellyon, 8 juillet 2013, <https://rebellyon.info>.

⁸¹⁶ *Place Taksim : lutte pour la reconnaissance du massacre alévi de Sivas du 2 juillet 1993... et tous les autres*

Lors d'un entretien du 24 août 1942, alors qu'Inönü jouait la carte allemande contre l'URSS, par la voix de son premier ministre Şükrü Saracoğlu qui prononce lors d'une rencontre avec Franz Von Papen, ambassadeur nazi à Ankara, des mots terriblement fatidiques et qui seront exactement la position de la Turquie à l'égard des minorités. Il explique l'alliance que l'Etat forme avec le panturquisme : « à titre de simple citoyen turc » et pour permettre à l'Allemagne de résoudre le « problème russe en massacrant la moitié des Russes, en libérant définitivement les régions des minorités nationales de l'influence russe et en éduquant comme alliées des pays de l'Axe et ennemies des Slaves »⁸¹⁷

Des propos prémonitoires puisque, après très proche des forces de l'Axe, une fois la guerre terminée, c'est vers l'URSS que les Turcs se tournent. Dans un environnement hostile à la Turquie avec la puissance de l'URSS Ismet İnönü comprend que son pays ne peut rester indépendant qu'au prix d'un rapprochement avec les Etats-Unis. Le monde entre en période de Guerre froide et İnönü négocie cette alliance dès 1945, face à la menace soviétique. Bilatérale à partir de 1946, elle est parachevée en 1952 par une adhésion à l'OTAN.

Dès la « *La fin de la guerre place la Turquie dans une situation intenable par rapport à l'URSS, mais lui permet aussi de réaliser un spectaculaire rapprochement avec les Etats-Unis* ». ⁸¹⁸

Pendant le demi-siècle qui suit, le soutien américain ne se dément pas : il assure la sécurité et l'indépendance de la Turquie, son désenclavement géopolitique, mais aussi son développement économique, notamment dans les années 1950, 1980 et 1990.

Paragraphe 2. L'accident de Susurluk, fin d'une ère ?

Bien plus qu'un simple accident de la circulation, Susurluk est devenu un symbole ; celui d'un Etat corrompu, aux rouages gangrénés et donnant l'illusion de poursuivre dans la voie la démocratie, alors que celle-ci est confisquée par des groupes, hauts fonctionnaires, militaires, paramilitaires qui administrent l'Etat comme un bien propre. L'accident de

⁸¹⁷ Bozarslan, H, *Histoire de la Turquie contemporaine*, Ed.de la Découverte, 2004, pp.46-47.

⁸¹⁸ Bozarslan, H, p.48.

Sursuluk marque la fin d'une période, celle du nationalisme de l'après-guerre. Cet accident a été un électrochoc pour la population car il a apporté la preuve que pendant des années la propagande et l'action des nationalistes sur le terrain ne visaient pas uniquement à protéger la nation turque, mais aussi et surtout des intérêts particuliers (A) pour la première fois, les Turcs ont eu la confirmation qu'un pouvoir occulte et puissant gouvernait à la place des gouvernements qu'ils avaient élus. Cette collision qui a eu le mérite de révéler la collusion entre certains groupes au plus haut sommet de l'Etat a donné naissance à une société civile (B) qui depuis lors aspire à plus de transparence, dans la vie publique, mais également à vivre dans une vraie démocratie.

A. Une bien étrange collusion

Il s'agit à la base d'un simple fait divers qui n'aurait pas tenu plus de quelques lignes dans un quotidien, s'il n'avait concrétisé ce que les Turcs eux-mêmes soupçonnaient déjà : la collusion entre le milieu nationaliste, la *Maffya* et la Police. Trois forces qui ont fait régner la terreur dans le pays. Susurluk marque la fin d'une époque, avec l'apparition d'une prise de conscience émanant du peuple et une réaction somme toute symbolique de sa part, mais qui indique qu'une étape a été franchie. Cette collision a alimenté dans un premier temps le sentiment victimaire dont parle Ahmet Insel : « *L'identité victimaire est l'identité la plus partagée dans la société turque, bien plus que la religion, la langue ou l'appartenance ethnique. Mais elle ne vient ni d'un passé de colonisé ni de l'humiliation d'une défaite militaire ou d'une intervention par une puissance étrangère. La société turque se sent d'abord victime d'une partie d'elle-même. Victime des pouvoirs kémalistes, de la majorité turcophone nationalite, de la majorité sunnite, des élites « Turcs blancs ».* Une Turquie qui dès lors va éprouver un sentiment de revanche à l'égard de sa classe politique. Ce sentiment victimaire, le gouvernement de Recep Erdoğan saura l'exploiter à son avantage.⁸¹⁹ Néanmoins, cet épisode de la vie publique a permis au peuple turc d'accéder à une plus grande maturité civique.⁸²⁰

⁸¹⁹ Insel, A, *La nouvelle Turquie d'Erdoğan, du rêve démocratique à la dérive autoritaire*, pp.180-181.

⁸²⁰ Les événements de juillet 2016 et du putsch manqué, ont montré la détermination de la population à ne plus accepter des méthodes qui appartiennent au passé de la Turquie. Cette mobilisation massive n'aurait pas été concevable avant Susurluk.

B.Susurluk et la naissance d'une opinion publique

« *Sivil Toplum* » ou société civile, un mot qui a vu le jour en Turquie très récemment et qui a le vent en poupe.

Le sociologue Ferhat Kentel situe l'origine de cette société civile « *à partir des années 1960, la société civile dans toute sa complexité agit comme un vrai moteur du changement. La mobilisation sociale impressionnante qui se fait jour se concrétise avec la constitution de plusieurs milliers d'associations, l'apparition de nouvelles formes d'organisation (syndicats, chambres professionnelles, associations d'étudiants) et de nouveaux courants idéologiques dans le débat d'idées. L'ouverture engendrée par le développement des mouvements migratoires et enfin, l'inversion du rapport entre population urbaine et population rurale au profit de la première contribuent de façon décisive à la reconfiguration de l'espace social, à sa diversification et à son autonomisation par rapport à la sphère politique. De nouvelles expressions civiques apparaissent, remettant en cause l'opposition simpliste et prétendument irréductible entre un laïcisme symbole de modernité et un islamisme tourné vers la tradition* ». ⁸²¹

D'autres observateurs de la vie politique turque datent souvent ce phénomène au milieu des années 1980, soit dans un contexte marqué par le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, où la restauration de la démocratie est à l'ordre du jour et où le contrôle exercé sur les circuits politiques classiques semble trop pesant pour permettre une réelle expression des courants de pensée

Véritable séisme politique, Susurluk devient, l'événement emblématique de la corruption engendré par « *l'Etat-profond* », de la collusion entre milieux politiques et mafias, policiers et grande criminalité, services secrets et extrême-droite ultranationaliste, trafic de drogue et contre-guérilla. L'étouffement de l'enquête par sa classification comme « secret d'Etat » provoque une mobilisation d'une presse offensive et de la société civile pour la transparence et contre « *l'Etat- profond* ». Quelques acteurs secondaires sont condamnés à des peines symboliques, et les responsables politiques à peine évoqués, d'autant qu'ils bénéficient de l'immunité parlementaire

⁸²¹ **Kentel, F**, *Turquie. Retour sur les évolutions de la société civile*, In : La Grande Europe, La documentation française, n°30, mars 2011, <http://www.ladocumentationfrancaise.fr>.

Et Martin Lee ne manque pas de noter en introduction de son article : « *Chaque soir, le mois dernier, les familles turques ont éteint lumières et postes de télévision à 21 heures pile et sont restées dans le noir en signe de protestation contre la connivence entre les forces de sécurité gouvernementales et des éléments criminels. A l'origine de cette manifestation inhabituelle : les révélations stupéfiantes qui ont suivi un accident de voiture survenu le 3 novembre 1996, à quelque 150 kilomètres au sud-ouest d'Istanbul* ». ⁸²²

A partir de là, d'autres événements vont favoriser l'émergence de cette société civile de type occidental fondée sur la participation de la société à la vie politique.

Trois mobilisations sociales récentes illustrent l'émancipation de la société turque et son refus de taire certaines questions longtemps considérées comme taboues. La première concerne le rôle de l'armée. Jusqu'en 2002, date de l'arrivée au pouvoir du Parti de la justice et du développement ou *Adalet ve Kalkınma Partisi, AKP*, rares étaient les voix au sein de la société osant critiquer l'omnipotence de l'armée dans la vie politique. Mais les coups d'État militaires perpétrés en 1960, 1971 et 1980 auxquels se sont ajoutées de nombreuses ingérences directes ou indirectes de l'armée dans la vie politique (par exemple, le 28 février 1997) sont autant d'épisodes qui ont laissé des traces profondes dans la mémoire collective.

La révélation, en 2007, de plusieurs tentatives de renversement du gouvernement civil qui aurait été fomentées par l'*Etat-profond* et dont l'organisation des putschistes auraient pris pour nom *Ergenekon*, qui a des relais aussi bien dans l'armée que dans le corps des magistrats, les media, les chambres professionnelles, les syndicats etc. ont suscité de très vives réactions au sein de nombreuses couches de la société, notamment les milieux intellectuels.

D'importants rassemblements réunissant sous des banderoles et mots d'ordre communs des islamistes, des socialistes, des libéraux, des Kurdes, qui, jusqu'alors, ne s'étaient jamais côtoyés et n'avaient donc jamais affiché de positions similaires, se sont tenus à plusieurs reprises pour dénoncer ces menaces de déstabilisation par l'armée et réclamer des poursuites judiciaires contre les putschistes.

Cette société civile conteste l'Etat-nation et son incapacité à solutionner les défis auxquels doit faire face la société turque. Un Etat-nation, qui pour maintenir une unité dans le pays a dû recourir à des bandes armées, qui reçoit des ordres de forces occultes comme la *Maffya*, de

⁸²² Lee, M, *Les liaisons dangereuses de la police turque*, In : Le Monde diplomatique, 1997, p.9.

pays étrangers, comme à l'époque de la Guerre froide et du *containment*. Lorsque l'AKP décidera d'en finir avec l'Etat-profond (1) et son action qui impose une souveraineté très limitée peu de voix s'élèveront dans le pays et l'affaire Ergenekon (2) en dépit de son caractère peu vraisemblable n'entraînera aucune protestation de la part de la société civile.

1.En finir avec L'Etat-profond

C'est à Recep Erdogan que va revenir le privilège de porter un coup fatal à l'*Etat-profond*. Si pour la majorité des Turcs son existence est apparue lors de l'accident de Susurluk, pour le président de l'AKP, il a toujours eu une existence réelle et une participation active dans la vie publique. Son aversion à l'égard de ce dernier, date de sa jeunesse et de la pendaison d'Adnan Menderes, auquel la famille du fondateur de l'AKP vouait une grande admiration : « *La prime enfance de Recep Tayyip est marquée par le culte que son père voue à Adnan Menderes [...] véritable héros familial. Un héros qui va prendre, après le coup d'Etat militaire du 27 mai 1960 et sa pendaison en 1961, les dimensions d'un martyr de la liberté et de la démocratie face aux milieux kémalistes* ». ⁸²³

L'affaire Ergenekon, même si elle comporte sa part d'ombre, marque cette volonté d'en finir avec ce pouvoir occulte, héritier de la Guerre froide. Les arrestations massives sonneront le glas de l'*Etat-profond* dont les membres vont être incarcérés et traduits en justice sur l'initiative de l'AKP.

2. L'affaire Ergenekon

La décennie va être marquée par une affaire qui secoue l'Etat, il s'agit de l'affaire Ergenekon et qui oppose, le pouvoir en place, l'AKP à l'*Etat-profond*.

«Chaque Etat possède son propre Etat profond ; c'est comme un virus : il réapparaît lorsque les conditions sont favorables. Nous poursuivons notre lutte contre ces structures. Nous ne

⁸²³ Cheviron, N, Pérouse, J-F, *Erdogan ? Nouveau Père de la Turquie*, p.41.

*pouvons évidemment pas affirmer que nous les avons complètement éliminées, parce qu'en tant qu'homme politique, je sais qu'aucun Etat au monde n'a jamais été en mesure de le faire complètement".*⁸²⁴

Aveu d'impuissance ou repli stratégique de la part de Recep Erdoğan qui n'a jamais caché sa volonté de faire, de la lutte contre l'*Etat-profond*, une priorité. De nombreux événements personnels, mais qui ont trait à la vie politique turque, vont l'inciter à régler le problème de l'*Etat-profond*, mais plus particulièrement de sa composante la plus dangereuse : l'armée. Outre la pendaison de Menderes, qu'il a vécue comme un drame personnel, il doit à cette force occulte ses déboires politiques et la mise à l'égard de celui qu'il considère comme son mentor : Necmettin Erbakan⁸²⁵ dont les diverses formations politiques ont été déclarées hors la loi par les militaires.

Malgré cela Erbakan a su fédérer une bourgeoisie provinciale et s'adresser à l'ensemble de la classe moyenne en proie au désarroi devant l'évolution des mœurs et des valeurs de la société turque et qui se sent exclue du développement économique, connaît le pays. Le Parti de l'ordre national prône un retour aux valeurs traditionnelles et la restauration des deux piliers de l'Empire ottoman. Son rejet du kémaliste et de la laïcité lui ont valu l'animosité de l'*Etat-profond*.

Recep Erdoğan, proche d'Erbakhan a été incarcéré, le 21 avril 1998 pour avoir lu un poème de Ziya Gökalp, jugé raciste et contraire à l'esprit de la République.⁸²⁶ Son incarcération, il la vivra très mal et comprend qu'il a face à lui une occulte représentée entre autres par l'armée et qu'à la moindre entorse à la laïcité, il sera inmanquablement sanctionné. Il estime donc nécessaire de décapiter cette forme qui menacera tôt ou tard son pouvoir.

Car l'*Etat-profond* défend l'ordre instauré par Mustafa Kemal au nom de la transparence et d'une morale politique décrétée par son parti, ce qui passe nécessairement par la mise au ban

⁸²⁴ **Chaix, M,** Bruno Paul : « La politique profonde et l'État profond » In : Analyses approfondies, 29 juillet 2015, <http://maximechaix.info>.

⁸²⁵ Membre de la coalition composée du Parti de la Justice, il se montre très critique à l'égard du kémalisme, ce qui lui vaut d'être expulsé par le Premier ministre Demirel.

⁸²⁶ « Les minarets seront nos baïonnettes, les coupoles nos casques, les mosquées seront nos casernes et les croyants nos soldats ».

de certaines personnes ou par la dénonciation de certaines pratiques. Sans compter le choix politique auquel son parti travaille : le néo-ottomanisme incarné par l'AKP.

L'affaire Ergenekon débute en juin 2007, au cours d'une banale opération antiterroriste dans le bidonville d'Istanbul à Umraniye, où la police met au jour l'existence d'une organisation clandestine appelée Ergenekon. En perquisitionnant elle découvre 27 grenades à main dans une cache d'armes.

Outre le fait de porter le nom de ce lieu, situé en Asie centrale, berceau des Turcs et de ce fait d'avoir un lien avec le nationalisme, peu de personnes en saisissent la portée exacte. Pourtant, dès les débuts de l'enquête l'existence d'un réseau secret ayant pour but de renverser le gouvernement de l'AKP est révélée au public. Rapidement, l'affaire devient une affaire d'Etat car les personnes mises en causes ne sont autres que de hauts dignitaires de l'armée, comme le général İlker Başbuğ (1943), mais aussi des personnages connus, universitaires, journalistes, hommes de loi.

Selon le procureur, Aykut Cenzis Enkin, en charge de l'affaire, les membres du réseau se seraient rendus coupables d'avoir couverts des crimes, mais également formé et dirigé un groupe terroriste, d'en être membres actifs et de vouloir renverser le gouvernement de la République turque et d'exciter le peuple à la révolte contre ce gouvernement. Ces accusations portent, ni plus ni moins, sur les pratiques politiques qui ont eu cours pendant plus de trente ans.

Au total, il annonce, l'arrestation de 86 suspects dont 48 seront détenus.⁸²⁷ Un coup dur pour *l'Etat-profond*? Cela est moins sûr, car les méthodes de *l'Etat profond*, même si elles sont décriées, peuvent s'avérer « fort utiles » à l'exercice du pouvoir.

Pour bon nombre d'observateurs en Turquie, l'affaire Ergenekon est le symbole de la lutte entre l'AKP et les intellectuels proches des kémalistes et de *l'Etat- profond*.

Et de fait, Recep Erdoğan affirme dès le début sa ferme détermination de l'éradiquer du pays. L'Affaire Ergenekon tombe à point nommé.

Trois ans après le début Ergenekon, une autre affaire est dévoilée au public, il s'agit du plan «*Balyoz*»⁸²⁸, Le journal *Taraf* publie le 21 janvier deux listes des journalistes figurant dans le

⁸²⁷ *La justice turque accuse 86 personnes de tentative de coup d'Etat*, In : Le Monde, 14.juillet.2008

⁸²⁸ Le terme signifie, masse ou massue.

déroulé des opérations projetées par les militaires. La première concerne 36 journalistes, qui auraient été immédiatement arrêtés, si le plan avait été déclenché, la seconde énumère 137 noms sur lesquels le commandement militaire aurait pu compter, sans pour autant que cela constitue une preuve que ces derniers aient été sciemment partie prenante à un tel complot.⁸²⁹

Toutefois, ce listing a provoqué une onde de choc dans la sphère médiatique turque en débouchant sur une sorte de catégorisation distinguant les «bons» journalistes (ceux de la première liste) des «mauvais» ou tout au moins de ceux qui seraient «suspects» (figurant dans la deuxième liste)⁸³⁰. La presse, qui depuis le 21 janvier s'est saisie de l'affaire après l'avoir ignorée la veille, fait largement état des commentaires des intéressés. Les premiers se réjouissent, le plus souvent, du brevet de «démocrate» qui leur est implicitement décerné, les autres s'étonnent de leur mise à l'index, en faisant part de leurs doutes sur la véracité du plan ou en s'insurgeant contre le fait que l'armée ait pu les considérer comme des collaborateurs potentiels. Au sein de la première liste, on trouve la plus grande partie des journalistes dits «libéraux». Dans la seconde liste, on trouve des personnalités réputées laïques ou très critiques à l'égard du gouvernement actuel. Cette typologie traduit les nouveaux clivages politiques apparus au cours des dernières années.

Pour de nombreux observateurs de la vie politique turque, cette affaire résulte d'une pure fiction visant à s'en prendre à ce qui est en mesure de constituer une menace pour le pouvoir islamique en place. Deniz Baykal, leader du *CHP*, affirme que le procès n'est pas une affaire de droit mais de vengeance, et une basse manœuvre politique de l'*AKP* qui a pour but de marginaliser laïcs et kémalistes. En 2008, La décision de la Cour constitutionnelle d'ouvrir une procédure d'interdiction contre l'*AKP*, lui a permis de comprendre que tant qu'il ne porterait pas des coups contre cette force qui a dicté la politique de la Turquie, son pouvoir serait toujours en sursis. Quant à l'affaire *Balyoz*, Le 19 juin, la 4^{ème} chambre criminelle d'Istanbul a ordonné la remise en liberté de 230 militaires condamnés dans le cadre de l'affaire *Balyoz*, en septembre 2012.

Si l'on regarde de près, les faits reprochés à certaines personnes, ceux-ci ressemblent à s'y méprendre à un procès fait *a posteriori* à la politique turque des années 1960-1980, au cours

⁸²⁹ **Marcou, J**, *Turquie : vague spectaculaire d'arrestations dans le cadre de l'affaire Balyoz*, In : Observatoire de la vie politique turque, 23 février 2010, <http://ovipot.hypotheses.org>.

⁸³⁰ **Marcou, J**, *Ibidem*.

desquels les forces militaires, mais aussi politiques ont été manipulées par l'Etat-profond pour préserver l'unité du pays et la place de maillon dans le commandement de l'*OTAN*.

Ce rôle de la Turquie qui a été mis au jour lors de l'accident de Susurluk, et qui a horrifié l'opinion publique turque, semble vouloir de la part de l'*AKP* de liquider ce « passé honteux » de l'histoire contemporaine du pays et répondre à une aspiration de transparence de la part du citoyen turc.

Or, cette transparence passe inévitablement par la disparition de l'*Etat-profond* qui n'est pas une tâche aisée. Cette affaire que beaucoup d'observateurs ont dépeinte comme « montée de toute pièce » par l'*AKP* et ses alliés, semble répondre à deux soucis majeurs de la part du pouvoir.

1° D'une part attirer vers l'*AKP* tous les citoyens turcs qui ont soufferts des exactions commises par l'Etat-profond à plusieurs reprises. Son parti a toujours affirmé sa détermination à éradiquer ce qu'il qualifie de « virus », s'attirant à ce titre un soutien populaire. La grande majorité de ceux qui ont voté pour l'*AKP* sont en effet en faveur du changement, et sont conscients que pour opérer un changement en profondeur, toute trace de l'Etat-profond doit être éliminée.

2° La deuxième étant de décapiter ce même *Etat-profond*, véritable épée de Damoclès qui menace son pouvoir, car il est conscient que pour parvenir à son but ultime, il doit se débarrasser des forces kémalistes. Mais en définitive, sur quoi reposent les accusations portant sur Ergenekon ? Elles semblent bien minces. On comprend dès lors que l'objectif principal est d'affaiblir le pouvoir politique et de provoquer un coup d'État militaire. Plus précisément, l'organisation Ergenekon serait dans un premier temps chargée de préparer le terrain pour légitimer une intervention de l'armée, en entretenant l'instabilité politique, l'anarchie, la terreur et le chaos.

L'acte d'accusation fait état d'une organisation terroriste. Le dossier juridique décrit en fait un pouvoir invisible qui influencerait et dirigerait la vie politique turque, sans se confondre avec

un parti politique.⁸³¹ Cette structure, ou ce réseau, est parfois qualifiée de « mafia », appelée ailleurs *État-profond*. Mais certains commentateurs affirment que toute cette affaire n'est que mystification. Différentes interprétations s'affrontent. Certains analystes, notamment ceux qui sont issus du Parti républicain du peuple, parti traditionnel kémaliste actuellement dans l'opposition, affirment qu'il s'agit d'un scénario conçu par le gouvernement dans le cadre d'une stratégie d'intimidation de l'opposition et des défenseurs de la laïcité. Le gouvernement du Parti de la justice et du développement, de généalogie islamiste, ou d'autres, présentent au contraire ce procès comme une opération « mains propres », et comme une étape essentielle de la lutte contre l'*État-profond* en Turquie. Les plus pessimistes y voient effectivement les traces de la préparation d'un coup d'État.

Et de fait, le 30 juillet 2008, soit un an après le début de l'affaire Ergenekon, le pouvoir d'Erdoğan échappe de « justesse au coup d'Etat judiciaire », suite à une décision des députés de sa majorité désireux de libéraliser le port du voile⁸³². Ils prennent la décision d'amender la Constitution afin de l'autoriser à l'université (9 février). Mais la Cour constitutionnelle annule l'amendement le 5 juin.

Elle rend son verdict dans le procès ouvert contre l'*AKP* qui échappe à la fermeture à une voix près. Six juges sur onze ont voté pour son interdiction.

Mais la formation islamo-conservatrice a tout de même été condamnée pour «activités anti-laïques» se voyant privée de la moitié des 26 millions d'euros de subventions publiques versées annuellement pour son fonctionnement.

⁸³¹ La thèse de l'accusation dans les procès "Ergenekon" comme dans le sous-dossier "Balyoz" tendent à donner une explication commune à tous ces faits, qui vont de l'assassinat du rédacteur du journal arménien Argos, Hrant Dink, aux persécutions des populations chrétiennes, des actions directes menées contre les missionnaires, désignés par le *MGK* comme étant un danger stratégique pour le pays et présentés comme tels par une partie de la presse. Sans compter les tensions perpétuelles et provocatrices avec la Grèce, la fermeture des frontières de l'Arménie depuis 1993, le refus d'une solution acceptable à Chypre depuis 1974, la mise à mort de 37 alevites à Sivas par une foule où se mêlaient à la fois les intégristes islamistes et les *loups gris*.

Sans compter les nombreux assassinats de défenseurs des droits de l'homme ou bien l'assassinat mystérieux du journaliste Ugur Mumcu : tout cela résultait donc d'un propos délibéré, protégé par "l'État-profond". Il s'agissait, au bout du compte, de maintenir la Turquie sous le joug militaire, de présenter leur intervention comme "barrage à l'islamisme".

⁸³² La question du port du voile dans les lieux publics a été l'objet d'après discussion en Turquie. Il sera autorisée dans les collèges et lycées, le 23 mars 2014 par le régime de l'*AKP*.

Il apparaît que les juges ont donc choisi de respecter le scrutin et ce faisant la démocratie, craignant des manifestations pouvant déstabiliser le pays par une invalidation qui aurait sans doute conduit à une crise politique. Hasim Kiliç, le président de la Cour, le seul à ne pas avoir condamné l'AKP, a souhaité «que le parti reçoive le message» des juges : «*J'espère que la démocratie et la justice l'emporteront désormais, pour le bien du peuple. Il est temps que la Turquie digère la culture démocratique, ce jugement va dans ce sens, il est positif.*»⁸³³

Néanmoins on assiste depuis quelques mois à un changement d'attitude du pouvoir à l'égard de ce qui constituait l'*Etat-profond* traditionnel. Le 9 janvier 2013, trois activistes kurdes, dont Sakine Cansiz, l'une des fondatrices du *PKK*, sont froidement abattues dans un appartement hébergeant un centre communautaire kurde, rue La Fayette, dans le Xe arrondissement de Paris.

L'enquête fait apparaître l'implication du *MIT*, mais aussi des *Loups gris*. Le tueur présumé, Omer Güney⁸³⁴, qui a été embauché comme chauffeur, s'est présenté à ses futures victimes comme d'origine kurde. Il était en fait un membre des *Loups gris* et les enquêteurs retrouvent une trace de son passage en Allemagne, où il aurait intégré la mouvance ultranationaliste, une chevalière frappée aux trois lunes symbole des *Loups gris*, mais aussi du drapeau ottoman, relie le tueur présumé à l'idéologie en vogue en Turquie, le néo-ottomanisme.

Recep Erdoğan, le 12 août 2005 avait tendu la main aux Kurdes. Mais l'assassinat des trois militantes kurdes représente le basculement d'Erdoğan qui est en butte à l'intérieur du pays à des violentes critiques, à des accusations de corruption et à une contestation qui provient de la rue, au moment de l'affaire du parc Gezi, mais aussi la guerre en Syrie qui oblige la Turquie à mobiliser une partie de son armée sur la frontière sud-est. Dès lors, il va sacrifier l'idée de rapprochement avec les Kurdes et entamer un rapprochement avec les ultranationalistes. Comme gage de la normalisation de ses relations avec l'*Etat-profond* a-t-il fermé les yeux sur le triple assassinat ? Une chose est certaine, l'ordre de tuer a été donné par les services secret et une question demeure, le pouvoir à Ankara était-il informé ?

⁸³³ Déclaration de Bülent Gedikli, un des vice-présidents de l'AKP

⁸³⁴ Il est décédé le 17 décembre 2016 à la Pitié Salpêtrière à Paris. Il souffrait d'une maladie du cerveau.

L'*Etat profond*, tel qu'il a prospéré pendant plusieurs décennies, ne pouvait plus se maintenir. La chute de l'URSS, l'a privé du soutien actif des Etats-Unis. Néanmoins ses pratiques depuis l'affaire Ergenekon n'ont jamais véritablement disparues du paysage politique turc, Erdoğan qui avait séduit une partie de l'électorat en annonçant une opération « mains propres » est revenu ostensiblement sur ses déclarations électorales confessant à demi mots son impuissance, à moins qu'il ne s'agisse d'une volonté de se concilier cette force comme le montre la phrase que nous avons déjà citée :

*«Chaque Etat possède son propre Etat profond ; c'est comme un virus : il réapparaît lorsque les conditions sont favorables. Nous poursuivons notre lutte contre ces structures. Nous ne pouvons évidemment pas affirmer que nous les avons complètement éliminées, parce qu'en tant qu'homme politique, je sais qu'aucun Etat au monde n'a jamais été en mesure de le faire complètement.»*⁸³⁵

A cette date il est conscient de ne pas avoir vaincu l'*Etat-profond*, car il vient, en fermant les yeux sur l'assassinat des trois militantes, du *PKK* de lui reconnaître une certaine légitimité à agir dans l'intérêt de l'Etat turc.

⁸³⁵ **Esayan, M.**, *Qu'est-ce que l'Etat profond en Turquie ?* In : Zaman, 3 janvier 2013.

Conclusion Chapitre 1

Les années qui ont fait suite à la Seconde guerre mondiale ont marqué un certain recul des thèses de Mustafa Kemal. La géopolitique n'étant plus la même, certaines d'entre-elles devenaient obsolètes.

Seule demeurait, l'Etat-nation, dans les limites imposées par le Pacte national, mais la Guerre froide, a permis dès les années 1960, aux ultranationalistes d'envisager une Grande Turquie, une tendance qui s'accroîtra avec la chute de l'URSS.

*« Les ambitions turques, rappellent celles de l'Empire ottoman. Mais cet héritage est lointain : l'Empire ottoman a atteint son apogée en 1590 avec la conquête du Caucase et de l'Azerbaïdjan, et il n'embrassait pas l'Asie centrale pour autant. L'expansionnisme de la Turquie actuelle procède plutôt du sentiment de partager une même identité avec les populations turques de cette région ».*⁸³⁶

La période est dominée par l'*Etat-profond* qui dicte sa loi et qui veille à la *Fitna*⁸³⁷ par des interventions dès que la situation devient chaotique, son objectif étant de maintenir une cohésion nationale afin d'empêcher toute ingérence étrangère dans les affaires du pays.

Exécuteur de la politique américaine des années de l'après-guerre, celui-ci a contribué à imposer au pays une souveraineté limitée, placée sous la puissance tutélaire des Etats-unis : les services secrets des pays membres de l'*OTAN* ont dû, lors de leur adhésion, s'engager à empêcher que les communistes prennent le pouvoir dans leurs pays. Cela représente une immixtion dans les affaires intérieures de ces pays.

En 1966, quand le Général de Gaulle décida de se retirer du commandement conjoint de l'*OTAN*, au nom de la souveraineté nationale.

⁸³⁶ **Brzezinski, Z.**, *Le Grand échiquier, l'Amérique et le reste du monde*, Pluriel, 2000, p.179.

⁸³⁷ Il s'agit d'un mot arabe faisant référence au schisme politico-religieux, à la guerre civile subséquente, aux rivalités, désaccords et divisions parmi les musulmans.

Un an plus tard, des journalistes norvégiens publièrent un document interne ultra-secret et non-daté de l'*OTAN* qui était signé par le général américain J-P. McConnel, vice-commandant des forces américaines en Europe. Ce document prouvait que les Etats-Unis étaient prêts à intervenir en Europe occidentale si leurs intérêts dans la région étaient mis en cause: «*En cas de troubles intérieurs susceptibles d'entraver la mission des troupes américaines, tels qu'une insurrection militaire ou un vaste soulèvement populaire contre le gouvernement du pays hôte, [l'armée américaine] doit tout mettre en œuvre pour enrayer ces troubles en utilisant ses propres ressources* ». ⁸³⁸

Lorsque les activités de l'*Etat-profond* seront révélées au grand public, cela ravivera les vieilles tensions, le sentiment que l'avenir du pays est toujours entre les mains des puissances étrangères. Ce qui va entraîner dans les années 2000, une nouvelle forme de nationalisme, peu favorable à l'Occident et regroupant toutes les forces du pays, sans distinctions de partis.

⁸³⁸ Supplement n° 3 to the documents of the Civil Affairs Oplan N° 100-1. Cité dans **Ganser, D**, *Les armées secrètes de l'OTAN*, p. 254.

Chapitre 2. Les forces nationalistes font face à l'Occident

Les revers et les affronts que subit la Turquie au plan international, avec notamment la demande d'adhésion à l'Union européenne, sans cesse reportée, vont créer des tensions contradictoires au sein de la société qui se sent à la fois humiliée par le refus des Européens de l'intégrer en son sein, lui donnant le sentiment d'être marginalisée.

Dans le même temps, avec la croissance économique turque, on assiste à l'émergence d'une classe socio-économique aisée et éduquée. Des citoyens au parcours idéologique très divers, mais conscients de leur identité turque, qui sont parvenus à se dégager des clivages gauche-droite-nationaliste pour se réclamer des citoyens de Turquie.

Ils représentent toutes les classes sociales de la société turque et revendiquent avec fierté leur appartenance à la Nation. Proche de l'*Etat-profond*, le mouvement a pour règle de résister à l'*AKP* et veille farouchement à la souveraineté de l'Etat. Il s'agit de la mouvance *Ulusalçilik*, qui n'est pas un parti politique, mais une plateforme idéologique

Depuis le début des années 1990, la Turquie vit une mutation idéologique, (**Section 1**) par rapport à la disparition de l'*URSS* qui a modifié la géostratégie de la Méditerranée orientale. Egalement, la Turquie a manifesté son désir de manière répétée, d'intégrer l'Union européenne (**Section 2**). Mais les difficultés que rencontre la Turquie dans son intégration, ont donné un sursaut au nationalisme incarné par la mouvance *ulusalçilik*.

Section 1. Mutations idéologiques du paysage politique

Après l'affaire Susurluk, l'on assiste à une mutation du paysage politique turc avec des citoyens plus actifs dans la vie sociale⁸³⁹. La disparition de l'Union soviétique a permis un rapprochement avec les Républiques turcophones du Caucase, mettant un terme à l'absence de relations de l'Empire ottoman, puis de la Turquie de Mustafa Kemal avec ces mêmes Républiques.

Parallèlement à cette affirmation de la société civile, un parti religieux, l'AKP, dès les années 2000 s'est imposé dans le paysage politique, avec pour perspective de renouer avec le passé ottoman du pays.

Une perspective qui séduit, beaucoup plus qu'elle n'inquiète, car elle a été portée par Turgut Özal, homme politique connu pour son ouverture au monde occidental, mais aussi pour ses idées modérées. La néo-ottomanité a été reprise par le mouvement de Fetullah Gülen allié à l'AKP.

Mais au tournant de l'an 2000, la mouvance *ulusulcilik* va être très active en tant que gardienne de la laïcité (**Paragraphe 1**) et de l'intégrité de l'Etat. Cette laïcité militante va entraîner des conflits dans la sphère nationaliste, avec une autre force incarnée par l'AKP. Le mouvement *ulusulcilik* (**Paragraphe 2**) va exercer sur la population et en particulier les intellectuels, une pression constante et se caractériser par un nationalisme que l'on peut qualifier de « sourcilieux ». Elle sera une force essentielle pour la pérennité de l'Etat.⁸⁴⁰

⁸³⁹ Le coup d'Etat du mois de juillet 2016 a montré des citoyens plus enclins à défendre leurs libertés et la perspective d'un putsch militaire dans l'esprit de ceux perpétrés dans les années 1980 a suscité un sursaut d'énergie de la population.

⁸⁴⁰ Lorsqu'elle a estimé que le journaliste Hrant Dink, par ses déclarations risquaient de menacer la stabilité de l'Etat et portait atteinte à l'image de Mustafa Kemal, elle n'a pas hésité à armer le bras d'un jeune nationaliste de Trabzon qui est le berceau de l'ultranationalisme.

Paragraphe 1. Les conflits dans la sphère nationaliste

A la fin des années 1990 la société turque n'en n'a pas fini avec les soubresauts et la crise d'identitaire grandit avec elle. Loin de s'atténuer, elle regimbe lors de la demande d'adhésion à l'Europe et le refus des Européens d'envisager un élargissement permettant l'entrée de la Turquie. Les conditions préalables à une éventuelle adhésion, avancées par Bruxelles sont liées au règlement de la question kurde, chypriote et à la reconnaissance du génocide arménien, mais aussi à la démocratie. Ces exigences, considérées comme un *diktat* européen, la plonge dans une certaine confusion à l'égard de cette Europe, vers laquelle les élites kémalistes lorgnaient. Dans le même temps l'apparition d'un islam politique qui s'inscrit dans le paysage politique, la remise en question de l'idéologie kémaliste, les revendications kurdes et islamistes ont provoqué le renforcement de l'armée dans son rôle de gardienne de l'unité territoriale. Tous ces nouveaux défis vont être à l'origine de la naissance d'un mouvement qui prend racine au sein de la société civile et que l'on qualifie de néo-nationaliste ou *Ulusalçilik* (A), mais qui maintiendra des liens avec l'Etat-profond. Mais loin d'être dégagée du fardeau idéologique de l'ultranationalisme, le mouvement revit l'épisode de Sèvres, ce qui montre que le nationalisme *Ulusalçilik* n'est pas serein (B).

A . La nébuleuse Ulusalçilik : la résurgence nationalisme et kémalisme

Ce mouvement *Ulusalçilik* est connu sous différents vocables, le premier étant celui « *Ulusalçilik* » formé sur le terme *Ulus* (citoyen), terme d'origine mongole remis à l'ordre du jour sous Mustafa Kemal qui refait donc surface au début des années 2000. Mais le mouvement est aussi connu sous l'appellation de « Bloc hégémonique ». Le terme *Ulusalçilik* remplace l'ancien mot turc pour nationalisme *Milliyetçilik* est lié au nationalisme de droite, tandis que le précédent est lié au kémalisme. Ce qui montre dans tous les cas qu'il se rattache à une vision bien particulière du nationalisme, même si pour certains, il s'apparente à une nébuleuse aux philosophies variées dont les composantes envoient leurs ramifications au plus haut niveau de l'Etat et qui connaît un succès remarquable dans les milieux instruits, les classes moyennes supérieures et la bourgeoisie. Le lien avec l'Etat-profond évoqué par le premier ministre est évident.

Le mouvement est aussi connu sous l'appellation de la *coalition de la Pomme rouge* ou *kızıl elma Koalisyonu* expression qui renvoie à l'esprit de conquête ottoman. En effet, l'Anatolie et, au-delà, les régions d'Europe constituent véritablement pour les Turcs les régions « d'or » qu'il faut atteindre au nom de l'ensemble du monde musulman. C'est ce que les Turcs ont nommé par la suite « *kızıl elma* », la « pomme rouge ». Le premier objectif désigné par cette idée de « pomme rouge » est Constantinople, le deuxième, Vienne, et le troisième, Rome. Ce qui signifie que le mouvement accueille en son sein une mouvance néo-ottomaniste.

Cette terminologie révèle que le mouvement est parcouru par des influences très diverses et perçoit sans doute son entrée au sein de l'UE, comme une conquête.

Kémaliste et antireligieux, le mouvement n'en n'est pas moins porteur de principes où le nationalisme ethnique est prioritaire, où s'affirment leur volonté d'ostraciser autrui, le rejet de l'islam en tant que valeur nationale et le refus de l'occidentalisation dans laquelle ils englobent les Etats-Unis, l'Europe, Israël et la mondialisation.

Mais qui sont les *Ulusalçiklar* ?

C'est un nouveau mouvement nationaliste apparu sur la scène politique turque, qui n'est pas structuré, en parti, mais se présente beaucoup plus sous la forme d'une nébuleuse au sein de laquelle se côtoient des personnalités à la sensibilité nationaliste aussi marquée que différente. Ebru Eren-Webb s'est intéressée au caractère eurasiste du mouvement, mais aussi aux sensibilités politiques très diverses de ses acteurs.

De nombreux observateurs de la vie politique turque, affirment même que la mouvance est une composante d'Ergenekon, c'est l'opinion de Şener Üşümezsoy (2008).⁸⁴¹

Il prend racine dans le mécontentement suscité par le refus de l'Europe d'ouvrir ses portes à la Turquie, une humiliation vécue comme telle par une partie de l'intelligentsia turque qui se perçoit occidentale. Aussi, depuis le milieu des années 1990, la société turque, est parcourue par un mouvement de rancœur à l'égard de l'Occident et de ses valeurs et par un anti-américanisme parfois virulent. Cette nébuleuse est constituée de groupes qui partagent un anti-européanisme viscéral, qui dans des conditions « normales » ne se seraient jamais rencontrés. Elle se présente comme un « antidote à l'Occident ».

⁸⁴¹ **Eren-Webb, E**, *To which Eurasia does Turkey Belong? A Comparative Analysis of Turkish Eurasianist Geopolitical Discourses*, Lambert Academic Publishing, 2012, 156 p.

Tancrède Jossieran qui situe l'apparition de cette nébuleuse au début des années 1980 expose ainsi :

*« Il est le fruit d'une convergence de plusieurs traditions politiques différentes. Ainsi, une partie de la gauche kémaliste s'est rapprochée, par l'entremise des cercles militaires, de la droite radicale. Les tenants de cette synthèse conjuguent le rejet de l'impérialisme occidental avec celui de l'affirmation d'une identité nationale et étatique forte. Hostile au processus d'adhésion à l'Union européenne, favorable à la constitution d'un axe continental eurasiatique avec Moscou, rejetant la mondialisation libérale, ce courant fait également appel aux grands canons du kémalisme traditionnel : refus des alliances militaires inégales, insistance sur l'idée d'une voie particulière au monde turc ».*⁸⁴²

Ce rejet est en partie la conséquence de la volonté de l'Occident qui conditionne l'entrée de la Turquie dans l'Europe au règlement de nombreux « problèmes » que sont les questions jugées essentielles pour les démocraties européennes. Ces *desiderata* qui sont perçus dans le pays comme autant d'ingérences dans la vie politique turque et d'atteintes à la fierté nationale ont généré un repli mais aussi une « peur » face aux nations occidentales, et l'idée qu'il n'y a rien de bon à attendre de l'Occident, une opinion qui s'est répandue à travers toutes les couches de la société. Et pour asseoir cette affirmation, ses tenants n'hésitent pas à prendre pour exemple le dépeçage de l'Empire ottoman.

Ce néonationalisme puise ses références dans l'Empire ottoman et s'affiche comme laïc tandis que le nationalisme des années 1970 s'appuyait sur la synthèse turco-islamique et fait référence à l'islam. Le mouvement *Ulusalçilik*, est donc laïc, mais centré sur le passé ottoman et Turc. Comme le souligne Ebru Eren-Webb la mouvance contient deux tendances : les kémalistes et les socialistes.⁸⁴³

L'eurasisme est le lien qui les unit. Ce qui montre que la Turquie n'est plus dans une logique de guerre froide, puisque ces deux groupes autrefois, antagonistes sont désormais réunis sur la même plateforme idéologique. Mais on pourrait oublier les clivages gauche-droite car le mouvement réunit en fait tous les « mécontents ».

⁸⁴² **Jossieran, T**, *Turquie. S. Ilhan, « Il est dur d'être turc »*. Analyse d'un ouvrage souverainiste eurasiatique, In : La revue de géopolitique, 21 mars 2012, <http://www.diploweb.com>.

⁸⁴³ **Eren-Webb, E**, *To which Eurasia does Turkey Belong? A Comparative Analysis of Turkish Eurasianist Geopolitical Discourses*, Lambert Academic Publishing, 2012, 156 p.

Onder Aytac et Emre Uslu voient un : « *Mouvement, dont l'influence semble se répandre au plus haut niveau de l'Etat et de la société, n'est pas un groupe organisé avec une doctrine établie. Ses composantes ont des différences philosophiques, mais nous pouvons distinguer trois éléments fondamentaux dans leur pensée : la mise à l'écart de l'islam dans le nationalisme turc, un anti-occidentalisme radical et un exclusionnisme ethnique* ». ⁸⁴⁴

Les *Ulusalçilik* représentent un large éventail idéologique, qui va des milieux kémalistes à *Türk Solu* qui réunit la gauche et l'extrême gauche turque, dont le nationalisme a émergé au début des années 1990 et qui sont farouchement attaché à la laïcité.

Il est représenté par deux organes de presse qui diffusent les thèses : *Türk Solu*, journal éponyme et *Yön* (direction) ⁸⁴⁵. Il traduit le mécontentement d'une classe, celle que l'on qualifie de Turcs blancs, par opposition aux Turcs noirs, représentant les classes populaires ou le peuple des campagnes. Deux mondes commencent à s'affronter et le second espère prendre sa revanche sur le premier.

Les membres du mouvement voit dans *l'AKP*, le parti qui va établir la *Sharia* en Turquie, ce que dément Erdoğan et bien qu'il ait présenté son parti comme « conservateur démocratique » il ne trompe en réalité bien peu de personnes.

Recep Erdoğan qui est arrivé au pouvoir au début des années 2000, confie les postes clef du pouvoir à ses proches et non plus aux kémalistes. De même, pour se conformer aux critères imposés par la Communauté européenne on assiste en Turquie à un certain boom économique et de nombreuses entreprises étrangères ont choisi de s'y établir, avec l'aide du gouvernement Erdoğan. Cette présence étrangère est très mal perçue par certains nationalistes qui ont accusé le gouvernement de « vendre le pays aux étrangers » et de renouer avec « le système des capitulations ».

La mouvance compte ses membres dans toutes les couches de la société turque à titre d'exemple des associations comme, l'association des conducteurs turcs, où l'automobile club,

⁸⁴⁴ Aytac, O, Uslu, E, *L'assassinat de Hrant Dink et le néonationalisme (ulusalçilik) en Turquie ?* In New Anatolian, 17 février 2007.

⁸⁴⁵ Riexinger, M, *Turkey, completely independent ! Contemporary Turkish left-wing nationalisme Ulusal Sol/ Ulusalçilik : its predecessors, objectives and enemies*, In : Oriente Moderno, Nuova serie, n° 2, 2010, pp. 353-395.

ou bien encore la confédération des travailleurs. Mais elle compte aussi dans ses rangs de nombreux membres de la gendarmerie, de l'armée et des forces de sécurité, de la haute administration et du corps des enseignants du supérieur. L'un de ses porte-paroles célèbre n'était autre que Rauf Denktaş également président du *Comité Talaat Pasha*.

Cependant certains mouvements plus politisés et structurés se réclament de cette mouvance, c'est le cas du *Kuvaiye Milliye Hareke* (le mouvement des forces nationales). En apparence, il s'agit d'un mouvement à caractère culturel, destiné à l'éducation de la jeunesse et de nostalgiques de l'Empire ottoman, dont les membres revêtent l'uniforme ottoman et cultivent ce rêve passéiste.

Mais il ne s'agit que de l'une des facettes du mouvement, qui est en réalité une organisation nationaliste pure et dure, aux objectifs bien déterminés et qui soumet ses futurs membres à un serment d'allégeance au cours duquel le récipiendaire réaffirme son appartenance à la race turque et se déclare prêt à donner sa vie pour la Turquie. Au cours de cette cérémonie les membres jurent sur le Coran et des armes posées sur la table... Un rituel qui n'est pas sans rappeler celui des Jeunes-Turcs.

Le *Vatansever Kuvvetler Güçbirliği Hareketin* (le mouvement des forces patriotiques unies) compte dans le pays 90 sections, dont l'un des objectifs est la lutte contre le *PKK* et qui compte dans ses rangs des activistes qui se sont rendus coupables de crimes à caractère nationaliste. L'*UKGB* est composé de militaires en retraite ; il est présent dans 46 villes et dans 100 sections. Peut-être plus surprenant, mais non moins actif, est le *Büyük Hubukçular* qui n'est autre que la Grande Union des juristes représentée par Kemal Kerişsiz qui déclarait en 2007 au Magazine *The Economist*, que sa mission était de protéger la Nation turque contre l'Impérialisme occidental qui "veut démembrer le pays et nous détruire".⁸⁴⁶

Enfin on trouve le *Atatürkçü Düşünce Derneği* ou association pour la pensée d'Atatürk est dominé par la personnalité de Şener Eruygur (1941) un ancien commandant de la gendarmerie a cherché à dominer le mouvement sur les plans doctrinaire et idéologique. Il s'est retrouvé sur le banc des accusés au moment de l'affaire Ergenekon, dont les membres sont presque tous issus de l'enseignement au milieu des années 2000 leur nombre était estimé

⁸⁴⁶ *Waving the Atatürk's flag*, In : *The Economist*, 8 mars 2007.

à 4852. Parmi eux l'on retrouve 56 prévenus, dont figurent des ex-généraux, des journalistes, des hommes d'affaires, des politiciens et des universitaires.⁸⁴⁷

Mais l'apparition de cette mouvance qui "ratisse fort large" résulte d'un sentiment négatif à l'égard de l'Occident et de ses valeurs qui sont contraires aux intérêts de la Nation, c'est ce que les politologues ont défini comme "le complexe ou syndrome de Sèvres".

B. Le « complexe de Sèvres » ou la crise de l'identité

En considérant l'évolution du nationalisme turc, on peut évoquer le mythe de Sisyphe condamné à remonter un rocher qui ne cesse de redescendre. Le complexe de Sèvres, lié à la peur de disparaître et qui a pris naissance aux lendemains de la signature de ce traité, traduit le malaise de la population turque à l'égard de l'Occident.

Ce sentiment qui place les Turcs dans une position d'inconfort permanent et qui voient resurgir cette vieille crainte de disparaître au profit des minorités présentes sur le territoire avec la complicité de l'Occident. Il s'agit sans nul doute d'un événement traumatisant qui a façonné la conscience collective turque contemporaine.

Le traité de Sèvres, avec ses clauses drastiques qui furent imposées en 1920 à l'Empire par les pays vainqueurs est le symbole également de la victoire du kémalisme, grâce à Mustafa Kemal qui a réussi à le rendre caduc et le remplacer en 1923 par le traité de Lausanne, mais qui reste le point de départ d'une peur réflexe chez les Turcs : la hantise de la trahison et de la perte de souveraineté, couramment désignée par l'expression « syndrome de Sèvres ».

Ce Syndrome nourrit toutes les peurs qui parcourent la société turque comme l'explique Dorothée Schmid : « *La matrice émotionnelle très particulière de l'après-guerre, que l'on retrouve ailleurs en Europe, interagit avec le cadre idéologique kémaliste pour produire le « syndrome de Sèvres ». Le souvenir de la catastrophe de 1919 nourrit la peur d'autres pertes et l'obsession primordiale de la défense des frontières nouvelles. La crainte de voir le territoire turc à nouveau disloqué pour satisfaire aux visées impérialistes occidentales devient*

⁸⁴⁷ **Bekmezian, H.** *L'affaire Ergenekon ébranle la Turquie*, In : Le Monde, 25 février 2010,

l'obsession collective. Le syndrome consolide ainsi le sentiment d'appartenance des Turcs, en les appelant constamment à défendre la patrie en danger contre l'envahisseur. »⁸⁴⁸

La fiction est souvent révélatrice de ces peurs, un téléfilm intitulé : *Kurtlar Vadisi Pusu* la vallée des loups (embuscade), projette le spectateur en 2023, soit cent ans après la proclamation de la République par Mustafa Kemal, on y apprend même après un siècle d'existence que la Nation est toujours menacée par les ennemis intérieurs et extérieurs. Ces derniers, complotent encore et toujours pour diviser la Turquie avec l'appui des puissances étrangères. Science-fiction ou prophétie ?

Et rien n'y fait. Le nationalisme de Kemal a tout fait pour donner confiance et une fierté aux Turcs d'être eux-mêmes, débarrassés d'entraves de tous ordres. Malgré cela malgré tout un point noir subsiste et ne cesse de hanter les consciences, il s'agit de l'effondrement de l'Empire ottoman, la nostalgie de la grandeur passée. A cela s'est ajouté l'idée d'une impossibilité de lutter à « armes égales » avec cet Occident qui possède non seulement la technique mais aussi les grandes manufactures, cela avait été une préoccupation de Mustafa Kemal qui avait souhaité faire des Turcs, des hommes d'affaires, des banquiers, des commerçants, et ce, afin d'être dans la course au développement. Mais cette supériorité de l'Occident est toujours perçue comme une menace. Comment dans ces conditions rivaliser économiquement et intellectuellement avec l'Occident ?

Avec un traumatisme indiscutable qui a donné lieu par la suite à toute sorte de comportement paranoïaque suite au dépeçage de cet Empire, même si le traité de Lausanne en 1923 l'a rendu en partie lettre morte. Mais ce découpage a eu un effet dévastateur car il a miné la confiance des Turcs dans les autres nations qui depuis le 18^{ème} siècle spéculaient déjà sur la fin prochaine de l'Empire.

Plusieurs questions se trouvent irrésolues depuis Sèvres, il y a la question chypriote, le problème du *PKK*, l'Arménie et la question de Kirkuk.

Or il se trouve que ces questions, qui sont à l'ordre du jour, ravivent dans une partie de la population le sentiment que par ces biais l'on souhaite affaiblir la Turquie pour mieux la découper.

⁸⁴⁸**Schmid, D**, *Turquie : le syndrome de Sèvres ou la guerre qui n'en finit pas*, In : Politique étrangère, 2014, pp.199-213, <https://www.ifri.org>.

Quatre thèmes récurrents continuent d' « alimenter » le complexe de Sèvres auquel s'ajoute le rejet de la candidature d'adhésion turque à l'Union européenne et ardemment désirée par l'AKP.

La question kurde a été ravivée en 1997, après une trêve avec le gouvernement d'Ankara, le PKK reprend les hostilités

La question arménienne, la reconnaissance par la France du génocide a ravivé les tensions en Turquie et laissé exploser la colère des nationalistes.

En Turquie il existe un débat sur la question arménienne, débat notamment mené par les intellectuels Orhan Pamuk ou bien encore Elif Şafak qui dans un ouvrage « *le bâtard d'Istanbul* » ose lever le voile sur un vieux tabou : le génocide arménien.

En revanche, toute cette agitation intellectuelle a créé une réaction nationaliste à la fois dans les milieux officiels et dans d'autres cercles « intellectuels ». « *Ces derniers nous ont accusés, depuis le début, d'être à la solde des « puissances étrangères » qui veulent diviser la Turquie. Cette réaction, conceptualisée comme le « syndrome de Sèvres » une référence directe au Traité de Sèvres de 1920 ayant démantelé les restes des territoires ottomans, est très habituelle en Turquie. Cette histoire officielle est tellement basée sur l'amnésie collective et sur la négation des faits de purifications ethno-religieuses du début de la construction nationale turque, les appareils idéologiques de l'Etat (discours politique, éducation, justice, media..) sont tellement mobilisés pour créer un dogme où les Turcs sont seuls au monde face à des ennemis internes et externes, que la remise en question de cette vision a suscité un sursaut nationaliste et conservateur, associant toute tentative de pluralité historique à une volonté cynique du démembrement de la Turquie* ». ⁸⁴⁹

Une loi comme celle qui va peut-être être votée en France donne du grain à moudre à des milieux nationalistes, confortés dans leur position. A partir de maintenant, chaque fois qu'en Turquie il y aura une tentative d'inclure dans l'histoire les laissés pour compte (Arméniens, Kurdes, Grecs, Alévis...), nous serons renvoyés à la position française et accusés d'être à la solde de la France!

⁸⁴⁹ *La mémoire des 1 500 000 victimes arméniennes*, In : Collectif Van, 11 janvier 2012, <http://www.collectifvan.org>.

Car dans l’imaginaire collectif en Turquie, la France n’est pas comme les autres pays ayant reconnu le génocide. Elle est censée être d’abord le pays des « libertés », elle est ensuite le modèle de l’Etat-nation, elle représente enfin le système politique et sociétal imité à l’aube de la fondation de l’Etat-nation turc (c’est plutôt le système de la IIIe République). Ainsi, même les élites les plus occidentalisées, les plus francophiles, sont arc-boutées dans une position hostile à la France car elles se considèrent trahies. Après cette loi, venue suite à la position de la France s’agissant de l’entrée de la Turquie à l’Union européenne, ces mêmes élites sont encore plus réactives face à la France. Il se trouve que les individus cités plus haut, sont tous francophones, ayant étudié en France ou dans les écoles françaises, donc facilement associables à la « francitude » !

Paragraphe 2. Un nationalisme intransigeant

Le journaliste d’origine arménienne, Dans son ouvrage posthume Hrant Dink cite un document assez édifiant de l’état d’esprit des la mouvance, en proie à une paranoïa croissante. Il s’agit d’un ouvrage dont le nom de l’auteur n’est pas connu et qui est destiné aux lycéens. Il émane de toute évidence du Ministère de l’Education nationale. Hrant Dink incorpore dans son ouvrage un rapport : « *Notions de sécurité nationale pour les lycées* », on peut y lire un chapitre intitulé « *Qu’est-ce que la Question d’Orient ?* ». ⁸⁵⁰

L’Occident y est présenté comme maléfique qui se sont servies de la Question d’Orient pour démanteler l’Empire, tout en agissant de connivence » avec les minorités présentes sur le sol turc. Les *Ulusalcilik* ont acquis la certitude que les Etats d’Europe utilisèrent les éléments non musulmans pour assurer leur mainmise sur l’immense et riche territoire de l’Empire ottoman. Sous prétexte de défendre et de protéger les droits des non-musulmans, ils s’ingérèrent dans les affaires intérieures de l’Empire et permirent à ces minorités d’accéder à l’autonomie et enfin à l’indépendance.

Pour le mouvement, l’Occident et les minorités ne forment qu’un seul et même bloc, hostile à l’identité musulmane, et ce sentiment est accru par les dispositions du Traité de Lausanne qui

⁸⁵⁰ **Dink, H**, *Chroniques d’un journaliste assassiné*, p.97.

a désigné comme minorités nationales, les Arméniens et les Grecs, faisant de ces populations qui ont toujours vécu dans l'Empire ottoman, des étrangers dans leur propre pays, la Turquie⁸⁵¹. Il est d'ailleurs surprenant de constater qu'aucune mention n'est faite de la Turquie, ce qui sousentend que le rédacteur du rapport a sans conteste une sensibilité néo-ottomane. Comme le prouve la suite de sa démonstration fortement hostile aux minorités présentées comme une cinquième colonne à la solde de l'Occident : « *Pour parvenir à un tel résultat, les non-musulmans ont mis en œuvre trois méthodes fondamentales : ils sont devenus les agents commerciaux, politiques et financiers des grands Etats européens, c'est-à-dire une communauté intermédiaire dans l'Empire ottoman. Ils ont suscité l'intervention de l'Europe en leur faveur en provoquant des incidents à l'intérieur de l'Empire, au nom de soi-disant réformes et quand l'occasion se présentait, ils ont arraché des compromis et des privilèges pour accéder à l'autonomie ou à l'indépendance.* »⁸⁵²

L'épisode qui est relaté est celui de la fin des *Tanzimat*, ce qui tend à prouver que la blessure occasionnée par la perte de l'Empire est toujours béante et le ressentiment à l'égard de l'Occident est toujours le même. La peur de disparaître est latente et semble se réveiller lors des crises que traverse le pays.

« *Si les théories du complot n'ont rien de spécifique à la Turquie, leur banalisation, leur généralisation et leur récurrence, signes du profond ancrage de l'idée de « forteresse assiégée » dans l'imaginaire sociopolitique, invitent à prendre comme un fait politique de premier plan les angoisses de désintégration, la permanence des figures de l'ennemi et le sentiment de menace qui marquent fortement les subjectivités.* »⁸⁵³

Autour des années 2000, la Turquie traverse une période délicate. Les années 90 ont été marquées par la lutte armée du *PKK* et qui a fait plus de 30 000 morts et la polarisation entre laïcs et islamistes (l'arrivée au pouvoir en 1996 d'un gouvernement dirigé par le parti islamiste a débouché en 1997 sur une intervention militaire le contraignant à la démission). La

⁸⁵¹ L'article 42 du Traité de Lausanne stipule que « *Le Gouvernement turc agréé de prendre à l'égard des minorités non-musulmanes, en ce qui concerne leur statut familial ou personnel, toutes dispositions permettant de régler ces questions selon les usages de ces minorités.* ». Ce qui instaure un statut de minorité et qui place les non-musulmans dans un état d'infériorité par rapport aux autres Turcs, alors même que Mustafa Kemal avait instauré la règle de la laïcité pour tous les Turcs.

⁸⁵² Ibidem, **Dink H**, p.97-98.

⁸⁵³ **Bulut , E**, « *Tempête de Métal* » : le nationalisme populaire et ses peurs, In La vie des idées, 16 août 2005, <http://www.laviedesidees.fr>.

vie politique de cette décennie se caractérise par une succession de crises nationalistes mettant l'accent sur le « combat » contre les « ennemis », tantôt les kurdes, tantôt l'islam politique, mettant en péril le pays, son intégrité territoriale, son unité nationale et ses valeurs républicaines laïques.

Cet enchaînement de crises, réactivant de fait celui-ci : « les dangers pesant sur le pays et susceptibles de porter atteinte à la souveraineté nationale ». Un thème récurrent de la vie politique turque, qui n'est pas sans empoisonner ses relations internationales. Quant à la société civile, elle est littéralement prise en otage et sans cesse contrainte à se positionner par rapport aux « ennemis » de la nation.

En 2003, les Etats-Unis déclarent la guerre en Irak et la Turquie pour des raisons stratégiques leur refuse le survol de son territoire. La théorie du complot résulte pour partie, de la peur de voir le conflit s'étendre à la Turquie. L'image des Etats-Unis oscille entre celle d'une puissance mondiale alliée de longue date, et celle d'une force impérialiste œuvrant à l'affaiblissement de la Turquie.

La coopération entre les Kurdes et les Américain en Irak conjuguée à l'arrestation de soldats turcs soupçonnés de préparer l'assassinat d'un leader kurde par les GI ont convaincu une partie de la société turque que les liens entre les Etats-Unis et la Turquie étaient désormais de l'histoire ancienne.

De même l'installation des forces kurdes autonomes dans la ville de Kirkuk accroît le sentiment d'être visé par les intérêts américains et convainc cette même opinion publique que les Etats-Unis ont pour cible prochaine la Turquie. C'est le prétexte dont ils se saisiront, en agitant la sempiternelle une menace : la création d'un Etat kurde. Il semble que les accusations portées par la Turquie aient été fondées, car elles ont été corroborées par le Pentagon qui a admis que le *PKK* était bien en possession d'armes américaines.

Cet anti-américanisme se traduit par une littérature abondante et explique à elle seule le succès d'ouvrages ouvertement anti-américains comme *Tempête de métal*⁸⁵⁴ paru en 2004, qui raconte de quelle manière la Turquie par sa force morale, ses vertus, référence directe aux stèles de l'Orkhon, mais aussi grâce à l'*Etat-profond*, a vaillamment repoussé l'attaque américaine, comme le souligne Ebru Bulut :

⁸⁵⁴ Uçar, O Turna, B , *Metal Firtina (Tempête de métal)*, éditions Timas yayinlari, Istanbul, 2004, 304 p.

« Les pertes civiles sont importantes. Mais l'esprit des « Kuva-i Milliye », la résistance populaire de la Guerre d'Indépendance, se réveille ; la « nation » s'unit et se mobilise : les citoyens organisent des meetings et rallient la guérilla aux cotés de « leurs » soldats, dirigés par l'Ergenekon, une organisation secrète dédiée à la sauvegarde de la nation. La guérilla et l'ordre public passent sous son contrôle dès le début de la guerre ». ⁸⁵⁵

L'ouvrage au succès retentissant s'est vendu à plus de 400 000 exemplaires et la maison d'édition confirme par ailleurs la réédition de 50 000 exemplaires supplémentaires. 400 000 exemplaires au point que la maison d'édition a prévu la réédition de 50 000 exemplaires supplémentaires.

Bien qu'étant une fiction, l'intérêt que suscite l'ouvrage, traduit le malaise social profond qui s'est emparé de la Turquie ; quant aux Américains, ils l'ont pris très au sérieux au point de provoquer une crise diplomatique. Cet anti-occidentalisme n'épargne pas non plus les alliés des Etats-Unis au Proche-Orient, les Israéliens pourtant proches et partenaires de la Turquie vont aussi être suspectés de complot et d'œuvrer à la perte de la Turquie. En 2001, la Turquie appelle le Fonds monétaire international à la rescousse. L'intensification de la supervision du *FMI* et l'entrée au gouvernement comme ministre de l'économie de Kemal Dervis, vice-président de la Banque Mondiale (considérée, à l'instar du *FMI*, comme une banque américaine) ont joué comme une confirmation de la dépendance et de la faiblesse du pays. Des rumeurs se sont répandues à propos de la richesse du sous-sol turc et de leur impossible exploitation du fait de l'endettement très élevé du pays. Ces rumeurs ont promu une vision nationaliste de la crise économique, perçue comme la conséquence de la faiblesse et la dépendance de l'Etat.

La théorie du complot s'intensifie avec la croyance en la théorie d'un monde géré par les « grands capitaux mondiaux » ou un consortium judéo-américain maçonnique. Les rumeurs les plus folles circulent par la presse et la littérature.

⁸⁵⁵ **Bulut , E**, « *Tempête de Métal* » : le nationalisme populaire et ses peurs, In La vie des idées, 16 août 2005, <http://www.laviedesidees.fr>.

Un ouvrage publié en 2004, fait aussi grand bruit et remporte un immense succès : « Efendi » il retrace l'ascension d'une famille de *Dönme*⁸⁵⁶, une occasion de « révéler l'influence de cette communauté sur la vie politique turque : c'est ainsi que « la judéité dissimulée » d'Adnan Menderes et de son ministre des affaires étrangères Fatin Rustu Zorlu sont « révélées » au grand public⁸⁵⁷. Menderes a été sans nul doute une victime de l'Etat-profond. Par la révélation de sa judéité, les *Ulusalcilik* estiment pouvoir dédouaner l'*Etat-profond*.

Mein Kampf est édité par treize maisons d'édition différentes et rencontre, avec le *Protocole des sages Sion*, un succès considérable. Si l'impact de la médiatisation et des faibles prix du livre a été mis en avant pour minimiser le succès de *Mein Kampf*, reste cependant à rendre compte du climat social favorable.

Après les Etats-Unis et Israël, c'est au tour de l'Europe d'être la cible des *Ulusalcilik* : « *qui a un effet considérable sur la montée en puissance de l'euro-scepticisme en Turquie depuis 2006 comme estiment les sondages d'opinion publique. Il contribue également au renforcement d'un sentiment dit « euro-fatigue » tant au niveau populaire que gouvernemental* ». ⁸⁵⁸

Et cet euro-scepticisme est porté notamment par Suat Ilhan (1925) qui estime que « L'Union européenne » demande trop de sacrifices à la Turquie et notamment d'abandonner une partie de sa souveraineté à son profit. Ce qu'il refuse, car il est opposé à tout abandon de souveraineté. S. Ilhan est donc logiquement hostile au processus d'adhésion. Un tel processus ne peut qu'aboutir à transformer la Turquie « en un État vassal ». La marche vers l'Europe est perçue comme une colonisation qui ne dit pas son nom. Les mesures d'harmonisation sont assimilées au régime des capitulations. Comme à l'époque du déclin de l'Empire ottoman, la Turquie est obligée d'abaisser ses barrières douanières, d'accorder des droits toujours plus importants à ses minorités. Plus grave encore, l'entrée dans l'Europe de Bruxelles sonne le glas de l'identité turque. Pour Suat Ilhan : « *Nous avons été en lutte 500 ans avec l'Europe, et*

⁸⁵⁶ **Madsen, W**, *Les Dönme : le secret le plus chuchoté du Moyen Orient, s,d*, <http://www.counter-currents.com>.

⁸⁵⁷ **Bulut, E**, *Portrait d'une Anatolie assiégée*, In : La vie des idées, « le nationalisme turc », juillet/août 2006, p.40.

⁸⁵⁸ **Yazmaci, U**, *Les formes intellectuelles de résistance à l'intégration européenne en Turquie*, In : *La politique turque en question : entre imperfections et adaptations*, **Emel Parlar Dal** (dir), Paris, L'Harmattan, novembre 2012 pp.109-138.

nous voulons intégrer une telle société. La révolution turque est originale... Nous devons avoir en mémoire l'exemple des Turcs Tabgaç qui se sont fondus en Chine »⁸⁵⁹

L'exemple des Turcs Tabgaç n'est pas anodin car il s'agit d'un épisode de l'histoire des Turcs dont on trouve mention sur les stèles de l'Orkhon. Ces Turcs ce seraient laissés séduire par la civilisation chinoise, brillante et fastueuse et auraient perdu ainsi leur « turcité ». C'est le péril que veut dénoncer Suat Ilhan en parlant de l'Europe pour lui corruptrice des idéaux de la société turque.

La solution n'est pas européenne ni même américaine, elle est eurasiatique ! Cette idéologie a vu le jour sous la plume d'intellectuels russes, géographes comme Savitsky ou historiens comme Vernadsky, souvent grands spécialistes des cultures turques et mongoles, réfugiés à l'ouest après la révolution d'Octobre. Cet eurasisme met en exergue la notion de synthèse culturelle entre Orient et Occident, portée par le peuple russe.

Au moment de la chute de l'URSS, en 1991-1992, suivie de l'indépendance des républiques turcophones jusqu'alors fédérées ou autonomes (Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizie, Turkménistan, Tatarstan, Sakha-Iakoutie, Tuva...) le panturquisme et eurasisme ont été remis au goût du jour, avec des nuances et des contradictions profondes, entre versions russes (où l'on parle de néo-eurasisme), turques, azerbaïdjanaïses ou kazakhstanaises. Au rôle éminent de l'orthodoxie russe s'oppose évidemment celui du sunnisme turc, aux rêves de grandeur russe s'opposent les rêves de grandeur turque. Le Kazakhstan insiste plus sur la synthèse culturelle entre Orient et Occident et son rôle de passeur idéal entre les deux espaces. Le point commun entre toutes ces versions est sans aucun doute la défiance à l'égard de l'Occident et la recherche d'une identité retrouvée et décomplexée

En Turquie, l'eurasisme (*avrasyacilik*), qui prend forme dans une gauche radicale déstabilisée par l'effondrement du communisme soviétique (reste très marginal derrière le turquisme et le panturquisme et les islamismes divers et variés, sans aucun doute beaucoup plus représentatifs et effectivement parvenus au pouvoir par la voie démocratique. Il n'en reste pas moins que l'eurasisme turc, fait le lien entre Turcs et Russes, entre nationalisme de gauche anti-impérialiste et nationalisme de droite, que l'islam sunnite majoritaire conforte sa position nationaliste, bien plus que panislamiste, alors que la droite extrême turque s'islamise.

⁸⁵⁹ **Josseran, T**, Il est dur d'être Turc...

Quant au mouvement *Ulusalçilik*, dans son ensemble, il est en proie aux vieux démons du nationalisme qui continue à considérer les minorités nationales comme une cinquième colonne qui menace l'intégrité du pays (A) et n'hésite pas, à traîner ceux qu'ils considèrent être une menace devant les tribunaux (B).

A. Les minorités nationales

Les *ulusalçilik* sont porteurs d'une thématique déjà ancienne, mais qui résume à elle seule la somme de toutes les peurs, une attitude de défiance à l'égard de ceux qui sont perçus comme les ennemis de la Nation turque ; une sorte de cinquième colonne qui s'en prendra en temps voulu à l'Etat turc. Cette défiance haineuse caractérise également le rejet multidimensionnel à la fois de l'Europe, car ces minorités nationales coïncident avec les minorités chrétiennes : arméniennes ou grecques et appartiennent à des Etats ; et de la civilisation dont elles sont les porte-parole malgré elles. Et les Turcs qui prennent leur défense sont aussi coupables à leurs yeux de trahison. Les Kurdes, que les Turcs et le nationalisme considère comme Turcs sont considérés doublement comme des traîtres à la Nation.

Les intellectuels, écrivains et journalistes sont particulièrement suspectés de sympathies, voire de connivences avec ces minorités. C'est le cas des écrivains : Orhan Pamuk, Elif Şafak ou bien encore de Hrant Dink, rédacteur du journal arménien *Agos*.

Dans les années 1990, un nouveau discours tend à mettre tous les citoyens de Turquie sur un pied d'égalité, quant à l'identité turque, elle est vécue par nombre d'intellectuels comme un carcan, ainsi que l'exprime Pinar Selek : « *Il y a une identité turque imposée, que je n'accepte pas. Pour moi, l'identité, c'est une langue, une culture, mais pas plus que ça. Mais même si je ne souhaite pas être dans cette identité créée par un État-nation j'ai aussi une langue, un héritage. Je garde les côtés positifs de cette culture qui me plaisent comme les chansons, la poésie, la cuisine anatolienne qui mélange la nourriture turque, kurde, arménienne, grecque... Mais finalement, ce qui me relie le plus à cette culture turque ce sont les chansons et les écrits. La langue en général. Je ne me sens pas enfermée dans une identité unique, mais je me revendique plutôt comme une anatolienne ou une stambouliote qui parle turc* ». ⁸⁶⁰

⁸⁶⁰ Selek, P, *L'identité turque imposée par l'État-nation est remise en question*, 5 mai 2015, <http://www.repairfuture.net>.

Il est bien évidemment inutile de préciser que cette définition partagée de l'identité turque n'est pas du goût des *Ulusalçilik* qui la perçoivent un facteur de désintégration de l'identité telle qu'elle a été définie et imposée par le pouvoir.

C. La référence aux articles 301 et 306 du Code pénal

En dépit du fait, que le mouvement ne parvient pas à s'imposer dans la vie politique turque, il demeure malgré tout redouté des partis politiques, en raison de son rôle d'observateur. Il apparaît comme le gardien de la mémoire kémaliste.

Tout simplement parce-que le mouvement est pour beaucoup entre les mains des militaires ou d'anciens militaires qui ne conçoivent pas leur rôle pas autrement que comme étant les gardiens de l'Etat et de la République comme l'explique Tancredi Jossieran :

Les objectifs de l'armée recourent les trois finalités dévolues au politique, la conservation de l'intégrité du territoire et de son indépendance dans la concorde intérieure et la sécurité extérieure. L'article 35 du règlement interne de l'armée établit que le devoir des forces armées est de protéger la patrie, la République et la Constitution, « si besoin par les armes contre l'extérieur et l'intérieur » (article 85). Une lecture large de ces articles donne un droit d'intervention dans le cours des affaires politiques. L'urgence politique n'admet pas de répit, elle exige une décision ferme, nette et rapide. En clair, l'institution militaire considère qu'« est souverain celui qui décide de la situation exceptionnelle ». C'est la puissance, « les armes » qui créent les conditions d'application du droit. La force est le moyen essentiel et sinon le seul capable de restaurer l'unanimité nationale fêlée. Le glaive tranche le nœud de la discorde et rétablit l'harmonie perdue.⁸⁶¹

Et les fauteurs de troubles à l'harmonie sont les intellectuels, principales cibles de la nébuleuse *Ulusalçilik*. La romancière Elif Şafak, icône des libéraux va l'apprendre à ses dépens.

⁸⁶¹ Jossieran, T, *Il est dur d'être Turc*.

Dans son livre «Le Bâtard d'Istanbul» la romancière Elif Şafak enfreint l'un des plus vieux tabous de la République turque : le génocide arménien. Elle y raconte les destinées de familles turques et arméniennes d'Istanbul, rescapées du génocide qui a eu lieu pendant la Grande guerre mondiale. L'un des protagonistes évoque «les bouchers turcs de 1915» en référence aux massacres d'Arméniens, que la Turquie refuse de reconnaître comme un génocide.

Pour l'écrivain pas de doute elle a œuvré pour le rapprochement des peuples arménien et turc, mais pour Kemal Kerinçsiz président du tout puissant *Büyük Hukukçular Birliği* ou Grande Union des Juristes, a invoqué l'article 301 du code pénal turc qui stipule que :

Le dénigrement public du gouvernement de la République de Turquie, des institutions judiciaires de l'Etat, des structures militaires ou sécuritaires, sera puni de six mois à deux ans d'emprisonnement. »

Dans les cas où le dénigrement de l'identité turque sera commis par un citoyen turc dans un autre pays, la peine sera accrue d'un tiers.

L'expression d'une pensée à visée critique ne constitue pas un délit, mais dénigrer le gouvernement et les institutions revient à s'en prendre à l'identité même du pays, aussi l'article 301 (nouvelle forme de l'Article 159) concerne *l'insulte à l'identité nationale turque, à la République* ou à la Grande Assemblée nationale de Turquie : jusqu'à 3 ans (si commis par un citoyen turc à l'étranger: augmenté d'un tiers) ; insulte au gouvernement turc, aux organes juridiques d'organes, aux institutions militaires ou de la sûreté: jusqu'à 2 ans.⁸⁶²

L'Article 305 punit les activités menées par un citoyen turc ou par un étranger se trouvant en Turquie contre des intérêts nationaux fondamentaux pour obtenir directement ou indirectement un avantage des personnes ou des établissements étrangers jusqu'à 10 ans, selon le motif de cette disposition rédigé par la Commission parlementaire de la Justice, les citoyens qui demandent le retrait des militaires turcs de Chypre ou déclarent que le génocide arménien a effectivement eu lieu pendant la première guerre mondiale, pourront être poursuivis en vertu de cet article.

Le prix Nobel de littérature Orhan Pamuk est traduit, en 2005, devant les tribunaux pour « dénigrement de l'identité nationale ». Il est accusé d'avoir tenu des propos évoquant les massacres d'Arméniens par les Turcs et les nombreux morts kurdes dans le sud-est du pays :

⁸⁶² S'il est commis par un citoyen turc à l'étranger, il est augmenté d'un tiers.

« Un million d'Arméniens et 30.000 Kurdes ont été tués sur ces terres, mais personne d'autre que moi n'ose le dire », ⁸⁶³ avait-il déclaré à un journal suisse, ce qui a pour effet de déclencher une hystérie collective en Turquie. En outre un vieil historien aurait « décelé dans l'oeuvre de Pamuk un soupçon de critique et d'ironie envers le fondateur de la République turque, Mustapha Kemal Atatürk. Pour certaines personnes de l'establishment, il n'en fallait pas plus pour le cataloguer de "traître".

L'issue pour le journaliste Hrant Dink sera fatale. Tout semble commencer au moment où ce dernier publie dans *Agos*, journal arménien dont il est le fondateur, un dossier dans lequel il est question des origines arméniennes de l'une des filles adoptives de Mustafa Kemal, Sabiha Gökçen, première femme pilote de l'armée turque. A cela, s'ajoute une phrase extraite de son enquête et qui dit la chose suivante : « la noble veine fondatrice reliant les Arméniens à l'Arménie sera purifiée quand elle aura été vidée du poison turc ». Il n'en faudra pas plus pour enflammer les esprits et déclencher une vague de protestations.

En 2006, l'hebdomadaire turco-arménien *Agos*, édité en turc et en arménien, publia une information, selon laquelle Sabiha Gökçen (1913-2001) serait en réalité une orpheline arménienne ayant perdu ses parents pendant le génocide arménien. En 1925, elle aurait été et recueillie par Mustafa Kemal lors d'une visite de ce dernier dans un orphelinat de la région d'Urfa (Sud-Est anatolien).

Cette révélation suscita immédiatement une polémique dans la presse turque et des déchaîna les passions dans les milieux ultranationalistes. L'état-major de l'armée turque diffusa un communiqué condamnant ce type de révélations qui, selon lui, portent atteinte aux valeurs nationales. Et selon le linguiste et historien turc d'origine arménienne Pars Tuğlacı, Sabiha Gökçen serait effectivement d'origine arménienne, mais elle aurait été recueillie non pas à Urfa, mais à Bursa (Ouest) où sa famille avait été déportée en 1915.

Par ailleurs, le rédacteur en chef d'*Agos*, Hrant Dink (assassiné le 19 janvier 2007) expliquait qu'il avait publié cette information sur la base des témoignages d'une nièce de Sabiha Gökçen venue d'Arménie. Il donne dans sa revue, la parole à des parents d'Arménie affirmant que la fille d'adoptive d'Atatürk était en réalité une Arménienne passée par l'orphelinat.

⁸⁶³ **Pisana, M**, *Orhan Pamuk, une voix discordante au régime turc*, In : *Le Figaro*, 5 février 2016.

Le journaliste va subir les foudres des *Loups gris* qui viennent proférer des menaces devant son journal, il les décrit comme un « *un groupe de militants d'extrême droite mené par Levent Temiz, le président à Istanbul des Foyers de l'idéal vient crier des slogans et proférer des menaces à mon encontre devant l'immeuble abritant notre journal, aux cris de « la Turquie, tu l'aimes ou tu la quittes », ou « à mort l'Asala ».*⁸⁶⁴

Cette affaire montre la collusion et la porosité existante entre ces groupes nationalistes. En effet, il remarque que des télévisions sont présentes : « *il me paraît évident que ceux qui étaient les instigateurs de la manifestation avaient le pouvoir de contrôler la quasi totalité des media »*

Ce qui signifie qu'il ne croit nullement que les *Loups gris* aient été les seuls instigateurs de la manifestation, mais plutôt qu'ils ont été manipulés par plus influents : « *quelques jours plus tard, toujours devant notre journal Agos, une autre manifestation fut organisée par un groupe se faisant appeler la Fédération de lutte contre les allégations arméniennes infondées ».*⁸⁶⁵

Ensuite, l'avocat Kemal Kerinçsiz et sa Grande union des juristes prirent le relais il s'adressa au procureur de Sisli où une plainte fut déposée contre Hrant Dink. A partir de ce moment-là, les procès engagés sur la base de cet article 301 se sont accélérés.

La dernière phrase du livre montre que le journaliste n'est pas dupe, quant au sort qui l'attend et se fait condamné par l'Etat-profond : « *je me trouvais de nouveau au bord de l'abîme, avec des gens à mes trousses. Je les sentais et je savais qu'ils étaient ordinaires et moins visibles que la seule bande de Kerinçsiz ».*⁸⁶⁶

Et de fait, c'est un parfait inconnu, Ogün Samast, originaire de Trabzon (Tébizonde), fief de l'ultranationalisme et membre des Alperen qui abat le 19 janvier 2007 Hrant Dink. Ogün Samast qui a déclaré que son acte avait été motivé par ses sentiments nationalistes et par une phrase prononcée par Hrant Dink lors d'une interview : "*vider un jour ce sang turc*

⁸⁶⁴ **Dink, H**, *Chronique d'un journaliste assassiné*, 288 p.

⁸⁶⁵ **Perrier, G**, Turcs-Arméniens, le temps du dialogue, In : Turquie Européenne, 24 février 2009, <http://www.turquieeuropeenne.eu>.

⁸⁶⁶ **Hrant Dink**, *Chroniques d'un journaliste assassiné*, Galaade, 2010, 288 p.

empoisonné et de remplir avec le sang neuf de l'Arménie qui après l'indépendance paraît comme l'avenir des Arméniens du monde entier".⁸⁶⁷

Il est manifeste que l'*Etat-profond* a été l'instigateur de l'assassinat et que les manifestations devant le journal n'ont servi qu'à rendre crédible la thèse du tueur nationaliste exaspéré par les propos de Hrant Dink.

Mais il y a une raison beaucoup plus profonde, qui fait de ces intellectuels la cible de la mouvance *ulusalcilar* : tous défendent une autre idée de l'identité turque, à l'instar de l'historien Oran Baskin qui « *veut faire voler en éclats "tout ce qui a été appris par coeur", les réflexes identitaires, les tabous historiques, "le kémalisme figé depuis les années 1930" et "la paranoïa de Sèvres", cette peur vivace née du traité signé en 1920 qui prévoyait le dépeçage de l'Empire ottoman entre les puissances occidentales, mais qui ne fut jamais mis en application* ». ⁸⁶⁸

Ami de Hrant Dink, Oran Baskin propose une autre définition de l'identité turque qui est en train de faire son chemin dans l'esprit des élites du pays.

⁸⁶⁷ « *Le journaliste arménien Hrant Dink menacé de 3 ans de prison* », In : Europe et Orient, 9 juillet 2005, <http://eo.tchobanian.org>.

⁸⁶⁸ **Perrier, G**, *Oran Baskin, missionnaire de la démocratie turque*, In : Le Monde, 18 juillet 2007.

Section 2. La demande d'adhésion à l'UE révélatrice d'une crise identitaire rampante

Si la plateforme *Ulusalçilik* a pu réunir autant de groupes nationalistes allant de la gauche aux ultranationalistes, c'est d'une part parce que le nationalisme est une réalité qui concerne tous les groupes sans distinction aucune. Mais il y a aussi un catalyseur qui est le report *sine die* de la candidature turque à l'Union européenne.

On peut exclure du mouvement *Ulusalçilik* toute velléité de rapprochement avec un quelconque mouvement religieux⁸⁶⁹, en revanche on ne peut exclure que son ressentiment n'aient pas trouvé un écho dans le mouvement islamiste le *Hizb ut-tahri*⁸⁷⁰ qui bien que religieux possède des accents marxiste-léniniste de nature à séduire certains militants de la mouvance.

Le *Hizb ut-tahri* est une organisation religieuse n'a jamais réussi à s'implanter en Turquie, néanmoins il est présent dans tous les pays musulmans de la région où il mène une propagande contre l'Occident et ses valeurs. De nombreux étudiants originaires du Proche-Orient sont présents en Turquie et force est de constater que les idées du *HT* et des *Ulusalçilik* se rejoignent lorsqu'il s'agit de l'Occident. Tous deux considèrent la guerre entre islam et Occident comme inévitable, ce dernier étant présenté comme un ennemi de la cause islamique qui fera tout ce qui est en son pouvoir pour contrecarrer le développement de l'islam. Et le *HT* présent sur le territoire turc a pris part à la campagne contre l'adhésion de la Turquie en Europe, n'hésitant pas à critiquer la position du qui « *refuse l'oumma alors même qu'il essaie de rentrer dans l'Union européenne qui ne désire pas la présence turque* ». ⁸⁷¹ Des propos qui trouvent un écho au sein de la population qui vit mal le rejet européen (**Paragrahe 1**). Mais c'est paradoxalement le parti islamiste au pouvoir, l'AKP ? qui va mener activement les

⁸⁶⁹ **Riexinger, M**, p.388.

⁸⁷⁰ **Baran, Z**, *The challenge of HT : deciphering and combating radical islamist Ideology*, The Nixon Center, New-York, 2004, p.39

⁸⁷¹ **Cité par Baran, Z**, *The challenge of HT : deciphering and combatinf Radical Islamist Ideology*

pour parler avec l'Union européenne (**Paragraphe 2**) en vue d'une adhésion prochaine⁸⁷². Son rôle pour arrêter les flux migratoires ont permis au gouvernement d'Ankara de négocier la libre circulation pour les ressortissants turcs qui désormais ne devraient plus avoir besoin de visas. Mais au mois de juillet 2016, le coup d'Etat et ses conséquences politiques ont modifié la donne.

872 « *En effet, l'AKP est bien un parti ex islamiste, conservateur, mais qui reprend l'héritage occidental de la Turquie, au lieu de le rejeter comme il l'a fait auparavant. Aujourd'hui, c'est précisément l'adhésion au projet européen qui est le garant de son succès au pouvoir* » cf : les propos de **Nilüfer Göle**.

Hérard, P, *Islam et laïcité, entretien avec la sociologue Nilüfer Göle*, In : TV5 Monde, 1^{er} avril 2010, <http://information.tv5monde.com>.

Paragraphe 1. Les obstacles à la candidature de la Turquie

L'adhésion de la Turquie à l'Union européenne est un long parcours semé d'embûches que le pays vit très mal. En dépit d'une laïcité qui est affirmée dans la constitution, le pays est perçu par les membres de l'Union européenne, comme une nation musulmane et asiatiques. Aussi depuis, les accords d'Ankara où selon les termes du Chancelier Konrad Adenauer « *la Turquie a vocation à intégrer l'Europe* », ⁸⁷³ les demandes réitérées du pays n'ont cessé d'être repoussées. C'est un fait, la Turquie n'est pas vraiment désirée au sein de l'Europe. Tout d'abord, sa présence soulève le problème de l'identité de celle-ci ⁸⁷⁴ et son appartenance au monde asiatique et ses revendications pantouraniennes ont été semble-t-il prises très au sérieux **(A)**. Mais si ces motifs ne sont pas exprimés de manière explicite, l'Union européenne a demandé à la Turquie de trouver des solutions aux problèmes internes, mais aussi internationaux **(B)**. Autant de critères auxquels il lui faut se conformer et qui sont perçus par une partie de population comme des *diktat* intolérables qui font revivre à cette frange de la population les dernières années de l'Empire ottoman.

⁸⁷³ **Royo, M**, *La Turquie, un casse-tête pour l'Europe*, In : Les échos, 19 mai 2004, <http://www.lesechos.fr>.

⁸⁷⁴ **Göle, N**, « *Turquie : un désir d'Europe qui dérange* », In : Critique internationale, n°23-2/2004, pp. 33-41, [http:// www.cairn.info](http://www.cairn.info).

A. La Turquie, « Promontoire du monde touranien »⁸⁷⁵

La revendication d'un triple héritage aux lourdes conséquences géopolitiques empêche le pays d'accéder à l'Union européenne. Il y a bien sûr l'appartenance au monde musulman et la Turquie se présente comme le troisième pôle de l'islam avec le chiisme iranien et le sunnisme arabe. Sa revendication au monde musulman fait partie de son idéologie officielle, la synthèse turco-islamique qui a été réaffirmée par les gouvernements successifs.

La deuxième revendication est prise très au sérieux par les membres de l'Union européenne, car elle pourrait à court terme être un facteur à risque et provoquer une guerre. Certains pays membres de l'Union européenne ont repris dans leurs arguments contre une possible adhésion turque. En effet, les revendications ultranationalistes aspirant à faire de la Turquie le point d'ancrage du monde touranien, c'est-à-dire une grande région ou même un grand empire englobant tous les peuples turcs, sont présentés à terme comme un danger pour l'Europe. Selon cette idée cet empire irait du Turkestan à l'est jusqu'aux Balkans à l'ouest et de la Crimée au nord jusqu'au Proche-Orient au sud.

Bien sûr les Russes, les Chinois, les Iraniens et les Arabes sont hostiles à cette idéologie panturquiste et voient d'un mauvais œil un rapprochement entre les différents peuples turcs, mais ils ne sont pas les seuls, les peuples européens, la perçoivent assez mal, car le panturquisme prévoit une extension vers l'ouest et les Balkans⁸⁷⁶.

Cette revendication qui ne plaide pas en faveur de la Turquie est connue sous le nom de « promontoire du monde touranien » et la prédiction de Mustafa Kemal à la fin de sa vie selon laquelle : « *Un jour, le monde verra avec stupeur s'éveiller et se mettre en marche cet empire*

⁸⁷⁵ **Béhar, P**, *Le monde turc*, In : *Turquie européenne*, mai 2004, pp. 145-161, <http://turquieeuropeenne.eu>.

⁸⁷⁶ Le mot Balkan est turc et signifie miel (bal) et sang (kan).

invisible qui gît, encore ensommeillé, dans les flancs de l'Asie. »⁸⁷⁷, n'est pas de nature à rassurer.

Depuis 1989, date de réunification de l'Allemagne, l'Union européenne a fait montre d'un certain intérêt pour les Balkans et les revendications nationalistes sur ces territoires ne sont un facteur de méfiance à l'égard du pays.

La troisième revendication provient du président Turgut Özal (1927-1993)⁸⁷⁸ qui prônait l'adhésion du pays avait déclaré et qui n'avait pas manqué de se démarquer de l'idéologie nationale en affirmant : « *les Turcs modernes étaient les véritables héritiers de Byzance* ». ⁸⁷⁹ Une maladresse à plus titre puisqu'elle lui a aliéné une partie de la population et d'autre part parce que les Grecs se considèrent être les héritiers de Byzance.

Les obstacles à son adhésion sont nombreux et les remarques qui lui ont été faites portaient sur l'absence de démocratie. Le refus de reconnaître le génocide arménien et les questions kurdes et chypriotes reviennent sans cesse au fil des négociations et touchent à la sensibilité des Turcs, dressant les groupes nationalistes contre l'Union européenne.

B. Les exigences de l'Union européenne

Le 12 septembre 1963, lors de la signature du Traité d'Ankara qui validait la demande d'association à l'Union européenne comprenant une possible adhésion de la Turquie à l'Union européenne (art.28). Depuis Turquie a subi un véritable parcours du combattant, et voit d'autres pays lui être préférés. En 1987, le gouvernement turc a déposé une demande officielle d'adhésion qui a été repoussée trois ans plus tard. Le Parlement européen fait écho au veto grec affirmant que les violations des droits de l'homme commises en Turquie sont trop

⁸⁷⁷ **Benoist-Méchin, J**, *Mustapha Kemal ou la mort d'un Empire*, Albin-Michel, Paris, 1954, p. 403

⁸⁷⁸ Turgut Özal est mort assassiné, il a échappé une première fois à un attentat. Plus de dix ans après sa mort, une autopsie a révélé qu'il a bien été empoisonné au polonium et à l'arsenic.

⁸⁷⁹ **Béhar, P**, *Une géopolitique pour l'Europe. Vers une nouvelle Eurasie* ?12 mai 2004, In : Turquie européenne, <http://www.turquieeuropeenne.eu>

graves pour permettre la signature d'une union douanière avec le pays⁸⁸⁰ qui mais n'a été reconnue "pays candidat" qu'en 1999, lors du Conseil européen d'Helsinki. Mais le processus a véritablement été lancé en 2005, à cette date le pays a reçu 4,8 milliards d'euros au titre de pays candidat à l'adhésion.

C'est le nouveau parti au pouvoir, l'AKP⁸⁸¹ qui a mené travaillé à coller aux critères définis par l'Europe.

Paragraphe 2. L'AKP interlocutrice de l'UE

Au tout début du nouveau millénaire, c'est le gouvernement de coalition centre-droite-ultranationalisme dirigé par Bülent Ecevit (1925-2006) au profit de l'AKP⁸⁸² parti islamo-conservateur de mener les négociations avec l'Union européenne en vue de l'adhésion de la Turquie.

Issu du parti religieux proche de Necmettin Erbakan, pourtant hostile à l'adhésion de son pays à ce qu'il qualifiait de « club des chrétiens »⁸⁸³, le gouvernement d'Erdoğan va néanmoins reprendre les négociations de manière efficace puisque la Turquie va réunir les conditions requises pour une adhésion à l'Europe **(A)**, mais de nombreux contretemps en dépit d'une reconnaissance des critères va ralentir le processus, la crise des migrants consécutive à la guerre menée par *Daesh*, en Irak et en Syrie, va offrir une occasion inespérée à la Turquie pour relancer son adhésion **(B)**.

⁸⁸⁰ **Lakroum, M**, *La Turquie, pierre de touche de la construction européenne*, In : *La Turquie et l'UE : défi et perspectives d'adhésion*, **Rouet, G, Terem, P**, éditions Bruylant, Bruxelles, p.23.

⁸⁸¹ Parti islamo-conservateur.

⁸⁸² A la suite de l'hospitalisation de Bülent Ecevit, le 25 juin 2002, des députés du DSP lui demandent de démissionner et le Premier ministre convoque des élections anticipées qui ont eu lieu le 3 novembre 2002. Son parti, le DSP, s'effondre, obtenant à peine 1,22 % des voix lors des élections du 3 novembre 2002, qui voit l'arrivée au pouvoir de l'AKP de Recep Tayyip Erdoğan

⁸⁸³ Au moment de la signature de l'accord d'association signé à Ankara en 1963, le MNP, parti fondé par Necmettin Erbakan s'était violemment opposé à ce que la Turquie rejoigne l'Europe, In : **Insel, A**, *La nouvelle Turquie d'Erdoğan*, La Découverte, 2016, p.64.

A. La Turquie s'applique à respecter les critères d'adhésion

L'UE estimait jusqu'alors que le pays ne remplissait pas les critères politiques⁸⁸⁴ et institutionnels. Afin de satisfaire aux critères d'adhésion, les Turcs ont fait un effort considérable, grâce à un processus de réformes entamées à la fin des années 1990.

En octobre 2001, près de trente-quatre amendements constitutionnels ont été votés, ils portaient exclusivement sur les libertés publiques. Ils incluaient notamment la réduction des gardes à vue, la levée de l'interdiction des émissions en langue kurde. Le *MGK*⁸⁸⁵ qui a été imposé par les militaires dans la constitution de 1982 a subi un rééquilibrage en faveur de la représentation civile.⁸⁸⁶

Le 6 octobre 2004, la Commission européenne a jugé que la Turquie avait finalement fourni les efforts nécessaires pour satisfaire suffisamment aux critères de Copenhague. Le Parlement européen est parvenu à la même conclusion le 15 décembre 2004. Les chefs d'Etat européens réunis au Conseil européen en décembre 2004 ont proposé d'ouvrir des négociations d'adhésion à condition que la Turquie adopte certaines réformes et signe le protocole qui étend, l'Union douanière aux dix nouveaux Etats membres. Ainsi les négociations d'adhésion ont pu débiter le 3 octobre 2005. Le référendum constitutionnel de 2010 qui s'est déroulé en Turquie le 12 septembre 2010. Les questions portaient sur l'amendement de plusieurs articles de la Constitution turque de 1982, afin de la rapprocher de celles d'États plus démocrates, en réduisant le rôle de l'Armée notamment.

Elle a pour objet de mettre le pays en conformité avec les exigences de l'Union européenne. Des amendements accroissent aussi les droits des citoyens : ils concernent le droit à la vie privée, la levée des restrictions aux voyages et encore l'extension des droits de l'enfant et de la femme. La discrimination positive pour les femmes est également instaurée. La réforme vise également à réduire l'implication du pouvoir judiciaire dans la politique

⁸⁸⁴ Des critères politiques qui ont été présentés par la presse nationaliste comme des diktats.

⁸⁸⁵ Milli Güvenlik Kurulu ou Conseil de sécurité nationale.

⁸⁸⁶ En réduisant les pouvoirs du *MGK*, Erdoğan commence sa politique visant à éradiquer l'Etat-profond et à soustraire la vie politique à son influence. Cinq ans plus tard, l'affaire Ergenekon éclatera et permettra d'arrêter les principaux dirigeants de l'*Etat-profond*.

B.La stratégie turque pour intégrer l'UE

« *L'ironie de cette histoire, c'est que c'est à nous d'arrêter le flux migratoire, c'est à nous de sauver l'Europe* »⁸⁸⁷.

Cette déclaration de Selim Yenel, ambassadeur de Turquie auprès de l'Union européenne, témoigne du rôle géopolitique et hautement stratégique que la Turquie entend jouer « dans cette histoire », il d'une part, il s'agit bien d'arrêter les flux migratoire qui sont en train de submerger l'Europe et d'autre part de la sauver du risque d'implosion qui la menace.

Aussi, la crise des migrants a été perçue comme une véritable aubaine par Ankara, qui ni plus ni moins applique la politique du chantage.

La citation de l'ambassadeur de Turquie est à double détente, et montre à quel point le gouvernement turc a pris la juste mesure du drame qui se joue aux portes de l'Europe tout en sachant qu'à terme, celle-ci est menacée d'asphyxie, si le flot n'est pas jugulé. En 2015, le gouvernement allemand avait annoncé l'accueil de 800.000 migrants, et de 3,6 millions d'ici à 2020, invitant ses partenaires européens à faire de même. L'objectif étant de répartir de manière équilibré leur nombre sur tout le continent européen.

Mais aucune autorité n'est compétente pour organiser cet accueil massif. Aussi en novembre 2015, Angela Merkel a choisi d'appliquer « *le règlement de Dublin III* »⁸⁸⁸ qui fait normalement reposer la prise en charge des migrants et réfugiés sur les pays par lesquels ils sont entrés dans l'Union européenne. Ce qui est une façon pour l'Allemagne de desserrer le nœud qui est en train de l'étouffer. Dans le même temps, Angela Merkel a promis à la Turquie que ses ressortissants pourraient pénétrer sur le sol européen sans avoir à demander un visa.

⁸⁸⁷ **Feertchack, A.**, *Crise des migrants : l'Europe impuissante face au chantage turc*, In : Le Figaro, 7 mars 2016.

⁸⁸⁸ *Le règlement Dublin III*, est un règlement du Parlement européen et du Conseil européen n°604-2013 du 26 juin 2013.

La question des visas n'a cessé de perturber les relations entre les deux pays. L'affaire *Soysal*⁸⁸⁹ est un exemple des relations tendues qu'entretiennent les deux pays sur la question des visas, car la loi allemande sur les étrangers de 2004 oblige les ressortissants turcs à circuler avec un visa. Cette loi, bien que conforme au règlement communautaire de 2001 (CE n°539/2001) contredit en fait les dispositions de l'article 41 paragraphe 1 du protocole additionnel signé le 23 novembre 1970 (...) *s'oppose à l'introduction, à compter de l'entrée en vigueur de ce protocole, de l'exigence d'un visa pour permettre à des ressortissants turcs (...) d'entrer sur le territoire d'un État membre aux fins d'y effectuer des prestations de services pour le compte d'une entreprise établie en Turquie, dès lors que, à cette date, un tel visa n'était pas exigé.*»⁸⁹⁰

Si la Cour des Droits de l'Homme a donné raison à M. Soysal et M. Savatlı, il n'en demeure pas moins que la question des visas avec entre la Turquie et l'Allemagne demeure une pierre d'achoppement et l'Allemagne n'a cessé, dans la réalité, de mettre des restrictions, définissant les catégories d'individus susceptibles de se voir octroyer un visa. Ce qui n'est pas acceptable pour la Turquie. Le professeur Zeki Levent Gümrükçü spécialiste de droit européen, considère, que même les touristes doivent être exemptés de visas.

Contre cette promesse, gouvernement d'Ankara s'est engagé à ralentir le flot migratoire.

Le 7 mars 2016,⁸⁹¹ cette politique a abouti à un sommet entre l'Europe et la Turquie à l'issue duquel : « *La Turquie et l'Union européenne ont confirmé une nouvelle fois leur attachement à la mise en œuvre de leur plan d'action commun, activé le 29 novembre 2015. De nombreux progrès ont déjà été réalisés, dont l'ouverture par la Turquie de son marché du travail aux Syriens bénéficiant d'une protection temporaire, l'établissement de nouvelles exigences en matière de visa pour les Syriens et les ressortissants d'autres pays, l'intensification des efforts en matière de sécurité par les garde-côtes et policiers turcs et le renforcement de l'échange*

⁸⁸⁹ **Affaire Soysal c. Turquie**, requête n°50091/99, Cour Européenne des Droits de l'Homme, 3 mai 2007.

⁸⁹⁰ Affaire Soysal, Affaire C-228/06 Mehmet Soysal et Ibrahim Savatlı contre Bundesrepublik Deutschland, <http://curia.europa.eu>.

⁸⁹¹ Il s'agit de la troisième réunion depuis novembre 2015.

*d'informations. Par ailleurs, l'Union européenne a commencé à verser les trois milliards d'euros de la facilité en faveur des réfugiés en Turquie aux fins de projets concrets, et les travaux ont avancé en ce qui concerne la libéralisation du régime des visas et les négociations d'adhésion, dont l'ouverture du chapitre 17 en décembre dernier.*⁸⁹²

Le 1^{er} juin 2016, des mécanismes communs ont été créés entre l'Union européenne et la Turquie afin que les migrants économiques puissent être réadmis en Turquie, c'est mener à bien cette politique que l'Union européenne lui a fourni une aide financière de trois milliards.

Autre point important, ce sont les patrouilles conjointes menées par Frontex, la Turquie et l'OTAN en Méditerranée orientale, afin de mettre un terme à l'activité des passeurs et tarir à court terme la route des Balkans qu'empruntent les migrants.

Si dès la fin juin la présence des gardes de côtes turcs est visible, on peut néanmoins légitimement s'interroger sur leur efficacité, car quel intérêt la Turquie a-t-elle à voir la crise des migrants trouver une issue positive pour l'Europe ? Cette crise étant une véritable aubaine pour le pays qui trouve ainsi une possibilité de jouer un rôle dans les affaires européennes et de faire dépendre de son bon vouloir l'avenir de l'UE, dont elle est, à ce jour, toujours exclue.

⁸⁹² Déclaration UE-Turquie du 18 mars 2016, <http://www.consilium.europa.eu>.

Conclusion chapitre 2

Au tournant des années 2000, la Turquie voit apparaître sur la scène politique un parti islamiste, issu de l'islam politique qui préconise un islam moderne et ouvert sur le monde. L'AKP ou parti de la justice et du développement se présente comme un parti respectueux de l'identité turque et surtout loin des compromissions qui ont jalonné la vie politique turque.

L'AKP exploite sur son image de parti incarnant la vertu en politique et s'inscrit en rupture par rapport aux pratiques instaurées par l'Etat-profond. Son acronyme AKP en AK qui signifie « pur »⁸⁹³ qui est utilisé volontiers par le parti, prouve que ses dirigeants ont bien pris la mesure de la situation et que la lassitude d'une population qui a vécu les putschs de l'Etat-profond et dont l'événement de Susurluk. Aussi, face à un appareil d'Etat gangréné l'AKP se présente comme le sauveur de l'Etat et de la démocratie. Ce qui explique que la population ait particulièrement bien accueilli l'affaire Ergenekon

Mais l'AKP a un rival important dans le mouvement des *Ulusalcilik*, d'autant plus que celui-ci n'est toujours pas structuré en parti en politique, mais fonctionne en réseau et cercles d'influence. Ce mouvement a été noyauté par l'Etat-profond qui continue à s'appuyer sur des cercles influents sur lesquels l'AKP n'a pas ses entrées.⁸⁹⁴

Avec l'AKP, c'est une nouvelle ère qui s'ouvre, le parti réaffirme la souveraineté de l'Etat et se dirige vers une forme de pouvoir marqué par un exécutif fort⁸⁹⁵. La période qui va de la présidence de Turgut Özal à l'arrivée au pouvoir de l'AKP est marquée par une lente réintroduction de l'idée impériale que l'on qualifie de néo-ottomanisme. Désormais, c'est qui

⁸⁹³ Ce qui n'est pas innocent quand l'on sait que le mot persan pour Ak est *Pak* et qu'il a donné le nom de Pakistan, pays des purs, ce dont la Turquie aspire à devenir, un pays pur, mais aussi un pays phare pour le monde musulman. Ce qui montre un désir enfoui de renouer avec le califat.

⁸⁹⁴ Telle était la situation, lors de l'accession au pouvoir de l'AKP, après le putsch manqué de 2016, le parti a littéralement décapité certains cercles qui ne lui étaient pas nature, pas favorables. A la place, elle a place des proches du parti.

⁸⁹⁵ *Turquie : Erdogan, "l'hyper-président" ?* Débat sur France 24, le 13 novembre 2015, <http://www.france24.com>.

l'identité ottomane et son indéfectible alliée, la religion musulmane, qui vont refaire leur apparition, dans les discours officiels et qui seront remises à l'honneur.

Titre 2

Le retour aux sources ottomanes du pouvoir

On attribue généralement la paternité du néo-ottomanisme, idéologie qui est un mélange d'islamisme, de turquisme et d'ottomanisme, à l'AKP, mais dans la réalité, cette idéologie qui semble ressurgie du passé a été officiellement remise à l'honneur par Turgut Özal qui a été président du 9 novembre 1989 au 17 avril 1993. Pour Alexander Murinson c'est bien Turgut Özal, qui le premier a jeté les « *fondements de ce nouveau concept de politique extérieure. Cependant, la nouvelle doctrine a pris une forme plus mature et compréhensive sous la gouvernance de l'AKP* »⁸⁹⁶

Cette politique voit le jour à la fin de la Guerre froide, au moment où l'URSS se désagrège. Beaucoup d'hommes politiques pensent alors que les Etats-Unis, qui se sont servis des mouvances islamo-nationalistes pour faire obstacle à l'avancée soviétique en Asie centrale et aux forces du Pacte de Varsovie, vont se détourner de la Turquie, qui perd du même coup de son importance stratégique.

La vieille peur du démembrement de la Turquie par les puissances occidentales, ressurgit et le pays se sent isolé sur la scène internationale, le coup d'Etat des militaires et les exactions commises ont laissé des traces dans les esprits.

Dans ce pessimisme ambiant, des groupes se prennent à rêver à leur grandeur passée et qui n'a jamais été oubliée et entretiennent la mémoire de cet Empire défunt⁸⁹⁷ (**Chapitre 1**). Depuis les années 1980, dates à laquelle le néo-ottomanisme a vu le jour, à nos jours, l'idée s'est ancrée dans le paysage politique turc et, désormais, est le cheval de bataille des forces religieuses, les gülenistes⁸⁹⁸ mais aussi de l'AKP. Toutes deux appartiennent à la mouvance nationaliste et elles insufflent au pouvoir étatique une forme de légitimité historique par un ancrage de l'Etat dans l'ottomanité ou néo-ottomanité (**Chapitre 2**).

⁸⁹⁶ **Murinson, A**, *The strategic depth of doctrine of Turkish foreign policy*, In : Middle Eastern Studies, n°6, vol 42,2006, pp.945-964.

⁸⁹⁷ Titre d'un ouvrage de **François Fejtö**, *Requiem pour un Empire défunt : histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie*, Seuil, 1993, 464 p.

⁸⁹⁸ Les gülenistes appartiennent à la confrérie néo-nurcu incarnée à l'heure actuelle par l'iman Fetullah Gülen qui fut un allié de l'AKP avant d'être déclaré hors-la-loi. Il vit en exil aux Etats-Unis.

Chapitre 1. La Turquie : nostalgie "d'un Empire défunt"

L'historien Alexandre Benningsen avait coutume de dire, que pour comprendre la Turquie il faut voir la continuité dans la discontinuité et vice-versa, une idée tout à fait pertinente, car aucune idéologie n'est jamais vraiment éliminée de la vie politique ; c'est le cas du rêve ottoman qui a été remis à l'ordre du jour par le Président de la République, Turgut Özal (1927-1993) qui faute de temps n'a pu faire aboutir l'idée. Le néo-ottomanisme porte essentiellement sur des visions stratégiques destinée à recréer un Empire fondé sur l'influence, beaucoup plus que sur la possession de territoires. Ahmet Davutoğlu (1959-) ex-ministre des Affaires étrangères de Recep Erdoğan a proposé une approche néo-ottomane qui cherche à rétablir la «*profondeur stratégique*» de la Turquie sur les territoires auparavant occupés par l'Empire ottoman, par le biais du «soft power». Ahmet Davutoğlu n'a fait que reprendre l'idée maîtresse de la politique de Turgut Özal dont le principal objectif du néo-ottomanisme était d'améliorer les relations économiques, culturelles, politiques, diplomatiques et militaires avec les voisins musulmans et les Balkans. Cette vision de l'avenir du pays est un renoncement à la politique étrangère kémaliste axée sur l'identité nationale de la Turquie débarrassée de ses attaches moyen-orientales et dont la politique étrangère était tournée vers l'Occident. Mustafa Kemal étant désireux de mettre un terme à ses relations avec les ex-provinces arabophones de l'Empire : le Moyen-Orient et l'Afrique du nord.

Aussi bien, pendant la période de Turgut Özal que pendant celle de l'AKP, on assiste à une reprise en main de la souveraineté de l'Etat. Le pouvoir n'est plus soumis aux exigences extérieures et il définit désormais sa propre ligne politique. Dans un cas comme dans l'autre, les deux pouvoirs souhaitaient aller vers une paix à l'intérieur du pays et pratiquer la politique de l'oubli. C'est une idée qu'il ne cessera de défendre et dans le but d'instaurer une concorde nationale (**Section 1**) car l'idée de Grande Turquie (**Section 2**) ne pouvait passer que par la paix à l'intérieur du pays et la solution à des problèmes qui n'avaient jusqu'alors trouvé aucune issue.

Section 1. Turgut Özal, instaurer un esprit de concorde nationale

Dès lors qu'il cesse d'être animé par l'esprit de conquête, l'Empire ottoman cherche à établir la paix et la concorde. Comme nous l'avons mentionné, c'est toute la raison de la création du *millet*.

L'idée étant de ne pas provoquer de heurts et d'éviter les troubles, c'est ce que l'on retrouve dans la *Fitna* car les sultans avaient une peur panique du désordre. La solution au problème passe par la religion, « *Ce chaos, qui met en péril le Moyen-Orient, qui menace ses lieux saints et déchire le tissu social, représente la hantise séculaire des oulémas, les docteurs de la Loi. Ils le nomment fitna, ou guerre au cœur de l'islam* »⁸⁹⁹.

Le nouveau président est issu de l'intelligentsia turque, mais aussi, et il ne s'en cache pas est fortement marqué par la confrérie des Nakşibendi à laquelle il appartient. Aussi, son approche de la société turque ne peut donc être la même que celle des milieux nationalistes pour lesquels la politique de la tension faisait partie de la stratégie.

Cette politique interne apaisée sera reprise par l'AKP, c'est d'ailleurs ce qui lui permettra d'accéder au pouvoir après les années de tumultes qui ont plongé la Turquie dans un état de chaos quasi permanent et ponctué la vie politique de coups d'Etat.

En premier lieu, sa politique de concorde nationale visera à renouer les fils d'un dialogue interrompu avec les Kurdes et enfin trouver une issue à ce problème (**Paragraphe 1**), suivie d'une politique internationale d'intégration tournée vers l'Occident, car c'est sous sa présidence que l'on notera une avancée notable, des démarches en vue d'une intégration à l'UE (**Paragraphe 2**).

⁸⁹⁹ **Kepel, G**, *Fitna : guerre au cœur de l'islam*, Gallimard, 2004, p. 19.

Paragraphe 1. Une ébauche de solution à la question Kurde

Turgut Özal a été le précurseur d'une recherche d'une solution négociée au conflit kurde⁹⁰⁰, ses origines kurdes, mais aussi son appartenance à la confrérie très implantée au Kurdistan, ont joué un rôle déterminant dans sa volonté de mettre un terme à un conflit qui mine l'unité nationale et qui contribue à ternir l'image du pays.

Il s'est convaincu que la position kémaliste à l'égard des Kurdes et qui consistait à nier toute forme de spécificité entre les citoyens turcs, n'était plus concevable.⁹⁰¹ En outre, pour lui qui aspirait au développement économique à l'amélioration de l'image de la Turquie dans le monde, ne pouvait concevoir que celle-ci soit entachée par l'état de guerre permanent entre l'Etat turc et le *PKK*⁹⁰² qui est responsable de la mort de 30.000 personnes⁹⁰³. Cette « sale guerre » porte atteinte aussi au processus de démocratisation dont il aspire voir la réalisation. Et pour mener à bien cette politique, il prévoit des grands projets dans le sud-est de la Turquie visant à donner à cette partie où la majorité des Kurdes un développement économique et ce de manière à éradiquer toute forme de contestation qui puise ses racines dans la pauvreté et la politique. Pendant les années de sa présidence, un concept visant à réunir les composantes de la nation turque voit le jour, il s'agit de l'idée d'une identité commune **(A)**, l'autre idée de Turgut Özal est de trouver une solution à la crise chypriote qui porte préjudice à l'image turque dans le monde **(B)**.

⁹⁰⁰ Cette volonté de mettre un terme au conflit avec les Kurdes du *PKK*, lui a attiré de nombreuses inimitiés surtout dans le milieu nationaliste, mais aussi de l'Etat-profond. En 1993, il décède des suites d'une crise cardiaque. C'est du moins la version officielle, mais sa famille a toujours soutenu la thèse de l'assassinat. Leurs demandes répétées d'autopsie n'ont jamais abouti. Mais en 2011, le Président Abdullah Gül a demandé à ce qu'il ait autopsie. Celle-ci a révélé une mort par empoisonnement au Polonium, Americium et DTT.

⁹⁰¹ Le Traité de Lausanne avait classé les Kurdes parmi les minorités nationales, ce à quoi, les Turcs ne pouvaient se résoudre, car pour eux, la minorité ne peut être que chrétienne.

⁹⁰² Le *PKK* a été créé en 1984 par Abdullah Öcalan.

⁹⁰³ De 1984 à 1999

A. Renouer avec l'idée d'une identité commune : Türkyeli

Troquer une identité fondée sur l'ethnie ou la religion contre un droit du sol, est une idée répandue dans l'intelligentsia turque. Depuis une décennie environ l'on assiste à un glissement sémantique et au terme de *Türk* que l'on juge par trop restrictif on tend à lui préférer *Türkyeli* qui signifie "être de Turquie", abstraction faite de l'origine de la personne, de ses origines familles, sa religion. Si un individu revendique son appartenance à la Nation turque, il l'est *de facto*.

Souvent issus de la mouvance kémaliste, de nombreux intellectuels s'interrogent sur l'identité turque et la définition qui lui est donnée par l'idéologie officielle y compris kémaliste. Ils remettent en cause, l'un des credo, selon lequel la turcité ne peut s'adresser qu'aux anciens Turcs musulmans de l'ex-Empire ottoman, celle-ci excluant le plus logiquement du monde les Arméniens, les Grecs.

Etienne Copeaux résume ce qui s'est alors déroulé : « *En même temps que Mustafa Kemal instaurait la laïcité, la construction nationale turque s'est donc faite conformément à un principe religieux, quoiqu'en dise l'histoire officielle ; elle a été la réalisation, sur le plan national, de l'équivalence qui existait depuis longtemps dans les esprits entre les mots « turc » et « musulman ». Cette confusion a continué durant toute l'histoire de la république et se retrouve, aujourd'hui encore, a contrario, dans des formulations fréquentes au sein de la population « minoritaire » d'Istanbul : « Je ne suis pas turc, je suis Grec (ou Juif, ou Arménien) », disent volontiers ces citoyens de la république de Turquie. Ces éléments ont favorisé l'émergence d'un nationalisme incluant dans ses valeurs fondamentales l'appartenance à l'islam. »⁹⁰⁴*

Autrement dit Mustafa Kemal essentiellement parce qu'il n'avait pas d'autres alternatives a consacré le *millet-i hakime*, donc musulman au détriment des minorités de la République.

⁹⁰⁴ Copeaux, E, « *La nation turque est musulmane* », In : Groc G (dir.), *Formes nouvelles de l'islam en Turquie*, Les Annales de l'autre islam, n° 6, Inalco-Erism, Paris, 1999, pp. 327-342.

Bien qu'issu d'une famille kémaliste, le politologue, Oran Baskin⁹⁰⁵ n'en n'est pas moins convaincu, que ce qui continue à provoquer dans le pays, des crises identitaires et à rendre certaines questions sans réponse, comme le « problème turc », c'est la définition même de l'identité turque, que Mustafa Kemal a fondé sur l'appartenance à une race.

Au lieu de choisir le sol, il déplore le choix du nom du peuple "Türk" au lieu de "Türkiyeli"⁹⁰⁶ qui signifie « être de Turquie ». Cette fois, la revendication s'effectue à partir d'un Etat existant : la Turquie et non plus à partir d'un groupe humain. Ce qui éliminait de la communauté nationale les autres groupes qui n'avaient d'autre choix que de revendiquer leur appartenance réelle, arménienne ou kurde.

L'erreur du nationalisme kémaliste aurait été d'avoir remplacé la supra-identité "ottomane" par une des infra-identités, qui composante de l'un des *millet* au lieu de construire la nation sur l'appartenance à une terre. Pourtant, Mustafa Kemal avait lors de la guerre Greco-turque, fondée l'identité sur la « supra identité territoriale », autour de la notion de « Turquie »⁹⁰⁷

*« L'identité positive : "Heureux celui qui se dit turc", avait proclamé Atatürk. C'était déjà un grand pas à l'époque qu'il ait préféré le "qui se dit" au "qui est / qui est né"... Mais s'il avait dit "qui se dit Türkiyeli », une formulation qu'il avait employée jusqu'en juillet 1923, alors l'expression aurait embrassé tout le monde sans exclure ni les non-musulmans, ni les Kurdes. Mais c'était les années trente en Europe. »*⁹⁰⁸

Rappelons que les ottomans n'étaient plus turcs dans une acception ethnique et d'ailleurs ne se reconnaissent plus eux-mêmes comme tels.

Ce que nombre d'intellectuels reprochent c'est une vision stricte de l'appartenance à la nation turque, voie étriquée qui a conduit par la suite au rejet des « minorités » présentes en Anatolie, à l'impossibilité à nouer le dialogue avec les Kurdes ou à reconnaître les exactions commises en 1915 contre les populations arméniennes de l'est du pays.

⁹⁰⁵ **Baskin, O**, *Son Defa Türk ve Türkiyeli*, In : Agos, 20 octobre 2004, <http://www.bianet.org>.

⁹⁰⁶ **Grigoriadis, I**, *Türk or Türkiyeli? The Reform of Turkey's Minority Legislation and the Rediscovery of Ottomanism*, *Middle Eastern Studies*, Vol. 43, N° 3, mai 2007, pp. 423-438.

⁹⁰⁷ *Turquie : désir d'Europe ?* In : Cemoti, **Yerasimos, S**, (dir), 2003, <https://cemoti.revues.org>.

⁹⁰⁸ **Baskin, O**, *Turquie : plein ou creux, ce nationalisme d'Atatürk ?* In : *Turquie européenne*, 23 octobre 2011, <http://www.turquieuropeenne.eu>.

Comme le souligne la romancière Elif Şafak : "*Les Turcs devraient pouvoir partager la douleur des Arméniens, commente-t-elle sobrement. Mais, pour les nationalistes, l'Etat est monolithique, et toute différence culturelle, religieuse ou sexuelle est un danger.*"⁹⁰⁹

En 2013, le gouvernement de l'AKP va franchir une étape et mettre un terme à une création remontant à l'année 1972. Il s'agissait du serment accompagné de l'hymne national que les écoliers se devaient de prononcer, le lundi matin et le vendredi et qui proclamait la chose suivante :

«*Je suis turc, honnête et travailleur. Je suis turc, je suis juste, je suis dur au travail (...) Mon existence est un cadeau à la vie turque. Heureux celui qui se dit turc.*»⁹¹⁰

Cette mesure qui fait partie d'un train de réformes baptisées : *paquet démocratique*, provoque une levée de boucliers de la part des nationalistes qui y voient une atteinte à l'identité nationale. L'intention de l'AKP étant de tendre la main aux minorités nationales et notamment en direction des Kurdes qui jugeaient ce serment « raciste ». On peut noter que la position de l'AKP concernant les Kurdes a beaucoup évoluée, avec les événements en Syrie et le rôle actif des Kurdes du PKK contre l'Etat islamique au Levant, dont il sera question un peu plus loin.

Une conception qui nous ramène à la période des *Tanzimat* où en tenant compte de la diversité multiculturelle de l'Empire on avait bâti une nationalité sur la revendication ou l'appartenance à l'Empire ottoman. Cette idée vise à faire établir la paix entre les différentes communautés, y compris à l'extérieure des frontières.

B.Vers un apaisement de la crise chypriote

En Turquie le débat sur les questions dites nationales ou *milli dava* n'existe pas et la question chypriote pendant de nombreuses décennies, n'a jamais véritablement été traitée. C'est en 1974, que l'armée turque intervient, évitant sans doute les Turcs chypriotes d'un probable génocide.

⁹⁰⁹ Perrier, G, *Elif Shafak, l'intrépide d'Istanbul*, In : Le Monde, 21 septembre 2006, <http://www.lemonde.fr>.

⁹¹⁰ Phrase de Mustafa Kemal que les enfants récitaient avant d'entrer en classe. L'AKP l'a supprimée.

Mais l'intervention turque, consécutive au coup d'Etat perpétré par Monseigneur Makarios III, a pour effet de refroidir les relations entre la Turquie et les Etats-Unis qui décident au mois de septembre 1975⁹¹¹, lors d'une séance au Congrès de bloquer les aides et les ventes d'armes à la Turquie.

Turgut Özal dès son arrivée au pouvoir, décide de briser le tabou autour de la question chypriote qui ne cesse d'empoisonner les relations avec l'Occident. Dans le même temps, il souhaite un normaliser les relations turques avec la Grèce : « *Turgut Özal est l'homme du rapprochement avec la Grèce (processus de Davos, 1988) et de la première candidature turque à l'adhésion à la Communauté européenne (1987). Il était aussi l'un des rares dirigeants turcs à avoir envisagé une solution (autre que la partition) pour Chypre, ayant compris que le statu quo constituait un obstacle aux relations de la Turquie avec la CEE puis l'UE, mais aussi avec les États-Unis. Rauf Denktaş reconnaît ainsi dans ses mémoires qu'il proclama la République turque de Chypre Nord (Kuzey Kıbrıs Türk Cumhuriyeti, KKTC) le 15 novembre 1983, avec l'assentiment des militaires turcs, afin de prévenir toute tentative d'Özal de parvenir à un accord dans les négociations sous l'égide de l'ONU* »⁹¹² et le président turc fut mis devant le fait accompli. Turgut Özal a échoué, mais en novembre 2002 le nouveau plan des Nations Unies ou plan Annan a proposé à l'île le modèle constitutionnel suisse tout en tenant compte de l'acquis communautaire. En 2004, l'AKP proche sur la question chypriote de Turgut Özal affirme son souhait de réussir le projet du président défunt.

Paragraphe 2. La politique de l'intégration

Bien que proche de l'islam sunnite et des courants conservateurs, Turgut Özal a néanmoins mené une politique de rapprochement avec l'Occident et les Etats-Unis, car il était très proche du monde anglo-saxon, mais aussi de l'Europe. Il sera le premier président à entamer des discussions en vue d'une adhésion de la Turquie.

⁹¹¹ L'embargo sur les armes durera jusqu'en 1978.

⁹¹² **Bertrand, G**, *Chypre : Vers la réintégration ou la partition définitive ?* In : Cahiers balkaniques, n°33, 2004, <http://www.ceb.revues.org>.

Mettant un terme à la crise qui fait suite au coup d'Etat, il choisit son camp qui sera sans conteste l'appartenance de la Turquie au bloc occidental (A) pour pouvoir regarder vers l'Asie et étendre son aire d'influence vers les pays du Caucase (B).

A.La Turquie rejoint le bloc atlantiste

Il n'a occupé que trois ans, le fauteuil de président, mais Turgut Özal, mais son parcours professionnel est celui d'un grand commis de l'Etat, avec cependant, une incursion dans le monde de la finance. Ce diplômé de polytechnique occupe un poste à la banque mondiale entre 1971-1973. Puis, il préside plusieurs sociétés privées turques jusqu'en 1979. Quatre ans plus tard, il fonde le parti de l'*Anavatan*, ou la mère patrie.

L'ouvrage⁹¹³ du professeur Carroll Quigley (1910-1977), nous permet de comprendre les raisons qui ont amené à la tête du pays, une personnalité au profil politique inédit en Turquie, comme celle de Turgut Özal, au moment précis où le général Evren consent à abandonner la présidence à son profit. Cet ouvrage répond à de nombreuses questions et notamment celles concernant la volonté de Turgut Özal à la fois de se rapprocher de l'Occident, d'assurer la stabilisation de la zone du Caucase, suite à la désintégration de l'URSS, mais aussi d'apporter le développement économique dans la région.

Pour comprendre tout cela, il convient de faire une digression sur l'ouvrage de l'universitaire américain. Ce dernier a étudié les arcanes d'un monde oligarchique opaque dont l'action a été déterminante pour le monde anglo-saxon et, par ricochet, pour la planète entière. Il révèle que cette oligarchie qui a vu le jour au 19^{ème} siècle⁹¹⁴, au sein de l'aristocratie britannique avait pour objectif à atteindre, celui de gouvernance mondiale⁹¹⁵. A la tête le personnage de Cecil Rhodes⁹¹⁶ (1853-1902) qui a fait fortune dans l'extraction des diamants en Afrique du sud et

⁹¹³ **Quigley, C**, *L'histoire secrète de l'oligarchie anglo-américaine*, Le retour aux sources, 30 mai 2015, 454 p.

⁹¹⁴ A l'origine composée de membres de l'aristocratie britannique, elle a traversé l'Atlantique où elle s'est alliée à l'élite économique américaine. Mais pas uniquement, puisqu'elle compte parmi ses membres les plus éminents, des professeurs, journalistes, hommes de loi....

⁹¹⁵ Carroll Quigley révèle que les membres de ce groupe très fermé ont tous pour mission d'apporter le bien être aux populations, par le développement économique, ainsi que la démocratie.

⁹¹⁶ Père de la Rhodésie. Il est aussi à l'origine de la création de l'Afrique du sud.

qui mettra sa fortune au service de son idée, parvenir à la gouvernance mondiale. Pour ce faire, il crée une bourse d'études qui n'est autre qu'un recrutement déguisé, puisque elle vise à aider des étudiants⁹¹⁷ acquis au mondialisme pour les aider à progresser et enfin à occuper des postes clefs qui leur permettront de mettre en place son projet gouvernance mondiale. Cette élite ainsi constituée est toujours active et un exemple nous est donné par Barack Obama qui a annoncé la création du marché transatlantique qui devrait concerner un bloc euro-atlantique, soit un marché de 800 millions de consommateurs. Si l'idée semble nouvelle, elle a été en réalité lancée par le journaliste Clarence Streit⁹¹⁸ (1896-1986), boursier de Cecil Rhodes, avec l'appui de Roosevelt et qui s'appelle l'*Union Now*.

Turgut Özal s'inscrit parfaitement dans la lignée de cette élite mondiale. Après ses études de Polytechnique en Turquie, il part aux Etats-Unis pour y étudier la gestion, et la technologie de l'énergie électrique.⁹¹⁹ Quand il retourne en Turquie c'est pour prendre part aux projets d'électrification du pays (1958).

Le profil et le parcours professionnel de Turgut Özal⁹²⁰ correspondent en tous points à celui des membres de cette élite mondiale. Sa politique d'envergure, avec de grandes réalisations économiques ressemble aux grands projets américains. Sa politique aussi, en faveur de la paix et tournée vers monde occidental, lui qui accordera un soutien inconditionnel aux Etats-Unis lors de la première guerre en Irak, en fait de la Turquie un parfait relais de la politique américaine. Tout cela le place comme l'un des hommes clefs de l'oligarchie, au Proche-Orient.

⁹¹⁷ D'abord Anglais, puis Américains, Allemands et enfin du monde entier. Turgut Özal est certain l'un de ces boursiers.

⁹¹⁸ Il consacrera de nombreux articles à Mustafa Kemal. Parmi les membres de ces cercles (cercle de Milner ou cercle de Cecil Rhodes), on retrouve Arnold J Toynbee qui a été proche de Mustafa Kemal.

⁹¹⁹ Polytechnicien, il a travaillé au début des années 1950, dans l'administration d'état de planification de courant électrique.

⁹²⁰ Il a été proche des Etats-Unis et a dirigé l'Université américaine d'Istanbul.

B. l'aire d'influence eurasiatique

L'effondrement de l'Union soviétique permet au président Özal de défendre une conception « eurasiste » de la Turquie tournée vers l'Europe et vers l'Asie. En ce sens, il préfigure le courant néo-ottoman de l'AKP. La Turquie devient de par sa position géographique un Etat pivot⁹²¹, à la charnière de l'Europe et de l'Asie. Le déploiement qu'il prévoit va se faire par le biais des entreprises turques qui vont partir à la conquête de nouveaux espaces à la fois dans le Caucase et dans les Balkans. Pour ce faire, il va remettre à l'honneur l'idée d'une Turquie puissante bénéficiant d'une aire d'influence étendue et englobant les anciennes possessions ottomanes qui vise à faire de la Turquie une puissance régionale.

Cette politique rejoint la vision de Mackinder qui a développé l'idée d'une « aire-pivot » en Eurasie, dont la Turquie fait partie, en tant que tête de pont des « Balkans eurasiens »⁹²², selon l'expression du politologue Zbigniew Brzezinski.

Cette adhésion à l'aire civilisationnelle eurasienne va permettre d'opérer une mutation de l'identité même de l'Etat. En effet, à la faveur des mutations politiques survenues dans le Caucase et dans les Balkans, suite à l'effondrement de l'URSS, la Turquie, à partir des années 1990 se trouve dans la même situation que l'Empire ottoman, à l'égard de ces mêmes populations qui attendaient de l'Empire qu'il assure le leadership du monde turcophone.

Désormais, et comme l'affirme Zbigniew Brzezinski, « *les ambitions turques rappellent celles de l'Empire ottoman. Mais cet héritage est lointain : l'Empire ottoman a atteint son apogée en 1590 avec la conquête du Caucase et de l'Azerbaïdjan, et il n'embrassait pas l'Asie centrale pour autant* »⁹²³, et le conseiller à la Maison blanche d'ajouter, « *l'expansionnisme de la Turquie actuelle procède plutôt du sentiment de partager une même identité avec les populations turques de cette région* ». Un point de vue très discuté, car le gouvernement de Turgut Öza établira aussi d'étroites relations commerciales et Fetullah Gülen des écoles néo-nurcu visant à réislamiser et à re-turquifier ces populations, qui ont vécu sous domination russe, puis soviétique.

⁹²¹ Il ne fait rien d'autre que de mettre en place la politique américaine qui vise à faire de la Turquie un élément clef dans la stratégie de reconquête de l'Eurasie.

⁹²² **Brzezinski, Z**, *Le Grand échiquier*, Pluriel, 1997, p.20.

⁹²³ **Brzezinski, Z**, *Ibidem*, p.179.

Section 2. La politique eurasiatique de la Turquie

Il s'agit à l'origine du projet américain visant à étendre l'influence américaine qui a choisi pour s'implanter dans ces régions. Le discours se situe à la confluence entre le nationaliste et l'ottomanisme, en faisant aussi intervenir la fraternité musulmane. Les confréries sont très puissantes dans le Caucase, aussi le nouveau pouvoir possède bien des atouts, puisque son président appartient à l'une des plus puissantes confréries à la fois de Turquie et du Caucase.

La conjonction des intérêts américains et turcs va permettre à celle-ci de reprendre sa position géostratégique et de s'affirmer en puissance régionale (**Paragraphe 1**), puis de renouer avec la grandeur passée de l'Empire (**Paragraphe 2**) même si le gouvernement Özal n'aura pas le temps de développer cet aspect de sa politique néo-ottomane.

Paragraphe 1. L'affirmation de la Turquie comme puissance régionale

Le gouvernement turc va agir sur plusieurs fronts : à la fois dans le Caucase, mais également dans les Balkans. A la différence des *Loups gris* qui ont cherché à s'implanter dans le Caucase en axant leur discours sur la ressemblance ethno-linguistique, Turgut Özal sait que la Turquie ne pourra s'implanter durablement, qu'à la seule condition de proposer un plan permettant aux économies nationales d'acquiescer et de créer les conditions de leur développement. Il ne souhaite pas établir un lien trop visible avec les ex-Républiques soviétiques du Caucase de manière à ne pas créer d'antagonismes. Son objectif étant de réunir et non de créer des tensions.

Néanmoins, il dote le Ministère des Affaires étrangères d'une agence, la *TIKA* ou Agence turque pour l'assistance et le développement, celle-ci a vu le jour le 24 janvier 1992 par le décret statutaire n°480 dont les objectifs sont le développement de la part de la Turquie, aux pays turcophones du Caucase, suite à l'effondrement de l'Union soviétique.⁹²⁴

Dès le 4 juin 1992, il lance le *BSEC* ou *Black sea Economic Cooperation*. Il s'agit donc d'une organisation internationale à vocation régionale. En agissant politique et l'économie, les objectifs sont : d'assurer la prospérité, la paix et la stabilité dans la région. Le 25 juin 1992, ce sont quelques onze chefs de gouvernements⁹²⁵ qui sont réunis en Sommet à Istanbul qui aboutira à la *déclaration du Bosphore*⁹²⁶ qui met l'accent sur la nécessité à créer une zone de libre échange, sans laquelle, il ne pourra y avoir de réelle coopération. Le libéralisme y est réaffirmé et les Etats en présence devront respecter la souveraineté de ses voisins afin que tout se déroule dans un esprit de concorde. La Turquie qui est à l'origine de l'Organisation accueille dès le mois de mars 1994 son secrétariat permanent.

⁹²⁴ Depuis le *TIKA* est présent dans tous les pays, y compris les pays africains. Il est l'un des vecteurs de la politique néo-ottomane de la Turquie.

⁹²⁵ Parmi les 11 chefs de gouvernements des pays suivants : Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bulgarie, Géorgie, Grèce, Roumanie, Russie, Turquie, Ukraine. Depuis lors, ils ont été rejoints par d'autres pays dont la Serbie et le Monténégro.

⁹²⁶ Ses deux textes de référence sont la Charte des Nations-Unies et les textes de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe.

La Fondation Konrad Adenauer⁹²⁷ et *ERENET* seront les partenaires de l'Organisation dans le projet *SME* pour le développement des créations d'entreprises.

Dans les Balkans, après la dissolution du bloc soviétique, les quatre pays musulmans sollicitent l'appui d'Ankara, Turgut Özal crée un projet visant à améliorer les télécommunications et les systèmes de transports, reliant ces pays à la Turquie.

Turgut Özal avait déclaré dans le quotidien *Milliyet* du 6 mars 1992 que le 21^{ème} siècle serait assurément Turc et avait adopté le slogan de « l'Adriatique à la Chine », ce qui marquait la fin de la politique isolationniste voulue par Mustafa Kemal. Cet engagement va se manifester auprès des Américains (A) et la Turquie se joindra aux forces américaines dans l'Opération Poised Hammer Forces (B) dans son aide aux Kurdes d'Irak.

A.Le relais de la politique américaine au Proche-Orient

Comme le souligne Dorothee Schmid : « *Ancrer la Turquie à l'ouest est donc le premier objectif poursuivi par toutes les Administrations américaines depuis les années 1940. Cela passe, dans un premier temps, par le bénéfice du plan Marshall et par l'intégration à l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) – alors que la Turquie n'est pas entrée dans la Seconde Guerre mondiale ; par son admission à l'OTAN en 1952, en même temps que la Grèce, pour participer à la guerre de Corée ; puis par le lobbying en faveur du rapprochement de la Turquie avec la Communauté économique européenne (CEE) puis de son adhésion à l'Union européenne (UE). Les États-Unis entérinent ainsi sans état d'âme la double appartenance géographique et identitaire de la Turquie.* »⁹²⁸

Sa position charnière, sur deux continents, la Turquie grâce à ses détroits possède la capacité de verrouiller cette zone. Ces atouts ont conduit les décideurs américains « *qui tentent, de jouer sur les deux vocations, selon leurs propres objectifs dans la région. La*

⁹²⁷ La fondation Konrad Adenauer est un *Think Tank* allemand, ainsi qu'*ERENET* qui signifie Entrepreneurship Research and Education Network of Central European universities.

⁹²⁸ **Schmid, D**, *La Turquie, alliée de toujours des États-Unis et nouveau challenger*, In : Revue géopolitique, 21 décembre 2011, <http://www.diploweb.com>.

*Turquie est pour eux un pays pivot, à même d'articuler des ensembles géopolitiques indépendants, mais aussi vulnérable car exposé, dans une région parcourue de tensions »*⁹²⁹.

En 1980, les deux pays signent le *DECA* qui est le *Defence and Economic Cooperation agreement* qui prévoyait entre autres choses l'assistance américaine en matière de sécurité et de stabilité en Turquie, de permettre aux Etats-Unis de disposer de bases sur le territoire turc.⁹³⁰

Ainsi pour s'assurer de la stabilité de la Turquie, même si le pays est parfois turbulent, l'administration américaine a besoin de s'assurer de l'américanophilie des dirigeants turcs, ce fut le cas avec l'*Etat-profond*, de Turgut Özal et de Fetullah Gülen⁹³¹ qui tous sont liés aux Etats-Unis. Le contrôle de la charnière turque, par l'intermédiaire des élites turques appartenant en réalité à la mouvance de l'intelligentsia anglo-saxonne, est primordial pour maîtriser la problématique moyen-orientale, en bonne harmonie avec l'ensemble européen. Turgut Özal a compris que sa stratégie néo-ottomaniste n'était pas incompatible avec la perception américaine du rôle de la Turquie, il va d'ailleurs apporter sa contribution aux Américains dans le sauvetage des Kurdes irakiens lors de la première guerre d'Irak.

B.L'aide aux Kurdes d'Irak : l'Opération Poised Hammer Forces

Fin 1991, une *no-fly zone* est établie dans le nord de l'Irak par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni pour protéger les insurgés kurdes irakiens de la vengeance programmée de Saddam Hussein. Les Turcs se résolvent à contrecœur aux opérations *Provide Comfort* et *Poised Hammer*, mises en œuvre à partir de la base d'Incirlik, construite près d'Adana, au sud de la Turquie et qui dans le cadre de l'accord signé du *DCA*, leur permet d'avoir une base au Moyen-Orient. Les Turcs acceptent également les sanctions prévues contre l'Irak, malgré la perte économique manifeste que cela implique pour eux. Ils assistent surtout à partir de ce moment-là avec inquiétude à l'autonomisation progressive du Kurdistan irakien, où la guérilla

⁹²⁹ Ibidem, Schmid, D

⁹³⁰ Laçiner, S, *Turgut Özal period in Turkish Foreign Policy: Özalism*, In: Usak Year Book, vol 2 2009 pp.153-205.

⁹³¹ Fetullah Gülen vit aux Etats-Unis depuis 1999.

du Parti des travailleurs du Kurdistan (Partiya Karkerên Kurdistan, *PKK*) est active en Turquie depuis 1984.

Turgut Özal a le souhait de sortir le pays de ce piège kurde et proclame l'aide inconditionnelle de la Turquie au Kurdistan évoquant même la création d'un possible Etat kurde sous la houlette turque. Non seulement, la politique américaine le satisfait, mais en plus elle lui permet d'affirmer son ottomanité. Sa disparition précoce a empêché la réalisation de ce plan visant à apporter la paix à ceux qu'ils considéraient comme les héritiers de l'Empire ottoman.

Paragraphe 2. Les gülenistes dans le sillage de Turgut Özal

Fetullah Gülen que l'on a baptisé l'imam est la personnalité la plus énigmatique du mouvement néo-ottomaniste. Imam de l'une des plus puissantes confréries soufies, en raison de la haute éducation de ses membres, qu'il a voulu à l'image de l'élite anglo-saxonne. Et de fait cette élite turque est capable de s'imposer au plan international. Bien que présent et actif depuis les années soixante, le monde à commencer à s'intéresser à l'imam au début des années 2000 ; au moment où ce dernier accorde son soutien et prend part à une coalition menée par l'*AKP*.

Fetullah Gülen appartient à la mouvance nurcu, créée par Saïd Nursi. A la différence des autres imans des confréries soufies, il a toujours défendu le système républicain de Mustafa Kemal et désapprouvé le système autocratique de l'Empire Ottoman. Le religieux qui est certainement proche de l'élite américaine dont nous avons évoqué plus haut le rôle dans une gouvernance mondiale, s'inscrit dans la droite ligne de la politique de Turgut Özal.

Conscient du fossé idéologique qui le sépare de l'*AKP*, Fetullah Gülen entendait bien imposer ses choix au sein de la coalition qui l'unissait au parti de Recep Erdoğan et de ce fait impulser une politique néo-ottomane. Dès le début, il émet des réserves quant à la modernisation de son pays, souhaitant une modernisation propre à la la Turquie qui soit compatible avec les traditions islamiques du pays.⁹³²

⁹³² **Kazancigil, A**, *Le mouvement Gülen, une énigme turque*, In : Le monde diplomatique, 2014, 6 p. <https://www.monde-diplomatique.fr>.

Son modèle étant l'Empire du Soleil levant, il souhaite renouer et réintroduire le caractère ottoman de la Turquie.

Des dissensions consécutives aux divergences de vues n'ont pas tardé à voir le jour entre les deux partenaires et la dérive autoritaire du parti au pouvoir déplaisant fortement, l'imam n'a pas hésité à critiquer ouvertement des prises de position contraires à son éthique. Car à l'instar de Turgut Özal, l'objectif de l'imam est bien de remettre de la modernité et de l'éthique dans la religion musulmane et dans les mœurs politiques, tout en respectant l'identité turque du pays. Fetullah Gülen qui s'inscrit parfaitement dans la lignée Özaliennne va continuer à développer l'idée de Turquie néo-ottomane (A) qui ne remet nullement en cause l'Etat-nation, puisque les confréries sont proches de cette conception, tout en proposant une religion islamique respectant l'identité turque (B).

A.Fetullah Gülen et le néo-ottomanisme

Avant d'être un mouvement politique, le gülenisme est un mode de pensée et de vie qui porte des idées à la fois religieuses et morales et de modernité. Sans doute par proximité avec le monde anglo-saxon, il combine deux idéaux alliant à la fois, l'honnête dans la vie privée et la réussite sociale. Mais sa définition ne peut se limiter qu'à ces deux aspects, car il revendique son caractère turc voire ottoman.

Il est connu sous plusieurs appellations : Gülenistes, Fethullaci, Hizmet (service), Cemaat (communauté), le mouvement de Fethullah Gülen est parmi les plus mystérieux et controversés de Turquie, allié objectif de l'AKP, au mois d'avril 2014, la brouille a été consommée entre les deux mouvements pourtant d'émanation religieuse.

Tout commence en fait avec Saïd Nursi, né en (1876-1960) à Nurs près de Bitlis, région à forte majorité kurde. Après ses études dans les différentes *medrese*, il s'intéresse aux sciences exactes et aux sciences occidentales. Et sa connaissance du système éducatif européen, lui valent de prendre une position critique vis-à-vis de l'éducation pratiquée au sein de ces institutions traditionnelles. Bien que reconnaissant l'influence de l'ordre soufi des Nakşibendi dans ses pensées, il se montre très critique sur la relation stricte entre les cheikhs et ses disciples.

Ce qui va faire le succès des thèses de Saïd Nursi, c'est essentiellement le volet éducatif de la doctrine⁹³³ qu'il va s'appliquer à développer. Il part d'un constat : les *medrese*, dominées par les ordres soufis, ne répondent pas aux besoins de la société musulmane, puisque les sheikhs tirent avantage de ce système, en instrumentalisant la religion pour leurs propres intérêts. Une conception qui ne pouvait que le rapprocher de Mustafa Kemal, pour qui l'éducation est nécessaire pour changer les mentalités, comme l'a souligné Ernest Gellner : « *on observe deux modèles de modernisation dans le monde musulman : la modernité contre la religion, la modernité à travers la religion. « Pour le premier modèle, le meilleur exemple est le kéralisme. Le kéralisme, qui a accompli le passage d'un empire théocratique à un État-nation laïque, celui-ci n'a pas seulement été un projet de transformation du système politique, mais a également été un projet de changement de civilisation »*⁹³⁴.

Il pense qu'il était urgent de passer d'une foi « imitative » à une foi expliquée. Il estime qu'il est urgent de réconcilier la foi, la raison, et les conditions modernes. Aussi, il n'hésite pas à affirmer que « *le futur sera décidé par la raison et la science. L'interprétation coranique, résolvant les problèmes grâce à la lumière, la raison et la science, formera le futur.* »⁹³⁵

Saïd Nursi devient d'abord une autorité religieuse influente dans sa province d'origine. Il gagne en notoriété et prestige grâce à son engagement pendant la première guerre mondiale sur le front de l'Est, contre la Russie. Au moment de la fondation de la République turque, il œuvre pour que les institutions du pays soient respectueuses de l'islam.

En 1922, Mustafa Kemal l'invite à Ankara, mais à l'issue de cette rencontre, il se déclare profondément bouleversé par la laïcité affichée du Père de la Nation turque.

En désaccord profond avec Atatürk sur la question de la laïcité et du sécularisme, il renonce à l'engagement politique et se retire pendant trois ans du monde. Il met ce temps à profit pour rédiger ce qui va devenir l'ossature dogmatique de son mouvement : le « *Mesnevi-i Nuriye* » qui est par ailleurs considéré comme le squelette des *RNK*⁹³⁶. Mais cette période de contemplation tournera court à la suite de la révolte ethno-religieuse dirigé par un sheikh d'origine kurde, Sheikh Saïd, contre le régime kémaliste en 1925. À la suite de cette révolte

⁹³³ Fetullah Gülen axe son enseignement sur le développement de l'éducation.

⁹³⁴ **Göle, N**, *Musulmane et Moderne*, Paris, La Découverte, 2003, p. 51

⁹³⁵ **Nursi, S**, *Tarihçe-i Hayat*, Nesil Yayinlari, 2002, p. 2230.

⁹³⁶ Acronyme pour *Risale-i Nur Külliyatı* ou Traités de Lumière.

échouée tous les intellectuels et dirigeants politiques de cette région habitée par les populations kurdophones sont contraints à l'exil politique par le gouvernement d'Ankara. En réalité, Saïd Nursi avait refusé de s'engager dans la révolte de Sheikh Saïd, arguant que les Turcs sont les représentants de la religion du Prophète, depuis des siècles. Il déclara : « *Le peuple Turc sert le drapeau de l'islam depuis des siècles. Il a sacrifié beaucoup de martyrs pour l'islam. On ne peut donc combattre avec l'épée, les enfants d'un tel peuple. Nous sommes tous musulmans et donc frères. Les frères ne peuvent s'entretuer* ». ⁹³⁷

Vingt-cinq ans durant, de 1925 à 1950, Saïd Nursi est contraint à l'exil et ce durant neuf années, constamment confronté à la surveillance des forces de l'ordre. Il a également passé 23 ans de sa vie derrière les barreaux. Cependant, il n'a cessé de consacrer toute son énergie à l'écriture de ses œuvres. Il a écrit une grande partie de ses *RNK* durant ces années d'exil. Chaque livre de la collection de *RNK* est composé de petits pamphlets. Durant ces vingt-cinq années passées dans les différentes provinces respectivement à Barla, à Kastamonu et à Afyon qui se situent à l'ouest de la Turquie, il a réussi à attirer l'attention de la population rurale et a ainsi pu former une petite communauté religieuse autour de ses œuvres.

Malgré l'interdiction du gouvernement turc, ses sympathisants sont parvenus non seulement à reproduire ses œuvres à la main mais sont également parvenus à les propager clandestinement dans tout le pays. Finalement la mobilisation clandestine de la communauté des nurcu a fini par irriter le gouvernement kémaliste en 1935. À la suite de cela, Saïd Nursi et son entourage furent condamnés à 11 mois de prison par la Cour d'Eskişehir les accusant d'« établir un ordre secret susceptible de menacer « le régime républicain ». ⁹³⁸

Après l'adhésion turque à l'*OTAN* et à la suite du retour du multipartisme sur la scène politique, une nouvelle ère politique a commencé en Turquie. En 1950, le Parti Démocrate dirigé par Adnan Menderes a remporté les premières élections démocratiques en Turquie face au *CHP* fondé par Atatürk et ayant gouverné la Turquie durant 27 ans. Le cadre administratif du Parti Démocrate était composé d'hommes politiques prônant le conservatisme et le libéralisme. Saïd Nursi s'est également engagé en faveur du Parti démocrate. Il a également appelé ses disciples à voter pour le Parti Démocrate durant les élections législatives. Cette

⁹³⁷ **Aydın, A, I**, *Dynamiques religieuses et logiques éducatives : Les Centres d'éducation du mouvement de Fethullah Gülen en France*, Mémoire soumis à l'Institut d'études politiques de Strasbourg, Strasbourg, 2004, p. 14

⁹³⁸ **Necmeddin, S**, *Son Şahitlerin Gözüyle Bediüzzamman*, Istanbul, Yeni Asya Yayınları, 1979, p. 102.

participation passive à la politique a été qualifiée comme étant la troisième phase de sa vie, communément appelé *Üçüncü Said* ou « Troisième Saïd ».

Adnan Menderes était conscient de la popularité de Nursi au sein de la société anatolienne et cela l'a poussé à nouer de bonnes relations avec lui, ce qui a conduit Saïd Nursi à soutenir ouvertement le mouvement politique de Menderes, mais il a interdit ses disciples de participer au Parti démocrate. À cette époque, le nouveau gouvernement a levé l'interdiction sur la publication des *RNK*. À partir de 1956, les *RNK* ont été publiés pour la première fois en alphabet latin.

Il crée son mouvement mystique, apolitique et piétiste qui ne vise qu'à renforcer la foi et la pratique religieuse de la population. Entre clandestinité et semi légalité, son mouvement devient populaire à travers tout le pays.

Se développent un peu partout des cercles de lecteurs de son œuvre fondamentale, *la Risale i Nur*, lettre de la Lumière, une exégèse du Coran. Le contenu de cette lettre n'est pas politique, mais uniquement spirituel, et il n'a d'autres ambitions que d'expliquer le Coran et les autres textes fondamentaux de l'Islam, hadith notamment.

À sa mort, le mouvement qu'il a créé est actif dans tout le pays, il intervient alors la scission du mouvement en plusieurs tendances, chacune dirigée par un disciple proche de Saïd Nursi, et dévouée à une tâche particulière : diffusion de son œuvre maîtresse, promotion de ses idées dans les cercles académiques, ou encore l'éducation.

Parmi les disciples directs de Nursi, figure Fethullah Gülen (1938), originaire d'une ville près d'Erzurum. Issue d'une famille conservatrice, il est séduit par les écrits de Saïd Nursi, qu'il n'a pourtant jamais rencontré personnellement. Sa carrière commence au sein de la Diyanet⁹³⁹.

Dans la ville d'Izmir où il travaille en tant qu'imam rétribué par l'Etat, il jette petit à petit les bases d'un mouvement dont la première ambition est de permettre aux enfants d'être plus performants à l'école. Dans l'esprit de Saïd Nursi le mouvement de Fethullah Gülen fait la part belle aux programmes éducatifs, ce qui le rapproche de la vision kémaliste de l'avenir du

⁹³⁹ Rappelons que la Diyanet a été créé sur ordre de Mustafa Kemal, il s'agit d'un organisme officiel, qui tient lieu de ministère des affaires religieuses, qui gère l'islam en Turquie.

pays, qui voit en l'éducation, un moyen non seulement de se constituer une élite capable de rivaliser avec l'Occident et de tenir sa place au sein des nations.

A partir janvier 1980, le passage à une économie turque vraie économie de marché permet à toutes les mouvances religieuses, y compris celle de Fethullah Gülen, de concilier motivation religieuse, réussite économique et projets éducatifs. Ainsi, apparaît une nouvelle génération d'entrepreneurs turcs que l'on appelle les « Tigres anatoliens »⁹⁴⁰ qui ont vu le jour sous la présidence de Turgut Özal et qui s'épanouissent au sein de la confrérie.

La mouvance *fethullahci* se développe sur tout le territoire. Dix ans plus tard, de nouvelles opportunités s'ouvrent à l'extérieur des frontières nationales et particulièrement en Europe mais aussi aux Etats-Unis, où Gülen réside depuis de nombreuses décennies.

La chute du bloc socialiste libère les Balkans, le Caucase, l'Asie centrale et ouvre de nouveaux marchés à des milliers d'entreprises turques. Parmi ces entrepreneurs turcs figurent des hommes d'affaires, des éducateurs qui se reconnaissent dans les idées de Fethullah Gülen et dans sa vision de l'islam, car il est le seul à privilégier l'éducation, ce qui fera la fortune de son mouvement.

Mais pour Fethullah Gülen l'important reste le rayonnement de l'islam à travers la science et en dépit d'une incompréhension idéologique profonde entre les kémalistes, il reste persuadé que le rayonnement de la Turquie passe par la l'acquisition de la culture, lui qui déclare dans ses sermons qu'étudier la physique, les mathématiques et la chimie signifie adorer Dieu, il veille dans ses écoles à une stricte égalité entre les filles et les garçons.⁹⁴¹

Pour le politologue Hakan Yavuz, la pensée de Gülen est orientée vers l'État et sa souveraineté⁹⁴², et il serait intéressé par l'économie de marché et les politiques économiques néolibérales proches des thèses de Turgut Özal, dont il partageait la doctrine du *soft power* qui a vu le jour aux Etats-Unis.

⁹⁴⁰ **Tekdal, A.**, *Les tigres anatoliens face à la crise* In : Zaman, 23 mars 2015, <https://www.zamanfrance.fr>.

⁹⁴¹ Informations contenues sur le site de Fetullah Gülen, <https://www.fgulen.com>.

⁹⁴² *Réflexion sur le mouvement Gülen : comment l'islam promeut la démocratie libérale en Turquie*, In : Centre d'études et de réflexion sur le Hizmet, 3 août 2015, <http://centrehizmet.org>.

B.Le Soft power de Gülen : une force sociale et politique

Lorsque l'AKP est arrivé pouvoir, elle comptait dans ses rangs de nombreux compagnons de route de Turgut Özal,⁹⁴³ parmi lesquels on trouve Fethullah Gülen, très vite considéré comme l'éminence grise de l'AKP.

Pour de nombreux politologues, il est évident que les Gülenistes n'étant pas un parti, ils ne feraient qu'un maigre score aux élections. Ce qui signifie que la force du mouvement réside dans son mode de fonctionnement quasi opaque, où les membres ne déclarent jamais ouvertement leur appartenance à la confrérie.

Pourtant les thèses de la confrérie ne cessent de séduire, et le nombre de ses adeptes de croître car il offre une à des intellectuels : professeurs, des médecins, des ingénieurs turcs de pouvoir vivre leur religiosité dans la vie civile. Les Gülenistes se retrouvent au sein de cercles religieux (*Sohbet*) ou de Maisons de lumière (*Isik evleri*) pour discuter théologie mais aussi démocratie, éducation, société. Objectif: transformer une motivation religieuse en mouvement social, «*réconcilier la vie séculière et la vie religieuse comme la modernité et la tradition*»,⁹⁴⁴ explique le chercheur Erkan Toguslu.

On peut supposer que les années passées dans la clandestinité, dès la période de Saïd Nursi lui ont permis d'adopter un mode de fonctionnement occulte. Ce qui ne l'empêche pas d'attirer sur lui l'attention de l'establishment militaro-séculaire qui soupçonne la confrérie de vouloir étendre ses ramifications au sein de l'appareil d'Etat.

Bridé à l'intérieur de la Turquie, le mouvement devient transnational à partir des années 1990 avec toujours la même idée: construire des écoles plutôt que des mosquées. D'abord en Asie centrale puis en Europe, aux Etats-Unis, en Asie et depuis quelques années en Afrique. A ce jour, il compterait quelque 500 écoles dans une centaine de pays.

Dès lors, il acquiert une fortune dont la provenance reste inconnue avec le mouvement a sa propre organisation patronale, *Tuskon*, ses journaux, le groupe de presse *Zaman*, et de

⁹⁴³ La présence de ces hommes politiques connus pour leur américanophilie parmi lesquels on trouve Fetullah Gülen a permis de rassurer l'Etat-profond et les militaires qui auraient pu invalider l'élection d'Erdogan.

⁹⁴⁴ **Bonzon A**, *La néo-confrérie Gülen, Etat dans l'Etat et épine dans le pied d'Erdogan*, In : Slate, 23 décembre 2013, <http://www.slate.fr>.

nombreuses associations mais surtout, il se met à pratiquer une politique de réseau voire même d'entrisme, et on le soupçonne surtout dans les milieux kémalistes de vouloir infiltrer l'Etat et de devenir par sa politique un Etat dans l'Etat.

Et pour s'en convaincre, il suffit de se reporter à une vidéo de 1999 qui lui avait valu des poursuites judiciaires et causé sa fuite aux Etats-Unis, Fethullah Gülen avait enjoint à ses disciples de :

*Vous devez pénétrer les artères du système sans que personne ne remarque votre présence jusqu'à ce que vous atteigniez tous les pouvoirs centraux... jusqu'à ce que les conditions soient favorables, ils (les fidèles) doivent continuer ainsi. S'ils font quelque chose de prématuré, le monde écrasera nos leaders, et les musulmans souffriront partout. (...) vous devez attendre jusqu'à un tel moment que vous ayez en main tout le pouvoir de l'État (...) Jusqu'à ce moment, se contenter d'un pas franchi sera trop prématuré – comme casser un œuf sans attendre les 40 jours entiers nécessaires à son éclosion. Ce serait comme tuer le poussin à l'intérieur».*⁹⁴⁵

Une stratégie qui n'est pas rappeler l'art de la dissimulation préconisée par le Coran lui-même et que l'on connaît sous le nom de « *taqqiya* » ou du « *ketman* » persan et qui permet d'atteindre son objectif sans jamais le dévoiler jusqu'à sa réalisation.

Sous sa forme la plus connue, la *taqqiya* est une pratique qui consiste à dissimuler son appartenance à un groupe religieux et à pratiquer en secret sa religion dans le but spécifique d'échapper à des persécutions. La dissimulation peut être passive, ou aller jusqu'au stade actif (allant jusqu'à feindre les us et coutumes religieuses des adversaires quand la vie est menacée de façon non équivoque ou quand la torture est utilisée comme moyen de persécution). Car le Coran interdit aux musulmans d'être l'instrument de leur propre mort.

Malgré cela, les adversaires de la confrérie sont nombreux.

⁹⁴⁵ **Popp, M**, Le monde obscur du mouvement islamiste de Fethullah Gülen, In : Turquie européenne, 21 août 2012, <http://www.turquieeuropenne.eu>.

Doğan Bermek, président des Fondations aléviées : « *je suis convaincu que les Fethullahci influencent l'agenda politique et qu'ils ont des liens étroits au sein des plus hautes sphères de l'Etat* »⁹⁴⁶

Même accusation provenant de l'ancien chef de la police, Hanefi Avcı, auteur d'un bestseller *Haliç'te Yaşayan Simonlar*, dans lequel il affirme que le mouvement de Fethullah Gülen aurait infiltré les forces de police et manipulé les procès clefs de l'affaire Ergenekon par le biais de juges et procureurs acquis aux thèses du mouvement.

Selon la journaliste Ariane Bonzon « *les services secrets (MIT) leur restent en grande partie inaccessibles (sauf la Direction des Services de renseignements). En 2012, le conflit entre les deux anciens alliés apparaît au grand jour lorsque la néo-confrérie tente une opération de déstabilisation contre le chef du MIT, Hakan Fidan, fidèle parmi les fidèles de Tayyip Erdogan* ». ⁹⁴⁷

Mais les cercles d'influence de la confrérie s'étendent jusqu'au Etats-Unis où son mouvement pratique le lobbying et selon Sinan Ulgen, président du centre d'analyses Edam, "*il peut d'ailleurs mobiliser de 30 à 40 membres du Congrès*".⁹⁴⁸

En 2002, les membres de la confrérie votent pour l'AKP, en dépit de divergences idéologiques, le premier étant l'héritier de Necmettin Erbakan. Même si l'affaire Ergenekon semble ressouder le mouvement de nombreuses divergences commencent à apparaître et notamment en politique extérieure.

L'activisme de l'*Opus Dei* et des Mormons dans le monde des affaires est sa référence quand il s'agit d'assurer son rayonnement international et la promotion d'un «soft power turc».

Si le concept est né sous la plume de Joseph Nye en 1990 dans *Bound to Lead*, un ouvrage écrit en réaction aux thèses qui évoquaient le déclin de la puissance américaine.⁹⁴⁹

⁹⁴⁶ Bureau, L, M, Değer, L, Rumel, S, *Le mouvement gülen, esquisse de définition, enjeux et défis*, mars 2011, <http://www.iris-france.org>.

⁹⁴⁷ Bonzon, A, *La néo-conférie Gülen, l'Etat dans l'Etat turc et épine dans le pied d'Erdogan*, In : Slate, 23 décembre 2013, <http://www.slate.fr> .

⁹⁴⁸ Demetz J-M, *Fetullah Gülen, l'imam qui fait trembler Erdogan*, In : l'Express, 15 février 2014, <http://www.lexpress.fr>.

Nye affirmait que la puissance américaine n'était pas en déclin puisque le concept de puissance n'était plus le même et devait être reconsidéré. D'une part, les États-Unis étaient et resteraient longtemps la première puissance militaire, et d'autre part le « rattrapage » économique par l'Europe et le Japon était une conséquence prévisible d'un retour à la normalité après les inégalités dues à la Seconde Guerre mondiale.

Mais surtout, Joseph Nye soutient que désormais les États-Unis disposent d'un avantage comparatif nouveau et amené à jouer un rôle croissant à l'avenir : la capacité de séduire et de persuader les autres États sans avoir à user de leur force ou de la menace.

Il s'agit d'une nouvelle forme de pouvoir dans la vie politique internationale contemporaine, qui ne fonctionne pas sur le mode de la coercition, mais sur la capacité à convaincre.

Selon Joseph Nye, le *Soft power* ou la puissance de persuasion reposent sur des ressources intangibles telles que : l'image ou la réputation positive d'un État, son prestige (souvent ses performances économiques ou militaires), ses capacités de communication, le degré d'ouverture de sa société, l'exemplarité de son comportement (de ses politiques intérieures mais aussi de la substance et du style de sa politique étrangère), l'attractivité de sa culture, de ses idées (religieuses, politiques, économiques, philosophiques...), son rayonnement scientifique et technologique, mais aussi de sa place au sein des institutions internationales lui permettant de contrôler l'ordre du jour de ses débats (et donc de décider de ce qu'il est légitime de discuter ou non) et de figer des rapports de puissance au moment où ils lui sont le plus favorables...

De prime abord, la notion rentre en conflit avec l'islam traditionnel, sur un point capital : le prosélytisme, or Fethullah Gülen est très strict à ce sujet de demande à ses adeptes de ne pas le pratiquer. Stratégie pure ? Ou réelle volonté de poursuivre le dialogue interreligieux amorcé dès les années 1980 lorsque Fethullah Gülen rendait visite à Jean-Paul II.

L'organisation mise sur une approche pacifique voire même séductrice et vise à se rapprocher des autres communautés religieuses, entretenant des liens avec la Papauté et les autorités rabbiniques israéliennes.

⁹⁴⁹ Parmi ces ouvrages, signalons le livre de **Paul Kennedy**, *Naissance et déclin des grandes puissances : transformations économiques et conflits militaires entre 1500 et 2000*, Payot, 2004, p.92.

Mais comme le souligne le politologue Bayram Balci la stratégie de Gülen est de vivre en bonne intelligence avec les autorités civiles des pays dans lesquels sont implantées à la fois ses écoles, mais aussi ses associations qui réunissent les Turcs aux autochtones.⁹⁵⁰

Cette volonté de se fondre dans la société d'accueil n'est pas sans rappeler les Constitutions d'Anderson recommandant aux membres de la Franc-maçonnerie qui préconisait à ses membres de respecter scrupuleusement le pouvoir et de ne pas heurter les pratiques religieuses du pouvoir et de la société. La comparaison de s'arrête pas là, puisque les bonnes mœurs des membres sont exigées.

Et pour les mêmes raisons, il évite de prendre part aux débats de sociétés surtout lorsque ces derniers concernent l'islam. Position stratégique qui lui permet de ne pas attirer négativement l'attention sur son mouvement.

Le mouvement a adopté un plan d'action unique, qui va au-delà de la sphère religieuse, auxquelles des organisations avant lui se sont limités. Il a choisi de tailler sa stratégie sur les coutumes, les besoins et les attentes des pays qui ont accueilli son mouvement, afin de ne pas choquer et s'attirer les foudres des pouvoirs en place. Il est malgré tout important de noter qu'il n'a toutefois jamais manqué de faire référence à la religion et au turquisme, selon les sensibilités locales et idéologiques et le degré d'ouverture et de tolérance sur le terrain. Cela peut donc varier dans le même pays. A la différence d'autres mouvements turcs et musulmans, les gülenistes n'ont jamais cherché à construire des mosquées et des écoles musulmanes, ou bien encore à faire des prêches ouvertement les vendredis. Le mouvement de Fethullah Gülen s'est bien gardé de dévoiler ses objectifs religieux, même en Asie centrale et en Afrique, en Europe ou aux Etats-Unis de sorte que sa vraie nature religieuse est totalement obscure.

Pour des raisons de stratégie, le mouvement de Gülen ne prend jamais part aux débats houleux sur la place de l'islam dans les sociétés occidentales et notamment pour la question portant sur le voile, même lorsque ceux-ci qui semblent dresser les sociétés occidentales contre les communautés musulmanes. Au contraire, les associations cherchent à établir des

⁹⁵⁰ **Balci, B**, *Le Hizmet de Fethullah Gülen. Quelle place dans l'islam en France et en Europe ?* 2015, <http://www.spire.sciencespo.fr>.

liens étroits avec les chrétiens et les organisations juives.⁹⁵¹ L'objectif étant de prendre pied là où parfois les sociétés ont une image négative des musulmans.

L'exemple le plus probant de l'exploitation du *Soft power* güleniste à l'étranger se trouve en Afrique. Totalement méconnu des Turcs il y a encore dix ans, le continent africain est après l'Asie centrale et le Caucase leur dernière terre d'expansion économique, au point qu'ils y sont décrits comme les "nouveaux Chinois". Pour 2011, l'objectif des échanges commerciaux vise les 140 milliards d'euros, presque trois fois plus qu'en 2005 ! Pionniers de cette aventure, les hommes d'affaires gülenistes partent à la conquête de leurs marchés difficiles. Leur présence va de pair avec le renforcement du maillage diplomatique du pays dans ces territoires à conquérir. Fin 2011, la Turquie dispose de 30 ambassades sur le continent, contre 6 en 2006...⁹⁵²

On a tendance à opposer le *Soft power* de Fethullah Gülen à l'autoritarisme du premier ministre Erdoğan et cette différence d'approche a été une source de conflit au sein du pouvoir turc.

L'affaire de la flottille *Mavi Marmara* qui a jeté un froid sur les relations turco-israéliennes, a profondément divisé les deux hommes et Fethullah Gülen a ouvertement pris position contre l'Etat turc estimant la confrontation avec Israël inutile et en 2010, la presse pro-Gülen avait dénoncé l'envoi du Mavi Marmara à Gaza contre l'avis des autorités israéliennes, lui-même dira que ce qu'il a vu à la télévision "n'était pas beau" et que les humanitaires et autres organisations en route pour Gaza auraient dû demander à Israël la permission de s'approcher de Gaza. Juge-t-il la confrontation avec l'Etat hébreu prématurée et de nature à porter atteinte à son mouvement ? Comme le fut Mustafa Kemal avec les pays voisins, qui estimait devoir construire la Nation turque plutôt que de rentrer dans des conflits interminables contre ses voisins. Ou bien est-il persuadé qu'une opposition serait de nature à mettre en péril les liens qu'il a tissés avec les autorités rabbiniques ?

Autre visage du *Soft power*, cette fois-ci dirigé vers les manifestants du parc Gezi, pourtant peu enclins à la religion : « *le mouvement de Gülen a exprimé sa sympathie pour la composante citoyenne et environnementaliste des manifestations autour du Gezi Parki à Istanbul tout en se désolidarisant des autres composantes (alévis, extrême gauche et*

⁹⁵¹ A l'instar de Turgut Özal dont il poursuit l'œuvre, il souhaite établir un consensus et non diviser.

⁹⁵² **Marchand, L.**, *Fethullah Gülen, l'éminence grise du pouvoir turc*, In : l'Express, 9 juin 2011, <http://lexpansion.lexpress.fr>.

kémalistes) hostiles à « la dérive islamiste du gouvernement Erdoğan ». Fortement critiquée en Turquie et à l'étranger, la répression policière a causé énormément de tort à l'AKP. Dans une déclaration publique, Fethullah Gülen a dénoncé l'action des forces de l'ordre et le refus d'Erdoğan de régler les problèmes du pays par le dialogue ». ⁹⁵³

L'ambiguïté du personnage ne permet pas de définir avec certitude ses intentions réelles, car pour l'heure et en opposition à la doctrine islamique, il a opté pour un *soft power turc*, qui laisse sceptique les politologues, car ce dernier tranche avec l'image des pouvoirs musulmans en place, mais il s'inscrit dans la continuité des actions entreprises par Turgut Özal.

Le mouvement se veut apolitique, mais au contraire axé sur la religion. C'est à travers son volet éducatif qu'*Hizmet* s'assure la pérennité de son mouvement et à l'instar de Mustafa Kemal qui avait misé sur une éducation turque répandue à travers toutes les couches sociales, l'imam a repris cette idée force et que pour répandre la turcité, il fallait accroître son réseau éducatif.

Derrière cette volonté de répandre la connaissance, ce sont deux piliers que Mustafa Kemal avait souhaité abattre, qui sont restaurés : l'islam et l'ottomanité. Plus question de se priver de l'héritage musulman et particulièrement soufi, ni même de renoncer à l'esprit de la *Fetih* en reconquérant les anciennes terres ottomanes, voire même pousser plus loin l'esprit de conquête. Tout cela s'insère parfaitement dans le discours nationaliste.

Dès 1948, on retrouve dans les textes la notion de « *Hizmet* », de service rendu, telle quelle sera utilisée par les tenants de la synthèse turco-islamique. Comme le souligne Etienne Copeaux, le premier historien à s'emparer de cette notion et de l'affirmer avec force est l'historien et rédacteur des livres d'histoire, Yüksel Turhal ⁹⁵⁴ :

« Les services rendus par les Turcs à l'islam sont nombreux : Résumons-les brièvement dans ce paragraphe :

⁹⁵³ **Balci B**, *Entre mysticisme et politique, le mouvement de Fethullah Gülen en Turquie*, In : Ceri, 25 octobre 2013, <http://www.sciencespo.fr/ceri/fr>.

⁹⁵⁴ **Copeaux, E**, *L'image des arabes et de l'islam dans les manuels d'histoire turcs depuis 1931*, In : Cemoti, vol 12 n°1, 1991, pp. 195-212.

- Les Turcs ont pris comme but suprême la protection du monde musulman, qui était dans une situation de décomposition. En premier lieu, ils ont protégé les Samanides et le califat contre les entreprises des shiites extrémistes. Ils ont fait obstacle à Byzance puis l'ont anéantie, et on fait de même avec les Croisés qui prenaient l'Islam à revers. C'est en créant divers Etats turcs que les Turcs se sont fait les protecteurs de l'Islam. Enfin, c'est contre l'Europe entière que les Ottomans ont poursuivi cette œuvre de protection, jusqu'au 20^{ème} siècle.
- Les Turcs ont déterminé le cours de l'histoire pendant mille ans en Inde, en Asie centrale, au Proche-Orient, en Afrique du Nord et en Europe orientale.
- Les pays qui sont de nos jours musulmans, comme l'Afghanistan, le Pakistan, le Bangladesh, le nord de l'Inde, ainsi que plusieurs sociétés européennes (les Albanais, les Bosniaques, etc), ont été gagnés à l'Islam par les Turcs. Ils forment ensemble la moitié au moins de la population musulmanes.
- En créant des œuvres immortelles dans tous les domaines du savoir et des arts, les Turcs ont fait largement progresser la civilisation »

*« Maintenant nous vivons un printemps douloureux. Une Nation est en train de renaître. Une nation se compose de millions de personnes, une de celle qui durera pendant de longs siècles, Selon la Volonté de Dieu ... Elle est en train de renaître avec sa propre culture, propre civilisation. S'il est vrai que donner naissance à un être est une chose douloureuse, on peut concevoir comme cela peut l'être, lorsqu'il s'agit de donner naissance à des millions de personnes. Naturellement, nous allons souffrir. Il ne va pas être facile pour une Nation qui a accepté l'athéisme, le matérialisme, pour une Nation habituée à évoluer loin de ses racines de remonter en selle et chevaucher à nouveau son cheval. Mais toutes nos souffrances et nos sacrifices en vaudront la peine ».*⁹⁵⁵

Dans ce discours adressé à ses fidèles, Gülen fait une nette allusion à l'athéisme de la République turque, qui aurait éloigné les Turcs d'eux-mêmes ; des idées qui ne sont pas sans rappeler celles de Mustafa Kemal à ceci près que, pour le Ghazi, l'Islam avait éloigné le Turc de sa véritable identité, tandis que pour Fetullah Gülen, celle-ci passe par une nécessaire

⁹⁵⁵ Site de Fetullah Gülen, <https://www.fgulen.com/fr>.

réappropriation des valeurs musulmanes qui se confondent donc avec l'ascension ottomane, dont l'un des moments les plus marquants est la prise de Constantinople.

Les deux hommes ont cependant une approche commune pour ce qui est de la modernité et de l'éducation et surtout du rayonnement culturel de la Turquie par sa langue.

Dans les années 1990 profitant de l'ouverture effectuée par les *Loups gris* et le gouvernement turc en direction des pays du Caucase et d'Asie centrale, il a établi un réseau conséquent d'écoles, l'objectif étant d'y créer une élite capable de rivaliser avec les élites occidentales ; une démarche qui n'est pas sans rappeler le « nationalisme économique » préconisé par Mustafa Kemal qui voyait un avenir à la Turquie que dans les conditions où une bourgeoisie turque parviendrait à voir le jour.

En revanche ce qui sépare le gülenisme du kémalisme c'est sa fascination pour l'Empire ottoman qui fait partie intégrante de l'identité turque et qui se manifeste par une volonté de renouer avec le passé ottoman tout comme pour ses anciens territoires, comme le souligne Bayram Balci

*« Nostalgique de la grandeur ottomane, Gülen voue également un culte particulier à l'Asie centrale, qu'il ne cesse de saluer dans ses livres. D'après lui, l'Anatolie doit son identité turque, son caractère islamique et son haut degré de civilisation à l'Asie centrale. Les arguments qu'il avance à ce propos ne sont pas sans fondements (Ömer Lütfi Barakan). Il a été historiquement prouvé que l'islam et la turcité ont été effectivement diffusés en Anatolie par des missionnaires venus des steppes d'Asie centrale. En revanche, il omet de souligner le fait qu'à leur arrivée en Anatolie, la nouvelle patrie des Turcs avait déjà connu bien des civilisations. Mais chez Gülen, le fait que l'Anatolie actuelle doive son caractère islamique et turc aux lointains missionnaires mystiques des 11^{ème}, 12^{ème} et 13^{ème} siècles, suffit à justifier l'action de ses disciples. Selon lui, la mission que se donnent ses disciples ne constitue qu'une dette morale envers les descendants de ces mystiques qui ont permis à l'Anatolie d'être ce qu'elle est aujourd'hui ».*⁹⁵⁶

⁹⁵⁶ **Balci, B**, *Les écoles néo-nurcu de Fethullah Gülen en Asie centrale : implantation, fonctionnement et nature du message véhiculé par le biais de la coopération éducative*, In : Revue des monde musulmans et de la Méditerranée, n°101-102, 2003, pp.305-330.

Le politologue Bayram Balci note la chose suivante : « *on trouve une multitude d'idéologies dans la pensée de Fethullah Gülen. Islam, turcité, ottomanisme, dans le sens d'une nostalgie de la grandeur ottomane, défense de l'État et de l'ordre établi, occidentalisme, au sens de respect de la civilisation occidentale, sont des thèmes chers à Gülen et c'est à partir de leur mélange que l'alchimiste Gülen est parvenu à bâtir son empire au-delà des frontières de la Turquie. Mais la sauce n'aurait pu prendre sans l'habileté particulière de Gülen et sans ses discours affectifs (et parfois larmoyants) dans le plus pur le style de Billy Graham, le célèbre télé-évangéliste américain* ». ⁹⁵⁷

On peut supposer que ce syncrétisme visant à concilier différentes doctrines, a pour objectif de rassembler les Turcs derrière une seule et même bannière, ottomane et peut-être de réaliser la prédiction de Süleyman Demirel qui voyait un 21^{ème} siècle turc et s'étendant de l'Adriatique à la muraille de Chine, un vieux rêve qui n'a cessé de hanter des générations entières de Turcs.

La notion débouche sur des actions concrètes. Dans ses discours l'imam utilise fréquemment l'expression *dar al Hizmet*.

Cette expression revêt une importance capitale dans le discours de l'imam et s'appuie sur l'action sociale. D'ailleurs Fethullah Gülen préfère parler de son mouvement en termes de « mouvement Hizmet »

Louis-Marie Bureau qui a travaillé sur le mouvement révèle que l'objectif de celui-ci est d'œuvrer pour le bien de l'humanité qui passe nécessairement par le choix d'une « voie droite » de l'Islam son bien être passe par son bien-être économique et l'accès à la modernité technologique.

Le *Hizmet* concilie le spirituel et le matériel et cette notion essentiellement religieuse passe par la réalisation d'actions concrètes à même d'accroître son rayonnement ainsi la création d'une école ou d'une entreprise équivaut à celle d'une mosquée et l'entrepreneuriat devient un moyen privilégié permettant de réaliser les aspirations du mouvement.

Et Louis-Marie Bureau relève des similitudes entre le protestantisme et le gülenisme et notamment avec l'œuvre de Max Weber : « *ethique protestante et l'esprit du capitalisme* ».

⁹⁵⁷ Balci, B, Ibidem.

En fait la réussite économique devient le reflet de la religion, car dans la religion protestante, la personne qui réussit socialement est « aimée de Dieu ».

L'historienne Linda Colley dans ses nombreux ouvrages consacrés au nationalisme britannique, a démontré que le Royaume-Uni a associé sa réussite économique au fait d'être une nation protestante et commerçante parce que son bien-être dépend d'un commerce florissant.

Fethullah Gülen a adapté sa philosophie au modèle anglo-saxon, comme l'avait fait Turgut Özal et Ahmet Davutoğlu, qui appartiennent en définitive à la mouvance de Cecil Rhodes. Il affirme que l'islam fait partie intégrante de l'identité turque, comme l'a démontré la synthèse turco-islamique, et que le don du commerce est un privilège accordé au croyant.

Et le croyant qui a un « cœur sincère », notion qu'il traduit par *ikhlas*, d'inspiration soufie et que l'on retrouve dans les écrits de Saïd Nursi traduit la pureté de l'intention et il est dit que pour réussir et atteindre ses objectifs il convient d'agir de manière désintéressée.

On lui donne le nom de *Nurgeoisie*, néologisme formé sur : nurcu et bourgeoisie ou bien en référence aux *Tigres d'Asie centrale*, on la définit par le nom de Tigres d'Anatolie.

Spirituellement proche de la mouvance Gülen, cette classe sociale a fait l'apparition au début des années quatre-vingt dix, on les qualifie souvent de calvinistes de l'islam, en raison du dynamisme dans les affaires et la foi qui les caractérisent. Le vieil imam a ouvertement manifesté son soutien au renforcement de cette éthique islamique ouverte à la modernité, ceci afin que son peuple soit reconnu comme détenant un leadership sunnite et une bonne image auprès du monde occidental. Cette bourgeoisie conservatrice d'entrepreneurs est aussi liée à la libéralisation économique et à la montée en puissance du courant de l'islamisme politique, auquel elle est liée.

Unis sous la bannière de la Tukskön, ils contrebalancent la Tüsiad qui est plutôt une association regroupant une élite séculaire, qui ne place pas l'islam au cœur de sa pratique du business. L'organisation patronale Müsiad⁹⁵⁸ est elle aussi proactive pour faire la promotion des intérêts industriels et commerciaux turcs à travers le monde.

⁹⁵⁸ La Müsiad compte en son sein plus de 7 500 membres et 35 000 sociétés, qui emploient à elles seules plus de 1,5 million de personnes à travers toute la Turquie. Pour la seule année 2013,

Depuis la crise financière, la stagnation européenne, les Turcs vivent mal le demi-siècle d'attente et songe à une phase de repli vers la tradition et les États avec lesquels ils partagent des traits communs. Il y a une bascule stratégique qui s'oriente particulièrement vers les territoires avec lequel la turcité et l'islam ont les points communs.

Comme second niveau, ils sont le fleuron de la politique néo-ottomane en ce qu'ils permettent à la Turquie de rayonner économiquement et de ce fait de renforcer son leadership. Enfin à un niveau plus large, il s'agit de cibler des collaborations tout azimut avec des pays frères, du point de vue de la religion et notamment grâce aux acteurs humanitaires de la *TIKA* qui introduisent des produits turcs ou développent des projets avec des entreprises turques certains pays africains.

l'ensemble des entreprises adhérentes ont généré 17 milliards de dollars à l'exportation. L'organisation possède un bureau à Paris.

Conclusion Chapitre 1

L'ottomanité est une notion qui a été réintroduite dans la politique turque par Turgut Özal, en accord avec les Etats-Unis, pour qui, elle ne représente pas une entrave à la politique de gouvernance mondiale et eurasiatique.

Turgut Özal, Fetullah Gülen et d'une certaine façon, Ahmet Davutoğlu⁹⁵⁹ des élites anglo-saxonnes permis de faire avancer le projet eurasiatique, mis en place par les élites anglo-saxonnes, tout en préservant l'identité turco-ottomane.

Ces trois personnalités poursuivent inlassablement l'objectif de leur prédécesseur, elles constituent un maillon de ce pouvoir, elles ont travaillé à préserver la paix et tiennent un discours d'apaisement, comme ce fut le cas après les attentats du 11 septembre 2001. Fetullah Gülen exprima sa colère contre cet événement qui a porté : *« un grand coup à la paix mondiale et qui a injustement discrédité les croyants. Le terrorisme ne peut jamais être utilisé au nom de l'islam ni pour atteindre des objectifs islamiques. Un terroriste ne peut pas être un musulman et un musulman ne peut pas être un terroriste. Un musulman ne peut être que le représentant et le symbole de la paix, du bien et de la prospérité »*.⁹⁶⁰

Prenant ainsi ses distances vis-à-vis du terrorisme, mais aussi de certains Etats arabes qui ont manifesté un anti-américanisme virulent, son objectif est d'amener la paix dans cette partie du monde en maintenant la primauté des Etats-Unis. Comme le soulignait Samuel P. Huntington : *« Un monde dans lequel les Etats-Unis n'auraient pas la primauté connaîtrait plus de violences et de désordres, moins de démocratie et de croissance économique que si les Etats-Unis continuaient comme aujourd'hui, à avoir plus d'influence sur les affaires globales que tout autre pays. Le maintien de la primauté des Etats-Unis est essentiel non seulement*

⁹⁵⁹ Le personnage est très controversé, car il est présenté comme étant très proche des Frères musulmans, mais sa démission de son poste de Premier ministre montre qu'à terme son désaccord avec le président de la République, risquait de l'entraîner dans la rafle qui a lieu suite au coup d'Etat de juillet 2016 et qui emporte tous les opposants au régime totalitaire qui est en train de voir le jour en Turquie.

⁹⁶⁰ <http://www.fgulen.com/fr>.

*pour le niveau de vie et la sécurité des Américains, mais aussi pour l'avenir de la liberté, de la démocratie, des économies ouvertes et de l'ordre mondial ».*⁹⁶¹

Fetullah Gülen a permis à l'AKP d'accéder au pouvoir, il représente une sorte de caution morale, l'assurance pour les Etats-Unis que le néo-ottomanisme n'allait pas se muer en Etat islamique. Sans leur présence au sein de la nouvelle coalition, les militaires n'auraient jamais accepté de se désaisir du pouvoir et les Etats-Unis n'auraient jamais apporté son appui à ce gouvernement.

De son côté, l'AKP a pratiqué la politique de la confiance comme le souligne Tancred Jossieran : *« Rejetant l'opposition frontale, Erdogan opte pour une ligne réformiste d'apaisement, il élude du programme les aspects les plus polémiques. Refusant le qualificatif d'islamiste, il définit son mouvement comme fondé sur une approche « démocrate et conservatrice » . Le parti prône l'intégration à l'Union européenne, l'économie de marché et la défense des valeurs traditionnelles, synonyme habile pour désigner l'islam ».*⁹⁶²

Mais si ces formes religieuses ouvertes à l'Occident qui ont banni toute forme de violence, et aspirant à la paix sont en train de perdre du terrain au sein de l'AKP, c'est parce qu'on assiste à un important changement dès le référendum de 2010 à savoir, un virage autoritaire visant à éliminer l'opposition en proposant une réforme de la justice en enlevant des pouvoirs à la cour de cassation et au Conseil d'Etat qu'il considère comme les derniers bastions de l'ancien régime⁹⁶³.

L'apaisement de l'Etat turc, grâce à Turgut Özal a certes été la ligne de conduite des débuts de l'AKP, mais les guerres en Syrie et en Irak sont venues la donner.

⁹⁶¹ **Huntington, S, P** « *Why International Primacy Matter* », In: International Security, Printemps 1993, p.83.

⁹⁶² **Jossieran, T**, *La Révolution anatolienne, Dix ans qui ont changé la Turquie*, In : Les clés du Moyen-Orient, 28 mars 2013, <http://www.lesclesdumoyenorient.com>.

⁹⁶³ **Insel, A**, *La nouvelle Turquie d'Erdogan, du rêve démocratique à la dérive autoritaire*, La Découverte, 2016, p.139.

Chapitre 2. Les forces religieuses moteur de la néo-ottomanité

S'il existe un domaine dans lequel la nouvelle orientation politique est la plus manifeste, c'est sans nul doute la politique internationale, où la Turquie tente de reprendre pied dans les ex-possessions ottomans, à la fois dans les Balkans, en Hongrie ou bien à la faveur des printemps arabes dans les pays du Maghreb et bien sûr en Syrie. Ce rapprochement avec les anciennes provinces s'est effectué par le biais de la religion et de l'appartenance du nouveau promoteur de l'idée néo-ottoman Recep Erdoğan à la mouvance des Frères musulmans.

Cette politique que l'on présente comme nouvelle, a été initiée dans les années 1980 par un président proche des confréries, elle sera ensuite développée par un proche des Frères musulmans.

La politique néo-ottomane de l'AKP est une revanche contre l'Occident, mais aussi contre les élites kémalistes coupées des réalités de la Turquie profonde, il s'agit d'une promesse de grandeur à l'adresse du peuple, qui se réalise à travers le destin national et sous l'étendard de l'islam turc.

« Les victoires de l'AKP en 2002 (34%), 2007 (47%) et 2011 (50%) révèlent le vote sanction d'une population turque exaspérée par les scandales politico-financiers à répétition d'une élite occidentalisée coupée du pays. Profitant de l'effondrement des partis de centre-droit qui avaient fixé des années 1950 à 2000 l'électorat conservateur et musulman, c'est toute la droite turque qui se retrouve rassemblée sous la baguette de l'AKP »⁹⁶⁴

Cette nouvelle politique, dont Recep Erdoğan se veut le promoteur, lui a permis d'instrumentaliser les rancœurs et autres frustrations du peuple à l'égard de l'Occident⁹⁶⁵ et d'avancer vers un objectif ultime, qui est de faire de son pays une puissance régionale et européenne incontournable. Pour ce faire, il joue sur l'identité turque liée à l'histoire ottomane et à la religion (**Section 1**) tout en proposant un modèle politique en rupture avec le

⁹⁶⁴ Jossieran, T, Ibidem.

⁹⁶⁵ Les rancœurs du peuple se portent également sur les « Turcs blancs » qui représentent l'élite du pays.

kémalisme en sonnant le glas de l'Etat-nation et en renouant avec l'idée d'une Turquie
pouvoir spirituel et de phare de l'islam sunnite (**Section 2**).

Section 1. Une identité entre religion et histoire

Mustafa Kemal voulait rapprocher les différentes composantes de la Nation turque, mais au fil des décennies, c'est le contraire qui s'est produit et les kémalistes ont fini par composer une élite coupée des réalités profondes du pays. La laïcité qui s'est effectuée à marche forcée puis, s'est imposée de manière brutale, y compris au cours des dernières décennies a contribué à éloigner le peuple d'Anatolie de l'élite nationale. L'AKP, dès ses premières années au pouvoir, s'est rangée du côté du peuple, affirmant son intention de mettre un terme au pouvoir de cette élite kémaliste et laïque qui se considérait comme « l'élite naturelle de l'Etat »⁹⁶⁶.

« La Turquie républicaine, par la brutalité de ses réformes, s'est selon eux, coupée de son environnement originel. Depuis lors, elle souffre d'une véritable « lobotomie » culturelle. Empire cosmopolite, l'Etat ottoman a su maintenir, vaille que vaille, une certaine harmonie entre ces composantes. L'islam doit retrouver sa vocation première, celle d'une grammaire commune non seulement aux populations formant le creuset anatolien mais aux peuples voisins partageant la foi du Prophète »⁹⁶⁷.

La référence à l'Empire ottoman permet de dépasser toutes les rancoeurs et de renouer avec un passé où l'Empire dominait militairement les puissances chrétiennes, leur inspirant une certaine crainte. De nombreux membres de l'AKP estiment que la première grande trahison est venue du pouvoir impérial lui-même a été suggérée par l'Occident. Et pour beaucoup, la responsable en suggérant des réformes à l'Empire ottoman et l'exemple exécré est le *Hatt i Humayun* qui a donné aux non musulmans, les mêmes droits qu'aux musulmans.

Le nationalisme turc, pour légitimer ses actions a eu tendance à recourir à l'histoire, ce fut le cas d'Atatürk, mais aussi des idéologues de la *STI*. L'AKP ne déroge pas à cette règle et fait de l'histoire ottomane sa référence (**Paragraphe 1**), dans le même temps, le retour à une néo-ottomanité ne peut se concevoir sans l'affirmation de l'identité religieuse. Aussi, l'AKP se démarquera du legs politique laissé par Atatürk et refusera l'idée du maintien de l'Etat-nation, qui est une construction étatique européenne et donc contraire à l'islam (**Paragraphe 2**).

⁹⁶⁶ **Insel, A**, *La nouvelle Turquie d'Erdogan*, opus déjà cité, p.161.

⁹⁶⁷ **Josseran, T**, *Ibidem*.

Paragraphe 1. L'histoire ottomane comme idéologie de référence

L'arrivée au pouvoir de l'AKP est marqué par une certaine *Ottomania* un vieux rêve qui est n'a cependant jamais cessé de hanter le discours nationaliste, mais aussi des hommes politiques, qui à l'instar de Süleyman Demirel, à la fin des années 1980 prophétisait que la Turquie s'étendrait de l'Adriatique aux confins de la Chine. Autrement dit, dans les limites de l'Empire ottoman, englobant le berceau de « la race turque » : l'Asie centrale.

Depuis le début des années 2000 on assiste à un certain engouement pour cet « Empire défunt », dont les promoteurs sont les responsables de l'AKP, qui ne manquent pas une occasion de lui rendre hommage. Mais cette idée de renaissance de l'Empire a vu le jour sous Turgüt Özal dans les années 1982-1990 à la faveur de la fin de Guerre froide et de la chute des pays satellites de l'URSS dans les Balkans. Dès lors tous les espoirs d'une reconquête, sont permis.

L'AKP va être porteuse de cet espoir et au début du mois d'avril 2012, le Premier ministre s'est fait officiellement représenter aux funérailles de la princesse Neslisah Osmanoglu, dernière représentante de la famille ottomane régnante avant la fondation de la République, en expliquant qu'il s'agissait là pour lui d'un « devoir incontournable »⁹⁶⁸. Au mois de mars 2013, c'est au tour du ministre des affaires étrangères Ahmet Davutoğlu, alors ministre des Affaires étrangères, de recevoir à l'ambassade de Turquie à Londres, les membres de la famille impériale, affirmant leur droit au retour en Turquie et l'obtention de la nationalité turque. Autant de signes qui laissent présager une volonté de renouer avec le passé impérial.

Mais ce regain d'intérêt pour ce qui à trait à l'Empire ottoman n'est pas uniquement comme le souligne Edhem Eldem un « *ottomanisme superficiel fait de slogans et de symboles* »⁹⁶⁹ censés plaire aux électeurs conservateurs et nationalistes partisans d'un régime fort. Il est bien plus que cela. En effet, il n'est pas le rêve d'un seul homme ou d'un groupe d'hommes au pouvoir, il est pour beaucoup un moyen de renouer avec un passé prestigieux, que la croissance turque et une nouvelle stratégie régionale voire internationale laissent entrevoir,

⁹⁶⁸ **Marcou, J**, *Le néo-ottomanisme, clef de lecture de la Turquie contemporaine ?* In : Les clés du Moyen-Orient, 4 mai 2012, <http://www.lescledumoyenorient.com>.

⁹⁶⁹ **Semo, M**, *La folie ottomane d'Erdogan*, In : Libération, 25 mai 2015.

comme l'affirme, Behlül Özkan, professeur à l'Université de Marmara qui résume le néo-ottomanisme de la manière suivante : « *la Turquie n'est pas un Etat-nation ordinaire "mais le centre de la civilisation" [ottomane], (...) [elle doit] devenir un centre politique permettant de combler le vide du pouvoir qui a émergé après la liquidation de l'Empire* ». ⁹⁷⁰

Pour l'ex premier ministre Ahmet Davutoğlu, l'ère kémalienne a empêché la Turquie de jouer son rôle de puissance régionale : « *choisir de devenir un élément de la périphérie sous le parapluie sécuritaire de la civilisation occidentale, plutôt que d'être un centre, même faible, de sa propre civilisation* ». ⁹⁷¹ Et selon ses prévisions, l'heure de renégocier les accords Sykes-Picot ⁹⁷² a sonné. Car la Turquie a vocation à se placer à la tête d'un « *Commonwealth néo-ottoman* » ⁹⁷³ et de reprendre la place qui était la sienne : « *pourquoi la Turquie ne pourrait-elle pas redevenir le leader dans les anciens territoires ottomans dans les Balkans, au Moyen-Orient, en Asie centrale* » ⁹⁷⁴. Ainsi, depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP a adopté une stratégie qui vise à faire du pays une puissance régionale, mais aussi mondiale.

Cette nouvelle orientation a des implications dans le quotidien des turcs, y compris dans l'espace (A) de manière à relier le citoyen à son passé, mais aussi en lui redonnant la notion de faste ottoman (B) qui avait disparu sous le kémalisme.

⁹⁷⁰ **Kristianasen, W**, *Le splendide isolement de la Turquie*, In : Le monde diplomatique, Janvier 2015, pp.6-7.

⁹⁷¹ **Kristianasen, W**, Ibidem.

⁹⁷² Les **accords Sykes-Picot** sont des accords secrets signés le 16 mai 1916¹, après négociations entre novembre 1915 et mars 1916, entre la France et le Royaume-Uni, avec l'aval de l'Empire russe et du Royaume d'Italie. Ils prévoyaient le partage du Proche-Orient à la fin de la guerre. Ce qui est jeu est un espace compris entre la mer Noire, la mer Méditerranée, la mer Rouge, l'océan Indien et la mer Caspienne, et qui doit être partagé entre les belligérants, en plusieurs zones d'influence au profit de ces puissances, ce qui revenait à dépecer l'Empire ottoman.

⁹⁷³ **Diehl, J**, *Turkey's Vision of an Ottoman Commonwealth*, In : The Washington Post, 6 décembre 2010.

⁹⁷⁴ **Semo, M**, *La folie ottomane d'Erdogan*, In : Libération, 25 mai 2015.

A. Une identité spatiale, le Topkapi Kultur Parki

En 2013, Istanbul était en proie à de violentes manifestations, opposant des militants issus des mouvements de droite, de gauche, des Kurdes et nationalistes, tous opposés au projet de transformation du parc Gezi et de la place Taksim, décidés par la Mairie métropolitaine d'Istanbul désignées sous l'acronyme de *IBB* dont le maire, Kadir Topbaş est un membre de l'*AKP*.

Les manifestations qui débutent le 28 mai par un *sit in* d'une cinquantaine de riverains, auxquels s'associent rapidement des centaines de milliers de manifestants dans 78 des 81 provinces turques.

A l'origine le mouvement est mené par des Stambouliotes et des mouvements écologistes qui entendent faire obstacle à la destruction du parc Taksim-Gezi. Ce parc qui est un îlot de verdure au centre d'Istanbul selon l'annonce du gouvernement, ce dernier est appelé à disparaître, pour faire place à un projet de restructuration de la place Taksim. Celui-ci prévoit la restauration de la caserne ottomane de la place Taksim, l'édification d'une mosquée et d'un opéra en lieu et place du Centre culturel Atatürk (AKM).⁹⁷⁵ Il est également prévu que la place Taksim se transforme en zone piétonne. Les manifestations s'intensifient à la suite de la violence de la charge de la police pour déloger un groupe occupant le parc. Les protestations se sont généralisées avec des revendications anti-gouvernementales.

Mais bien vite il s'agit d'une opposition aux projets du gouvernement, car derrière le projet se cache l'idéologie néo-ottomane du gouvernement turc, car la caserne que le gouvernement se propose de reconstruire date de l'époque ottomane et traduit à elle seule la nouvelle vision du monde dans lequel s'est engagé l'*AKP* : redonner une identité ottomane à l'espace turc.

Un autre aménagement de l'espace urbain a été réalisé en 2009, il s'agit de la création du Topkapı Kültür Parki, sis sur le site de l'ancienne gare autoroutière de Topkapı *Otogar*, un lieu insalubre et peu conforme à l'image de ville moderne que veut se donner Istanbul.

Néanmoins au-delà de la réhabilitation d'un site urbain, des aménagements de l'espace ont été effectués conformément aux directives des hommes politiques de l'*AKP*. Dans

⁹⁷⁵ *Erdogan relance le projet de réaménagement du parc Gezi à Istanbul*, In : Zaman, 20 juin 2016.

l'enceinte actuelle du Topkapı Kültür Parkı⁹⁷⁶, on retrouve les trois grandes mosquées stambouliotes, dont la Kütüphanne, la Tekkeci Ibrahim Aga (1591), la mosquée Ilyaszade.

L'Université Fatih Sultan Mehmet Vakif prend place dans le Yenikapi Mevlevihanesi construit en 1598 par Mehmet Efendi chef des janissaires, ce dernier, appartient à un complexe religieux qui comprend la mosquée de Merkez Efendi.

Il ne faisait aucun doute au moment de la création du parc, que ces mosquées, en raison de leur caractère historique, ne pouvaient être détruites. Il en va de même pour les cimetières ottomans qui sont situés sur les deux tiers de la muraille byzantine de Théodose II, qui ceint le vieil Istanbul.

Par cette action, la municipalité a remédié à ce que Jean-François Pérouse a nommé « *la métaphore de la mémoire urbaine décousue* ». ⁹⁷⁷ Car il est évident qu'elle n'appartient pas à l'histoire proprement dite ottomane, et que les autorités turques successives, en ont eu largement conscience, au point que le secrétaire général de la Mairie métropolitaine d'Istanbul déclarait : « *Les murailles byzantines n'appartiennent pas à notre héritage culturel, détruisons-les* ». ⁹⁷⁸ Depuis, cette vision de l'histoire a été complètement retoquée et le pouvoir a trouvé un moyen, par leur existence, d'exalter la victoire ottomane de 1453, la fameuse *Fetih* ou prise de Constantinople. Mais en leur donnant une place dans le nouveau dispositif urbain, ils atténuent leur extranéité et redéfinissent cet espace :

« À considérer le discours des pouvoirs locaux concernant les murailles depuis les années 1950, on constate que celui-ci est focalisé sur un « événement-clé », qui joue véritablement comme un souvenir-écran, occultant tous les autres moments que cristallisent les murailles. Ce moment est celui de la Conquête, que les milieux « nationalistes-conservateurs » et islamistes, fêtent avec régularité depuis mai 1953, date des cinq cents ans de celle-ci, sans que cette date ne soit considérée comme une fête nationale, sanctionnée par un jour chômé.

⁹⁷⁶ Conf la carte en annexes.

⁹⁷⁷ **Pérouse, J-F**, *La muraille terrestre d'Istanbul ou l'impossible mémoire urbaine*, In : Rives méditerranéennes, 2003, pp.27-44, <http://www.rives.revues.org>.

⁹⁷⁸ **Pérouse, J-F**, Ibidem.

Pour la première célébration, s'est en effet constituée en 1953 une « Association de la Conquête » dont le but était de tout mettre en œuvre pour rappeler ce moment fondateur. Ainsi peut-on voir, à la hauteur des premières brèches faites au moment de la Conquête, des plaques commémoratives posées en 1953, qui exaltent le superbe Conquérant et ses troupes hardies. »⁹⁷⁹

Comme le soulignent Marie Gloor et Helin Karaman dans l'étude consacrée au Topkapı Kültür Parki : *« ces différents éléments conservés ou revalorisés renvoient donc à un passé présenté comme commun. A ce titre, il envisageable d'appréhender la conservation de ces éléments dans un processus de légitimation du projet de Topkapı Kültür Parki, qui permet en outre de fixer un cadre de référence identitaire commun. Avec la conservation d'éléments ottomans, nous avons affaire à l'autre face du processus de recyclage et réappropriation matérielle et symbolique de l'espace ».*⁹⁸⁰

Cette volonté de recycler le patrimoine et de le fixer dans son cadre ottoman, semble bien en accord avec l'orientation politique de la Turquie de l'AKP, comme le note Jean Marcou : *« Cette relecture de l'histoire ottomano-turque dont les sous-entendus politiques sont à peine voilés, survient au moment même où l'Empire connaît un regain d'intérêt et de sympathie populaires, qui se manifeste de multiples façons. On observe en particulier les efforts faits pour restaurer le patrimoine architectural ottoman dans la plupart des grandes villes turques. A Istanbul, l'une des réalisations marquantes des dernières années a été le musée panoramique Istanbul 1453, qui exalte la prise de Constantinople, et draine quotidiennement un public nombreux d'origine modeste presque exclusivement turc ».*⁹⁸¹

A cette réappropriation de la muraille théodosienne, il convient d'ajouter le musée panoramique d'Istanbul « 1453 », qui retrace les moments de la prise de Constantinople et dont la visite s'achève par une grande fresque en 3D, mise en scène de 360° qui se trouve

⁹⁷⁹ **Pérouse, J-F**, *La muraille terrestre d'Istanbul ou l'impossible mémoire urbaine*, In : Rives méditerranéennes, n°16, 2003, pp. 27-44.

⁹⁸⁰ **Gloor, M, Haraman, H**, *Le Topkapı Kültür Parki dans le processus de normalization des espaces publics à Istanbul : discours, production et usages*, Master Aménagement et urbanisme, La Sorbonne, Paris 1, 84 p.

⁹⁸¹ **Marcou, J**, *Le néo-ottomanisme, clef de lecture de la Turquie contemporaine*, In : clés du Moyen-Orient, 4 mai 2012, <http://www.lesclesdumoyenorient.com>.

sous un dôme, où les historiens et les chercheurs ont réussi à plonger les visiteurs en plein cœur de la conquête de la ville. En parallèle à cette ottomanité renaissante, se trouve la volonté de l'AKP d'associer les pays turcophones du Caucase. Ainsi, l'Azerbaïdjan, le Kirghistan disposent de leur pavillon permanent.

En août 2016, la référence à l'Empire ottoman, avec un ouvrage majestueux⁹⁸² qui enjambe les deux rives du Bosphore et qui porte le nom du sultan Yavuz Sultan Selim⁹⁸³, est aussi une référence directe à la conquête. Au cours de l'inauguration qui a eu lieu le 26 août 2016, le président de la République a délivré un message : *"Nous sommes en Europe, et nous allons rejoindre l'Asie par la mer pour la troisième fois"*⁹⁸⁴. Soulignant l'importance stratégique de la Turquie, comme carrefour à cheval sur deux continents.

B. La renaissance du faste ottoman

Au moment où l'Europe célébrait la bataille de la Marne, la Turquie revivait la prise de Constantinople. La photo officielle de l'événement montre le président de la République en train de descendre l'escalier de son palais présidentiel entouré de soldats portant les uniformes des seize Etats créés par les Turcs, depuis les confédérations de tribus nomades turcophones d'Asie centrale jusqu'à la République, fondée en 1923 sur les ruines de l'Empire ottoman. Cette mise en scène n'a pas d'autre objectif que de faire le lien entre le passé turco-ottoman et le pouvoir de l'AKP, en prenant soin de contourner la période de la République.

Par ce faste retrouvé, il y a une mise en scène du pouvoir lui-même, le changement de la résidence présidentielle d'Ankara⁹⁸⁵ au profit d'un palais de style néo-seldjoukide, souligne la

⁹⁸² Le pont Yavuz Sultan Selim, a été mis en service le samedi 27 août 2016. Il s'inscrit dans le cadre d'un gigantesque projet autoroutier devant permettre à la plus grande ville de Turquie de s'étendre vers la mer Noire

⁹⁸³ Le sultan Yavuz Selim fut le 9^{ème} sultan de l'Empire ottoman et le premier à porter le titre de calife à partir de 1517). Il succéda à son père Bayezid II. Son fils n'est autre que Soliman le Magnifique. La référence au califat est très nette. Il y a donc dans le choix de ce sultan, une visée ottomane mais aussi religieuse.

⁹⁸⁴ *Le pont Yavuz Sultan Selim inauguré sur le Bosphore*, In : Culturebox, 27 août 2016, <http://culturebox.francetvinfo.fr>.

⁹⁸⁵ Depuis Mustafa Kemal, les présidents de Turquie ont toujours résidé au palais de Çankaya.

volonté de se démarquer des années kémalistes, quant au choix du palais, Aksaray, construit sur une colline au milieu d'une forêt⁹⁸⁶, il est porteur d'une triple symbolique, d'une part le mot *Ak* signifie blanc et met l'accent sur la pureté à la fois morale et religieuse du nouveau parti, ensuite, il porte les initiales de son propre parti l'*AKP* et enfin il fait référence à la cité du même nom qui se trouve au cœur de l'Anatolie, près de Konya, sur la route de la soie, donc en territoire seldjoukide. La ville était le cœur religieux de l'Empire Seldjoukide,⁹⁸⁷ ce qui révèle une volonté d'en finir avec l'Etat-nation qui est une construction typiquement occidentale et dans laquelle les membres de l'*AKP* ne se reconnaissent pas.

Paragraphe 2. Le rejet de l'Etat-nation

« Le 20^{ème} siècle sera peut-être celui de la recomposition des unités politiques soit par un retour aux formes anciennes soit, plus sûrement, par un modèle d'hybridation mélangeant l'ancien et le moderne avec l'aide des nouvelles technologies. »⁹⁸⁸

Pour Mustafa Kemal l'adoption de l'Etat-nation était la solution pour sauver la partie anatolienne de l'Empire ottoman et bâtir sur ses décombres, la Nation turque. Comme le souligne Jean-François Daguzan, *« la fin de l'Empire ottoman et la décolonisation a beaucoup plus privilégié la version de Renan qui voyait dans l'Etat-Nation la rencontre de populations d'origine différentes, d'une terre et d'une adhésion à un ensemble de valeurs communes »⁹⁸⁹* et Mustafa avait adhéré à cette conception, mais les difficultés intérieures et la nécessité d'établir une souveraineté nationale l'ont conduit à durcir ses positions et qui faire *tabula rasa* du cosmopolitisme qui était la caractéristique de l'Empire.

La nation qui va émerger, ne sera pas celle était définie par Renan, mais celle du droit du sang conception allemande qui a conduit, le pays à adopter le discours nazi sur la race. .

⁹⁸⁶ Trois cours administratives, le TOKİ (*Toplu Konut İdaresi*, relevant de la présidence de la République), l'OGM (*Orman Genel Müdürlüğü* dépendant du ministère des eaux et forêts), puis le Conseil d'État déclarent l'illégalité de la construction. Des défenseurs de l'environnement se mobilisent en vain pour protester contre cette construction dans l'un des rares espaces verts d'Ankara⁴.

⁹⁸⁷ On y trouve les couvents soufis de Mevlana.

⁹⁸⁸ **Daguzan, J-F**, La fin de l'Etat-Nation ? Surprise stratégique du XXIème siècle, 10 septembre 2013, In : La revue géopolitique, [http:// http://www.diploweb.com](http://www.diploweb.com).

⁹⁸⁹ **Daguzan, J-F**, *ibidem*.

Le pouvoir islamo-conservateur depuis son accession à la tête du pays ne cesse de s'en prendre à cette image de la nation, qui ressemble de plus à un diktat européen et éloigne une fois de plus les Turcs du *Dar al Islam* et du califat. La présidence d'Erdoğan annonce la fin de ce modèle national, de « l'Etat importé »⁹⁹⁰ (A) et l'idée de présidence sur le modèle européen. (B)

A .Le modèle ottoman, la fin annoncée de l'Etat-nation

Lorsqu'Ahmet Davutoğlu évoque la renégociation des Accords Sykes-Picot. Il s'agit de la remise en question des frontières, telles qu'elles ont été définies, par des puissances occidentales au sortir du premier conflit mondial. Et qui plus est, elles sont le résultat de concertations entre représentants de puissances, jugées colonisatrices et aux objectifs et intérêts contraires à ceux de l'Empire ottoman et des peuples turcophones. Le pouvoir en place tend à substituer à la nation à contrat social, celle au profit de l'Etat identitaire. L'ex-premier ministre Ahmet Davutoğlu subordonne la puissance à l'identité. Le fait de ne pas avoir « *d'identité claire, condamne au manque d'initiative, à l'autisme* ». *Si une société n'est pas « la dépositaire de ses propres orientations et si elle s'effraie de ses propres dynamiques pour se complaire dans l'immobilisme, elle court alors de graves périls* ». ⁹⁹¹ Ce qui n'est rien d'autre que la constatation faite par Mustafa Kemal quelques décennies auparavant.

Un retour vers l'Empire ottoman où l'identité était donnée par la religion et où le pouvoir se partageait entre la religion et le sultan-calife. On peut qualifier le pouvoir ottoman de résurgence de la théorie des deux glaives, ancienne thèse de l'Église catholique romaine, à l'époque médiévale⁹⁹², dont l'Empire ottoman est l'héritier et qui pose le principe de la supériorité du pouvoir spirituel sur le temporel. A ceci près que dans l'Empire ottoman, ce

⁹⁹⁰ **Daguzan, J-F**, La fin de l'Etat-Nation ? Surprise stratégique du XXIème siècle, 10 septembre 2013, In : La revue géopolitique, [http:// http://www.diploweb.com](http://www.diploweb.com).

⁹⁹¹ **Ahmet Davutoğlu**, *Strategik Derinlik*, (Profondeur Stratégique), Kure yayinlari, Istanbul, 2001, p.10.

⁹⁹² Cette doctrine a été mise en place par le pape Boniface VIII, au début du XIVe siècle (1302), dans sa bulle *Unam sanctam*, publiée à l'occasion du très important désaccord qu'il eut avec le roi de France Philippe IV le Bel : « *Dans l'Église il y a deux glaives, le spirituel et le temporel. L'un de ces glaives doit être soumis à l'autre, l'autorité temporelle doit s'incliner devant l'autorité spirituelle.*

pouvoir n'a pas échappé longtemps aux sultans qui ont, avec le califat, réunit les deux pouvoirs. Le président Erdoğan entend bien restaurer ce pouvoir absolu et le coup d'Etat de juillet 2016, devrait l'aider dans cette voie.

B. Erdoğan hyper président ou nouveau sultan de Turquie ?

Depuis quelques années, on assiste à une montée en puissance de l'hyperprésidentialité, voulue par Recep Erdoğan qui n'a cessé de déclarer que le rôle en demi-teinte attribué au président de la République par les Constitutions de 1961 et de 1982 est une aberration. En effet, elles donnent au président de la République, un rôle honorifique comparable à celui de la IV^{ème} République en France, un rôle de « président neutre »⁹⁹³ que Recep Erdoğan se refuse à assumer.

Aussi, pour atteindre à son objectif, qui est d'accéder au rôle d'hyperprésident, il n'a pas hésité, dès les années 2007, au moment de l'affaire Ergenekon, à diviser la société turque en deux, avec d'un côté, les proches de l'AKP et de l'autre les kémalistes et les gülenistes.

Lors des procès qui ont fait suite à l'affaire Ergenekon, il a déclaré soutenir les procès et, « bafouant allègrement la séparation des pouvoirs, n'hésite pas parfois à annoncer l'arrivée de nouvelles arrestations »⁹⁹⁴.

Depuis l'affaire Ergenekon, qui lui a permis de mettre un terme à la tutelle de l'*Etat-profond* et donc des militaires, et de posséder la haute main sur l'exécutif, il œuvre à occuper la fonction suprême, jusque là occupée par Abdullah Gül.

Le référendum de 2010 est généralement décrit comme étant un virage autoritaire de son pouvoir. Au printemps 2010, le gouvernement présente un large projet d'amendement constitutionnel qui porte sur des éléments très disparates de la Constitution, qui servent en réalité à masquer ce qui intéresse vraiment le pouvoir en place : la condition de nomination et l'exercice des membres du Conseil supérieur des juges et des procureurs, et de la Cour constitutionnelle : « en introduisant un système d'élection directe, par les magistrats, de la

⁹⁹³ Gillig, S, *Que va faire Erdogan, nouveau Président de la Turquie*, In : Le Monde, 12 août 2014, <http://www.lemonde.fr>.

⁹⁹⁴ Insel, A, *La nouvelle Turquie d'Erdogan*, opus cité, p.123.

*moitié des membres du Conseil qui gère leur carrière et organise le travail des tribunaux, l'AKP essaye de mettre fin au système de cooptation par la Cour de cassation et le Conseil d'Etat ».*⁹⁹⁵

La nouvelle réforme confère au Conseil de la magistrature une plus grande autonomie du Ministère de la justice, même si le Ministre de la Justice et le secrétaire général du Ministère de la Justice y siègent, comme par le passé. La réforme augmente le nombre des membres de la Cour constitutionnelle et limite leur mandat à douze ans.⁹⁹⁶

L'objectif est de mettre un terme aux ramifications de l'*Etat-profond*, le président du Conseil d'Etat, de la Cour de Cassation et le président du *CHP* se sont opposés, en vain, à cette réforme.

Pour circonvenir ces oppositions, Recep Erdoğan use d'un stratagème qui vise à isoler les opposants et à les désigner à la vindicte populaire. La Cour de Cassation étant la principale opposante au port du voile à l'Université, il a lancé pendant la campagne du référendum le débat en ces termes : « *Nous, nous savons très bien ce que c'est que d'être exclu à cause de son foulard, à cause de sa pratique religieuse, à cause de sa croyance. Nous connaissons très bien ce que signifie de rester dépité devant les portes de l'université* »⁹⁹⁷. Des déclarations qui jouent sur l'émotionnel et qui visent à atteindre son objectif, qui est de détenir tous les leviers du pouvoir.

Les résultats des élections législatives de 2015⁹⁹⁸ qui sans être le succès escompté, lui ont permis de composer un gouvernement de coalition et d'occuper la fonction présidentielle⁹⁹⁹, avec un objectif, faire modifier la Constitution pour y obtenir enfin, les pleins pouvoirs.

Mais Recep Erdoğan est tout à fait conscient de l'opposition à ce projet. Pendant toute la campagne, l'opposition a contesté vigoureusement son projet, qualifié de "*dictature constitutionnelle*". "*Nous allons poursuivre nos efforts pour changer la Constitution avec le*

⁹⁹⁵ Ibidem, **Insel, A**, p.139.

⁹⁹⁶ **Insel, A**, *La nouvelle Turquie d'Erdoğan*, p.141.

⁹⁹⁷ **Insel, A**, p.140.

⁹⁹⁸ L'AKP, le parti islamo-conservateur au pouvoir, obtient 41% des voix, et 259 sièges dans un Parlement qui en compte 550. Suivent le *CHP*, social-démocrate, avec 25% des voix et 131 élus, le MHP nationaliste (16,5% des voix et 82 élus), ainsi que le parti kurde *HDP* (12,6% et 78 élus).

⁹⁹⁹ Il a fait campagne sur les slogans « Une nouvelle Turquie » avec « l'homme du peuple ».

*soutien d'autres partis*¹⁰⁰⁰, a défendu le Premier ministre après l'annonce des résultats. Aussi, en mai 2016, la Grande Assemblée Nationale de Turquie, en session plénière a examiné un projet de révision constitutionnelle pour lever l'immunité parlementaire des députés qui font l'objet de procédures judiciaires. En fait, ceux qui sont visés, sont les députés du *HDP* accusés d'être la vitrine légale du *PKK*, mais en réalité, il élimine des opposants potentiels à son hyperprésidentialité et qui pourrait lui infliger un coup d'Etat juridique.

Le coup d'Etat manqué de juillet 2016, lui a permis d'éliminer ceux qu'ils soupçonnent de s'opposer à son projet. « *C'est le cas, quelques jours après le coup d'Etat manqué de l'arrestation au sein de la justice de dix juges du Conseil d'Etat, 38 magistrats de la juridiction ainsi que 140 juges de la Cour de cassation sont sous le coup d'un mandat d'arrêt. Sans compter l'arrestation du juge constitutionnel Alparslan Altan.* »¹⁰⁰¹ Réputée proche de l'*Etat-profond*, la Justice se trouve ainsi décapitée. Il ne restera plus qu'à placer en remplacement de ces opposants, des hommes liges, proches de l'*AKP*.¹⁰⁰² De son côté, cédant, sans doute aux pressions de l'exécutif, le Conseil supérieur des juges et des procureurs¹⁰⁰³ a décidé de suspendre 2745 magistrats. Cinq membres du *HSYK* ont été relevés de leur fonction, ceux qui s'opposaient à cette décision.¹⁰⁰⁴

Le 22 janvier 2017 le parlement a adopté, en deuxième lecture, les 18 articles de l'amendement constitutionnel qui a vocation à transformer le régime politique d'essence parlementaire en un système présidentiel autoritaire « *Le texte, qui a obtenu 339 voix sur les 550 que compte l'hémicycle turc, doit maintenant faire l'objet d'un référendum confirmatif qui devrait se tenir au début du mois d'avril. Si le « oui » l'emporte, Recep Tayyip Erdoğan*

¹⁰⁰⁰ Informations de France info, le 8 juin 2015.

¹⁰⁰¹ *Putsch déjoué en Turquie : le pouvoir reprend la main*, In : Les échos, 16 juillet 2016.

¹⁰⁰² *Vagues d'arrestations et de suspensions dans la justice turque*, In : Zaman, 16 juillet 2016, <https://www.zamanfrance.fr>.

¹⁰⁰³ *HSYK* ou Hâkimler ve Savcılar Yüksek Kurulu

¹⁰⁰⁴ Dès 2013, date à laquelle, l'*AKP* s'est retrouvé aux prises avec la justice, pour corruption. Probablement sur dénonciation des gülenistes. Le parti n'a eu de cesse de réduire les prérogatives de l'*HSYK*. Aussi, les arrestations et destitutions apparaissent comme l'aboutissement de la riposte lancée par le gouvernement au coup que lui ont porté des procureurs réputés proches de la confrérie Gülen, le 17 décembre 2013. Pour empêcher la révélation de nouveaux scandales et la conduite d'autres arrestations, le pouvoir a pratiqué en effet une épuration sans précédent dans la police, tandis qu'il dessaisissait les procureurs investis d'affaires sensibles à Istanbul.

verra enfin aboutir un projet controversé, qui conforte les pouvoirs qu'il a acquis, après 15 ans de transformation de la société et de l'État turcs. »¹⁰⁰⁵

Avec la nouvelle constitution « le pouvoir judiciaire subira des transformations qui risquent d'entamer un peu plus son indépendance, car la composition du Conseil des juges et des procureurs (HSYK), qui gère la carrière des magistrats, et celle de la Cour constitutionnelle seront à nouveau réformées. S'il est définitivement adopté, le projet devrait entrer en vigueur en 2019, année où doivent se tenir à la fois des élections législatives et présidentielles. »¹⁰⁰⁶

Si Recep Erdoğan parvient à s'imposer comme le nouvel homme fort du pays en devenant le nouveau sultan de Turquie, cela en sera fini de l'amorce démocratique entreprise par le pays depuis les années Özal « Comme il est d'usage en régime présidentiel, le chef de l'État, qui pourra être membre d'une formation politique, choisira ses ministres qui ne seront pas forcément issus de l'Assemblée. En revanche, de façon tout à fait inhabituelle, il disposera du droit de dissoudre le Parlement, ainsi que de pouvoirs importants et peu contrôlés, notamment en situation de crise. Il n'aura pas l'initiative des lois, mais proposera le budget, et pourra faire l'objet d'un impeachment, déclenché par une majorité renforcée au sein d'un parlement dont le nombre des membres sera augmenté, passant de 550 à 600 ». ¹⁰⁰⁷

Section 2. L'AKP porteur du projet néo-ottoman

La Turquie d'Erdoğan avance vers son projet néo-ottoman, il s'agit d'une sorte de revanche sur l'histoire et qui est compréhensible dans la mesure, où près de cent après le pays, souffre toujours du « syndrome de Sèvres ».

A travers ce projet néo-ottoman, le président n'ambitionne certainement pas d'étendre les possessions territoriales de la Turquie, mais plutôt d'élargir la sphère d'influence du pays. Ce mouvement a été initié par Turgut Özal, puis repris par Fetullah Gülen qui a établi son réseau

¹⁰⁰⁵ **Marcou, J**, *Turquie : vers un référendum constitutionnel décisif*, In : The Conversation, 6 février 2017, <https://theconversation.com>.

¹⁰⁰⁶ **Marcou, J**, Ibidem.

¹⁰⁰⁷ **Marcou, J**, Ibidem.

d'écoles à travers l'Europe, l'Asie et l'Afrique avec une visite le 6 mars 2016 en Guinée Conakry.

Le projet néo-ottoman porte aussi sur l'intégration du pays au sein de l'Union européenne afin d'acquérir une influence géostratégique majeure. A travers ce projet néo-ottomaniste, Recep Erdoğan souhaite permettre à la Turquie de jouer un nouveau rôle (**Paragraphe 1**), et créer les conditions d'un nouveau « Commonwealth ottoman » (**Paragraphe 2**).

Paragraphe 1 : un nouveau rôle pour la Turquie ?

A la faveur d'une situation internationale tourmentée : la guerre en Irak, les printemps arabes, La guerre en Syrie et l'apparition de l'Etat islamique qui frappe de plein fouet les anciennes possessions ottomanes, mais aussi à la faveur d'une économie florissante la Turquie se prend à rêver à un destin international. Une Turquie qui pourrait faire entendre sa voix et être le partenaire obligé de toute négociation sur les grandes questions qui agitent le Proche-Orient. En effet, dès 2010, la Turquie est devenue la première puissance économique du Moyen Orient dépassant l'Iran et l'Arabie Saoudite. Elle devient la 7^{ème} puissance économique ¹⁰⁰⁸d'Europe et la 15^{ème} puissance économique mondiale.

Cette politique a été initiée dès l'accession au pouvoir de l'AKP, en 2002 et mise au point par l'ex premier ministre, Ahmet Davutoğlu¹⁰⁰⁹, qui dans un ouvrage paru au début de la décennie a défini le nouveau rôle de la Turquie (A) tout en réaffirmant la souveraineté territoriale de l'Empire, même si celle-ci est pour l'heure encore virtuelle (B).

A.La profondeur stratégique d'Ahmet Davutoğlu

La disparition de l'URSS, la guerre dans les Balkans, l'émergence de la Chine comme puissance économique, mettent un terme au monde bipolaire, qui s'était mis en place après le deuxième conflit mondial. La période de la Guerre froide et le *containment* avaient entériné le repli stratégique de la Turquie dans lequel l'avait positionnée Mustafa Kemal.

Aussi la mondialisation et la « redistribution des cartes », mais aussi les printemps arabes susceptibles de mettre un terme aux Etats-nations des pays arabes, sont autant de signaux qui ont été interprétés comme une chance par la Turquie, qui voit ainsi l'opportunité de renouer avec une tradition dite néo-ottomane lui permettant de jouer un rôle sur la scène internationale.

¹⁰⁰⁸ Le 7 juillet 2016, l'OCDE présentait rapport sur l'économie turque, dont les réformes en matière économique semblent mises à mal par l'état de guerre auquel est soumis le pays. Néanmoins, le Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría et par le Vice-Premier ministre turc Mehmet Şimşek, ont présenté à Gaziantep, les conclusions du rapport qui reconnaît que les responsables turcs font face à un environnement difficile. La croissance demeurera solide – aux environs de 4 pour cent en 2016, In : <http://www.oecd.org>.

¹⁰⁰⁹ Il a occupé auparavant le poste de Ministre des Affaires étrangères.

L'Etat-nation imposé par le haut, de manière autoritaire, est en voie de disparition au profit de ce que McLuhan appelait le « village global ». Une fin programmée de l'Etat-nation de manière générale comme le souligne Jean-François Daguzan : « *En ce début de XXIème siècle, les effets de la mondialisation, de la crise économique-financière, et des confrontations intra-étatiques en partie dues à l'effondrement du modèle autoritaire dans de nombreux pays semblent remettre en cause ce modèle. Désormais la survie de l'Etat-nation est peut-être en question* »¹⁰¹⁰ avec la réintroduction du concept de civilisation. Et la civilisation dont il est question, a dans le cas de la Turquie, un nom : l'Empire ottoman.

En raison de son histoire et de sa géographie la Turquie prétend jouer un rôle géostratégique croissant. Ajoutant une volonté marquée de prendre le leadership du monde musulman. Et depuis quelques années, la Turquie est sortie de son isolement faisant de plus en plus entendre sa voix avec des prises de positions affirmées, notamment avec une certaine distance vis-à-vis du traditionnel allié : les Etats-Unis ; la Turquie n'hésitera pas à refuser lors de 2^{ème} guerre du Golfe, sa base aux avions américains. Dans le conflit opposant Israéliens et Palestiniens, elle s'engagera aux côtés des arabes. En 2009, le coup de colère de Recep Erdoğan à l'égard de Shimon Pérès, consécutive à la riposte israélienne aux attaques provenant de la bande de Gaza, lors du sommet de Davos, est une manière d'affirmer la nouvelle politique du pays. Mais il est possible qu'elle ait masqué tout autre chose. En effet, Shimon Pérès au début des années 2000, à la recherche d'une paix avec les voisins arabes d'Israël, avait proposé, « *la congruence du savoir israélien, des capitaux pétroliers du Golfe et de la pléthorique main-d'oeuvre arabe doit favoriser l'émergence d'une nouvelle « civilisation » régionale un « new Middle East* ». *En ancrant définitivement Israël comme partenaire indispensable de ce cercle économique vertueux* »¹⁰¹¹. Une telle proposition, contrecarrait les projets turcs de leadership sur le monde musulman.

Aussi, le coup d'éclat de Recep Erdoğan a pour objectif de discréditer les Israéliens, vis-à-vis des pays arabes qui auraient pu être tentés par le projet de Shimon Pérès. En s'insurgeant contre Israël, la Turquie récupère un certain prestige dans le monde arabe.¹⁰¹²

¹⁰¹⁰ **Daguzan, J-F**, *La fin de l'Etat-nation, surprise stratégique du XXIème siècle ?* In : Revue géopolitique, le 10 septembre 2013, <http://www.diploweb.com>.

¹⁰¹¹ **Kepel, G**, *Fitna. Guerre au cœur de l'islam*, Gallimard, 2004, p.57.

¹⁰¹² S'adressant à Shimon Pérès, M. Erdogan a lancé : "Je pense que vous devez vous sentir un peu coupable. (...) Vous avez tué des gens. Je me souviens des enfants qui sont morts sur des plages." M.

Car la volonté turque est bien de recréer l'hégémonie ottomane sur le Proche-Orient. A l'origine de ce changement d'axe, il y a l'ex premier ministre turc, Ahmet Davutoğlu¹⁰¹³ qui depuis le début de la décennie a d'abord agi dans l'ombre du pouvoir turc comme conseiller, puis comme acteur direct de la vie politique (2003). Il détenait le portefeuille du Ministère des Affaires étrangères jusqu'en 2015. A la faveur du remaniement faisant suite aux élections législatives de juin 2015, il exerce les fonctions de Premier ministre.

Issu d'une famille religieuse de Konya, il fréquente le lycée allemand de la ville, puis s'oriente vers des études d'économie et de Sciences politiques à l'Université anglophone du Bosphore. Il enseigne à l'Université, non sans avoir fait un détour par la Malaisie, pays musulman qui aura un grand impact sur Ahmet Davutoğlu.

Au début des années 2000, il publie un livre « *stratejik derinlik* » ou la stratégie de la profondeur, qui guide les choix de l'AKP en matière de politique étrangère : « *La profondeur stratégique signifie un élargissement systématique des paramètres définissant l'option diplomatique pour la positionner dans monde désormais global marqué par un changement déterminant celui de la Guerre froide* »¹⁰¹⁴

Ahmet Davutoğlu dresse le constat suivant : la Guerre froide a éloigné la Turquie de ses voisins immédiats, dont la conséquence s'est soldée par de mauvaises relations, c'est le cas notamment de la Syrie, mais aussi la Grèce.

La deuxième idée a trait à la civilisation occidentale et aux écrits de Francis Fukuyama (1952-) et Samuel Huntington (1927-2008) qui prônent l'avènement de valeurs universelles que les pays occidentaux possèdent et qui seraient menacées par des remontées culturalistes, des irrédentismes incapables d'accéder à l'universalité et de ce fait constituant des obstacles.

Pères avait pour sa part interpellé son voisin en lui demandant : "Que feriez-vous si vous aviez toutes les nuits des dizaines de roquettes qui tombaient sur Istanbul ?" "Israël ne veut tirer sur personne, mais le Hamas ne nous a pas laissé le choix", In : Le "coup de calcaire" de Recep Tayyip Erdogan à Davos, Le Monde, 30 janvier 2009, <http://www.lemonde.fr>.

¹⁰¹³ Il a été Ministre des Affaires étrangères du **1^{er} mai 2009** au **29 août 2014** et Premier ministre du **28 août 2014** au **9 juin 2015**.

¹⁰¹⁴ **Groc, G**, *Présentation critique de la doctrine de Davutoğlu, à partir de son livre « Profondeur stratégique » et de quelques autres textes*, 8 décembre 2011, 29 p, <http://iris-france.org>.

En calquant son raisonnement sur les maîtres en stratégie de l'entre-deux guerres comme Mc Kinder, il adopte une approche géostratégique. Il distingue deux formations hégémoniques en concurrence : la puissance maritime : Grande Bretagne, Etats-Unis, opposées au *heartland* qui à la fin du 19^{ème} siècle, était l'Allemagne, début du siècle, la Russie.

Ces considérations ont continué d'inspirer les évolutions d'après-guerre dans un monde devenu bipolaire. Et Ahmet Davutoğlu reprend l'idée émise par Nicholas Spykman selon laquelle, la source de puissance serait en moins dans le *heartland* que dans le *rimland*, soit une ceinture de terres fermes doublées d'archipels ou d'îles. C'est de là qu'a émergée l'idée du *Containment*, cette protection tressée après 1945 autour de l'URSS et de ses Etats-satellites, mais qui a eu pour effet de « pétrifier » la politique étrangère de la Turquie.

Davutoğlu note que c'est dans ce *rimland* qu'ont lieu les conflits de l'après-guerre, ce qui a permis aux deux blocs d'éviter une confrontation et de se défier par Etats de la périphérie interposés. Ce schéma semble depuis la fin de l'URSS être devenu obsolète, mais Ahmet Davutoğlu constate que le monde occidental a une volonté de voir triompher des valeurs universelles mises en difficulté à certains points du globe par le « fait culturel » véritable obstacle à la démocratisation.

Ce nouvel ordre mondial leur permet de maintenir une suprématie par un monopole stratégique. Les crises des années 1990 sont au contraire le révélateur du fait que l'ordre mondial loin de se pacifier devient de plus en plus conflictuel libérant les revendications culturelles et identitaires ; et il cite les Balkans, le Caucase, l'Asie centrale. En fait, il apparaît que ces pays qui étaient les pièces d'un échiquier, se libèrent de cette emprise.

Reprenant la démonstration entre *heartland* et *rimland*, il affirme que c'est dans les zones de passage qu'ont lieu les conflits actuels : routes, voies d'eau, voies commerciales, frontières qu'elles soient ethniques ou politiques, lignes stratégiques.¹⁰¹⁵

Dans le *rimland*, il distingue trois types de conflits :

1° ceux qui mettent en concurrence les blocs maritime et continental, les deux superpuissances qui ont élaboré au fil des années des stratégies au mieux de leurs intérêts et tentent aujourd'hui d'en sauvegarder voire d'en augmenter les avantages.

¹⁰¹⁵ **Jabbour, J**, *Le retour de la Turquie en Méditerranée : la « profondeur stratégique » turque en Méditerranée pré- et post-printemps arabe*, In : Cahiers de la Méditerranée, 2014, pp.45-56

2° ceux internes à chaque bloc, issus de tensions entre un centre hégémonique et ses périphéries, revendications économiques ou identitaires.

3) ceux issus d'un vide laissé par l'URSS, par la levée d'une concurrence vigilante entre les deux puissances et du désengagement qui s'en est suivi.¹⁰¹⁶

L'islam joue un rôle important dans ce schéma en étant par exemple le support de revendications internes qui ont débouché sur des indépendances ou en étant partie prenante à des rivalités géopolitiques majeures, soit qu'il devienne le porteur plus récent de revendications identitaires auxquelles il donne le nom d'*identités authentiques*.

Pour Ahmet Davutoğlu le monde musulman est trop hétérogène pour constituer un véritable challenger à la puissance occidentale et par conséquent la Turquie qu'il place dans le rimland a un rôle à jouer : « *c'est un pays pourvu de nombreuses qualités/capacités, mais sur le continent asiatique, entre Chine et Russie* »¹⁰¹⁷, Ahmet Davutoğlu la présente comme la seule puissance consistante, qui puisse avoir, via la turcité, une influence sur le vide de l'Asie centrale, c'est-à-dire directement aussi en prise avec le *heartland* : « *Ainsi, si « l'Allemagne est le cœur de la Mitteleuropa Europa, elle est située loin de l'Amérique et de l'Afrique. La Russie est le pays au centre de l'Europe et de l'Asie mais éloigné de l'Afrique. L'Iran est le pays d'Asie centrale par excellence mais excentrée par rapport à l'Europe et l'Afrique. Du point de vue global, la Turquie possède une position géographique optimale. Elle est située en Asie et en Europe et dispose d'un accès direct au continent noir à travers la Méditerranée* »¹⁰¹⁸

A cela, il ajoute à cela la dimension historique arguant du fait que pendant des siècles l'Empire a été un lieu de convergence et intégrateur, il en veut pour preuve les ex peuples ottomans : Albanais, Bosniaques etc.... résidents en Turquie sont « anatolisés ».

¹⁰¹⁶ **Groc, G**, *Une nouvelle diplomatie turque, présentation critique de la doctrine Davutoglu, à partir de son livre « profondeur stratégique » et de quelques autres textes*, In : IRIS, 8 décembre 2011, <http://www.iris-france.org>.

¹⁰¹⁷ **Groc, G**, *La doctrine Davutoglu : une projection diplomatique de la Turquie sur son environnement*, In : Confluences Méditerranée, n° 83,2012, pp.71-85, <https://www.cairn.info>.

¹⁰¹⁸ **Josseran, T**, *Géopolitique de la Turquie : repenser l'Empire*, In : diplomweb, 16 septembre 2011, <http://diplomweb.com>.

Autre fait important, il décrit la Turquie comme capable de « self-perception » et qui n'est rien d'autre qu'une capacité de la Turquie à résister aux influences des autres. Ce qui permet l'émergence d'un « prototype civilisationnel »¹⁰¹⁹ elle acquiert donc une « centralité mondiale », dotée comme d'autres « centres globaux » d'importance historique et civilisationnelle, une capacité à proposer une alternative à la monopolisation uni-culturelle de la démocratie libérale

Et de ce fait, elle entend reprendre pied dans trois aires géopolitiques qui furent celles de l'Empire :

- . Le monde arabo-musulman
- . L'Asie centrale
- . L'Europe avec les Balkans

Elle entend aussi jouer un rôle maritime et être présente sur les mers du globe. Elle a donc pour ambition de s'imposer au niveau terrestre et maritime.

A partir de là, la diplomatie turque doit s'ordonner à partir de cinq principes :

- Le premier étant celui de l'équilibre entre sécurité et liberté. Pour Ahmet Davutoğlu, les deux principes ne peuvent aller l'un sans l'autre¹⁰²⁰.
- Le deuxième étant le « zéro problème avec les voisins », un principe « *Yurtta sulh, cihanda sulh* » qui a été édicté par Mustafa Kemal. Autant que faire se peut, car il est parfois impossible de tenir cette résolution.
- Une diplomatie « proactive », permettant d'anticiper les conflits avant qu'ils n'atteignent un point critique, c'est l'une des raisons (mais pas la seule) pour laquelle la Turquie a choisi de se rallier aux Etats-Unis dans la guerre contre *daesh*

¹⁰¹⁹ **Groc, G,** *Une nouvelle diplomatie turque, présentation critique de la doctrine Davutoglu, à partir de son livre « profondeur stratégique » et de quelques autres textes*, In : IRIS, 8 décembre 2011, <http://www.iris-france.org>.

¹⁰²⁰ **Groc, G,** *La doctrine Davutoglu : une projection diplomatique de la Turquie sur son environnement*.

- Une diplomatie multidimensionnelle, il prône une compatibilité entre tous les horizons et les niveaux respectifs de l'action diplomatique. Une action « pivot » qui n'est plus tributaire des grandes puissances. C'est ce qui peut expliquer le refus en 2003 de servir de base aux avions américains, au moment de la deuxième guerre du Golfe.
- Enfin la diplomatie « rythmique » qui signifie une présence turque active dans tous les fora, toutes les instances internationales.

Ahmet Davutoğlu souhaite restaurer l'ordre ancien, l'ordre « *ottoman car depuis l'abolition du califat et l'imposition au monde islamique du cadre politique et social occidental avec le modèle de l'Etat-nation sécularisé, les sociétés islamiques vivent dans la schizophrénie. L'islam politique au XX siècle a été une tentative désespérée de restaurer un équilibre perdu* ». ¹⁰²¹

En faisant table rase du passé théocratique et cosmopolite de l'Empire ottoman, Mustafa Kemal, a voulu inscrire son pays dans la modernité et l'identité turque s'est forgée sans la religion considérée, comme un miroir négatif de l'identité turque. Sans être extirpé de la mémoire collective, l'islam a néanmoins été banni de l'espace social, au profit de la religion civique du nouvel Etat, la laïcité, devenue le point de départ et d'aboutissement obligatoire du projet d'ingénierie sociale des élites kémalistes. ¹⁰²²

Les conséquences de cette « *lobotomie culturelle* » ¹⁰²³ ont été désastreuses et le retrait et le désintérêt marqués d'Ankara pour l'ancien espace ottoman a créé un décalage, « *Ainsi à Bagdad et à Damas où comme dans les autres capitales arabes, le turc était parlé, une fracture dans la société s'est creusée* ». ¹⁰²⁴ La Turquie s'est coupée de son environnement géoculturel sans pour autant récolter de réelles contreparties comme le prouvent les rebuffades essuyées dans sa marche vers Bruxelles. La crise de Chypre en 1963 et le *Kanli Noël* (Noël sanglant), qui s'est achevé dans un bain de sang est révélatrice de cette situation

¹⁰²¹ **Josseran, T**, *Géopolitique de la Turquie : repenser l'Empire*, In : diplomweb, 16 septembre 2011, <http://diplomweb.com>.

¹⁰²² **Anciaux, R**, *Islam, Etat, laïcité : le cas de la Turquie dans sa perspective historique*, In : Civilisations, n° 48, 2001, pp.27-50, <http://civilisations.revues.org>.

¹⁰²³ Ibidem, **Josseran, T**.

¹⁰²⁴ **Josseran, T**, Ibidem.

Pour cela, il préconise de sortir de l'axiome enseigné dès l'école primaire selon lequel : « *La Turquie est entourée de trois côtés par la mer, et sur quatre par l'ennemi* ». ¹⁰²⁵ Une politique étrangère embourbée dans une impasse statique rend impossible la coordination du potentiel national et au final le déploiement stratégique.

Mettre un terme à la paranoïa qui est l'apanage des peuples vulnérables et renouer avec la puissance, celle de l'Empire ottoman au temps de sa splendeur ! Et pour cela, les distances avec le kéralisme sont prises. D'Etat périphérique, la Turquie doit passer à celui d'Etat pivot et parvenir au stade de puissance globale, d'autant plus que la Turquie possède des atouts concrets : une économie croissante qui la place au 15/16^{ème} rang mondial, au 6/7^{ème} rang européen et qui à l'horizon 2023 sera la 10^{ème} puissance économique mondiale. ¹⁰²⁶ Cette réflexion sur l'économie a conduit les élites du pays à envisager le destin de la Turquie autrement que celui d'un pays, simple « pivot » entre deux continents, mais au contraire de manière active avec une réaffirmation de l'importance de la Turquie héritière de l'Empire ottoman.

B.La réaffirmation d'une souveraineté néo-ottomane

Par le rôle qu'elle entend jouer dans les ex pays de l'Empire ottoman, la Turquie affirme sa souveraineté sur ces Etats, parfois d'ailleurs en pleine déliquescence politique, comme cela est le cas en Syrie.

La politique étrangère et la diplomatie turque s'adaptent aux contours de la situation régionale. Plusieurs facteurs participent à ce contexte régional propice au retour de la Turquie sur la scène régionale : la faiblesse du bloc arabe qui se dispute le *leadership* (Égypte, Arabie Saoudite et Syrie), l'échec du projet américain du Grand Moyen-Orient remodelé, la quasi-inexistence de l'Europe dans la région et surtout les effets des « printemps arabes » et notamment du printemps syrien.

Cette nouvelle conjoncture favorise le retour de la Turquie sur le devant de la scène politique. Cette dernière essaie fort habilement de reprendre pied à la fois dans les Balkans, mais aussi au Moyen-Orient

¹⁰²⁵ Jossieran, T, Ibidem.

¹⁰²⁶ Données de la Banque mondiale, <http://www.donnees.banquemondiale.org>.

Quelle est la position turque face aux bouleversements profonds qui traversent la Syrie et le groupe Etat islamique au Levant ? Mais aussi comment se positionne la Turquie face à l'Europe balkanique et la Hongrie ? Dans le même temps, elle a pris l'initiative d'une rupture dans le rapport privilégié qu'elle entretenait depuis les débuts de la Guerre froide avec les Occidentaux, ce qui la place dans une position très ambivalente et notamment dans sa lutte contre l'Etat islamique au Levant. Tout d'abord, ses choix en matière de politique étrangère qui visent à lui redonner un rôle central au Moyen-Orient l'ont conduite à prendre ses distances avec le monde occidental, voire à s'opposer aux Etats-Unis et aux Européens dans le conflit syrien (1), son attitude qualifiée d'ambivalente par ces nations est la conséquence d'une stratégie qui allie à la fois le long et le court terme et qui s'applique aussi à la Hongrie (2) et à la péninsule balkanique, même si cela est moins visible.

1. Une diplomatie indépendante vis-à-vis de l'Occident

La Turquie auréolée d'un nouveau prestige à la fois économique, culturel, religieux, mais aussi en raison de ses positions très tranchées, notamment dans le conflit qui oppose l'Etat d'Israël aux habitants arabes de l'ex province ottomane de Palestine, bénéficie d'une aura, qui fait d'elle la protectrice des droits des musulmans. Aussi, l'opinion publique arabe, de la Syrie au Caire en passant par la Jordanie, l'Arabie Saoudite et le Maghreb, a placé beaucoup d'espoirs en elle.

Les autorités turques ont pris la mesure de cette attente et lors de son discours de victoire Recep Erdoğan au soir du 12 juin, 2011 ne laissait planer aucun doute à ce sujet :

"Croyez-moi, aujourd'hui Istanbul a remporté une victoire, mais c'est aussi une victoire pour Sarajevo, pour Izmir comme pour Beyrouth, une victoire pour Ankara comme pour Damas, une victoire pour Diyarbakir comme pour Ramallah, Naplouse, Jenine, pour la Cisjordanie, pour Jérusalem et pour Gaza. Aujourd'hui c'est la victoire de la Turquie et du Moyen-Orient, du Caucase et de l'Europe"¹⁰²⁷.

¹⁰²⁷ **Burdy, J-P**, *Turquie : retour sur le discours du balcon et sur la victoire d'u nouveau leader*, In : *Turquie européenne*, 28 juin 2011, <http://turquieeuropeenne.eu>.

Dans ce discours, où il a pris soin d'associer à une ville turque, une ville de l'ex-Empire ottoman, il annonce clairement l'orientation de son gouvernement, en matière de politique étrangère, qui entend ainsi jouer un rôle clef dans toutes les anciennes possessions ottomanes.

En fait, selon certains experts, au moment où sa candidature à l'Union européenne s'enlise, la Turquie se tournerait à nouveau vers l'Orient. Une grandeur passée ré-évoquée pour dépasser l'humiliation ressentie par bons nombres de Turcs face aux exigences européennes en matière de droits de l'homme. Des exigences qui rappellent les *diktat* du traité de Sèvres.

Mustafa Kemal avait fait le choix de la construction nationale et de tourner le dos à ce qui avait fait la grandeur de l'Empire ottoman : ses possessions, mais aussi avaient été sa perte. Et ce, selon le principe du *Yurttā sulh, cihanda sulh* (paix chez soi, la paix dans le monde), principe mis à mal par la guerre en Syrie et l'engagement de la Turquie au côté des Etats-Unis dans la lutte contre *daesh*.

Cette orientation, bien que partielle a commencé à faire son apparition à la fin de la Guerre froide avec de nouvelles opportunités politiques, mais aussi de nouvelles menaces autour de la Turquie.

La chute de l'URSS et la fin du nationalisme arabe ouvrirent la porte à un repositionnement géostratégique turc qui va se préciser dans les années 1990, ce qui commence au lendemain de la guerre en Irak sous le gouvernement de Turgut Özal.

Pour comprendre l'actuel repositionnement turc, l'ouvrage d'Ahmet Davutoğlu « *La profondeur stratégique* » est indispensable à la compréhension de la doctrine du « *zéro problèmes avec nos voisins* » qui est le point cardinal des relations stratégiques de la Turquie avec ses voisins orientaux.

L'opération « Plomb fondu », mais aussi les forages de gaz effectués au large des côtes chypriotes, en collaboration avec le gouvernement de la partie grecque, ont quelque peu jeté un froid sur les relations turco-israéliennes. Car pour imposer sa présence, Ankara a multiplié les manœuvres militaires dans cette zone. Face aux menaces turques, Nicosie a sollicité l'aide de la marine israélienne pour défendre ses champs gaziers.¹⁰²⁸

¹⁰²⁸ **Sernajian, J**, *Chypre : gisements gaziers sources de rivalité*, In : Géopolis, 21 février 2012, <http://geopolis.francetvinfo.fr>.

En 1950, La Turquie a été l'un des premiers États du Proche-Orient avec l'Iran à reconnaître l'existence de l'État d'Israël. La non-arabité, la laïcité, l'alliance avec l'Occident rapprochant ces deux États qui de surcroît stratégiquement rencontraient les mêmes défis.

D'emblée la Turquie a fait partie de la sécurité stratégique de l'État hébreu. Dans un environnement Arabe hostile, la Turquie apparaît indispensable à la profondeur stratégique nécessaire à Israël.

Dans la période de l'après Guerre froide, après la chute du mur de Berlin, la Turquie s'est recentrée sur son environnement oriental. Dès lors la relation avec Israël va connaître un second souffle à partir de 1990 : échange d'ambassades en 1991, accords de libre-échange en 1996, signature de coopération militaire en février et août 1996. Cependant, il ne s'agit pas non plus d'une alliance au sens classique puisque aucune clause d'assistance mutuelle n'a été signée entre les deux puissances militaires ce qui n'exclut pas des exercices conjoints, l'interopérabilité et l'échange de renseignements.

La relation va se dégrader progressivement depuis la seconde Intifada et l'arrivée au pouvoir de l'AKP jusqu'à atteindre son apogée début 2009. Ankara va parfaitement instrumentaliser la « cause » palestinienne dont la « rue » arabe est si friande. Il s'agit plus d'un soutien populaire que politique envers la Palestine afin de fédérer les États arabes.

Depuis 2009, la relation connaît quelques turbulences. Des exercices militaires conjoints ont été annulés, notamment l'opération aérienne « Aigle Anatolien » en octobre 2009, une annulation qui suit l'esclandre médiatique, de Recep Tayyip Erdoğan face à Shimon Pérès lors du sommet de Davos.

Les deux projets étatiques divergent de plus en plus, notamment sur la ligne laïque et démocratique nécessaire à la stabilité régionale. La Turquie s'est rapprochée des ennemis jurés d'Israël : le Hamas et l'Iran, ce qui ne manque pas de froisser l'État hébreu qui a pourtant plus d'intérêts stratégiques à entretenir cette relation spécifique avec la Turquie.

L'évolution est donc notable, mais ne change pas fondamentalement la nature de la relation tandis que le rapprochement avec Damas est plus significatif d'un « néo-ottomanisme » turc.

Trois événements survenus tout au long du mois d'octobre révèlent l'ampleur de ce changement. Le premier s'est produit le 11 octobre 2009 avec la nouvelle que l'armée turque, éternel bastion de la laïcité et défenseur de la coopération avec Israël a demandé aux forces israéliennes de ne pas participer à l'exercice annuel de la Force aérienne turque : « L'aigle d'Anatolie ». Un scénario qu'elle reproduira en 2012, cette fois « en réponse aux manœuvres entre les Etats-Unis, la Grèce et Israël » baptisées « Noble Dina » se préparant à une éventuelle action à proximité des côtes turques.

Mais comment deux alliés inconditionnels sont-ils arrivés à se considérer comme d'hypothétiques adversaires ?

Pour justifier l'annulation de la présence israélienne, le ministre des affaires étrangères, Ahmet Davutoğlu, a parlé de « sensibilité à propos de Gaza, Jérusalem-Est et la mosquée d'Al-Aqsa ». Les Turcs ont explicitement rejeté les avions israéliens qui pourraient avoir attaqué le Hamas, lors de l'opération *Plomb fondu* (2008-2009) dans la bande de Gaza.

Cette sensibilité en faveur des populations arabes de l'ex-Empire ottoman est tout à fait récente, car la Turquie a toujours entretenu avec les gouvernements une attitude très distante, voire défiante.

Le nationalisme arabe avait incité Mustafa Kemal à se désengager totalement des provinces arabes et les années de plomb ont confirmé l'orientation prise quelques décennies plus tôt, d'autant plus que de nombreux régimes arabes sont des bastions de gauche et la Turquie est engagée auprès des forces de l'*OTAN* et mène une politique anti-communiste.

Cet éloignement stratégique des anciens alliés augure un rapprochement avec les populations arabes et le 13 octobre 2009, le ministre des Affaires étrangères syrien, Walid al-Moallem, annonce des exercices conjoints des Forces turques et syriennes « d'effectuer des manœuvres près d'Ankara », qui a appelé à juste titre ceci une évolution importante « car il réfute l'information sur les mauvaises relations entre les institutions militaires et politiques en Turquie, à propos des relations stratégiques avec la Syrie ». Ce qui signifie que les forces armées de la Turquie sont perdantes face aux politiciens.

Le troisième événement, concerne dix ministres turcs, dirigés par Ahmet Davutoğlu, ont rejoint leurs homologues syriens, le 13 octobre, pour des pourparlers sous l'égide du nouveau

« Haut Conseil de Coopération stratégique Turquie-Syrie ». Les ministres ont annoncé qu'ils avaient signé près de 40 accords, à mettre en œuvre dans les 10 jours ; que seraient réalisés des exercices militaires terrestres conjoints, plus complets et plus approfondis que le premier qui s'était produit en avril et que les dirigeants des deux pays allaient signer un accord stratégique en novembre.¹⁰²⁹

En conclusion le Conseil a publié une déclaration conjointe annonçant la formation d'un « partenariat stratégique durable » « entre les deux parties » pour soutenir et élargir leur coopération dans un large éventail de questions d'intérêt mutuel et pour renforcer les liens culturels et la solidarité entre leurs peuples . « L'esprit du conseil » a expliqué Davutoğlu, « est un destin, une histoire et un avenir communs ; nous allons construire ensemble l'avenir » ; tandis que Moallem a appelé la réunion un « festival pour célébrer »¹⁰³⁰ les deux peuples.

Les relations bilatérales ont en effet subi un revirement spectaculaire depuis la décennie précédente, quand Ankara a été dangereusement près d'entrer en guerre avec la Syrie. Mais l'amélioration des relations avec Damas ne sont qu'une partie d'un effort beaucoup plus important d'Ankara pour renforcer les relations avec les Etats régionaux et musulmans, une stratégie énoncée par Davutoğlu, dans son livre influent paru en 2000 « *Stratejik derinlik : türkiye'nin uluslararası konumu* ».

En substance, Davutoğlu a prévu de réduire les conflits avec les voisins. La Turquie a la volonté de donner l'image d'une puissance « tutélaire » visant à protéger ses ex-provinces. Cette nouvelle stratégie implique une distanciation de la Turquie à l'égard de l'Occident en général et d'Israël en particulier. « La profondeur stratégique » correspond étroitement à la vision du monde du parti islamiste *AKP*.

Comme le note Daniel Pipes, « *le gouvernement turc est plus proche politiquement de l'Iran et de la Syrie que des Etats-Unis et d'Israël* »¹⁰³¹, ce qui au vu des développements militaires au Proche-orient est assez contestable. Néanmoins, Caroline Glick, éditorialiste du *Jerusalem Post*, va plus loin : Ankara a déjà « *quitté l'alliance occidentale et est devenue un membre à part entière de l'axe iranien.* »¹⁰³², une observation qui mérite d'être nuancée, car s'il est exact

¹⁰²⁹ **Pipes, D**, *La Turquie n'est plus une alliée*, In : *Jérusalem Post*, 18 octobre 2009 (Turkey : An All No More)

¹⁰³⁰ **Pipes, D**, *Ibidem*.

¹⁰³¹ **Pipes, D**, *Ibidem*

¹⁰³² **Pipes, D**, *Ibidem*.

que le gouvernement d'Ankara s'est éloigné de l'Occident, peut-on pour autant affirmer qu'il fait cause commune avec l'Iran et la Syrie ? Cela semble peu vraisemblable, d'autant plus que des rapprochements ont eu lieu entre la Turquie et l'Arabie Saoudite.

En effet, les relations turco-syriennes ont toujours été caractérisées par une rivalité entre Turcs- Ottomans et les Arabes, amplifiée par le panarabisme des années Hafez El-Assad.

La famille El Assad appartient au clan religieux des Alaouites. Or, ces derniers sont proches du chiisme iranien. Et ils vont en Turquie bénéficier du soutien des Alévis, qui, comme le souligne Elise Massicard : « *Les alévis de Turquie se sont identifiés à ce qui se passait en Syrie, à l'affrontement entre sunnites et alaouites. Ils critiquent la prise de position du pouvoir turc qu'ils considèrent comme confessionnelle, jouant sur le clivage sunnite/chiite* ». ¹⁰³³

La relation entre les deux voisins est donc intrinsèquement conflictuelle et la question du terrorisme du *PKK* amplifie nettement ces tensions préexistantes. En effet, la Syrie devient en 1980 le refuge des dirigeants du *PKK* en prise avec l'arrivée au pouvoir des militaires en Turquie. C'est ce soutien de la Syrie aux « terroristes » du *PKK* qui va véritablement tendre la relation jusqu'à atteindre son apogée en 1998. La crise turco-syrienne d'octobre 1998 a mené les deux pays au bord de l'affrontement militaire. Les troupes turques se sont amassées à la frontière syrienne, exigeant la fermeture des bases du *PKK* en Syrie et le départ d'Öcalan.

La menace militaire permit à Ankara d'obtenir gain de cause et consacra l'irruption de la Turquie comme puissance militaire incontournable sur l'échiquier proche-oriental. En janvier 2004, Bachar El-Assad se rendait en Turquie pour tenter de réchauffer les relations tendues depuis des décennies, notamment en raison d'un conflit territorial dans la province d'Hatay toujours revendiquée par la Syrie, mais surtout afin de trouver des alliés face à la politique états-unienne d'isolement des rogues states dont la Syrie était l'objet.

Au début du conflit, la Turquie et la Syrie ont entrepris un processus de rapprochement. Dans la foulée de la libéralisation des frontières, les deux ministres des Affaires étrangères ont signé le 16 septembre 2009 un accord de coopération bilatérale et ont institué un Conseil de Coopération Stratégique. L'intérêt syrien étant de multiplier les partenariats et de ne pas

¹⁰³³ **Massicard, E**, *Les alévis et le discours de l'unité en Turquie depuis 1980*, In HAL, 23 mars 2013, <http://www.halsh.archives-ouvertes.fr>.

dépendre intégralement de l'alliance avec Téhéran. Ankara, de son côté, a pu ainsi pleinement mettre en œuvre son dessein de reconquête de l'espace proche-oriental par des relations nouvelles avec ses anciens ennemis arabes. La Turquie a resserré ses liens avec Damas tout en nouant des partenariats avec le Liban après la visite de Saad Hariri à Ankara.

Cette soudaine proximité avec des États comme la Syrie, ont fait de la Turquie un intermédiaire indispensable au Proche-Orient. En ce sens, Ankara a chapeauté notamment en 2008, des tentatives avortées de négociations entre Israël et la Syrie sur la question stratégique du plateau du Golan, occupé par Israël depuis 1967 et annexé en 1982. Ces négociations ont capoté en 2008 tandis que la diplomatie turque se propose actuellement de remettre à l'ordre du jour cette question. Il est cependant peu probable que des négociations aboutissent, et l'actuel statut quo entre la Syrie et Israël sera probablement maintenu.

Ainsi, la Turquie est devenue un intermédiaire dans les conflits régionaux comme en 2008 entre la Syrie et Israël, mais aussi dans la question du nucléaire iranien.

L'hostilité commune envers la Syrie et l'Iran a participé au partenariat turco-israélien. Or, le rapprochement avec la Syrie est en marche depuis les années 2000 et c'est en pleine crise iranienne que la Turquie a décidé de se rapprocher de Téhéran. C'est donc un signal fort qu'a envoyé Recep Erdoğan à la communauté internationale en se rendant à Téhéran en Octobre 2009. Cette visite a donné lieu à la signature de contrats portant sur des accords gaziers permettant ainsi d'alimenter la Turquie mais aussi l'Europe...

Le partenariat reste pour l'heure plus économique que militaire. Ankara reste très méfiant envers son voisin et ancien ennemi perse qui cherche à étendre son influence au détriment de la Turquie, que ce soit en Irak ou en Syrie. Ankara veut limiter l'influence chiite de l'Iran sur son voisin syrien et en Irak où les turcs ont misé sur les sunnites.

Il existe bel et bien un rapprochement entre les deux puissances musulmanes du Moyen-Orient mais la méfiance reste de mise.

En ce sens, Ankara est opposé au nucléaire iranien qui doterait Téhéran d'une supériorité militaire dans la région tout en étant opposé au renforcement de sanctions et à toute forme d'intervention militaire contre l'Iran. De ce fait, Ankara a proposé ses bons offices pour service de médiateur entre les occidentaux et l'Iran sur cette question, ce qui permettrait à la Turquie d'être au cœur des négociations et donc de mesurer l'évolution des rapports de force.

A l'image de Dubaï et des accords de Doha de mai 2008 sur la question libanaise et des récents accords de paix conclu entre le soudan et le Tchad, la Turquie cherche à devenir un intermédiaire indispensable à la résolution des conflits sur la scène orientale. Dans ce dessein, Ankara mise sur une politique étrangère néo-ottomane et un repositionnement géostratégique d'envergure.

Cependant, la politique étrangère turque est le reflet de sa propre situation intérieure, celle-ci ne s'est pas complètement stabilisée du fait des antagonismes encore importants entre la frange militariste, nationaliste et laïque et la frange musulmane et gouvernementale de la société. Après l'affaire Ergenekon, Le récent démantèlement d'une cellule militaire prête à commettre un coup d'état contre le gouvernement de l'AKP illustre bien la faiblesse de l'actuel équilibre entre le gouvernement et l'armée mais aussi au sein de la société turque.

On pourrait penser que la Turquie se repositionne sur l'échiquier proche oriental du fait du refus ou en tout cas des attermolements européens à son égard, cependant la Turquie n'a pas délaissé l'Europe puisque le renouveau néo-ottoman de la Turquie s'illustre tout autant par le rôle de la Turquie dans les Balkans où Ankara cherche à rapprocher serbes et kosovars et à développer des partenariats économiques.

2. La Hongrie et les Balkans dans la stratégie de conquête néo-ottomane

Les relations entre la Turquie et la Hongrie se situent à mi-chemin entre le pantouranisme et le néo-ottomanisme. Ces deux pays ont toujours entretenu des relations privilégiées. Et ce en raison de liens historiques supposés entre les Tribus turques et les Finno-Ougriens. A l'instar de la place qu'occupent les origines dans le nationalisme turc, l'historiographie hongroise dès

le 19^{ème} siècle n'a eu de cesse de prouver que les Hongrois ont bien une origine turco-mongole. Dès cette époque des statues sont érigées en l'honneur d'Attila, figure historique dont se sont emparés les intellectuels et les nationalistes hongrois. Celle-ci justifiant les thèses selon lesquelles, turcophones et mongoles d'Asie centrale auraient une origine commune. Aussi, les uns comme les autres, n'hésitent pas à mettre en avant leurs origines centro-asiatiques qui les rapproche spirituellement.

C'est le cas de l'anthropologue Istvan Kiszely (1932-2012) qui a entrepris en 1986 une campagne de fouilles dans le Xinjiang cela ne fait pas l'ombre d'un doute, les Hongrois ont bien une ascendance asiatique qui leur a été « confisquée » par la dynastie des Habsbourg lors de l'union des deux couronnes.¹⁰³⁴

*« Les Hongrois descendent bien des Ouigours, peuple turco-asiatique qui entama sa migration vers l'ouest au début de notre ère et dont quelques milliers vivent encore au Xinjiang. «Ce sont les Autrichiens qui, à la fin du XIXe siècle, ont voulu nous couper de notre histoire ancienne en nous décrétant finno-ougriens», affirme-t-il. Plus tard, ajoute le chercheur, cette thèse qui situait les origines magyares en Union soviétique a parfaitement convenu aux communistes. »*¹⁰³⁵

Ces thèmes de la fraternité entre Hongrois et Turcs ont été repris et intégrés dans le discours de l'extrême droite hongroise. A telle enseigne qu'en novembre 2013, lors de sa visite au sein d'universités turques, le président du Jobbik¹⁰³⁶, Gábor Vona (1978-) a déclaré : *« qu'il n'est pas venu en Turquie afin de construire des relations diplomatiques et économiques, mais afin de rencontrer ses frères et sœurs turcs ».*¹⁰³⁷

Ajoutant que son parti, le Jobbik est sous attaque d'Occidentaux car il supporte la Turquie et les peuples touraniens, y compris l'Azerbaïdjan, dans des conflits internationaux. *« Selon Gábor Vona, le Jobbik ne coopérera jamais avec aucune organisation nationaliste radicale occidentale qui considère que les Turcs et l'islam sont les ennemis. Gábor Vona déclare*

¹⁰³⁴ **Maracsko, A**, *Hungarian Orientalism, and Zichy expedition*, Master en Art, Université de Budapest, 2014, 150 p.

¹⁰³⁵ **Soulé, V**, *Les Hongrois sur les traces de leurs ancêtres*, In : Libération, 30 mars 1995, <http://www.liberation.fr>.

¹⁰³⁶ Le jobbik est un parti politique hongrois d'extrême droite, ultranationaliste.

¹⁰³⁷ **Vona, G** : *l'islam est le dernier espoir de l'humanité dans les ténèbres du globalisme et libéralisme*, 5 novembre 2013, <http://www.egaliteetreconciliation.fr>

également que ces gens peuvent apprendre des Turcs ce qu'est l'amour de la famille, le respect de la tradition et le patriotisme. Il considère que les relations entre les Hongrois et les peuples touraniens relèvent de la fraternité et pas simplement de l'amitié. »¹⁰³⁸

Car il ne fait aucun doute pour le Jobbik en dépit des preuves apportées par les linguistes que Turcs et Hongrois appartiennent à la même aire civilisationnelle. Ce qui bien évidemment sujet à caution. Car comme dans le cas du nationalisme turc, la découverte d'ancêtres asiatiques n'est pas dénuée d'arrière-pensées politiques et constitue une manière de se démarquer d'un environnement jugé hostile.

Un pantouranisme qui prend naissance au 19^{ème} siècle, au moment où les Hongrois ont commencé à vouloir se libérer du joug autrichien, mais aussi à des moments clefs de l'histoire de la Hongrie, ce qui offre une similitude avec l'histoire turque :

« Une théorie qui avait été largement diffusée entre les deux guerres par le régime Horthy. Son objectif : se détacher de l'Europe pour revenir dans l'orbite asiatique. L'amertume engendrée par le Traité de Trianon n'y était sans doute pas pour rien. Alors que l'Allemagne glorifiait la race aryenne, il s'agissait de célébrer une prestigieuse race touranienne opposée aux étrangers impurs: colons allemands, mais aussi (et surtout) Juifs et Tziganes. »¹⁰³⁹

Gábor Vona a répété ce qu'il a déjà souligné à plusieurs reprises : l'islam est le dernier espoir de l'humanité « dans les ténèbres du globalisme et du libéralisme ». ¹⁰⁴⁰

Tous les ans depuis 2008, les Turcs et les populations turcophones se retrouvent en Hongrie pour le Grand-*Kurultáj* qui n'est autre que la réunion tous les deux ans de toutes les tribus turques et qui se présente comme une grande manifestation culturelle touranienne destinée à rappeler l'héritage culturel commun avec la conviction de partager bien plus qu'une origine commune, mais aussi un système culturel et de croyances qui puisent leur origine dans le chamanisme.

Aussi, les délégations turques, kazakhes, ouïgours ou bulgares, se souviennent autour de reconstitutions historiques qu'ils sont tous des descendants des tribus d'Attila

Mais si les Turcs maintiennent ce lien avec les Hongrois, c'est en raison de l'occupation qui a fait suite à la bataille de Mohacs 1526, la bataille de Mohacs a vu la victoire des armées de

¹⁰³⁸ **Léotard, C**, *Une extrême-droite qui n'excècre pas l'islam*, In : Le Monde diplomatique, avril 2014, 7 p.

¹⁰³⁹ **Waline, P**, *Hongrie : nos ancêtres les Mongols*, 17 août 2012, <http://causeur.fr>

¹⁰⁴⁰ **Vona, G**, *Ibidem*.

Soliman le Magnifique. Pendant deux siècles, les Ottomans occuperont ce royaume d'Europe centrale.

Or, il se trouve que le personnage historique de Soliman le Magnifique est mis à l'honneur par l'AKP et on ne compte plus en Turquie le nombre de programmes qui lui sont consacrés et qui vantent la grandeur du sultan.

Le *Jobbik Magyarországért Mozgalom*, ou « Mouvement pour une meilleure Hongrie », a fait son apparition sur la scène hongroise tout à fait récemment, puisqu'il a été créé en 2002 par des étudiants nationalistes, il ne devint un parti qu'en 2003. Des dates qui correspondent aux négociations visant à permettre l'entrée de la Hongrie au sein de l'Europe qui a eu lieu en 2004.

Ses premiers succès furent modestes. Ainsi, en 2006 sous le nom de « Troisième voie ». Il n'obtient que 2.2% aux élections législatives. Mais, la prévarication des partis du système se révèle bientôt telle à Budapest que le Jobbik apparaît comme la seule organisation propre et non corrompue.¹⁰⁴¹ De ce fait, en janvier 2009, il obtint 8.5% des voix lors d'une législative partielle et, en juin de la même année, 15% des Hongrois lui accordent leurs suffrages lors des élections européennes. Un an plus tard, lors des législatives, il fait son entrée au Parlement avec quarante-sept députés et le soutien de 17% des électeurs.¹⁰⁴²

Le parti *Jobbik* se présente comme un parti national-radical. National, car, écrit-il, il tient pour prioritaire le point de vue national face à tout autre point de vue.¹⁰⁴³ Quant à son radicalisme, il a pour conséquence que le Jobbik réclame non pas des réformes mais un changement de paradigme dans tous les domaines.

¹⁰⁴¹ **Voys-Gillis, A**, *Continuité et renouvellement de l'extrême droite*, In : Vues sur le monde, 3 avril 2015.

¹⁰⁴² *Le parti d'extrême droite hongrois Jobbik remporte une élection partielle*, In : Nouvel Observateur, 12 avril 2015, <http://tempsreel.nouvelobs.com>.

¹⁰⁴³ **Bouchet, Ch**, « *De Theben jusqu'à Tokyo* », ils rêvent de la Grande Touranie, In : Voxnr, 3 juillet 2011.

Avec fougue, ils dénoncent unanimement l'asservissement de la Hongrie, à l'atlantisme, qui se caractérise par «l'axe Bruxelles-Washington-Tel Aviv»¹⁰⁴⁴ et se déclarent favorables à une politique étrangère différente, privilégiant des partenariats avec des pays comme la Russie, la Chine, l'Iran, et la Turquie. Faut-il y voir une simple coïncidence, cette revendication correspond à une revendication panturquiste ?

Ils ne motivent pas cela uniquement par le fait que le monde est devenu multipolaire, avec des poids lourds à l'est, mais surtout par la position géographique de la Hongrie, son histoire et sa culture. Car, pour la direction du Jobbik, il ne fait aucun doute que le peuple hongrois est un peuple aux racines orientales, avec une forte identité asiatique ce qui se manifeste dans son histoire, sa culture et sa langue.

Tout devient plus clair, lors des déclarations faites par les cadres du parti qui se réclament du touranisme. Le mouvement d'extrême-droite a fait sienne la théorie de l'ascendance commune des peuples touraniens, c'est à dire de toutes les populations d'origine non-indo-européennes et non-sémitiques peuplant l'Ancien monde, à savoir les Turcs de l'ex-empire ottoman et les peuples turcs d'Asie centrale, les Hongrois, les Estoniens, les Finnois, les Japonais, les Chinois, les Coréens et les Tibétains.

Cette idée n'est pas récente en Hongrie puisqu'on en retrouve la trace dès le Moyen Âge, mais ce n'est qu'au XIXème que l'historien István Horvát la popularisa en mettant en avant dans ses écrits la fraternité des peuples asiatique parmi lesquels il rangeait les Hongrois du fait de leur ascendance hunnique.

Dans l'entre-deux guerre, ce courant, fondamentalement hostile aux Allemands, connut un important essor. Le Comte Pál Teleki fut deux fois ministre des Affaires étrangères de 1919 à 1920, puis Président du conseil de 1920 à 1921 et de 1938 à 1941, date à laquelle il se suicide. Il fut l'un des fondateurs de la Société touranienne et, après l'entrée des troupes du Reich en Hongrie, des groupes de résistance touraniens anti-allemands se créèrent avant d'être anéanti par les communistes.

¹⁰⁴⁴ La dénonciation de l'axe Bruxelles, Washington Tel-Aviv appartient aussi à la rhétorique *Ulusalcılık*.

Comme actuellement, les Touraniens visaient alors à détacher la Hongrie de l'Europe et à l'amener dans l'orbite asiatique. Après l'ère prospère des Germains et des Slaves, viendrait, disaient-ils, l'heure des Touraniens, dont le territoire s'étendrait de la Hongrie au Japon, ou, selon leurs propres mots, de Theben jusqu'à Tokyo.¹⁰⁴⁵

Cette orientation hongroise que l'on peut qualifier de philoturque trouve des échos favorables parmi les nationalistes turcs qui ont développé exactement les mêmes thèmes que les Hongrois et le passage de la nostalgie envers la grande Hongrie qui a été dépecée par le Traité de Trianon ou bien le dépeçage de l'Empire ottoman par les mêmes puissances européennes rapproche les discours. De là à trouver des liens profonds communs il n'y a qu'un pas et comme le déclarait lors d'un discours György Szilágyi, chef de file du parti à Budapest, à l'occasion d'un meeting : « *Le Jobbik, ce n'est pas un parti, c'est une communauté* ». ¹⁰⁴⁶

Comme l'a souligné la journaliste Luce Ricard, la Turquie s'applique à développer une diplomatie « multidirectionnelle ». Dans le même temps, Ahmet Davutoğlu a réfuté toutes velléités d'appropriation des territoires balkaniques déclare néanmoins :

“ A l'heure actuelle il n'y aucune politique de menée pouvant être qualifiée de néo-ottomane. Nous avons une histoire et une culture commune avec les pays balkaniques et cela personne ne peut le nier. Nous ne pouvons pas agir comme les Ottomans n'avaient jamais existé dans la région. Ma perception de l'histoire de cette région est la suivante : il faut que nous nous concentrons sur les aspects positifs de notre passé commun. Nous ne pouvons pas créer un futur meilleur sur une idée négatrice de notre histoire. ». ¹⁰⁴⁷

Et les Balkans qui sont l'une des cibles du *soft power* turc d'Ahmet Davutoğlu. Ce dernier a parlé de l'Empire ottoman comme de l'âge d'or turc et définit la région allant de l'Anatolie aux portes de Vienne, comme un « *grand État balkanique* ». Cependant, ces déclarations sont d'ordre idéologique, car dans la réalité, le pays n'a pas vraiment réussi à s'imposer comme un

¹⁰⁴⁵ **Bouchet, Ch**, « *De Theben jusqu'à Tokyo* », ils rêvent de la Grande Touranie, In : Voxnr, 3 juillet 2011.

¹⁰⁴⁶ **Bienvenu, H**, *Comment le parti d'extrême droite, jobbik a colonisé la Hongrie*, In : Slate, 10 avril 2014.

¹⁰⁴⁷ **Ricard, L**, *La Turquie dans les Balkans: relents d'Ottomanisme ?* In : Nouvelle Europe, 16 novembre 2011.

partenaire incontournable et notamment au plan économique : « En 2002, la Turquie représentait 6,1 % des importations de l'Albanie, et se situait au troisième rang, loin derrière l'Italie (34,5 %) et la Grèce (21,7 %). Les relations économiques bilatérales sont marquées par un déséquilibre tel que l'on pourrait quasiment les réduire aux seules exportations turques vers le pays des Aigles. Celles-ci ont peu progressé depuis le milieu de la décennie 1990 ; les années 1995-1997 connaissent même une baisse régulière, compensée ensuite, le niveau de 1994 (60 millions de dollars) n'étant retrouvé qu'en 2000. En 2001 et 2002, la progression a été réelle, mais limitée. Les investissements turcs dans le pays s'élevaient en 2001 à 20 millions de dollars et étaient essentiellement destinés au commerce de détail et à la restauration ».¹⁰⁴⁸

En effet, Ankara semble avoir souhaité être un acteur à part entière de la construction de la paix en ex-Yougoslavie et de l'intégration des Balkans dans l'Union européenne. Son rapprochement avec la Grèce et sa participation à toutes les structures de coopération régionale visant à créer un espace de sécurité dans les Balkans en est l'illustration.

Certains, néanmoins s'inquiètent : les Serbes de Bosnie soupçonnent la Turquie de développer un « agenda caché » dans les Balkans, consistant à privilégier la communauté musulmane soit environ la moitié de la population totale du pays et à s'engager diplomatiquement afin de réduire l'autonomie de la Serbie telle que les accords de Dayton la prévoyaient.

Cette méfiance affichée à l'égard de la Turquie a conduit le Premier ministre de la République serbe de Bosnie, Milorad Dodik, à refuser un don turc de trois millions d'euros pour la restauration du vieux pont ottoman sur la Drina de Višegrad.¹⁰⁴⁹ Diplomatiquement, Milorad Dodik, a également affiché son soutien à Israël contre les récentes prises de position turques. Le spectre d'un « arc islamique » brandi par une partie de la Serbie, des Serbes de Bosnie et de la Grèce dans les années 1990 connaît cependant moins de succès dans les années 2000.¹⁰⁵⁰

Désormais, Ankara s'appuie sur une diplomatie multidirectionnelle et indépendante des grands États où les ensembles qui la bordent, répondant à une vision purement turque des enjeux internationaux. La région des Balkans fait inévitablement partie de cette vision en tant

¹⁰⁴⁸ **Toumarkine, A.**, *La politique turque dans les Balkans. Volonté d'intégration, risque de marginalisation*», In : Le Courrier des pays de l'Est, n° 1039, 2003, pp. 40-51.

¹⁰⁴⁹ **Ricard, L.**, *La Turquie dans les Balkans: relents d'Ottomanisme ?* In : Nouvelle Europe, 16 novembre 2011.

¹⁰⁵⁰ **Ricard, L.**, Ibidem.

que voisine et au nom d'une proximité historique et culturelle. Cependant, elle ne constitue qu'un élément du repositionnement turc. À l'horizon 2023, la Turquie semble s'être fixé des objectifs économiques et diplomatiques dépassant très largement le cadre de l'influence sur les Balkans.¹⁰⁵¹

Paragraphe 2. Imposer un Commonwealth ottoman

Il est peu probable que la Turquie ait pour objectif de reconquérir par la force les territoires autrefois ottomans. L'époque n'est plus aux grands empires et la présence d'internet montre que désormais, la conquête de l'espace, le fameux *village global*¹⁰⁵² se réalise bien selon les prévisions de son concepteur, McLuhan. Une nouvelle souveraineté voit le jour.

A la souveraineté territoriale se surimpose une aire d'influence économique, politique aussi. Un changement d'axe qui n'a pas échappé à Ahmet Davutoğlu qui a déclaré : « *Pourquoi la Turquie ne pourrait-elle pas elle aussi redevenir le leader des anciens territoires ottomans dans les Balkans, au Moyen-Orient et en Asie centrale* ». ¹⁰⁵³

Ce *leadership* auquel la Turquie aspire, porte sur trois zones, dont l'une n'a jamais fait partie de l'Empire ottoman, puisqu'elle se situe en Asie centrale, qui est en revanche le berceau des Turcs.

Cette déclaration aux accents néo-ottomanistes et panturquistes met l'accent sur la détermination des Turcs à se hisser au rang de puissance régionale et de devenir à l'instar de la Grande-Bretagne, une puissance politique et économique de premier plan, capable d'infléchir la politique européenne, c'est aussi l'une des raisons de son insistance à faire partie de l'Union européenne.

Pour ce faire, elle s'applique à accroître son aire d'influence, grâce aux Printemps arabes qui lui ont ouvert une brèche importante. Cette politique que l'on peut qualifier de « politique du

¹⁰⁵¹ Ricard, L, Ibidem.

¹⁰⁵² McLuhan développe sa théorie du village global dans *la Galaxie Gutenberg*, University of Toronto Press, 1962.

¹⁰⁵³ Semo, M, *La folie ottomane d'Erdogan*, In : Libération, 25 mai 2015.

pire » (A) va lui donner l'occasion de pousser ses pions sur l'échiquier national et international, mais au mois de juillet 2016, le gouvernement d'Ankara semble revoir sa stratégie au Moyen-Orient, avec deux signaux forts, le retour à la diplomatie de la main tendue en direction d'Israël¹⁰⁵⁴ et de la réconciliation avec la Russie de Vladimir Poutine, dont une partie de l'armée est engagée dans le conflit militaire en Syrie (B).

A.La politique de la tension

La politique internationale turque a exploité la politique de la tension, persuadée que les Printemps arabes allaient lui permettre de reprendre sa place de leader du monde musulman. Recep Erdoğan proche des Frères musulmans a considéré que le moment était venu pour la Turquie d'imposer son *leadership* au Moyen-Orient. Fort de ses succès électoraux (jusqu'à 2002), le président a choisi de mener la politique de la tension au Moyen-Orient, mais cette politique n'a pas eu les effets escomptés.

Alors même qu'il avait calmé le jeu avec le *PKK*, il a pris le risque de raviver les tensions avec le mouvement séparatiste kurde.

Les affrontements et accrochages en territoire turc et syrien se multiplient et ont causé la mort de centaines de personnes. A la fin août les chars turcs ont pénétré en territoire syrien pour mettre un terme aux succès militaires kurdes. Le 30 août, la Turquie a rejeté cessez-le. En ravivant les hostilités avec les Kurdes, le président souhaite galvaniser les foules et surtout rallier à sa cause les mouvements nationalistes de droite, cela était vrai, il y a quelques mois, lorsqu'il pensait se représenter aux élections, cela l'est en 2016 car les *Ulusalçilik* et ultranationalistes sont hostiles à son projet d'hyperprésidentialisme. Pendant cette période Recep Erdoğan va utiliser la diplomatie et les troubles régionaux pour conforter son propre pouvoir, pour ce faire, la diplomatie turque va se livrer à un jeu très ambigu en Syrie (1), en donnant l'impression aux puissances occidentales de pourvoir une stratégie et une finalité qui échappent aux analystes, mais qui sont en relation avec les enjeux de politiques intérieures

¹⁰⁵⁴ Smolar, P, *Confrontées à l'Iran, la Turquie et Israël mettent fin à six ans de brouille diplomatique*, In : Le Monde, 27 juin 2016, <http://www.lemonde.fr>.

et qui concernent le problème kurde. Le pouvoir qui semblait vouloir établir une paix durable avec les Kurdes a réinstauré la politique de la tension (2).

1. Le jeu ambigu de la Turquie en Syrie

Le 15 avril 2015, les combattants kurdes du *PKK* engagés dans la lutte contre *Daesh* exhibaient à la presse internationale, les cartes de trois membres du *MIT* abattus alors qu'ils combattaient au côté de *daesh*. Pour beaucoup d'observateurs, une preuve si besoin était de la connivence du régime d'Erdoğan et de l'Etat islamique.

Mais il y a plus troublant encore, si l'on en croit les médecins et humanitaires syriens Geneviève et Jean-Claude Antakli,¹⁰⁵⁵ l'Arabie saoudite aurait vidé ses prisons de criminels condamnés à mort qui auraient par la suite été acheminés vers des camps d'entraînement situés dans le sud de la Turquie, avant d'être envoyés sur le terrain, en Irak et en Syrie, « *En Turquie, des parlementaires opposés à Erdoğan visitent des camps de réfugiés syriens... Ils sont vides, mais un arsenal d'armes y est entreposé. Ces camps de tentes blanches immaculées, que toutes les chaînes de télévision nous ont montrés pour susciter notre sympathie et notre compassion sont pour la plupart en fait une couverture pour des opérations militaires secrètes* »¹⁰⁵⁶

Geneviève et Jean-Claude Antakli vont beaucoup plus loin dans leurs révélations et évoquent un complot turco-saoudien, visant à mettre la main sur la Syrie afin de pouvoir y faire passer des pipelines et alimenter la Turquie en pétrole. Pour atteindre cet objectif, ils auraient favorisé la naissance de l'Etat islamique, auxquels ils auraient fourni des subsides. Ces derniers exécutant les ordres de leurs mentors turcs et saoudiens, s'en prenant ainsi aux alaouites qui règnent sur la Syrie, mais aussi aux populations kurdes.

¹⁰⁵⁵ Propos tenus lors de la conférence *Proche et Moyen-Orient : paradoxes*, qui a eu lieu le 15 janvier 2016 à l'auditorium de Saint-Paul de Vence.

¹⁰⁵⁶ **Antakli, G et J-C**, *Syrie, une guerre sans nom ! Cris et châtements*, éditions François Xavier de Guibert, Paris, 2015, p.204

Aussi, la confrontation entre *daesh* et les groupes armés indépendantistes kurdes arrange Ankara qui voit dans cette confrontation, un avantage pour la Turquie qui a terme pourra créer une zone tampon débarrassée de la résistance kurde, où seraient entassés les réfugiés syriens. Dans les faits, le régime islamiste d'Erdoğan sous-traite aux djihadistes de *Daesh*, la tâche d'éliminer ces poches de résistance et neutraliser les forces kurdes qui ont engagé dans les trois cantons autonomes du Rojava.

Une connivence qui semble s'être arrêtée à la fin au mois d'août 2015, où un attentat attribué aux djihadistes est venu secouer la Turquie. Celui-ci aurait eu pour objectif de frapper cet allié tacite. Ce qu'il convient de prendre au conditionnel, car dans, une situation très compliquée, les auteurs ne sont pas nécessairement ceux qui semblent être tout désignés.

L'attentat qui a secoué Suruç aurait donc décidé Ankara à abandonner ce que les occidentaux appellent le « double jeu » et à éclaircir sa position à l'égard des Américains auxquels elle a ouvert plusieurs de ses bases aériennes dont celle d'Incirlik

Mais les faits contredisent les déclarations d'Ankara. Les F16 turcs fondent sur le nord de l'Irak, bombardent leur propre territoire et les zones habitées par les Kurdes. Le 7 août des affrontements entre des miliciens kurdes et la police ont eu lieu à Silopi, une petite ville du sud-est de la Turquie, non loin de la frontière avec la Syrie et l'Irak.

Les autorités turques, proches des Frères Musulmans, ont toujours été hostiles au régime de Bachar El Assad. Désireuse de donner une image positive et engagée à ses alliés musulmans, le gouvernement d'Erdoğan n'a pas ménagé ses efforts, allant jusqu'à prendre ouvertement parti pour les mouvements de résistance des Printemps arabes contre les pouvoirs en place.

Outre l'image flatteuse d'une puissance régionale, la Turquie a cherché par tous les moyens à augmenter son influence dans la région et rompre son isolement au Proche-Orient voulu au tout début de la République par Mustafa Kemal puis accru pendant les années de Guerre froide, où la Turquie était beaucoup plus favorable à l'Occident.

Elle s'est engagée au côté des mouvements de résistances et a apporté son aide au tout début, à la résistance. Une aide qui n'a jamais cessé, alors que les puissances occidentales décidées

elles aussi à abattre le régime de Damas, ont pris leurs distances par rapport à ces mouvements, dont les objectifs ne sont plus aussi définis.

Depuis l'engagement de la Turquie auprès des forces américaines, près de mille Kurdes ont été arrêtés tandis que les milieux islamistes ont fait l'objet d'interpellations avant d'être relâchées. Une évidence s'impose, le gouvernement turc a déclaré la guerre au *PKK* et non pas à *daesh*

Comme le suggère Dorothee Schmid, il convient de s'interroger sur le pari fait par les Turcs ont-ils spéculé sur la chute de Bachar El Assad ?

Le souci des Turcs demeure les Kurdes qui sont devenus pour les Américains et la coalition, dans la lutte contre *daesh* l'interlocuteur privilégié, au risque de marginaliser le gouvernement d'Ankara.

Pour comprendre le mouvement de bascule auquel se livre le gouvernement turc, il convient de le placer dans le contexte plus large du néo-ottomanisme.

Le 7 juin dernier les élections législatives turques devaient consacrer l'*AKP* à la tête du pays, ce qui n'a pas été le cas, puisque près de quatre-vingts députés pro-kurdes ont été élus au parlement. Depuis lors, non seulement Erdoğan ne parvient pas à former une majorité mais en plus de cela cette intrusion kurde est un obstacle à son projet d'Erdoğan qui souhaite que la Turquie adopte un «système présidentiel». Un pas vers la confiscation du pouvoir, mais la majorité des Turcs n'est pas dupe, car les sondages d'opinion démontrent que seuls 30 % des Turcs voient le passage à un système présidentiel comme essentiel.

Il présente ce passage vers le système présidentiel comme un avantage, permettant ainsi des prises de décision plus rapides, avec un Etat libéré de ses «chaînes». Rien ne peut plus clairement attester de l'état d'esprit autoritaire du chef de l'Etat que l'on a toujours soupçonné de vouloir rétablir à son profit, le califat. Mais pour ce faire, il lui faut réviser la Constitution de 1982, officiellement pour l'adapter aux « normes européennes de démocratie » ; mais en réalité, il s'agit pour lui de faire sauter les derniers verrous laïcs-kémalistes qui empêchent l'*AKP* de ré-islamiser la Turquie.

Cette Constitution, forgée par les militaires en 1982, interdit les partis islamiques et garantit la laïcité de la Justice et de l'Etat.

Erdoğan souhaite que ses ordres et les décisions qu'il prend avec ses conseillers aient force de lois, sans qu'il n'y ait d'objection du Parlement, de la justice et encore moins des media.¹⁰⁵⁷

Depuis son accession au pouvoir Erdoğan n'a eu de cesse de s'en prendre à tous les obstacles pouvant se dresser sur la route de son accession à la plus haute fonction de l'Etat. L'Affaire : l'affaire Ergenekon lui en a donné l'occasion avec le procès de ses "membres présumés" a eu lieu en 2008, ce qui a suscité un commentaire de Rusen Cakir, journaliste de *Vatan* : « *Nous sommes en présence d'un fait très profond et complexe. La chose que l'on appelle Ergenekon est « présentée comme une organisation terroriste », mais elle a également des liens profonds avec le courant politique appelé « nationaliste ulusalci ». Veut-on mettre fin à une « organisation terroriste » ou veut-on liquider un bloc qui fait l'opposition la plus virulente contre l'AKP ? On ne sait pas.* »¹⁰⁵⁸

Dans le même ordre d'idée il s'en est pris au mouvement *Hizmet* de Fetullah Gülen et a déclaré hors-la-loi l'ONG *Kimse yok mu*¹⁰⁵⁹ vitrine güleniste et qui est la seule ONG turque reconnue par l'ONU.

En créant de faux ennemis, comme lors de l'attaque présumée en 2012 de l'ambassade de Turquie en Irak par les forces gouvernementales, Erdoğan souhaite resserrer les rangs autour de son pouvoir. En éliminant les opposants à l'intérieur et en attisant le feu au Proche-Orient, il espère provoquer un chaos dont il sera le bénéficiaire. L'acte ultime semble être le putsch manqué de juillet 2016 qui lui a permis de faire arrêter des milliers de personnes dans le pays.

En jouant la carte de la réislamisation, il espère ainsi permettre à la Turquie post-kémaliste de reprendre pied dans ses anciennes possessions ottomanes : Egypte, Gaza-Palestine, Liban-Syrie, Maghreb, Balkans, etc. Le dessein ultime est de rétablir une puissance néo-ottomane.

¹⁰⁵⁷ Ce qui explique les vagues d'arrestations depuis le coup d'Etat manqué de juillet 2016.

¹⁰⁵⁸ **Perrier, G**, *Turquie : Requiem pour Ergenekon*, In : *Turquie européenne*, 7 juillet 2008, <http://www.turquieeuropenne.eu>.

¹⁰⁵⁹ *Kimse yok mu* signifie « y-a-t-il quelqu'un ? »

2. Les Kurdes : à l'origine du retournement de situation ?

Bien que membre de l'*OTAN*, la Turquie a jusque-là, refusé de prendre part à toute action militaire. Elle n'est pas intervenue, non plus en soutien des milices kurdes de Syrie. Les raisons sont les suivantes : la crainte de voir une région autonome hostile dans le nord de ce pays de la Syrie. Elle a donc assisté à la prise de Kobané par les djihadistes sans prendre position, du moins officiellement. Car les Turcs sont accusés de soutenir les djihadistes à la fois contre le gouvernement de Bachar el Assad et contre les Kurdes.

Pourtant l'*AKP* avait décidé de mettre un terme aux hostilités l'opposant aux Kurdes, ce qui a été décrété d'un commun accord. Mais, la politique intérieure et ses vieux démons a rattrapé l'*AKP*, lorsque le 8 juin 2015, le *HPD* parti des Kurdes de Turquie a fait une irruption massive au parlement, avec 80 députés kurdes et fait obstacle du même coup aux ambitions de Recep Erdoğan qui voit ainsi ses chances de devenir l'hyperprésident de Turquie.

Dès lors, avec l'annonce de nouvelles élections, les relations se sont à nouveau s'altérées entre les deux ennemis héréditaires. Si l'on ajoute à cela la situation de la frontière sud du pays qui fait craindre une avancée des Kurdes et peut-être un «nettoyage ethnique» dans le nord syrien, perpétré par les combattants kurdes des Unités de protection du peuple *YPG*, bras militaire du *PYD*, (Parti de l'Union démocratique).¹⁰⁶⁰

Les victoires successives des milices kurdes syriennes ont fait craindre à la Turquie la formation d'une province kurde autonome au nord de la Syrie. C'est l'une des raisons pour lesquelles le gouvernement s'est refusé, jusqu'alors à intervenir dans la lutte armée contre *daesh*. Cependant l'attentat terroriste du 20 juillet 2015 dans la ville turque de Suruç, à majorité kurde a obligé le gouvernement à « s'impliquer » dans le conflit.

Les militants du *PKK* ont accusé Ankara de soutenir *daesh*, contre les miliciens kurdes et ont assassiné deux policiers turcs pour "punir" le gouvernement. Le 24 juillet la Turquie a bombardé des positions djihadistes en Syrie et en Irak et débute sa vaste opération de sécurité au cours de laquelle 1050 personnes ont été tuées.¹⁰⁶¹

¹⁰⁶⁰ **Alabassi, M**, *Des milliers de Syriens traversent la frontière turque, les Kurdes accusés de « nettoyage ethnique*, In : Middle East Eyes, 6 octobre 2015, <http://www.middleeasteye.net/fr>.

¹⁰⁶¹ *La Turquie contre l'EI : 4 questions sur la délicate position des Kurdes*, In : L'Obs, 30 juillet 2015, <http://tempsreel.nouvelobs.com>.

Mais face à l'inertie des autorités turques dans la lutte contre les djihadistes, les Etats-Unis, se sont tournés vers un allié plus fiable le *PYD* (parti de l'union démocratique) qui n'est autre qu'un prolongement du parti des travailleurs du Kurdistan, le *PKK*. Le *PYD* a mis la main sur Jarablus, et espère faire fusionner les trois cantons d'Afrin, de Kobané et de Djéziré en vue de la création d'un Etat en bonne et due forme. Et une fois conflit terminé, celui-ci pourrait être appuyé ouvertement par les Etats-Unis et la communauté internationale. Ce qui mettrait Ankara dans une position plus que difficile.

«Nous ne permettrons jamais l'établissement d'un Etat dans le nord de la Syrie et dans le sud de notre pays. Nous continuerons à nous battre contre cela, quel qu'en soit le prix»¹⁰⁶², averti Recep Erdoğan, «Ils veulent modifier la structure démographique de la région, nous n'allons pas laisser faire cela»¹⁰⁶³, a-t-il précisé.

Selon Ibrahim Karagül, le rédacteur en chef du journal pro-gouvernemental *Yeni Şafak*, le but ne fait pas de doute : *«certains essaient de mettre en œuvre un plan qui s'appuie sur le nationalisme kurde et ce plan menace l'existence de la Turquie. L'intervention de la Turquie dans la région est indispensable»¹⁰⁶⁴*. Cette déclaration est une allusion au rôle des Etats-Unis, qui ont toujours été accusés par le gouvernement d'Ankara, de sympathies actives à l'égard des Kurdes.

Pour éviter de se retrouver face à une situation qu'il n'aurait pas choisie, comme à la fin des hostilités, de la création d'un Etat kurde, ouvertement appuyé par les Etats-Unis et d'autres forces de la coalition, le gouvernement d'Ankara a décidé de changer de stratégie. Aussi, dès l'été 2015, il s'est décidé à ouvrir la base d'Incirlik et à s'engager contre les djihadistes de *Daesh*. Ce changement de stratégie a pour objectif d'amoindrir l'importance, sur le terrain des forces kurdes engagées et qui permet à Ankara de remédier au risque de se voir marginalisé.

Au début du mois de juillet 2015, Ankara demande à la communauté internationale la possibilité d'établir une zone d'exclusion aérienne qui lui permettrait de lutter contre *daesh*. C'est du moins ainsi que l'intérêt de cette zone est présentée. Dans les faits, il s'agit de lutter

¹⁰⁶² *Le président turc Erdogan exclut la création d'un Etat kurde*, In : Zaman (reprise d'un communiqué de l'agence Reuters), 29 juin 2015.

¹⁰⁶³ **Kiliç, S**, *Ankara sur le pied de guerre contre les Kurdes et les djihadistes en Syrie*, In : Zaman, 1^{er} juillet 2015.

¹⁰⁶⁴ **Karagül, I**, *Türkiye içinde 'şer eksenini' ve 'iç işgal'*, In : Yeni Şafak, 13 Juillet 2015.

à la fois contre le mouvement djihadiste, devenu un allié trop encombrant et surtout contre les Kurdes.

Cette demande de zone d'exclusion aérienne s'est accompagnée d'une demande de zone tampon pour permettre, officiellement, aux combattants syriens de pouvoir se replier, comme le laissait entendre le ministre des Affaires étrangères turc :

*« Quand ces zones dans le nord de la Syrie seront libérées, de la menace de l'Etat islamique, les zones de sécurité se formeront naturellement. Nous avons toujours défendu la création de zones de sécurité et de zones d'exclusion aériennes en Syrie ».*¹⁰⁶⁵

La question kurde est redevenue en l'espace de quelques mois le problème numéro un de la Turquie. Pourtant des voix s'élèvent pour apaiser les esprits. C'est le cas de Mensur Akgün du journal pro-gouvernemental *Star* appelle à un changement de paradigme. *«La Turquie doit se débarrasser de ses vieux réflexes. Certes le PYD et le PKK ont des liens organiques. Et le PKK peut vouloir profiter de ses avancées en Syrie pour créer un Etat. Mais justement, pour cette raison, il faut que le processus de paix avec les Kurdes se poursuive en Turquie, que les Kurdes se voient confirmés comme des citoyens qui jouissent des mêmes droits que les autres. Malgré toutes les difficultés politiques et morales, la Turquie doit considérer le PKK non plus comme un ennemi mais comme un partenaire dans la résolution du conflit».*¹⁰⁶⁶

En dépit du changement d'axe annoncé en juillet 2015, la Turquie livre depuis le mois de juillet 2015, est moins engagée contre *daesh* qu'elle ne l'est contre les Kurdes auxquelles elle livre combats dans l'est du pays. Au mois d'août 2015, l'aviation turque a mené une série de raids, dans la nuit de lundi 10 à mardi 11 août, contre des repaires du Parti des travailleurs du Kurdistan, dans la province de Hakkari, frontalière de l'Iran et de l'Irak, infligeants de nombreuses pertes au *PKK*. Mais l'offensive d'Ankara n'est pas uniquement visible militairement, l'attentat d'Ankara est là pour rappeler que le pouvoir tient les groupes kurdes sous haute surveillance.

¹⁰⁶⁵ **Imbert, L**, *La Turquie est-elle en train de créer une « zone de sécurité » dans le nord de la Syrie ?* In : Le Monde, 29 juillet 2015, <http://www.lemonde.fr/proche-orient>.

¹⁰⁶⁶ **Kiliç, S**, *Ankara sur le pied de guerre contre les Kurdes et les djihadistes en Syrie*, In : Zaman, 1^{er} juillet 2015.

Le soutien militaire russe à Bachar-El Assad est venu perturber la stratégie d'Ankara qui une première fois en guise d'avertissement a abattu un avion de chasse russe, au motif que ce dernier aurait violé l'espace aérien turque.

Mais au mois de février la tension est montée d'un cran, obligeant Ankara à dévoiler son jeu.

L'offensive du régime syrien sur Alep appuyée par les bombardements russes, n'a cessé de se poursuivre dans le nord de la Syrie. Pendant ce temps-là, les combattants kurdes ont gagné du terrain dans la région. Ils ont pris le contrôle d'une base militaire auparavant tenue par les rebelles anti-Bachar el-Assad.

Les Kurdes ont profité de l'offensive russo-syrienne en cours pour gagner du terrain, comme le montrent leurs récentes conquêtes dans la région d'Alep. Une aubaine pour les Kurdes qui dans ce conflit, les Kurdes avancent leurs pions, espérant aboutir à la réunification des provinces kurdes des d'Irak et de Syrie, mais aussi de Turquie. Par conséquent, ils cherchent à affirmer leur présence dans le nord de la Syrie où ils ont établi des zones autonomes ces dernières années.

Issa Khaled, représentant en France du *PYD*, une organisation politique et militaire des Kurdes syriens, explique que son mouvement entretient des liens avec la Russie comme avec les Occidentaux. Il a levé le voile sur la stratégie de la rébellion syrienne soutenue par la Turquie. « *La majorité des membres de la rébellion sont soutenus, par les Saoudiens, les Qataris et les Turcs. L'Etat turc n'arrête pas de soutenir les terroristes jusqu'à maintenant* ». ¹⁰⁶⁷

L'opposition syrienne accuse ces Kurdes d'être des alliés objectifs de Bachar el-Assad. Pour la même raison, Ankara s'oppose à toute participation des Kurdes à de futurs pourparlers de paix sur la Syrie alors que la Russie cherche au contraire à les inclure. Et pour récompenser cet allié indéfectible, un bureau de la représentation kurde a été inauguré à Moscou, le 10 février 2016.

Cette forme de reconnaissance de la lutte des kurdes pour être reconnu en tant que peuple aspirant à posséder un Etat est un camouflet infligé à la diplomatie turque ¹⁰⁶⁸. Sur le terrain,

¹⁰⁶⁷ Syrie: les Kurdes syriens gagnent du terrain dans le Nord, In : RFI, 11 février 2016, <http://www.rfi.fr>.

¹⁰⁶⁸ L'ouverture de la représentation kurde est une forme de reconnaissance implicite du gouvernement russe. Le Kurdistan n'étant pas un Etat souverain, il est donc impossible pour l'heure de

les représailles turques ne se sont pas fait attendre, le 13 février, l'artillerie turque a pilonné la province d'Alep que les Unités de protection du peuple kurde, *YPG* ont récemment repris à des rebelles islamistes, une lutte contre les Kurdes qu'Ibrahim Karagül justifie : « *Il ne s'agit plus d'une question de lutte contre le terrorisme mais d'un réflexe de défense nationale* », a-t-il affirmé. « *Aucun pays ne saurait transférer à une coalition internationale sa défense nationale, son intégrité territoriale ni sa paix sociale. S'il le fait, c'est un suicide* ». ¹⁰⁶⁹

B. Ankara revoit sa stratégie régionale et sa diplomatie.

L'été 2016 a été riche en coups de théâtre et en changements de tous ordres. Après avoir beaucoup misé sur les Printemps arabes, le gouvernement d'Ankara a été contraint de revoir sa stratégie régionale et sa diplomatie. La présence appréciée de l'allié kurde par les puissances occidentales et la Russie, l'a contraint à abandonner son jeu ambigu et à se ranger du côté de ces mêmes forces. Ce qui lui a valu des attentats ; à Ankara en 2015 et février 2016 et à l'aéroport d'Istanbul, en juin 2016.

Après des semaines de relations tendues avec le pouvoir russe, Recep Erdoğan renoue avec Moscou, après l'incident au cours duquel les forces turques avaient abattu un avion de chasse russe et accueille le président Poutine en Turquie. On assiste à une reprise des relations avec le gouvernement de Jérusalem, après un refroidissement diplomatique entre les deux pays (1). En politique intérieure c'est un coup d'Etat manqué qui permet à Recep Erdoğan de consolider sa place à la tête de l'exécutif (2).

procéder à une reconnaissance officielle. Néanmoins, il s'agit d'un premier pas vers de futurs échanges.

¹⁰⁶⁹ Karagül, I, opus déjà cité.

1. Les mutations stratégiques d'Ankara

Comme nous l'avons souligné, dès 2010, la politique étrangère de la Turquie est entrée dans une nouvelle phase, celle d'une rupture progressive avec l'Occident en vue de faire de la Turquie le leader régional et retrouvé sa place auprès du monde musulman. En Egypte, les Frères musulmans étaient censés remplacer le régime autoritaire, d'Hosni Moubarak, accaparant le « désir révolutionnaire et de la soif démocratique ». Mais la reprise en main du pays par le général El-Sissi¹⁰⁷⁰ est venue contrecarrer les plans de la Turquie.

Membre des Frères musulmans, Recep Erdoğan a alors estimé qu'il fallait une rupture avec Israël, au-delà du simple discours belliqueux. La question palestinienne avait toujours mobilisé en Turquie, à la fois chez les islamistes, au sein de la gauche radicale, mais aussi auprès des libéraux. Et c'est ainsi qu'en mai 2010, la flottille d'aide humanitaire à la bande de Gaza organisée par la Fondation pour l'aide humanitaire İnsani Yardım Vakfı (*IHH*) de tendance islamiste a été l'occasion rêvée pour une démonstration de force.

Une démonstration de force qui s'est répétée devant la presse internationale où Recep Erdoğan a interrompu Shimon Pérès par le « one minute ». Une attitude non équivoque qui avait été interprétée par les pays arabes comme une volonté turque de se ranger à leurs côtés.

Les relations avec la Russie n'étaient guère meilleures, notamment au moment de la crise de Crimée qui compte de nombreux turcophones, mais aussi par le soutien des Russes apportés aux forces gouvernementales de Bachar el Assad.

Mais au cours de l'été 2016, le gouvernement d'Ankara a entrepris un virage à 180 degrés renouant avec les Israéliens et la Russie et envisageant même de renouer avec l'Egypte du général El-Sissi.

La question que l'on peut se poser est, pourquoi, un tel revirement ?

La Turquie a été en proie au cours de l'année 2015-2016 à une vague d'attaques terroristes sur son sol et son isolement diplomatique n'était plus tolérable. Dans la théorisation de sa politique, Ankara avait totalement sousestimé les deux puissances régionales, que sont la Russie et l'Iran, toutes deux alliées au pouvoir syrien. Le régime turc avait espéré une victoire

¹⁰⁷⁰ *Turquie: Erdogan exclut une réconciliation avec le régime égyptien*, In : BFMTV, 5 juillet 2015, www.bfmtv.com.

rapide en Syrie et un rôle important pour les Frères musulmans à Damas après la chute de Bachar Al-Assad, mais cela n'a pas été le cas et le conflit s'est quelque peu enlisé, avec en plus, ce qu'Ankara n'avait pas escompté, l'entrée dans la guerre de la Russie.

Par ailleurs, la crise des réfugiés, le chantage de sa diplomatie sur l'Union européenne qui a fonctionné seulement à court terme, son isolement à la fois global et régional, ont obligé le gouvernement d'Erdoğan à revoir sa stratégie régionale, quitte à devoir convaincre sa base auparavant galvanisée par sa rhétorique anti-israélienne et antirusse.

La restauration du califat qui se profilait à l'orée de 2014 et désirée par le président Erdoğan, semble donc s'éloigner. La Turquie a besoin d'Israël et des États-Unis dans la région, non seulement d'un pont de vue stratégique, qu'économique. Les recherches conjointes effectuées par Chypre et Israël dans le nord de l'île, ont mis l'accent sur l'isolement d'Ankara qui en dépit des protestations adressées aux deux pays n'a pas obtenu gain de cause. Il s'agit de gisements de gaz naturel situés au sud des côtes de Chypre, découverts au début des années 2000, recèlent d'énormes réserves qui pourraient dépasser les 750 milliards de mètres cubes.

Les Américains représentés par *Noble Energy*, associé à la compagnie israélienne *Derek*, a démarré des forages d'exploration en septembre 2011 au large de l'île, en accord avec le gouvernement chypriote-grec qui prévoient la création d'un oléoduc et qui misent tous deux sur une forte coopération énergétique avec Israël, à la grande fureur de la Turquie.

L'économie turque est exsangue, ayant perdu ses partenaires régionaux. Il faut faire revenir les touristes russes, et retrouver le marché israélien¹⁰⁷¹ auprès Turquie souhaite s'approvisionner en gaz.

Recep Erdoğan joue un jeu dangereux certes, mais indispensable pour se maintenir au pouvoir. Cet accord avec Israël et le réchauffement des relations avec la Russie sont à la fois le fruit d'une décennie d'erreurs en politique étrangère et intérieure basée sur des questions identitaires, et sa sanction sévère. Ces errements en politique étrangère pourraient expliquer La tentative de coup d'Etat de juillet 2016.

¹⁰⁷¹ Israël a effectué un forage au large de ses côtes, découvrant à 5 kms sous terre.

2.Le coup d'Etat de juillet 2016

C'est une tentative de coup d'Etat qui laisse les politologues dubitatifs, quant à sa réalité. On retiendra, l'image d'une journaliste de la télévision turque informant via son smartphone, Recep Erdoğan du coup d'Etat en train de se jouer à Istanbul et à Ankara et l'appel de ce dernier à ses partisans, auxquels il enjoignait de descendre dans la rue, afin de faire obstacle aux militaires.

L'objectif des putschistes étant de faire échec à la politique de plus en plus autoritaire du pouvoir de Recep Erdoğan.

Les enseignements de ce coup d'Etat sont nombreux et une remarque s'impose, car si le coup d'Etat a avorté, faute de préparation, force est de constater que les listes comportant le nom d'opposants au régime étaient prêtes. *« Au total, près de 3.000 militaires et autant de juges et de procureurs ont d'ores et déjà été placés en détention provisoire dans la foulée du putsch avorté. De plus, 103 généraux et amiraux sont en garde à vue, selon les dernières informations de l'AFP, citant une agence progouvernementale. Près de 9.000 fonctionnaires du ministère de l'Intérieur turc ont été limogés après la tentative de coup d'Etat manquée, a rapporté lundi l'agence de presse progouvernementale, Anadolu ».*¹⁰⁷²

Dès le lendemain du coup d'Etat manqué, invoque l'article 120 de la Constitution de 1982 pour imposer l'état d'urgence dans tout le pays, qui à partir du 21 juillet est prolongé de trois mois. Le 11 octobre celui-ci est prolongé à nouveau de trois mois. Ce prolongement qui suscite beaucoup d'émoi au sein de la population, est néanmoins approuvé par la Grande Assemblée nationale de Turquie. L'état d'urgence est assorti de onze décrets-lois, qui sont nettement orientés vers les « ennemis » du régime¹⁰⁷³, mais si officiellement ils visent les organisations terroristes ou les personnes ayant un lien avec de telles organisations. En effet, les écoles militaires, mais aussi les écoles religieuses de Fetullah Gülen sont fermées. La

¹⁰⁷² En Turquie, les listes de suspects à arrêter étaient déjà prêtes avant le putsch, In : Sputnik News, 18 juillet 2016, <https://www.fr.sputniknews.com>

¹⁰⁷³ 500.000 personnes ont été arrêtées, au motif qu'elles sont une menace contre l'intégrité de l'Etat.

constitutionnaliste Selin Esen juge ces mesures contraires peu compatibles avec la Constitution, mais aussi avec les droits de l'homme¹⁰⁷⁴ et les standards européens.

Depuis, la liste des personnes arrêtées, ne cesse de s'allonger avec l'arrestation d'intellectuels, écrivains jugés dangereux pour le régime. Au total 45.000 personnes ont été soit emprisonnées, soit démis de leurs fonctions, le 4 octobre 2016, 12 800 policiers ont été démis de leurs fonctions¹⁰⁷⁵. En revanche, les prisonniers de droit commun ont été libérés pour céder leur place aux prisonniers politiques, éminemment plus dangereux pour le pouvoir.

Recep Erdoğan a ouvertement accusé Fetullah Gülen d'avoir orchestré le coup d'Etat manqué,¹⁰⁷⁶ ce qui témoigne de la peur que l'imam inspire au Président de la République. Ce dernier a demandé à ce qu'une commission internationale enquête sur les auteurs réels de ce putsch.

Mais ce putsch visait en particulier l'armée, qui par le passé a fomenté tous les coups d'Etat. Il était donc aisé de lui attribuer la paternité de ce coup d'Etat manqué. Mais l'armée, après Ergenekon a-t-elle encore les moyens d'agir ouvertement dans la politique ? Sans compter que cette dernière est massivement engagée depuis le début en Syrie sur la frontière qui sépare les deux pays. En fait, l'origine du coup d'Etat semble répondre à la volonté du Président Recep Erdoğan d'éliminer le *MGK* de la Constitution, car, il demeure malgré tout présent. En discréditant l'armée, le président Erdoğan a saisi un alibi lui permettant de régler la question du *MGK*.

A priori, le Président de la République qui a éliminé toute contestation dans son pays, semble ne plus avoir aucun obstacle à son projet d'hyperprésidentialité. Sur les 15.000 juges que compte le pays, 2745 ont été démis de leurs fonctions. Cette immense purge lui a permis de reprendre la main sur l'ensemble du système judiciaire.

¹⁰⁷⁴ **Esen, S**, *Judicial Control of Decree-Laws in Emergency Regimes- A Self Destruction Attempt by the Turkish Constitutional Court ?*” <http://www.minervacenter.com>.

¹⁰⁷⁵ Information révélée par BFM.

¹⁰⁷⁶ En 2013, des magistrats proches de la mouvance de Fetullah Gülen avaient inculpés des proches de l'actuel président pour faits de corruption. Le pouvoir de Recep Erdoğan a vacillé.

Recep Erdoğan semble plus fort que jamais, comme l'a souligné Ahmet Insel : « *Jusque-là, il avait du mal à faire accepter cette idée à l'opposition, mais aussi à la base de son parti ; mais, avec cette victoire, il a un boulevard devant lui pour se tailler un pouvoir sur mesure, tout le monde est perdant sauf Erdoğan.* »¹⁰⁷⁷

Mais cela ne pourrait n'être qu'apparence, car en éliminant les pouvoirs intermédiaires qui garantissaient le bon fonctionnement des institutions, il se trouve seul face à une population acquise à ses idées mais à laquelle il est redevable, à telle enseigne qu'il a promis le rétablissement de la peine de mort. La foule qui est descendue dans la rue pour sauver son pouvoir, pourrait en cas de crise majeure se retourner contre son pouvoir.

¹⁰⁷⁷ Raverdy, Q, *L'ordre règne à Ankara*, In le Point, 21 juillet 2016, p.83.

Conclusion chapitre 2

La Turquie s'est engagée dans la politique néo-ottomane et son actuel Président est accusé par l'opposition de velléité dictatoriale, voire de devenir le sultan du nouvel Empire ottoman. Mais si de 2003 date de la répression du parc Gezi à 2016 avec le coup d'Etat avorté, la Turquie a basculé dans une violence quotidienne. Le pouvoir lui-même en a usé, et le président s'est appliqué à éliminer les opposants potentiels à son accession à la fonction suprême, il sait que les mouvements nationalistes et ultranationalistes, les *Ulusalçilik* portent un regard négatif sur ses ambitions. Mais pourra-t-il s'opposer à eux, sur le long terme ?

Sans compter la mouvance de Fetullah Gülen qui lui est hostile, si les deux hommes étaient alliés, leurs relations se sont rapidement dégradées, car tous deux, ont pour objectif de transformer la Turquie en un Etat dont l'essence serait un nationalisme turc avec une très forte religiosité. Les deux hommes désormais ouvertement antagonistes.

Suite au coup d'État le 15 juillet 2016, le président Recep Tayyip Erdoğan a rapidement dénoncé la personne qu'il croyait être derrière l'insurrection, ce à quoi Fetullah Gülen a demandé à ce qu'une commission internationale fasse toute la lumière sur le coup d'Etat s'engageant dès lors à se présenter à la Justice turque s'il était établi que son mouvement était derrière le coup d'Etat.¹⁰⁷⁸ Ce faisant, il prend, Recep Tayyip Erdoğan à son propre piège. Ce dernier ayant expressément demandé aux Occidentaux qui s'inquiétaient de voir la répression s'abattre sur la Turquie, de ne pas interférer dans les affaires internes turques.

D'autre part, Fethullah Gülen, qui connaît les stratégies de pouvoir, sait qu'Erdoğan, n'a pas vraiment intérêt à ce qu'une commission s'intéresse de trop près au coup d'Etat, dont de fortes présomptions pèsent, quant à l'identité réelle de ses auteurs.

Il apparaît que depuis 2007, date à laquelle a débuté le procès Ergenekon, Recep Tayyip Erdoğan, pour qui la hyperprésidence est le but ultime, s'est attaché à éliminer tous les obstacles potentiels à la réalisation de cette ambition : l'Etat-profond, les gülenistes, les

¹⁰⁷⁸ **Fethullah Gülen**, « *Si les accusations sont établies, je m'engage à retourner en Turquie* », In : *Le Monde*, 11 août 2016. Article disponible sur le site de Fethullah Gülen, <http://www.fgulen.com>.

journaux d'opposition, Ahmet Davutoğlu. Inversement, en autocrate, il pratique une politique matrimoniale, visant à accroître sa propre influence en élargissant, *le périmètre économique et stratégique de l'empire familial*.¹⁰⁷⁹

Par le mariage de sa fille cadette, il a cherché un point d'ancrage dans la région d'origine de son père, la ville de Rize, non loin de Trabzon, berceau de l'ultranationalisme turc.

Les alliances matrimoniales sont mûrement réfléchies et visent à accroître son pouvoir, comme le rappellent Nicolas Cheviron Et Jean-François Pérouse : « *Au coeur des cercles concentriques d'amitiés et de fréquentations gravitant autour de Recep Tayyip Erdoğan se situe la famille, noyau dur de l'empire Erdoğan et élément actif de ses stratégies. RTE règne sans appel, de façon patriarcale, sur le sort et le destin. Par le biais de leur mariage, il met en œuvre des politiques d'alliance et d'affirmation ostentatoire de son statut* »¹⁰⁸⁰

S'il est indéniable que le nouvel homme fort de Turquie, poursuit un objectif très personnel, son pouvoir commence à ressembler étrangement à ceux des autocrates, véritables potentats proche-orientaux, Saddam Hussein ou autres Hafez el Assad qui ont cherché à transformer leur pouvoir en pouvoir héréditaire.

¹⁰⁷⁹ **Bonzon, A**, *Le mariage de la fille d'Erdoğan, symbole d'une stratégie militaire*, In : Slate, 18 mai 2016, <http://www.slate.fr>.

¹⁰⁸⁰ **Cheviron, N, Pérouse, J-F**, "*Erdoğan, nouveau père de la Turquie ?* p.294.

Conclusion Titre 2

On a coutume de dire que la Turquie s'est engagée sur la voie néo-ottomane, car, hormis pendant la période de construction de la Nation, elle n'a jamais cessé de rêver à sa grandeur passée.

Necmettin Erbakan, leader religieux et mentor du président actuel tenait un discours religieux et nettement favorable à l'Empire ottoman.

Ce retour vers le passé et cette nostalgie qui puise ses racines dans la grandeur passée néo-ottomanité ont été, dès la Guerre froide encouragée par les Etats-Unis qui voyaient ainsi une manière de contrecarrer les visées hégémoniques de l'Empire soviétique. La seule force capable de faire obstacle au pouvoir communiste jugé impie par sa laïcité affichée, étant l'islam, allié indéfectible du pouvoir. Mais aussi l'*Etat-profond* composé de forces nationalistes, mais aussi d'un monde interlope bénéficiant des appuis de la mafia et autres groupes armés.

Le président Turgut Özal bien que proche des Etats-Unis n'avaient d'autre ambition que de recréer un réseau d'influence qui permettrait à la Turquie de redevenir une puissance capable de peser dans le concert des nations. « *Le néo-ottomanisme désigne à l'époque de la République tout un courant national-libéral groupé autour du défunt Président Turgut Özal. Dubitatif envers le kémalisme, ils opposent 800 ans de grandeur impériale à 80 ans d'atrophie républicaine. La réappropriation du passé ottoman est une psychothérapie. La société renoue avec sa plus longue mémoire* »¹⁰⁸¹

¹⁰⁸¹ Jossieran, T, *La nouvelle puissance turque, l'adieu à Mustapha Kemal*, Ellipses, 2010, 219 p.

Conclusion générale

Plus de quatre-vingt dix ans après sa naissance le nationalisme turc, tel qu'il a été conçu et ébauché par les prédécesseurs de Mustafa Kemal et créé par Atatürk est sur son déclin. Certes personne n'ose franchement à s'en prendre à l'héritage légué par le Ghazi, mais force est de constater que l'héritage est devenu au fil des décennies, de plus en plus lourd à porter, d'autant plus qu'il apparaît obsolète et peu adapté à la mondialisation ainsi qu'aux nouveaux défis régionaux auxquels la Turquie est confrontée. Quant à la question de l'identité turque, celle-ci peine à trouver sa définition, car en chaque Turc, il y a une aspiration secrète à renouer avec la grandeur d'un Empire ottoman, mais avec l'expérience de l'Etat-nation qui pour beaucoup est un legs d'Atatürk, dont la Turquie ne peut se défaire.

Certes, on reconnaît volontiers qu'il a su rétablir la souveraineté nationale et remettre celle-ci entre les mains de la Grande assemblée nationale de Turquie et donner au peuple, le pouvoir de décider de son avenir politique, grâce à l'adoption de la République laïque, ce qui lui a permis d'entrer de plain-pied dans le 20^{ème} siècle. Mais les critiques portent sur la définition du Turc, dont il n'a pas su, ou vraisemblablement, pas pu proposer une définition de l'identité nationale totalement épurée des références religieuses. De nombreuses voix se font entendre en Turquie pour réclamer une redéfinition de l'identité nationale¹⁰⁸², afin de parvenir à une communauté plus homogène, où chacun, quelle que soit sa communauté de naissance puisse y trouver sa place. Une intégration sans assimilation.

Il apparaît que quatre-vingt dix après, le legs de l'Etat-Nation, est de plus en plus contesté, d'autant plus que pour beaucoup de nationalistes turcs la disparition de l'Empire ottoman est une injustice commise par l'Occident. Aussi, ils n'ont pas vraiment fait le deuil de l'Empire. A la faveur de l'essor économique turc, de l'émergence de certains pays comme la Chine, la crise économique qui frappe l'Occident, la Turquie se prise donc à rêver d'un présent glorieux qui pourrait voir la renaissance du passé ottoman. Certains idéologues ont favorisé ce retour vers l'ottomanité, qui permettrait à la Turquie de jouer son rôle de nation des deux continents

¹⁰⁸² C'est le cas d'Oran Baskin, mais aussi Pinar Selek.

et de devenir une interlocutrice, voire une troisième puissance, non pas maritime, ni même du heartland, mais bien du rimland.

La tournure prise par le conflit en Syrie, pourrait bien l'entraîner plus loin qu'elle ne l'a souhaité jusqu'alors. Le 14 février elle annonçait une action conjointe avec l'Arabie Saoudite pour venir à bout de *daesh*. Mais dans les faits, qu'en est-il ? C'est aux combattants kurdes du nord de la Syrie qu'elle s'en est pris en bombardant leurs positions et non à *daesh*. Désormais les Kurdes bénéficient du soutien des Etats-Unis et de la Russie, dont l'aide directe au gouvernement de Bachar-El Assad est venue considérablement gêner la stratégie du gouvernement d'Ankara dans cette zone qu'elle considère comme faisant partie intégrante de l'Empire dont il souhaite de restaurer l'influence.

Le 15 février c'est une attaque verbale qui laisse peu de doutes quant à l'exaspération d'Ankara, qui s'est exprimé par la voix de son ministre des Affaires étrangères : « *Certes, mon gouvernement se comporte comme un gouvernement mature et expérimenté, mais notre patience a des limites. Face aux efforts russes, nous n'avons pas de peur et pas de remords. Nous agissons avec modération à fin que nos relations soit marquées par retour à normale. Cependant, si nécessaire, je vous assure, nous pouvons occuper la Russie en moins de sept jours avec l'OTAN et nos alliés régionaux* » a-t-il averti. Il s'agit d'une menace directe à l'encontre de la Russie qui est venue par son soutien à Barchar El Assad et aux Kurdes gêner la stratégie turque.¹⁰⁸³

Mais les Kurdes qui ont mené la résistance à *daesh* dans le nord de la Syrie, vont-ils, si près du but, renoncer à un Etat ? N'était-ce pas l'objectif de cette lutte acharnée contre les djihadistes ?

Dans tous les cas, la Turquie ne pourra accepter, sans se mettre en danger, qu'à ses portes se créé un Etat kurde. Comme l'a annoncé le président de la République : « *J'en appelle à la communauté internationale. Quel que soit le prix à payer, nous ne permettrons jamais l'établissement d'un nouvel Etat à notre frontière sud, dans le nord de la Syrie* »¹⁰⁸⁴. Ce qui laisse augurer un conflit qui risque de s'éterniser et de répercuter sur l'Etat turc. A l'instar de

¹⁰⁸³ *Turquie : Nous Pouvons Conquérir la Russie en 7 jours !* <http://fr.whatsupic.com/nouvelles-politiques-monde>.

¹⁰⁸⁴ *Ankara veut empêcher la création d'un Etat kurde à ses portes*, In : Le Monde, 24 juin 2015, <http://www.lemonde.fr>.

toute autre formation étatique, nous assistons en Turquie à une perpétuelle recomposition de l'Etat à travers les évolutions que connaissent ses éléments constitutifs. Il s'agit d'une sorte de mythe de Sisyphe appliqué à la personne étatique.

Le changement d'axe de la politique étrangère turque survenu à l'été 2016, montre d'une certaine manière qu'Ankara a compris qu'il ne pourrait se passer de ses alliés traditionnels et notamment de l'Etat d'Israël, mais aussi de l'Egypte, dont le nouveau Premier ministre turc Binali Yildirim songe à préparer les bases d'une normalisation des relations.¹⁰⁸⁵

Désormais, le pays s'est engagé dans la voie de la réconciliation, ce que résume, Binali Yildirim : «*Moins d'ennemis, plus d'amis*»,¹⁰⁸⁶ une sorte d'aveu de l'échec de la politique néo-ottomane voulue par Ahmet Davutoğlu. Comme le souligne le chercheur Ahmet Kasim Han de l'Université Kadir Has «*C'est un aveu des erreurs du passé*»,¹⁰⁸⁷ l'isolement croissant de la Turquie dans sa région. Ce qui s'est confirmé au moment du déclenchement de la bataille de Mossoul le 17 octobre 2016, la Turquie a été priée, par le gouvernement irakien de rester en dehors des hostilités ; et ce, en raison du rôle qu'elle entend jouer après le conflit. La ville de Mossoul appartenait à l'Empire ottoman, elle est en grande partie peuplée de Kurdes et qui pourrait devenir une ville du futur Etat kurde. *En outre*, «*Ankara se rend compte que l'Irak restera un Etat faible et veut avoir une zone d'influence dans le nord pour se protéger des risques que fait peser l'instabilité de ce pays" qui partage une frontière de quelque 350 km avec la Turquie*»¹⁰⁸⁸. Ce à quoi, la Turquie ne peut se résoudre. Par conséquent, en dépit des demandes irakiennes, elle a choisi de s'engager dans la bataille de Mossoul.

En dépit du conflit syrien, que la Turquie perçoit, par l'importance prise par les Kurdes et la possible création d'un Etat kurde, comme une menace contre son identité et sa souveraineté, elle tend par ailleurs à renouer avec certains acteurs du Proche-Orient et à mettre en sommeil ses rêves de grandeur ottomane. Il semble que l'Etat turc ait finalement opté pour une identité musulmane, mais rien n'est jamais défini car comme l'écrivait Zbigniew Brzezinski «*La*

¹⁰⁸⁵ A la suite de la destitution en 2013, de Saïd Morsi, Ankara avait rappelé son ambassadeur. L'Egypte avait alors fait de même.

¹⁰⁸⁶ **Andlauer, A**, *Le virage diplomatique d'Erdogan*, In : Le Temps, 26 juin 2016.

¹⁰⁸⁷ **Andlauer, A**, Ibidem.

¹⁰⁸⁸ **Toussay, J**, *Pourquoi la Turquie est "persona non grata" dans la bataille de Mossoul*, In : Huffington Post, 17 octobre 2016.

Turquie, Etat postimpérial qui est encore en train de redéfinir on identité, eut prendre trois orientations : les modernistes souhaiteraient la voir devenir un Etat européen et regardent en direction de l'Occident ; les islamistes, favorables à une communauté musulmane, se tournent vers le Sud et le Moyen-Orient, tandis que les nationalistes sont plus attiré par l'Est . »¹⁰⁸⁹

¹⁰⁸⁹ **Brzezinski, Z**, Le Grand échiquier, l'Amérique et le reste du monde, Pluriel, 1997, réédition, 2000, p.176.

Bibliographie

1° Ouvrages, manuels, thèses.

A.Ouvrages généraux

Abéles, M, *Anthropologie de l'Etat*, Armand Colin, Paris, 1990, 253 p.

Arendt, H, *Du mensonge à la violence. Essais de politique contemporaine.* Agora, Paris, 1972, 249 p.

Badie, B, *Un monde sans souveraineté. Les Etats entre ruse et responsabilité*, Fayard, Paris, 1999, 306 p.

Beaune, C, *Naissance de la nation France*, Folio histoire, Paris, 1993, 574 p.

Beck, U, Duthoo, A, *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, Aubier, Paris, 2003, 595 p.

Bourdieu, P, *Langage et pouvoir symbolique*, Seuil, Points, Paris, 2001, 423 p.

Bourdieu, P, *Sur l'Etat*, Seuil, Paris, 2012, 656 p.

Bubenicek, V, Marchal, R, *Gouvernement des hommes, gouvernement des âmes. Mélanges offerts à Charles Brucker*, P.U.N, Nancy, 2007, 520 p.

Burgie, N (dir), *Fractures de l'Etat-Nation*, éditions Kimé, 1994, 223 p.

Castoriadis, C, *L'institution imaginaire de la société*, Seuil, Paris 1999, 502 p.

Corbin, H, *Histoire de la philosophie islamique*, Folio essais, Paris, 2002, 523 p.

Corm, G, *Le nouveau gouvernement du monde*, La Découverte, Paris, 2010, 300 p.

Dreyfus, F-G, *L'Unité allemande*, Presses universitaires de France, Paris, 1995, 127 p.

Elias, N, *la société des individus*, Pocket, Paris, 301 p.

Erguner, K, *La flûte des origines*, Plon, 2013, 433 p.

Fichte, G, *Discours à la nation allemande*, Editions Imprimerie nationale, 2013, 240 p.

Foucault, M, *L'archéologie du savoir*, Gallimard, Paris, 1969, 288 p.

Gellner, E, *Nations et nationalisme*, Bibliothèque historique Payot, Paris, 1994, 203 p.

Habermas, J, *Après l'Etat-nation. Une constellation politique*, Fayard, Paris, 2003, 149 p.

Habermas, J, *L'espace public*, Payot, Paris, 1990, 324 p.

Hobsbawn, E, *Nations et nationalisme depuis 1780*, Folio histoire, Paris, 371 p.

Kepel, G, *Fitna. Guerre au cœur de l'islam*, Gallimard, 2004, 377 p.

Klemperer, V, *LTI, la langue du IIIème Reich, carnets d'un philologue*. Editions Albin Michel, collection Agora, Paris, 1996, 359 p.

Lee, M.A, *The Beast Reawakens, The chilling story of the rise of the neo-nazi movement*, Little, Brown and Co. London, 1997, 546 p.

Lot, F, *La Fin du monde antique et le début du Moyen Âge*, La Renaissance du Livre, Paris, 1927, Réédité en 1968 aux éditions Albin Michel, 562 p.

Maingueneau, D, *Les termes de l'analyse du discours*, Seuil, Paris, 2000,

Renan, E, « *Qu'est-ce qu'une Nation ?* », Agora, les classiques, Paris, 1882.

B. Ouvrages de droit

Beaud, O, *La souveraineté de l'Etat dans « la contribution à la théorie générale de l'Etat » de Carré de Malberg* », RDP, 1994, 1251.

Burdeau, G, *Traité de Science politique, l'Etat*, t.2, 3^{ème} édition, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1980, 733 p.

Carré de Malberg, R, *Contribution à la théorie générale de l'Etat*, Dalloz, 2004, 638 p.

Guillaumé, J, *L'affaiblissement de l'Etat-Nation et le Droit international privé*, lexension éditions, Bibliothèque de Droit privé, T.530, 2011, 559 p.

Rigaud, L, « *La conception nationaliste de la compétence judiciaire en droit international privé : sa persistance et ses origines* », In : Rev, crit, DIP, 1938, 605 p.

Rigaux, A, « *Territoire communauté* », In : Rep, comm, Dalloz, 1995.

Ruiz, Fabri, H, *Immatériel, territorialité et Etat*, In : Le droit et l'immatériel, arch, phil, droit, T.43, Dalloz.

Sève, R, « *La mondialisation entre illusion et utopie* », In : La mondialisation et l'illusion et utopie, arch, phil, Droit 2003, T47.

Sorel, J-M, « *Frontières* », Rep.int. Dalloz, 2000.

Spitz, J-F, *Bodin et la souveraineté*, PUF, 1998, 136 p.

Sudre, F, Marguenaud, J-P, Andriantsimbazovina, J, Goutenoire, J, Leviet, M (dir), *Les grands arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme*, PUF, 2009, 944 p.

Verpeaux, M, Manuel de droit constitutionnel, PUF, Paris, 2011, 384 p.

C.Thèses et mémoires

Haine, J-Y, *Relations internationales. Entre la puissance et la norme, les choix d'alliance. Introduction à la politique américaine vis-à-vis de l'Otan*. IEP Paris, mai 2002.

Kaçmak, S, *La Turquie face à l'indépendance des républiques turcophones d'Asie centrale : de l'aventurisme panturc au réalisme politique*, Mémoire soutenu à l'IEP de Grenoble, années 2003-2004, 67 p.

Kessler, J, *Turanism and Pan-Turanism in Hungary: 1890-1945*, 1967, University of California, Berkeley.

Massicard, E. *Analyse comparative des aires politiques : Europe postcommunisme, monde musulman, Asie. Construction identitaire, mobilisation et territorialité politique. Le mouvement aléviste en Allemagne et en Turquie depuis la fin des années 1980* 2003, Thèse IEP Paris.

Miftahov, A, *From Russia to Turkey: An Intellectual Biography of Sadri Maksudî Arsal (1878-1957)*, MA Thesis, Bilkent University, Ankara, 2003.

Munson, H, A, *The joint American Military mission to aid Turkey : implementing the Truman Doctrine and Transforming US Foreign Policy*, Thèse d'histoire, Washington State University, 2002, p.17

Rositano, C, *Recherche sur le concept de gouvernement en droit public français*, 2 décembre 2013, Université de Toulon, 532 p.

Szürek, E, *Gouverner par les mots : une histoire linguistique de la Turquie nationaliste*. Ecole des hautes études en sciences sociales, 2013, Paris, 598 p

Türesay, O, être intellectuel à la fin de l'Empire ottoman, Ebüzziya Tevfik et son temps (1849-1913), INALCO, 18 octobre 2008.

2° Etat(s), religion, nation et nationalismes en Turquie

A.Ouvrages

Aksam, T, *From Empire to Republic: Turkish Nationalism and the Armenian Genocide*, Zed Book, New-York, 2004, 288 p.

Anderson, B, *L'imaginaire national: réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte. Paris, 2006, 212 p.

Antakli, G et J-C, *Syrie, une guerre sans nom : cris et châtements*, Editions de Guibert, Paris, 2016, 280 p.

Atabaki, T, *Azerbaijan: Ethnicity and the Struggle for Power in Iran*. Martin's Press, New-York, 2000, 246 p.

Benoist-Méchin, J, *Mustapha Kemal ou la Mort d'un empire: Le loup et le léopard*, Albin Michel, Paris, 1954, 447 p.

Biarnès, P, *Pour l'empire du monde. Les Américains aux frontières de la Russie et de la Chine*, éditions Ellipses, Paris, 2003, 959 p.

Bougarel, X, Nathalie Clayer, N, *Le nouvel Islam balkanique. Les musulmans, acteurs du post-communisme, 1990-2000*, ouvrage collectif, Maisonneuve et Larose, Paris, 2001, 509 p.

Bozarслан, H, *Histoire de la Turquie, de l'Empire à nos jours*, Tallandier, Paris, 2013, 589 p.

Brzezinski, Z, *Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Editions Pluriel, Paris, 1997, 249 p.

Cheviron, N, Pérouse, J-F, *Erdoğan : nouveau père de la Turquie ?* Editions François Bourin, Paris, 2016, 440 p.

Copeaux, E, *Espace et temps de la nation turque*, CNRS Editions, Paris, 1997, 369 p.

Copeaux, E, Mauss-Copeaux, C, *Taksim ! Chypre divisée.* Editions Aedelsa, Lyon, 2002, 235 p.

Dassetto, F, *La construction de l'Islam européen : approche socio-anthropologique,* L'Harmattan, Paris, 1996, 384 p.

Davison, R-F, *Reform in the Ottoman Empire 1856-1876,* Gordian Press, New-York, 1973, p.62.

Dink, H, *Chroniques d'un journaliste assassiné,* Editions Galaade, Paris, 2010, 288 p.

Ganser, D, *Les Armées Secrètes de l'OTAN : Réseaux Stay Behind, Opération Gladio et Terrorisme en Europe de l'Ouest,* Editions Demi-lune, Plogastel-Saint-Germain, 2007. 301 p.

Gellner, E, *Nations et nationalismes,* Payot, Paris, 1989-1994, 203 p.

Georgeon, F, *Aux origines du nationalisme turc, Yusuf Akçura (1876-1935).* Editions Recherches et Civilisations. Paris, 1980, 152 p.

Halter, M, *“La force du bien”*, Éditions Robert Laffont, Paris, 1995, 308 p.

Hanioğlu, M. Ş, *Atatürk,* Fayard, janvier 2016, 277 p.

Insel, A, *La nouvelle Turquie d'Erdogan, du rêve démocratique à la dérive autoritaire,* La Découverte, 2016, 199 p.

Jevakhoff, A, *Kemal Atatürk : les chemin de l'Occident,* Editions Taillandier, Paris, 2004, 496 p.

King, Ch, *Minuit au Pera Palace*, Payot, Paris, 2016, 464 p.

Kürti, L, *The Remote Borderland: Transylvania in the Hungarian Imagination*, Suny Press, Albany, 2001, 97 p.

Kushner, D, *The Rise of Turkish Nationalism (1976-1908)*, éditions Routledge, New-York, 1977, 126 p.

Kulin, A “*Dernier Train pour Istanbul*”, éditions Ramsay, 2009, 450 p.

Landau, J, *Tekinalp, Turkish Patriot, 1883-1961*, Publication de l’Institut historique et archéologique d’Istanbul, Leiden, 1984, 362 p.

Landau, J, *The Politics of Pan-Islam Ideology and Organization*, Oxford, 1990, 446 p.

Landau, J, *Pan-Turkism: From Irredentism to Cooperation*, Hurst, London, 1995, 281 p.

Landau, J, *Alparslan Turkes: from ultra-nationalist to democrat*, Lexington Books, London, 2002, 259 p.

Laurens, H, Tolan, J, Veinstein, G, *L’heure et l’islam, quinze siècles d’histoire*, éditions, Odile Jacob, Paris, 2009, 472 p.

Lantz, F, *Chemins de fer et perception de l’espace dans les provinces arabes de l’Empire ottoman (1890-1914)*, L’Harmattan, Paris, 2005, 272 p.

Lewis, B, *Le langage politique de l’islam*, éditions Gallimard, Paris, 1988, 231 p.

Lewis, B, *Islam et laïcité. La naissance de la Turquie moderne*, éditions Fayard, Paris, 1988, 520 p.

Mert, Y, Açıkgöz, C, *Atatürk'ün liderlik sırları*, éditions Tutku, Ankara, 2013, 295 p.

More, Ch, *Les Kurdes aujourd'hui. Mouvement national et partis politiques*, éditions L'Harmattan, Paris, 1984, 309 p.

Mudry, Th, *Histoire de la Bosnie-Herzégovine : Faits et controverses*, éditions Ellipses, Paris, 1999, 432 p.

Observatoire géopolitique des drogues, Chypre, septembre 1997.

Özkırımlı, U, *Tormented by history: nationalism in Greece and Turkey*. New York: Columbia University Press, New-York, 2008, 138 p.

Poulton, H, Taji-Farouki, S, *Islam ethnicity and the State in the contemporary Balkans*, In : *Muslim Identity and the Balkan State*, Editions Hurst, Londres, 1997, pp.13-32.

Poulton, H, *Top Hat, Grey Wolf, and Crescent: Turkish Nationalism and the Turkish Republic*, Hurst London, England, 1997, 304 p.

Quigley, C, *Histoire secrète de l'oligarchie anglo-américaine*, éditions, Le retour aux sources, 2015, 451 p.

Raufer, X, *"Le grand réveil des mafias"*, Editions Jean Claude Lattès, 2003, 322 p.

Richards, G, *"Race", Racism and Psychology: Towards a Reflexive History*" Routledge, New York, 1997, 501 p.

Said, E, *Orientalism : "Orient créé par l'Occident* », Le Seuil, 2005, 430 p.

Searle-White, J, *The Psychology of Nationalism*, Palgrave Macmillan, 2001, 192 p.

Selek, P, *Parce qu'ils sont Arméniens*, In : Liana Levi, Paris, 2015, 91 p.

Schmid, D (dir), *La Turquie au Moyen-Orient. Le retour d'une puissance régionale ?* Ifri, CNRS éditions, 2011, 289 p.

Tekin Alp, M, *Le Kemalisme*, Paris, Félix Alcan, 1937, 298 p.

Tilkovszky, L, *Pal Teleki (1879-1941): A biographical sketch*. Akademiai Kiado, Budapest, 1974, 70 p.

Vaner, S, (dir), *La Turquie*, Fayard Ceri, Paris, 2005, 733 p.

Vryonis, S, Jr, *The Mechanism of Catastrophe: The Turkish Pogrom of September 6–7, 1955, and the Destruction of the Greek Community of Istanbul*, New York, 2005, 659 p.

Weber, O, *Les chercheurs d'or noir du Pétrolistan*, In : Vanity Fair, décembre 2014, pp.78-81.

Zempleni, A, *Turanian songs, legendary and historical hero-songs*, Editions Franklin Society. New-York, 1916, 46 p.

B.Articles

Akgönül, S, *Qui est Sadik Ahmet ? Le parcours d'un nationaliste turc en Grèce*. In : Balkanologie, Vol VI, n°1-2, décembre 2002, pp. 213-227.

Akgönül, S, « *Islam turc, islams de Turquie : acteurs et réseaux en Europe* ». In : Politique étrangère, n°1, printemps 2005, pp.35-47.

Akgönül, S, *Qui est Turc en Turquie ?* In : les cahiers de l'Orient, Paris, 2007, pp.9-30.

Akgönül, S, « *une loi qui donne du grain à moudre aux nationalistes* », In : Le Monde, janvier 2012, <http://istanbul.blog.lemonde>.

Akin, S et Akinci, M-A, *La réforme linguistique turque,* In : Revue de Sociolinguistique en ligne, Glottopol, n°1, janvier 2003, Université de Rouen.

Altug, S, White, B, Th, *Frontière et pouvoirs d'Etat. La frontière turco-syrienne dans les années 1920 et 1930,* In : Revue d'histoire, n°103, 2009, pp.91-104.

Arnakis, G, "*Turanism: An Aspect of Turkish Nationalism*". In : Balkan Studies, volume 1, 1960, pp 19-32.

Ayati, A, "*Le kémalisme et le panislamisme*", In : Eurorient n° 5, Turquie : occidentalisation éclatée, 1999.

Baduel, R, *Etat, nation et nationalisme. Equivoques et apories. Fragments pour une introduction,* In : revue du monde musulman et de la Méditerranée, vol 68, n°1, 1993, pp.11-40.

Balci, B, *Les écoles néo-nurcu de Fethullah Gülen en Asie centrale : implantation, fonctionnement et nature du message véhiculé par le biais de la coopération éducative,* In : Revue des Mondes musulmans et de la Méditerranée, juillet 2003, pp. 305-330.

Balci, B, *The Gülen Movement and Turkish Soft Power,* Carnegie Endowment for International Peace, février 2013, <http://carnegieendowment.org>.

Bartley, M, *"Seven Years on Turkish Soil : between 1978 and 1997"*, 2007, <http://www.merhabaturkey.com>.

Baskýn, O «*Occidentalisation, nationalisme et « synthèse turco-islamique*». In : Cemoti, n° 10, 2004, <http://cemoti.revues.org>.

Bayart, J-F, « *La combinatoire des forces nationalistes en Turquie : « démocratie islamique » ou criminalisation du communautarisme* » In : Cemoti, n° 24, juillet-décembre 1997, <http://cemoti.revues.org>.

Bayart, JF, *Turquie : un nationalisme est-européen et postimpérial*, In : Fasopo, 2005, www.fasopo.org.

Bayart, JF, « *Turquie : un nationalisme si européen* », In : les Carnets du CAP, 2, printemps 2006, pp. 45-61.

Behar, C, « *Ziya Gökalp, le kémalisme et la musique classique turque* », In : Cemoti, 1991, 11, pp. 9-16.

Beldiceanu, N, *Le timar dans l'État ottoman (XIVe-XVe siècles)*, In : Ecole de Rome, vol 44, n°1, 1980, pp.743-753.

Benusiglio, Y, *La crise transcaucasienne vue de Turquie*, In : Cemoti, n°10, juillet-décembre 1990, <http://www.cemoti.revues.org>.

Benusiglio, Y, «*Problèmes identitaires et Nationalismes en Turquie*», In : Cemoti, n°25, décembre 2003, <http://www.cemoti.revues.org>.

Bozarслан, H, *La laïcité en Turquie*, In : Matériaux de l'histoire de notre temps, vol 78, n°1, 2005, pp.42-49.

Bozdemir, M, *La Turquie face à la crise du Golfe*, In : remmm 1991, 62, hors série, pp. 111-115.

Bruneau, M, *Civilisation(s) : pertinence ou résilience d'un terme ou d'un concept en géographie ?* In : Annales de géographie n° 674, 4-2010, pp. 315-337
<http://www.cairn.info>.

Bulut, E, *Tempête de Métal : le nationalisme populaire et ses peurs*, In : la vie des idées, 16 août 2005, <http://www.laviedesidees.fr>.

Bulut, E, *Portrait d'une Anatolie assiégée*, In : Nationalismes turcs, la Vie des idées, juillet/août 2006, pp.35-44.

Canefe, N, *Turkish Nationalism and ethno-symbolic analysis*, In: Nations and Nationalism, 2002, 8, 2, pp.133-155.

Canefe, N, Bora, T, *The Intellectual Roots of Anti-European Sentiments, Turkish Politics: The Case of Radical Turkish Nationalism*. In: Turkish Affairs, 2003, Vol 4, Issue 1, pp. 127-148.

Cattori, S, *Le terrorisme non revendiqué de l'OTAN*, 2006, <http://www.voltairenet.org>.

Caymaz, B, Emmanuel Szurek, E, « La révolution au pied de la lettre. L'invention de « l'alphabet turc », In : European Journal of Turkish Studies, 6, 2007, <http://ejts.revues.org>.

Caymaz, B, Szurek, E, « *La révolution au pied de la lettre. L'invention de « l'alphabet turc* », In : European Journal of Turkish Studies, 6, 2007, <http://www.ejts.revues.org>.

Celik, S, *Turkey's Killing Machine : The Contra-Guerrilla Force*, février 1995, <http://www.ozgurluk.org>.

Cetinsaya, G, "Rethinking Nationalism and Islam : some preliminary notes on the roots of "Turkish-Islamic Synthesis", In : *Muslim World Vol LXXXIX*, n° 3-4, juillet-octobre 1999, pp.193-477.

Chanzy, P-A, *Turquie : au pays du Loup et du Croissant*, 1999, In : <http://www.regards.fr>.

Cheterian, V, *Le nouveau grand jeu*, In : *Le Monde diplomatique*, 2001.

Copeaux, E, *Les « Turcs de l'extérieur » dans Türkiye : un aspect du discours nationaliste turc*. In : *Cemoti*, 1992, n° 14, 3-52.

Copeaux, E, *Le rêve du Loup Gris*. In : *Hérodote*, 1992, n° 64, pp. 183-194.

Copeaux, E, *De la mer Noire à la mer Baltique : la circulation des idées dans le "triangle" Istanbul-Crimée-Pologne*, In : *Cemoti*, 1993, n° 15, pp.107-119.

Copeaux, E, *Le mouvement prométhéen*, In : *Cemoti*, 1993, n° 16, pp.9-45.

Copeaux, E, « *La coscienza geopolitica turca attraverso le carte storiche* ». In : *Limes. Rivista italiana di geopolitica*, 1993, n° 4, pp. 249-259.

Copeaux, E, *Manuels scolaires et géographie historique : le cas turc*, *Hérodote*, n° 74-75, 1994, pp. 196-240.

Copeaux, E, « *La synthèse turco-islamique en Turquie* », Actes du colloque “Idéologies islamiques contemporaines” Lausanne, 6-7 décembre 1993, Cahiers du département inter-facultaire d’histoire et de science des religions, Lausanne, 1995 n° 3, pp. 25-51.

Copeaux, E, *une mémoire turque du Djadidisme*, In : Cahiers du monde russe : Russie, empire russe, Union soviétique, Etats indépendants, vol 37, 1996, pp. 223-23, <http://www.persee.fr>.

Copeaux, E, « *Ahmed Arvasi, un idéologue de la synthèse turco-islamique* », In : Turcica, tome 30, 1998, pp. 211-223.

Copeaux, E, *Les prédécesseurs médiévaux d'Atatürk. Bilge kaghan et le sultan Alp Arslan*, 2000, <http://www.remmm.revues.org>.

Copeaux, E, « *Le nationalisme d’Etat en Turquie : ambiguïté des mots, enracinement dans le passé* », In : Nationalismes en mutation en Méditerranée orientale, Paris, CNRS-Editions, 2002, pp. 23-40.

Copeaux, E, *La guerre- les équipes spéciales (Özel Tim)*. In : Esquisse, n°39, 2003, <http://www.susam-sokak.fr>.

Couanon, Ph, *Origines et enracinement du nationalisme en Turquie*, 4 juin 2007, In : Turquie européenne, <http://www.turquieeuropeenne.eu>.

Daguzan, J-F, *La fin de l’Etat-Nation ? Surprise stratégique du XXIème siècle ?*, In : la revue géopolitique, 10 septembre 2013, <http://www.diploweb.com>.

Davutoğlu,A, *Turkey’s zero-problems Foreign Policy*, In: Foreign Policy, May 20, 2010, <http://www.foreignpolicy.com>.

Delvalle, A, *La nouvelle étape stratégique sur le chemin de la dérive autoritaire et néo-ottomane d'Erdogan*, In : Atlantico, 20 mai 2016

Deringil, S, *L'empire ottoman et le pan-islamisme dans la Russie turcophone*, In : Cemoti n° 16, 1993, pp. 207-217.

Dorian, J, *L'Etat profond, une nébuleuse ethnonationaliste*, In : Revue Europe et Orient, n°4, juin 2007, Editions Sigest. Alfortville.

Doronsorro, G, « *Réflexions sur la causalité d'un manque : « pourquoi y-a-t-il si peu de mobilisations en Turquie ? »* », septembre 2001, <http://www.ceri-sciences-po.org>.

Dumont, P, *La revue Türk Yurdu et les musulmans de l'Empire russe, 1911-1914*, In : Cahiers du monde russe et soviétique , Vol 15, 1974, pp. 315-331.

Dumont, P, *La nation turque : une mosaïque une et indivisible ?* In : *Communication présentée aux journées d'études « Patrimoines immatériels »*, 2008, <http://www.turcologie.u-strasbg.fr>.

Eissenstat, H, *Metaphor of race and discourse of Nation : Racial theory and the beginnings of nationalism in the Turkish Republic*, In : dir. Spickard, *Race and Nation : Ethnic systems in the modern world*, Routledge, New-York, 2005, pp.239-256.

Eren-Webb, E, *To which does Turkey belong? A comparative analysis of Turkish eurasianist geopolitical discourses*, In : Bogaziçi Journal, 25 n°2, 2011, pp.59-82.

Esen, S, *Analysis Control of Decree-Laws in Emergency Regime - A Self-Destruction Attempt by the Turkish Constitutional Court?* 16 décembre 2016, <http://minervaextremelaw.haifa.ac.il>.

Fallon, E.J., The Neo-Ottoman Empire, juillet 2006, In: Foreign Affairs, <http://www.vdare.com>.

Farrokh, K., *Pan-Turanianism takes aim at Azerbaijan: A geopolitical agenda*, 2005, <http://www.caissoas.com>.

Fowler, S., *Turkey, a Touchy Critic, plans to put a Novel on Trial*. In : International Herald Tribune, septembre 2006.

Georgeon, F., *Yusuf Akçura : Deuxième partie le mouvement national des Musulmans de Russie (1905–1908)*. Central Asian Survey, 1986, Volume 5, Issue 2, pp. 61-71.

Georgeon, F., *La montée du nationalisme turc dans l'Etat ottoman, 1908-1914- Bilans et perspectives*, In : La revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée, 1988, Vol 50. <http://www.persee.fr>.

Georgeon, F., *Abdulhamid II, le sultan calife (1876-1909)*, Fayard, Paris, 2003, 528 p.

Gökulp, A., "*Les fruits de l'arbre plutôt que ses racines: le Suleymanisme*": Naqshbandis. Cheminements et situation actuelle d'un ordre mystique musulman, Actes de la Table Ronde de Sèvres, 2/4 mai 1985-1990, Institut Français d'Etudes Anatoliennes, In : Isis, Paris-Istanbul, pp. 421-435.

Gözüküçük, Y., *Rethinking the Turkish Center-Right in 1990's : Erosion or Replacement ? The Case of the Nationalist Party*, 2001, [http:// www.bilkent.edu.tr](http://www.bilkent.edu.tr).

Groc, G., « La "société civile" turque entre politique et individu », in : *Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien* 26 1998 : <http://cemoti.revues.org>.

Hazai G, «*La question linguistique dans le monde turc actuel*» .*La Turquie et l'« aire turque » dans la nouvelle configuration régionale et internationale*, In : Cemoti, n° 14, juin 1992, pp. 5-17.

Insel, A, *Le nationalisme des Turcs blancs*, In : La Vie des idées, nationalismes turcs, juillet/août 2006, pp.55-60.

Jafalian, A, « *Vers une militarisation de la Mer Caspienne ?* », 2005, <http://www.frstrategie.org>.

Josseran, T, *Identité nationale et armée en Turquie*, In : Magistro, 8 août 2011, <http://www.magistro.fr>.

Josseran, T, *Turquie : Repenser l'Empire. La nouvelle politique étrangère turque*, In : La Revue géopolitique, 16 septembre 2011, <http://www.diploweb.com>.

Josseran, T, *Turquie. S. Ilhan, « Il est dur d'être turc ». Analyse d'un ouvrage souverainiste eurasiste*, In : La revue géopolitique, 21 mars 2012, <http://www.diploweb.com>.

Kadioglu A, *The paradox of Turkish nationalism and the construction of official identity*, In : Middle Eastern Studies, avril 1996, Vol32, Issue 2, pp 177- 193.

Kamp, K, "*Gladio, Turkish Counter-Guerrilla and Ergenekon, a devilish trio*", 2008, In: Today's Zaman.

Karakas, C, *Turkey: Islam and Laicism Between the Interests of the Interests of State, Politics, and Society*, 2007, <http://www.hsfk.de>

Kasaba, R, *L'Empire ottoman, ses nomades et ses frontières aux XVIIIe et XIXe siècles*, *Critique internationale* 3/2001, n° 12, p. 111-127.

Kastoryano, R, *Le nationalisme turc*, 1999, <http://www.ceri-sciences-po.org>.

Kaval, A, *Première guerre mondiale et chute de l'Empire ottoman*, In : Les clés du Moyen-Orient, 13 octobre 2011, <http://www.lesclesdumoyenorient.com>.

Kaval, A, *comprendre la laïcité turque*, In : les clefs du Moyen-Orient, 2011, <http://www.lesclesdumoyenorient.com>.

Kaya, S, *The Rise and Decline of the Turkish "Deep State": The Ergenekon Case*, In : Insight Turkey, Vol. 11,n° 4, 2009, pp. 99-113.

Kentel, F, Turquie : « la conquête du centre par le loup gris », *Critique Internationale*, 2001/3, n. 12.

Koch, H, P *Le panturquisme et le pantouranisme*, entretien paru In : DNZ, n°43, octobre 2005, <http://www.voxnr.com>.

Komisar, L, *"The Last Cold Warriors"*, 1997, <http://www.monitor.net>.

Komisar, L, *The assassins of a Pope*, In : Albion Monitor, 1997, <http://www.monitor.net>.

Kristianasen, W, *Le splendide isolement de la Turquie*, In : Le Monde diplomatique, janvier 2015, pp.6-7.

Landau, J, *Ultra-nationalist literature in the Turkish Republic : A note on the novels of Hüseyin Nihâl Atsız*. In : Middle Eastern Studies, 2003, vol.39, n° 2, pp 204-210.

Lee, M. A. *Les liaisons dangereuses de la police turque - Collusions entre forces de sécurité, Loups gris et mafia*, In : Le Monde diplomatique, mars 1997.

Lee, M.A, *Turkish Dirty War Revealed, but Papal Shooting Still Obscured*, In: *Los Angeles Times*, avril 1998.

Madiot, F, « *Washington utilise la Caspienne pour contrer l'Iran* », octobre, 2005, <http://www.caucaz.com>.

Maigre, M-E, *Les deux visages du nationalisme islamo-turc*, In : La Vie des idées, Nationalismes turcs, juillet/août 2006, pp.45-54.

Majzoub, T, *Aux origines du «nationalisme turc»: bref survol historique des principes fondateurs de la République*, In : Magazine défense, avril 2013.

Manço, U, « *Des organisations socio-politiques comme solidarités islamiques dans l'immigration turque en Europe* ». In : Les Annales de l'Autre Islam, Institut national des Langues et des Civilisations orientales, 1997, n° 4, pp. 97-133.

Marcou, J, *Turquie : vers un référendum constitutionnel décisif*, In : The Conversation, 6 février 2017, <https://theconversation.com>.

Marcou, J, *Turquie, la constitutionnalisation inachevée*, In : Pouvoirs n°115 - La Turquie - novembre 2005, pp. 53-73, <http://www.revue-pouvoirs.fr>.

Marcou, J, *Etat et état de droit en Turquie*, In : Pouvoirs n°115 – La Turquie, novembre 2005 - pp.25-40.

Marcou, J, *Davutoğlu l'Ottoman*, In : Ovipot, 12 mars 2013, <http://ovipot.hypoteses.org>

Mardirossian, J, « *Pourquoi les Etats-Unis soutiennent-ils l'intégration de la Turquie à l'Union européenne ?* », décembre 2003, <http://www.diploweb.com>.

Muradoğlu, A, *Türkeş'in Gizli Dünyası*. In : Yeni Şafak, août 2003.

Özkan, B, « *Turkey, Davutoglu and the idea of pan-islamism* », In : *Survival, Global Politics and Strategy*, vol. 56, n° 4, août-septembre 2014, Londres, pp. 119-140.

Paksoy, H.B, '*Basmachi' Turkestan National Liberation Movement 1916-1930s*, In : *Modern Encyclopedia of Religions in Russia and the Soviet Union*, Vol 4, Academic International Press, 1991, <http://vlib.iue.it>.

Palhavi, P, "*La Turquie à la recherche des éléments fédérateurs de l'identité panturque : le contexte et les causes*", janvier 2003, <http://www.diploweb.com>.

Pérouse, J-F, *La Turquie: une construction territoriale récente*, In : *Mappemonde*, n° 90 2-2008, <http://mappemonde.mgm.fr>.

Pettani, O, *Le nomadisme et l'Etat. Un cas d'analyse à partir de l'aire géographique et politique turcophone*, <https://orbi.ulg.ac.be>.

Pinon, R, « La liquidation de l'Empire ottoman », *Revue des deux Mondes*, vol. 53, septembre 1919.

Raufer, X, *Une maffya symbiotique : traditions et évolutions du crime organisé en Turquie*, In : *Sécurité Globale*, SG N°10 hiver 2009-2010.

Raufer, X, *L'Union Européenne, la mafia turque et... l'Arlésienne*, *Outre-Terre*, 1, n°10, 2005, pp. 83-95, <http://www.cairn.info>.

Riaux, G, « La radicalisation des nationalistes azéris en Iran ». In : *Cemoti*, n° 37, février 2006, <http://www.cemoti.revues.org>.

Riexinger, M, *“Turkey, completely Independent!” Contemporary Turkish left-wing Nationalism (Ulusal/Ulusalcilik): its Predecessors, Objectives and Enemies.* In : Oriente Moderno, 2010, pp.353-395.

Rigoulet-Roze, D, *Le réveil nationaliste des Azéris d’Iran et ses conséquences virtuelles sur la stabilité du pays,* mars 2007, [http:// www.strato-analyse.org](http://www.strato-analyse.org).

Ro'i, Y, *From Encroachment to Involvement: A Documentary Study of Soviet Policy in the Middle East, 1945-1973,* Transaction Publishers, 1974, pp. 34–37.

Risal, P, *Les Turcs à la recherche d’une âme nationale,* In : Le Mercure de France, 1912

Robey, R, Vordermark, J, *“Security assistance mission in the Republic of Turkey”,* Defense Institute of Security Assistance Management journal, Ohio, 2003-2004, n°26.

Saraçoğlu, C, *“Nihal Atsız's World-View and Its Influences on the Shared Symbols, Rituals, Myths and Practices of the Ülkücü Movement,* mai 2004, <http://www.edoc.bibliothek.uni-halle.de>.

Sakallioğlu, U, *The ideology and politics of the Nationalist Party of Turkey.* In: Cemoti, janvier-mai 1992.

Sayari, S *Political Violence and Terrorism in Turkey, 1976–80: A Retrospective Analysis.* In: Terrorism and Political Violence, 1556-1836, Volume 22, Issue 2, 2010, pp 198- 215.

Schüsslburner, J, *L'idée touranienne dans la stratégie américaine,* In : Staatsbriefe, 2001, n° 9-10, <http://www.euro-synergies.hautetfort.com/tag/panturquisme>.

Semo, M, *La folie ottomane d’Erdogan,* In : Libération, 25 mai 2015.

Steller, T, *Gülen movement, an enigmatic mix of Turkish nationalism, religion, education,* In: Arizona Daily Star, avril 2010.

Steuckers, R., “*Sur la situation actuelle de la Russie*”, mars 2006, <http://www.voxnr.com>.

Stoddard, T. Lothrop, “*Pan-Turanism*”, *The American Political Science Review*, février 1917, Vol. 11, No. 1: 12-23.

Strauss, J., « *Modernisation, nationalisation, désislamisation* », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* 124 | novembre 2008, <http://www.remmm.revues.org>.

Szurek, E., *Appeler les Turcs par leur nom. Le nationalisme patronymique dans la Turquie des années 1930*, In : *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2013/2, n° 60-2, pp.18-37, <http://www.cairn.info>.

Tapia (de), S. (1998). *Les réfugiés dans la construction de l'Etat-nation turc*, 1998, <http://www.horizon.documentation.ird.fr>.

Tapia (de), S., *Ulus et Yurt, Millet et Vatan. Territoires nomades et migrations des mots, éléments pour une discussion de la conception turque du territoire*, In : *La Nation et le Territoire, lien ou frontière ?* Dir : **Bonnemaison, J, Cambrezy, L, Quinty-Bourgeois, L**, 1999, pp.125-138.

Tapia (de), S, Raud Dugal, J-P, *Turquie et Turkestans d'Asie centrale : le "monde turc", une alternative à l'Europe pour la Turquie ?* In : *Cafés géographiques*, 25 novembre 2009, <http://www.cafe-geo.net>.

Tapia (de), S, Thorez, J, *Les territoires des Nations turques*, janvier 2010, In : *Cafés géographiques*, <http://www.cafe-geo.net>.

Taspinar, O, *Entre néo-ottomanisme et kémalisme*, été 2009, [http:// www.afkar-ideas.com](http://www.afkar-ideas.com).

Topalian, S., “*Le meurtre de Hrant Dink : un révélateur de la nébuleuse ethno nationaliste autour et au coeur de l'État turc*”, *Revue Arménienne des Questions Contemporaines*, août 2007, n° 6.

Turhan, A, «*Sadri Maksudi et le turquisme rationnel et laïque*», in Cemoti, n° 19 - Laïcité(s) en France et en Turquie, mars 2004, <http://cemoti.revues.org/document220.html>.

Ugur, A, «*La bourgeoisie inquiète* », In : Radikal, 23 juillet 2013.

Ugur, A, «*Maintenant que nous avons le pouvoir, évitons de faire des vagues* », In : Radikal, 23 juillet 2013, <http://turquieeuropenne.eu>.

Uhrès, J, *La fin de l'URSS : l'occasion d'un « retour » turc en Asie centrale ?* Institut français d'études anatoliennes, 2001, p. 9-15.

Üstel, F, *Les Foyers turcs et les Turcs de l'extérieur, Istanbul - Oulan Bator : autonomisation, mouvements identitaires et construction du politique*, In : Cemoti, n° 16, 2004, <http://cemoti.revues.org>.

Uzer, U, *Racism in Turkey. The case of Huseyin Nihal Atsiz*, In: Journal of Muslim Minority Affairs, 2002, 22. p. 119-130.

Vaner, S, *État, société et partis politiques en Turquie depuis 1902*, 1988, 50, pp. 86-108, <http://www.persee.fr>.

Vaner, S, *La Caspienne : enjeu pour l'Azerbaïdjan, et l'Azerbaïdjan comme enjeu*, In : Cemoti 23, 1997, <http://www.cemoti.revues.org>.

Vick, A, *Les loups gris au service du national-socialisme*, In : Résistances, 2006.

Wilson, J, *The Turkish Nationalism*, In: The Time, 2008.

Yazmaçi, U, *les formes intellectuelles de résistance à l'intégration européenne en Turquie*, sd, <http://www.academia.edu>.

Yücel, H, *L'identité turque dans le discours publicitaire turc*, In : Signes, Discours et Sociétés, juillet 2013, <http://www.revue-signes.info>.

Zenkovsky, S-A, *Pan-Turkism and Islam in Russia*, In : American Slavic and East European Review, vol.20, n°1, février 1961, pp. 137-139.

Zeus Irae, *Réalité et illusion du panturquisme : la Turquie et l'Asie centrale*, 2010, <http://www.alliancegeostrategique.org>.

3° Jurisprudence

A. Constitutions et Lois ottomanes et turques

Constitution de 1876

Constitution turque de 1960.

Constitution turque de 1982.

Hatt i Sherif de Gülkhane, 3 novembre 1839, <http://mjp.univ-perp.fr/constit/tr1839.htm>

Hatt i Humayun, 18 février 1856, <http://mjp.univ-perp.fr/constit/tr1876.htm>.

Kanûn-u Esâsî ou Constitution ottomane de 1876, <http://mjp.univ-perp.fr>

Lois sur le *vilayet*, 1864, pp.36-45, <http://archive.org>.

Loi sur la nationalité ottomane, Loi n°19 de janvier 1869.

Loi n°430, 3 mars 1924 sur l'unification de l'enseignement.

Loi n°671, 25 novembre 1925 sur le port du chapeau.

Loi n°677, 30 novembre 1925 sur la fermeture des couvents de derviches et des mausolées.
Suppression et interdiction des fonctions de gardiens de mausolées.

Loi n°734, 17 février 1926 portant sur la création du code civil turc, instituant la règle du mariage civil.

Loi n°1288, 20 mai 1928 adoption des chiffres internationaux.

Loi n°1353, 1^{er} novembre 1928 adoption et mise en vigueur de l'alphabet turc.

Loi n°2590, 26 novembre 1934, abolition des titres et appellation tels que : efendi, bey et pasha.

Loi *Soyadi Kanunu* ou loi sur les noms de famille (1934)

Loi n° 2596, 3 décembre 1934, règlement sur le port de certains vêtements.

Loi n° 2739, 27 mai 1935, sur le jour de repos hebdomadaire et instituant le dimanche comme jour de repos.

B.Traités

Armistice de Moudros, 30 octobre 1918

Traité de Sèvres, 10 août 1920

Traité de Lausanne, 24 juillet 1923

Convention de Montreux, 20 juillet 1936

C.Textes relatifs à la demande d'adhésion de la Turquie à l'UE

Accord d'association avec la CEE du 12 septembre 1963.

Avis de la Commission sur la demande d'adhésion de la Turquie à la Communauté, 20 décembre 1989.

Conclusions du Conseil européen de Luxembourg: extrait sur la Turquie, 12 et 13 décembre 1997.

Conclusions du Conseil européen d'Helsinki: extrait sur la préparation de l'élargissement, 10-11 décembre 1999.

Conclusions du Conseil européen de Bruxelles: extrait sur l'élargissement, 16 et 17 décembre 2004.

Conférence des Présidents sur la candidature de la Turquie Bruxelles, le 6 octobre 2004.

Décision n° 1/95 du Conseil d'association CE-Turquie relative à la mise en place de la phase définitive de l'union douanière, 22 décembre 1995.

Déclaration du commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe sur les mesures prises dans le cadre de l'état d'urgence en Turquie, 26 juillet 2016.

Demande d'adhésion de la Turquie à la Communauté économique européenne, Conseil de la Communauté économique européenne, 6012/87, Bruxelles, 14 avril 1987.

Protocole additionnel annexé à l'accord d'association entre la CEE et la Turquie Bruxelles, 23 novembre 1970.

Protocole financier annexé à l'accord d'association entre la CEE et la Turquie, Bruxelles, 23 novembre 1970.

Rapport du Parlement européen sur la situation des droits de l'homme en Turquie 9 octobre 1985.

Ratification par la Turquie du protocole n° 6 à la Convention européenne des droits de l'homme concernant l'abolition de la peine de mort, Strasbourg, 12 novembre 2003.

Recommandation de la Commission concernant les progrès réalisés par la Turquie sur la voie d'adhésion, 6 octobre 2004.

Résolution du Parlement européen sur une solution politique de la question arménienne, 18 juin 1987.

Résolution du Parlement européen sur les relations entre l'Union européenne et la Turquie, 2016/2993(RSP).

Résolution du Parlement européen sur la situation des journalistes en Turquie, 27 octobre 2016.

"Démarrer la Constitution européenne et la Turquie", In : Libération, 29 septembre 2004.

Esta Turquía no cabe en esta Europa, In : El País, 20 décembre 2004.

"La décision sur l'ouverture des négociations d'adhésion avec la Turquie ne répond pas à plusieurs questions essentielles", In : Bulletin Quotidien Europe, 4 janvier 2005.

"La Turquie, candidate officielle à l'Union européenne, participe au déjeuner des chefs d'État et de gouvernement", In : Le Monde, 12 décembre 1999.

"La Turquie dans l'Union européenne, résolument", In : Le Monde, 11 décembre 2002.

"La Turquie est-elle en mesure de satisfaire les conditions définies par le Parlement européen pour l'adhésion", In : Bulletin Quotidien Europe, 6 janvier 2005.

"La Turquie et le processus d'élargissement de l'Union européenne", In : Revue du Marché commun et de l'Union européenne, avril 2002.

"La Turquie, candidate officielle à l'Union européenne, participe au déjeuner des chefs d'État et de gouvernement", In : Le Monde, 12 décembre 1999.

"La longue mue européenne de la Turquie", In : Libération, 17 décembre 2004.

Le combat anti-européen des islamistes turcs" In : La Croix, 20 octobre 1995.

Le développement des relations entre la Communauté économique européenne et la Turquie, In : Revue du Marché commun, 1979.

"L'Europe reporte ses fiançailles avec la Turquie", In : Libération, 20 décembre 1995.

"L'Europe, future puissance proche-orientale?", In : Le Monde, 16 décembre 1999.

"Les divergences sur l'adhésion de la Turquie se radicalisent", In : Bulletin Quotidien Europe, 7 janvier 2005.

"Les Turcs ne cachent pas leur amertume et menacent de suspendre le dialogue avec Bruxelles" In : Le Monde, 16 décembre 1997.

"L'issue des négociations avec la Turquie demeure totalement ouverte", In : Bulletin Quotidien Europe, 5 janvier 2005.

"L'Italie critique l'Europe: 'La Turquie maltraitée'", In : Corriere della Sera, 17 décembre 1997.

"M. Erdogan: Ce que la Turquie apporte à la famille européenne", In : Le Monde 22 octobre 2004.

"Pour ou contre l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne" dans Le Monde, 9 novembre 2002.

"Tansu Ciller: si l'Europe nous rejette..." In : Le Nouvel Observateur, 29 septembre 1994.

"Treize à table?" In : Le Monde, 15 avril 1987.

"Turquie et Constitution: même combat", In : Le Figaro 27 octobre 2004.

"Turquie: l'alliance ou le choc", In : Libération, 20 décembre 2004.

5° Sites institutionnels et officiels

Site de La Grande Assemblée nationale de Turquie, <http://www.tbmm.gov.tr>

Site du Ministère des affaires étrangères turc, <http://www.mfa.gov.tr>.

Institut d'Etat des statistiques de la République de Turquie, <http://www.die.gov.tr>

Site de l'AKP, <http://www.akparti.org.tr>

Site des Loups gris, <http://www.bozkurt.net>

Site du CHP, <https://www.chp.org.tr>

Site de Fetullah Gülen, <https://www.fgulen.com>

Glossaire

Aile : famille

Anavatan : mère patrie

Anayurt : foyer originel

Atatürkçü Düşünce Derneği : Association pour la pensée d'Ataturk

Başbuğ : généralissime, meneur

Büyük Hubukçular : la grande union des juristes

Çağdaş Yaşamı Destekleme Derneği : association pour l'aide à un mode de vie moderne

Devlet : Etat. *Derin Devlet* : Etat profond

Devrim : révolution

Devşirme : recrutement forcé des enfants chrétiens

Dilde Fikirde İşte Birlik : unité dans la langue, les idées et l'action

Diş Türkler : Turc de l'extérieur

Dokuz Işık : neuf lumières

Emniyet : police secrète turque

Evlâd i Fatihan : enfants des conquérants

Faili Meçhul : crimes inexplicés

Fetih : conquête, la prise de Constantinople

Fetret Devri : interrègne ottoman (1403-1413)

Ghazi : vainqueur

Genç : jeune

Genç Kalemler : jeunes plumes

Halk : peuple

Hicri: calendrier musulman

Hizmet : service, bons offices

Işık evleri : maisons de lumière

Ittihat ve Terakki : Comité Union et Progrès

Kaba Türkçe : langue turque grossière (non raffinée)

Kabadayi : voyous patriotes

Kadro : cadre

Kuvaiye Milliye Hareke : mouvement des forces nationales

Lisan i umumî : langue simplifiée et commune

Lâle devri : l'ère des Tulipes

Lonca : corporation

Meşrutiyet : monarchie constitutionnelle

Millî mefkure : idéal national

Nizam : ordre législatif et réglementaire

Özel Tim : équipes spéciales

Öz Türkçe : langue turque épurée

Öztürk : pur Turc ou vrai Turc

Qutadğu Bilig : Traité du Bonheur et de la Fortune

Rical-i gayb : les gens invisibles (Etat profond)

Russiya Müsülmanlanrının Ittifaki : Union des musulmans de Russie

Servet-i Fünun : richesse du savoir

Shâhnâme : Livre des rois (persan)

Sivil Toplum : société civile

Seyhülislam : autorité suprême de l'islam

Sohbet : cercle religieux (confrérie de Fetullah Gülen)

Soydaş : frère de race

Tâbiyeti Osmaniye Kanunnamesi : loi sur la citoyenneté ottomane

Tahih i Âlem : histoire du monde

Tarikat : confréries soufies

Tercüman : interprète

Türkiye Cumhuriyeti : la République de Turquie

Türk Kültürünü Arastırma Enstitüsü : Institut turc de recherche de la culture

Usul-i-cedid : nouvelle méthode

Ülkücü : les idéalistes

Ülkü Ocakları Eğitim ve Kültür Vakfı : Association culturelle et éducative des Foyers Idéalistes

Vatan : patrie

Vatandaş : citoyen

Vurucu timler : groupes d'intervention

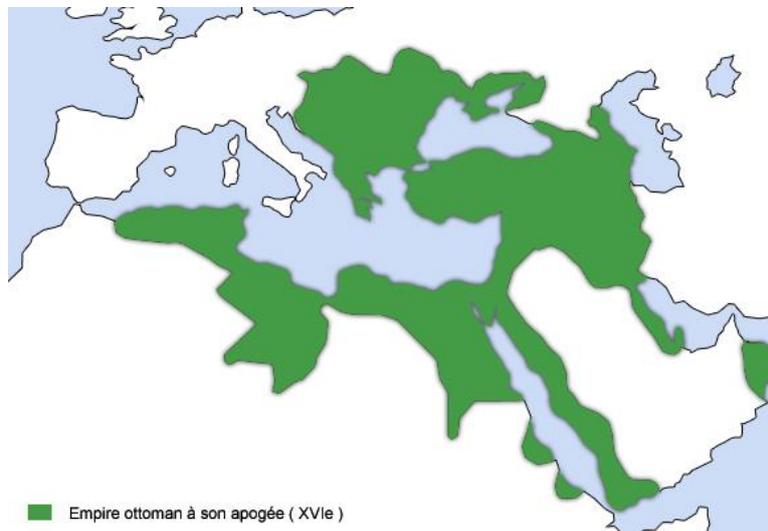
Vatansever Kuvvetler Güçbirliği Hareketi : mouvement des forces patriotiques unies

Yeni Lisan, Yeni Hayat : nouvelle langue, nouvelle vie

Yön : direction

Annexes

Carte de l'Empire ottoman à son apogée



Source : La grande bibliothèque (<http://planetetotalwar.forumpro.fr>)

L'Empire ottoman après la première Guerre mondiale



Sources : Le Grand Larousse en ligne

Documents relatifs à la mise en place du vilayet dans les provinces occidentales de l'Empire.

Règlement organique de l'Ile de Crète.

Promulgué le 10 Janvier 1808.

Selon L'art. 23 du Traité de Berlin, le Règlement Organique de l'Ile de Crète doit servir de base pour les améliorations à introduire dans les provinces, pour lesquelles une organisation spéciale n'est pas prévue.

1. – L'administration générale de l'île de Crète sera confiée à un Vali (gouverneur général) nommé par S. M. I. le Sultan et le commandant des forteresses impériales ainsi que des troupes de l'île à un commandant en chef.

2. – Les postes de Vali et de commandant seront indépendants l'un de l'autre; il appartiendra, toutefois, à S. M. I. le Sultan de réunir, en cas de besoin, les fonctions de Vali à celles de Commandant.

3. – Le Vali administre l'île conformément aux lois générales de l'Empire et aux Règlements particuliers qui se rapportent à l'île.

Le Vali sera assisté de deux conseillers nommés par ordonnance impériale et choisis, l'un parmi les fonctionnaires musulmans, et l'autre parmi les fonctionnaires chrétiens de l'Empire.

4. – L'île sera divisée en autant de Sandjaks ou arrondissements qu'il sera nécessaire. Ces arrondissements seront administrés par des Mutessarifs (gouverneurs) choisis parmi les fonctionnaires du gouvernement impérial ; les gouverneurs seront moitié des Musulmans et moitié des Chrétiens. Les gouverneurs musulmans seront assistés par des Mouavins (adjoints) chrétiens, et les gouverneurs chrétiens par

des Mouavins musulmans, nommés les uns et les autres par le gouverneur impérial.

5. – Les Sandjaks seront subdivisés en Kazas et administrés par des Kaimakams (sous-gouverneurs) choisis et nommés par la Sublime Porte

– 12 –

et pris, selon le besoin, parmi les fonctionnaires musulmans ou chrétiens du gouvernement impérial. Ces Kaimakams seront assistés par des Mouavins suivant les règles posées ci-dessus.

6. – L'administration des finances sera confiée, pour le gouvernement général, à un Defterdar (directeur), pour chaque Sandjak à un Mouhassébidji (sous-directeur) et pour chaque Kaza à un Mal-Mudiri. Ces diverses fonctions seront dévolues, suivant les circonstances, à des fonctionnaires musulmans et chrétiens.

7. – Il y aura un Conseil d'administration auprès du gouverneur général ainsi que de chacun des gouverneurs et des sous-gouverneurs. Le Conseil d'administration du gouvernement général sera présidé par le gouverneur général et aura pour membres les deux conseillers, le chef de la magistrature (Mufettichi-Hakkian), le métropolitain grec, le Defterdar (directeur des finances), les Mektoubdjis (directeurs des correspondances) et six autres membres dont trois musulmans et trois chrétiens, élus par leurs communautés respectives.

La correspondance officielle dans l'île devant être faite en deux langues, elle sera confiée à deux Bachkiatibs (directeurs de la correspondance) pour chaque Sandjak.

8. – Le Conseil d'administration de chaque Sandjak mixte sera composé, sous la présidence du gouverneur, du Mouavin, du juge, de l'évêque, du Mouhassébèdji, des directeurs de la correspondance et de six

membres, trois chrétiens et trois musulmans, élus par la population. Dans les Sandjaks exclusivement chrétiens, ce conseil sera composé, toujours sous la présidence du gouverneur, du Mouavin, de l'évêque, du Mouhassébèdji, des directeurs de la correspondance et de six membres chrétiens élus par la population.

Les règles qui précèdent seront également appliquées aux Conseils d'administration des Kazas.

9. — Il sera institué dans les chef-lieux du gouvernement général et dans les Sandjaks et les Kazas des tribunaux chargés de connaître des procès civils et militaires.

Les tribunaux du chef-lieu du gouvernement général et dans les Sandjaks et Kazas mixtes seront composés de membres musulmans et chrétiens élus par la population. Dans les Sandjaks ou Kazas exclusivement chrétiens ces tribunaux ne seront composés que de chrétiens.

10. — Il y aura au chef-lieu du gouvernement général et dans chaque Sandjak mixte un tribunal religieux musulman qui connaîtra des procès entre musulmans. Chaque commune aura un conseil des Anciens, pour chacune des deux communautés musulmane et chrétienne.

Les membres de ces conseils seront élus par leurs justiciables.

— 13 —

11. — Tous les procès civils, criminels ou commerciaux entre chrétiens et musulmans, et toute autre contestation mixte, seront jugés par des tribunaux civils et commerciaux mixtes. Des règlements spéciaux détermineront la compétence et les attributions de ces tribunaux religieux musulmans et des démogéronties.

12. — Il sera institué au centre du gouvernement général un conseil général élu par la population et dans lequel chaque Kaza sera représenté par deux délégués; chaque Kaza exclusivement musulman enverra au Conseil général des délégués musulmans : il en sera de même des Kazas exclusivement chrétiens ; enfin chaque Kaza mixte sera re-

présenté par un délégué musulman.

Le mode d'élection de ces délégués sera fixé par un règlement spécial.

Ce conseil, qui se réunira une fois par an, aura pour mission d'étudier les questions relatives aux travaux d'utilité publique, tels que le développement des voies de communication, la formation des caisses de crédit, et tout ce qui peut servir à favoriser l'agriculture, le commerce et l'industrie, enfin au moyen de répandre l'instruction publique en ce qui est d'une application générale. Le gouvernement impérial allouera, sur les revenus de l'île, des fonds qui seront destinés aux améliorations étudiées et proposées par le Conseil général et approuvées et décrétées par la Sublime Porte. L'emploi de ces fonds sera placé sous le contrôle du Conseil général.

13. – Les habitants de la Crète ayant été exempts de tout temps de l'impôt direct que toutes les autres provinces de l'Empire paient à l'État, il ne sera perçu dans l'île que la Dime, le droit d'exemption du service militaire, le droit sur les boissons, les droits de douane, et les droits sur le sel et sur le tabac, créés en compensation du dégrèvement des droits de douane, et certains autres droits qui sont payés par les habitants de l'île, comme dans les autres parties de l'Empire, et dont la modification est actuellement à l'étude.

Il ne sera imposé dans l'île aucune autre contribution.

14. – L'examen des moyens propres à assurer la perception intégrale des revenus de l'État et à fournir à la population de l'île des facilités et des avantages dans le paiement des dîmes et de l'impôt militaire sera dévolu au Conseil général. Le gouvernement impérial avisera à l'application de ces améliorations suivant les vœux qui seront exprimés à ce sujet par le Conseil général.

N° 2.

Firman constitutif de l'Exarchat Bulgare.

11 Mars 1870 {8 Zilhijdè 1286}.

Le Firman du 11 Mars 1870 est la base de l'Église bulgare en Turquie, le point de départ du développement national du peuple bulgare. Ses dispositions ne sont exécutées qu'en partie et font toujours l'objet de réclamations de la part de l'Exarchat. Aucune amélioration de l'administration dans les provinces ne sera considérée comme satisfaisante par les Bulgares, si elle ne permet pas l'exécution entière des dispositions de ce Firman.

Tous les fidèles sujets et habitants de notre Empire jouissant sous le rapport des croyances et de la religion, comme sous tous autres, d'une parfaite et constante sécurité, et entretenant entre eux des relations de bonne entente et d'amitié, comme il convient à des compatriotes et à des hommes civilisés, Notre désir le plus intime est qu'ils puissent ainsi seconder, autant qu'il dépend d'eux, les efforts que je fais sans cesse pour assurer la prospérité du pays et le progrès de la civilisation.

Aussi, avons-Nous vu avec regret les différends et les dissensions qui, contrairement à cette douce espérance, se sont produits, depuis quelque temps, entre les Bulgares du rite orthodoxe et le Patriarcat Grec, au sujet de la dépendance spirituelle, c'est-à-dire des liens rattachant au Patriarcat les Métropolitains, évêques, prêtres et églises bulgares.

Les articles ci-après, qui sont le résultat des conférences et délibérations tenues pour arriver à une heureuse solution de la diffi-

culté, ont été arrêtés comme suit :

4. Une juridiction spirituelle spéciale formée sous le nom d'Exarchat Bulgare et comprenant les diocèses métropoli-

– 15 –

tains, évêchés et autres lieux énumérés ci-dessous, sera chargée de l'administration de toutes les affaires spirituelles de ce rite.

2. Le plus élevé en grade des Métropolitains de cette juridiction portera le titre d'Exarque, il aura la présidence Canonique du Synode Bulgare, réuni à titre permanent auprès de lui.

3. L'administration spirituelle intérieure de cet Exarchat sera soumise à la sanction et à l'approbation de notre Sublime Porte ; elle sera fixée par un règlement spécial qui devra en toute circonstance être conforme aux canons fondamentaux de l'Église orthodoxe, comme aux principes de son rite. Ce règlement sera dressé de façon à assurer la non-intervention directe ou indirecte du Patriarcat dans les affaires des moines, et surtout dans l'élection des Évêques et de l'Exarque. – Dès que l'élection de l'Exarque aura eu lieu, le Synode Bulgare en donnera avis au Patriarcat, lequel délivrera le plus tôt possible les lettres de confirmation exigées par le rite.

4. Cet Exarque nommé par Notre Bérat Impérial, devra (dans la liturgie) mentionner, conformément aux canons de l'Église, le nom du Patriarche de Constantinople. – Avant de procéder,

selon les rites, à l'élection spirituelle de la personne qu'on jugera digne de l'Exarchat, on aura recours à l'avis et au consentement de Mon Gouvernement.

5. L'Exarque, dans les affaires où il a droit d'intervenir légalement (d'après les lois existantes) et qui ont rapport aux localités comprises dans sa juridiction spirituelle, est autorisé à recourir directement à l'autorité du lieu, et, au besoin, à Notre Sublime Porte ; les bérats à délivrer aux religieux de sa dépendance seront spécialement expédiés sur sa proposition.

6. Dans les affaires relatives au rite orthodoxe, et qui nécessiteront un échange d'opinions et un concours commun, le Synode de l'Exarchat recourra au Patriarche œcuménique et à son Synode, lesquels s'empresseront de prêter le concours nécessaire et d'envoyer les réponses voulues.

– 16 –

7. Le Synode de l'Exarchat Bulgare demandera au Patriarcat de Constantinople les saintes huiles dont on fait usage dans l'Église.

8. Les évêques, archevêques et métropolitains relevant du Patriarcat de Constantinople traverseront sans obstacle le territoire de l'Exarchat Bulgare ; il en sera de même des évêques, archevêques et métropolitains bulgares, pour les éparchies du Patriarcat de Constantinople. Ils seront libres de séjourner, pour leurs affaires, au chef-lieu du vilayet ou dans telle autre résidence de l'autorité. Seulement ils ne pourront pas réunir de Synode hors de leur juridiction spirituelle ; ils n'interviendront pas dans les affaires de chrétiens ne relevant pas de leur juridiction spirituelle, et ne pourront officier, là où ils se trouveront, sans permission de l'évêque du lieu.

9. De même que le couvent de Jérusalem, sis au Phanar, dé-

pend du Patriarcat de Jérusalem et se trouve sous l'autorité

de ce Patriarche, de même aussi le couvent bulgare sis dans la même localité et l'église bulgare voisine, dépendent de l'Exarchat Bulgare. – L'Exarque est autorisé à résider dans ce couvent, quand les affaires l'appelleront à Constantinople ; il devra toutefois, pour ce qui est de sa venue ici, au besoin, et de l'exercice du ministère, durant son séjour dans la Capitale, se soumettre aux canons ecclésiastiques que suivent, en pareille circonstance, les Patriarches de Jérusalem, d'Alexandrie et d'Antioche.

10. La juridiction spirituelle de l'Exarchat Bulgare se compose des diocèses de Roustchouk, Silistrie, Choumla, Tirnova, Sofia, Vratza, Loftcha, Vidine, Nich, Pirot, Kustendil, Samacov, Vélica, Varna (non-compris la ville de Varna) et une vingtaine de villages environ sur le littoral de la mer Noire, jusqu'à Kustendjé, dont les habitants ne sont pas Bulgares ; le sandjak de Slivno, sans les cassabas d'Akhirdi et Messemvrie ; le каза de Sizéboli, excepté les villages du littoral ; Philippopoli, excepté la ville même de Philippopoli, le bourg de Stanimaka, les villages de Kokbounar, Vodena, Arnaoutkeui, Panaia, Novoséli,

– 17 –

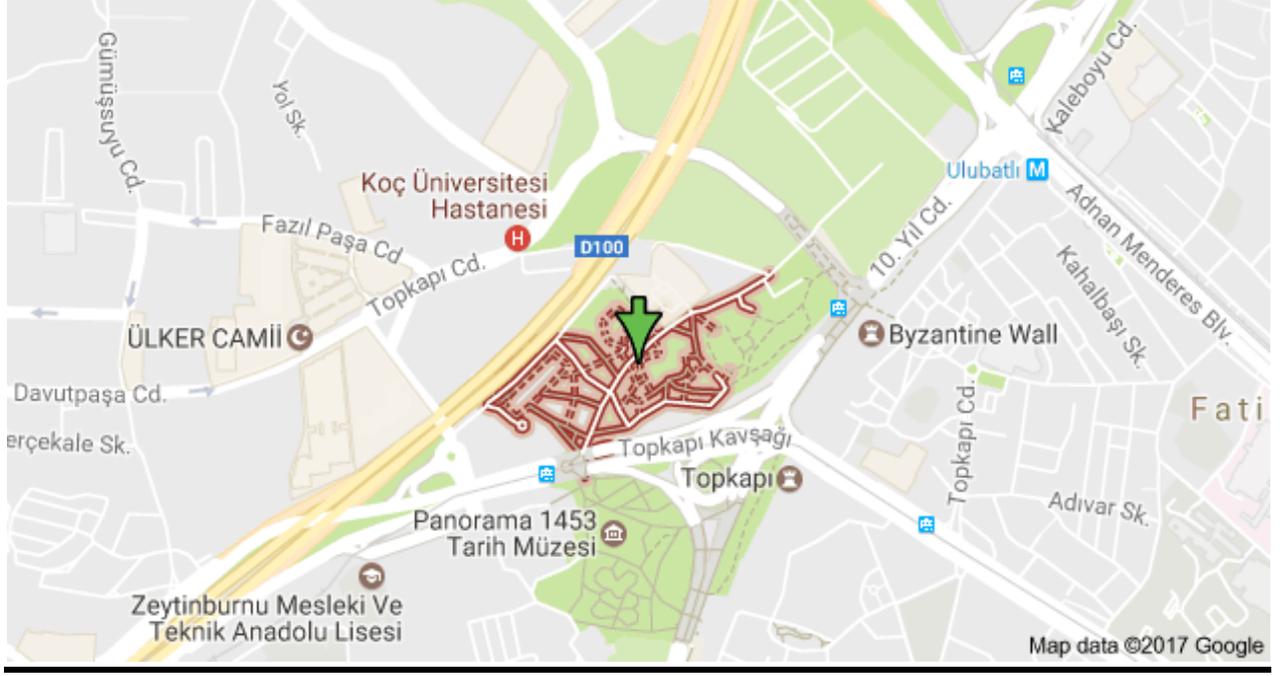
Laskovo, Arkhlani, Padjkovo, Vélastitza et les monastères de Padjkovo, Aios-Anarguiri, Aios-Paraskévi et Aios-Yorgui. – Le quartier dit Panaia, sis dans la ville même de Philippopoli, fera partie de l'Exarchat Bulgare ; mais ceux des habitants qui ne voudront pas se soumettre à l'Église et à l'Exarchat Bulgare, seront entièrement libres à cet égard. Le détail de cela sera réglé entre le Patriarcat et l'Exarchat, conformément aux principes, usages, règles ecclésiastiques. – Si la totalité ou les deux tiers au moins des habitants de rite orthodoxe des localités autres que celles énumérées et dénoncées ci-dessus

veulent se soumettre à l'Exarchat Bulgare pour leurs affaires spirituelles, et si cela est constaté et établi, ils y seront autorisés ; mais cela n'aura lieu qu'à la demande et sur l'accord de la totalité ou tout au moins des deux tiers des habitants. Ceux qui, par ce moyen, chercheraient à jeter le trouble et la division parmi les populations seront poursuivis et punis par la loi.

14. Les principes régissant les monastères dépendant, dans la modalité conforme au canon, du Patriarcat, et se trouvant dans la circonscription de l'Exarchat Bulgare, seront exécutés et observés comme par le passé.

Les articles précédents ayant paru répondre aux besoins légitimes des parties et écarter les regrettables différends survenus, Notre Gouvernement les a approuvés ; ils seront considérés comme une loi pour l'avenir, et le présent Firman a été promulgué afin de faire connaître que Notre volonté formelle est qu'on se garde bien d'y contrevenir et de s'en écarter.

Sources : Archives ottomanes



Topkapı Kültür Park

Tables des matières

Tables des matières

Sommaire.....	4
Prononciation turque.....	5
Repères chronologiques.....	6
Liste des acronymes.....	8
Introduction générale.....	9
Paragraphe 1. Le vocabulaire de la nation et ses emprunts.....	12
A.L’Etat.....	14
B. Le millet, calque imparfait de la nation.....	17
C. Peuple et patrie, des notions imprécises.....	20
Paragraphe 2. Les insurrections balkaniques révélatrices d’une identité faible.....	26
A. La faiblesse d’un pouvoir sans nation.....	27
B. L’opposition des intellectuels ottomans.....	28
C. La fabrication aléatoire d’un ciment national.....	30
Paragraphe 3. Les axes de l’étude et problématique.....	31
A. Comparaisons, analogie et axe paradigmatique.....	32
B. L’interdisciplinarité.....	34
C. Les thèses de Hroch et Maslow comme préalable.....	37
D. Explication du choix typographique, du choix du titre et de la problématique.....	41

Partie 1. Des réformes à l'origine de la naissance de la Nation turque	52
<u>Titre 1. Les premières Constitutions et les balbutiements de la Nation</u>	55
Chapitre 1 : Un réveil identitaire progressif.....	56
Section 1. La Constitution de 1876, un premier pas le renouveau politique nation.....	59
Paragraphe 1. Les Tanzimat offrent un cadre juridique et dessinent les contours de l'identité du futur Etat turc	61
A. La Constitution de 1876 et l'émergence d'un nouveau modèle étatique	62
1. La remise en question du millet ?.....	64
2. La citoyenneté ottomane.....	73
B. Cohésion territoriale et identité.....	82
1. « La loi sur le vilayet ».....	84
2. Le rail comme vecteur d'unité territoriale.....	88
Paragraphe 2. Les Ottomans se rêvent <i>Turcs</i>	90
A. Une identité turque inexistante.....	111
1. Une identité en déshérence.....	112
2. L'Empire-Califat : gouverner au nom de tous.....	122
B. L'idée nationale influencée par l'extérieur.....	127
1. Les nationalismes à la périphérie de l'Empire.....	129
2. L'Occident apporte sa pierre à l'édification de la conscience identitaire turque.....	148
Section 2. L'abrogation de la Constitution et le coup d'Etat des Jeunes-Turcs.....	156
Paragraphe 1. La <i>Meşrutiyet</i> : deuxième vague constitutionnaliste.....	161

A. Citoyenneté et de l'appartenance nationale.....	163
1. L'échec de la citoyenneté et l'émergence du nationalisme unioniste.....	165
2. Le pan(turquisme) : idéologie inavouée.....	168
B.L'expérience éphémère d'un panturquisme étatique.....	169
1.Yusuf Akçura : l'introduction du concept racial.....	170
2. Le nationalisme unioniste : haro sur les non-musulmans.....	171
Paragraphe 2. Le panturquisme : une réponse politique à la déliquescence de l'Empire.....	180
A. Du panturquisme et du pantouranisme.....	180
B. Ziya Gökalp : promoteur de l'idéal panturc.....	187
1. Culture, religion, langue : un nouveau credo.....	189
2. Vers un hypothétique <i>Touran</i>	192
<u>Conclusion chapitre 1</u>	194

Chapitre.2. La Nation turque, une oeuvre démiurgique et révolutionnaire.....195

Section 1.Les fondements du futur Etat-nation turc.....195

Paragraphe 1. L'affirmation de la souveraineté nationale et internationale.....198

A. Du Traité de Sèvres au Traité de Lausanne.....200

B. La guerre gréco-turque : l'affirmation de la souveraineté nationale.....205

Paragraphe 2. La naissance de l'Etat-nation.....210

A. Nommer le futur pays, Turquie ou Anatolie ?.....217

B. Donner un nom au peuple.....221

Section 2. Le rétablissement de la souveraineté économique.....223

Paragraphe. 1. L'Etat face à un nouveau défi.....224

A. Un pays détruit et exsangue.....	224
B. Une économie étatisée.....	225
Paragraphe 2. Le peuple maître de son économie.....	229
A. Créer les conditions d'une économie nationale.....	230
B. Les minorités pénalisées par la politique gouvernementale.....	231
<u>Conclusion chapitre 2</u>	236
<u>Conclusion Titre 1</u>	237
<u>Titre 2. Affirmation et remise en cause de la laïcité</u>	238
Chapitre 1. Une révolution impulsée par le haut.....	240
Section 1. Le caractère turc de la nouvelle Nation.....	237
Paragraphe 1. Révolution linguistique et culturelle, affirmation de la turcité.....	242
A. La réforme de l'alphabet.....	244
B. Le turc langue moderne et de communication.....	245
Paragraphe 2. L'histoire ou la justification du présent par le passé.....	248
A. Redonner aux turcs leur place dans l'histoire : les thèses d'histoire.....	249
B. La théorie de la langue-soleil.....	255
Section 2. L'identité turque entre laïcité et islam.....	261
Paragraphe 1. L'Affirmation du caractère turc et laïc de la Nation.....	261
A. La définition kémalienne de la race turque.....	262
B. La Turquie fait l'expérience du racisme d'Etat.....	268
Paragraphe 2. L'islam hors de la sphère publique.....	272
A. Un modèle laïc turc et de nouvelles normes sociétales.....	273

B. La femme turque symbole de modernité.....	283
Chapitre 2. Les tensions entre laïcité et religiosité.....	284
Section 1. l'Etat-profond se substitue à l'Etat turc.....	287
Paragraphe 1. L'Etat-profond garant du kémalisme et de la laïcité.....	288
A.Un pouvoir occulte.....	288
B.La garde prétorienne de la Nation turque.....	295
Paragraphe 2. L'arbitre du jeu politique.....	309
A. Le coup d'Etat de 1960.....	310
B. La Constitution de 1982.....	312
Section 2.Le tentatives du religieux pour s'immiscer dans le jeu politique.....	315
Paragraphe 1 Le rejet de la définition laïque de la Nation.....	316
A. La diaspora turque et le pouvoir des confréries.....	317
B. L'islam s'affirme comme une force nationaliste.....	319
Paragraphe 2.La Synthèse turco-islamique, une idéologie consensuelle.....	322
A.L'Etat turc reconnaît la synthèse turco-islamique.....	329
B. Retour sur les fondements historiques de la Nation turque.....	330
<u>Conclusion Chapitre 2</u>	338
<u>Conclusion Titre 2</u>	341
<u>Conclusion Partie 1</u>	343
<u>Partie 2. L'ultranationalisme et le renforcement du pouvoir étatique</u>	346
<u>Titre 1. Le nationalisme auxiliaire de l'Etat turc</u>	349
Chapitre 1 : Le nationalisme des années de plomb.....	351

Section 1. Les points de convergence entre l'Etat et le nationalisme.....	352
Paragraphe 1. Les Loups gris : le bras armé de l'Etat-profond.....	354
A. Un nationalisme qui revendique son origine asiatique.....	354
1. Les Loups gris : l'ultranationalisme et populisme.....	357
2. Noyautage et réseautage de la société turque par l'extrême droite nationaliste.....	370
B. Les veilleurs de la souveraineté intérieure et internationale.....	377
1. Les Loups gris pourfendeurs des ennemis de l'Etat.....	384
2. La politique du <i>Containment</i> : La Turquie retrouve sa place sur l'échiquier.....	385
Paragraphe 2. Les Loups gris, une mouvance souverainiste.....	390
A. L'expérience du pouvoir.....	391
B. Une souveraineté élargie à l'Asie centrale.....	393
Section 2. L'Etat-profond et le nationalisme verrouillent l'appareil d'Etat.....	403
Paragraphe 1. Les mauvaises fréquentations du nationalisme.....	404
A. La <i>Maffya</i> turque : ultranationalisme et Etat turc.....	404
B. La politique de la terreur.....	410
Paragraphe 2. L'accident de Susurluk, fin d'une ère ?	413
A. Une bien étrange collusion.....	414
B. Susurluk et la naissance d'une opinion publique.....	415
1. En finir avec L'Etat-profond.....	417
2. L'affaire Ergenekon.....	417
<u>Conclusion Chapitre 1</u>	425
Chapitre 2. Les forces nationalistes font face à l'Occident	427
Section 1. Mutations idéologiques du paysage politique	428

Paragraphe 1. Les conflits dans la sphère nationaliste.....	429
A. La nébuleuse Ulusalçilik : résurgence du nationalisme et kémalisme.....	429
B. Le « complexe de Sèvres » ou la crise de l'identité.....	434
Paragraphe 2. Un nationalisme intransigeant.....	437
A. Les minorités nationales	443
B. La référence aux articles 301 et 306 du Code pénal.....	444
Section 2. La demande d'adhésion à l'UE révélatrice d'une crise identitaire rampante.....	449
Paragraphe 1. Les obstacles à la candidature de la Turquie.....	451
A. La Turquie, « Promontoire du monde touranien.....	452
B. Les exigences de l'Union européen	453
Paragraphe 2. L'AKP interlocutrice de l'UE.....	454
A. La Turquie s'applique à respecter les critères d'adhésion.....	455
B. La stratégie turque pour intégrer l'UE.....	455
<u>Conclusion chapitre 2.....</u>	<u>459</u>
<u>Titre 2. Le retour aux sources ottomanes du pouvoir.....</u>	<u>461</u>
Chapitre 1. La Turquie : nostalgie "d'un Empire défunt".....	463
Section 1. Turgut Özal, la restauration de l'esprit de concorde nationale.....	464
Paragraphe 1. Une ébauche de solution à la question Kurde.....	464
A. Renouer avec l'idée d'une identité commune : Türkyeli.....	466
B. Vers un apaisement de la crise chypriote.....	468
Paragraphe 2. La politique de l'intégration.....	469

A. La Turquie rejoint le bloc atlantiste.....	470
B. l'ère d'influence eurasiatique.....	471
Section 2. La politique eurasiatique de la Turquie.....	472
Paragraphe 1. L'affirmation de la Turquie comme puissance régionale.....	474
A. Le relais de la politique américaine au Proche-Orient.....	475
B. L'aide aux Kurdes d'Irak : l'opération Poised Hammer Forces.....	476
Paragraphe 2. Les gülenistes dans le sillage de Turgut Özal.....	477
A. Fetullah Gülen et le néo-ottomanisme.....	478
B. Le Soft power de Gülen une force sociale et politique.....	483
Conclusion Chapitre 1.....	495
Chapitre 2. Les forces religieuses moteur de la néo-ottomanité.....	497
Section 1. Une identité entre religion et histoire.....	499
Paragraphe 1. L'histoire ottomane comme idéologie de référence.....	500
A. Une identité spatiale : <i>le Topkapi Kultur Parki</i>	502
B. La renaissance du faste ottoman.....	505
Paragraphe 2. Le rejet de l'Etat-nation.....	506
A. Le modèle ottoman, la fin annoncée de l'Etat-nation.....	507
B. Erdoğan, hyper président ou nouveau sultan de Turquie ?.....	508
Section 2. L'AKP porteur du projet néo-ottoman.....	511
Paragraphe 1 : un nouveau rôle pour la Turquie ?.....	513
A. La profondeur stratégique d'Ahmet Davutoğlu.....	513
B. La réaffirmation d'une souveraineté néo-ottomane.....	520
1. Une diplomatie indépendante vis-à-vis de l'Occident.....	521
2. La Hongrie et les Balkans dans la stratégie de conquête néo-ottomane.....	528

Paragraphe 2. Imposer un <i>Commonwealth</i> ottoman	535
A. La politique de la tension.....	536
1. Le jeu ambigu de la Turquie en Syrie.....	537
2 .Les Kurdes : à l'origine du retournement de situation ?	541
B. Ankara revoit sa stratégie régionale et sa diplomatie.....	545
1. Les mutations stratégiques d'Ankara	546
2. Le coup d'Etat de Juillet 2016.....	547
<u>Conclusion chapitre 2</u>	551
<u>Conclusion Titre 2</u>	553
<u>Conclusion générale</u>	554
Bibliographie.....	558
Glossaire.....	589
Annexes.....	593
Table des matières.....	605